



**Réka Horváth**

**La représentation politique  
de la minorité Hongroise  
de Roumanie**

**L'UDMR (RMDSZ)  
entre 1990-2004**

**Réka Horváth**

**La représentation politique  
de la minorité Hongroise  
de Roumanie**

**L'UDMR (RMDSZ) entre 1990-2004**

**Presa Universitară Clujeană**

**2016**

Réka Horváth est lecteur à la Faculté des Sciences économiques et de gestion des Affaires de l'Université Babes-Bolyai. Elle a été assistante universitaire entre 2003-2008 à la Faculté des Sciences politiques et administratives de la même université. Elle a publié plusieurs études plurilingues sur la représentation politique de la minorité hongroise de Roumanie et sur la politique régionale de la Roumanie et de l'UE dans des livres et revues internationales et nationales. Elle a soutenu sa thèse en sciences politiques sous la direction du professeur Jean-Michel de Waele à l'Université Libre de Bruxelles, Faculté des Sciences sociales et politiques, en 2006. Ce livre est sa thèse qui porte sur la représentation politique de la minorité hongroise de Roumanie.

Courriel: horvathreka@icloud.com

ISBN 978-973-595-987-6

© 2016 Autoarea volumului. Toate drepturile rezervate. Reproducerea integrală sau parțială a textului, prin orice mijloace, fără acordul autoarei, este interzisă și se pedepsește conform legii.

**Tehnoredactare computerizată: Cristian-Marius Nuna**

**Universitatea Babeș-Bolyai**  
**Presa Universitară Clujeană**  
**Director: Codruța Săcelean**  
**Str. Hasdeu nr. 51**  
**400371 Cluj-Napoca, România**  
**Tel./fax: (+40)-264-597.401**  
**E-mail: editura@editura.ubbcluj.ro**  
**<http://www.editura.ubbcluj.ro/>**

## **Remerciements**

J'ai eu la chance de rencontrer des personnes exceptionnelles qui ont eu la patience, la force, la compréhension et la largesse de m'aider à réaliser quelques-uns de mes rêves.

J'aimerais dire un grand merci à tous: à mes parents et mon époux pour tout ce qu'une famille peut donner, au professeur Jean-Michel de Waele pour sa confiance, son soutien et sa disponibilité, au groupe de GASPECO et CEVIPOL pour les discussions scientifiques, aux professeurs Jean Yves Grenier et Maurizio Gribaudi pour nos discussions et leurs encouragements, à Sorina Soare pour ses conseils regardant ma dissertation, à mes amis qui se trouvent aux quatre coins du monde, Attila, Emőd, Magor, Zsolt, Péter, Pedro et Anna-Maria et à Suzana Burlea pour sa révision linguistique de ma thèse en vue de sa publication.

## Table de matières

INTRODUCTION: délimitation du sujet, justifications et hypothèses initiales .....	8
PARTIE I: OUTILS D'ANALYSE .....	17
CHAPITRE 1. Courte présentation de la littérature en sciences politiques sur l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie.....	18
1.1. Études en langue hongroise en Hongrie .....	19
1.2. Les études de l'ADHR en langue hongroise en Roumanie .....	21
1.2.1. L'enseignement en langue hongroise des sciences politiques en Roumanie.....	22
1.2.2. La production scientifique .....	24
1.3. Les analyses roumaines et internationales sur l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie.....	27
1.4. Nos difficultés .....	29
CHAPITRE 2. Notre « boîte à outils » .....	31
2.1. Les différentes approches des partis « ethnorégionalistes ».....	33
2.2. L'approche « triadique » des partis des minorités nationales .....	36
2.3. Les définitions .....	38
2.3.1. Définitions des « partis autonomistes, ethnorégionalistes, régionalistes » .....	38
2.3.2. Les définitions des partis « ethniques, ethnopolitiques » .....	45
2.3.3. Les partis « ethnorégionalistes/autonomistes/ethniques »: notre choix .....	48
2.4. L'origine des partis ethnorégionalistes/ethniques.....	51
2.5. Les buts des partis ethnorégionalistes/ethniques .....	55
2.6. La structure des partis ethnorégionalistes/ethniques .....	59
2.7. Les partis ethnorégionalistes/ethniques aux élections .....	62
2.8. Les partis ethnorégionalistes/ethniques dans le système partisan .....	68
2.8.1. Les partis ethnorégionalistes/ethniques dans le système politique national .....	68
2.8.2. Les partis ethnorégionalistes/ethniques et la question européenne.....	73
2.9. Notre « boîte à outils » .....	74
PARTIE II: LES ORGANISATIONS QUI ONT REPRESENTÉES LA MINORITÉ HONGROISE DE ROUMANIE ENTRE 1918–1989 .....	76
CHAPITRE 3. Préface – Les Hongrois de Transylvanie à la veille de la Première Guerre mondiale .....	77
3.1. L'émergence de la minorité hongroise de Roumanie .....	77
3.2. Les données statistiques .....	79

CHAPITRE 4. La représentation politique des Hongrois de Roumanie entre 1918–1989 .....	83
4.1. Introduction .....	83
4.2. Les années de « la résistance passive »: 1918–1920 .....	85
4.3. Les partis hongrois: 1920–1922 .....	87
4.4. Les années du Parti hongrois 1922–1938 .....	93
4.4.1. Courte présentation historique de la Roumanie entre 1922–1938 .....	93
4.4.2. La structure du Parti hongrois.....	96
4.4.3. Les buts et les principes du Parti hongrois .....	98
4.4.4. Les résultats électoraux du Parti hongrois .....	100
4.4.5. Les désaccords internes du Parti hongrois. Les relations du Parti hongrois avec les partis roumains. Les autres formations représentant les Hongrois de Roumanie.....	106
4.4.6. Les caractéristiques de la représentation des Hongrois entre 1922–1938 .....	113
4.5. Les différentes organisations de la minorité hongroise entre 1938–1989 .....	115
4.5.1. 1938–1948 .....	115
4.5.2. 1948–1989 .....	124
4.6. Les modalités de la représentation politique des Hongrois de Roumanie entre 1918–1989.....	134
 PARTIE III: L'ALLIANCE DEMOCRATE HONGROISE DE ROUMANIE ...	138
CHAPITRE 5. Préface – les Hongrois de Roumanie .....	139
CHAPITRE 6. L'émergence de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie .....	144
6.1. L'émergence de l'ADHR.....	144
6.2. Les prédécesseurs.....	150
6.3. Le communisme .....	151
6.4. Conclusions provisoires .....	153
CHAPITRE 7. L'Alliance démocrate hongroise de Roumanie dans le système politique roumain .....	157
7.1. Les résultats électoraux de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie ....	158
7.1.1. Les élections parlementaires entre 1990–2004 .....	159
7.1.2. Les élections locales entre 1990–2004 .....	166
7.1.3. Conclusions provisoires.....	171
7.2. L'Alliance démocrate hongroise de Roumanie dans le système politique roumain .....	172
7.2.1. Les événements de Târgu-Mureş .....	172
7.2.2. L'autonomie.....	176
7.2.3. Des institutions pour les minorités .....	179
7.2.4. Les accords de l'Alliance avec les partis politiques roumains.....	182
7.2.5. Conclusions provisoires.....	202
7.3. L'Alliance et les organisations internationales .....	204
7.3.1. Le Conseil de l'Europe.....	204
7.3.2. Le traité bilatéral roumaino-hongrois .....	207
7.3.3. La loi du « statut » .....	209

7.4. Les relations entre l'ADHR et les partis politiques de la Hongrie .....	215
7.5. Conclusions provisoires .....	221
7.5.1. L'Alliance le parti de la minorité hongroise de Roumanie? .....	224
CHAPITRE 8. Les changements dans les programmes de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie .....	227
8.1. Introduction .....	227
8.2. La structure des programmes .....	228
8.3. Qu'est ce que c'est l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie ? .....	229
8.4. Qui sont les Hongrois de Roumanie selon les programmes de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie ? .....	232
8.5. L'autonomie.....	234
8.6. Les intérêts régionaux de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie .....	240
8.7. Le passé.....	242
8.8. Les buts de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie .....	243
CHAPITRE 9. La structure de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie .....	247
9.1. Introduction .....	247
9.2. Bref définitions des organes de l'ADHR.....	250
9.3. Les changements de structure.....	252
9.4. Le Conseil des représentants de l'Alliance .....	255
9.5. Le Conseil conciliant de l'Alliance .....	261
9.6. Le Conseil opératif de l'Alliance .....	263
9.7. Les organisations territoriales .....	266
9.8. Les oppositions internes de l'Alliance .....	267
9.9. Le groupe parlementaire de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie... 274	
9.9.1. La place du groupe parlementaire dans la structure de l'ADHR .....	275
9.9.2. Les procédures de désignation des candidats aux élections législatifs .....	276
9.9.3. Les membres des groupes parlementaires .....	279
9.10. Les initiatives législatives des parlementaires de l'Alliance .....	282
9.11. Le degré de pénétration territoriale de l'Alliance.....	286
9.12. Esquisse de la structure de l'Alliance.....	287
CHAPITRE 10. Esquisse d'un tableau sur la vie interne de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie .....	294
10.1. Les élections internes .....	294
10.2. L'autonomie.....	302
10.2.1. Le projet de loi sur les minorités nationales et sur les communautés autonomes .....	304
10.2.2. Les autres projets de loi concernant l'autonomie.....	305
10.2.3. Les facettes multiples de l'autonomie du point de vue de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie .....	307
10.3. Des oppositions extérieures à l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie .....	309
10.4. Avant conclusions.....	315

PARTIE IV: CONCLUSIONS.....	320
CHAPITRE 11. L’enseignement en langue hongroise. Les constantes et les variations du problème .....	321
11.1. L’entre-deux-guerres .....	322
11.2. Sous le communisme.....	326
11.3. Les années 1990–2004 .....	329
11.3.1. La chronologie des revendications .....	329
11.3.2. L’Université Bolyai.....	341
11.3.3. Les revendications de l’Alliance.....	343
11.4. Esquisse des constants et des variations de l’enseignement en langue hongroise.....	346
CHAPITRE 12. Les structures de la représentation de la minorité hongroise de Roumanie: faits et dynamiques. Le parcours de l’Alliance démocrate hongroise de Roumanie .....	348
ANNEXES .....	358
BIBLIOGRAPHIE .....	394



## **INTRODUCTION:**

### **délimitation du sujet, justifications et hypothèses initiales**

La construction et la déconstruction des États en Europe centrale et orientale ont, certes, modelé le passé et, sans aucun doute, continuent à marquer le présent. Les minorités qui peuplent une des régions les plus bigarrées d'un point de vue ethnique et culturel de l'Europe représentent un sujet d'analyse très utile pour la compréhension de la vie politique des jeunes démocraties de l'Est. Dans ce contexte, force est de constater que le cas particulier de la minorité hongroise est d'une importance majeure pour l'étude de la vie politique de plusieurs pays de la région: la Hongrie, la Roumanie, la Slovaquie et la Serbie. C'est justement dans ce périmètre que notre analyse se propose de porter une interprétation de la construction d'une représentation politique de la minorité hongroise.

L'histoire est une toile de fond particulièrement pertinente pour ce sujet. Elle offre des explications nuancées pour comprendre les agencements du présent. Ainsi, suite à la Première Guerre mondiale la Tchécoslovaquie, le Royaume de Roumanie et le Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes englobent un pourcentage important de population hongroise. La question des minorités en général et plus spécialement celle des minorités hongroises de Roumanie, de Serbie et de Slovaquie est présente dans la vie internationale entre les deux guerres. Par contre, la question des minorités est reléguée au second plan après la Seconde guerre mondiale.

Cette situation est due à la guerre froide, d'une part, et au fait que « les Nations Unies contrairement à la Société des Nations au lieu de la protection des droits minoritaires a passé au système de protections des droits de l'homme »<sup>1</sup>, d'autre part. Les questions liées aux minorités commencent à réapparaître sur la scène internationale suite au processus d'Helsinki, lors de l'acte final (1975). Les pays participant<sup>2</sup> à l'acte ont incorporé parmi les principes de base qui régissent les relations

---

<sup>1</sup> BOKORNÉ SZEGŐ, Hanna, *Nemzetközi jog*, Budapest, Aula Kiadó, 1997, p.224.

<sup>2</sup> La République Fédérale d'Allemagne, la République Démocratique Allemande, les États-Unis d'Amérique, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, le Canada, le Chypre, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Liechtenstein, le Luxembourg, le Malte, le Monaco, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Royaume-Uni, le Saint-Marin, le Saint-Siège, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie, la Turquie, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques et la Yougoslavie.

internationales: « le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction ».<sup>3</sup>

Le sujet de la minorité hongroise de Roumanie a refait surface dans la seconde moitié des années 80 quand plusieurs acteurs de la scène internationale s'y réfèrent. Il apparaît également dans les journaux occidentaux.

Nous pouvons nous rappeler des sujets comme: le programme de systématisation du territoire qui, selon le journaliste du Monde, mènerait à l'assimilation des Hongrois et des Allemands;<sup>4</sup> le grand nombre de réfugiés appartenant à la minorité hongroise qui arrivent en Hongrie à la fin des années 1980<sup>5</sup>; la proposition suédo-hongroise dans le cadre de la Commission des droits de l'homme de l'ONU<sup>6</sup>.

Après la chute du Mur de Berlin et les événements de 1989, la question des minorités nationales est une des questions les plus importantes qui apparaissent sur l'agenda des relations internationales. Les guerres de l'ex-Yougoslavie attirent l'attention sur les aspects de sécurité de la question des minorités nationales. Les recherches portant sur l'histoire et les conflits ethniques, de même que sur le lien entre la consolidation d'un régime démocratique et les minorités nationales se multiplient.

Dans ce contexte, nous avons considéré qu'il est opportun de sortir d'une vision purement historique, juridique ou propre aux études des crises, de dépasser les démarches plus généralistes afin d'effectuer une analyse très pointue sur un aspect

<sup>3</sup> Dans l'acte final d'Helsinki le mot minorité nationale apparaît dans les contextes suivants: « Les États participants sur les territoires desquels existent des minorités nationales respectent le droit des personnes appartenant à ces minorités, c'est-à-dire à l'égalité devant la loi, leur donnent l'entière possibilité de jouir effectivement des droits de l'homme et des libertés fondamentales et, de cette manière, protègent leurs intérêts légitimes dans ce domaine. » Article VII.; Coopération et échanges dans le domaine de la culture: « Minorités nationales ou cultures régionales. Les États participants, reconnaissant la contribution que les minorités nationales ou cultures régionales peuvent apporter à la coopération entre eux dans différents domaines de la culture, se proposent, lorsqu'il existe sur leur territoire de telles minorités ou cultures et en tenant compte des intérêts légitimes de leurs membres, de faciliter cette contribution. » L'acte final d'Helsinki se trouve sur la page web de l'OSCE [www.osce.org](http://www.osce.org)

<sup>4</sup> AFP, Début du « programme de systématisation du territoire », *Le Monde*, 15 juillet 1988, p.3.

<sup>5</sup> Cette problématique apparaît plusieurs fois dans le journal *Le Monde*, voir par exemple AFP, « Arrivée récente d'au moins 10000 réfugiés roumains », *Le Monde*, 18 mars 1988 p.4.; Baryli, W., « L'afflux de réfugiés roumains provoque des tensions entre Budapest et Bucarest », *Le Monde*, 9 avril 1988, p.7.; Kauffmann, S., « La Hongrie, terre d'asile des réfugiés roumains », *Le Monde*, 27 avril 1988, p. 1, 5.

<sup>6</sup> La délégation suédoise cherchait un cosignataire pour ses propositions d'appointer un rapporteur sur les droits de l'homme en Roumanie dans le cadre de la Commission des droits de l'homme de l'ONU. La Hongrie, pays communiste à l'époque, a été d'accord pour collaborer avec la délégation suédoise. La proposition a été adoptée grâce au fait que plusieurs pays communistes n'ont pas participé au vote, rendant ainsi possible son adoption. Voir les articles du Monde: Vichniac, I., « L'intervention du premier ministre devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU », *Le Monde*, 8 février 1989, p. 4. V., I., « La Roumanie répond aux attaques hongroises », *Le Monde*, 2 mars 1989, p. 6; AFP, « A Genève », *Le Monde*, 5-6 mars 1989, p. 3, « Un avertissement à M. Ceausescu », *Le Monde*, 11 mars 1989, p.1.

spécifique des questions des minorités nationales et sur une minorité donnée: les organisations et les partis qui ont représenté sur la scène politique la minorité hongroise de Roumanie. Nous avons entamé notre recherche en constatant le manque d'une littérature scientifique roumaine et internationale sur les phénomènes partisans de la minorité hongroise de Roumanie.<sup>7</sup>

Cette lacune est saisissable surtout pour l'intervalle 1918<sup>8</sup>-1989 ainsi que pour les années d'après 1990 et constitue un grand désavantage pour notre démarche. Malheureusement, les recherches précédentes n'ont pas pu guider notre travail en sorte que nous déjouions les pièges du parcours. De plus, ce manque de monographies et de recherches solides sur les différentes organisations qui ont représenté les Hongrois de Roumanie dans l'intervalle 1918-2004 a rendu impossible notre projet de réaliser une comparaison approfondie. L'avantage qu'un champ peu étudié offre normalement à son chercheur, nous l'avons ressenti plusieurs fois comme source d'inquiétudes par rapport aux chemins d'analyse que nous nous proposons d'emprunter.

Les raisons qui ont motivé le choix de notre sujet sont doubles. Premièrement, il s'agit du grand défi intellectuel et scientifique que suscite l'analyse du phénomène partisan de la minorité hongroise de Roumanie. Nous considérons que cette recherche sera utile pour analyser les partis ethnorégionalistes en général et permettra d'enrichir les études portant spécifiquement sur le système partisan roumain. En même temps, compte tenu de l'absence d'une étude similaire sur ce sujet, il nous a semblé utile de construire une monographie qui puisse servir ultérieurement à des fins de comparaison avec d'autres pays de la région<sup>9</sup>, avec des partis ethnorégionalistes de l'Europe.

Deuxièmement, nous avons choisi le cas de la minorité hongroise en raison de nos origines, notre parcours et nos connaissances du terrain. Le fait d'être une Hongroise de Roumanie signifie, dans mon cas, que je suis bilingue. Ce fait nous permet l'accès sans intermédiaire à la vie politique roumaine, aux documents et aux manifestations des différentes organisations qui ont représenté les Hongrois<sup>10</sup> ainsi qu'à la vie publique hongroise.<sup>11</sup> Hongroise de Roumanie, suivant une éducation primaire et secondaire en langue hongroise dans une école mixte, puis hongroise de Cluj-Napoca (Roumanie), bénéficiant d'une éducation universitaire à Budapest, Bucarest et Bruxelles, éduquée dans un esprit culturel francophone, nous intégrons

---

<sup>7</sup> Voir plus largement notre chapitre sur la littérature scientifique dans ce domaine.

<sup>8</sup> Cette date représente le début de la formation de la minorité hongroise de Roumanie. Voir plus largement notre chapitre historique.

<sup>9</sup> Comme la Slovaquie, la Serbie.

<sup>10</sup> Leurs documents sont majoritairement en Hongrois.

<sup>11</sup> En plus, je peux observer et étudier en même temps et facilement la vie politique et publique de la Hongrie aussi.

dans notre approche nos propres expériences. Pendant notre participation à Budapest aux cours de l'Atelier franco-hongrois de sciences sociales<sup>12</sup>, puis à l'École doctorale en sciences sociales de Bucarest, nous avons appris à maîtriser des détails historiques qui se sont greffés sur notre intérêt à l'histoire politique de la Roumanie. Ce contexte garantit *a priori* notre connaissance approfondie de la Roumanie et des Hongrois de Roumanie.

En étudiant l'intervalle 1918–1920 nous pouvons observer plusieurs organisations qui se sont proposé de représenter la minorité hongroise de Roumanie de manières très différentes et dans des contextes très différents. D'abord, durant l'entre-deux-guerres, on a le Parti Hongrois. Ensuite, pendant le régime communiste<sup>13</sup> c'est l'Alliance populaire hongroise et puis le Conseil des ouvriers hongrois de Roumanie qui apparaissent.<sup>14</sup> Enfin, après la chute du communisme émerge l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie.

Dans le centre de notre analyse se trouve l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie. C'est par le biais de l'Alliance que nous voulons nous approcher du sujet plus général de la représentation politique de la minorité hongroise de Roumanie. C'est également à l'Alliance que nous consacrerons la plupart de notre recherche, de notre monographie. Nous nous concentrerons sur l'analyse des deux premières logiques indiquées par Seiler pour l'analyse des partis politiques: la logique du projet et la logique de l'organisation.<sup>15</sup> La période de l'histoire de l'Alliance sur laquelle nous nous concentrons s'étend entre son émergence (décembre 1989) et les dernières élections de 2004.<sup>16</sup> À part la limite temporelle que nous avons définie, nous avons décidé de limiter l'extension de nos recherches: nous ne voulions pas écrire une monographie sur la minorité hongroise de Roumanie. Au centre de nos recherches se trouvent les deux aspects mentionnés de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie. Nous n'analysons pas non plus les années d'après 2004.

Cependant, un horizon temporel plus étendu, ouvrant sur les années 1918–1989 nous semble incontournable. D'abord, parce que cela nous permettrait de mettre en perspective nos analyses sur l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie. Ensuite, une très brève étude sur les partis et les organisations qui ont représenté les Hongrois

<sup>12</sup> Organisé par l'université la Faculté d'histoire de l'Université Eötvös Lóránd de Budapest et l'École des hautes études en sciences sociales de Paris.

<sup>13</sup> La question si ces organisations ont représenté les Hongrois de Roumanie ou la politique de l'État au milieu des Hongrois nous la traitons dans notre chapitre historique.

<sup>14</sup> Comme les organisations les plus importantes. Voir largement dans notre chapitre historique.

<sup>15</sup> De même, nos analyses contiendront des éléments de la logique de mobilisation sur la base des données disponibles. SEILER, Daniel L., *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1993, pp. 23–23.

<sup>16</sup> Nous n'avons pas pu choisir l'analyse de la représentation politique de la minorité hongroise de Roumanie entre 1918–2004 pour plusieurs raisons. Primo, le volume restreint de littérature spécifique qui porte sur ce sujet rendrait impossible ce projet d'étude. Secundo, dans ces conditions, analyser dans une seule thèse l'intervalle 1918–2004 ne nous semblait pas faisable.

de Roumanie avant 1989 nous offre une nouvelle piste d'étude de la représentation politique de la minorité hongroise de Roumanie. Nous complétons cette démarche chronologique avec l'analyse d'un sujet précis, l'enseignement en langue hongroise qui a été dispensé pendant tout l'intervalle entre 1918–2004.<sup>17</sup> Enfin, nous partageons l'opinion d'Antoine Roger « qu'en dépit de bifurcations historiques nombreuses et violentes, aucune table rase n'est jamais observée. Des figures déjà existant dans le passé se trouvent dans tous les cas distordues, mêlées à d'autres et réorganisées en un dessin original ».<sup>18</sup>

Au cours de nos recherches, nous avons formulé plusieurs hypothèses que nous avons choisies de présenter dans cette introduction, même si certaines d'entre elles sont les fruits de notre 'boîte à outils', de notre chapitre théorique. Il nous semble que de cette manière notre démarche est plus claire.

- (1) Tout d'abord, il s'agit d'une hypothèse génétique. Nous nous proposons de recenser les causes de l'émergence de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie. Nous voulons vérifier si c'est une logique de clivage centre/périphérie ou celle d'une société divisée selon les lignes ethniques qui explique mieux l'émergence de l'Alliance. Une sous-hypothèse auxiliaire s'ouvre. (1.1) Nous cherchons à établir si les causes de l'émergence des organisations partisans hongroises après la Première Guerre mondiale sont différentes de celles de l'émergence de l'Alliance et de quelle manière.
- (2) Ensuite, nous énonçons une hypothèse instrumentale. Nous voudrions vérifier si le parti politique représentant la minorité hongroise « peut être conçu comme une interface entre les conflits nationaux et internationaux dans lesquels la minorité est engagée ».<sup>19</sup>
- (3) De plus, nous voulons examiner si nous pouvons appréhender l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie à travers les définitions des partis ethnorégionalistes, autonomistes ou ethniques. Une sous hypothèse auxiliaire s'ouvre. (3.1) Nous considérons que l'Alliance peut être appréhendée en même temps comme un parti et comme un mouvement ethnique. La facette « mouvement » est plus accentuée dans un premier temps, tandis que celle de « parti » est mise en évidence dans un deuxième temps.

<sup>17</sup> Il faut remarquer que la création de la Roumanie moderne coïncide avec l'apparition de la minorité hongroise de Roumanie. Voir le chapitre suivant.

<sup>18</sup> ROGER, Antoine, *Fascistes, communistes et paysans. Sociologie des mobilisations identitaires roumaines (1921–1989)*, 2001, manuscrit, p.75.

<sup>19</sup> ROGER, Antoine, « Economic Development and Positioning of Ethnical Political Parties: Comparing Post Communist Bulgaria and Romania », *Southeast European Politics*, 2002, vol.3, p.27.

- (4) Compte tenu de la place centrale que la question de l'autonomie occupe dans la définition des partis ethnorégionalistes/autonomistes, nous voulons vérifier son importance dans les programmes de l'Alliance. Deux hypothèses auxiliaires s'ouvrent. (4.1) La visibilité de la demande d'autonomie est fortement influencée par la place occupée par l'Alliance dans le système politique roumain. (4.2) L'Alliance met en valeur plusieurs questions importantes pour la minorité hongroise, l'autonomie étant l'une d'entre elles.
- (5) Il nous semble que la question de l'enseignement en langue hongroise a été un but important<sup>20</sup> tout au long des périodes entre 1920–1940 et 1990–2004. Nous voulons comparer les changements des buts en matière d'enseignement des deux organisations principales qui ont représenté la minorité hongroise de Roumanie: le Parti hongrois (entre les deux guerres) et l'Alliance après 1990.
- (6) En nous basant sur notre cadre théorique, nous supposons que l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie est un parti de masse, avec un grand degré de concentration de leadership.
- (7) Nous vérifierons si le factionnalisme de l'Alliance est un mélange entre un factionnalisme idéologique et un factionnalisme tactique.
- (8) Par rapport aux influences du système partisan roumain sur l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie, nous nous proposons de vérifier notre hypothèse selon laquelle l'Alliance s'est concentrée sur les questions internes, surtout lorsqu'elle n'a pas été véritablement acceptée par les partis politiques roumains.
- (9) Notre dernière hypothèse concerne la participation aux coalitions gouvernementales. Nous voudrions vérifier si cette participation est due aux facteurs internes et externes à la Roumanie.

À cause de nos hypothèses et notre perspective temporelle, nous avons utilisé différents types de sources pour les étapes de notre recherche.

Pour la période de l'entre-deux-guerres, nous avons utilisé des archives éditées et des recensements ainsi que des livres et des recherches scientifiques en grande partie écrites par des historiens. En ce qui concerne le régime communiste nous avons utilisé les recherches des historiens.

Par contre, pour l'étude de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie<sup>21</sup> nous avons défriché cinq types de sources:

---

<sup>20</sup> Pour les organisations/partis qui ont représenté la minorité hongroise de Roumanie.

<sup>21</sup> Le sigle en roumain de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie est l'ADHR. Nous utilisons dans notre dissertation soit le nom d'Alliance, soit celui de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie, soit celui de l'ADHR.

**(1) Des documents produits par l'Alliance.** En général on peut considérer que ces documents, même s'ils ont des buts différents contribuent à la construction de l'image de l'ADHR<sup>22</sup>. Parmi ces documents nous retrouvons:

- *Les statuts et les résolutions des différents organes de l'Alliance.* Ces documents régissent la vie interne de l'Alliance. Leur public cible est formé par les personnes qui s'intéressent au fonctionnement de l'ADHR. Mais ils peuvent être des outils de légitimation des actions des différents organes de l'Alliance. Ils peuvent aussi concerner un public plus large comme, par exemple, la résolution sur les élections préliminaires. Des fois ils se réfèrent aux partis roumains, par exemple la résolution du Conseil des représentants de l'Alliance qui affirmait que, si certaines conditions n'étaient pas remplies, l'Alliance quitterait la coalition gouvernementale.<sup>23</sup>
- *Les programmes.*
- *Les prises des positions des différents organes de l'ADHR.* Leurs destinataires sont: les membres de la minorité hongroise; les partis roumains; en général les gens qui vivent en Roumanie; les Hongrois et les partis de la Hongrie.
- *Les procès-verbaux des sessions des différents organes.*
- *Les différentes publications de l'Alliance:*
  - des livres: sur les congrès, à l'occasion de l'anniversaire de l'Alliance<sup>24</sup> etc.
  - des rapports sous forme des brochures (par exemple le rapport de la présidence exécutive et du président de l'Alliance). Ces brochures ont eu comme but principal d'informer les membres sur l'activité de l'Alliance.
  - une série de six brochures qui contiennent: le mémorandum de l'ADHR pour le Conseil de l'Europe et le projet de loi sur les minorités; le mémorandum sur l'enseignement et sur la culture, un texte sur la minorité hongroise et sur sa représentation; des rapports sur « la situation de l'Alliance » et les rapports de la présidence exécutive (1993, 1994); le programme, le statut et les résolutions du 4<sup>ème</sup> congrès de l'Alliance; le programme, le statut et les résolutions du 5<sup>ème</sup> congrès et les priorités gouvernementales de l'Alliance; le programme, le statut et les résolutions du 6<sup>ème</sup> congrès de l'Alliance. Cette série est la conséquence d'une décision de 1994 de la présidence exécutive et les documents ont été édités en hongrois, en roumain et en anglais.
  - deux journaux de l'Alliance. D'une part, le journal officiel de l'Alliance, RMDSZ 'Közlöny', édité par le bureau du président de l'Alliance à Târgu-

<sup>22</sup> D'habitude ces documents ont apparus en langue hongroise.

<sup>23</sup> La résolution du 5 septembre 1998, RMDSZ Közlöny, 1998/32.

<sup>24</sup> Le CD qui est apparu à cette occasion.

Mureş dont le premier numéro est apparu en 1993. Jusqu'à la fin de 2004 il y avait 55 numéros. Ce journal contient les statuts, les programmes, les résolutions des différents organismes, des prises de position. Le journal est paru en Hongrois; il est distribué essentiellement aux organisations territoriales, aux bureaux du président de l'Alliance, aux groupes parlementaires, à la présidence exécutive. D'autre part, le journal électronique de l'Alliance RMDSZ 'Tájékoztató' rédigé dans le bureau du président de l'Alliance à Bucarest. Le journal paraît d'habitude cinq jours sur sept, une fois par jour, sauf dans des cas où le rédacteur considère qu'il y a des nouvelles importantes. Ce journal est envoyé via des courriers électroniques aux organisations et aux personnes qui s'inscrivent (les médias, les ambassades reçoivent ce journal). Le journal paraît en hongrois, mais il y a des versions en roumain et en anglais aussi (les nouvelles sont sélectionnées et traduites). La première fois il est apparu le 29 mars 1993. Jusqu'à la fin du 2004 il y a eu 2900 numéros<sup>25</sup>.

- (2) **Des documents produits par les différents organes de l'État.** Ce sont les documents officiels produits pour le public intéressé: les résultats électoraux; les données des recensements; les procès-verbaux des sessions parlementaires.
- (3) **Des documents produits par ou à l'aide des personnes impliquées dans les événements liés à l'Alliance:** les mémoires des différentes personnes par exemple ceux de l'ex-président de l'ADHR; des entretiens que nous avons eus nous-mêmes; des interviews que d'autres chercheurs ont réalisées.
- (4) **Des analyses publiées par d'autres chercheurs.**
- (5) **La presse roumaine et hongroise de Roumanie et la presse de Hongrie.** Nous avons consulté d'une manière systématique le journal « Szabadság » pour la période 1990–2004. Le journal est régional, il est publié en Hongrois à Cluj-Napoca. Nous avons eu accès à une base des données qui contenait à par les versions électroniques du journal « Szabadság » entre 1999–juin 2005: tous les numéros entre octobre 2000–juin 2005 du journal national hongrois « Krónika » (édité à Cluj-Napoca); il est considéré le journal représentatif des opposants de l'Alliance<sup>26</sup>; les nouvelles de l'agence de presse roumaine « Mediafax » concernant la vie politique roumaine entre 2003–juin 2005; les nouvelles de l'agence

<sup>25</sup> La deuxième ou la troisième édition du même jour est désignée par le même numéro et un II ou III, en fonction de l'édition.

<sup>26</sup> Le journal est apparu pour la première fois en octobre 1999.



de presse hongroise « MTI » (de Hongrie) concernant la Roumanie, la minorité hongroise de Roumanie entre 1997–juin 2005.<sup>27</sup>

Notre recherche sur l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie se construit autour des éléments énoncés précédemment. Afin d'avancer dans notre démarche, nous allons structurer notre analyse en quatre parties.

La première partie concerne la construction de notre propre « boîte à outils » nécessaire à notre analyse. Dans un premier temps nous encadrons notre recherche dans le contexte de la science politique roumaine. Dans un deuxième temps nous procédons à un repérage des principales théories sur les partis régionalistes et ethnorégionalistes.

Notre deuxième partie contient le volet « historique » de notre démarche, le recensement et la brève analyse des différentes organisations partisans de la minorité hongroise de Roumanie entre 1918–1989. Cette présentation se propose de mieux encadrer l'analyse de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie qui suit dans notre troisième partie.

La troisième partie de notre thèse représente notre propre apport aux études actuelles. Nous allons appliquer nos « outils » et les hypothèses construits dans notre première partie et encadrés historiquement dans notre deuxième partie. Nous construisons notre analyse de l'Alliance autour de plusieurs volets: les relations de l'Alliance avec les partis politiques roumains; les changements programmatiques et structuraux; la vie interne de l'Alliance.

Notre quatrième partie comprend deux chapitres. Dans le premier, nous abordons le sujet plus général de la représentation politique de la minorité hongroise par le biais de l'analyse de l'enseignement en langue hongroise entre 1918–2004. Dans le deuxième chapitre, nous reprenons le cheminement de notre analyse et nos hypothèses de départ. Nous voulons ainsi préciser nos conclusions et nos questions nouvelles ou anciennes.

---

<sup>27</sup> Je remercie Tibori Szabó Zoltán d'avoir facilité mon accès à cette base.

**PARTIE I:**

**OUTILS D'ANALYSE**

## CHAPITRE 1

### **Courte présentation de la littérature en sciences politiques sur l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie**

Comme nous l'avons déjà mentionné, les analyses en sciences politiques portant sur l'Alliance sont peu nombreuses. Il nous semble nécessaire, pour notre cadre théorique ainsi que pour notre analyse de l'Alliance, d'entamer la première partie de notre thèse par un bref survol de l'état des recherches et des publications sur l'ADHR<sup>28</sup>.

Notre dissertation porte sur l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie, une organisation qui représente la minorité hongroise de Roumanie<sup>29</sup>. Par conséquent, une première étape obligatoire de notre démarche est celle de trouver quatre instances des analyses portant sur l'Alliance: les documents écrits en langue hongroise<sup>30</sup> en Roumanie; les textes écrits par des politologues roumains en Roumanie; les documents repérables en Hongrie<sup>31</sup> et à l'étranger.

Dans ce chapitre, nous commençons par une brève présentation de la littérature hongroise<sup>32</sup> qui, contrairement à nos attentes initiales, est très peu nombreuse. Ensuite, notre cheminement conduira aux écrits des politologues travaillant à l'extérieur de la Roumanie et de la Hongrie. Nous envisageons tout d'abord de rendre compte, dans la mesure du possible,<sup>33</sup> de ce que l'on a déjà écrit sur le sujet de notre thèse. Ensuite, nous allons positionner notre analyse par rapport à ce corpus d'études. Enfin, ce survol expliquera les limites de notre base bibliographique.

---

<sup>28</sup> Nous mentionnons les textes publiés entre 1918–1989 dans notre chapitre « historique ».

<sup>29</sup> Qui a été membre du Parlement roumain entre 1990–2004 et membre de la coalition gouvernementale entre 1996–2000.

<sup>30</sup> Dans notre troisième partie nous décrivons brièvement les Hongrois de Roumanie. Tout d'abord, on doit observer qu'en Roumanie il y a un enseignement en langue hongroise dès la maternelle jusqu'à l'université (par exemple, il y a un enseignement des sciences politiques en hongrois à Cluj-Napoca, même si l'enseignement en hongrois a comporté des fois des exceptions et des problèmes); de même, plusieurs journaux et revues en langue hongroise y paraissent; les chaînes publiques roumaines ont des émissions télévisées en hongrois et la chaîne de télévision *Duna*, tout en émettant de la Hongrie, s'adresse aux minorités hongroises qui se trouvent dans les pays limitrophes de la Hongrie; on y trouve aussi des organisations non gouvernementales hongroises.

<sup>31</sup> Étant donné entre autre le fait qu'il y a des liens institutionnalisés entre le gouvernement hongrois et les partis qui représentent les minorités hongroises dans différents pays. Voir notre chapitre sur la place de l'Alliance dans le système politique roumain

<sup>32</sup> De la Hongrie et de la Roumanie.

<sup>33</sup> Ayant rédigé notre thèse surtout en Roumanie, nous ne pensons pas qu'on puisse prétendre à l'exhaustivité.

## 1.1. Études en langue hongroise en Hongrie

Nous avons saisi deux où, après 1990<sup>34</sup>, des recherches sont menées en langue hongroise sur la minorité hongroise de Roumanie: en Hongrie et en Roumanie. En Hongrie nous distinguons trois institutions qui se proposent comme objet de leurs recherches ce qu'on appelle couramment dans le pays: « les Hongrois vivant en dehors des frontières de la Hongrie »<sup>35</sup>. D'abord, il faut parler de l'Institut de recherches des minorités ethniques et nationales de l'Académie hongroise des sciences.

Depuis 1998 il y a, au sein de l'Académie, un groupe de recherche sur les minorités qui est devenu Institut de recherche en 2001. Le but de l'Institut, selon sa page internet, est « d'effectuer des recherches complexes, dans les domaines de l'histoire contemporaine, de la sociologie, de l'anthropologie, de la sociolinguistique, du droit, de la politologie et interdisciplinaires, concernant les minorités hongroises et les Roms de l'Europe centrale et orientale, et les minorités de la Hongrie ».<sup>36</sup> Parmi les sujets de recherches de l'Institut, nous retrouvons: les formes d'auto-organisation des minorités; les processus ethnopolitiques; les relations interethniques; les migrations; la participation au pouvoir des minorités hongroises.<sup>37</sup> Il est nécessaire toutefois de souligner que parmi les cinquante-cinq livres ou publications édités<sup>38</sup> par l'Institut, il n'y a un seul<sup>39</sup> qui traite des partis politiques des minorités hongroises. Le livre *Minorités et politique du gouvernement Europe centrale*<sup>40</sup> contiennent douze contributions analysant la participation au pouvoir des organisations des minorités hongroises en Roumanie et en Slovaquie. Par contre, dans les autres publications, même si les partis politiques des minorités hongroises apparaissent, ils ne constituent pas l'objet d'étude principal.

La deuxième institution où des recherches sur les minorités hongroises sont menées est l'Institut Teleki László de Budapest. L'Institut qui comprend deux centres de recherches – sur les relations internationales et sur l'Europe centrale – s'occupe des recherches, de la construction des réseaux et entreprend des travaux d'expertise

<sup>34</sup> Étant donné que notre sujet est l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie qui est née en décembre 1989/1990, nous considérons suffisant pour cette partie de notre thèse d'aborder la littérature d'après 1990.

<sup>35</sup> Il s'agit des minorités hongroises qui vivent dans les pays voisins de la Hongrie et qui sont devenues des « minorités » après les traités de paix à la suite de la Première Guerre mondiale.

<sup>36</sup> [www.mta.hu](http://www.mta.hu)

<sup>37</sup> Ibidem.

<sup>38</sup> Et mentionner sur la page internet de l'Institut.

<sup>39</sup> Jusqu'au moment où nous écrivons notre thèse (2005).

<sup>40</sup> BLENESI, Éva, MANDEL (eds.), Kinga, *Kisebbségek és kormánypolitika Közép-Európában (2002–2004)*, Gondolat Kiadó-MTA Etnikai-nemzeti Kisebbségkutató Intézet, Budapest, 5004, p.402.

pour le gouvernement de la Hongrie.<sup>41</sup> Parmi les sujets de recherche on repère: l'organisation politique des minorités; les minorités et les majorités en Europe centrale; les nouveaux cadres de l'identité dans l'Europe centrale.<sup>42</sup> Les recherches concernant la minorité hongroise de Roumanie dirigées par l'historien Bárdi Nándor et réalisées par les membres de son équipe, analysent surtout l'intervalle de l'entre-deux-guerres et, récemment, la période communiste, plus précisément la Région autonome hongroise<sup>43</sup>. Même si nous trouvons des articles ponctuels sur l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie ou sur d'autres partis des minorités hongroises, le phénomène partisan ne semble pas être au centre des recherches du groupe.

Enfin, la troisième institution où des recherches sont menées sur les minorités hongroises est la Fondation européenne de recherches comparées sur les minorités de Budapest, qui a été fondée par le gouvernement hongrois.<sup>44</sup> Parmi les buts de la fondation on retrouve l'expertise pour la politique concernant les minorités nationales du gouvernement hongrois et la recherche comparative des droits des minorités nationales. Les recherches portent sur: les minorités et sur la coopération régionale; les Roms en Hongrie; le rôle des Églises dans la vie des minorités. Ni les recherches ni les publications de ce centre de recherches ne comprennent pas les partis politiques des minorités hongroises.

Ce manque des recherches sur le phénomène partisan des minorités hongroises peut être expliqué par trois raisons. Premièrement, les politologues hongrois de la Hongrie conduisent des recherches surtout sur les phénomènes partisans de la Hongrie.

Le sujet des partis politiques des minorités hongroises est, dans ce contexte, marginal. En plus, pour la majorité des politologues hongrois d'Hongrie la langue roumaine n'est pas accessible. Deuxièmement, pour la plupart de cas, ceux qui font des recherches sur les minorités hongroises sont des historiens, des démographes, des philologues et non pas de politologues. Troisièmement, en Roumanie, ainsi qu'en Slovaquie, il y a déjà des recherches menées sur les partis politiques par des personnes qui y habitent.

---

<sup>41</sup> Sa page internet est [www.tla.hu](http://www.tla.hu). La situation de l'année 2005.

<sup>42</sup> Ibidem.

<sup>43</sup> Voir notre chapitre historique.

<sup>44</sup> [www.eokik.hu](http://www.eokik.hu) La situation de l'année 2005.

## 1.2. Les études de l'ADHR en langue hongroise en Roumanie

Nous serions tentés de penser que la Roumanie soit le lieu par excellence des recherches sur l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie<sup>45</sup>. On s'attendrait à ce que quinze ans après sa constitution, de nombreux articles scientifiques et au moins quelques livres aient été publiés sur l'Alliance. Mais ce n'est pas le cas. Même s'il y a quelques articles importants sur l'Alliance, seulement quelques-uns l'analysent à l'aide des outils des sciences politiques<sup>46</sup>.

De plus, le seul livre en hongrois écrit sur l'Alliance, *Histoire politique hongroise de Transylvanie 1989–2003*<sup>47</sup>, a paru à Budapest, étant écrit par un des idéologues du groupe réformateur<sup>48</sup> de l'ADHR; l'auteur vit actuellement en Hongrie.<sup>49</sup>

Nous avons identifié deux raisons principales de ce manque. D'une part, il s'agit de la situation générale des sciences politiques en Roumanie. À la fin de son analyse de la production scientifique roumaine sur les partis politiques, Sorina Soare constatait en 2003: « En dehors de quelques titres des travaux scientifiques, l'espace politique roumain n'est donc que secondairement analysé par les spécialistes roumains. Le phénomène partisan est, à quelques exceptions près, encore inconnu au niveau scientifique ».<sup>50</sup>

D'autre, part nous pensons que le nombre réduit des analyses scientifiques et le grand nombre d'articles de journaux sur l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie peuvent être expliqués par le processus tardif et difficile de l'institutionnalisation de l'enseignement en hongrois de la science politique.

<sup>45</sup> Dans ce sous-chapitre nous recensons seulement la littérature de spécialité hongroise de Roumanie. Nous comprenons par cela les recherches écrites en hongrois, en roumain, en anglais, en français, en allemand et menées en Roumanie par des politistes appartenant à la minorité hongroise de Roumanie.

<sup>46</sup> On y reviendra dans ce sous-chapitre.

<sup>47</sup> BORBELY, Zsolt Attila, SZENTIMREI, Krisztina, *Erdélyi Magyar Politikatörténet 1989–2003*, Reintegratio, Budapest, 2003, p.206.

<sup>48</sup> Voir dans le chapitre sur la structure et dans celui sur l'activité interne de l'Alliance.

<sup>49</sup> Nous ne pouvons pas considérer ce livre comme une véritable analyse scientifique. Même si les deux auteurs ont une formation de politistes, le parti pris et les jugements de valeurs sont très présents. L'épigraphe du livre est: « pour ceux qui n'ont pas renoncé », et la recommandation est écrite par le pasteur Tőkés László. En même temps ils présentent une autre vision des événements passés que celle 'officielle', donc le livre doit être lu par ceux qui s'intéressent au sujet de la représentation de la minorité hongroise de Roumanie.

<sup>50</sup> SOARE, Sorina, la variante manuscrite de sa thèse sur *L'analyse de l'émergence et du développement des partis et du système des partis politiques en Roumanie depuis 1989*, sous la direction de Jean-Michel De Waele, Université Libre de Bruxelles, 2003, p.52.

### 1.2.1. L'enseignement en langue hongroise des sciences politiques en Roumanie<sup>51</sup>

On sait que le premier département de sciences politiques en Roumanie a été créé en 1992 dans le cadre de l'Université Babeş-Bolyai<sup>52</sup> de Cluj-Napoca. Depuis 1995, le département de sciences politiques fait partie de la Faculté des Sciences politiques et administratives de l'UBB. Dans le cadre de celui-ci on a commencé à enseigner les sciences politiques en langue hongroise en 1998. Tenus dans des espaces séparés pour les Roumains et les Hongrois, tous les cours de ce département ont été enseignés en langue hongroise au fur et à mesure. Du point de vue institutionnel il y a une seule chaire de sciences politiques avec deux 'lignes' d'enseignement en langue roumaine et en langue hongroise, avec un président de chaire commun et un directeur de ligne hongrois. Le nombre d'étudiants dans la première année dans l'enseignement en langue hongroise s'élève à environ 20–30. Depuis l'année universitaire 2004/2005 il y a un DEA enseigné en langue hongroise et en anglais. Ce DEA accueille chaque semestre un ou deux professeurs de la chaire de sciences politiques de l'université ELTE de Budapest. Selon le cursus de Bologne<sup>53</sup> les matières obligatoires sont les mêmes dans l'enseignement en roumain et en hongrois, à part le cours nations et nationalismes qui est enseigné seulement en hongrois. Parmi les cours optionnels on trouve celui sur la politique régionale et locale, enseigné seulement en hongrois. L'examen de licence est également soutenu en Hongrois.

La consolidation du corps professoral de la ligne hongroise s'est fait graduellement. Au moment où j'ai commencé à donner des cours en 2001<sup>54</sup> il y avait quatre personnes embauchées dans la section hongroise. Depuis<sup>55</sup>, il y en a huit.<sup>56</sup>

Sorina Soare montre dans son analyse de l'institutionnalisation des sciences politiques en Roumanie que: « La création institutionnelle de l'enseignement des sciences politiques en Roumanie est de date récente. Sa structuration difficile met en exergue

<sup>51</sup> C'est la situation en 2005.

<sup>52</sup> UBB par après.

<sup>53</sup> Sa variante de 2005.

<sup>54</sup> Sans avoir été engagé à l'université.

<sup>55</sup> Entre 2001–2005.

<sup>56</sup> La plupart enseignent seulement à la ligne hongroise avec deux exceptions qui offre des cours réguliers à la ligne roumaine aussi. J'ai été priée moi aussi d'aider avec l'enseignement des cours à la Faculté d'études européennes au moment où le professeur qui tenait régulièrement ces cours à la section roumaine est parti. Le fait de tenir tous les cours en hongrois crée des situations comme la mienne: tout en étant encore une assistante j'ai dû tenir pendant le premier semestre trois cours avec des séminaires (dix heures par semaine) et deux séminaires aux matières différentes (trois heures par semaine), tandis que pendant le deuxième semestre j'ai dû enseigner deux cours avec séminaires (huit heures par semaine) et deux séminaires aux matières différents (quatre heures par semaine).

une polarisation généralisée du système politique roumain qui entrave toute forme de collaboration. En même temps, cette situation rend difficile la mise sur pied d'une stratégie de recherche articulée. L'origine de ces nouvelles structures universitaires induit une direction particulière des cours et des études. De cette manière, les origines du personnel enseignant sont puisées dans les structures des facultés de philosophie et d'histoire et, par conséquent, ce sont ces deux démarches scientifiques qui sont privilégiées. En parallèle à la formation des premiers diplômés en sciences politiques, le corps scientifique lui-même doit se reconverter à l'étude et aux outils de recherche spécifiques de la science politique. ». Ces constats sont valables pour la création institutionnelle de l'enseignement en langue hongroise aussi, mais avec des différences notables.

D'une part, l'origine du personnel enseignant en hongrois est plus diverse. Sur huit personnes encadrées à titre permanent dans « la ligne hongroise », quatre ont une formation de base en sciences exactes. Trois ont obtenu un doctorat en philosophie (entre 2001–2005), tandis que la quatrième est en cours de finir une thèse en sciences politiques à l'Université d'Europe centrale de Budapest.<sup>57</sup> Trois autres collègues ont une formation de base en philologie avec des thèses en histoire<sup>58</sup>.

D'autre part, il faut mentionner que cinq sur ces huit personnes ont eu, à un moment de leur vie, un lien avec l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie. Deux ont eu des fonctions politiques, tandis que trois personnes ont été expertes auprès de la Présidence exécutive de l'Alliance.<sup>59</sup>

Du point de vue institutionnel, il faut savoir d'une part, que le cours sur les partis politiques est tenu par Szász Alpár Zoltán tant à la ligne hongroise qu'à celle roumaine

<sup>57</sup> Il a aussi un master en sciences politiques à la même université.

<sup>58</sup> Deux ont soutenu à l'Université de l'Europe centrale de Budapest, une à l'Université européenne de Florence. Moi, j'ai une formation de base en sciences économiques/rerelations internationales/études européennes avec un DEA en sciences politiques soutenu à l'ULB et un DEA en développement régional soutenu à Cluj.

<sup>59</sup> Bodó Barna a détenu diverses fonctions dans les organes de l'Alliance, entre autres celle de vice-président politique (1990–1991) et de vice-président exécutif politique (1993–1995). Il a été proche du Groupe réformateur, conseiller départemental entre 1992–2004, en renonçant à ses fonctions politiques en 2004. Bakk Miklós a été conseiller local entre 1992–2000, membre du Conseil des représentants de l'Alliance et expert auprès de la Présidence exécutive de l'Alliance. Il a travaillé sur un des projets d'autonomie de l'Alliance (voir dans le chapitre sur l'activité interne de l'Alliance). Szász Alpár Zoltán a été expert auprès de Présidence exécutive de l'Alliance au département conduit par Bodó Barna en même temps que Bakk Miklós. Pállfy Zoltán a été expert au département d'éducation (1994–1995) tandis que moi-même, j'ai assumé des fonctions au département d'administration publique locale (depuis 2001). Il faut mentionner que ce n'est pas juste les enseignants hongrois de Babeş-Bolyai qui assument des fonctions d'experts auprès différents partis, ou sont même des hommes politiques. Il suffit de mentionner les deux ministres de l'enseignement, professeurs titulaires à l'UBB, le maire de Cluj qui enseigne à l'UBB et qui est aussi le président du Parti démocrate; plusieurs personnes qui enseignent aux différentes facultés de l'UBB travaillent dans différents ministères.



et, d'autre part, que des professeurs de sciences politiques de l'Université ELTE de Budapest viennent enseigner au niveau de licence depuis 2003.

Ce bref survol de l'institutionnalisation de l'enseignement en langue hongroise des sciences politiques nous indique la raison principale du nombre restreint d'analyses scientifiques écrites par des Hongrois de Roumanie. Cela se reflète, d'une part, dans la focalisation sur la construction de l'enseignement en langue hongroise, et, d'autre part, dans l'effort parallèle d'acquérir les outils spécifiques aux sciences politiques, tout comme dans le cas plus général de la science politique roumaine.

### 1.2.2. La production scientifique

Nous avons examiné l'institutionnalisation de l'enseignement en langue hongroise de la science politique. Afin que nous puissions parler de la production scientifique dans le domaine des sciences politiques et plus précisément des recherches sur le phénomène partisan, il faut mentionner les revues où des études scientifiques en langue hongroise pourront être publiées.<sup>60</sup> En Roumanie, il y a plusieurs revues en langue hongroise qui pourront contenir des articles sur le phénomène partisan. Nous avons choisi en présenter seulement deux qui publient constamment des analyses scientifiques dans le domaine de politologie et non pas juste des analyses journalistiques. La première est la revue mensuelle '*Korunk*'<sup>61</sup> ayant comme sous-titre *Culture. Patrie. Monde*, qui a été fondée durant l'entre-deux-guerres. Après des années d'interruption, la revue a recommencé d'exister en 1957, sous le communisme, étant une des revues en langue hongroise.

La deuxième est la revue trimestrielle '*Magyar Kisebbség*'<sup>62</sup>. *Revue de politique de la nation* fondée, elle aussi, durant l'entre-deux-guerres<sup>63</sup>. Sa publication a été reprise en 1995 par un groupe assez proche du groupe réformateur de l'Alliance<sup>64</sup>. Dans le premier numéro de 1995 on a défini une structure à trois grands volets. Dans sa première partie, elle contient le débat d'un sujet donné. Les articles de cette partie sont écrits tant par les hommes politiques que par les scientifiques. La deuxième partie contient des contributions scientifiques. Tandis que la troisième, la rubrique « archives », contient des articles écrits avant 1989.

Dans notre survol des analyses sur l'Alliance, il faut mentionner un livre et une base de données qui se sont révélés utiles pour notre démarche. Premièrement, le

<sup>60</sup> À part ces deux revues, il y a la possibilité de publier en Hongrie aussi.

<sup>61</sup> On pourrait la traduire par « Notre époque ».

<sup>62</sup> En français: « Minorité hongroise ».

<sup>63</sup> Elle paru entre 1922–1942.

<sup>64</sup> Voir dans le chapitre sur les oppositions internes de l'Alliance. Parmi les éditeurs on retrouve deux parlementaires de l'Alliance membres du Groupe réformateur dont l'idéologue du groupe déjà mentionné Borbély Zsolt Attila.

livre *Douze années. Des études résumant les résultats des recherches scientifiques hongroises en Transylvanie entre 1990–2001*<sup>65</sup>, paru en 2002. Le livre a été écrit suite à l'initiative de l'université privée en langue hongroise<sup>66</sup> qui a demandé à des scientifiques de recenser les résultats obtenus par les chercheurs hongrois travaillant en Transylvanie entre 1990–2001. Parmi les dix-sept contributions nous retrouvons une sur « la science politique hongroise de Transylvanie », écrite par cinq enseignants hongrois de la chaire en sciences politiques de l'UBB et un de leurs collaborateurs externes.<sup>67</sup>

En écrivant sur le cadre institutionnel des recherches en sciences politiques hongroises, les auteurs concluent que « la seule institution scientifique est la chaire de Cluj qui, faute de moyens, surtout financiers, ne peut s'occuper que de l'enseignement des sciences politique ».<sup>68</sup>

Deuxièmement, nous avons consulté la base de données de Meister Róbert: *La bibliographie hongroise des sciences sociales en Roumanie entre 1990–1999*.<sup>69</sup> L'auteur y a recensé toutes les études, « les entretiens, les recensions, l'histoire et la théorie de la littérature, les essais et les analyses politiques, les bibliographies, tout ce qui est susceptible de contenir des données et des descriptions utilisables par les recherches en sciences sociales ».<sup>70</sup>

Nous nous sommes concentrés sur les articles et sur les livres qui écrits par les Hongrois travaillant en Roumanie et qui se sont proposé d'analyser avec les outils des sciences politiques ou des sciences sociales le phénomène partisan. Dans la première moitié des années 1990, ces genres d'articles sont presque inexistants. Dans la deuxième moitié des années 1992, on commence à voir paraître quelques articles sur les élections<sup>71</sup> et sur l'Alliance en général<sup>72</sup>. Après 2000, nous trouvons des articles et des contributions plus sérieux sur le phénomène partisan.

<sup>65</sup> TÁNCZOS, Vilmos, TÖKÉS, Gyöngyvér (eds.), *Tizenkét év. Összefoglaló tanulmányok az erdélyi magyar tudományos kutatások 1990–2001 közötti eredményeiről*, 1.kötet, Scientia, Kolozsvár, 2002, p.495.

<sup>66</sup> Financé par le gouvernement de la Hongrie. Voir dans le chapitre sur l'enseignement en langue hongroise.

<sup>67</sup> BAKK, Miklós, BODO, Barna, KANTOR, Zoltán, LORINCZ D., József, SALAT, Levente, SZASZ, Alpár Zoltán, « Az erdélyi magyar politikatudomány a második évezred utolsó évtizedében » in, TÁNCZOS Vilmos, TOKES Gyöngyvér (eds.), op.cit., pp.397–469.

<sup>68</sup> BAKK, Miklós, BODO, Barna, KANTOR, Zoltán, LORINCZ D., József, SALAT, Levente, SZASZ, Alpár Zoltán, op.cit., p.443.

<sup>69</sup> Cette base donnée se trouve sur [www.meister2.adatbank.transindex.ro](http://www.meister2.adatbank.transindex.ro), visitée la dernière fois le 06.05.2006.

<sup>70</sup> Ibidem.

<sup>71</sup> Voir par exemple: BAKK, Miklós « Parlamenti választások Romániában: egy új korszak kezdete ? » ProMinoritate 2000/ösz-tél; SZEKELY, István « Fórum. Választottunk... Az 1990-es és 1992-es parlamenti, valamint az 1992-es önkormányzati választások megyei eredményeinek értékelése. » *Magyar Kisebbség*, 1996, 1–2 sz. Pp.15–70.

Nous pensons aux études sur: les modèles de la démocratie en Roumanie: la réalité en chiffres<sup>73</sup>; les succès électoraux des partis représentant les minorités hongroises<sup>74</sup>; les grandes questions de la communauté hongroise dans les programmes de l'Alliance<sup>75</sup>; les élections parlementaires de 2004<sup>76</sup>; le comportement électoral des électeurs hongrois<sup>77</sup>. Ce changement est dû partiellement aux publications des parties, aux mémoires et licences des jeunes politologues qui ont fini leurs études en Hongrois.<sup>78</sup> Toutefois, nous n'avons pas encore<sup>79</sup> une monographie de l'Alliance, nous n'avons pas encore une analyse des résultats électoraux de l'Alliance et, à part l'article déjà mentionné, nous n'avons pas de véritables études scientifiques sur le comportement électoral des Hongrois de Roumanie. Cela n'est pas si surprenant si on considère qu'en 2003 Sorina Soare constatait, en écrivant sur les sciences politiques en Roumanie: « De nos jours encore, malgré plusieurs publications récentes, la littérature partisane en roumain se limite à quelques titres ».<sup>80</sup>

Les cinq auteurs déjà mentionnés qui ont écrit sur la production hongroise dans le domaine des sciences politiques concluaient leur étude de 2002 en remarquant: « Généralement, on peut dire que le niveau scientifique des études est entravé par deux éléments. D'une part, le manque d'un appareil scientifique sérieux. Dans une revue scientifique occidentale la bibliographie est d'au moins une page. Chez nous, il y en a trois-cinq éléments. La situation est pire si on regarde la nature de la bibliographie. Le manque des références à la littérature internationale est surprenant. ».<sup>81</sup>

<sup>72</sup> Voir par exemple: BAKK, Miklós. Az RMDSZ mint a romániai magyarság politikai önmeghatározási kísérlete. », *Pro Minoritate* 1996, Ősz.

<sup>73</sup> SZASZ, Alpár Zoltán, « A demokrácia modellje Romániában: a valóság számokban kifejezve », *Magyar Kisebbség*, 2002/3, pp.237–256.

<sup>74</sup> SZASZ, Alpár Zoltán, « A magyar kisebbséget képviselő pártok választási sikeressége (1990–2003) », in Geambaşu Réka (eds.), *RODOSZ tanulmányok 2004 III, Társadalom és humántudományok*, Kriterion, Kolozsvár, 2004, pp.67–93.

<sup>75</sup> Un des jeunes politistes qui a fini les sciences politiques en Hongrois. MARTON, János, « A romániai magyar társadalom sajátos kérdései az RMDSZ 1996–2002 közötti programjaiban és politikájában », dans deux numéros distincts du *Magyar Kisebbség*, 2003/4 pp. 295–359 et 2004/1–2 pp.529–572.

<sup>76</sup> BAKK, Miklós, SZASZ, Alpár Zoltán, SZEKELY, István Gergő, « Parlamenti választás Romániában 2004 novemberében », pp.93–117., in BODO, Barna (eds), *Romániai Magyar Évkönyv 2004–2005*, Marineasa-Diaspora, 2005, p.801.

<sup>77</sup> Un des jeunes politistes qui a fini les sciences politiques en Hongrois. SZEKELY, István Gergő, « A romániai magyar szavazók választói magatartása », pp.49–93. in BODO, Barna (eds), op.cit.

<sup>78</sup> La première génération de politologues hongrois qui ont suivi les cours en hongrois à la Faculté des Sciences politiques et administratives de Cluj-Napoca a terminé ses études en 2002.

<sup>79</sup> Au moment des derniers mois de rédaction de notre thèse, en mai 2006.

<sup>80</sup> SOARE, Sorina, op.cit., p.51.

<sup>81</sup> BAKK, Miklós, BODÓ, Barna, KÁNTOR, Zoltán, LŐRINCZ D., József, SALAT, Levente, SZÁSZ, Alpár Zoltán, op.cit., pp.441–442.

### 1.3. Les analyses roumaines et internationales sur l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie

Nous avons regroupé les études écrites en Roumanie en langue roumaine et celles internationales sur l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie dans le même sous-chapitre car nos remarques générales à leur égard sont les mêmes. Nous pouvons affirmer que l'intérêt pour l'analyse de l'ADHR par les politistes roumains et étrangers est marginal. L'analyse de l'Alliance est présente dans des études qui concernent le système partisan roumain, les résultats des élections en Roumanie ou dans quelques analyses des partis ethnorégionalistes.

En Roumanie, les livres de Cristian Preda sur les élections<sup>82</sup> intègrent l'ADHR aussi. Le politiste roumain applique une partie de son analyse au nationalisme roumain en montrant la stratégie « d'apprivoisement » de l'Alliance par les partis politiques roumains.<sup>83</sup> Un autre politologue qui consacre des pages à l'analyse des résultats électoraux de l'Alliance et des partis représentant la minorité hongroise entre 1920–1940 est Voicu Bodocan<sup>84</sup>. Il s'intéresse notamment au comportement électoral en Transylvanie. Le livre de Dan Pavel et Iulia Huiu<sup>85</sup> sur la Convention démocratique roumaine contient des analyses des relations entre l'Alliance et les partis membres de la Convention. De même, dans son livre sur les relations roumaino-hongroises, Gabriel Andreescu<sup>86</sup> décrit « le jeu de type roulette russe qui ont dominé les relations roumaino-hongroise entre 1990 et 1999 »<sup>87</sup>. Les deux derniers livres sont plus historiques. Tous les quatre ont été publiés après 2000. Un autre livre qui analyse la participation au gouvernement des minorités nationales, de l'Alliance également, est celui édité par Salat Levente et Monica Robotin.<sup>88</sup>

<sup>82</sup> PREDA, Cristian, *Partide și alegeri în România postcomunistă 1989–2004*, București, Nemira, 2005, p.200 et PREDA, Cristian, *România postcomunistă și România interbelică*, Universitatea din București Institutul de Cercetări Politice, Editura Meridiane, 2002, p.155.

<sup>83</sup> PREDA, Cristian, *Partide și alegeri în România postcomunistă...*, op.cit., pp.78–84.

<sup>84</sup> BODOCAN, Voicu, *Etnie, confesiune și comportament electoral în Transilvania, Studiu geografic*, Presa Universitară Clujeană, 2001, p. 213.

<sup>85</sup> PAVEL, Dan, HUIU, Iulia, „Nu putem reuși decît împreună” *O istorie analitică a Convenției Democratice, 1989–2000*, Iași, Polirom, 2003, p.585.

<sup>86</sup> ANDREESCU, Gabriel, *Ruleta, Români și maghiari 1990–2000*, Iași, Polirom, 2001, p.355.

<sup>87</sup> ANDREESCU, Gabriel, op.cit., p.7.

<sup>88</sup> Ce livre est difficilement intégrable dans une catégorie de livres écrits en roumain ou en hongrois, car les recherches ont été conduites par le Centre des ressources des diversités ethnoculturelles de Cluj, dont le directeur est l'hongrois Salat Levente. Le programme a été une initiative de l'Institut d'une Société ouverte de Budapest (connu sous le nom de l'institut de Soros). Les articles sont en anglais, écrits par des chercheurs des nationalités très différentes. On l'a intégré quand même dans ce sous-chapitre, car il fait bien la liaison entre les recherches roumaines, hongroises et internationales.

Dans sa thèse, Sorina Soare constatait que « jusqu'en 2003, il n'y a aucun ouvrage de référence sur les partis politiques roumains dans la littérature internationale ».<sup>89</sup> Ce qui est valable pour les études sur l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie aussi. Il faut y ajouter que la thèse de Sorina Soare et le livre paru suite à la soutenance de sa thèse peuvent être considérés les premiers livres de référence sur le système partisan roumain. Sa thèse contient un chapitre consacré à l'analyse de l'ADHR<sup>90</sup>.

Les livres récents édités par Jean-Michel De Waele et Pascal Delwit contiennent eux aussi plusieurs articles qui font références aux résultats électoraux ou au travail parlementaire de l'Alliance<sup>91</sup>. De même, les deux livres écrits par Tom Gallagher<sup>92</sup> parus en anglais puis en roumain sur la démocratisation en Roumanie abordent l'Alliance. L'ADHR y est analysée surtout à ses travers ses relations avec les partis politiques roumains.

La plupart des différents articles parus dans des revues scientifiques de spécialité ou des présentations aux conférences internationales qui contiennent des références à l'Alliance, concernent surtout ses résultats électoraux.<sup>93</sup>

Il ne faut pas oublier que l'analyse de l'Alliance est rendue difficile par le fait que la plupart des documents de l'Alliance sont en hongrois et les réunions des différents organes se tiennent également en hongrois.<sup>94</sup> Cela s'ajoute à une caractéristique générale des partis politiques roumains soulignée tant par Jean-Michel De Waele

<sup>89</sup> SOARE, Sorina, op.cit., p.34.

<sup>90</sup> On a intégré le livre et la thèse de Sorina Soare parmi les analyses des politistes étrangères car, malgré son origine roumaine, Sorina Soare a travaillé à Bruxelles et son livre est également paru à Bruxelles en français.

<sup>91</sup> DELWIT, Pascal (eds), *Les partis régionalistes en Europe. Des acteurs en développement?*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2005, p.286. WAELE, Jean-Michel De (eds), *Les clivages politiques en Europe centrale et orientale*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2004, p.288. WAELE, Jean-Michel De (eds), *Partide politice și democrație în Europa centrală și de est*, București, Humanitas, 2003, p.302. Une partie de ces articles sont écrits par deux professeurs de la 'ligne hongroise' de Cluj, les autres par des spécialistes étrangers. Voir par exemple: DELWIT, Pascal, « Les partis régionalistes, des acteurs politico-électoraux en essor ? Performance électorales et participation gouvernementales », pp.51–84. in DELWIT, Pascal (eds), *Les partis régionalistes en Europe. Des acteurs en développement?*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2005, p.286.

<sup>92</sup> Les traductions roumaines ont été GALLAGHER, Tom, *Democrație și naționalism în România 1989/1998*, București, All Educational, 1999, p.416 et GALLAGHER, Tom, *Furtul unei națiuni, România de la communism încoace*, București, Humanitas, 2004, p. 430.

<sup>93</sup> Voir par exemple: STROSCHIN, Sherrill, « Effects of local demography on ethnic party mobilization in Romania, Slovakia and Ukraine », paper for delivery at the Annual Meeting of the American Political Science Association, Atlanta, Georgia, September 1999. SPIROVA, Maria, « Electoral Rules and the Political Representation of Ethnic Minorities: Evidence from Bulgaria and Romania », CEU, 2003–2004, papier préparé pour une présentation en 2004 pour la rencontre annuelle de l'Association pour l'étude des nationalités, Avril 15–17, 2004, Columbia University, New York.

<sup>94</sup> C'est pour cette raison que nous avons considéré notre connaissance de l'hongrois comme langue maternelle et notre bilinguisme comme de grands atouts de notre démarche.

que par Sorina Soare: les partis politiques sont très réticents à ouvrir l'accès à leurs données.<sup>95</sup>

## 1.4. Nos difficultés

Les difficultés que nous avons rencontrées pendant nos recherches étaient de deux types. D'une part, on peut remarquer la rareté des analyses, des pistes de recherches déjà explorées en ce qui concerne l'Alliance et qui auraient pu guider nos démarches ou nous prévenir des dangers possibles. D'autre part, le fait d'avoir enseigné dans une université en Roumanie et travaillé comme expert à la Présidence de l'Alliance tout au long de nos recherches, constitue en même temps une opportunité et une difficulté. Nous le considérons une opportunité dans la mesure où l'accès aux sources et le travail sur le terrain nous ont offert une quantité immense de données et nous a montré que pour certaines questions nous n'avions pas de sources<sup>96</sup>. Opérer un choix entre ces sources a constitué un travail ardu que nous avons pu compléter suite à des discussions avec notre directeur de thèse. La difficulté majeure a été liée surtout au fait qu'entre l'enseignement et le travail à mi-temps à l'Alliance, nous avons eu beaucoup moins de temps pour nos recherches que nous aurions souhaité.<sup>97</sup>

<sup>95</sup> Notre propre accès aux documents de l'Alliance a été facilité par le fait d'avoir travaillé comme expert à la Présidence exécutive de l'Alliance.

<sup>96</sup> Par exemple, nous aurions désiré effectuer des entretiens et poser des questionnaires aux membres actifs et retraités du Conseil des représentants de l'Alliance (1993–2004), mais, à part nos faibles moyens financiers, nous nous sommes rendu compte très vite qu'il n'y avait pas de listes avec tous les membres du Conseil pour les années du début de l'Alliance. Un autre exemple serait la question sur les modes d'utilisation pertinente des procès-verbaux des réunions du Conseil des représentants. En assistant à ces Conseils plusieurs fois et en lisant les procès-verbaux, nous nous sommes rendu compte que nous pourrions les utiliser pour nous former une certaine image sur les réunions, mais nous devons les croiser avec plusieurs sources, au moins avec des entretiens, pour réaliser une analyse approfondie.

<sup>97</sup> Nous sommes consciente que « les savants sont en même temps les hommes d'une société particulière, d'une époque donnée » (ARON, Raymond, « Introduction », pp.7–53 in WEBER, Max, *Le savant et le politique*, 1959, Plon, p.17.). Nous savons également que tout chercheur a une relation personnelle avec son objet d'étude. Le nôtre a été modelé par le parcours scolaire et académique. Après l'école primaire faite dans une école de Cluj-Napoca (Roumanie) où il y a eu deux classes hongroises (nous avons étudié dans une de celles-ci), nous avons passé un examen d'admission au lycée qui est redevenu entièrement hongrois en 1990. Nous avons commencé le lycée en 1989. Ensuite, nous avons continué des études universitaires à Budapest, à l'Université des Sciences économiques. Pendant la dernière année d'études, nous avons suivi aussi les cours de l'Atelier franco-hongrois en sciences sociales organisé par l'Université Eötvös Lóránd de Budapest et l'École des hautes études en sciences sociales de Paris. Étudiante dans un milieu essentiellement francophone, nous avons été acceptée à l'École doctorale en sciences sociales de Bucarest après avoir présenté un projet de recherche sur le rôle des experts dans la prise de décisions politiques (le cas du traité de Trianon). Après l'année passée à Bucarest nous sommes arrivée à l'Université libre de Bruxelles où nous avons changé de sujet et soutenu un mémoire sur « la représentation politique des minorités hongroises. Études de cas: la Roumanie et la Slovaquie ». Après la rentrée en Roumanie, la question du travail

À cette étape de nos recherches, nous concluons en décelant les différents types d'approches existant dans la littérature scientifique concernant notre sujet et nous précisons notre propre place parmi ces approches. Mais le nombre très réduit d'analyses scientifiques sur l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie ne nous permet pas d'avancer dans cette direction. Nous pouvons seulement souligner que nous poursuivons dans notre thèse l'analyse de l'Alliance par les biais des outils que nous puisons dans les théories des partis politiques, plus précisément ceux qui concernent les partis ethnorégionalistes et ethniques. À travers notre dissertation, nous bâtissons une étude monographique de l'Alliance.

Par le biais de ce survol de la littérature sur l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie et sur l'enseignement en langue hongroise des sciences politiques, nous avons planté le décor de notre propre analyse. Ces précisions nous permettent d'entamer le chapitre théorique de notre recherche.

---

s'est posée. Simultanément, nous avons commencé à enseigner à la Faculté de sciences politiques et administratives, à la chaire en sciences politiques, la ligne d'enseignement en langue hongroise et à travailler comme expert en questions d'intégration européenne et d'administration publique locale à la Présidence exécutive de l'Alliance. Dès le début de mon travail à l'ADHR ses membres étaient informés que nous nous orientons exclusivement vers une carrière universitaire, et que nous écrivions notre thèse sur l'Alliance. Suite à une décision motivée par le besoin de faire du terrain pour notre thèse, nous avons essayé d'assister aux sessions des différents organes de l'Alliance. Par voie de conséquence, nous avons été présente aux sessions du Conseil des représentants de l'Alliance, du Conseil consultatif des présidents territoriaux de l'Alliance, du Conseil national des administrations publiques locales, au 7<sup>ème</sup> Congrès de l'ADHR et aux campagnes électorales locales et parlementaires de 2004. De même, nous avons rencontré des politiciens et des élus locaux de l'Alliance. En février 2003 nous avons été engagées à l'université et nous avons continué à travailler à mi-temps à la Présidence exécutive. Pendant tout ce temps nous avons maintenu le dialogue avec des chercheurs belges, français, hongrois (de Roumanie et de la Hongrie) et roumains. Les discussions avec les chercheurs belges et français et le milieu francophone ont orienté mes recherches en fonction de deux principes qu'ils m'ont suggéré de respecter: le principe de neutralité axiologique de Weber et l'absence des jugements de valeur dans un travail scientifique.

## CHAPITRE 2

### Notre « boîte à outils »

Dans ce chapitre, nous forgeons nos « outils » conceptuels pour pouvoir procéder ensuite à l'analyse de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie. Tout au long de ce travail nous n'oublions pas que notre « boîte à outils » servira à l'analyse d'une organisation dont le but est de représenter la minorité hongroise de Roumanie. Par conséquent, et conformément à nos objectifs fixés dans le chapitre introductif, nous puisons « nos outils » dans les théories des partis politiques concernant les partis ethnorégionalistes.

Avant d'entamer la présentation de notre cadre théorique, il faut signaler l'absence d'une expression communément acceptée en ce qui concerne la famille des partis qui nous intéresse. Les différents auteurs que nous traitons dans ce chapitre utilisent des noms variés pour des partis qui représentent aussi des minorités nationales. Nous avons recensé quelques-unes de ces appellations pour exemplifier « le problème de la terminologie »<sup>98</sup>. Par exemple Daniel-Louis Seiler appelle les partis de la « défense territoriale » des « partis autonomistes »<sup>99</sup>, tandis que Huri Türsan, Ferdinand Müller-Rommel et Lieven de Winter analysent « les partis ethnorégionalistes » dans le livre « Partis régionalistes en Europe occidentale »<sup>100</sup>.

Derek Urwin parle de « partis ethno-nationaux »<sup>101</sup> ainsi que de « partis ethniques ou, dans un sens plus large, de partis régionalistes ».<sup>102</sup> Par ailleurs, Milton Esman parle dans son livre de « mouvements politiques ethniques »<sup>103</sup>, tandis que

---

<sup>98</sup> URWIN, Derek, « Harbinger, Fossil or Fleabite ? 'Regionalism' and the West European Party Mosaic », in DAALDER, Hans, MAIR, Peter (eds), *Western European Party systems, Continuity & Change*, Sage Publications, 1983, p.224. Notre intention n'est pas de faire un inventaire de toutes les expressions utilisées pour nommer les partis qui représentent aussi des minorités nationales.

<sup>99</sup> Voir par exemple: SEILER, Daniel L., *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1993, p.75.

<sup>100</sup> Voir la contribution de Huri Türsan « Ethnoregionalist parties as ethnic entrepreneurs », pp.1–16; MÜLLER-ROMMEL, Ferdinand, « Ethnoregionalist parties in Western Europe, Theoretical considerations and framework of analysis », pp.17–27.; WINTER, Lieven De, « A comparative analysis of the electoral, office and policy success of ethnoregionalist parties, pp.204–24. dans le livre WINTER, Lieven De, TÜRSAN, Huri (eds), *Regionalist parties in Western Europe*, Routledge, London, 1998.

<sup>101</sup> URWIN, Derek, op.cit., p.463.

<sup>102</sup> URWIN, Derek, op.cit., p.226.

<sup>103</sup> « ethnic political movement » ESMAN, Milton J., *Ethnic politics*, Ithaca and London, Cornell University Press, 1994, p.27.



Donald Horowitz<sup>104</sup> et Kanchan Chandra<sup>105</sup> parlent des partis ethniques. John T. Ishiyama, Marijke Breuning, Joseph R. Rudolph et Robert J. Thompson<sup>106</sup> s'occupent des « partis ethnopolitiques ».

Ce bref survol des différents termes utilisés nous permet de distinguer deux groupes d'auteurs. Pour le premier groupe, les partis représentent les minorités nationales et sont encadrés sous les appellations de « partis autonomistes, ethno-régionalistes, régionalistes ». Tandis que le deuxième groupe analyse les partis « ethniques, ethnopolitiques » sans s'occuper du trait régional. Nous pourrions nous interroger si les partis définis comme « ethniques, ethnopolitiques » sont simplement un sous-groupe, une sous-variante des « partis autonomistes, ethnorégionalistes, régionalistes ».

Pour pouvoir répondre à cette question nous devrions aller au-delà de la simple constatation des différences de noms; néanmoins, à l'étape de notre introduction au cadre théorique, cette redéfinition ne peut pas être développée. Par contre, nous reviendrons à cette question dans un sous-chapitre suivant.

Nous organisons notre chapitre sur les théories des partis « ethnorégionalistes » en huit sous-chapitres qui aborderont: les différentes approches de ces partis; les définitions des partis « autonomistes, ethnorégionalistes, régionalistes »; les définitions des partis « ethniques, ethnopolitiques »; l'origine de ces partis; les buts des partis; leur structure; leur performance électorale; leur place dans le système des partis.<sup>107</sup>

En ce qui concerne nos différents sous-chapitres, nous soulignons que ce n'est pas notre intention de recenser la totalité des auteurs traitant des différents sujets. Nous ne voulons pas non plus forger une nouvelle théorie concernant les partis « autonomistes, ethnorégionalistes, ethniques ». Notre but est plus modeste et réalisable à travers notre chapitre théorique: construire des outils, un cadre pour analyser l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie. Nous nous attendons à ce que cette analyse, à son tour, enrichisse le cadre théorique utilisé.

<sup>104</sup> HOROWITZ, Donald L., *Ethnic Groups in Conflict*, Berkely-Los Angeles-London, University of California Press, 1985, par exemple p.293.

<sup>105</sup> CHANDRA, Kanchan, *Why Ethnic Parties Succeed: Patronage and Ethnic Headcounts in India*, Department of Sociology UCLA, paper 8, 2003.

<sup>106</sup> Voir ISHIYAMA, John T., BREUNING Marijke, *Ethnopolitics in New Europe*, Colorado, Lynne Rienner Publishers, 1998, p.2 et RUDOLPH, Joseph R., THOMPSON, Robert J., « Ethnoterritorial Movements and the Policy Process: Accommodating Nationalist Demands in the Developed World », *Comparative Politics*, 1985, City University of New York, vol.17, p.300.

<sup>107</sup> Comme nous l'avons déjà mentionné dans le chapitre qui constitue notre cadre théorique, notre « boîte à outils » ne traite que des théories qui concernent directement les partis ethnorégionalistes/autonomistes/ethniques. Des éléments des théories des partis politiques seront intégrés dans nos chapitres analytiques au fur et à mesure que nous en aurons besoin.

## 2.1. Les différentes approches des partis « ethnorégionalistes »

Nous pouvons approcher le phénomène des partis ethnorégionalistes/ethniques du point de vue « de la crise de l'État-nation, de la théorie du nationalisme ou de celle des partis politiques ».<sup>108</sup> En ce qui nous concerne, dans la définition des buts de cette dissertation nous avons clairement montré que ce que nous nous proposons de faire est d'analyser l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie de la perspective des théories des partis politiques. Par conséquent, dans ce sous-chapitre nous discutons les différentes possibilités d'analyse que les théories des partis politiques qui visent spécifiquement les partis ethnorégionalistes, nous offrent. Nous sommes conscientes que notre point de vue laisse de côté les deux autres approches et, implicitement, ce que ces théories propose au sujet des partis ethniques. Cependant, nos choix se dirigent vers les théories relevant des partis politiques. Dans notre dissertation nous n'abordons pas les causes de la mobilisation des mouvements ethniques/régionalistes, les conflits ethniques, la définition de l'identité ethnique, les dangers que, selon certains auteurs, les partis ethniques représentent pour la démocratie. Par contre, nous intégrons quelques éléments de l'analyse des partis ethniques relevant des autres approches dans les sous-chapitres qui suivent.

En 1994 Lieven De Winter commence sa contribution au *Parti non-national en Europe*<sup>109</sup> par la constatation « qu'il n'y a pas encore une théorie générale des caractéristiques des partis régionalistes ».<sup>110</sup> Dix ans plus tard, nous ne pouvons qu'être d'accord avec lui. Kanchan Chandra et Daniel Metz remarquaient en 2002 que « jusqu'ici le parti ethnique a été étudié comme un cas dans le phénomène plus général de mobilisation ethnique, plutôt qu'un phénomène distinct ».<sup>111</sup> Au moment où nous écrivons notre dissertation, nous nous retrouvons dans la même situation. Par voie de conséquence, notre tâche, le défrichage des théories des partis ethnorégionalistes et la construction de notre propre « boîte à outils », est encore plus difficile.<sup>112</sup> Cependant, les différentes approches des partis ethniques et des partis

<sup>108</sup> SEILER, Daniel-Louis, « Défendre la périphérie », pp.21–50 in DELWIT, Pascal (eds), *Les partis régionalistes en Europe. Des acteurs en développement?*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2005, p.29.

<sup>109</sup> WINTER, Lieven De (eds), *Non-state wide parties in Europe*, Barcelona, ICPS, 1994, p.198.

<sup>110</sup> WINTER, Lieven De (eds), op.cit., p.25.

<sup>111</sup> CHANDRA, Kanchan, METZ, Daniel, « A new cross-national database on ethnic parties », papier préparé pour la présentation à la conférence annuelle de l'Association des sciences politiques Midwestern en avril 2002, p.3.

<sup>112</sup> D'autant plus que dans la plupart des cas les théories qui touchent, entre autres, les partis ethniques, font partie des deux autres approches.

ethnorégionalistes ont été recensées, tant par Kanchan Chandra que par Ferdinand Müller-Rommel. Dans ce sous-chapitre nous nous appuyons sur leurs travaux.

Dans sa contribution aux *Partis Régionalistes en Europe occidentale*<sup>113</sup> Ferdinand Müller-Rommel présente deux directions d'étude et quatre approches théoriques existant dans la littérature scientifique sur l'ethnorégionalisme.<sup>114</sup>

Nous distinguons, d'une part, les scientifiques qui s'intéressent à l'émergence des partis ethnorégionalistes. Parmi ceux-ci Müller-Rommel sépare deux approches théoriques: celle de la théorie du développement formulée principalement par Deutsch et Gellner; et celle des rapports centre-périphérie représentée par Rokkan, Lipset, Urwin. Les auteurs des deux approches soutiennent que l'émergence des groupes ethnorégionalistes est due à l'échec de la modernisation et de la construction de la nation.<sup>115</sup>

D'autre part, plusieurs politologues s'intéressent aux causes des succès électoraux des partis ethnorégionalistes. Dans ce camp, Ferdinand Müller-Rommel distingue deux approches. Premièrement, l'approche compétitive, selon laquelle « la réémergence des partis ethnorégionalistes et leurs succès sont dus non à l'échec mais au succès de la modernisation ».<sup>116</sup> Les frontières entre les différents groupes ethniques et sociaux étant brisées par la modernisation, une nouvelle compétition pour les ressources apparaîtra. Pour les auteurs de l'approche compétitive deux types de facteurs contribuent aux succès électoraux des partis ethnorégionalistes: institutionnels, tels qu'un leader charismatique, une organisation partisane forte; politiques, tels que des partis qui n'ont pas répondu aux défis des mouvements régionalistes.<sup>117</sup> Deuxièmement, l'approche du choix rationnel selon lequel la promesse du changement est le bénéfice offert par les partis ethnorégionalistes à leurs électeurs.<sup>118</sup> Le trait commun de ces deux approches est la prise en compte des réactions des partis traditionnels à l'émergence des questions ethnorégionalistes.

Nous pouvons ajouter à ces quatre approches une cinquième, celle proposée par Ferdinand Müller-Rommel qui combine les approches décrites pour expliquer le succès électoral des partis ethnorégionalistes. Pour le politiste, les changements culturels influencent fortement « l'humeur d'identité collective »<sup>119</sup>. Cette « nouvelle humeur

<sup>113</sup> WINTER, Lieven De, TÜRSAN, Huri (eds), *Regionalist parties in Western Europe*, Routledge, London, 1998, p.259.

<sup>114</sup> MÜLLER-ROMMEL, Ferdinand, « Ethnoregionalist parties in Western Europe, Theoretical considerations and framework of analysis », pp.17–27 in WINTER, Lieven De, TÜRSAN, Huri (eds), *Regionalist parties in Western Europe*, Routledge, London, 1998, p.21.

<sup>115</sup> MÜLLER-ROMMEL, Ferdinand, op.cit., pp.21–22.

<sup>116</sup> MÜLLER-ROMMEL, Ferdinand, op.cit., p.22.

<sup>117</sup> Ibidem.

<sup>118</sup> MÜLLER-ROMMEL, Ferdinand, op.cit., p.23.

<sup>119</sup> MÜLLER-ROMMEL, Ferdinand, op.cit., p.24.

culturelle » est mobilisée par les partis ethnorégionalistes. L'ethnorégionalisme contemporain est vu par Müller-Rommel plutôt comme un « proteste territorial contre le comportement des institutions politiques établies »<sup>120</sup>, qu'une réémergence des conflits centre/périphérie expliquées par les inégalités économiques.<sup>121</sup> Dans cette vision les résultats électoraux des partis ethnorégionalistes sont influencés par leurs ressources internes et externes.<sup>122</sup>

En 2003 Kanchan Chandra soulignait « qu'une littérature volumineuse traite l'émergence des partis ethniques comme une partie de la problématique plus large 'd'identification ethnique' un terme qui est utilisé d'une manière interchangeable avec 'la participation' ethnique, 'mobilisation' ethnique, 'action collective' ethnique, 'conflit' ethnique, 'compétition' ethnique, 'formation du groupe' ethnique ». <sup>123</sup>

Daniel Metz et Kanchan Chandra distinguent trois approches principales parmi les études sur le nationalisme en ce qui concerne les origines des mobilisations ethniques, et, par conséquent, de l'apparition des partis ethniques.

D'abord, les théories de la modernisation avec des auteurs comme Karl Deutsch, Ernest Gellner et Benedict Anderson. Pour ces auteurs « les mobilisations ethniques apparaissent le plus probablement dans les économies modernisantes ». <sup>124</sup> Les partis ethniques apparaissent dans les pays en transition, tandis qu'il n'est pas probable qu'ils naissent dans les économies pré- ou postindustrielles.<sup>125</sup> Cette approche est similaire à celle proposée par Ferdinand Müller-Rommel. L'institutionnalisme historique, la deuxième approche, soutient, selon Kanchan Chandra et Daniel Metz, que la mobilisation ethnique est la conséquence partielle « des traditions étatiques qui privilégient l'identité ethnique par rapport aux identités non-ethniques ». <sup>126</sup> Par conséquent, il est de la plus grande probabilité que des partis ethniques émergent dans les pays où « il y a eu une catégorisation ethnique par les institutions de l'État »<sup>127</sup>. Enfin, selon la troisième théorie identifiée par les deux auteurs, « la mobilisation ethnique et, par conséquent, les partis ethniques émergent dans les économies dominées par le patronage ». <sup>128</sup>

---

<sup>120</sup> Ibidem.

<sup>121</sup> MÜLLER -ROMMEL, Ferdinand, op.cit., pp.24-25.

<sup>122</sup> Voir plus largement dans le sous-chapitre sur les partis ethnorégionalistes/ethniques et les élections. Cette approche sera développée par Lieven De Winter.

<sup>123</sup> CHANDRA, Kanchan, *Why Ethnic Parties Succeed: Patronage and Ethnic Headcounts in India*, Department of Sociology UCLA, paper 8, 2003, p.9.

<sup>124</sup> CHANDRA, Kanchan, METZ, Daniel, op.cit., p.3.

<sup>125</sup> CHANDRA, Kanchan, METZ, Daniel, op.cit., p.4.

<sup>126</sup> Ibidem.

<sup>127</sup> Ibidem.

<sup>128</sup> Ibidem.

## 2.2. L'approche « triadique » des partis des minorités nationales

Cette approche « triadique » constitue notre lecture des partis qui représentent les minorités nationales ethniques selon les écrits de Rogers Brubaker. Nous enchaînons aussi sur l'idée avancée par Jean- Michel De Waele et Antoine Roger de mettre l'accent, dans le cas d'une minorité nationale, sur le rôle du « pays-mère ».

Antoine Roger s'interroge dans un de ses articles<sup>129</sup> si la théorie de Rokkan permet de comparer deux pays ayant des minorités ethniques. Roger démontre que dans le cas de la Bulgarie et de la Roumanie la réponse est non. L'argument central du politiste est que cette théorie « met l'accent sur les conflits internes et sous-estime les variables externes ».<sup>130</sup> Selon Antoine Roger, tandis que dans les pays de l'Europe occidentale on peut concevoir les partis politiques comme les résultants des conflits internes, ce n'est pas le cas en Bulgarie et en Roumanie. Par contre, dans ces pays « les partis politiques ethniques ne servent pas à institutionnaliser un conflit interne mais d'articuler les scènes internes et externes ».<sup>131</sup> Par voie de conséquence, le modèle alternatif proposé par le politiste français est: « le parti ethnique comme moyen de combiner les pressions internes et externes ».<sup>132</sup> Roger définit comme « facteur central de variation » la situation économique de la minorité nationale et le « pays-mère » de la minorité respective. Il conçoit le parti ethnique comme « une interface entre les conflits nationaux et internationaux dans lesquels la minorité est engagée ».<sup>133</sup> Selon Antoine Roger, le croisement des conflits nationaux et internationaux crée à l'intérieur du parti ethnique deux fractions: ceux qui regardent à l'extérieur et ceux qui regardent à l'intérieur du pays.<sup>134</sup>

Si on combine les deux relations – le rapport entre la situation économique du « pays-mère » et de la minorité nationale; le rapport entre les deux fractions – on peut interpréter « les différences observées<sup>135</sup> sans renoncer à une explication globale ».<sup>136</sup>

Milton Esman souligne que les processus ainsi que les issues des conflits ethniques sont influencés par des pressions externes et internes. Le politologue range parmi

<sup>129</sup> ROGER, Antoine, « Economic Development and Positioning of Ethnical Political Parties: Comparing Post Communist Bulgaria and Romania », *Southeast European Politics*, 2002, vol.3, pp.20–42.

<sup>130</sup> ROGER, Antoine, op.cit., p.22.

<sup>131</sup> ROGER, Antoine, op.cit., p.27.

<sup>132</sup> Ibidem.

<sup>133</sup> Ibidem.

<sup>134</sup> Nous revenons à cette question dans notre sous-chapitre sur la structure des partis ethnorégionalistes/ethniques. ROGER, Antoine, op.cit., pp.27–28.

<sup>135</sup> Entre le cas des minorités turques en Bulgarie et la minorité hongroise en Roumanie.

<sup>136</sup> ROGER, Antoine, op. cit., p.37.

les forces externes: « le pays-mère », les organisations internationales, « les sympathisants idéologiques et les gouvernements amicaux ».<sup>137</sup>

Rogers Brubaker, dans son livre *Nationalism Reframed. Nationhood and the National Question in the New Europe* étudie les nationalismes produits par les nouvelles frontières politiques en Europe centrale et orientale. Brubaker fait la différence entre les mouvements nationaux qui ont contribué à la naissance des nouveaux États<sup>138</sup> et les nationalismes qui ont suivi cette création des États-nations, les nationalismes des nouveaux États.<sup>139</sup> Brubaker caractérise ces nouveaux nationalismes comme « enclenchés, interactifs et liés à travers un seul lien relationnel »<sup>140</sup>. Cette connexion est une « triade » qui s'établit entre la minorité nationale, le pays de résidence, et « le pays-mère ». Chaque élément de cette triade est un « champ relationnel » où des acteurs agissent en concurrence les uns avec les autres.

Par conséquent, selon Brubaker, les interactions qui s'établissent entre la minorité nationale, le pays de résidence et « le pays-mère » sont des « relations entre des espaces relationnels ».<sup>141</sup> Les différents acteurs pris à l'intérieur de ces champs surveillent continuellement ce qui se passe dans les deux autres champs.<sup>142</sup>

En ce qui nous concerne, nous nous sommes inspirée des trois auteurs présentés ci-dessus, du commentaire de Jean-Michel De Waele sur l'importance du pays-mère<sup>143</sup> et de l'analyse que propose Anton Niculescu. Niculescu considère que les relations roumaino-hongroises après 1990 ont été déterminées par l'interaction de quatre acteurs: l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie; la Roumanie; la Hongrie et les organisations internationales.<sup>144</sup> Nous considérons que le contexte dans lequel un parti d'une minorité nationale agit, est influencé par les relations entre les facteurs suivants: le parti de la minorité nationale/les autres partis du système politiques; le parti de la minorité nationale/les partis du « pays-mère » et de son gouvernement; le gouvernement du pays où se trouve la minorité nationale et le gouvernement du

<sup>137</sup> ESMAN, Milton J., *Ethnic Politics*, Ithaca and London, Cornell University Press, 1994, p.261.

<sup>138</sup> Dans le XX<sup>ème</sup> siècle.

<sup>139</sup> BRUBAKER, Rogers, *Nationalism Reframed. Nationhood and the National Question in the New Europe*, Cambridge University Press, 1996, pp.1–4.

<sup>140</sup> BRUBAKER, Rogers, op.cit., p.4.

<sup>141</sup> BRUBAKER, Rogers, op.cit., p.8.

<sup>142</sup> BRUBAKER, Rogers, op.cit., pp.67–68.

<sup>143</sup> On reviendra sur cette question dans le sous-chapitre dédiée à l'origine des partis régionalistes/ethniques. WAELE, Jean-Michel De, ROGER, Antoine, « La formation des clivages partisans en Europe centrale et orientale. A la recherche d'une méthode de comparaison », pp.11–29 in WAELE, Jean-Michel De (eds), *Les clivages politiques en Europe centrale et orientale*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2004, pp.21–22.

<sup>144</sup> Le manuscrit de son étude de DEA sur *Les relations roumaino-hongroises après 1989. Documentaire géopolitiques*. Soutenu sous la direction de Valentin Stan en 2004, à l'Université de Bucarest, Faculté d'histoire, Centre d'études euro-atlantiques.

« pays-mère ». On y doit ajouter l'influence qu'exercent les organisations internationales sur toutes ces relations.

Cette approche permet de voir la dynamique de la situation d'une organisation, les interactions entre les différents acteurs, mais elle n'est certainement pas suffisante pour l'analyse de l'Alliance.

Elle doit être complétée par d'autres « outils » qui se trouvent dans les sous-chapitres suivants.

## 2.3. Les définitions

### 2.3.1. Définitions des « partis autonomistes, ethnorégionalistes, régionalistes »

En 1994 Ferdinand Müller-Rommel observait que « la première difficulté lorsqu'on étudie les partis ethnorégionalistes à travers les nations c'est l'absence d'une définition commune ».<sup>145</sup> Il y a toujours plusieurs définitions des partis ethnorégionalistes/autonomistes. Dans cette partie de notre étude nous nous concentrons sur les définitions données par Daniel-Louis Seiler et Lieven De Winter, deux auteurs qui « se sont particulièrement attelés à tenter de dénouer les fils du régionalisme politique en Europe »<sup>146</sup>. Nous complétons ces interprétations par des références à des auteurs comme Huri Türsan, Ferdinand Müller-Rommel et Derek Urwin que nous trouvons révélant pour notre analyse de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie. Nous prêtons également attention au champ de leur application et à la place que les partis ethniques/les partis qui représentent les minorités nationales y retrouvent.

Daniel-Louis Seiler, qui, selon Lieven De Winter, était en 1994 « l'auteur du seul livre comparatiste sur les partis régionalistes »<sup>147</sup> intitulait en 1982 le septième chapitre de son livre sur les partis politiques en Europe: « les défenseurs des périphéries les partis autonomistes ».<sup>148</sup> Selon Seiler il y a trois « traits distinctifs communs dans la grande diversité qui affecte les partis de défense de la périphérie »<sup>149</sup>. D'abord,

<sup>145</sup> MÜLLER-ROMMEL, Ferdinand, *Ethno-regionalist Parties in Western Europe: Empirical Evidence and Theoretical Considerations*, pp.179–198 in WINTER, Lieven De (eds), *Non-state Wide Parties in Europe*, Barcelona, ICPS, 1994, p.183.

<sup>146</sup> DELWIT, Pascal, « Petites patries, petits partis ? Les partis régionalistes en Europe », pp.7–20. in DELWIT, Pascal (eds), *Les partis régionalistes en Europe. Des acteurs en développement?*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2005, p.11.

<sup>147</sup> WINTER, De Lieven, « Preface » in WINTER, Lieven De (eds), *Non-state Wide Parties in Europe*, Barcelona, ICPS, 1994, p.11.

<sup>148</sup> SEILER, Daniel L., *Les partis politiques en Europe*, Paris, Presses Universitaires de France, 1982, p.83.

<sup>149</sup> SEILER, Daniel L., op.cit., p.84.

leur implantation géographique, car « leur géographie se limite le plus souvent à une région ».<sup>150</sup> Ensuite, leur « horizontalité », enfin leur « anticentralisme ».<sup>151</sup>

Pour Seiler, la genèse des partis de la défense territoriale est repérable dans le clivage centre/périphérie décrit par Rokkan. Selon le politiste, il faut retenir de l'analyse de Stein Rokkan « que les autonomistes constituent la traduction politique de la résistance de la périphérie face au centralisme de l'État-Nation ».<sup>152</sup> La base sociale des partis autonomistes est constituée par « les périphéries et leurs diasporas, les minorités ethno-religieuses ».<sup>153</sup> Il faut mentionner ici, même si nous traitons ce sujet plus largement dans un autre sous-chapitre, que « le projet des partis autonomistes est de médiatiser la volonté politique d'une société locale incluse dans une communauté stato-nationale dont elle se sent différente ».<sup>154</sup>

Dans sa contribution au livre édité par Pascal Delwit<sup>155</sup>, Seiler utilise comme synonymes les noms de « partis ethniques » et « partis régionalistes », tout en soulignant que « Rokkan propose la théorie des partis de défense territoriale. Par conséquent, partis fédéralistes, autonomistes, ethniques, certains nationalistes, se trouvaient regroupés en une catégorie conceptuelle unique ».<sup>156</sup> Dans le même article, Seiler conclut : « quoi qu'il en soit, l'application du modèle centre/périphérie permet de dissiper les équivoques qu'opèrent les concepts de nationalismes et de régionalisme, permettant ainsi de construire une catégorie univoque de partis dont le projet est la défense de la périphérie ».<sup>157</sup>

Nous pouvons conclure, d'une part, que la définition des partis autonomistes de Daniel-Louis Seiler est « d'inspiration rokkanienne »<sup>158</sup> et son territoire d'application est l'Europe occidentale.<sup>159</sup> D'autre part, nous avons pu constater que pour Seiler

<sup>150</sup> SEILER, Daniel L., op.cit., pp.84–85.

<sup>151</sup> SEILER, Daniel L., op.cit., pp.85–86.

<sup>152</sup> SEILER, Daniel L., *Les partis autonomistes*, Paris, Presses Universitaires de France, 1994, p.6.

<sup>153</sup> SEILER, Daniel L., *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1993, p.75.

<sup>154</sup> SEILER, Daniel L., *Les partis autonomistes*, Paris, Presses Universitaires de France, 1994, p.12.

<sup>155</sup> « En effet, la « question nationale » et, plus modestement, les partis ethniques ou régionalistes s'inscrivent comme les manifestations de l'un des quatre clivages fondamentaux : en l'occurrence celui qui oppose le centre à la périphérie ». SEILER, Daniel-Louis, « Défendre la périphérie », pp.21–50 in DELWIT, Pascal (eds), *Les partis régionalistes en Europe. Des acteurs en développement?*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2005, p.286.

<sup>156</sup> SEILER, Daniel-Louis, « Défendre la périphérie », op.cit., p.24.

<sup>157</sup> SEILER, Daniel-Louis, « Défendre la périphérie », op.cit., p.34.

<sup>158</sup> L'expression est utilisée par Sorina SOARE pour la classification des partis politiques de Seiler, op.cit., p.195.

<sup>159</sup> Voir par exemple « l'essai de taxinomie de Seiler » : « l'ensemble des partis politiques occidentaux peut être imputé à l'une des huit familles d'origine qui procèdent respectivement des deux versants opposés de chacun des quatre clivages fondamentaux ». SEILER, Daniel L., *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1993, p.68.



les partis des minorités ethniques/les partis ethniques sont des manifestations des partis autonomistes<sup>160</sup>.

Lieven de Winter utilise le terme de partis ethnorégionalistes qu'il définit « par deux dénominateurs communs qui les unissent: (1) une division territoriale sous-nationale; (2) une population qui, selon les partis ethnorégionalistes, constitue une catégorie culturellement distincte possédant une identité de groupe exclusif ».<sup>161</sup> Pour mieux situer cette définition il faut tenir compte aussi de la contribution de Huri Türsan qui définit « certains concepts qui seront utilisés »<sup>162</sup> dans le livre édité par Lieven De Winter et Huri Türsan sur *Les partis régionalistes en Europe occidentale*. Le politologue souligne plusieurs fois l'importance du lien entre le fait régional et l'ethnicité en ce qui concerne le contenu du concept « d'ethnorégionalisme ». Les éditeurs « utilisent 'ethnoregionalism' pour indiquer des mouvements territoriaux de l'Europe occidentale ayant une base ethnique ».<sup>163</sup> Dans la définition « étroite » les politistes n'incluent pas les buts des partis, tout en acceptant que « la caractéristique plus proéminente des partis ethnorégionalistes est sans aucun doute leur demande pour la réorganisation politique de la structure nationale du pouvoir, ou une certaine autonomie ».<sup>164</sup>

Dans sa contribution au livre édité par De Winter et Türsan, Ferdinand Müller-Rommel explique en donnant sa « définition nominale » des partis ethnorégionalistes que celle-là n'inclut pas les partis qui, entre autres, ont comme buts des objectifs régionalistes ou autonomistes.<sup>165</sup> Le livre est basé sur la constatation que « les partis soutiennent une identité qui est ancrée dans les clivages et les questions qui ont été

<sup>160</sup> Parmi les noms utilisés par Seiler, nous choisissons le nom de partis autonomistes. Nous avons deux raisons de le faire. Tout d'abord parce que Seiler lui-même l'utilise fréquemment en le mettant comme titre de plusieurs de ses livres. Ensuite, parce que cela nous permet de lier cette définition d'une manière claire à Seiler, ce qui facilitera notre écriture.

<sup>161</sup> WINTER, Lieven De, « The impact of European Integration on Ethnoregionalist Parties », *Working Papers 195*, Institut de Ciències Polítiques i Socials, Barcelona, 2001, p.10. Traduction propre. Dans une étude rédigée en français le politologue belge écrit: nous préférons utiliser le terme de partis « ethno-régionalistes » que nous définissons sur la base de deux dénominateurs communs les unissant: (1) une division territoriale à l'intérieur même du pays; (2) une population à qui ces partis prétendent qu'elle constitue une catégorie ethnoculturelle spécifique possédant une seule et unique identité commune. » Lieven De Winter, « Les partis ethno-régionalistes et l'intégration européenne dans les élections européennes de 1999 », pp.181–202, in Gérard Grunberg, Pascal Perrineau, Colette Ysmal, Paris, *Vote des Quinze, Les élections européennes, du 23 juin 1999*, Presses de Sciences Po, 2000, p.182.

<sup>162</sup> TÜRSAN, Huri, « Ethnoregionalist Parties as Ethnic Entrepreneurs », pp.1–16. in WINTER, Lieven De, TÜRSAN, Huri (eds), *Regionalist Parties in Western Europe*, Routledge, London, 1998, p.1.

<sup>163</sup> TÜRSAN, Huri, op.cit., p.5.

<sup>164</sup> TÜRSAN, Huri, op.cit., p.6.

<sup>165</sup> MÜLLER-ROMMEL, Ferdinand, « Ethnoregionalist Parties in Western Europe: Theoretical Considerations and Framework of Analysis », pp.17–27. in WINTER, Lieven De, TÜRSAN, Huri (eds), *Regionalist Parties in Western Europe*, Routledge, London, 1998, p.19.

la source de leur naissance ».<sup>166</sup> Les trois auteurs mentionnés parlent de clivages centre/périphérie<sup>167</sup>.

Pour Derek Urwin – comme pour De Winter, Müller-Rommel et Türsan<sup>168</sup> – les deux traits définissant le parti « régionaliste » sont l'identité du groupe et un espace géographique précis. Selon Urwin « on a à faire avec deux identités spatiales entrelacées: l'espace du « membership », c'est-à-dire le fait d'être membre d'un groupe qui a en commun une certaine caractéristique culturelle; et l'espace géographique, c'est-à-dire l'occupation et l'identification avec un territoire ».<sup>169</sup> La liaison entre l'ethnicité et le parti régional est saillante chez Urwin aussi. Le politiste constate « qu'aujourd'hui, empiriquement, l'identité de groupe semble signifier l'identité ethnique ».<sup>170</sup> L'analyse faite par Urwin concerne l'Europe occidentale.

Nous trouvons importante la constatation d'Urwin qui lie l'origine des partis régionalistes à la révolution nationale décrite par Rokkan ainsi qu'à « l'écroulement des empires centre européens en 1918 ».<sup>171</sup>

Tous les auteurs cités soulignent la grande diversité des partis ethnorégionalistes/régionalistes/autonomistes. Il faut mentionner que De Winter, Türsan, Müller-Rommel définissent expressément le parti régionaliste<sup>172</sup>. Par contre, Daniel-Louis Seiler, après avoir situé les partis autonomistes sur le versant « périphérie » du clivage centre/périphérie, recense leurs « traits distinctifs communs ».<sup>173</sup> Pour Seiler les traits communs des partis autonomistes sont: l'encrage dans un espace donné<sup>174</sup>; ceux qui relèvent de la structure interne<sup>175</sup>; ceux relevant du programme<sup>176</sup>. De

<sup>166</sup> TÜR SAN, Huri, op.cit., p.5.

<sup>167</sup> Dans le préface Lieven De Winter et Huri Türsan écrivent « On argumente dans ce volume que le succès des partis ethnorégionalistes dépend de la relevance du clivage (entre autres: entre la gauche et la droite, le centre et la périphérie) et des opportunités internes et externes, les ressources et les contraintes qui permettent aux partis ethnorégionalistes comme aux entrepreneurs de transformer la scène électorale ». WINTER, Lieven De, TÜR SAN, Huri (eds), op.cit., p.XVI.

<sup>168</sup> Türsan se réfère aux écrits d'Urwin en disant « Borrowing from Urwin(1982:427) we maintain that the salience of the consciousness of group membership identity and the identification with some piece of territory is the *sine qua non* of Ethnoregionalist parties ». TÜR SAN, Huri, op.cit., p.5.

<sup>169</sup> URWIN, Derek, « Harbinger, Fossil or Fleabite ? 'Regionalism' and the West European Party Mosaic », pp.221–257. in DAALDER, Hans, MAIR, Peter (eds), *Western European Party systems, Continuity & Change*, Sage Publications, 1983, pp.237–238.

<sup>170</sup> URWIN, Derek, op. cit., p.240. Il y ajoute que « tout les partis régionaux contemporains appuient leur demandes sur certaines formes d'identité ethnique ». p.240.

<sup>171</sup> URWIN, Derek, op. cit., pp.240–241. Dans notre chapitre historique nous analysons les premiers partis de la minorité hongroise de Roumanie qui ont émergé après la disparition de la Monarchie austro-hongroise.

<sup>172</sup> TÜR SAN, Huri, op.cit., p.5; MÜLLER-ROMMEL, Ferdinand, op.cit., p.19.

<sup>173</sup> SEILER, Daniel L., *Les partis politiques en Europe*, Presses Universitaires de France, 1982, p.84.

<sup>174</sup> « L'implantation géographique ». Ibidem.

<sup>175</sup> « L'horizontalité. – Du point de vue de l'organisation et des tendances internes, les partis périphéristes se rapprochent très nettement des partis démocrates-chrétiens ». SEILER, Daniel L., op.cit., p.85.

Winter, Türsan et Müller-Rommel mettent l'accent dans la définition du parti ethno-régionaliste sur son ancrage dans l'espace et le groupe « possédant une seule et unique identité commune »<sup>177</sup>. Par conséquent, chez eux, l'ethnicité a plus de poids que chez Seiler.

Nous pouvons donc voir que les critères des définitions des partis autonomistes/ethnorégionalistes sont différents chez Seiler et De Winter, à part l'accent mis sur leurs liens avec un espace géographique bien défini. Nous considérons que ces deux définitions seront utiles pour notre analyse, car ils permettent d'étudier des aspects différents de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie.<sup>178</sup>

Parmi les auteurs qui se sont penchés sur la question des partis ethnorégionalistes/autonomistes, nous retrouvons des politologues qui ont distingué plusieurs types de partis. Il nous semble que ces typologies sont utiles pour notre démarche. D'abord, parce qu'ils permettent de montrer les différences entre les partis ethno-régionalistes/autonomistes. Ensuite, parce qu'ils complètent les définitions déjà étudiées. Enfin, cela nous permettrait d'encadrer à la fin de notre thèse l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie dans un type de partis.

Dans son livre *Les partis politiques en Europe* paru en 1982, Daniel-Louis Seiler a défini trois types des partis « périphéristes » basés sur leur idéologie: théocratique/légitimiste, nationaliste-populiste, nationalitaire.<sup>179</sup> Selon le politiste, « les trois différents types de « périphérisme » (...) correspondent en fait à des moments historiques distincts ».<sup>180</sup> D'abord, la réaction de la périphérie contre la révolution nationale et la fondation de l'État-nation engendrera le type de parti périphériste légitimiste/théocratique. L'affirmation de l'autonomie sera théocratique dans un pays protestant et légitimiste dans un pays catholique.<sup>181</sup>

Ensuite, « la conscience autonomiste peut s'exprimer par le discours nationaliste forgé par le centre »<sup>182</sup> et le parti formé de cette manière sera le parti périphériste nationaliste-populiste.

Cette catégorie est à son tour subdivisée selon l'aboutissement de son projet en: partis institutionnalisés<sup>183</sup> et partis au projet inachevé<sup>184</sup>. Enfin, les partis périphé-

<sup>176</sup> « En effet, les partis de défense de la périphérie se reconnaissent dans leur commune aversion pour l'État-nation centralisateur ». SEILER, Daniel L., op.cit., p.85.

<sup>177</sup> WINTER, Lieven De, « Les partis ethno-régionalistes et l'intégration européenne dans les élections européennes de 1999 », pp.181–202 in GRUNBERG, Gérard, PERRINEAU, Pascal, YSMAL, Colette (eds), Paris, *Vote des Quinze, Les élections européennes, du 23 juin 1999*, Presses de Sciences Po, 2000, p.182.

<sup>178</sup> On n'oublie pas que les deux définitions ont été « faites » à partir des pays de l'Europe occidentale.

<sup>179</sup> SEILER, Daniel L., *Les partis politiques en Europe*, Presses Universitaires de France, 1982, pp.87–96.

<sup>180</sup> SEILER, Daniel L., op.cit., p.96.

<sup>181</sup> SEILER, Daniel L., op.cit., p.87.

<sup>182</sup> SEILER, Daniel L., op.cit., pp.88–89.

<sup>183</sup> Seiler donne l'exemple de Fianna Fail en Irlande.

ristes de gauche, pour lesquels « la contestation de l'État-nation est doublée par une contestation du capitalisme centralisateur »<sup>185</sup>, constituant, selon Seiler, le type nationalitaire. Le politiste souligne que la première catégorie est « non ethnique », tandis que les partis périphéristes nationalistes-populistes et nationalitaires sont « marqués par l'époque de leur fondation ».<sup>186</sup>

Par contre, dans la deuxième édition de son livre sur *Les partis autonomistes*, Seiler note qu'il « serait erroné d'établir une classification des partis autonomistes à partir des prises de conscience qui les engendrèrent. Deux autres variables doivent être pris en compte: le néo-centralisme et les moyens utilisés »<sup>187</sup>. Dans la « nomenclature des partis autonomistes »<sup>188</sup> de Seiler, les partis sont rangés selon leurs idéologies et leurs stratégies; elle ne contient pas les partis autonomistes « à saveur religieuse et théocratique »<sup>189</sup>.

Le croisement de ces deux dimensions se retrouve dans le tableau<sup>190</sup> suivant.

**Tableau 1 – Nomenclature des partis autonomistes**

Stratégie <sup>191</sup>	Idéologie			
	Légitimiste	Nationaliste-populiste	Régionaliste-nationalitaire	Néo-centraliste
Hors système				
Tribunitien				
Gouvernementaux				

Nous observons que le nouvel élément introduit parmi les idéologies présentes dans les partis autonomistes est le néo-centralisme. Le néo-centralisme est défini par Seiler comme des forces qui originellement ont été liées au centre, mais qui, « déçues par celui-ci », rejoindront les autonomistes.<sup>192</sup>

De surcroît, nous identifions chez Seiler une autre typologie des partis périphéristes: nationaliste-populiste, nationalitaire, néo-centraliste. Les changements peu-

<sup>184</sup> Les exemples de Seiler sont: la Vlaamse Voksunie; la Convergence Démocratique Catalane; le Parti Nationaliste Basque. SEILER, Daniel L., op.cit., pp.89–93.

<sup>185</sup> SEILER, Daniel L., op.cit., p.93.

<sup>186</sup> SEILER, Daniel L., op.cit., p.87.

<sup>187</sup> SEILER, Daniel L., *Les partis autonomistes*, Paris, Presses Universitaires de France, 1994, p.23

<sup>188</sup> SEILER, Daniel L., op.cit., p.25.

<sup>189</sup> Ibidem.

<sup>190</sup> SEILER, Daniel L., op.cit., p.26.

<sup>191</sup> Nous reviendrons à la stratégie des partis autonomistes dans notre sous-chapitre sur les buts et sur les stratégies des partis.

<sup>192</sup> SEILER, Daniel L., op.cit., p.24.

vent être expliqués par le fait que « les partis légitimistes<sup>193</sup> ont disparu du paysage politique de l'Europe occidentale »<sup>194</sup> et par l'importance attribuée par le politiste au phénomène néo-centraliste.

Nous pensons que parmi ces trois possibilités offertes par Seiler, la nomenclature des partis autonomistes est la plus prometteuse pour notre analyse. Premièrement, elle permet de nuancer la variété des partis. Deuxièmement, elle comprend les deux autres typologies aussi.

Ferdinand Müller-Rommel propose une typologie des partis ethnorégionalistes basée sur quatre caractéristiques: « idéologie, position relative à l'Union Européenne, l'acceptation des nouveaux problèmes ('issues'), la demande de droits linguistiques ».<sup>195</sup> *Les partis séparatistes ethnorégionalistes* peuvent être caractérisés par: demande d'indépendance de leur région; orientation de gauche<sup>196</sup>; opposition au statut de membre de Union européenne. Par contre, *les partis ethnorégionalistes de gauche-libertariens fédéralistes*<sup>197</sup> conçoivent leur région comme indépendante dans l'Union fédérale; ils se situent au centre-gauche; ils mettent l'accent sur les droits linguistiques; ils ont une tradition pacifiste et s'opposent à l'énergie nucléaire.<sup>198</sup> Le troisième type défini par Müller-Rommel est représenté par *les partis autonomistes ethnorégionalistes*. Ces partis acceptent l'autonomie dans le pays comme modalité de protection des droits historiques de la population de la région. Ils mettent l'accent sur les droits linguistiques et se situent au centre ou au centre-droit.<sup>199</sup> Le dernier type est le parti ethnorégionaliste protectionniste dont la politique principale est de « maintenir le lien entre le groupe ethnique minoritaire ou même majoritaire dans la périphérie et l'État-nation (le centre) ».<sup>200</sup>

Nous considérons que les typologies de Daniel-Louis Seiler et Ferdinand Müller-Rommel sont complémentaires, car elles mettent l'accent sur les différentes facettes des partis régionalistes.

<sup>193</sup> Type de partis périphéristes présents dans la première typologie de Seiler dont nous avons parlé.

<sup>194</sup> SEILER, Daniel L., *Partidele politice din Europa*, Institutul European, Iași, 1999, p.94.

<sup>195</sup> MÜLLER-ROMMEL, Ferdinand, *Ethno-regionalist Parties in Western Europe: Empirical Evidence and Theoretical Considerations*, pp.179–198 in WINTER, Lieven De (eds), *Non-state Wide Parties in Europe*, Barcelona, ICPS, 1994, p.184

<sup>196</sup> Le politiste ajoute que « la question nationale est plus importante que l'idéologie socialiste ». MÜLLER-ROMMEL, Ferdinand, op.cit., p.184.

<sup>197</sup> Left-libertarian federalist ethno-regional parties.

<sup>198</sup> MÜLLER-ROMMEL, Ferdinand, op.cit., p.185.

<sup>199</sup> MÜLLER-ROMMEL, Ferdinand, op.cit., pp.185–186.

<sup>200</sup> MÜLLER-ROMMEL, Ferdinand, op.cit., p.186.

### 2.3.2. Les définitions des partis « ethniques, ethnopolitiques »

Avant d'entamer notre survol des définitions des partis ethniques nous signalons que Maurice Duverger mentionne « des partis de minorités ethniques » dans sa classification des partis selon leur dimension. Nous y retrouvons: les partis à vocation majoritaire, les grands partis, et les petits partis.<sup>201</sup> Les petits partis sont sous divisés à leur tour entre partis de personnalités et de minorités permanentes.<sup>202</sup> Selon Duverger, les partis des minorités permanentes « correspondent à une fraction de l'opinion publique, fortement minoritaire, mais relativement stable. Nous distinguons ainsi: les partis de minorités ethniques ou géographiques, les partis de minorités religieuses, les partis de minorités politiques ».<sup>203</sup>

Dans cette section de notre étude nous nous concentrons sur les définitions des partis ethniques. Il nous semble que ces définitions sont plus proches l'une de l'autre que les définitions des partis ethnorégionalistes.

La plupart des politistes définissent les partis ethniques comme des partis qui représentent un groupe ethnique donné. Pour Donald Horowitz un parti ethnique « puise son support majoritaire dans un groupe identifiable ethniquement et sert les intérêts de ce groupe ».<sup>204</sup> Horowitz analyse dans son œuvre séminale *Ethnic Groups in Conflict* « les politiques des groupes ethniques en conflit dans les sociétés sévèrement divisées ».<sup>205</sup> Par conséquent, les partis politiques<sup>206</sup> ne sont pas au centre de son analyse, mais il leur consacre un chapitre dans son livre. Il prend plus de 150<sup>207</sup> études de cas en Asie, Afrique, Moyen Orient et les Caraïbes, considérant toutefois que ses conclusions « devront avoir une applicabilité dans les sociétés sévèrement divisées, par exemple en Irlande du Nord ».<sup>208</sup> Selon lui, on peut parler d'un parti ethnique si les frontières des partis coïncident avec les frontières du groupe. Cela ne veut pas dire que nous aurons nécessairement un seul parti par groupe ethnique.

<sup>201</sup> DUVERGER, Maurice, *Les partis politiques*, Paris, Librairie Armand Collin, 1976, p.384.

<sup>202</sup> DUVERGER, Maurice, op.cit., 392.

<sup>203</sup> DUVERGER, Maurice, op.cit., pp. 393–394.

<sup>204</sup> HOROWITZ, Donald L., *Ethnic Groups in Conflict*, Berkely-Los Angeles-London, University of California Press, 1985, pp.291–292.

<sup>205</sup> HOROWITZ, Donald L., op.cit., p.Xi.

<sup>206</sup> Les grandes questions auxquelles Horowitz a voulu répondre dans ce livre ont été: l'importance de l'affiliation ethnique; les sources du conflit; les partis politiques; les politiques militaires; les modalités d'accommodation interethnique; etc. HOROWITZ, Donald L., op.cit., p.Xii.

<sup>207</sup> Pour les groupes ethniques en conflit, des sujets comme: l'importance de l'appartenance à des groupes ethniques; les sources de conflits; la logique de la sécession; les systèmes électoraux et le partis ethniques; les chances de coalitions multiethniques; la militarisation des conflits ethnopolitiques. SALAT, Levente, *Multiculturalismul liberal*, Iași, Polirom, 2001, pp.27–28.

<sup>208</sup> HOROWITZ, Donald L., op.cit., p.Xiii.

La caractéristique décisive d'un parti ethnique est le mode de distribution du support du parti et non pas du groupe ethnique.<sup>209</sup>

Dans la vision de Horowitz, le vote ethnique, dans une société qui est organisée en fonction de lignes ethniques, exprime qu'un groupe vote majoritairement un<sup>210</sup> parti. Il faut souligner que pour Donald Horowitz, les partis ethniques sont « les éléments principaux que le conflit ethnique a introduits parmi les partis politiques ».<sup>211</sup> Selon lui, un parti peut être multiethnique « s'il enjambe plusieurs groupes en conflit »<sup>212</sup>. Horowitz utilise le concept de parti non-ethnique « pour une catégorie résiduelle de partis » qui se situent sur n'importe qu'elle axe, sauf celle ethnique.<sup>213</sup>

En ce qui concerne les systèmes des partis, on peut discerner plusieurs types de partis.

Des définitions semblables à celle de Horowitz nous donnent d'autres politologues qui ont travaillé sur les pays appartenant aussi à l'ancien bloc communiste. Dans son livre *Élection, partis, représentation en Europe post-communiste*, Frances Millard parle des « partis organisés sur la base de l'ethnicité (partis ethniques) ».<sup>214</sup> Dans leur livre sur *L'ethnopolitique de la Nouvelle Europe*, John Ishiyama et Marijke Breuning vérifient les différentes théories concernant le comportement des partis ethnopolitiques en Bulgarie, Slovaquie, Estonie, Lituanie, Belgique et au Royaume-Uni. Pour eux, « le parti ethnopolitique est défini comme une organisation qui prétend représenter un groupe ethnique particulier et cherche le pouvoir politique pour influencer sur le pouvoir relatif ou sur la position du groupe ethnique ».<sup>215</sup>

Selon Kanchan Chandra le parti ethnique peut être défini à partir de trois principes. D'abord, celui ascriptif « les catégories qu'un tel parti mobilise sont définies par des caractéristiques ascriptives ».<sup>216</sup> Ensuite, par l'exclusion, parce qu'il inclut une catégorie ethnique tout en excluant les autres.

Enfin, par la centralité « des buts du groupe ethnique donné ».<sup>217</sup> Chandra souligne la différence entre sa propre définition du parti ethnique et la définition de

<sup>209</sup> HOROWITZ, Donald L., op.cit., p.293.

<sup>210</sup> Ou, s'il y a plus d'un parti qui représente la même ethnie, le vote du groupe peut se diviser entre eux. Mais, « à travers les lignes ethniques le vote n'est pas transférable ». HOROWITZ, Donald L., op.cit., pp.319-346.

<sup>211</sup> HOROWITZ, Donald L., op.cit., p.292.

<sup>212</sup> HOROWITZ, Donald L., op.cit., p.299. Horowitz précise l'exigence « que les partis ne soient pas organisés selon des clivages ethniques qui déchirent la société ». p.299.

<sup>213</sup> HOROWITZ, Donald L., op.cit., p.301.

<sup>214</sup> MILLARD, Frances, *Elections, Parties, and Representation in Post-Communist Europe*, Palgrave Macmillan, 2004, p.234.

<sup>215</sup> ISHIYAMA, John T., BREUNING Marijke, *Ethnopolitics in New Europe*, Colorado, Lynne Rienner Publishers, 1998. – on-line edition: Columbia International Affairs Online, 1999, p.4.

<sup>216</sup> CHANDRA, Kanchan, *Why Ethnic Parties Succeed: Patronage and Ethnic Headcounts in India*, Cambridge University Press, 2004, p.3.

<sup>217</sup> Ibidem.

Horowitz. Elle articule les caractéristiques qui opposent les partis ethniques aux partis non-ethniques ou multiethniques. Nous avons vu que pour Horowitz la spécificité réside dans la répartition du support du parti. Par contre, pour Chandra il faut examiner le message du parti, pour pouvoir décider s'il est ethnique, multiethnique ou non-ethnique. Kanchan Chandra mentionne que la définition donnée par Donald Horowitz ne lui est pas utile, car le but de son étude est de proposer une théorie de la performance des partis ethniques dans la « démocratie du patronage ».<sup>218</sup> Selon la note en bas de page de Chandra, « si on incorpore la nature du support du parti dans la définition, cela obscurcira la question sur la façon d'acquérir le support ».<sup>219</sup>

Contrairement à Donald Horowitz et Kanchan Chandra, Milton Esman ne parle pas de partis ethniques, mais des mouvements politiques ethniques. Dans son livre sur *Les politiques ethniques* il met l'accent sur la mobilisation ethnique et le management du conflit. Ses études de cas portent sur le Malaisie, l'Afrique du Sud, l'Israël, le Canada et les diasporas des migrations du travail. Il pense toutefois que le management des conflits en Europe de l'Est et dans les pays de l'ex Union Soviétique « sera susceptible d'être gouverné par des logiques similaires ».<sup>220</sup> Pour Esman, « le mouvement politique ethnique représente la conversion d'une communauté ethnique dans un concurrent politique qui cherche à combattre les antagonistes ethniques ou à mettre des intérêts définis ethniquement sur l'agenda de l'État ».<sup>221</sup> Selon le politiste, le mouvement politique ethnique a la volonté de représenter la communauté entière, même dans le cas de l'existence de plusieurs organisations du même groupe ethnique. Pour analyser les mouvements, Milton Esman étudie les organisations concrètes qui sont « au moins temporairement les protagonistes principaux et les armes de la communauté ethnique activé ».<sup>222</sup> Par conséquent, nous pouvons appréhender les partis ethniques comme des organisations issues de l'activation politique d'une communauté ethnique ayant comme but la représentation de ce groupe ethnique. Nous pouvons rapprocher cette définition à celle de John Ishiyama et Marikje Breuning pour lesquels le parti ethnopolitique est « l'expression organisationnelle de l'ethnopolitique ».<sup>223</sup>

Joseph Rudolph et Robert Thompson parlent de mouvements ethnoterritoriaux. Ils ne les définissent pas expressément, mais, d'une part ils donnent comme but de leur article de contribuer au débat sur l'efficacité des politiques gouvernementales

<sup>218</sup> CHANDRA, Kanchan, op.cit., p.2.

<sup>219</sup> CHANDRA, Kanchan, op.cit., p.3.

<sup>220</sup> ESMAN, Milton J., *Ethnic politics*, Ithaca and London, Cornell University Press, 1994, p.6.

<sup>221</sup> ESMAN, Milton J., op.cit., p.27.

<sup>222</sup> Ibidem.

<sup>223</sup> ISHIYAMA, John T., BREUNING Marikje, op.cit., p.3. Ils comprennent par ethnopolitique « les politiques entre des entités ethniques ». p.3.



d'accommoder les demandes ethnopolitiques « surtout celles générées par des groupes larges et mobilisés »<sup>224</sup>. D'autre part, ils considèrent que les mouvements ethnoterritoriaux sont « une forme particulièrement saillante des politiques ethniques ». Les études de cas analysées sont: la Belgique, le Canada, la Groenland, l'Espagne et le Jura. Selon Joseph Rudolph et Robert Thompson il y a quatre types de mouvements ethnoterritoriaux.

Premièrement, il y a les mouvements qui ont comme but « l'expansion de la part de leur région dans la « production »<sup>225</sup> du gouvernement ».<sup>226</sup> Deuxièmement, on trouve les mouvements ethnoterritoriaux qui s'orientent vers les autorités et qui se proposent d'influencer ceux qui prennent les décisions.

Troisièmement, les mouvements orientés vers le régime.<sup>227</sup> Quatrièmement, on décèle les mouvements ethnoterritoriaux qui « mettent en doute la légitimité des frontières de la communauté multinationale ».<sup>228</sup> John Ishiyama et Marikje Breuning nomment ces types de partis: orientés vers la production; anti-autorité; anti-régime; anti-communauté.<sup>229</sup>

Nous avons pu voir que ces définitions des partis ethniques/mouvements ethnopolitiques émergent des analyses des conflits ethniques, ou des politiques ethniques. L'accent est mis sur les communautés ethniques et sur les pays multiethniques. À part Joseph Rudolph et Robert Thompson, ces définitions ne contiennent pas de références à l'espace.

### **2.3.3. Les partis « ethnorégionalistes/autonomistes/ethniques »: notre choix**

Nous avons parcouru dans nos pages précédentes les différentes définitions données par les politistes pour les partis autonomistes/ethnorégionalistes/ethniques. Nous avons pu constater que le point commun des définitions des partis autonomistes et des partis ethnorégionalistes est le critère spatial. Par contre, la plupart des définitions des partis ethniques ne contiennent pas de références à l'espace.

Les études de cas se référant aux partis régionalistes et autonomistes proviennent de l'Europe occidentale. Türsan attire l'attention sur le fait que « la coïncidence des mouvements ethniques et régionalistes en Europe Occidentale a conduit à l'invention

<sup>224</sup> RUDOLPH, Joseph R., THOMPSON, Robert J., « Ethnoterritorial Movements and the Policy Process: Accommodating Nationalist Demands in the Developed World », *Comparative Politics*, 1985, City University of New York, vol.17, p.291.

<sup>225</sup> Ils donnent comme exemple l'aide augmentée du gouvernement.

<sup>226</sup> RUDOLPH, Joseph R., THOMPSON, Robert J., op.cit., p.293.

<sup>227</sup> Ibidem.

<sup>228</sup> RUDOLPH, Joseph R., THOMPSON, Robert J., op.cit., pp.293–294.

<sup>229</sup> ISHIYAMA, John T., BREUNING Marijke, op.cit., pp.4–5.

du terme ethnorégionaliste ». <sup>230</sup> Huri Türsan fait une comparaison entre les partis ethniques et les partis régionalistes, en écrivant que les frontières des deux partis sont les frontières du groupe. Il lui semble important de souligner que « l'ethnicité en Europe occidentale ne déplace pas toutes les autres formes de différence du groupe ». <sup>231</sup> Cette constatation est faite aussi par Donald Horowitz qui en définissant les partis ethniques, non-ethniques et multiethniques pense qu'une combinaison entre les trois est la caractéristique de la société ethniquement divisée de l'Europe occidentale. Dans ces pays, selon Horowitz, « les partis reflètent simultanément une dimension gauche-droite, ecclésiastique-séculaire tout comme celle ethnique ». <sup>232</sup>

La plupart des définitions des partis ethniques ne contiennent pas de références à l'espace. Sauf le mouvement ethnoterritorial analysé par Joseph Rudolph et Robert Thompson. Les deux chercheurs analysent des études de cas de l'Europe occidentale et du Canada. Par contre, Donald Horowitz examine les pays d'Afrique et d'Asie tandis que Kanchan Chandra s'intéresse à l'Inde. Milton Esman prend des cas d'Afrique, d'Asie et le Canada, tandis que John Ishiyama et Marikje Breuning des pays de l'Europe orientale et occidentale également. La plupart des définitions des partis ethniques mettent l'accent sur le groupe ethnique, un groupe avec une identité bien définie comme le deuxième caractère des définitions des partis ethno-régionalistes de Winter et des autres. Toutefois, les partis ethniques définis de cette manière ne peuvent pas être incorporés dans la définition de Seiler, Winter et des autres, car ils ne font pas de références à l'espace.

Nous pensons que les deux types de définitions – des partis ethnorégionalistes/autonomistes/ethniques – nous seront utiles dans notre démarche de l'analyse de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie. En même temps, il nous semble nécessaire de montrer très brièvement les difficultés posées par la définition de Seiler et par l'analyse de Horowitz.

En ce qui concerne la définition de Seiler la question est si les contraintes spatiales du modèle originel de Rokkan ne questionnent pas l'application du cadre conceptuel de Seiler à la Roumanie. Notre but ici, n'est pas d'entrer dans le débat sur la possibilité d'utiliser la théorie de Lipset et Rokkan dans le cas de l'Europe de l'est. Pour un aperçu de ce débat on invite le lecteur à lire le livre consacré spécifiquement aux clivages entre Europe centrale et orientale édité par Jean-Michel De

<sup>230</sup> TÜRSAN, Huri, TÜRSAN, Huri, « Ethnoregionalist Parties as Ethnic Entrepreneurs », pp.1–16. in WINTER, Lieven De, TÜRSAN, Huri (eds), *Regionalist Parties in Western Europe*, Routledge, London, 1998, p.5.

<sup>231</sup> TÜRSAN, Huri, op.cit., p.6.

<sup>232</sup> HOROWITZ, Donald L., op.cit., p.303.

Waele<sup>233</sup> et le chapitre sur l'approche socio-historique des systèmes de partis de la thèse de Sorina Soare<sup>234</sup>. Nous nous proposons seulement de retracer les conclusions des différents auteurs qui ont écrit sur le cas de la Roumanie aussi.

Seiler lui-même traite la question de l'applicabilité du modèle rokkanien dans plusieurs de ses écrits. Dans son livre *Partis Politiques en Europe* paru en 1999 en Roumanie, il conclut que « le modèle rokkanien est inopérant là où il n'y a eu ni catholicisme universalisant, ni capitalisme, ni société industrielle libérale. »<sup>235</sup> Pays majoritairement orthodoxe qui n'a pas connu avant les années '90 le capitalisme, on pourrait intégrer la Roumanie dans cette catégorie où le modèle des quatre clivages n'est pas utilisable. Toutefois, en revenant sur le cas de la Roumanie et soulignant la spécificité de la Transylvanie<sup>236</sup>, Seiler conclut que « la Transylvanie peut être incluse dans le modèle de Rokkan, car la réforme a été suivie par révolution industrielle ».<sup>237</sup>

En poursuivant la logique de Seiler nous devrions nous poser la question<sup>238</sup> s'il est possible d'appliquer le modèle des quatre clivages à la Roumanie, même si on sait que les conditions de cette application sont présentes seulement en Transylvanie et non pas dans le reste du pays. Cependant, il nous semble que ce genre de question ne fait pas avancer un théorique pertinent pour l'analyse de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie. Tout en ayant à l'esprit cette question, nous pensons que la définition des partis autonomistes donnée par Seiler nous sera utile dans l'analyse de l'Alliance. D'abord, nous sommes d'accord avec Jean-Michel De Waele selon qui le clivage centre/périphérie « influence à peu près tous les pays de la région car dans la plupart il y a une minorité nationale importante ».<sup>239</sup> Ensuite, Sorina Soare démontre d'une manière convaincante qu'en Roumanie « le seul clivage opérant reste l'opposition centre versus périphérie »<sup>240</sup>. Enfin, selon Rokkan, « la périphéricité

<sup>233</sup> WAELE, Jean-Michel De (eds), *Les clivages politiques en Europe centrale et orientale*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2004, p.288.

<sup>234</sup> SOARE, Sorina, la variante manuscrite de sa thèse sur *L'analyse de l'émergence et du développement des partis et du système des partis politiques en Roumanie depuis 1989*, sous la direction de Jean-Michel De Waele, Université Libre de Bruxelles, 2003, pp.170–213.

<sup>235</sup> SEILER, Daniel L., *Partidele politice din Europa*, Institutul European, Iași, 1999, p.113.

<sup>236</sup> Nous reviendrons sur cette question dans notre chapitre historique. Pour l'instant il faut savoir que la plupart de la minorité hongroise de Roumanie se trouve en Transylvanie, région incorporée à Roumanie suite à la Grande Guerre lors des traités de paix.

<sup>237</sup> SEILER, Daniel-Louis, „Pot fi aplicate clivajele lui Rokkan în analiza partidelor politice din Europa centrală?”, pp.135–176 in WAELE, Jean-Michel De, *Partide politice și democrație în Europa centrală și de est*, București, Humanitas, 2003, p.168.

<sup>238</sup> Dans le cadre d'un débat sur l'applicabilité du modèle.

<sup>239</sup> WAELE, Jean-Michel De, „Consolidarea democratică, partide și clivaje în Europa centrală și de est”, pp.177–196. in WAELE, Jean-Michel De, *Partide politice și democrație în Europa centrală și de est*, București, Humanitas, 2003, p.185.

<sup>240</sup> SOARE, Sorina, « Les substituts de clivages à durée déterminée ou la généralisation d'un consensus *ex ante* dans l'espace partisan roumain », pp.219–245. in WAELE, Jean-Michel De (eds), *Les clivages politiques en Europe centrale et orientale*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2004, p.238.

peut exister en trois domaines différents de la vie sociale: en politique, en économie et en culture. Mais dans n'importe quel domaine, le point essentiel est que la périphérie dépend d'un ou plusieurs centres, et sa situation ne peut pas être comprise sans ceux-ci »<sup>241</sup>.

En ce qui concerne Horowitz, nous ne devons pas oublier que son analyse des partis ethniques vise des pays sévèrement divisés. Par contre, selon Frances Millard, même si « l'ethnicité a formé la base des partis politiques importants en Bulgarie, Roumanie et Slovaquie, ces pays ne doivent pas être regardés comme des sociétés divisées selon des lignes ethniques »<sup>242</sup>.

L'argument de Millard est le fait que les trois partis représentant des minorités ethniques (turque et hongroises) ont tous participé aux gouvernements. L'argument de Millard doit être nuancé par l'opinion de Cristian Preda selon qui « le consensus constitutionnel de 1990–1991 donne un contenu ethnique à la nation qui est vue comme une dimension englobante de l'État. Seule l'ADHR refuse cette définition de l'État roumain.

Dans ce sens, la tension nationaliste oppose l'ADHR à tous les partis roumains ».<sup>243</sup> Il nous semble qu'on ne peut pas nier l'existence en Roumanie d'une division ethnique, même si on ne peut pas inclure la Roumanie dans la catégorie des sociétés sévèrement divisées. Tout prêtant attention au contexte dans lequel la définition a été forgée, nous pensons que ce cadre sera utile pour nos analyses car les différents éléments des définitions des partis ethnorégionalistes<sup>244</sup> et ethniques<sup>245</sup> constituent des outils pertinents pour l'étude de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie.

## 2.4. L'origine des partis ethnorégionalistes/ethniques

Nous avons déjà effleuré la question de l'origine des partis ethnorégionaliste/ethniques dans notre chapitre concernant leurs définitions. Dans la vision de Donald

<sup>241</sup> ROKKAN Stein, "A State Formation and Nation-Building", pp.95–225. in FLORA, Peter, KUHNLE, Stein, URWIN, Derek (eds.), *State Formation, Nation-Building, and Mass Politics in Europe. The Theory of Stein Rokkan*, Oxford University Press, 1999, p.114.

<sup>242</sup> MILLARD, Frances, *Elections, Parties, and Representation in Post-Communist Europe*, Palgrave Macmillan, 2004, p.14.

<sup>243</sup> PREDÁ, Cristian, « Les partis politiques dans le post-communisme roumain », pp.167–217 WAELE, Jean-Michel De (eds), *Les clivages politiques en Europe centrale et orientale*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2004, pp.182–183.

<sup>244</sup> Nous utilisons dorénavant l'expression « partis ethnorégionalistes » pour nous rapporter d'une manière générale aux définitions qu'on trouve dans le chapitre 2.1.1

<sup>245</sup> Nous utilisons d'ici en avant l'expression « partis ethniques » pour nous référer d'une manière générale aux définitions qu'on trouve dans le chapitre 2.1.2

Horowitz, l'émergence du parti ethnique dépend de la division et de la cohésion du groupe ethnique et du système des partis.<sup>246</sup> Il nomme cinq éléments qui, dans son opinion, constituent les conditions d'émergence de plusieurs partis représentant un groupe ethnique. Ces caractéristiques sont:<sup>247</sup> une division sociale forte à l'intérieur du groupe; « le sentiment collectif du nombre de partis que le groupe ethnique peut se permettre sans s'affaiblir dans un conflit ethnique »<sup>248</sup>; des fortes différences d'opinion à l'intérieur du groupe en ce qui concerne les liens avec les autres groupes ethniques; des concurrences entre les leaders du groupe; « l'effet de la structure encourageant la prolifération des partis »<sup>249</sup>. Horowitz attire l'attention sur le fait que la cohésion du groupe n'est pas similaire à son homogénéité sociale. Il considère que si le groupe est fragmenté, la possibilité que plusieurs partis ethniques émergent est plus grande<sup>250</sup>.

Selon Seiler, l'origine des huit familles politiques de l'Europe occidentale est constituée par les quatre clivages décrits par Lipset et Rokkan. Les partis autonomistes proviennent du clivage centre/périphérie. Daniel-Louis Seiler considère que « l'intuition de Rokkan reste, sans conteste, son invention du clivage entre centre et périphérie. En effet, si la présence des trois autres peut se retrouver dans toute la littérature à caractère « multidualiste », le dernier se voit scindé en clivages ethniques, linguistiques et régionaux. La perspective ouverte par Stein Rokkan offre l'avantage méthodologique d'une structure unique subsumant ces phénomènes divers en apparence ».<sup>251</sup> Il faut remarquer que Huri Türsan, dans son chapitre introductif au *Partis Régionaliste en Europe Occidentale*, souligne que la saillance des clivages explique encore mieux la naissance et le déclin des partis ethnorégionalistes. Il y ajoute que « les clivages n'expliquent pas par eux-mêmes les variations dans la traduction des clivages en compétition partisane ».<sup>252</sup> L'outil d'analyse qu'il propose c'est « l'approche des structures des opportunités », une combinaison entre les clivages et les contraintes externes et internes des partis.<sup>253</sup>

Pour nos analyses ultérieures, il nous semble important de retenir les deux périodisations que Daniel-Louis Seiler, respectivement Derek Urwin nous présentent

<sup>246</sup> HOROWITZ, Donald L., op.cit., p.293. Il parle d'une société sévèrement divisée.

<sup>247</sup> HOROWITZ, Donald L., op.cit., pp.349–350.

<sup>248</sup> HOROWITZ, Donald L., op.cit., p.349.

<sup>249</sup> HOROWITZ, Donald L., op.cit., p.350.

<sup>250</sup> HOROWITZ, Donald L., op.cit., p.351.

<sup>251</sup> SEILER, Daniel L., *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1993, p.68.

<sup>252</sup> TÜRSAN, Huri, « Ethnoregionalist parties as ethnic entrepreneurs », pp.1–16 in WINTER, Lieven De, TÜRSAN, Huri (eds), *Regionalist parties in Western Europe*, Routledge, London, 1998, p.14.

<sup>253</sup> TÜRSAN, Huri, op.cit., p.14. Étant donné que cette approche est utilisée pour expliquer les résultats électoraux des partis ethnorégionalistes on les discutera dans un sous-chapitre suivant.

pour rendre compte de la naissance des partis autonomistes/régionalistes. Seiler différencie cinq périodes de « l'émergence des partis de défense autonomiste ».<sup>254</sup>

La première phase se déroule entre 1848 et la Seconde Guerre mondiale. La révolution de 1848, tout comme les traités de paix à la fin de la Grande Guerre, contribuent à la naissance de plusieurs partis de défense des périphéries, dont certains existent encore: le Partido Nacionalista Vasco; le Svenska Folkpartiet; Sinn Féin; Fianna Fáil; Esquerra Republicana de Catalunya.<sup>255</sup> La deuxième période, entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et les années soixante, est une période de « basse conjoncture » pour les partis autonomistes. Toutefois, trois partis sont nés: l'Union Valdôtaine; la Südtiroler Volkspartei; Christelijke Vlaamse Volksunie.<sup>256</sup>

Durant le troisième intervalle défini par Seiler, on voit l'expansion des partis de défense de la périphérie. Pendant les années '80 qui marquent le début de la quatrième période, on peut apercevoir une nouvelle fois le déclin des partis autonomistes.<sup>257</sup> Le cinquième et dernier temps a commencé lors de la chute du communisme. Seiler considère qu'à ce moment-là « l'Europe centrale a retrouvé sa place sur la carte, offrant aux autonomistes du reste du vieux continent à la fois l'image idyllique d'un grand soir des nationalités qui auraient atteint leur but et le renfort d'une contestation identitaire active ».<sup>258</sup>

Frances Millard considère que dans les pays post-communistes « les partis ethniques ont apparu tôt comme des véhicules cherchant la réparation des griefs particuliers générés par la politique des minorités des communistes ».<sup>259</sup>

Si Seiler établit une périodisation selon le déclin ou l'expansion des partis autonomistes, Derek Urwin conçoit de différences selon l'élément qui se trouve au centre de la mobilisation régionaliste. Le politiste considère qu'il y a eu deux vagues de mobilisation des mouvements régionalistes. Nous avons déjà vu que les partis régionalistes naissent de la révolution nationale ou comme conséquence de la Première Guerre mondiale.<sup>260</sup> Selon Urwin, la première vague est due « à l'introduction des

<sup>254</sup> SEILER, Daniel-Louis, « Défendre la périphérie », pp.21–50 in DELWIT, Pascal (eds), *Les partis régionalistes en Europe. Des acteurs en développement?*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2005, p.29.

<sup>255</sup> SEILER, Daniel-Louis, op.cit., pp.29–31.

<sup>256</sup> SEILER, Daniel-Louis, op.cit., p.31.

<sup>257</sup> SEILER, Daniel-Louis, op.cit., p.32.

<sup>258</sup> SEILER, Daniel-Louis, op.cit., p.33.

<sup>259</sup> MILLARD, Frances, *Elections, Parties, and Representation in Post-Communist Europe*, Palgrave Macmillan, p.250.

<sup>260</sup> Les deux exceptions citées par Urwin se trouvent en Belgique: FDF et RW. URWIN, Derek, *Harbinger, Fossil or Fleabite? 'Regionalism' and the West European Party Mosaic*, pp.221–257 in DAALDER, Hans, MAIR, Peter (eds), *Western European Party systems, Continuity&Change*, Sage Publications, 1983, p.241.

principes démocratiques »<sup>261</sup>, à l'extension du suffrage. Les conséquences de la « révolution démocratique et industrielle » sont multiples: une plus grande standardisation et centralisation; communication plus rapide; plus d'électeurs. Tous ces éléments permettaient la création des partis qui défendent des régions et des minorités.<sup>262</sup> L'opposition des identités a été la plus forte, dans l'opinion d'Urwin, au sujet du langage, car l'introduction de l'enseignement obligatoire a eu comme conséquence le recul de la langue régionale/minoritaire.<sup>263</sup>

Nous y retrouvons par exemple le Parti du Peuple Suédois et le Südtiroler Volkspartei.<sup>264</sup>

La deuxième vague de mobilisation est due aux écarts, aux facteurs, économiques dans les régions où les partis émergents peuvent être dans une situation inférieure ou supérieure au centre.<sup>265</sup> L'économie a occupé un rôle central dans l'émergence des partis comme la Volksunie, le Parti National Écossais ou le Rassemblement Wallon.<sup>266</sup>

Daniel-Louis Seiler indique trois éléments semblables à ceux définis par Urwin, qui, « agissant sur un territoire à population culturellement hétérogène », ont contribué à la prise de conscience de la périphérie: la centralisation politique; la centralisation culturelle et le développement économique inégal.<sup>267</sup>

Pour Klaus Von Beyme qui intègre les partis régionalistes parmi les dix *familles idéologiques*<sup>268</sup>, il y a plusieurs éléments qui contribuent à l'émergence des mouvements régionalistes, des partis régionalistes et ethniques<sup>269</sup>. D'abord, il conclut que les indicateurs sociaux<sup>270</sup> n'ont pas produit de résultats clairs. Beyme considère que « l'émergence des partis régionalistes ne dépend pas nécessairement de l'habilité de la population de parler une langue locale; elle n'est pas en corrélation claire avec le nombre de la population qui s'identifie avec sa région ou le pourcentage de ceux qui ont voté et qui sont nés dans la région ».<sup>271</sup> Il nomme ensuite, plusieurs facteurs qui concourent à la naissance des partis régionaux et ethniques parmi lesquels:

<sup>261</sup> URWIN, Derek, op.cit., p.241.

<sup>262</sup> Ibidem.

<sup>263</sup> Ibidem.

<sup>264</sup> URWIN, Derek, op.cit., pp.242–243.

<sup>265</sup> URWIN, Derek, op.cit., p.241.

<sup>266</sup> URWIN, Derek, op.cit., p.243.

<sup>267</sup> SEILER, Daniel L., *Les partis autonomistes*, Paris, Presses Universitaires de France, 1994, p. 19.

<sup>268</sup> BEYME, Klaus Von, *Political Parties in Western Democracies*, Gower, 1985, p.23–24.

<sup>269</sup> Il ne définit pas les partis régionalistes ou ethniques. Il analyse les partis politiques de l'Europe occidentale en identifiant à la base des conflits dix familles idéologiques. La cinquième famille est « le parti régionaliste contre le système centraliste ». BEYME, Klaus Von, op.cit., p.23. Au moment de l'analyse de cette famille il titre son sous-chapitre « partis régionalistes et ethniques ». BEYME, Klaus Von, op.cit., p.115.

<sup>270</sup> Comme l'identification à la région, ou le fait de pouvoir parler une langue régionale.

<sup>271</sup> BEYME, Klaus Von, op.cit., p.119.

les traditions religieuses de la périphérie; les dimensions, l'homogénéité et la cohésion de l'aire ethnique; la distribution des pouvoirs dans l'État; les politiques centripètes et centrifuges de l'État.<sup>272</sup>

Jean-Michel De Waele et Antoine Roger, introduisent une nouvelle méthode de « l'appréhension structurale de l'histoire » pour l'étude des pays de l'Europe centrale et Orientale. En correspondance avec les écrits de Lipset et Rokkan, ils définissent trois clivages – directionnels, catégoriels; référentiels<sup>273</sup> – à la base du processus économique dépendant.<sup>274</sup>

Les clivages catégoriels se forment car « sous l'effet de la relations de dépendance, des écarts se creusent entre plusieurs catégories de la population; des partis se forment pour institutionnaliser la défense des intérêts antagoniques ».<sup>275</sup> Dans le cas de l'existence d'une minorité nationale « qui entende s'échapper selon ses propres modalités au mécanisme de dépendance », c'est le clivage centre/périphérie qui se forme.<sup>276</sup>

Les deux politologues soulignent que ce clivage peut être amplifié par le « pays-mère » de la minorité en question. Pour notre analyse de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie, cet accent posé sur le lien qui peut exister entre le clivage/centre périphérie d'un État et le « pays-mère » est très important.

## 2.5. Les buts des partis ethnorégionalistes/ethniques

Les chercheurs qui s'intéressent aux partis ethnorégionalistes soulignent la grande variété des demandes des partis et indiquent le but central des partis ethnorégionalistes: la réorganisation du pouvoir dans le pays. Selon Daniel-Louis Seiler, on peut saisir le projet commun des partis autonomistes en termes négatifs « dans leur

<sup>272</sup> BEYME, Klaus Von, op.cit., p.119–122.

<sup>273</sup> Les clivages directionnels se forment d'abord: « les directions que les partis préconisent d'adopter en réponse aux exigences économiques de la puissance dominante peuvent être radicalement opposées ». Puis les clivages catégoriels. Enfin, apparaissent les clivages référentiels « reposant sur le choix des marqueurs identitaires qui permettent de justifier ou de dénoncer le statut de la collectivité face à la puissance dominante ». WAELE, Jean-Michel De, ROGER, Antoine, « La formation des clivages partisans en Europe centrale et orientale. À la recherche d'une méthode de comparaison », pp.11–29 in WAELE, Jean-Michel De (eds), *Les clivages politiques en Europe centrale et orientale*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2004, p.23.

<sup>274</sup> WAELE, Jean-Michel De, ROGER, Antoine, op.cit., pp.18–19.

<sup>275</sup> WAELE, Jean-Michel De, ROGER, Antoine, op.cit., p.19.

<sup>276</sup> WAELE, Jean-Michel De, ROGER, Antoine, op.cit., p.21. L'autre clivage qui se forme c'est le clivage urbain/rural. Il faut noter que les deux auteurs accentuent le fait « qu'un parti peut naître d'un clivage et combiner ensuite ce premier positionnement avec des orientations marquées sur des registres distincts ». p.25.



commune aversion pour l'État-nation centralisateur »<sup>277</sup>. Il différencie quatre types des projets d'autonomie qui entraînent des demandes radicales. D'abord, il y a les partis qui, tout en s'encadrant dans la structure étatique actuelle, ont comme projet la défense de l'intérêt de leur communauté; par exemple: le Parti du peuple suédois en Finlande<sup>278</sup>. Ensuite, certains partis qui respectent le statu quo veulent en même temps gérer leur région. Pour Seiler, « tel est le cas des autonomistes en Belgique, en Grande Bretagne »<sup>279</sup>. Troisièmement, il identifie des partis autonomistes qui veulent réorganiser l'État en système fédératif ou confédératif.

Enfin, il s'agit des partis dont le but est l'indépendance; c'est le cas de Herri Batasuna<sup>280</sup>. Le politiste considère que la radicalité du projet autonomiste dépend, d'une part, du degré de sa réalisation et, d'autre part, de « l'insertion du parti dans le système du pouvoir »<sup>281</sup>.

En tenant compte de la radicalité des moyens et des buts du parti autonomiste, Seiler identifie trois types de stratégies des partis. D'abord, on a l'assumption de l'exclusion du système politique par les partis hors système qui n'acceptent pas les règles du jeu. Ensuite, l'acceptation des règles du jeu politique par les partis autonomistes qui n'adhèrent pas aux coalitions gouvernementales. Cette stratégie est nommée par Seiler « tribunicienne ». Enfin, la stratégie gouvernementale adoptée par les partis autonomistes qui, pour accomplir leur but, entrent dans des coalitions gouvernementales.<sup>282</sup>

Selon Seiler, comme nous l'avons déjà vu, l'anticentralisme est l'une des trois caractéristiques définissant les partis autonomistes. Cet anticentralisme peut signifier la demande de décentralisation, la fédéralisation ou l'autonomie pour la région.<sup>283</sup>

Lieven De Winter souligne aussi « que le caractère définissant les programmes des partis ethnorégionalistes est sans doute la demande de réorganisation de la structure du pouvoir national existant »<sup>284</sup>.

<sup>277</sup> SEILER, Daniel L., *Les partis politiques en Europe*, Presses Universitaires de France, 1982, p.86.

<sup>278</sup> SEILER, Daniel L., *Les partis autonomistes*, Paris, Presses Universitaires de France, 1994, p. 12.

<sup>279</sup> SEILER, Daniel L., op.cit., pp.12–13.

<sup>280</sup> SEILER, Daniel L., op.cit., p.13.

<sup>281</sup> Ibidem.

<sup>282</sup> Voir SEILER, Daniel L., *Les partis autonomistes*, op.cit., p. 25; WINTER, Lieven De, "A Comparative Analysis of the Electoral, Office and Policy Success of Ethnoregionalist Parties, pp.204–247 in WINTER, Lieven De, TÜRSAN, Huri (eds), *Regionalist Parties in Western Europe*, Routledge, London, 1998, p.35; DELWIT, Pascal, « Petites patries, petits partis ? Les partis régionalistes en Europe », pp.7–20 in DELWIT, Pascal (eds), *Les partis régionalistes en Europe. Des acteurs en développement?*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2005, p.12.

<sup>283</sup> SEILER, Daniel L., *Partidele politice din Europa*, op.cit., pp.93–94.

<sup>284</sup> WINTER, Lieven De, "A Comparative Analysis of the Electoral, Office and Policy Success of Ethnoregionalist Parties, pp.204–247 in WINTER, Lieven De, TÜRSAN, Huri (eds), *Regionalist Parties in Western Europe*, Routledge, London, 1998, p.204.

Selon le degré de radicalisme de leur demande, De Winter propose une classification en cinq groupes des partis ethnorégionalistes. Premièrement, les partis ethnorégionalistes protectionnistes qui demandent des mesures garantissant la protection et le développement de l'identité culturelle des populations représentées. Cela est imaginé dans le cadre de l'État existant. Deuxièmement, les partis ethnorégionalistes autonomistes qui demandent une plus grande autonomie seulement pour leur région. Troisièmement, les partis ethnorégionalistes national-fédéralistes qui veulent réorganiser l'État dans un État fédéral.<sup>285</sup> Quatrièmement, les partis indépendantistes qui aspirent à une indépendance politique pour leur région. Cinquièmement, les partis irrédentistes dont le but est la séparation de leur région du pays de résidence et l'unification avec « un autre État-nation possédant une identité culturelle similaire ».<sup>286</sup>

Nous pouvons voir que Daniel-Louis Seiler et Lieven de Winter voient d'une manière semblable les différents degrés de radicalité des projets d'autonomie des partis ethnorégionalistes/autonomistes. La seule différence apparaît dans le cinquième type de parti de Lieven de Winter; cependant, Seiler précise que le projet initial du Fianna Fáil était la réunification avec l'Irlande<sup>287</sup>.

Lieven de Winter attire l'attention sur le fait qu'on ne peut situer définitivement aucun parti dans l'une de ces catégories. Un parti peut changer de catégorie, ainsi que « des objectifs modérés et radicaux peuvent cohabiter » à l'intérieur du même parti.<sup>288</sup>

Il faut noter que selon Ishiyama et Breuning les demandes d'autonomie des partis ethniques sont vues comme démocratiques dans les pays de l'Europe occidentale. Par contre, dans « les systèmes en transition les demandes d'autonomie sont vues comme « extrêmes » et 'menaçantes' ».<sup>289</sup>

<sup>285</sup> WINTER, Lieven De, op.cit., p.205. Une distinction semblable selon le degré de la radicalité de la demande d'autonomie apparaît chez Jean-Louis Seiler aussi (SEILER, Daniel L., *Les partis autonomistes*, Paris, Presses Universitaires de France, 1994, pp.12–13.): « Le projet d'autonomie peut être radical dans ses objectifs. Il peut s'accommoder du statu quo dans son intégralité, mais le but du parti peut être de jouer un rôle de chien de garde veillant jalousement aux intérêts de sa communauté. (...) Le respect du statu quo peut s'accompagner de la volonté de gérer « sa » province ou sa région dans l'optique d'un relatif « maître chez soi ». (...) Le projet peut aussi viser la réorganisation des pouvoirs de l'État dans un sens fédéral ou confédéral avec des accents plus ou moins prononcés sur la redistribution territoriale des richesses et du pouvoir économique. » Par contre, Seiler ne construit pas une typologie sur cette base.

<sup>286</sup> WINTER, Lieven De, op.cit., p.207. Le politiste remarque que c'est une possibilité pour les minorités qui vivent aux frontières de leur « pays-mère ». Il y ajoute que cette stratégie est applicable surtout si le « pays-mère » est irrédentiste.

<sup>287</sup> SEILER, Daniel L., *Les partis autonomistes*, p.13.

<sup>288</sup> WINTER, Lieven De, op.cit., p.208.

<sup>289</sup> ISHIYAMA, John T., BREUNING Marijke, *Ethnopolitics in New Europe*, Colorado, Lynne Rienner Publishers, 1998. – on-line Édition: Columbia International Affairs Online, 1999, p.163.

En ce qui concerne les partis ethniques, selon Donald Horowitz « leur mission générale est de favoriser les intérêts du groupe qu'ils représentent »<sup>290</sup>. Kanchan Chandra définit le but central du parti ethnique d'une manière très similaire à celle de Horowitz. Pour Chandra, « même si le parti peut mettre en valeur d'autres issues aussi, le support accordé à la cause d'une ou de plusieurs catégories ethniques est centrale pour ses efforts mobilisateurs »<sup>291</sup>.

Il est intéressant de revenir à Milton Esman qui, en discutant des mouvements politiques ethniques, recense les enjeux qui apparaissent entre ces mouvements et les gouvernements. Les enjeux qu'il définit sont en même temps les buts des mouvements politiques:

- la reconnaissance collective et le respect de la minorité;
- les buts culturels parmi lesquels une place centrale occupe le statut de la langue;
- les buts politiques: l'hégémonie ou le contrôle de l'appareil de l'État qui touchent les intérêts de la communauté ethnique; l'autonomie qui peut aller jusqu'à la séparation de l'État; l'inclusion des membres individuels et du groupe ethnique dans le corps politique « sur la base de la non-discrimination »<sup>292</sup>;
- les buts économiques: la demande centrale est l'éducation financée par l'État dans la langue du groupe ethnique.<sup>293</sup>

Esman considère que le mouvement politique ethnique choisit sa stratégie en fonction de trois éléments: la cohérence interne; la disponibilité des ressources<sup>294</sup>; la structure d'opportunité.<sup>295</sup>

<sup>290</sup> HOROWITZ, Donald L., *Ethnic Groups in Conflict*, Berkely-Los Angeles-London, University of California Press, 1985, p.296.

<sup>291</sup> CHANDRA, Kanchan, *Why Ethnic Parties Succeed: Patronage and Ethnic Headcounts in India*, Department of Sociology UCLA, paper 8, 2003, p.3–4. Les politistes qui analysent les partis autonomistes/ethnorégionaliste écrivent dans la même veine que Horowitz et Chandra. Par exemple, Derek Urwin pense que les partis ethnorégionalistes « s'identifient et formulent des revendications à l'adresse du gouvernement central au nom des territoires et des groupe qui ne coïncident pas avec les frontières de l'Etat et de la population nationale ». URWIN, Derek, *Harbinger, Fossil or Fleabite? 'Regionalism' and the West European Party Mosaic*, pp.221–257 in DAALDER, Hans, MAIR, Peter (eds), *Western European Party Systems, Continuity & Change*, Sage Publications, 1983, p.232. Daniel-Louis Seiler considère que « Le projet des partis autonomistes est de médiatiser la volonté politique d'une société locale incluse dans une communauté stato-nationale dont elle se sent différente ». SEILER, Daniel L., *Les partis autonomistes*, Paris, Presses Universitaires de France, 1994, p.12.

<sup>292</sup> ESMAN, Milton J., *Ethnic Politics*, Ithaca and London, Cornell University Press, 1994, p.224.

<sup>293</sup> ESMAN, Milton J., op.cit., pp.217–232.

<sup>294</sup> Esman énumère parmi ses ressources: la concentration géographique de la communauté; la proportion du groupe ethnique par rapport à la population totale; les richesses économiques du groupe; etc. ESMAN, Milton J., op.cit., p.38.

<sup>295</sup> ESMAN, Milton J., op.cit., p.247. Par structure d'opportunité, Esman comprend, d'une part, le cadre réglementaire qui rend possible la manifestation du mouvement politique. D'autre part, la volonté

## 2.6. La structure des partis ethnorégionalistes/ethniques

Dans ce sous-chapitre nous survolons ce que les différents politistes écrivent sur les structures des partis ethnorégionalistes/ethniques.<sup>296</sup> Les trois grands sujets qu'ils traitent se rapportent au type du parti, à la base du parti et au factionnalisme.

Selon Daniel-Louis Seiler, les partis autonomistes sont des « partis de masse de type social-démocrate ». <sup>297</sup> Le politiste les distingue des partis attrape-tout, en mettant l'accent sur leur caractère « interclassiste », leur appel s'adressant à « la totalité d'une sous-société », « à toutes les classes sociales qui la composent et non pas à l'ensemble de l'électorat d'un pays ». <sup>298</sup>

Lieven de Winter est du même avis que Seiler lorsqu'il soutient que « plusieurs partis ethnorégionalistes optent pour le modèle des partis de masse » <sup>299</sup>. Nous pouvons quand même nuancer cette affirmation en lisant l'un des écrits antérieurs de Lieven de Winter qui soutenait en 1994 que « la structure de masse peut être le but, mais il est difficile de le réaliser », par conséquent, les partis régionalistes tendront à prendre la forme des partis de cadres » <sup>300</sup>.

Pour Klaus von Beyme, les partis ethniques qui sont « les reliques des conflits antérieurs », comme le Parti du peuple suédois, peuvent « ressembler aux partis attrape-tout ». <sup>301</sup>

Étroitement liée à la question du type de parti est l'interrogation relative à la base électorale et aux membres des partis. En ce qui concerne la base électorale des

du pouvoir politique central d'accepter d'une certaine manière les demandes exprimées par le mouvement politique ethnique. ESMAN, Milton J., op.cit., pp.31–32.

<sup>296</sup> Étant donné sommes à l'étape des chapitres « théories », nous ne nous occupons pas des études de cas des différents politistes qui ont traité le problème des partis ethnorégionalistes/régionalistes.

<sup>297</sup> SEILER, Daniel L., *Partidele politice din Europa*, Institutul European, Iași, 1999, p.93. Seiler souligne que les traits communs des partis autonomistes et des partis démocrates-chrétiens sont l'interclassisme et « l'incidence du facteur religieux ». SEILER, Daniel L., *Les partis autonomistes*, Paris, Presses Universitaires de France, 1994, pp. 8–10. Il accentue que « Le recours à un cadre théorique précis comme le paradigme de Rokkan permet de démêler l'écheveau et de distinguer certains partis autonomistes de la démocratie chrétienne. Les premiers, résultant du clivage centre/périphérie, se créèrent pour assumer la volonté d'émancipation culturelle d'une société distincte. ». p.11.

<sup>298</sup> SEILER, Daniel L., *Les partis autonomistes*, op.cit., p. 8.

<sup>299</sup> WINTER, Lieven De, "A Comparative Analysis of the Electoral Office and Policy Success of Ethno-regionalist Parties, pp.204–247 in WINTER, Lieven De, TÜRSAN, Huri (eds), *Regionalist Parties in Western Europe*, Routledge, London, 1998, p.226.

<sup>300</sup> WINTER, Lieven De, "Regionalist Parties in Belgium: The Rise, Victory and Decay of the Volksunie", pp.25–70 in WINTER, Lieven De (eds), *Non-state Wide Parties in Europe*, Barcelona, ICPS, 1994, p.57.

<sup>301</sup> BEYME, Klaus Von, *Political Parties in Western Democracies*, Gower, 1985, p.122.

partis, selon Daniel-Louis Seiler, elle « reflète assez bien la composition sociale du segment de société qu'ils représentent ».<sup>302</sup>

En plus, Pascal Delwit montre que les partis régionalistes « traversent généralement l'axe gauche-droite parmi les membres, les cadres, mais aussi les électeurs ».<sup>303</sup> Klaus von Beyme attire l'attention sur le fait qu'il y a très peu de données comparables sur les membres des partis ethniques et régionalistes.<sup>304</sup> Le nombre des membres des partis ethnorégionalistes est inférieur, selon Lieven de Winter, à celui des partis traditionalistes.<sup>305</sup> Le politiste belge pose aussi la question si la participation des membres des partis ethnorégionalistes est plus directe que dans le cas des partis traditionnels.<sup>306</sup>

Tout en accentuant sur la diversité des cas, Lieven de Winter remarque que la plupart des partis ethnorégionalistes montrent « un grand degré de centralisation dans les termes de Janda ».<sup>307</sup> En plus, en ce qui concerne la concentration de leadership, plusieurs de ces partis sont très concentrés, signifiant qu'une ou deux personnes peuvent personnellement engager le parti.<sup>308</sup>

Par contre, d'après De Winter, les partis ethnorégionalistes ont été plus oligarchiques que les autres partis du pays seulement dans la moitié des cas analysés.<sup>309</sup> Pour Thompson et Rudolph, la plupart des partis ethnoterritoriaux ont un leadership collégial. Les politologues constatent que ce type de leadership est très sensible aux tensions entre le groupe parlementaire et le parti.<sup>310</sup>

Dans les conclusions du livre *Partis régionalistes en Europe Occidentale*, Lieven de Winter, suivant l'échelle développée par Janda, recense et exemplifie différents types de factionnalismes manifestés par partis ethnorégionalistes. Primo, il identifie le factionnalisme tactique. Dans ce cas, on remarque l'opposition entre les buts

<sup>302</sup> SEILER, Daniel L., *Les partis autonomistes*, op.cit., p.9.

<sup>303</sup> DELWIT, Pascal, « Petites patries, petits partis ? Les partis régionalistes en Europe », pp.7–20 in DELWIT, Pascal (eds), *Les partis régionalistes en Europe. Des acteurs en développement?*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2005, p.15.

<sup>304</sup> BEYME, Klaus Von, op.cit., p.221.

<sup>305</sup> WINTER, Lieven De, "Regionalist Parties in Belgium: The Rise, Victory and Decay of the Volksunie", pp.25–70 in WINTER, Lieven De (eds), *Non-state Wide Parties in Europe*, Barcelona, ICPS, 1994, p.56.

<sup>306</sup> WINTER, Lieven De, "A Comparative Analysis of the Electoral Office and Policy Success of Ethno-regionalist Parties, pp.204–247 in WINTER, Lieven De, TÜRSAN, Huri (eds), *Regionalist Parties in Western Europe*, Routledge, London, 1998, p.226

<sup>307</sup> WINTER, Lieven De, " op.cit., p.228. Cela signifie « une hiérarchie de parti qui commence par un seul comité national exécutif, passe par le parti subrégional et les organisations locales, avec une groupe parlementaire subordonné aux organes nationaux ». p.228.

<sup>308</sup> WINTER, Lieven De, op.cit., p.223.

<sup>309</sup> WINTER, Lieven De, op.cit., pp.223–226.

<sup>310</sup> RUDOLPH, Joseph R., THOMPSON, Robert J., « Ethnoterritorial Movements and the Policy Process: Accommodating Nationalist Demands in the Developed World », *Comparative Politics*, 1985, City University of New York, vol.17, pp.303.

modérés et extrêmes, entre la stratégie tribunicienne et participationniste des partis. Pour De Winter, le factionnalisme tactique apparaît le plus souvent en cas de défaites électorales, participation au gouvernement et soutien des lois d'agrandissement des pouvoirs régionaux.<sup>311</sup> Secundo, il décèle le factionnalisme idéologique qui voit naître, à l'intérieur des partis ethnorégionalistes, des tendances de gauche-centre-droite.<sup>312</sup> Ensuite, des factions peuvent apparaître autour des objectifs correspondant aux sujets/politiques spécifiques. Enfin, le chercheur examine le factionnalisme qui naît suite à la course à la direction du parti.<sup>313</sup>

Ferdinand Müller-Rommel considère que la littérature scientifique « tend à supporter empiriquement que le factionnalisme des partis ethnorégionalistes doit produire des scissions, de bas niveau de mobilisation et de bas résultats électoraux ».<sup>314</sup>

De même, la perspective analytique d'Antoine Roger présente de réels avantages pour notre démarche. Roger tient compte dans son approche de la situation économique de la minorité et de la situation économique du pays-mère »<sup>315</sup>. Il définit deux factions: « ceux qui regardent à l'extérieur et ceux qui regardent à l'intérieur du pays ».<sup>316</sup> La faction « qui regarde à l'extérieur » veut fortifier les liens avec le « pays-mère ». Dans le cas où la situation économique du « pays-mère » est meilleure que la situation du pays où vit la minorité, cette faction veut obtenir pour la minorité un statut séparé « pour bénéficier des mêmes avantages que la population qui vit dans le « pays mère » ».<sup>317</sup> Par contre, selon Roger, la faction « qui regarde à l'intérieur du pays » lutte pour des réformes du pays. En général, cette faction se tourne plutôt vers la société dans laquelle la minorité vit.

Le politiste français considère que la difficulté de maintenir l'équilibre entre les deux factions dépend de la distance qui sépare les situations économiques des deux pays.<sup>318</sup>

Antoine Roger nomme deux facteurs qui peuvent contribuer aux tensions dans un parti ethnique: la position du « pays-mère » vis-à-vis des demandes des minorités nationales; le processus d'intégration européenne.<sup>319</sup>

---

<sup>311</sup> WINTER, Lieven De, op.cit., p.228.

<sup>312</sup> Ibidem.

<sup>313</sup> Ibidem.

<sup>314</sup> MÜLLER-ROMMEL, Ferdinand, *Ethno-Regionalist Parties in Western Europe: Empirical Evidence and Theoretical Considerations*, pp.179–198 in WINTER, Lieven De (eds), *Non-state Wide Parties in Europe*, Barcelona, ICPS, 1994, p.193.

<sup>315</sup> Voir le sous-chapitre sur l'approche triadique des partis des minorités nationales.

<sup>316</sup> ROGER, Antoine, « Economic Development and Positioning of Ethnical Political Parties: Comparing Post Communist Bulgaria and Romania », *Southeast European Politics*, 2002, vol.3, pp.27–28.

<sup>317</sup> ROGER, Antoine, op.cit., p.28.

<sup>318</sup> Le 'pays-mère' et le pays dans lequel vit la minorité. ROGER, Antoine, op.cit., pp.27–28.

<sup>319</sup> ROGER, Antoine, op.cit., p.28.

## 2.7. Les partis ethnorégionalistes/ethniques aux élections

Nous pouvons nous demander à quel type d'élections participent les partis ethnorégionalistes/ethniques. Selon Derek Urwin, il y a trois cas de figures possibles: d'abord, les partis qui participent à toutes les élections nationales et qui proposent des candidats dans chaque circonscription,<sup>320</sup> ensuite, des partis qui « sont imparfaitement nationaux »<sup>321</sup> ayant au moins un candidat dans chaque circonscription; enfin, des partis qui ont une activité restreinte à quelques régions.<sup>322</sup> Le chercheur montre que les partis ethnorégionalistes de l'Europe occidentale se retrouvent, à quelques exceptions près, dans le troisième groupe.<sup>323</sup>

Par conséquent, nous nous demandons comment on peut mesurer les performances électorales des partis ethnorégionalistes/ethniques.<sup>324</sup>

Nous pourrions analyser le pourcentage des voix obtenues au niveau national par les partis ethnorégionalistes/ethniques (s'il y participe).

Cependant, en tenant compte du fait que les partis ethnorégionalistes/ethniques ne s'adressent pas à la totalité de la population d'un pays, leurs performances devraient être mesurées en fonction de leur électorat cible.<sup>325</sup> Sherrill Stroschein propose, par exemple, pour mesurer « la mobilisation du parti ethnique », de diviser le nombre des voix obtenues par le parti par le nombre de la population d'ethnie concernée.<sup>326</sup> Selon Donald Horowitz, on se rend compte des résultats électoraux des partis ethniques en les comparant avec les résultats obtenus dans les élections

<sup>320</sup> URWIN, Derek, "Harbinger, Fossil or Fleabite ? 'Regionalism' and the West European Party Mosaic", pp.221–257 in DAALDER, Hans, MAIR, Peter (eds), *Western European Party Systems, Continuity & Change*, Sage Publications, 1983, p.228.

<sup>321</sup> Ibidem.

<sup>322</sup> URWIN, Derek, op.cit., pp.228–229.

<sup>323</sup> Ibidem.

<sup>324</sup> Une autre approche nous semble intéressante aussi; néanmoins, elle n'est pas porteuse pour notre analyse. Kanchan Chandra pose la question d'une manière inverse lorsqu'il soutient que « la dimension optimale nécessaire pour qu'un parti représentant une catégorie ethnique ait de l'influence et passe le seuil électoral, varie en fonction du dessein du gouvernement, du parti et du système électoral ». CHANDRA, Kanchan, *Why Ethnic Parties Succeed: Patronage and Ethnic Headcounts in India*, Department of Sociology UCLA, paper 8, 2003, p.16.

<sup>325</sup> WINTER, Lieven De, "A Comparative Analysis of the Electoral, Office and Policy Success of Ethnoregionalist Parties, pp.204–247 IN WINTER, Lieven De, TÜRSAN, Huri (eds), *Regionalist Parties in Western Europe*, Routledge, London, 1998, p.211.

<sup>326</sup> STROSCHIN, Sherrill, « Effects of Local Demography on Ethnic Party Mobilization in Romania, Slovakia and Ukraine », paper for delivery at the Annual Meeting of the American Political Science Association, Atlanta, Georgia, September 1999, p.12.

précédentes. Ou, dans le cas où il y a plusieurs partis représentant le même groupe ethnique, en comparant les résultats des partis respectifs.<sup>327</sup>

En ce qui concerne les partis ethnorégionalistes, Derek Urwin mesure leurs résultats électoraux en fonction de « l'index cumulatif des inégalités régionales »<sup>328</sup>. Cet index « compare le pourcentage de votes que reçoit le parti dans une région avec ce qu'il devrait recevoir au niveau national s'il y serait représenté par un nombre des voix proportionnel aux dimensions de chaque région ».<sup>329</sup>

Néanmoins, nous estimons que si un parti participe aux élections nationales, il faudrait tenir compte, d'une part, du taux de voix obtenu au niveau national et, d'autre part, il serait nécessaire de mesurer les performances électorales du parti par rapport à son électorat.

Lieven De Winter attire l'attention sur le fait qu'on devrait analyser premièrement les résultats des partis ethnorégionalistes aux élections nationales. Le politiste belge bâtit son argumentation sur la prise en considération des buts des partis ethnorégionalistes qui veulent réorganiser la structure du pouvoir national.<sup>330</sup> C'est seulement les parlements nationaux qui peuvent réaliser cet objectif, donc « les partis ethnorégionalistes tendent à augmenter leur poids dans le parlement national plutôt qu'au niveau sous-national de la représentation ».<sup>331</sup>

Nous repérons plusieurs typologies des partis ethnorégionalistes qui ont été construites en tenant compte des résultats électoraux des partis. La typologie du Ferdinand Müller-Rommel comprend deux dimensions: d'une part les résultats électoraux, d'autre part le type des élections (nationales ou régionales). Le politiste différencie entre les partis qui obtiennent un pourcentage de voix supérieur à 21% aux élections nationales ainsi qu'à celles régionales; les partis ethnorégionalistes qui obtient entre 11%–20% des voix tant au niveau national qu'au niveau régional; ensuite, les partis qui obtiennent moins de 10% aux élections nationales et régionales; enfin, les partis « qui obtiennent des résultats élevés<sup>332</sup>, moyens<sup>333</sup> et/ou bas<sup>334</sup> ».

Plusieurs auteurs établissent des typologies unidimensionnelles en se basant seulement sur le pourcentage des voix gagnées dans leur région. La différence entre ceux-ci se fait en fonction du seuil fixé pour chaque groupe. Par exemple, Juan

<sup>327</sup> HOROWITZ, Donald L., op.cit. p.307.

<sup>328</sup> URWIN, Derek, op.cit., 229.

<sup>329</sup> Ibidem.

<sup>330</sup> WINTER, Lieven De, « A Comparative Analysis of the Electoral, Office and Policy Success of Ethno-regionalist Parties... », pp.211–212.

<sup>331</sup> WINTER, Lieven De, op.cit., p.212.

<sup>332</sup> Plus de 21%.

<sup>333</sup> Entre 11%-20%.

<sup>334</sup> Au-dessous de 10%. MÜLLER-ROMMEL, Ferdinand, « EthnoRegionalist Parties in Western Europe, Theoretical Considerations and Framework of Analysis », pp.17–27 in WINTER, Lieven De, TÜRSAN, Huri (eds), *Regionalist Parties in Western Europe*, Routledge, London, 1998, p.20.



Montabes Pereira, Carmen Ortega Villodres et Enrique Nieto Perez nomment les partis régionalistes qui obtiennent plus de 25% des voix dans leur région, de grands partis. Les partis régionalistes moyens sont ceux qui obtiennent entre 15%–24% des voix dans leur région. Tandis que les petits partis gagnent d’habitude entre 1%–14% des voix régionales.<sup>335</sup>

Lieven de Winter établit quatre groupes de partis. Les partis hégémoniques obtiennent la majorité des voix dans leur région. Selon Winter ces partis « représentent des régions avec des groupes concentrés qui ont une langue et une culture minoritaire »<sup>336</sup> dans l’État. Les « grands », les « moyens » et les petits partis sont classés selon les mêmes seuils que dans la typologie précédente<sup>337</sup>. Le politiste souligne qu’on doit analyser les résultats électoraux dans une perspective dynamique, car ces partis ont souvent une vie cyclique.<sup>338</sup> En examinant les résultats électoraux nationaux<sup>339</sup> de trente-deux partis ethnorégionalistes de huit pays européens, Pascal Delwit arrive à la conclusion « qu’il n’y avait pas de mouvements homogènes sur les quinze dernières années: si un tiers des partis sont en progrès électoral, 35% sont en déclin ou ont disparu et le reste a une courbe relativement stable ».<sup>340</sup>

Kanchan Chandra définit le degré de succès d’un parti ethnique comme « le degré dans lequel un parti réussit à capturer les voix de la catégorie ethnique cible ».<sup>341</sup> Le parti du « succès » obtient au moins la majorité des membres de la communauté dans des élections successives. Le parti a un succès modéré s’il réussit à gagner la « pluralité » des voix. Chandra considère un parti « perdant » s’il gagne seulement « une quantité négligeable » de voix.<sup>342</sup>

<sup>335</sup> MONTABES PEREIRA, Juan, VILLODRES ORTEGA, Carmen, NIETO PEREZ, Enrique G., « Electoral Systems and Electoral Success of Regionalist Parties in Western Europe », recherche (première version) présentée au “Workshop 3: Building a Party Family: Comparing Regionalist Parties”, ECPR Joint Sessions, Edinburgh, avril 2003, p.3.

<sup>336</sup> WINTER, Lieven De, op.cit., p.212.

<sup>337</sup> Il faut mentionner que les petits partis ethnorégionalistes pour De Winter sont ceux qui obtiennent moins de 15% et non entre 1%-15% comme chez Juan Montabes Pereira, Carmen Ortega Villodres et Enrique Nieto Perez.

<sup>338</sup> WINTER, Lieven De, op.cit., p.212.

<sup>339</sup> Et sous-national où il y en avait.

<sup>340</sup> DELWIT, Pascal, « Les partis régionalistes, des acteurs politico-électoraux en essor ? Performance électorales et participation gouvernementales », pp.51–84 in DELWIT, Pascal (eds), *Les partis régionalistes en Europe. Des acteurs en développement?*, Bruxelles, Éditions de l’Université de Bruxelles, 2005, p.79.

<sup>341</sup> CHANDRA, Kanchan, *Why Ethnic Parties Succeed: Patronage and Ethnic Headcounts in India*, Department of Sociology UCLA, paper 8, 2003, pp.5–6.

<sup>342</sup> CHANDRA, Kanchan, *Why Ethnic Parties Succeed: Patronage and Ethnic Headcounts in India*, Department of Sociology UCLA, paper 8, 2003, pp.5–6.

Ferdinand Müller-Rommel a recensé en 1994 trois ressources internes et trois externes qui influencent les résultats électoraux des partis ethnorégionalistes.<sup>343</sup> Parmi les ressources internes nous trouvons: la force de l'organisation du parti; la disponibilité des bons leaders; le factionnalisme. Selon Müller-Rommel, les ressources externes qui peuvent être mobilisées par les partis ethnorégionalistes sont: des structures décentralisées de prise des décisions; la présence des alliés influents. Il constate<sup>344</sup> « que les grandes structures des systèmes partisans européens ne correspondent pas avec le succès électoral des partis ethnorégionalistes ».<sup>345</sup>

Müller-Rommel donne plusieurs exemples parmi lesquels l'index de polarisation ou la volatilité de l'électorat (mesurée avec l'index Pedersen) qui n'explique pas les différences entre les résultats des partis ethnorégionalistes dans les pays de l'Europe occidentale.

Lieven De Winter, dans les conclusions des *Partis ethnorégionalistes en Europe occidentale*<sup>346</sup> analyse les « déterminants externes et internes du succès électoral »<sup>347</sup>. Selon lui, il y a cinq déterminants internes, le premier étant le leadership. Pour le chercheur belge « l'une des caractéristiques les plus frappantes des partis ethnorégionalistes est le fait d'avoir eu pour une longue période de temps un seul leader charismatique qui a été souvent l'un des pères fondateurs du parti ».<sup>348</sup> La force de l'organisation partisane constitue, tout comme pour Ferdinand Müller-Rommel, le deuxième facteur interne du succès électoral.<sup>349</sup> Ensuite, il y a la stratégie politique des partis et la couverture médias. Winter reprend les types de stratégies décrits par Seiler<sup>350</sup> en montrant que la stratégie tribunicienne peut être suivie tant à l'intérieur du parlement qu'à son extérieur. Le quatrième déterminant interne est identifié par Lieven De Winter dans les liens des partis avec les mouvements sociaux. Il constate que la vulnérabilité électorale est due aussi à l'absence des mouvements et des réseaux ethnorégionalistes en dehors du parti.<sup>351</sup>

<sup>343</sup> MÜLLER-ROMMEL, Ferdinand, « Ethno-Regionalist Parties in Western Europe: Empirical Evidence and Theoretical Considerations », pp.179–198 in WINTER, Lieven De (eds), *Non-state Wide Parties in Europe*, Barcelona, ICPS, 1994, pp.193–194.

<sup>344</sup> Et c'est en fait sa deuxième ressource.

<sup>345</sup> MÜLLER-ROMMEL, Ferdinand, op.cit., p.194.

<sup>346</sup> WINTER, Lieven De, « A Comparative Analysis of the Electoral, Office and Policy Success of Ethnoregionalist Parties », pp.204–247 in WINTER, Lieven De, TÜRSAN, Huri (eds), *Regionalist Parties in Western Europe*, Routledge, London, 1998, p.259.

<sup>347</sup> WINTER, Lieven De, op.cit., p.214.

<sup>348</sup> WINTER, Lieven De, op.cit., p.222.

<sup>349</sup> Voir plus largement le sous-chapitre sur les structures des partis ethnorégionalistes/ethniques.

<sup>350</sup> Voir plus largement le sous-chapitre sur les buts et les stratégies des partis ethnorégionalistes/ethniques.

<sup>351</sup> WINTER, Lieven De, op.cit., pp.231–232.

Enfin, le politiste belge identifie dans les électeurs le dernier déterminant interne de la performance électorale des partis ethnorégionalistes.<sup>352</sup>

Le premier des cinq déterminantes externes des performances électorales des partis ethnorégionaliste est la force des identités. Lieven de Winter conclut qu'en Europe occidentale « l'expression politique ou électorale de l'ethnorégionalisme dépend des sentiments ethnorégionalistes mais aussi de la saillance des autres clivages et de l'attention que les autres partis, qui se concentrent sur les clivages traditionnels (par exemple gauche-droite), veulent donner aux questions ethnorégionalistes ».<sup>353</sup>

Le deuxième déterminant est le système électoral dont le politologue belge pense que son influence sur les partis ethnorégionalistes est faible. Pascal Delwit nuance cette affirmation de Lieven de Winter. En examinant la traduction parlementaire des résultats électoraux, Delwit conclut que « les deux exceptions sont le Bloc national de Valence et Alsace d'Abord, qui est handicapé par les modes de scrutin à l'œuvre dans les élections régionales françaises ».<sup>354</sup> Par contre, Juan Montabes Pereira, Carmen Ortega Villodres et Enrique Nieto Perez, dans une étude sur les *Systèmes électorales et les succès électoraux des partis régionalistes en Europe occidentale*, tirent trois conclusions. D'abord, que « le nombre effectif des partis est plus grand dans les systèmes proportionnels que dans les systèmes majoritaires ».<sup>355</sup>

Ensuite, que « le système proportionnel n'encourage pas l'appui accordé aux partis ethnorégionalistes ».<sup>356</sup> Enfin, ils soulignent qu'il faut différencier le système majoritaire et proportionnel.

Selon les trois politistes, dans le système proportionnel les résultats des partis ethnorégionalistes dépendent: du nombre effectif des partis, comme dans le système majoritaire<sup>357</sup> et de la radicalité de leur demandes. La conclusion finale de l'étude est « qu'il semble bien que même si le système électoral détermine clairement le nombre effectif des partis au niveau régional, leurs effets ne sont pas reflétés dans le comportement des électeurs des partis régionalistes ».<sup>358</sup> Ensuite, un autre facteur qui influence les résultats des partis est « l'effet de démonstration et de l'escalation »<sup>359</sup>. Le quatrième déterminant identifié par Winter est l'intégration

<sup>352</sup> WINTER, Lieven De, op.cit., pp.232–235.

<sup>353</sup> WINTER, Lieven De, op.cit., p.217.

<sup>354</sup> Pascal Delwit nuance cette affirmation de Lieven de Winter dans le note de bas de la page 31 de DELWIT, Pascal, « Les partis régionalistes, des acteurs politico-électoraux en essor ? Performance électorales et participation gouvernementales », pp.51–84 in DELWIT, Pascal (eds), *Les partis régionalistes en Europe. Des acteurs en développement?*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2005, p.286.

<sup>355</sup> MONTABES PEREIRA, Juan, VILLODRES ORTEGA, Carmen, NIETO PEREZ, Enrique G, op.cit., 20.

<sup>356</sup> Ibidem.

<sup>357</sup> Ibidem.

<sup>358</sup> Ibidem.

<sup>359</sup> WINTER, Lieven De, op.cit., p.220.

européenne et la dévolution. L'analyse des résultats électoraux de Dawn Brancati sur trente-huit pays entre 1945–2002 montre que la décentralisation augmente la force des partis régionalistes.<sup>360</sup> Enfin, le cinquième et dernier facteur est constitué par les événements et les issues spécifiques, comme la révolte des étudiants flamands contre le bilinguisme de l'Université catholique de Louvain en 1966–1968.<sup>361</sup>

L'analyse de Horowitz sur les partis ethniques met l'accent sur d'autres caractéristiques en ce qui concerne la participation de ces partis aux élections. Pour lui, le vote ethnique signifie « voter pour le parti qui est identifié avec le groupe ethnique du votant, quel que soit le candidat individuel ».<sup>362</sup> Nous recensons plusieurs caractéristiques des partis ethniques et des élections.

D'abord, selon Donald Horowitz, la compétition dans un système ethnique se déroule à l'intérieur du chaque groupe ethnique; on ne vote pas pour un parti d'un autre groupe ethnique. Ensuite, comme une conséquence de ce fait, « l'ethnicité offre aux leaders la promesse d'un support sûr ».<sup>363</sup> Enfin, Horowitz pense qu'après le test que « la force du parti » ethnique doit passer « dans une élection polarisante », la participation aux élections décroît.<sup>364</sup> D'une part, il attire l'attention sur la plus grande probabilité que des personnes « apathiques » aillent voter lorsque le sens du danger est plus fort. D'autre part, « les appels ethniques » pour voter augmentent les conflits ethniques dans un système des partis ethniques.<sup>365</sup> Horowitz souligne aussi que pour un parti ethnique, les groupes d'intérêt ethniques représentent un danger. Par conséquent, « pour un parti ethnique il est prudent qu'il contrôle l'activité » de ces groupes.<sup>366</sup> La différence entre les partis ethniques et non-ethnique réside, pour Donald Horowitz, entre autres, dans le fait que si un parti ethnique perd l'appui de son électorat ethnique, il a « peu de possibilité de diversifier son support électoral ».<sup>367</sup>

<sup>360</sup> BRANCATI, Dawn, « The Origins of Regional Parties », <http://people.hmdc.harvard.edu>, pp.2–6.

<sup>361</sup> WINTER, Lieven De, *op.cit.*, pp.214–221.

<sup>362</sup> HOROWITZ, Donald L., *op.cit.*, pp.319–320.

<sup>363</sup> HOROWITZ, Donald L., *op.cit.*, pp.294–295.

<sup>364</sup> HOROWITZ, Donald L., *op.cit.*, p.327.

<sup>365</sup> HOROWITZ, Donald L., *op.cit.*, p.332.

<sup>366</sup> HOROWITZ, Donald L., *op.cit.*, pp.343–344.

<sup>367</sup> HOROWITZ, Donald L., *op.cit.*, p.344.

## 2.8. Les partis ethnorégionalistes/ethniques dans le système partisan

### 2.8.1. Les partis ethnorégionalistes/ethniques dans le système politique national

Le dernier sujet sur lequel nous nous penchons dans ce chapitre théorique est la place des partis ethnorégionalistes/ethniques dans le système partisan, plus précisément les interactions qui s'établissent entre ces partis et le système, respectivement les autres partis politiques du même pays.<sup>368</sup> Avant d'entamer l'étude des questions comme la participation gouvernementale des partis ethnorégionalistes/ethniques ou l'effet des partis sur le système partisan, notons que ces partis « sont fréquemment de petits partis en termes absolus »<sup>369</sup>. Par contre, en termes relatifs, comme le souligne Pascal Delwit, ils ne sont pas nécessairement petits et « leur petitesse ne les empêche pas de remplir des rôles importants dans un système politique ».<sup>370</sup> Il faut constater que, d'habitude, les partis régionalistes sont les plus actifs au niveau régional, même s'ils peuvent être présents au niveau national aussi.<sup>371</sup> Pour Derek Urwin ce n'est pas la taille ou la survie des partis régionalistes qui compte. Ce qui est important « à long terme c'est la résolution des doléances territoriales.

Même la présence des partis faibles peut forcer l'État et le système des partis de prendre en compte les faits ».<sup>372</sup>

Tout comme les partis politiques en général, les partis ethnorégionalistes/ethniques déroulent leurs activités dans le cadre des contraintes et des opportunités. Pascal Delwit énumère ces contraintes et ces opportunités institutionnelles: le système électoral; le financement public; le processus d'intégration européenne; la configuration de l'État.<sup>373</sup>

<sup>368</sup> Nous ne nous occupons des questions comme par exemple: quels sont les modalités de gestion des crises ethniques; quels est le modèle le plus porteur pour la gestion des tensions ethniques; etc. Ces questions sont traitées surtout dans le cadre des théories des nationalismes, qui ne font pas parties de notre cadre théorique.

<sup>369</sup> DELWIT, Pascal, « Petites patries, petits partis ? Les partis régionalistes en Europe », pp.7–20 in DELWIT, Pascal (eds), *Les partis régionalistes en Europe. Des acteurs en développement?*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2005, p.17.

<sup>370</sup> Ibidem.

<sup>371</sup> DELWIT, Pascal, op.cit., pp.16–17.

<sup>372</sup> URWIN, Derek, Harbinger, Fossil or Fleabite? 'Regionalism' and the West European Party Mosaic, pp.221–257 in DAALDER, Hans, MAIR, Peter (eds), *Western European Party Systems, Continuity & Change*, Sage Publications, 1983, p.252.

<sup>373</sup> DELWIT, Pascal, op.cit., p.14.

Selon Delwit, « une même dimension peut être à la fois une contrainte et une opportunité ».<sup>374</sup>

Les relations entre les partis ethnorégionalistes et le système politique peuvent être interprétées comme un processus des « défis-réponses »<sup>375</sup>. Nous pouvons apercevoir plusieurs étapes dans les réactions des États face à l'émergence des mouvements et des partis ethniques. D'abord, il y a eu le refus de reconnaître ou la ridiculisation de ces mouvements. Ensuite, au moment où ces organisations commencent à perturber les politiques du centre, l'État a essayé de les accommoder. Selon Joseph Rudolph et Robert Thompson, les premières mesures pour l'accommodation concernent plutôt « l'apaisement des griefs régionaux » que les changements structuraux.<sup>376</sup> Enfin, quand le mouvement est devenu un acteur politique suffisamment important, la demande de dévolution est devenue négociable.<sup>377</sup>

Les réactions des partis nationaux à l'apparition des questions régionalistes sont semblables à celles de l'État. Derek Urwin distingue quatre types de réaction. Premièrement, les partis peuvent ignorer les questions régionalistes. Deuxièmement, ils peuvent essayer d'attirer les sympathies régionalistes. Troisièmement, les partis peuvent essayer de se mobiliser à travers les différentes régions. Enfin, les partis nationaux et ceux qui ont existé au moment de l'émergence des partis et des questions régionalistes peuvent tolérer ou accepter les différences.<sup>378</sup> Urwin accentue aussi que les réponses données par le système politiques dépendent d'une part, du « style institutionnel de la politique centralisatrice » et des coûts impliqués.<sup>379</sup> Pour le chercheur, les réponses que le gouvernement donne aux défis des régionalistes peuvent être soit l'accommodement, soit le désamorçage dans le cadre existant. Les deux grandes possibilités sont « l'accommodement du groupe ou l'accommodement territorial ».<sup>380</sup> La première conclusion de l'étude de Joseph Rudolph et Robert Thompson est que l'affaiblissement de la politique ethnoterritoriale est dû plutôt à l'implication des leaders et des communautés dans le processus politique. Ils pensent que les modalités d'accommodement ont eu un rôle plus réduit.<sup>381</sup>

<sup>374</sup> Ibidem.

<sup>375</sup> Milton Esman utilise cette manière pour analyser les relations entre les mouvements ethniques et les gouvernements. Nous soutenons qu'on peut l'utiliser pour l'étude des relations entre les partis ethnorégionalistes/ethniques et le système politique aussi. ESMAN, Milton J., *Ethnic Politics*, Ithaca and London, Cornell University Press, 1994, p.46.

<sup>376</sup> RUDOLPH, Joseph R., THOMPSON, Robert J., « Ethnoterritorial Movements and the Policy Process: Accommodating Nationalist Demands in the Developed World », *Comparative Politics*, 1985, City University of New York, vol.17, p.299.

<sup>377</sup> Ibidem.

<sup>378</sup> URWIN, Derek, op.cit., pp.248–249.

<sup>379</sup> URWIN, Derek, op.cit., p.250.

<sup>380</sup> URWIN, Derek, op.cit., p.249.

<sup>381</sup> RUDOLPH, Joseph R., THOMPSON, Robert J., op.cit., 300.

Ensuite, les deux auteurs accentuent le fait que les mesures d'accommodement ont eu effet surtout sur les mouvements et sur les partis ethnoterritoriaux et très faiblement sur les identités ou sur les sentiments ethnoterritoriaux. Enfin, ils expliquent le déclin des partis ethnoterritoriaux par les efforts des gouvernements d'accommoder leurs demandes.<sup>382</sup>

Les partis ethnorégionalistes/ethniques influencent eux aussi le système politique dans lequel ils se trouvent. Pascal Delwit énumère plusieurs rapports entre ces partis et le système politique: les partis peuvent promouvoir la décentralisation, l'approfondir et jouer un rôle d'« aiguillon politico-intellectuel ».<sup>383</sup>

Les partis ethnorégionalistes peuvent influencer le système politique en changeant « le modèle de la concurrence entre partis ».<sup>384</sup>

Selon Lieven De Winter, les partis ethnorégionalistes ont eu trois conséquences majeures sur les systèmes politiques de certains pays de l'Europe occidentale. D'abord, ils ont augmenté la fragmentation de la représentation parlementaire. Ensuite, ils ont changé la nature du système de partis en Espagne et Belgique de sorte « qu'on ne peut pas parler du système politique belge ou espagnol, mais seulement de leurs systèmes de partis ».<sup>385</sup> Enfin, le succès des partis ethnorégionalistes indique que le clivage centre/périphérie est relevant et les partis doivent compter avec lui.<sup>386</sup>

Peter Lynch argumente que les partis régionalistes ont un impact sur le débat politique. En mettant la question de l'autonomie sur l'agenda politique, « les partis nationaux sont forcés de discuter des issues régionales, de produire des solutions régionales et d'établir des institutions régionales ».<sup>387</sup> Lynch souligne que le fait d'avoir la question de l'autonomie sur l'agenda politique ne signifie pas qu'il y aura une réaction gouvernementale car l'agenda gouvernemental et celui décisionnel ne sont pas les mêmes.<sup>388</sup> Lynch soutient qu'il y a une distinction entre le succès électoral,

---

<sup>382</sup> Ibidem.

<sup>383</sup> DELWIT, Pascal, « Petites patries, petits partis ? Les partis régionalistes en Europe », pp.7–20. in DELWIT, Pascal (eds), *Les partis régionalistes en Europe. Des acteurs en développement?*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2005, p.17.

<sup>384</sup> S'ils sont un partenaire potentiel de coalition ou s'ils peuvent exercer leur veto. ELIAS, Anwen, « Un succès gaspillé ? Les expériences du Plaid Cymru – le parti du Pays de Galles – à l'Assemblée nationale du Pays de Galles », pp.160–178 in DELWIT, Pascal (eds), *Les partis régionalistes en Europe. Des acteurs en développement?*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2005, pp.164–165.

<sup>385</sup> WINTER, Lieven De, « A Comparative Analysis of the Electoral, Office and Policy Success of Ethno-regionalist Parties », pp.204–247 in WINTER, Lieven De, TÜRSAN, Huri (eds), *Regionalist Parties in Western Europe*, Routledge, London, 1998, p.240.

<sup>386</sup> Ibidem.

<sup>387</sup> LYNCH, Peter, « The Policy Impact of Regionalist Parties », recherche présentée au «Workshop 3: Building a Party Family: Comparing Regionalist Parties», ECPR Joins Sessions, Edinburgh, avril 2003, p.5.

<sup>388</sup> LYNCH, Peter, op.cit., p.7.

administratif et politique.<sup>389</sup> Par contre, selon Lieven De Winter, « il y a une relation clairement positive entre le succès électoral et le succès politique » des partis ethnorégionalistes.<sup>390</sup>

Le sujet de l'impact des partis régionalistes sur les politiques ou sur le système politique est une aire « où les recherches manquent »<sup>391</sup>. De plus, nous sommes conscientes que « définir et mesurer l'impact des partis sur les systèmes politiques est problématique, étant donné que les processus qui le produisent peuvent être indirects et difficiles à séparer des autres sources d'influence ».<sup>392</sup>

Peter Lynch souligne trois aspects de cette question. D'abord, l'influence exercée par les partis régionalistes sur les politiques est relative et d'habitude imprévisible. Ensuite, selon le politiste il n'y a pas de corrélation exacte entre les performances des partis régionalistes et leurs impacts sur les politiques.<sup>393</sup> Enfin, les partis régionalistes ont influencé le système politique en étant dans l'opposition, dans le gouvernement régional ainsi que dans le gouvernement central.<sup>394</sup>

Dans l'interaction entre le système politique et les partis ethnorégionalistes/ethniques, la participation au gouvernement de ces partis est un sujet incontournable. Parmi les trente-deux partis ethnorégionalistes analysés, Pascal Delwit a trouvé vingt-deux qui ont exercé au moins une fois des responsabilités gouvernementales régionales ou nationales.<sup>395</sup>

En analysant les quinze États<sup>396</sup> membres de l'Union Européenne du point de vue de la participation des partis régionalistes au gouvernement, Jordi Argelaguet tire plusieurs conclusions. Premièrement, les cas sont très divers. Ensuite, les partis régionalistes cherchent à être membres du gouvernement, mais ils prennent en compte les conséquences de leur présence au gouvernement. Troisièmement, les accords gouvernementaux des partis régionalistes sont semblables à ceux des autres partis.

<sup>389</sup> LYNCH, Peter, op.cit., p.4.

<sup>390</sup> WINTER, Lieven De, « A Comparative Analysis of... », op.cit., p.238.

<sup>391</sup> LYNCH, Peter, op.cit., p.16.

<sup>392</sup> ELIAS, Anwen, « Un succès gaspillé ? Les expériences du Plaid Cymru – le parti du Pays de Galles – à l'Assemblée nationale du Pays de Galles », pp.160–178 in DELWIT, Pascal (eds), *Les partis régionalistes en Europe. Des acteurs en développement?*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2005, pp.164–165.

<sup>393</sup> LYNCH, Peter, op.cit., p.4.

<sup>394</sup> LYNCH, Peter, op.cit., p.16.

<sup>395</sup> DELWIT, Pascal, « Les partis régionalistes, des acteurs politico-électoraux en essor ? Performance électorale et participation gouvernementale », pp.51–84 in DELWIT, Pascal (eds), *Les partis régionalistes en Europe. Des acteurs en développement?*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2005, p.80–83.

<sup>396</sup> L'analyse est faite en 2003.



Enfin, Argelaguet souligne que les partis qu'il a étudiés ont tous eu des problèmes électoraux après avoir été au gouvernement national.<sup>397</sup>

Les conséquences possibles de l'incorporation au gouvernement des partis ethno-régionalistes/ ethniques sont: la séparation des partis de leurs électorats; l'augmentation des tensions entre le groupe parlementaire et le parti; l'affaiblissement de l'organisation du parti; le déclin dans les élections nationales suivantes; la modération de leurs demandes; l'apparition des factions à l'intérieur du parti.<sup>398</sup> Pascal Delwit nous rappelle que l'exercice des responsabilités gouvernementales « met à l'avant plan les questions des rapports de forces internes au parti et des relations entre les trois faces d'un parti évoquées par Peter Mair: le party on the ground, le party in public office, et le party in central office ».<sup>399</sup>

Lieven De Winter souligne que l'inclusion des partis ethnorégionalistes dans les diverses coalitions a été faite parce que les partis traditionnels l'ont vu comme « la moins coûteuse en ce qui concerne les portfolios ministériels ».<sup>400</sup> En même temps on peut interpréter la présence des partis ethnorégionalistes dans le gouvernement comme une stratégie qui a le but « de briser la force électorale » de ces partis.<sup>401</sup>

Une fois au gouvernement, les partis ethnorégionalistes/ethniques doivent, d'une part, s'occuper, en dehors des questions régionales, des autres politiques aussi. D'autre part, ils font des compromis qui peuvent avoir comme conséquence le fait « qu'ils commencent à ressembler aux autres partis aux yeux des électeurs qui, peut-être, les ont choisis justement parce qu'ils étaient différents ».<sup>402</sup> Une autre stratégie des partis traditionnels serait la récupération des sujets ethnorégionalistes qui peut avoir comme conséquence le déclin électoral des partis ethnorégionalistes.<sup>403</sup>

Nous pouvons résumer le dilemme des partis ethnorégionalistes/ethniques quant à la participation au gouvernement en deux temps. Premièrement, il est possible

<sup>397</sup> ARGELAGUET, Jordi, « The regional parties in the government or at the opposition. How, when and why? », Première version pour "Workshop 3: Building a Party Family: Comparing Regionalist Parties", ECPR Joint Sessions, Edinburgh, avril 2003, p.19.

<sup>398</sup> RUDOLPH, Joseph R., THOMPSON, Robert J., « Ethnoterritorial Movements and the Policy Process: Accommodating Nationalist Demands in the Developed World », *Comparative Politics*, 1985, City University of New York, vol.17, pp.300–302.

<sup>399</sup> DELWIT, Pascal, « Petites patries, petits partis ? Les partis régionalistes en Europe », op.cit., p.16.

<sup>400</sup> WINTER, Lieven De, "A Comparative Analysis of the Electoral, Office and Policy Success of Ethno-regionalist Parties, pp.204–247 in WINTER, Lieven De, TÜRSAN, Huri (eds), *Regionalist Parties in Western Europe*, Routledge, London, 1998, p.240.

<sup>401</sup> WINTER, De Lieven, "The Volksunie and the Dilemma between Policy Success and Electoral Survival in Flanders", pp.28–49 in WINTER, Lieven De, TÜRSAN, Huri (eds), *Regionalist Parties in Western Europe*, Routledge, London, 1998, p.44.

<sup>402</sup> RUDOLPH, Joseph R., THOMPSON, Robert J., « Ethnoterritorial Movements... », p.301.

<sup>403</sup> WINTER, Lieven De, « A Comparative Analysis of the Electoral... », op.cit., p.239.

que la non-participation indique un manque de responsabilité des partis avec des conséquences défavorables lors des élections.

Deuxièmement, la participation au gouvernement peut ne pas avoir eu des résultats et cela influe négativement sur les résultats électoraux des partis. Ou, si des résultats majeurs ont été atteints, les partis risquent de « perdre leur raison d’être ». <sup>404</sup>

### 2.8.2. Les partis ethnorégionalistes/ethniques et la question européenne

En étudiant les partis ethnorégionalistes/ethniques, nous ne pouvons pas passer sous silence leur attitudes face à l’intégration européenne. Deux problèmes sont à résoudre: primo, celui de la présence des partis ethnorégionalistes/ethniques dans les fédérations européennes des partis; secundo, celui des raisons de l’appui ou du non-appui du processus d’intégration à l’Union européenne.

Tant Peter Lynch que Pascal Delwit constatent dans leurs études que les partis ethnorégionalistes/ethniques de l’Europe sont membres de plusieurs fédérations européennes. Premièrement, on observe leur adhésion au parti démocratique des peuples de l’Europe-l’Alliance libre européenne qui est « une représentation imparfaite de la famille régionalistes » <sup>405</sup>. Deuxièmement, plusieurs partis ethnorégionalistes/ethniques sont membres du Parti populaire européen ou du Parti européen des libéraux, démocrates et réformateurs.

Nous avons déjà vu la typologie des partis ethnorégionalistes de Ferdinand Müller-Rommel qui tenait compte, entre autres, de l’attitude des partis envers l’Union européenne. <sup>406</sup> Lieven De Winter et Margarita Gomez-Reino Cachafeiro soutiennent que les attitudes des partis ethnorégionalistes envers l’Europe peuvent être très différentes.

Au début du processus d’intégration européenne il y a eu des partis qui s’y opposaient. <sup>407</sup> Par contre, aujourd’hui, la plupart des partis ethnorégionalistes soutiennent l’Union européenne. Plusieurs motifs entrent en jeu pour que les partis ethnorégionalistes soutiennent l’intégration, dont: la politique régionale européenne aide les régions « parfois déniées par leur propre État » <sup>408</sup>; l’intégration européenne

<sup>404</sup> WINTER, De Lieven, « *The Volksunie and...*, op.cit., p.45.

<sup>405</sup> LYNCH, Peter, “Co-operation between Regionalist Parties at the Level of the European Union”, pp. 190–203 in WINTER, Lieven De, TÜRSAN, Huri (eds), *Regionalist Parties in Western Europe*, Routledge, London, 1998, p.196. ou DELWIT, Pascal, « Petites patries, petits partis ? Les partis régionalistes en Europe », op.cit., pp.9–11.

<sup>406</sup> Voir le sous-chapitre sur la définition des partis ethnorégionalistes/autonomistes.

<sup>407</sup> WINTER, Lieven De, CACHAFEIRO, Margarita Gomez-Reino, « European Integration and Ethnoregionalist Parties », *Party Politics*, Sage Publication, 2002, vol.8, p.458.

<sup>408</sup> WINTER, Lieven De, “A Comparative Analysis of the Electoral...”, pp.210–211.

semble favoriser la décentralisation des États; l'intégration n'est pas vue comme un danger pour les langues et la culture des minorités;<sup>409</sup> l'Union européenne semble être le cadre qui permet une plus grande autonomie, ou même une indépendance sans les coûts d'une éventuelle sécession<sup>410</sup>.

En analysant les relations entre les partis ethnorégionalistes/ethniques et l'intégration européenne, nous ne devons pas oublier que l'Union européenne influe aussi sur les partis. L'intégration affecte les fonctions de l'État et les relations centre/périphérie. Par conséquent, selon Lieven De Winter et Margarita Gomez-Reino Cachafeiro, l'intégration européenne change le cadre d'existence des partis ethnorégionalistes.<sup>411</sup>

## 2.9. Notre « boîte à outils »

Dans les sous-chapitres précédents, nous avons revu les principales théories des partis ethnorégionalistes. Notre but a été de forger des outils pour nos analyses sur l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie. Par conséquent, nous avons regardé des aspects différents des partis ethnorégionalistes. D'abord, nous avons recensé les différentes approches de partis ethnorégionalistes. Ensuite, nous nous sommes attachés à montrer les possibles définitions des partis ethnorégionalistes et des partis ethniques. Enfin, nous avons étudié ce que ces théories nous enseignent sur les origines, les buts, les structures, les résultats électoraux des partis ethnorégionalistes/ethniques et sur leur place dans le système politique national.

Au cours de ces études nous avons identifié deux problématiques que nous trouvons important de souligner à la fin de ce chapitre. Premièrement, nous avons observé que la plupart des théories relatives aux partis ethnorégionalistes ou aux partis ethniques prennent peu en compte les pays ex-communistes. Plus précisément, les théories des partis ethnorégionalistes sont forgées sur la base de l'expérience des pays de l'Europe occidentale et les théories qui incorporent les partis ethniques aussi, sont en grande partie les fruits des recherches sur d'autres continents que celui européen. Nous ne voulons pas dire ainsi que ces théories ou les politologues s'intéressant à ces théories ne s'occupent jamais de la Roumanie, de la Bulgarie ou de la Slovaquie. Nous avons montré nous-mêmes quelques cas d'exception dans ce sens.

<sup>409</sup> LYNCH, Peter, "Co-operation between Regionalist Parties...", p.191.

<sup>410</sup> WINTER, Lieven De, "A Comparative Analysis of the Electoral...", 210–211. LYNCH, Peter, "Co-operation between Regionalist Parties...", p.191.

<sup>411</sup> WINTER, Lieven De, CACHAFEIRO, Margarita Gomez-Reino, « *European...*, pp.487–488.

Il nous semble toutefois que le processus de l'inclusion des expériences de ces pays dans les différentes théories étudiées est à ses débuts.

Nous avons vu également que certains auteurs, tout en étudiant d'autres pays, se réfèrent à la possibilité d'utiliser leur modèle dans les cas des pays de l'Europe de l'Est (voir les études de Seiler, Horowitz, Türsan). Nous avons souligné nous-mêmes certaines questions liées à l'applicabilité des théories des clivages ou du modèle de Horowitz dans le cas de la Roumanie. Nous pensons que les théories que nous avons recensées, les outils que nous avons forgés dans les sous-chapitres précédents, peuvent être utilisés pour l'analyse de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie. Mais nous ne voulons pas les utiliser « mécaniquement », nous ne voulons pas encadrer l'Alliance « coûte que coûte » dans telle ou telle définition ou dans telle ou telle catégorie.

Nous espérons que les éléments théoriques questionnés par notre analyse empirique constituent un pas en avant vers l'incorporation des expériences de la Roumanie dans différentes théories des partis ethnorégionalistes/ethniques. Ou, peut-être nos analyses inciteront-elles d'autres chercheurs à formuler de nouvelles hypothèses théoriques.

Deuxièmement, les sous-chapitres précédents ont révélé l'importance du contexte historique dans lequel ces théories ont été conçues et dans lesquels les partis émergent et déploient leur activité.

Par conséquent, après avoir construit notre « boîte à outils » nous pouvons entamer l'étude des organisations, des partis qui ont représenté la minorité hongroise de Roumanie entre 1920–1989.

**PARTIE II:**

**LES ORGANISATIONS  
QUI ONT REPRESENTÉES  
LA MINORITE HONGROISE DE ROUMANIE  
ENTRE 1918–1989**

## CHAPITRE 3

### **Préface – Les Hongrois de Transylvanie à la veille de la Première Guerre mondiale**

Avant d'entamer notre analyse du chapitre « historique », il nous semble important de crayonner un bref tableau des Hongrois de Transylvanie<sup>412</sup> au début du XXème siècle. Dans cette préface, nous ne voulons pas faire une étude détaillée de l'apparition de la minorité hongroise de Roumanie. Nous ne voulons pas non plus décrire en détail comment vivaient les Hongrois de Transylvanie en Hongrie. Notre but est de peindre une toile de fond pour nos analyses des Hongrois de Roumanie. À cette fin nous allons esquisser une brève réponse à la question: quelle est l'origine de la minorité hongroise de Roumanie, nous allons présenter leur religion et offrir quelques données statistiques.

#### **3.1. L'émergence de la minorité hongroise de Roumanie**

L'histoire de la Transylvanie est très controversée parmi les historiens roumains et hongrois. Sans vouloir entrer dans ces débats, nous reprenons seulement les « grandes dates » de la Transylvanie, les moments où elle a changé d'appartenance. À la fin du XIVème siècle les principales populations sont installées en Transylvanie<sup>413</sup>: les Saxons, les Hongrois, les Roumains et les Sicules. Si on considère les estimations qui basées sur le recensement des tenures de serfs de 1495, sur l'ensemble de la population de Transylvanie, environ 60% étaient formés par des Hongrois et des Sicules, 24% par des Roumains et 16% par des Saxons.

Un des moments clefs dans l'histoire hongroise est le XVIème siècle, plus précisément 1526, quand la Hongrie a été battue à Mohács par les troupes de l'Empire ottoman. Suite à cette défaite et aux différents événements qui suivront en 1541, la Hongrie se trouva divisée en trois parties: celle médiane a été rattachée à l'Empire ottoman; dans les parties de l'Ouest et du Nord ont régné les rois descendants de la famille des Habsbourgs. En ce qui concerne la Transylvanie, elle a été englobée

---

<sup>412</sup> Nous utilisons la Transylvanie dans l'acceptation d'aujourd'hui (les départements de Alba, Arad, Bihor, Bistrița-Năsăud, Brașov, Caraș-Severin, Cluj, Covasna, Harghita, Hunedoara, Maramureș, Mureș, Sălaj, Satu-Mare, Sibiu, Timiș).

<sup>413</sup> Qui à cette date est membre du Royaume hongrois.

dans l'Empire ottoman, mais comme province indépendante<sup>414</sup>, avec des princes hongrois élus par la Diète de Transylvanie.<sup>415</sup>

Un nouveau changement dans le statut de la Hongrie et de la Transylvanie est survenu en 1699 quand, suite à la paix signée entre la Sainte-Ligue et la Porte, les deux pays passent sous la domination des Habsbourgs.<sup>416</sup> Mais parce que la lutte de libération déclenchée par l'armée kouroutz de Ferenc Rákóczi n'a était vaincue qu'en 1711, la Diète de Transylvanie a prêté serment à Charles III seulement au mois d'avril de la même année.

Un autre changement dans le statut de la Transylvanie s'opère lors de la Révolution de 1848. Le 30 mai 1848, la Diète de Transylvanie a « voté avec enthousiasme et en unanimité<sup>417</sup> la réunification des « deux parties sœurs. »<sup>418</sup> La Révolution hongroise fut vaincue en 1849 par les troupes du Tzar et celles de l'Empereur. Suite à cette défaite, la Transylvanie est séparée de nouveau de la Hongrie.

Le compromis austro-hongrois de 1867 changes de nouveau le statut de la Transylvanie car la loi réglementant le compromis remet en vigueur l'union proclamée en 1848 de la Transylvanie avec la Hongrie. La Monarchie comprenait deux États: le Royaume de la Hongrie et l'Empire Autrichien. L'Empire autrichien comprenait l'Autriche, la Bohême, la Moravie, la Silésie, la Galicie, la Bucovine et la Dalmatie. Quant au Royaume de la Hongrie à part la Hongrie (la Transylvanie à cette date faisait déjà partie de la Hongrie), il englobait la Croatie-Slavonie. Les deux États avaient chacun un parlement, un gouvernement et une administration propres. Seulement les affaires étrangères, les forces armées et les finances qui dépendaient d'une administration centrale commune.

Treize élections ont été organisées entre 1667 et 1918 pour le Parlement hongrois. Les élections ont eu lieu dans un régime de suffrage censitaire<sup>419</sup>, avec deux types de cens. D'une part, il y a eu un cens en fonction de la fortune personnelle des électeurs. D'autre part, on accordait au cens une signification « culturelle »: ceux qui avaient le droit de voter étaient « les membres de l'Académie hongroise des sciences, les professeurs, les artistes, les avocats, les notaires, les ingénieurs, les chirurgiens, les pharmaciens, les agriculteurs diplômés, les gardes forestiers

<sup>414</sup> C'est seulement à partir de 1575 que la Principauté a dû payer un tribut annuel de 15000 florins au Sultan.

<sup>415</sup> La même Diète a proclamé en 1568 à Torda la liberté des cultes pour les luthériens, les calvinistes et les unitaires pour la première fois au monde. En Transylvanie, la rédaction des textes législatifs s'est faite à partir de 1565 en hongrois.

<sup>416</sup> La Transylvanie devient Grand-Duché en 1765 quand Marie-Thérèse lui accorde ce statut.

<sup>417</sup> Il y avait trois représentants roumains aussi, mais la majorité était des Hongrois.

<sup>418</sup> Il s'agit de la Hongrie et de la Transylvanie; KÖPECZI, Béla, Histoire de la Transylvanie, Akadémiai Kiado, Budapest 1992, p.472.

<sup>419</sup> Le nombre des électeurs de Transylvanie se situait entre 75.000–87.000 entre 1867–1918. KÖPECZI, Béla (ed), édition seconde, *Erdély rövid története*, Akadémiai Kiadó, Budapest, 1993, p.528.

diplômés, les mineurs diplômés, les prêtres et les prêtres adjoints, les instituteurs, les précepteurs ».<sup>420</sup> D'une manière générale, ce système a favorisé les Hongrois et les Allemands en Transylvanie face aux Roumains, parce que les villes ont fourni plus d'électeurs que les villages et les Hongrois et les Allemands étaient majoritaires dans les villes de Transylvanie.<sup>421</sup>

### 3.2. Les données statistiques

Même si les statistiques générales peuvent être utiles, les statistiques ethniques en particulier doivent être traitées avec beaucoup de prudence. Il est toujours difficile d'opérationnaliser un concept complexe comme l'identité d'une personne. Ce n'est pas ici la place indiquée pour critiquer les différentes méthodes d'enregistrement de l'ethnie/de la nationalité/de l'identité d'une personne, ni des recensements faits aux dix-neuvième et vingtième siècles en Roumanie ou en Hongrie et ce n'est pas à nous d'entamer une telle approche. Cependant, les sources des deux préfaces présentent à titre indicatif la situation démographique des Hongrois<sup>422</sup> de Roumanie et nous trouvons important de signaler comment on définissait dans ces recensements les Hongrois, les Juifs, les Roumains et les Allemands.<sup>423</sup>

Les recensements utilisés dans cette thèse sont faits par deux États différents: d'une part, par l'État hongrois, car la Transylvanie entre 1867–1918 faisait partie du Royaume de la Hongrie et, d'autre part, par l'État roumain, car depuis la fin de la Première Guerre mondiale la Transylvanie fait partie de la Roumanie.

Avant la Grande Guerre nous devons signaler quatre recensements faits par la Hongrie en: 1880, 1890, 1900 et 1910. Le recensement de 1880 a été le premier où les autorités hongroises ont voulu enregistrer les nationalités de la population. Les statisticiens hongrois ont décidé de faire cela par le biais des langues maternelles.<sup>424</sup>

Lors de ces quatre recensements on a également enregistré la religion de la population. La différence se trouve dans les façons de formuler les questions sur les

<sup>420</sup> La loi 1874/XXXIII, article 9. Il y a eu encore une catégorie: les personnes qui ont été présentes dans les nomenclateurs des votants entre 1948–1872.

<sup>421</sup> Voir dans le sous-chapitre suivant. KÖPECZI Béla (ed), op.cit., p.528.

<sup>422</sup> Ce chapitre et le chapitre qui précède les analyses sur l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie.

<sup>423</sup> Pour des analyses plus complètes voir les travaux du démographe hongrois Varga E. Árpád.

<sup>424</sup> Dans les précédents recensements hongrois on a enregistré la religion. Le premier recensement fait par la Hongrie a eu lieu le 1 décembre 1869, tandis que le premier recensement qui a eu des données relatives à l'ethnie et comprenait la Hongrie et la Transylvanie aussi a été fait par les autorités autrichiennes en 1850–1851. VARGA E., ÁRPÁD, *Fejezetek a jelenkori Erdély népesedéstörténetéből*, Budapest, Püski, 1998, p.10.



langues maternelles.<sup>425</sup> Il faut ajouter que lors de ces quatre recensements on n'a jamais enregistré le « jiddis »<sup>426</sup> ou l'hébreu comme langue maternelle<sup>427</sup>. Par contre, on a enregistré la religion israélite.

Entre les deux guerres, cinq recensements ont été faits en Transylvanie par les autorités roumaines,<sup>428</sup> tandis que dans l'intervalle 1945–1990 sept<sup>429</sup>. L'élément constant depuis 1880 pour la définition de la nationalité/de l'appartenance ethnique

<sup>425</sup> Pour les deux premiers recensements (1880 et 1890) les instructions spécifiaient: « dans la sixième case on mettrait la langue maternelle. On enregistrerait toutes les personnes selon ce qu'elles disent. ». (Ces réglementations sont citées par VARGA E., Árpád, *Népszámlálások a jelenkori Erdély területén, Jegyzetek Erdély és a kapcsolt részek nemzetiségi statisztikájának történetéhez*, Budapest, Regio-MTA Történettudományi Intézet, 1992, pp.13–14. Il faut noter que lors du recensement de 1880, étant donné l'application trop stricte de la consigne, les petits enfants qui ne parlaient pas encore ont été enregistrés séparément car ils ne pouvaient pas donner leur avis sur leur langue maternelle. Cette question a été réglée pour le recensement suivant quand ces enfants ont été enregistrés suivant la langue de leurs mères. ) Lors des recensements de 1900 et 1910, la question de la langue maternelle a souffert des modifications. On demandait à la personne de dire « quelle est sa langue maternelle ou quelle est la langue déclarée la sienne et qu'elle parle le mieux ». VARGA E., Árpád, « *Népszámlálások a jelenkori Erdély területén...*, pp.14–15.

<sup>426</sup> Hébreu mélangé avec l'allemand.

<sup>427</sup> Ils étaient enregistrés soit selon leur deuxième langue parlée, soit parmi ceux de langue maternelle allemande en 1880. Dans les autres recensements ils ont été enregistrés comme des Allemands. La langue latine, le jiddis et l'hébreu étaient considérés comme des langues mortes. Voir VARGA E., Árpád, « *Népszámlálások Erdély területén 1850 és 1910 között, ...* », pp.15–31

<sup>428</sup> En 1919 par le Conseil Dirigeant de Transylvanie. (Le territoire était encore sous occupation militaire.). A partir du 1 décembre 1920 pour le compte « du sous-secrétariat d'État pour la Transylvanie » (VARGA E., Árpád, « *Népszámlálások a jelenkori Erdély területén...*, p.37).

En 1927 le recensement a été dirigé par le Ministère de l'Intérieur.

Le recensement de 1930 a été réglementé par une loi et dirigé par l'Office Central de Statistique. Il y avait plusieurs questions liées à la nationalité: la langue maternelle, la religion, l'appartenance ethnique.

En 1941, mais la Roumanie avait déjà perdu une partie de la Transylvanie (Elle a perdu en juin 1940 la Bessarabie et la Bucovine du Nord en faveur de l'Union Soviétique, en août la Transylvanie du Nord en faveur de la Hongrie, en septembre la Dobroudja du Sud en faveur de la Bulgarie).

Voir plus largement chez VARGA E., Árpád. On a fait cette énumération (pour la période 1920–1992) basée sur VARGA E., Árpád, « *Népszámlálások a jelenkori Erdély területén...*, pp.34–91

<sup>429</sup> Le premier recensement après la Deuxième Guerre mondiale a été commencé le 25 janvier 1948. Il a été à la fois un recensement de personnes et un recensement agraire. Les données relatives à la langue maternelle ont été publiées; par contre, celles sur les religions et les nationalités non. Le recensement a retenu pour la dernière fois durant la période communiste les données relatives aux religions.

Le recensement de 1956 contient des données relatives à la nationalité et à la langue maternelle aussi. (Il est intéressant de mentionner les indications de remplissage des formulaires attirant l'attention sur le fait « que la nationalité ne doit pas être confondue avec la citoyenneté ou avec la langue maternelle » VARGA E., Árpád, « *Népszámlálások a jelenkori Erdély területén...*, p.37).

Le recensement de 1966 contient des données relatives à la nationalité et à la langue maternelle aussi.

Le dernier recensement de la période communiste a été fait en 1977.

Le premier recensement après la chute du communisme a été fait en 1992. Il contenait des données relatives à la nationalité, à la langue maternelle et à la religion.

Le recensement de 2002 a enregistré l'ethnie, la langue maternelle et la religion.

est la langue maternelle. De plus, on a enregistré la religion dans la plus grande partie de cet intervalle.

Dans ce sous-chapitre nous nous contentons de dresser une image du nombre des différentes nationalités et des religions de Transylvanie.

Nous nous concentrons sur la Transylvanie, parce que la plupart des<sup>430</sup> Hongrois y vivent.

Les Roumains ont constitué plus de la moitié de la population de Transylvanie entre 1869–1930, tandis que le pourcentage des Hongrois variait entre 24–31% et des Allemands entre 9–11%.<sup>431</sup> Du point de vue de la religion, l'image de la Transylvanie est plus variée. À côté des orthodoxes dont le pourcentage variait entre 34–38% il y a eu des catholiques entre 16–18%, des réformés 12–13%, des évangéliques autour de 5% et des juifs entre 2–3,5%.<sup>432</sup>

À la fin du XIX<sup>ème</sup> et au début du XX<sup>ème</sup> siècle seulement une petite minorité, environ 11%<sup>433</sup>, de la population de la Transylvanie vivait dans les villes. La grande majorité de la population urbaine était hongroise, tandis que la « société roumaine du temps était dans une proportion écrasante rurale »<sup>434</sup>. De plus, la plupart des propriétaires des terres roumaines possédaient de petites surfaces de terre. Par exemple en 1910 plus de la moitié<sup>435</sup> des propriétaires roumains a eu entre 2,5 et 10 hectares et environ de 23% moins de 2,5 de terres.<sup>436</sup> Selon l'historien Keith Hitchins « il n'y avait pas une classe de grands propriétaires de terres roumaines ».<sup>437</sup>

En général nous pouvons constater que « les minorités ont constitué un segment important de la population urbaine » en Roumanie.<sup>438</sup> De plus « il n'y avait pas une bourgeoisie industrielle roumaine ».<sup>439</sup>

Il nous semble que pour avoir une image nuancée des Hongrois de Transylvanie, nous devons recenser les organisations culturelles hongroises. Une partie de ces organisations fondées aux XIX<sup>ème</sup>-début XX<sup>ème</sup> siècle vont renaître après 1989. À la fin des années 1850 on a fondé à Cluj-Napoca l'association du Musée transylvain<sup>440</sup>

<sup>430</sup> A peu près 100%, voir notre préface de la troisième partie.

<sup>431</sup> Voir les annexes.

<sup>432</sup> Voir les annexes.

<sup>433</sup> En 1900.

<sup>434</sup> BARBULESCU, Mihai, DELETANT, Denis, HITCHINS Keith, PAPACOSTEA, Șerban, TEODOR, Pompiliu, *Istoria României*, Editura Enciclopedică, 1998, p.406.

<sup>435</sup> 55%.

<sup>436</sup> HITCHINS, Keith, *România 1866–1947*, București, Humanitas, 1994, p.222.

<sup>437</sup> Ibidem.

<sup>438</sup> BĂRBULESCU, Mihai, DELÉTANT, Denis, HITCHINS Keith, PAPACOSTEA, Șerban, TEODOR, Pompiliu, op.cit., p.441.

<sup>439</sup> Par exemple: « En 1904, en Hongrie, il y avait 6411 grands et moyens entrepreneurs allemands et hongrois qui employaient plus de 5 travailleurs et 338 entrepreneurs appartenaient aux autres nationalités, mais parmi ceux-ci seulement 38 étaient des roumains ». HITCHINS, Keith, op.cit., p.223.

<sup>440</sup> Erdélyi Múzeum Egyesület – en hongrois.

qui est « devenue la plus grande association scientifique de Transylvanie ».<sup>441</sup> Une autre association, l'association culturelle hongroise de Transylvanie<sup>442</sup> a été fondée en 1885. Elle a eu comme but la diffusion de la culture et de la langue hongroise.<sup>443</sup> Il faut savoir que les Allemands et les Roumains ont aussi fondé leurs associations. Dans le cas des Allemands, il faut mentionner l'association scientifique Verein für Siebenbürgische Landeskunde et l'association pour le développement du tourisme Karpaten-Verein.<sup>444</sup> En ce qui concerne les Roumains de Transylvanie l'une des plus connues des associations a été ASTRA, l'Association transylvaine pour la littérature et la culture roumaine.<sup>445</sup>

Nous avons vu dans ce chapitre qu'au moment de la Première Guerre mondiale les Hongrois de Transylvanie ont une élite habituée aux affaires politiques. Ils ont aussi une population urbaine importante et les grands seigneurs terriers hongrois détiennent une grande partie des terres en Transylvanie. Une fois établie ces repères généraux des Hongrois de Transylvanie au début du siècle passé, nous entamons dans le chapitre suivant l'analyse des organisations qui ont représenté la minorité hongroise de Roumanie entre 1918–1989.

---

<sup>441</sup> KÖPECZI, Béla (ed), op.cit., p.512.

<sup>442</sup> Erdély-részi Magyar Közművelődési Egyesület – en hongrois.

<sup>443</sup> KÖPECZI, Béla (ed), op.cit., p.512 et p.531.

<sup>444</sup> KÖPECZI, Béla (ed), op.cit., pp.511–512.

<sup>445</sup> KÖPECZI, Béla (ed), op.cit., p.513.

## CHAPITRE 4

### La représentation politique des Hongrois de Roumanie entre 1918–1989

#### 4.1. Introduction

Dans ce chapitre nous voulons recenser et décrire brièvement les organisations et les partis qui après « la naissance de la minorité hongroise de Roumanie en 1918 » se sont proposé de la représenter.<sup>446</sup> Notre objectif n'est pas de faire une analyse détaillée de ces partis. Même si une comparaison entre eux et l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie serait intéressant, à la date du commencement de la rédaction de notre thèse, ce n'est pas encore possible. D'une part, parce que, comme nous avons déjà vu, les analyses sur l'Alliance manquent. D'autre part, parce que les analyses sur les partis et les organisations hongroises d'avant 1989 manquent elles aussi.<sup>447</sup>

Sorina Soare a montré dans son livre qu'il y a très peu d'analyses liées au phénomène partisan dans les sciences politiques roumaines d'après 1920. Parmi les principaux livres mentionnés par l'auteur,<sup>448</sup> il n'y a un qui s'occuperait exclusivement des partis hongrois.

Toutefois, parmi les écrits des historiens, des politologues et des géographes roumaines il y des livres qui, en parlant du paysage politique de la Roumanie entre 1920–2004 abordent les partis représentant la minorité hongroise aussi.<sup>449</sup> Au moment où nous finissons la rédaction de notre thèse, deux historiens hongrois de

---

<sup>446</sup> Notre but n'est pas de faire une histoire politique des Hongrois de Roumanie, ni de retracer les politiques des différents gouvernements roumaines envers la minorité hongroise.

<sup>447</sup> Nous avons connaissance d'une thèse en cours de rédaction de György Béla, en Hongrie, sur le Parti hongrois, d'une thèse soutenue par Tóth Szilárd sur les parlementaires du Parti hongroise et d'une autre soutenue par Lőnhárt Tamás sur l'Alliance populaire hongroise en décembre 2005 à la Faculté d'histoire de l'Université Babes-Bolyai de Cluj-Napoca.

<sup>448</sup> Voir SOARE, Sorina, *Analyse de l'émergence et du développement des partis et du système de partis politiques en Roumanie depuis 1989*, manuscrit du livre, pp. 15–30.

<sup>449</sup> Voir par exemple: SCURTU, Ioan, BUZATU, Gheorghe, *Istoria Românilor în Secolul XX (1918–1948)*, Paideia, 1999; BODOCAN, Voicu, *Etnie, confesiune și comportament electoral în Transilvania, Studiu geografic*, Presa universitară clujeană, 2001; PREDA, Cristian, *România postcomunistă și România interbelică*, Editura Meridiane, Bucarest, 2002.

Roumanie ont soutenu des thèses sur les parlementaires du Parti hongrois<sup>450</sup> et sur l'Alliance populaire hongroise<sup>451</sup>.

En Hongrie, les études sur la représentation politique de la minorité hongroise durant l'entre-deux-guerres et le communisme sont peu nombreuses. En ce qui concerne la période 1918–1940, Mikó Imre<sup>452</sup> écrit une histoire politique des Hongrois de Transylvanie<sup>453</sup> entre 1918–1940, considéré encore le livre de référence pour cette période.

Pendant les dernières années<sup>454</sup> il y a un groupe de chercheurs constitué autour de Bárdi Nándor à l'Institut Teleki László de Budapest qui étudient l'entre-deux-guerres. En plus des articles de Bárdi, ils ont aussi publié en 2003/2004 les documents du Parti hongrois<sup>455</sup>.

Par conséquent, à ce stade des recherches sur la période 1918–1989 nous ne pouvons qu'esquisser les principales organisations qui ont voulu représenter la minorité hongroise entre 1918–1989. Ce chapitre nous permettra de mieux comprendre l'intervalle 1990–2004. Notre but est de situer nos analyses de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie dans un contexte plus large, historique, de la représentation politique de la minorité hongroise de Roumanie.<sup>456</sup>

<sup>450</sup> TOTH, Szilárd, *Problema minorităţii maghiare în Parlamentul României în perioada interbelică*, 2005, p.432; soutenu en décembre 2005 à la Faculté d'histoire de l'Université Babes-Bolyai de Cluj-Napoca.

<sup>451</sup> LÖNHART, Tamás, *Uniunea Populară Maghiară în anii instaurării comunismului în România*, p. 451, thèse soutenue en décembre 2005 à la Faculté d'histoire de l'Université Babes-Bolyai de Cluj-Napoca.

<sup>452</sup> MIKO Imre est né le 27 mars 1911 à Huedin, en Transylvanie. Il a fini l'université de droit à Cluj-Napoca. En 1930, il devient collaborateur de la revue *Les jeunes de Transylvanie*. « Le but de la revue et du mouvement a été: l'assurance des droits démocratiques des nationalités; dévoiler les problèmes du peuple hongrois, surtout ceux des paysans; stimuler la connaissance réciproque des peuples qui vivent ensemble ». Son premier œuvre, *Le village transylvain et le problème des nationalités*, date de 1932. En 1934 il reçoit le titre de docteur en droit à Cluj-Napoca, puis, entre 1934–1936, il étudie à Paris. Entre 1936–1938 il est le secrétaire du Parti hongrois. Entre 1938–1940 il conduit l'office de sauvegarde du droit de la Communauté hongroise à Bucarest. Il publie son livre *Vingt-deux années, l'histoire politique des Hongrois de la Transylvanie du 1 décembre 1918 jusqu'au 30 août 1940*, en 1941 à Budapest. Entre 1944–1950 il est prisonnier en URSS. Après une période pendant laquelle il enseigne aux lycées de Cluj-Napoca, il devient libraire pour douze ans. Il écrit plusieurs livres, puis, en 1970 il devient le rédacteur en chef de la maison d'édition des nationalités Kriterion. Il est mort en 1977 à Cluj-Napoca. CSATARI Dániel, MIKO Imre *és életműve*, in MIKO, Imre, *Huszonkét év, Az erdélyi magyarság politikai története, 1918.dec.1-től, 1940.aug.30-ig*, Optimun Budapest, pp.I–VIII.

<sup>453</sup> MIKO, Imre, *Huszonkét év, Az erdélyi magyarság politikai története, 1918.dec.1-től, 1940.aug.30-ig*, Optimun Budapest, 326.

<sup>454</sup> Après 1990.

<sup>455</sup> Nous avons connaissance également de la thèse en cours de rédaction de György Béla qui étudie le Parti hongrois.

<sup>456</sup> Voir une autre segmentation dans les annexes. régime communiste en Roumanie.

## 4.2. Les années de « la résistance passive »: 1918–1920

Nous ne voulons décrire ici ni les événements de la Première Guerre mondiale, ni les années tourmentées de 1918–1920. Il est toutefois important de crayonner quelques événements de la Grande Guerre qui expliquent le comportement des hommes politiques hongrois de Transylvanie. L'Empire austro-hongrois a déclaré la guerre à la Serbie en juillet 1914. Par contre, la Roumanie s'est déclarée neutre en août 1914.

La Roumanie n'est entrée en guerre qu'après que « Brătianu<sup>457</sup> et les représentants diplomatiques de la France, de la Grande Bretagne, de la Russie et de l'Italie ont signé à Bucarest des conventions politiques et militaires stipulant les conditions de l'entrée en guerre de la Roumanie ».

D'importance immédiate étaient les prévisions relatives à une attaque contre l'Empire austro-hongrois au plus tard le 15/28 août et la reconnaissance du droit de l'autodétermination des Roumains de l'Autriche-Hongrie et de l'union avec le Royaume de Roumanie.<sup>458</sup> Les Roumains sont sortis de la guerre le 24 avril/le 7 mai 1918 après la signature à Bucarest du traité de paix avec les puissances de l'Axe. « Le 3 novembre 1918 – date de la signature de l'armistice austro-hongrois, l'État roumain n'a pas été en guerre avec les pouvoirs centraux. Seulement le 10 novembre, une journée avant la fermeture officielle de la Première Guerre mondiale<sup>459</sup>, la Roumanie a adressé un ultimatum aux Allemands ». <sup>460</sup> Après l'échec des négociations entre les représentants des Roumains de Transylvanie et le gouvernement de la Hongrie et suite au mouvement national roumain de Transylvanie du 1<sup>er</sup> décembre 1918, le Rassemblement des Roumains de Transylvanie<sup>461</sup> a déclaré l'union de la Transylvanie avec le Royaume de Roumanie.<sup>462</sup> Les comités hongrois de Transylvanie ont déclaré leur volonté d'appartenir à la Hongrie.<sup>463</sup> À cause des différents événements « jusqu'au commencement de la Conférence de Paix le 18 janvier 1919, l'armée roumaine contrôlait deux tiers de la Transylvanie et attendait avec

<sup>457</sup> Il était le premier ministre de la Roumanie.

<sup>458</sup> BARBULESCU, Mihai, DELETANT, Dennis, HITCHINS, Keith, PAPACOSTEA, Șerban, TEODOR, Pompiliu, *Istoria României*, Editura Enciclopedică, 1998, p.416.

<sup>459</sup> L'armistice avec l'Allemagne.

<sup>460</sup> LEUȘTEAN, Lucian, *România, Ungaria și Tratatul de la Trianon 1918–1920*, Polirom, 2002, p.23.

<sup>461</sup> Au rassemblement ont été présents des Roumains de Transylvanie, de Maramureș, de Crișana et de Banat.

<sup>462</sup> Pour une analyse des événements passés entre 1918–1920, voir le livre de l'historien roumain LEUȘTEAN, Lucian, *România, Ungaria și Tratatul de la Trianon 1918–1920*, Polirom, 2002.

<sup>463</sup> KÓPECZI, Béla (ed), *Erdély rövid története*, Akadémiai Kiadó, Budapest, 1993, p.571.

impatience l'occasion d'avancer ».<sup>464</sup> De plus, l'armée roumaine a occupé Budapest le 3 août 1919.

En novembre 1919 il y a eu des élections dans la Grande Roumanie<sup>465</sup> selon trois lois différentes<sup>466</sup>: la loi adoptée le 16(28) novembre 1918 valable pour le Royaume de Roumanie et la Bessarabie; les deux décrets-lois adoptés le 24 août 1919 pour la Transylvanie et la Bucovine.<sup>467</sup> Comme la remarquait Cristian Preda « le processus d'unification politique est achevé après les premières élections: la ratification et la publication des lois relatives à l'unification de la Roumanie avec la Bessarabie, la Transylvanie et la Bucovine se fait le 1 janvier 1920, deux mois après les élections de 4–8 novembre 1919. »<sup>468</sup>

Les auteurs hongrois et roumains<sup>469</sup> sont d'accord pour dire que jusqu'au traité de Trianon, les Hongrois de Roumanie ont adopté une attitude de « résistance passive, de non-participation à la vie politique roumaine ». <sup>470</sup> Selon Mikó Imre, « tout le monde savait qu'à la Conférence de Paix on luttait pour la Transylvanie et, si les dirigeants hongrois se rapprochaient soit du gouvernement roumain, soit du conseil dirigeant de Sibiu, les Roumains s'en auraient servis contre la Hongrie qui faisait des efforts pour retenir la Transylvanie. La Transylvanie était perdue; mais la résistance passive des Hongrois était une protestation contre la décision de Trianon ». <sup>471</sup>

L'historien roumain Scurtu mentionne la formation d'un *Parti démocrate hongro-sicule*<sup>472</sup>. Ce parti aurait été en faveur de la coopération avec les autorités roumaines. Les résultats des élections de 1919 nous montrent un *Groupe des Hongrois et des Sicules*<sup>473</sup> qui a gagné 8<sup>474</sup> sièges de députés.<sup>475</sup> Deux partis de la minorité allemande

<sup>464</sup> LEUȘTEAN, Lucian, op.cit., p.33.

<sup>465</sup> On appelle la Grande Roumanie, la Roumanie d'après le traité de Trianon, le pays formé suite à l'union du Royaume de Roumanie avec la Transylvanie, la Bucovine et la Bessarabie.

<sup>466</sup> Il y a plusieurs différences entre ces lois; l'une d'entre elle est « que, tandis que dans l'ancien Royaume de Roumanie et la Bessarabie l'élection des députés se faisait par un système proportionnel, en Transylvanie et en Bucovine le système était majoritaire ». PREDA, Cristian, *România postcomunistă și România interbelică*, Editura Meridiane, Bucarest, 2002, p.79. Pour une analyse des systèmes électoraux de la Roumanie durant l'entre-deux- guerres et la Roumanie postcommuniste, voir le livre cité de PREDA.

<sup>467</sup> PREDA, Cristian, *România postcomunistă și România interbelică*, Editura Meridiane, Bucarest, 2002, p.64.

<sup>468</sup> PREDA, Cristian, op.cit., p.65.

<sup>469</sup> Voir par exemple MIKÓ, Imre, op.cit. ou SCURTU, Ioan, BUZATU, Gheorghe, op.cit.

<sup>470</sup> SCURTU, Ioan, BUZATU, Gheorghe, op.cit., p.120.

<sup>471</sup> MIKÓ, Imre, op.cit., p.18.

<sup>472</sup> SCURTU, Ioan, BUZATU, Gheorghe, op.cit.,p.120.

<sup>473</sup> Il est très probable qu'il s'agit du même parti.

<sup>474</sup> Sur les 509.

<sup>475</sup> SCURTU, Ioan, BUZATU, Gheorghe, op.cit., pp.120–121 et BODOCAN, Voicu, *Etnie, confesiune și comportament electoral în Transilvania, Studiu geografic*, Presa universitară clujeană, 2001, p.102.

ont également gagné des places: le groupement des Saxons transylvains (8 députés) et le groupement swab (6 députés et 3 sénateurs).<sup>476</sup>

Les élections suivantes ont eu lieu le 25–27 mai 1920 en Grande Roumanie, selon les mêmes lois électorales<sup>477</sup>. Cette fois-ci, aucun parti ou groupe qui aurait pu être lié à la minorité hongroise n'a gagné de sièges.<sup>478</sup> Par contre, le groupement allemand a obtenu dix sièges de députés et deux de sénateurs.<sup>479</sup>

Le 4 juin 1920, la Hongrie signe le traité de Trianon qui, entre autres, régularise au niveau du droit international la situation de la Transylvanie. Le traité de Trianon est important non seulement pour la Hongrie et les minorités hongroises, mais aussi pour la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie. La Hongrie perd 67 % de son territoire, dont 36,4 % en faveur de la Roumanie et elle perd également 30 % de la population d'ethnie hongroise<sup>480</sup>.

En même temps, la population pluriethnique de la Hongrie, qui, en 1910, comptait 46% d'autres nationalités que celle Hongroise, est réduite à 7,9 % de minorités en 1930. En revanche, après la Conférence de Paix, le territoire de la Roumanie s'est agrandi de 111,4 %. La Roumanie a reçu de la Hongrie un territoire de 103.093 km<sup>2</sup>, avec une population de 5.257.467 habitants, dont 31,6 % étaient des Hongrois. En même temps, la Roumanie a reçu un nombre important de minorités: si avant la guerre sa population comprenait seulement 8 % de non-roumains, après la Conférence de Paix, elle en avait à peu près 30 %.<sup>481</sup> En somme, après 1920, plus de trois millions d'Hongrois sont devenus des citoyens des États successeurs.

### 4.3. Les partis hongrois: 1920–1922

Nous n'avons pas l'intention d'aborder l'histoire politique de la Roumanie entre 1920–1922, mais, pour comprendre l'émergence des partis de la minorité hongroise il faut remémorer trois aspects de cette période. D'abord, l'État roumain doit gérer l'après-guerre.

La situation du pays était difficile, par exemple: « perte de 300.000 hommes, épuisement des stocks de céréales en 1919, production industrielle qui n'atteint plus que 20 à 25% de ces capacités d'avant-guerre. Les chemins de fer sont gravement

<sup>476</sup> SCURTU, Ioan, ALEXANDRESCU, Ion, BULEI Ion, MAMINA, Ion, STOICA, Stan, *Enciclopedia partidelor politice din România 1859–2003*, Meronia, 2003, p.304.

<sup>477</sup> On a modifié la magnitude des circonscriptions. PREDA, Cristian, op.cit., p.81.

<sup>478</sup> PREDA, Cristian, op.cit., pp.134–137 et SCURTU, Ioan, BUZATU, Gheorghe, op.cit., p.127.

<sup>479</sup> SCURTU Ioan, ALEXANDRESCU Ion, BULEI Ion, MAMINA Ion, STOICA, Stan, op.cit., p.304.

<sup>480</sup> Au total, 58 % de sa population.

<sup>481</sup> HITCHINS, Keith, *Romania 1866–1947*, Bucuresti, Humanitas, 1998, pp.290–291 et ORMOS, Mária, *Magyarország a két világháború korában 1914–1945*, Csokonai Kiado, Debrecen, 1998, p.82.



atteints: le parc de locomotives se réduit à 265 et le réseau est inadapté aux circuits commerciaux unitaires: la Transylvanie est orienté vers Budapest plutôt que vers Bucarest, le réseau de Bessarabie se tourne vers Odessa plutôt que vers Braila et Galatz ».<sup>482</sup>

Ensuite, l'État doit gérer l'unification du Royaume de Roumanie avec les nouvelles provinces. Le pays qui en 1919 a eu une surface de 296.000 km<sup>2</sup> a reçu suite aux traités de paix d'après la Grande Guerre une surface de 156.000 km<sup>2</sup>. La population a augmenté de 8.500.000 de personnes<sup>483</sup>, les plus grandes minorités étant les Hongrois (9,3%), les Juifs (5,3%), les Ukrainiens (4,7%) et les Allemands (4,3%).<sup>484</sup> Cette unification ne signifie pas seulement une unification des lois, une nouvelle constitution, mais la construction de l'État-nation roumain. Cette construction devait se faire dans un contexte dans lequel les provinces de la « Grande Roumanie » venaient avec des traditions différentes, avec des « histoires » différentes. De plus, le nouveau Royaume a incorporé un grand pourcentage de minorités.

Enfin, nous devons mentionner les réformes agraires. Ces réformes qui ont été promises par le gouvernement romain en 1917 ont eu lieu en 1918 et en 1921. Les lois étaient différentes pour les provinces « par exemple la législation de la Transylvanie et de la Bessarabie a été plus radicale que de celle du vieux Royaume de Roumanie et de Bucovine ».<sup>485</sup>

Suite aux réformes agraires « la classe des grands propriétaires hongrois et les nombreuses institutions hongroises, surtout les Églises, ont vu leur domaines, et, par conséquent, leur pouvoir économique et leurs activités sociales et culturelles, drastiquement réduits ».<sup>486</sup>

La question de « l'application jugée sélective de la réforme agraire de 1919 qui spolierait en priorité les propriétaires hongrois »<sup>487</sup> a été présentée dans le cadre de la SDN aussi.

Selon le mémoire roumain adressé à l'SDN « le gouvernement royal ne pouvait pas être rendu responsable du fait que la majeure partie des grandes propriétés de Transylvanie avaient été d'origine magyare ».<sup>488</sup>

Une autre question importante a été la question des Églises et de l'enseignement<sup>489</sup>. Ces questions se sont posées dans le contexte où « c'est autour de la relation nation-orthodoxie, du rapport que l'État établit avec l'Église et avec la royauté – dans la

<sup>482</sup> DURANDIN, Catherine, *Histoire des Roumains*, Fayard, 1995, pp.240–241.

<sup>483</sup> Elle a eu une population de 16.250.000.

<sup>484</sup> HITCHINS, Keith, op.cit., pp.290–291.

<sup>485</sup> HITCHINS, Keith, op.cit., p.345.

<sup>486</sup> HITCHINS, Keith, op.cit., pp.347–348.

<sup>487</sup> DURANDIN, Catherine, op.cit., p.256.

<sup>488</sup> Ibidem.

<sup>489</sup> Voir notre chapitre sur la question de l'enseignement en langue hongroise.

mesure où le roi, baptisé orthodoxe, est le protecteur de l'Église – que s'affirme l'unité d'une identité historique et spirituelle roumaine ».<sup>490</sup>

En ce qui concerne la minorité hongroise, ses élites ont commencé à s'organiser au niveau politique après le traité de Trianon.<sup>491</sup> Les années de passivité étaient dues, selon les historiens, au choc causé par le changement du statut de la Transylvanie, et, par conséquent, du statut des Hongrois, au manque d'informations<sup>492</sup> et à « la foi irréaliste qu'à la Conférence de la Paix les grands pouvoirs prendraient une décision favorable à la Hongrie ».<sup>493</sup>

La question qui s'est posée au moment de l'organisation des élites politiques était double: d'une part, quelle forme devrait prendre l'organisation politique de la minorité hongroise. D'autre part, on a posé la question de l'attitude qui devrait être adoptée envers l'État roumain.

En ce qui concerne l'attitude envers l'État roumain il y avait deux courants. D'une part il y avait ceux qui mettaient l'accent sur le traité sur les minorités et qui voulaient gagner l'opinion publique internationale pour la cause des Hongrois.<sup>494</sup> Dans l'opinion de Mikó, « leur politique était l'accentuation des choses négatives ».<sup>495</sup> L'une des figures centrales était Grandpierre Emile et de ce groupe faisaient partie surtout les ex-fonctionnaires hongrois.<sup>496</sup> D'autre part, nous retrouvons ceux qui voulaient s'intégrer dans les nouveaux cadres et qui demandaient l'autonomie pour la Transylvanie et pour les Sicules. Ce groupe comprenait « la nouvelle génération moins enracinée dans la vieille Hongrie ».<sup>497</sup>

En ce qui concerne l'organisation au début des années 20, il y avait trois options. La première était l'adhésion à la *Ligue des droits de l'homme*. Mais « la ligue était en train de se former à cette époque-là et, par la suite, par son travail, a démontré qu'elle n'était pas une cadre appropriée pour la lutte des nationalités ».<sup>498</sup> La deuxième option était la création d'un parti. Mais, « contre cette manière de s'organiser

<sup>490</sup> DURANDIN, Catherine, op.cit., p.258.

<sup>491</sup> Notre but dans cette thèse n'est pas de présenter la situation de la minorité hongroise de Roumanie entre les deux guerres. Cette question mériterait à elle seule une thèse. Pour cette question il est utile de lire, du côté des Hongrois, les livres BIRO, Sándor, *Kisebbségben és többségben Románok és magyarok 1867–1940*, Pro-Print, Csíkszereda, 2002 et DIOSZEGI, László, SÜLE Andrea (ed.), *Helven év, A romániai magyarság története 1919–1989*, Magyarságkutató Intézet, Budapest, 1990.

Du côté roumain, voir par exemple SCURTU, Ioan, BUZATU, Gheorghe, op.cit.

<sup>492</sup> Par exemple, une grande partie des fonctionnaires n'ont pas voulu prêter serment à l'État roumain dans cette période (jusqu'au traité de Trianon); par conséquent, ils ont été demis.

<sup>493</sup> DIOSZEGI, László, SÜLE, Andrea (ed.), *Helven év, A romániai magyarság története 1919–1989*, Magyarságkutató Intézet, Budapest, 1990, p.38.

<sup>494</sup> MIKÓ, Imre, op.cit., p. 21.

<sup>495</sup> Ibidem.

<sup>496</sup> Ibidem.

<sup>497</sup> Ibidem.

<sup>498</sup> MIKÓ, Imre, op.cit. p.19.

il y avait l'état de siège et l'interdiction de rassemblement » et « le danger que les vieilles contradictions partisans ne réapparaissent ».<sup>499</sup> La troisième forme était l'alliance car, selon Mikó, « le traité sur les minorités, même si prudemment a produit une nouvelle personne de droit public par l'intermédiaire des concepts de minorité et de sujet des droits minoritaires, accordait le droit de s'organiser ».<sup>500</sup> Nous pouvons voir comment, dans l'argumentation de Mikó, les contraintes externes et internes de la communauté hongroise ont donné naissance en 9 janvier 1921 à la « *section de Cluj del' Alliance hongroise* ».<sup>501</sup>

La même année, en juin, à Huedin, un Parti hongrois est apparu, *le Parti populaire hongrois*<sup>502</sup> qui était « seulement l'organisation des Hongrois de Kalotaszeg ».<sup>503</sup> Le président était l'avocat Albrecht Lajos et le secrétaire, le renommé architecte et écrivain Kós Károly.<sup>504</sup> En juillet 1921, la *section du Cluj-Napoca del' Alliance hongroise et le Parti populaire hongrois* ont formé l'*Alliance hongroise*.<sup>505</sup> Selon le statut, « tous les Hongrois de Roumanie, comme une minorité unifiée et identique, s'unissent dans une organisation politique générale et unificatrice qui a comme but la représentation de tous les Hongrois de Roumanie comme une minorité unie ».<sup>506</sup>

Nous pouvons observer la volonté d'englober tous les Hongrois de Roumanie dans une seule organisation. La structure de l'Alliance était la suivante: l'assemblée générale, le comité central, les comités locaux, les commissions et les sections. Membre de l'Alliance pouvait devenir toute personne âgée d'au moins vingt ans. Le président était le comte Jósika Samu, le président exécutif Haller Gusztáv, les vice-présidents Ugron István, Grandpierre Emile, le comte Béldy Kálmán, dr. Ferenczy Géza, Albrecht Lajos et le secrétaire Kós Károly.

Du comité central faisait partie les représentants des églises hongroises aussi. L'Alliance hongroise est suspendue par l'État le 30 octobre 1921.<sup>507</sup>

Après la suspension de l'Alliance hongroise, le Parti populaire hongrois recommence son activité. En plus, le 12 février 1922 se forme à Cluj *le Parti national hongrois*<sup>508</sup> pour « compenser le Parti populaire hongrois ».<sup>509</sup> Le gouvernement

<sup>499</sup> Nous pouvons remarquer que c'est en 1920 que les craintes de nos jours sont apparues, qu'une forme de parti posera la question de l'idéologie et cela ne permettrait pas qu'il y ait un seul parti qui représentent les Hongrois.

<sup>500</sup> MIKÓ, Imre, op.cit., p. 19.

<sup>501</sup> Magyar Szövetség kolozsvári tagozata – en hongrois. MIKÓ, Imre, op.cit., p. 19.

<sup>502</sup> Magyar Néppárt – en hongrois.

<sup>503</sup> DIÓSZEGI, László, SÜLE, Andrea (ed.), op.cit., p.38.

<sup>504</sup> MIKÓ, Imre, op.cit., p.23.

<sup>505</sup> Magyar Szövetség – en hongrois. MIKÓ, Imre, op.cit., p.23.

<sup>506</sup> MIKÓ, Imre, op.cit., p.24.

<sup>507</sup> MIKÓ, Imre, op.cit., pp.24–25.

<sup>508</sup> Magyar Nemzeti Párt – en hongrois.

<sup>509</sup> MIKÓ, Imre, op.cit., p.26.

roumain permet le fonctionnement de l'Alliance hongroise pour la période des élections de mars 1922.<sup>510</sup> Avant les élections il y a donc deux partis et une organisation qui représentaient la minorité hongroise de Roumanie. Mais les partis ont participé ensemble aux élections.<sup>511</sup>

Les élections de 1922 ont été organisées selon les mêmes décrets-lois de 1919<sup>512</sup>. Les élections étaient organisées par le gouvernement de Ion I.C. Brătianu<sup>513</sup> qui, après son investiture comme Premier ministre a dissolu le parlement. Son but était l'obtention de deux tiers des sièges pour pouvoir passer la nouvelle constitution.<sup>514</sup>

Selon l'historien roumain « la campagne électorale était marquée par de nombreuses illégalités »; « comme les partis de l'opposition ont critiqué très durement le gouvernement, jusqu'à la calomnie, les autorités de l'ordre sont intervenues avec énergie et elles ont empêché leurs rencontres avec les électeurs et ont dispersé les assemblés électoraux ».<sup>515</sup>

Mikó décrit les préjudices portés aux Hongrois dans l'organisation de ces élections parmi lesquelles: « là où il était possible, on a ajouté des communes roumaines aux circonscriptions hongroises; les Hongrois ont été oubliés des listes électoraux; les recommandations hongroises étaient refusées pour des motifs impossibles, par exemple, les signatures étaient à l'encre de couleurs différentes ».<sup>516</sup>

Aux élections pour la Chambre des députés de mars, un seul représentant hongrois a gagné le siège de député tandis qu'aux élections pour le Sénat seulement deux représentants ont gagné. Lors des élections supplémentaires encore deux représentants ont été élus pour la Chambre et encore un représentant pour le Sénat.

---

<sup>510</sup> Ibidem.

<sup>511</sup> Ibidem.

<sup>512</sup> Modifié en 1920. On a modifié la magnitude des circonscriptions. PREDA, Cristian, op.cit., p.81.

<sup>513</sup> Membre marquant du Parti libéral, plusieurs fois président du Conseil des Ministres (27 décembre 1908 – 4 mars 1909, 4 mars 1909 – 28 décembre 1910, 4 janvier 1914 – 11 décembre 1916, 11 décembre 1916 – 26 janvier 1918, 29 novembre 1918 – 12 septembre 1919, 19 janvier 1922 – 27 mars 1926, 22 juin – 24 novembre 1927). Il est l'homme politique qui « après le mort du Roi Carol (27 septembre 1914) a assumé la responsabilité de la politique externe et a négocié pendant deux années le Traité d'alliance avec l'Entente, mettant comme condition à l'entrée en guerre de la Roumanie l'obtention des garanties que la Roumanie recevrait la Transylvanie, la Bucovine et le Banat ». Il est le chef de la délégation roumaine à la Conférence de la paix. Brătianu, ne voulant pas signer l'accord sur les minorités, a quitté la conférence. Sous son gouvernement les troupes roumaines ont occupé Budapest. Sous son gouvernement le Parlement roumain a adopté en 1923 une nouvelle constitution. In NICOLESCU C. Nicolae, *Şefii de stat şi de guvern al României 1859–2003, mică enciclopedie*, Meronia, 2003, pp. 214–232.

<sup>514</sup> SCURTU, Ioan, BUZATU, Gheorghe, op.cit., pp.145–146.

<sup>515</sup> SCURTU, Ioan, BUZATU, Gheorghe, op.cit., p.146.

<sup>516</sup> MIKÓ, Imre, op.cit., pp.26–27.

Au total, les Hongrois étaient représentés par trois députés et trois sénateurs<sup>517</sup>. Par contre, les Allemands ont participé aux élections de 1922 dans un cartel avec le parti gouvernemental, le Parti national-libéral.<sup>518</sup>

Après les élections, les autorités roumaines ont interdit encore une fois l'Alliance hongroise « en informant confidentiellement sa présidence qu'elles ne pouvaient pas la reconnaître dans sa forme d'association qui rassemblait les Hongrois, mais que les autorités ne soulèveraient pas d'objections si elle se formait comme alliance des partis politiques ». <sup>519</sup> Par suite, le 5 août, le Parti national hongrois s'est constitué et il a déclaré sa volonté d'alliance avec le Parti populaire hongrois. L'Alliance hongroise a modifié son statut « selon la volonté du gouvernement » mais « elle a réaffirmé sa volonté de représenter la personnalité du droit public de la minorité hongroise ». <sup>520</sup> L'Alliance hongroise a été interdite définitivement le 30 octobre 1922. <sup>521</sup> Par conséquent, ils restaient deux partis hongrois: le Parti national hongrois et le Parti populaire hongrois.

Après des négociations, les deux partis se sont mis d'accord pour créer un seul Parti hongrois qui sera fondé à Cluj-Napoca le 28 décembre 1922 sous le nom de *Parti hongrois*<sup>522</sup>.

A la réunion constitutive du Parti hongrois on a élu: le comte Jósika Samu<sup>523</sup> comme président; les vice-présidents; les 23 membres du comité administrateur, tandis que les 68 membres du comité de direction ont été élus par les filiales locales plus tard.

<sup>517</sup> Il y avait encore un nombre changeant de sénateurs hongrois car les évêques étaient membres de droit du Sénat car l'État reconnaissait un évêque pour chaque confession. SCURTU, Ioan, BUZATU, Gheorghe, op.cit., pp.101–102.

<sup>518</sup> SCURTU, Ioan, BUZATU, Gheorghe, op.cit., p.147.

<sup>519</sup> MIKÓ, Imre, op.cit., p.39.

<sup>520</sup> Ibidem.

<sup>521</sup> DIÓSZEGI, László, SÜLE, Andrea (ed.), op.cit., p.38.

<sup>522</sup> En réalité, il faudrait traduire son le nom comme Parti national hongrois. Nous ne pouvons pas traduire exactement les noms des partis en français. En hongrois, il y a une différence entre le Parti national hongrois appelé *Magyar Nemzeti Párt*, où le mot « nemzeti » signifie la nation formée en février 1922 et le Parti national hongrois formé en décembre 1922, appelé *Országos Magyar Párt*, où le mot « országos » signifie « au niveau de tout le pays ». Afin d'éviter les confusions, nous utiliserons le nom de Parti hongrois, nom qui est utilisé par les historiens roumains également. On doit mentionner aussi que lors de sa fondation à Cluj, on utilisait le nom de Parti hongrois MIKÓ, Imre, op.cit., p.41.

<sup>523</sup> « Né à Salzbürg le 23 août 1848, mort à Cluj le 4 juin 1923, politicien du parti libéral, ministre, grand propriétaire de terres. Entre 1885–1888 il a été préfet du département du Cluj, après 1888, président de l'Association économique de Transylvanie et du Statut des catholiques de Transylvanie. Il a été député à partir de 1891 et ministre administratif d'État de l'intérieur en 1893. Il démissionne en 1894, lors des débats sur la politique ecclésiastique. Dans le gouvernement de Bánffy entre 1895–1898 il est ministre de l'entourage du Roi. Il devient vice-président de la Chambre de l'ordre hongrois en 1910, puis son président en 1912. Après 1919 il a déménagé à ses propriétés en Transylvanie. Il est président du Parti hongrois jusqu'à sa mort. » in Kenyeres Ágnes (éd.), *Magyar életrajzi lexikon*, CD-ROM,

Conformément à la résolution exposée, « nous voulions bâtir notre vie minoritaire sur les décisions d'Alba Iulia<sup>524</sup>, le traité des minorités. Nous sommes une communauté reconnue par les lois internationales et le droit public. Le principe du Parti hongrois ne peut être autre que de construire nos droits minoritaires dans le cadre de l'état unitaire et jusqu'à leur réalisation l'utilisation de tous les instruments légaux pour la protection de notre race, notre culture et notre capital général national ». <sup>525</sup>

La plupart de ceux qui ont été élus au sein du Parti hongrois ont fait partie aussi de la vie politique hongroise d'avant le traité de Trianon. Par exemple « le président était le dernier président de chambre de l'ordre hongrois », il y avait aussi parmi les vice-présidents un ex-ambassadeur de la Monarchie, deux ex-députés, un régisseur, les ex-maires des deux villes importantes de Transylvanie<sup>526</sup>, etc. Selon Mikó « à côté de l'aristocratie, la classe moyenne et une partie des artisans, le peuple hongrois participait à la vie partisane seulement en tant qu'électorat. Les ouvrières se soumettaient aux tendances internationales et, par conséquent, ils étaient éloignés des luttes politiques hongroises ». <sup>527</sup>

## 4.4. Les années du Parti hongrois 1922–1938

### 4.4.1. Courte présentation historique de la Roumanie entre 1922–1938

Nous ne pouvons pas analyser le Parti hongrois sans présenter brièvement le contexte général dans lequel il a évolué. Notre but est d'encadrer l'étude de la représentation politique des Hongrois de Roumanie et non pas de faire une histoire politique de la Roumanie.

Du point de vue des systèmes électoraux, cette période de l'après-guerre peut être divisée en deux sous-intervalles<sup>528</sup>. Pendant le premier intervalle, entre 1917–1926, il y a trois lois électorales en Roumanie: le décret-loi de novembre 1918 pour

<sup>524</sup> Le 1 décembre 1918, une assemblée populaire proclame à Alba-Iulia l'union de la Transylvanie avec le Royaume de Roumanie. Les décisions prises par cette assemblée seront un document auquel tant le Parti hongrois que l'ADHR (après 1989) se réfèrent. Parmi ces décisions on retrouve certains des principes de base qui régissent l'organisation de l'État roumain: « Liberté nationale totale pour les peuples qui vivent ensemble. Chaque peuple a le droit à son éducation et à son gouvernement propre dans sa langue, avec sa propre administration, par des personnes élues de ses rangs. Égalité de droit et autonomie confessionnelle pour toutes les confessions de l'État. ». Les décisions d'Alba Iulia in MIKÓ, Imre, op.cit., pp.265–267.

<sup>525</sup> MIKÓ, Imre, op.cit., p.40.

<sup>526</sup> Cluj-Napoca et Târgu-Mureș.

<sup>527</sup> MIKÓ, Imre, op.cit., p.42.

<sup>528</sup> Voir par exemple chez PREDA, Cristian, *România postcomunistă și România interbelică*, Universitatea din București Institutul de Cercetări Politice, Editura Meridiane, 2002, p.64.

le Vieux-Royaume de Roumaine et pour la Bessarabie; le décret-loi d'août 1919 pour la Bucovine; la loi électorale pour la Transylvanie d'août 1919.<sup>529</sup>

Le principe du vote universel a été introduit dans la constitution en 1917<sup>530</sup>, mais les femmes étaient exclues du vote. Il y a plusieurs différences entre les trois lois; nous en mentionnons seulement deux.<sup>531</sup>

D'abord, il y a des différences concernant le système de vote: au Vieux-Royaume de Roumaine et en Bessarabie il y a eu un système proportionnel pour la Chambre des députés<sup>532</sup>, tandis que le Sénat a été composé par les sénateurs de droit et les sénateurs élus sur la base du principe de la majorité relative<sup>533</sup>; en Bucovine on a eu « une combinaison de scrutin majoritaire (en 23 circonscriptions uninominales) et des scrutins proportionnels plurinominaux dans une seule circonscription »<sup>534</sup>; en Transylvanie la plupart des circonscriptions sont uninominales tant pour la Chambre des députés que pour le Sénat, sauf quatre villes où on utilise le système proportionnel<sup>535</sup> pour la Chambre.

Ensuite, le vote a été obligatoire au Vieux-Royaume, en Bessarabie et en Bucovine, mais pas en Transylvanie.<sup>536</sup> Selon Cristian Preda les scrutins de la période 1919–1922 ont un « caractère fort régional et local ». <sup>537</sup> Les élections de 1919, 1920 et 1922 se sont déroulées conformément à ces trois lois électorales.<sup>538</sup>

Pendant la deuxième période, 1926–1938, une seule loi électorale est adoptée pour tout le Royaume de Roumanie. Cet intervalle est nommé par Preda « la décennie de la prime majoritaire ». <sup>539</sup> Le procédé de la prime majoritaire a été emprunté de la loi électorale italienne de 1923. Elle a eu comme but « la fortification du gouvernement ». Selon l'historien Sorin Radu, « les législatifs roumains ont été préoccupés plutôt par la consolidation du pouvoir exécutif que par l'assurance d'une représentation correcte de l'opinion publique ». <sup>540</sup>

<sup>529</sup> RADU, Sorin, *Modernizarea sistemului electoral din România (1866–1937)*, Iași, Institutul European, 2005, pp.153–177.

<sup>530</sup> PREDA, Cristian, *România postcomunistă și...*, op.cit., p.63.

<sup>531</sup> Qui sont importantes pour notre démarche. Pour une analyse plus détaillée, voir les livres déjà cités de Preda et de Radu.

<sup>532</sup> PREDA, Cristian, *România postcomunistă și...*, p.65.

<sup>533</sup> PREDA, Cristian, *România postcomunistă și...*, p.66 et SOARE, Sorina, *Analyse de l'émergence et du développement des partis et du système des partis politiques en Roumanie depuis 1989*, thèse soutenue à l'Université Libre de Bruxelles, en 2003, p.247.

<sup>534</sup> PREDA, Cristian, *România postcomunistă și...*, p.73.

<sup>535</sup> Ibidem., p.78.

<sup>536</sup> Ibidem., p.65; p.75; p.77.

<sup>537</sup> Ibidem., p.81.

<sup>538</sup> Ibidem., p.65.

<sup>539</sup> Ibidem., p.81.

<sup>540</sup> RADU, Sorin, op.cit., p.209.

Après le couronnement de Ferdinand I<sup>er</sup> en octobre 1922 en tant que roi du Royaume de Roumanie, les libéraux ont fait adopter une nouvelle constitution en mars 1923.

Cette constitution définissait la Roumanie comme « un État national, unitaire et indivisible »<sup>541</sup>. À part la minorité hongroise que nous analysons, les autres minorités ont aussi formé leurs organisations. Dans un premier temps, 1918–1921, les Allemands ont été représentés par plusieurs partis: le Parti des Saxons; le Parti national des Saxons; le Parti souabe; le Parti national souab. Tandis que dans un deuxième temps, après 1921, les Allemands sont représentés par un seul parti, le Parti allemand de Roumanie. Le Parti allemand a participé à toutes les élections parlementaires en cartel avec le parti au gouvernement, la seule exception étant celle de 1927.<sup>542</sup>

En ce qui concerne les Juifs, leur situation a été différente. Selon les provinces (la Transylvanie, le Vieux-Royaume de Roumanie) il y avait des Juifs de langue différente (roumain, hongrois). Selon Voicu Bodocan « on n'a pas de données sur l'existence des formations politiques juives en Transylvanie ».<sup>543</sup> Une grande partie des organisations juives pensait que les juifs devaient participer aux élections sur les listes des partis roumains. Par contre, on trouve des organisations qui n'ont pas été d'accord, par exemple, le Bloc juif en 1920 et le Groupe juif nationaliste démocrate en 1922 ont déposé des listes séparées.<sup>544</sup>

Selon Sorina Soare, nous pouvons voir dans la période de l'entre-deux-guerres des « tendances à une organisation politique valorisant la distinction entre les partis de la majorité ethnique, à savoir les partis nationaux ou les partis roumains, et les partis des autres minorités, qui restent périphériques par leur message et leur poids électoral ».<sup>545</sup>

Pour l'historien Keith Hitchins, « le principal problème de la vie politique roumaine pendant l'entre-deux-guerres a été la confrontation entre la démocratie et l'autoritarisme ».<sup>546</sup> Les gouvernements de l'entre-deux-guerres ont été constitués selon le même scénario: le gouvernement démissionne puis le roi accorde le droit de former un nouveau gouvernement à l'un des deux grands partis<sup>547</sup> qui, après son

<sup>541</sup> Le premier article de la constitution. SCURTU, Ioan, BUZATU, Gheorghe, op.cit., p.152.

<sup>542</sup> On retrouve une alliance avec le Parti hongrois. BODOCAN, Voicu, *Etnie, confesiune și comportament electoral în Transilvania, Studiu geografic*, Presa universitară clujeană, 2001, p.104.

<sup>543</sup> BODOCAN, Voicu, op.cit., p.105.

<sup>544</sup> Ibidem.

<sup>545</sup> SOARE, Sorina, op.cit., p.247.

<sup>546</sup> HITCHINS, Keith, op.cit., p.373.

<sup>547</sup> Le Parti national-libéral, le Parti national-paysan.



investiture, organise les élections et les gagne d'habitude.<sup>548</sup> Dans cette pratique, la figure centrale était le roi. Nous pouvons observer une différence importante dans les traitements des partis par les deux rois de la période analysée. Le roi Ferdinand, mort en 1927, « a lié le sort de la dynastie au pouvoir du parti libéral », <sup>549</sup> tandis que son prédécesseur, Charles I, a essayé d'alterner les deux grands partis. Par contre, le roi Charles II « a transformé la Couronne dans un instrument de la destruction des partis politiques » qu'il considérait « comme le principal appui du système parlementaire qu'il voulait détruire ». <sup>550</sup> Les années trente sont marquées par « le déclin général des institutions démocratiques ». <sup>551</sup>

Le mouvement légionnaire d'après 1933 est toléré par le régime. Charles II a instauré la dictature royale en 1938 et la nouvelle constitution de février 1938 « établissait que les fonctions que les partis politiques ont eu pendant le vieux régime parlementaire sont incompatibles avec le nouvel ordre ». <sup>552</sup>

#### 4.4.2. La structure du Parti hongrois

Il est encore impossible de faire une véritable analyse dans l'esprit des théories des partis politiques du Parti hongrois. Comme nous l'avons déjà mentionné, il y a très peu de sources et d'analyses relatives aux partis hongrois entre les deux guerres, et la plupart de ceux existant font parties des recherches historiques. Étant donné que l'objet de notre thèse n'est pas une monographie du Parti hongrois, nous avons seulement reconstitué les principales caractéristiques du Parti hongrois. <sup>553</sup>

Les documents du Parti hongrois nous montrent sept réunions du parti durant lesquelles la composition des différents organes du parti a changé. <sup>554</sup> Dans la plu-

<sup>548</sup> HITCHINS, Keith, op.cit., pp.380–381. Selon Cristian Preda „ le gouvernement a gagné huit sur dix fois les élections qu'il a organisé et il est resté au gouvernement ». PREDÁ, Cristian, *România post-comunistă și...*, op.cit., p.105.

<sup>549</sup> HITCHINS, Keith, op.cit., p.381.

<sup>550</sup> Ibidem.

<sup>551</sup> HITCHINS, Keith, op.cit., p.410.

<sup>552</sup> HITCHINS, Keith, op.cit., p.415.

<sup>553</sup> Pour faire cette reconstruction on s'est basé surtout sur le livre de MIKÓ, Imre, Huszonkét év, Az erdélyi magyarság politikai története, 1918.dec.1-től, 1940.aug.30-ig, Optimum; GYÖRGY, Béla (éd.), Iratok a Romániai Országos Magyar Párt történetéhez 1, Pro-Print Erdélyi Múzeum Egyesület, 2003; SCURTU, Ioan, BUZATU, Gheorghe, Istoria Românilor în Secolul XX (1918–1948), Paideia, 1999; BODOCAN, Voicu, Etnie, confesiune și comportament electoral în Transilvania, Studiu geografic, Presa universitară clujeană, 2001; PREDÁ, Cristian, România postcomunistă și România interbelică, Editura Meridiane, București, 2002. BÍRÓ, Sándor, Kisebbségben és többségben Románok és magyarok 1867–1940, Pro-Print, 2002 ; DIÓSZEGI, László, SÜLE, Andrea (ed.), Hetven év, A romániai magyarság története 1919–1989, Magyarságkutató Intézet, Budapest, 1990.

<sup>554</sup> Les dates de ces réunions ont été: le 28 décembre 1922, Cluj<sup>554</sup>, le 14 décembre 1924, Brașov; le 9–10 octobre 1926, Gheorgheni; le 14 octobre 1928, Odorheiu-Secuiesc; le 26 octobre 1930, Satu-Mare; le 1–2 juillet 1933, Târgu-Mureș; le 3–4 septembre 1937, Sfântu-Gheorghe.

part du temps le président du parti était un homme ayant un titre nobiliaire. À la fondation, le rôle du président a été assumé par le baron Jósika Samu « respecté par tous les Hongrois, par conséquent il a pu unir les différents courants »<sup>555</sup>. Après sa mort le président est devenu Ugron István entre 1923–1926. De 1926 jusqu'à l'interdiction du parti, le président du Parti hongrois était le comte dr. Bethlen György. En regardant les listes des personnes membres dans les structures du Parti hongrois nous voyons que dans les organes dirigeants<sup>556</sup> il y a eu jusqu'à quatre comtes et barons.

Nous pouvons aussi observer qu'au moins 50% des personnes intégrées dans la structure du Parti ont eu un titre doctoral pendant la période de 1922–1937.<sup>557</sup>

La structure du Parti hongrois s'est définie durant les deux premières années, entre 1922–1924. Différents facteurs ont rendu difficile ce processus. Par exemple, il fallait demander le permis des autorités civiles et militaires roumaines pour tenir une réunion des dirigeants. De plus, il fallait « tenir les réunions dans leur<sup>558</sup> présence », ce qui rendait difficile l'organisation dans le territoire.<sup>559</sup> Durant les deux premières années le Parti hongrois consistait essentiellement de la commission d'administration qui tenait généralement une séance par mois.<sup>560</sup> Dans cet intervalle le Parti hongrois a réussi à se procurer un siège permanent à Cluj-Napoca.

Le mode de travail des différents organes du parti a été réglementé lors de la réunion de Braşov en 1924. Selon les statuts y adoptés il y avait deux types de membres dans la commission d'administration centrale. D'une part, les membres de droit: le président et les vice-présidents du parti; les sénateurs de droit des églises hongroises; les députés et les sénateurs élus; les huit membres du conseil présidentiel; un membre délégué par chaque organisation locale. D'autre part, cinquante membres élus par l'assemblée générale dont au moins la moitié devait vivre à la campagne.

La commission d'administration a été « l'organe principal du parti pour les tâches politiques »<sup>561</sup>. La commission d'administration était obligée de tenir au moins quatre réunions par année qui devaient avoir lieu ordinairement à Cluj-Napoca.<sup>562</sup>

<sup>555</sup> GYÖRGY, Béla (éd.), *Iratok a Romániai Országos Magyar Párt történetéhez 1–2*, Pro-Print Erdélyi Múzeum Egyesület, 2003, p.13.

<sup>556</sup> Sans la commission de l'administration, parmi les vice-présidents, dans le conseil présidentiel.

<sup>557</sup> Nous pensons aux personnes qui détenaient une fonction dans cette structure. Nous avons fait cette analyse selon les documents du parti apparus dans GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit. Nous avons compté les différents titres au moment des sept réunions du Parti hongrois. On n'a pas pu prendre en compte les éventuels changements entre les deux réunions.

<sup>558</sup> Des autorités civiles et militaires.

<sup>559</sup> GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit., p.14.

<sup>560</sup> Ibidem.

<sup>561</sup> GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit., p.17.

<sup>562</sup> Ibidem.

Le même statut réglementait le conseil présidentiel aussi, dont les membres étaient: le président et les vice-présidents; le président du groupe parlementaire; huit membres élus par la commission d'administration dont au moins la moitié devait provenir de la campagne. Le conseil présidentiel préparait les réunions de la commission d'administration et exécutait ses résolutions. En plus, dans l'absence de la commission et sur l'autorisation de celle-ci, le conseil présidentiel assumait le travail de la commission.<sup>563</sup>

Dans les grandes lignes la structure du parti se stabilise durant la période 1926–1928 de la manière suivante: président, vice-président exécutif, vice-présidents, secrétaire général, procureur, cassier, contrôleurs, conseil présidentiel, commission d'administration, assemblée générale. Selon le statut modifié en 1928, on considérait comme « membres du Parti hongrois ... tous les citoyens (hommes et femmes) d'un caractère irréprochable qui se déclare Hongrois soit par leur origine soit par leur culture ».<sup>564</sup>

#### 4.4.3. Les buts et les principes du Parti hongrois

Le programme, adopté par le Parti hongrois lors de sa constitution à Cluj en 1922, résume en huit points les revendications du parti. Premièrement, on demandait conformément aux résolutions d'Alba Iulia et aux traités signés après la Grande Guerre, la reconnaissance de « la minorité nationale formée par les citoyens de langue maternelle hongroise » comme sujet de droit public. On demande aussi d'assurer dans la constitution l'autonomie de toutes les minorités, « selon laquelle chaque nation est administrée dans sa langue par ses fils, ayant une administration publique et une justice propre »<sup>565</sup>. En plus, on demandait le droit de vote pour les femmes.<sup>566</sup>

Deuxièmement, on sollicitait la « restauration de l'autonomie/de l'auto-administration municipale et la décentralisation de l'administration publique »<sup>567</sup>. Troisièmement, on demandait l'assurance de l'indépendance de la justice. Quatrièmement, on demandait l'assurance de la liberté de conscience et de la religion. On exigeait aussi le droit des Églises de fonder des établissements scolaires à tous les niveaux dans la langue d'enseignement de leur choix. En plus, on demandait de garantir l'égalité entre les différentes Églises.<sup>568</sup> Cinquièmement, on sollicitait la protection du droit de propriété. On demandait aussi que les propriétés ayant un but scolaire et

<sup>563</sup> GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit., p.18.

<sup>564</sup> Le statut du Parti hongrois in MIKÓ, Imre, op.cit., p.54.

<sup>565</sup> Ibidem.

<sup>566</sup> Nous avons remarqué que dans le programme du Parti hongrois on utilise des mots comme 'nous voulons', 'nous demandons', 'nous exigeons'.

<sup>567</sup> Le programme du Parti hongrois in MIKÓ, Imre, op.cit., p.272.

<sup>568</sup> Le programme du Parti hongrois in MIKÓ, Imre, op.cit., p.273.

ecclésiastique ou qui appartenait à une fondation ne soient pas visées par la réforme foncière.<sup>569</sup>

Sixièmement, dans le programme on sollicitait le droit à la grève, la liberté du commerce et de l'industrie et un système fiscal progressif.<sup>570</sup> Septièmement, on demandait la réglementation du service militaire « avec un service effectif de maximum trois mois (...) et l'assurance de la langue maternelle comme langue de service ».<sup>571</sup> Huitièmement, on sollicitait l'assurance de la liberté personnelle, le droit d'association et de rassemblement.<sup>572</sup>

Nous savons que « la présidence a modelé à fur et à mesure sa stratégie ».<sup>573</sup> Le Parti hongrois a présenté de nombreux mémorandums et de nombreuses protestations contre les mesures prises par le gouvernement roumain. Ces protestations ont été soumises « aux autorités supérieures, on a informé le Premier ministre sur les problèmes des Hongrois et on a présenté un mémorandum au roi en ce qui concernait l'enseignement ».<sup>574</sup>

Le Parti a protesté par exemple contre:

- La proposition de loi du gouvernement sur l'enseignement qui « dans la forme connue montrait une tendance de dépouiller les minorités de leur qualité de peuple »<sup>575</sup>.
- Les articles « de certains journaux roumains qui [...] ameutaient contre la nationalité hongroise sans qu'une seule poursuite judiciaire ait été ouverte contre eux, tandis que la censure entravait toute communication des journaux sur les préjudices de la minorité hongroise ».<sup>576</sup>
- Les mesures qui rendaient impossible la construction des églises et les réunions des institutions ecclésiastiques<sup>577</sup>.
- Le fait que dans certains établissements scolaires les parents des élèves qui allaient dans une école primaire étatique étaient obligés de « coudre le costume national roumain et les enfants étaient obligés de le porter ».<sup>578</sup>

Des plaintes concernant les problèmes des Hongrois de Roumanie ont été adressées aussi à la Société des Nations. Au total, entre 1918–1940 il y eu 57 plaintes

---

<sup>569</sup> Ibidem. pp.237–274.

<sup>570</sup> Ibidem.

<sup>571</sup> Ibidem.

<sup>572</sup> Ibidem.

<sup>573</sup> GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit., p.15.

<sup>574</sup> Ibidem.

<sup>575</sup> La résolution du Parti hongrois le 24 avril 1924 in GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit., p.49.

<sup>576</sup> La résolution du Parti hongrois le 13 novembre 1934 in GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit., p.176.

<sup>577</sup> Ibidem.

<sup>578</sup> Le procès-verbal de la réunion de la commission d'administration de 15 juin 1935 in GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit., p.191.

présentées par: des non-Hongrois (deux); des sources non-officielles de la Hongrie (six); les autorités de la Hongrie (cinq); des personnes appartenant à la minorité hongroise de Roumanie (dix-sept); des églises de la minorité hongroise de Roumanie (deux); le Parti hongrois (quinze). Nous savons que le conseil d'administration du Parti hongrois a habilité la présidence de « transmettre les réclamations à la Société des Nations » seulement en 1928.<sup>579</sup>

#### 4.4.4. Les résultats électoraux du Parti hongrois

La Constitution de la Grande Roumanie a été adoptée en 1923, l'unification administrative du pays s'est faite en 1925 et en 1926 on a adopté une nouvelle loi électorale. Selon la Constitution les membres de la Chambre des députés devaient être élus par « vote universel, égal, direct, obligatoire et secret, la base de la représentation des minorités<sup>580</sup> ». <sup>581</sup> Pour pouvoir être élue, la personne devait avoir atteint 25 ans. Le Sénat se composait des membres élus et des membres de droit. Les membres de droit étaient: l'héritier du trône<sup>582</sup>; les métropolitains; les évêques orthodoxes et gréco-catholiques<sup>583</sup>; « les têtes des confessions reconnues par l'État (une pour chaque confession) élues ou nommées conformément aux lois du pays et qui représentaient un nombre plus grand de 200.000 croyants »<sup>584</sup>; le représentant religieux des musulmans du Royaume<sup>585</sup>.

Les sénateurs devaient avoir atteint 40 et ils étaient élus par des collèges formés par: les membres des conseils départementaux et locaux<sup>586</sup>, les membres de la chambre de commerce, d'industrie et de travail<sup>587</sup>, les professeurs d'université<sup>588</sup>.

<sup>579</sup> Le procès-verbal de la réunion de la commission d'administration de 13 octobre 1928 in GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit., p.126.

<sup>580</sup> Selon George Alexianu cité par Preda in PREDA, Cristian, *România postcommunistă și România interbelică*, Editura Meridiane, Bucarest, 2002, pp.81–82 « la représentation de la minorité est une expression avec un contenu très large car « elle comprenait la possibilité d'adopter des systèmes différents de représentation, parmi lesquels un pouvait être celui de la représentation proportionnelle. La Constituante, sans l'avouer directement s'est déclarée contre le principe de la représentation proportionnelle, mais a laissé la possibilité d'introduire ce principe ».

<sup>581</sup> MURARU, Ioan, IANCU, Gheorghe (ed), *Constituțiile României, Texte, note, prezentare comparativă*, Regia Autonomă Monitorul Oficial, 1995, p.72.

<sup>582</sup> Après son 18<sup>ème</sup> anniversaire. Mais « il n'aurait pas le vote délibératif qu'après avoir accompli 25 ans ». MURARU, Ioan, IANCU, Gheorghe (ed), op.cit., p.73.

<sup>583</sup> La Constitution dit « les évêques orthodoxes et gréco-catholiques élus conformément aux lois du pays ». MURARU, Ioan, IANCU, Gheorghe (ed), op.cit., p.73.

<sup>584</sup> Ibidem.

<sup>585</sup> On nomme le Vieux Royaume de Roumanie ou le Royaume ou le *Regat* en roumain, les territoires de Roumanie d'avant 1918.

<sup>586</sup> Ils élisaient un sénateur pour chaque département.

<sup>587</sup> Ils élisaient un sénateur pour chaque « catégorie et circonscription électorale. (...) Le nombre de ces circonscriptions sont établies par la loi électorale mais ne peut dépasser six ». MURARU Ioan, IANCU Gheorghe (ed), op.cit., p.72.

La loi électorale adoptée en mars 1926 a été valable pour la période 1926–1937. Comme l’a remarqué Preda, « elle a eu le mérite incontestable d’instituer un régime électoral unique pour l’État roumain ».<sup>589</sup>

Pour les élections législatives de 1926 le Parti hongrois a conclu un accord électoral<sup>590</sup> avec le parti qui était au gouvernement, le Parti du peuple<sup>591</sup> du général Averescu<sup>592</sup>. Dans ces conditions le Parti hongrois a envoyé 15 députés et 12 sénateurs au Parlement.<sup>593</sup> Le Parti allemand a conclu un cartel avec le Parti du peuple aussi. Par conséquent il a envoyé huit personnes à la Chambre des députés.<sup>594</sup>

Le groupe parlementaire du Parti hongrois de 1926 a été la plus nombreuse dans l’entre-deux-guerres.<sup>595</sup> Selon Mikó Imre, « dans le groupe parlementaire hongrois a été représentée l’ancienne garde, mais on a élu également des représentants de valeur de la génération de guerre ».<sup>596</sup> Dans le premier groupe parlementaire du Parti hongrois on retrouve entre autres le comte Bethlen György, président du parti, dr. Weisz Sándor, « le premier représentant juif du parti », plusieurs avocats, un ex vice-maire, un baron, deux comtes<sup>597</sup>, un prêtre réformé, un ancien professeur universitaire, un prêtre catholique, un propriétaire foncier, etc. Un des députés Bernády

<sup>588</sup> Chaque université a élu un sénateur. MURARU, Ioan, IANCU, Gheorghe (ed), op.cit., pp.72–73.

<sup>589</sup> PREDA, Cristian, op.cit., p.88.

<sup>590</sup> Voir dans le sous-chapitre suivant les causes des accords électoraux du Parti hongrois.

<sup>591</sup> Le Parti populaire est fondé le 3 avril 1918 à Iasi autour du général Averescu par « l’initiative des officiers supérieurs et des politiciens qui ont quitté le Parti conservateur ». Jusqu’en 1920 il s’appelait Ligue du peuple. Une grande partie de ses adhérents étaient des paysans. Ses buts étaient: la réforme agraire, « la réforme électorale par l’octroi du vote universel direct, secret et obligatoire »; la décentralisation administrative; etc. Le parti a été dissous en 1938 quand, par décret royal, tous les partis politiques ont été dissous. Le général Averescu est mort en octobre 1938, « c’est pourquoi le Parti populaire a cessé définitivement son existence ». Le Parti populaire a été au gouvernement et son président a été le chef du Conseil des ministres entre 29 janvier – 27 février 1918, 13 mars 1920 – 13 décembre 1921 et 30 mars 1926 – 4 juin 1927. in SCURTU Ioan, ALEXANDRESCU, Ion, BULEI, Ion, MAMINA, Ion, STOICA, Stan, *Enciclopedia partidelor politice din România 1859–2003*, Meronia, 2003, pp.117–119.

<sup>592</sup> Alexandru Averescu a été le président du Conseil des ministres entre 29 janvier – 27 février 1918, 13 mars 1920 – 13 décembre 1921 et 30 mars 1926 – 4 juin 1927. Il a été le commandant du corps 1 de l’armée roumaine entre 1914–1916 et de la seconde armée entre 1916–1918. Il a été également plusieurs fois ministre dans différents gouvernements (ministre de guerre entre 1907–1909, ministre de l’intérieur, ministre de l’industrie et du commerce, ministre des finances). Pendant son gouvernement la Roumanie a signé le traité de Trianon (qui lui a valu la Transylvanie) et le traité de Paris (qui reconnaissait l’union de la Bessarabie avec la Roumanie). « Suite à l’initiative de son ministre des affaires étrangères on a créé la Petite entente et la Roumanie a signé des traités d’amitié avec la France et l’Italie et le Concordat avec le Vatican ». NICOLESCU, C. Nicolae, op.cit., pp.237–238.

<sup>593</sup> MIKÓ, Imre, op.cit., p.60.

<sup>594</sup> SCURTU, Ioan, BUZATU, Gheorghe, op.cit., p. 169.

<sup>595</sup> MIKÓ, Imre, op.cit., p.61.

<sup>596</sup> Ibidem.

<sup>597</sup> Y compris le président du parti.

György<sup>598</sup> a été membre de la Chambre des députés depuis 1922, tandis que le sénateur Barabás Béla était un ancien député du Parti de l'indépendance.<sup>599</sup> Environ 58% des sénateurs et 85% députés du Parti hongrois ont eu un titre doctoral<sup>600</sup>. Le chef du parti<sup>601</sup> est devenu le chef du groupe parlementaire.

Les députés et les sénateurs du Parti hongrois ont pris la parole environ 35 fois dans le Parlement entre les élections de 1926–1927. Ils ont traité des sujets comme: le refus des accusations d'irrégentisme<sup>602</sup>; la protestation contre le contrôle intensifié des institutions financières minoritaires<sup>603</sup>; le subside ecclésiastique<sup>604</sup>; l'augmentation de l'impôt sur la terre et la maison<sup>605</sup>; le budget<sup>606</sup>; « la décision des voies ferrées qui interdit à leurs employés de parler dans les langues minoritaires »<sup>607</sup>. Selon Mikó, « pendant le gouvernement d'une année d'Averescu notre groupe parlementaire a montré devant le Parlement toutes les doléances des Hongrois, ils sont intervenus à toutes les initiatives législatives qui nous ont concernés. »<sup>608</sup> Le Parti hongrois n'a introduit aucune plainte à la Société des Nations entre 1926–1930. Ils ont également « répété plusieurs fois dans le Parlement leur volonté de résoudre les problèmes des Hongrois à l'intérieur du pays ».<sup>609</sup>

Pour les élections législatives de juillet 1927, le Parti hongrois a conclu un accord avec la minorité allemande. Les politiciens hongrois qui n'ont pas été d'accord avec cette décision ont ranimé le Parti national hongrois<sup>610</sup>, mais il n'a pas participé aux élections.<sup>611</sup> Selon les représentants du Parti hongrois, les élections ont été fraudées en faveur des libéraux.<sup>612</sup> Les historiens roumains mentionnent eux aussi des irrégularités comme par exemple: le chef des gendarmes a convoqué les commandants

<sup>598</sup> « Née à Bethlen le 10 avril 1864 mort à Târgu-Mureș le 22 octobre 1938 politicien de la ville, maire. Il a suivi l'université à Budapest et à Cluj. Après le diplôme de pharmacien il a obtenu un diplôme de droit aussi. En 1896 il est devenu député de Târgu-Mureș dans le parlement hongrois où il proposait un programme libéral. Il a été maire de la ville entre 1900–1912 et 1926–29. Son nom est lié à l'organisation moderne du centre de la ville, l'introduction du gaz et de l'électricité. ». in Kenyeres Ágnes, op.cit.

<sup>599</sup> MIKÓ, Imre, op.cit., pp.61–63.

<sup>600</sup> Étant données la période dont on parle et les données partielles qu'on a réussi de recueillir, il est très possible que les personnes désignées par un titre doctoral soient des avocats.

<sup>601</sup> GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit., p.21.

<sup>602</sup> Le premier juillet 1926. GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit., p.383.

<sup>603</sup> Le 2 décembre 1926. GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit., p.384.

<sup>604</sup> Le 18 décembre 1926. GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit., p.384.

<sup>605</sup> Le 19 décembre 1926. GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit., p.384.

<sup>606</sup> Le 20 décembre 1926. GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit., p.384.

<sup>607</sup> Le 24 février 1927. GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit., p.385.

<sup>608</sup> MIKÓ, Imre, op.cit., p.64.

<sup>609</sup> Ibidem.

<sup>610</sup> Voir dans le sous-chapitre suivant.

<sup>611</sup> MIKÓ, Imre, op.cit., p.72.

<sup>612</sup> MIKÓ, Imre, op.cit., p.73.

en leur disant que le Roi veut que les libéraux gagnent les élections; les hommes engagés par le gouvernement ont empêché la propagande des partis d'opposition.<sup>613</sup> Les élections ont été gagnées par les libéraux, le groupe formé par les Hongrois et les Allemands a été le troisième. Le Parti hongrois a reçu huit sièges des députés et un de sénateur. Parmi les sept députés il y avait un seul nouveau élu, avocat, tandis que le sénateur a été membre du Parlement dans la législature précédente aussi.<sup>614</sup>

Les parlementaires du Parti hongrois ont pris la parole environ 45 fois, sur des sujets comme: la loi sur le registre de l'état-civil<sup>615</sup>; le budget<sup>616</sup>; la loi sur l'organisation de la justice<sup>617</sup>; opposition à « la poursuite de la langue hongroise »<sup>618</sup>; l'initiative législative regardant les religions<sup>619</sup>; l'initiative législative sur la culture<sup>620</sup>; les initiatives législatives sur l'éducation scolaire<sup>621</sup>.

Le groupe parlementaire a été incorporé dans le statut du Parti hongrois lors de l'assemblée générale du parti tenue le 14 octobre 1928. Il a été défini comme le groupe formé par les députés et les sénateurs du Parti. Il est intéressant de noter que le président du parti a été le président du groupe aussi, même dans le cas où il ne faisait pas partie du Parlement.<sup>622</sup>

Selon le statut, un parlementaire du Parti hongrois ne peut pas « initier des négociations, conclure des accords sans le consentement préalable de la présidence du Parti, du conseil présidentiel ou du conseil d'administration ». <sup>623</sup> A côté du groupe parlementaire le statut prévoit l'existence d'un bureau du Parti hongrois.<sup>624</sup> Toutefois, le groupe parlementaire du Parti hongrois existait à partir du 24 juin 1926.<sup>625</sup> Les procès-verbaux du groupe parlementaire<sup>626</sup> nous montrent : la désignation des députés et des sénateurs pour parler sur un sujet/initiative législative donnée; les sujets débattus par les parlementaires; les problèmes, les préjudices des Hongrois de Roumanie. Ces procès-verbaux mentionnent aussi le fait, selon les décisions du groupe, les prises de paroles dans le Parlement devaient être annoncées d'avance<sup>627</sup>; le membre

<sup>613</sup> SCURTU, Ioan, BUZATU, Gheorghe, op.cit., p.178.

<sup>614</sup> MIKÓ, Imre, op.cit., pp.73–74.

<sup>615</sup> Le 10 décembre 1927. GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit.,p.386.

<sup>616</sup> Le 16 décembre 1927. GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit.,p.386.

<sup>617</sup> Le 3 février 1928. GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit.,p.386.

<sup>618</sup> Le 27 février 1928. GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit.,p.387.

<sup>619</sup> Plusieurs fois. GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit.,p.387.

<sup>620</sup> Ibidem.

<sup>621</sup> Le 3 avril 1928. GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit.,p.387.

<sup>622</sup> Le statut du Parti hongrois cité in GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit.,p.21.

<sup>623</sup> Ibidem.

<sup>624</sup> Ibidem.

<sup>625</sup> GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit.,p.20.

<sup>626</sup> Pour le période 1926–1937 in GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit., pp.259–381.

<sup>627</sup> Les procès-verbaux du groupe in GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit.,p.264.



du groupe qui partait de Bucarest durant les sessions devait aviser le président<sup>628</sup>; les réunions du groupe étaient fermées et les communiqués pour la presse étaient écrits par la présidence<sup>629</sup>.

Les élections législatives de 1928 ont été les premières pendant lesquelles le Parti hongrois a participé seul, sans conclure des alliances électorales. Nous avons reconstitué plusieurs raisons de cette décision. D'une part, la personnalité du président du Parti hongrois, le comte Bethlen, « qui de cette manière a tenu à l'écart les Hongrois des luttes politiques des Roumains ». <sup>630</sup> D'autre part, Maniu<sup>631</sup>, Premier ministre, le président du Parti national-paysan, a déclaré « que les élections vont être libres et que lui personnellement trouvait naturel que les Hongrois votent le Parti hongrois ». <sup>632</sup> Il ne faut pas non plus oublier le fait que le Parti hongrois a eu l'expérience de l'accord conclu avec le général Averescu, accord dont la partie relative aux résolutions des demandes des Hongrois n'a pas été respectée.

Dans les élections qui sont considérées comme « les plus démocratiques » <sup>633</sup> de l'entre-deux-guerres le Parti hongrois a obtenu seize sièges de députés et six de sénateurs. <sup>634</sup>

Avec ces résultats, le Parti hongrois est devenu le deuxième parti du Parlement. Le Parti allemand a participé aux élections en cartel avec le Parti national paysan en recevant ainsi neuf sièges de députés. <sup>635</sup>

<sup>628</sup> Ibidem, p.298.

<sup>629</sup> Ibidem, p.297.

<sup>630</sup> MIKÓ, Imre, op.cit., p.85.

<sup>631</sup> Iuliu Maniu a été le président du Conseil des ministres entre 10 novembre 1928 – 7 juin 1930, 13 juin – 8 octobre 1930, 20 octobre 1932 – 12 janvier 1933. Il a été le président du Parti national roumain entre 1919–1926. Il a été également « président de l'intérieur du Conseil dirigeant (1918–1920), qualité dans laquelle il s'est occupé avec l'instauration de l'administration roumaine sur le territoire de la Transylvanie ». in NICOLESCU C. Nicolae, op.cit., pp.260–274.

<sup>632</sup> MIKÓ, Imre, op.cit., p.86.

<sup>633</sup> HITCHINS Keith, *România 1866–1947*, Humanitas, 1998, p.408 ou « dans la campagne électorale l'appareil de l'État est peu intervenu, donc ces élections ont été véritablement libres » SCURTU, Ioan, BUZATU, Gheorghe, op.cit., p.195.

<sup>634</sup> La plupart des sources sont d'accord pour dire que le Parti hongrois a obtenu 16 mandats de députés; voir par exemple MIKÓ, Imre, op.cit., p.87, ou PREDA, Cristian, op.cit., p.140 ou DIOSZEGI, László, SÜLE, Andrea (ed.), op.cit., p.41. Par contre selon SCURTU, Ioan, BUZATU, Gheorghe, op.cit., p.195 le Parti hongrois a reçu seulement 13 mandats de députés. En plus, selon la même source le Parti national-paysan a conclu un accord avec le Parti populaire hongrois, le Parti social-démocrate et le Parti allemand (SCURTU, Ioan, BUZATU, Gheorghe, op.cit., p.194). Par la suite de cet accord le Parti populaire hongrois aurait reçu 2 mandats (SCURTU, Ioan, BUZATU, Gheorghe, op.cit., p.196). Par contre, selon PREDA, Cristian, op.cit., p.140, le Parti national-paysan a conclu un accord seulement avec le Parti social-démocrate et le Parti allemand. Nous jugeons que 16 mandats pour le Parti hongrois est une donnée plausible. MIKÓ Imre (op.cit., p.87) nous donne les noms de 16 députés du Parti hongrois et il mentionne aussi les noms de deux membres du Parti populaire hongrois qui ont participé sur les listes du Parti national-paysan aux élections, un pour le Sénat, l'autre pour la Chambre des députés.

Jusqu'aux élections suivantes (juin 1931) les parlementaires du parti ont pris la parole environ deux cents fois sur des sujets comme: la loi sur les chambres de l'industrie<sup>636</sup>; le pacte Briand-Kellog<sup>637</sup>; la réforme de l'administration des biens étatiques<sup>638</sup>; les renvois des fonctionnaires minoritaires<sup>639</sup>; les doléances des cheminots<sup>640</sup>; la loi sur l'administration publique<sup>641</sup>; le budget<sup>642</sup>; les brutalités des gendarmes dans le département d'Háromszék<sup>643</sup>; la loi sur le recensement<sup>644</sup>.

À toutes les élections déroulées entre 1928–1937, le Parti hongrois a participé seul. Lors des élections législatives de juin 1931, le parti a gagné dix mandats de députés et deux de sénateurs.<sup>645</sup>

Lors des élections de 1931, le Parti allemand a participé de nouveau dans un cartel électoral avec le « gouvernement de l'union nationale ».<sup>646</sup>

Nous pouvons aussi voir le Parti juif qui se forme en mai 1932 et gagné quatre sièges de députés.<sup>647</sup>

Dans les élections de juillet 1932, le Parti hongrois a reçu quatorze mandats de député et trois mandats de sénateur.<sup>648</sup> Le Parti juif a obtenu cinq mandats de députés.<sup>649</sup> Le Parti hongrois a obtenu huit places de députés et trois de sénateurs lors des élections de décembre 1933<sup>650</sup>. Le Parti allemand a participé de nouveau en cartel avec le Parti national-libéral obtenant huit sièges de députés et trois de sénateurs.<sup>651</sup> Par contre, le Parti juif a participé aux élections sans obtenir des mandats.<sup>652</sup>

Dans les élections de décembre 1937 le Parti hongrois a gagné dix-neuf sièges de députés<sup>653</sup>. Le nouveau Parlement n'a pas tenu sa séance de constitution car le

<sup>635</sup> Dans le cartel avec le Parti national-paysan il y a eu le Parti populaire hongrois qui a reçu deux mandats de députés. SCURTU, Ioan, BUZATU, Gheorghe, op.cit., p.196.

<sup>636</sup> Le 21 janvier 1929. GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit., p.388.

<sup>637</sup> Le 14 février 1929. GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit., p.388.

<sup>638</sup> Le 27 février 1929. GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit., p.388.

<sup>639</sup> Le 29 mars 1929. GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit., p.389.

<sup>640</sup> Le 15 avril 1929. GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit., p.389.

<sup>641</sup> Le 16 juillet 1929. GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit., p.392.

<sup>642</sup> Le 19 décembre 1929. GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit., p.393.

<sup>643</sup> Le 20 décembre. 1929. GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit., p.393.

<sup>644</sup> Le 28 février 1930. GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit., p.394.

<sup>645</sup> Selon l'historien Hitchins « la vie politique des années 30 a été ombragé par le déclin général des institutions démocratiques. » HITCHINS Keith, op.cit., p.410.

<sup>646</sup> SCURTU, Ioan, BUZATU, Gheorghe, op.cit., p.234.

<sup>647</sup> SCURTU, Ioan, BUZATU, Gheorghe, op.cit., p.235.

<sup>648</sup> MIKÓ, Imre, op.cit., p.127.

<sup>649</sup> SCURTU, Ioan, BUZATU, Gheorghe, op.cit., p.250.

<sup>650</sup> MIKÓ, Imre, op.cit., p.141.

<sup>651</sup> SCURTU, Ioan, BUZATU, Gheorghe, op.cit., p.277.

<sup>652</sup> SCURTU, Ioan, BUZATU, Gheorghe, op.cit., p.280.

<sup>653</sup> Étant donné qu'au premier scrutin il n'y a pas eu de parti qui ait gagné plus de 40% des voix nécessaires pour la prime électorale, le mode de répartition des voix a changé aussi. MIKÓ, Imre, op.cit., pp.195–197.

gouvernement nommé par le Roi a dissous le Parlement.<sup>654</sup> Les partis ont été dissous par le Roi le 30 mars 1938<sup>655</sup>.

Entre 1931–1937 les parlementaires du Parti hongrois ont pris la parole environ 250 fois. Ils ont parlé des initiatives législatives et des atteintes portées aux Hongrois.<sup>656</sup>

#### **4.4.5. Les désaccords internes du Parti hongrois. Les relations du Parti hongrois avec les partis roumains. Les autres formations représentant les Hongrois de Roumanie.**

Comme nous l'avons déjà montré<sup>657</sup>, le Parti hongrois s'est formé par l'union du Parti national hongrois et le Parti populaire hongrois en 1922. Nous avons également vu<sup>658</sup> les deux courants en ce qui concerne l'attitude qui devait être adoptée envers l'État roumain. En juillet 1923, le président du Parti hongrois qui a réalisé l'intégration des différents courants, est mort. En même temps, il est devenu évident d'une part, que les trois députés et sénateurs du Parti hongrois ne pouvaient pas contrecarrer les réglementations parlementaires contraires aux intérêts des Hongrois<sup>659</sup>. D'autre part, le gouvernement a pris différentes mesures qui contrevenaient aux intérêts de la minorité hongroise. Il est devenu donc évident que le Parti hongrois avait besoin d'alliés. Il y avait deux possibilités: une coalition avec les libéraux qui étaient au gouvernement ou avec le Parti du peuple d'Averescu. Chacune de ces alternatives a été appuyée par des membres marquants du Parti hongrois<sup>660</sup>.

Les deux partis roumains avaient besoin des votes des électeurs hongrois pour réussir à gagner en Transylvanie ainsi que pour gagner le plus de voix qui, avec la prime électorale, signifiaient la formation du gouvernement.<sup>661</sup>

Les négociations ont commencé avec le Parti du peuple<sup>662</sup> dans le plus grand secret.

<sup>654</sup> MIKO, Imre, *op.cit.*, pp.198–199.

<sup>655</sup> HITCHINS Keith, *op.cit.*, p.415.

<sup>656</sup> GYÖRGY, Béla (éd.), *op.cit.*, pp.397–412.

<sup>657</sup> Voir le sous-chapitre sur les partis hongrois 1920–1922.

<sup>658</sup> Voir le sous-chapitre sur les partis hongrois 1920–1922.

<sup>659</sup> Ou, comme le dit MIKO, Imre, *op.cit.*, p.48 « les espoirs liés à l'efficacité de la lutte parlementaire ne se sont pas réalisés ».

<sup>660</sup> Bernády pour les libéraux et Sándor József pour le Parti du Peuple.

<sup>661</sup> Voir SCURTU, Ioan, BUZATU, Gheorghe, *op.cit.*, p.168 et MIKO, Imre, *op.cit.*, p.48. Selon MIKO la première proposition est venue de la part du parti d'Averescu.

<sup>662</sup> Les motifs du commencement des négociations avec Averescu ont été, selon MIKO, Imre, les suivants: Le gouvernement libéral a pris des mesures négatives pour les Hongrois. Par contre, d'une part Averescu a été un personnage positif pour les Hongrois (son ministre a fait possible que les dirigeants des Églises Hongroises prêtent le serment à l'État roumain (de la sorte, les Églises hongroises, très importantes dans la vie de la communauté, ont pu suivre leur travail après 1920). D'autre part, Averescu a fait une proposition au Parti hongrois. MIKO, Imre, *op.cit.*, p.48.

Seulement sept personnes de la présidence du Parti hongrois ont participé aux pourparlers d'une manière ou d'une autre. Le pacte a été signé le 31 octobre à Bucarest par cinq représentants du Parti hongrois<sup>663</sup> et trois représentants du Parti du peuple, incluant le général Averescu<sup>664</sup>. Ce pacte aurait dû concéder aux Hongrois<sup>665</sup> : que la nomenclature électorale soit complétée avec toutes les personnes appartenant à la minorité hongroise et ayant le droit de voter; l'assurance de l'autonomie des églises hongroises<sup>666</sup>; le droit des minorités d'avoir des institutions d'enseignement à tous les niveaux; la restitution des biens des fondations et des associations qui ont été pris illégalement; que dans les villes et communes où les Hongrois vivaient dans une proportion d'au moins 25% les noms des localités et des rues soit écrits en hongrois aussi; l'usage de la langue hongroise dans l'administration publique; « qu'il soit permis l'usage des couleurs rouge-blanc-vert en même temps que les emblèmes de l'État roumain »<sup>667</sup>. En revanche, le Parti hongrois aurait appuyé pendant les élections les candidats du Parti du peuple<sup>668</sup> dans des circonscriptions définies et « les députés et les sénateurs des deux partis formeront un seul groupe parlementaire »<sup>669</sup>.

En avril 1924, après une déclaration du ministre des minorités Tătărescu<sup>670</sup>, il y a eu plusieurs débats dans la commission d'administration du Parti hongrois sur les relations du parti avec les partis roumains. Lors de ces réunions la commission d'administration a pris plusieurs décisions relatives à ce sujet. Dans la décision du 14 avril 1924 le Parti hongrois a défini de la manière suivante sa place dans la vie politique roumaine et les relations qu'il voulait avoir avec les partis politiques roumains : « En premier lieu, la commission d'administration constate que les Hongrois de Roumanie, depuis qu'ils se sont organisés ont essayé d'établir avec la vie publique roumaine des relations stables. C'est pourquoi, au début de 1922, a commencé une activité politique (...) La commission d'administration constate que la pensée de

<sup>663</sup> Le président du parti n'a pas été présent.

<sup>664</sup> Averescu a signé plus tard en novembre. Ce pacte est connu comme *le pacte de Ciucea* car « le 25 novembre Goga a invité au déjeuner les signataires du pacte dans son château à Ciucea où Averescu a signé aussi. Le pacte a été fait en secret (...) Mais le déjeuner n'a pas pu être tenu en secret parce que l'opinion publique l'a su; au moment où, après des années, le pacte a été rendu publique, le nom du *pacte de Ciucea* est resté ». MIKO, Imre, MIKO, Imre, op.cit., pp.47–49 et « Kisebbségpolitika-pártpolitika-paktumpolitika GYARFAS, Elemér Az első kísérlet, Az Averescu-paktum előzményei, megkötésének, indokai, szövege, módosításai, következményei, felbomlása és tanulságai; GYARFAS Elemér Kiegészítések, illetőleg helyesbítés a ciuceai paktumot ismertető cikkemhez; BERNADY György Megjegyzések az „Első kísérlet”-hez; GYARFAS Elemér Válaszom Bernády György barátomnak » in *Magyar Kisebbség*, vol.2–3, 1999.

<sup>665</sup> Le pacte de Ciucea in MIKO, Imre, op.cit., pp.274–284.

<sup>666</sup> Catholique, réformé et unitaire.

<sup>667</sup> Le pacte de Ciucea in MIKO, Imre, op.cit., p.284

<sup>668</sup> Ibidem, p.276.

<sup>669</sup> Ibidem, p.275.

<sup>670</sup> Membre du gouvernement libéral.

base du travail du Parti hongrois est la création d'un climat de compréhension, de paix et de collaboration entre le peuple hongrois et roumain ».<sup>671</sup>

Pendant la réunion de 24 mai 1924 la commission d'administration a décidé « qu'elle prend acte de la volonté de négociation du ministre Tătărescu, elle envoie une commission de cinq membres et pour l'instant ajourne son assemblée générale de Braşov ».<sup>672</sup>

Nous pouvons saisir l'importance des négociations avec le Parti national-libéral<sup>673</sup> pour le Parti hongrois du fait que l'assemblée générale de Braşov a été tenue en décembre 1924 au lieu de juin 1924.<sup>674</sup> Les négociations avec les libéraux<sup>675</sup> ont abouti à un cartel électoral pour les élections locales de 1926. Avant la signature de l'accord avec les libéraux, le président du Parti hongrois a résilié le contrat avec le Parti du peuple.<sup>676</sup>

Il faut mentionner qu'il y avait un groupe dans le Parti hongrois qui a été pour une alliance électorale avec le Parti national roumain<sup>677</sup>. Il est intéressant de voir qu'un accord avec ce parti a été rejeté par plusieurs personnes au motif que le Parti national était un parti régional, donc, il n'était pas possible qu'il forme seul le gouvernement. Selon le vice-président du Parti hongrois, le comte Bethlen György, « le Parti national est populaire devant les Hongrois et les Allemands mais étant donné le fait qu'il est régional il ne peut pas arriver seul au gouvernement qu'avec le Parti paysan du Royaume<sup>678</sup>, avec lequel il y a déjà un pacte et ce Parti paysan

<sup>671</sup> Les procès-verbaux du Parti hongrois in GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit., pp.46–47.

<sup>672</sup> Les procès-verbaux du Parti hongrois in GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit., p.56.

<sup>673</sup> On ne doit pas oublier que le Parti national-libéral a été le principal parti en Roumanie, le parti qui a unifié le pays, le parti de Ion I.C. Brătianu. 1918–1928 « a été une décennie de domination libérale qui a été au pouvoir pour six ans et demie mais qui a gouverné par des intermédiaires aussi; le seul gouvernement qui s'est formé contre la volonté de Ion I.C. Brătianu a été celui d'Alexandru Vaida-Voevod qui ne s'est maintenu que trois mois ». Entre 1928–1938 les libéraux et les paysans « ont été au gouvernement environ quatre ans chacun, le reste du période fonctionnant des gouvernements de coalition ». SCURTU, Ioan, BUZATU, Gheorghe, op.cit., p.107.

<sup>674</sup> Ils ont été ajournés précisément à cause de ces négociations. GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit., p.16.

<sup>675</sup> Les négociations ont été menées avec le ministre du commerce et de l'industrie Tancred Constantinescu. MIKÓ, Imre, op.cit., p.56.

<sup>676</sup> MIKÓ, Imre, op.cit., p.56.

<sup>677</sup> Le Parti national roumain de Transylvanie a été fondé en 1881. Jusqu'en 1918 l'objectif principal du Parti a été « l'émancipation nationale des Roumains ». Dans son programme de 1881 on retrouve des demandes comme: l'autonomie de la Transylvanie; « l'introduction de la langue roumaine dans l'administration publique et la justice ». Dans le programme de 1920 on voit des objectifs comme: une nouvelle constitution, la décentralisation, les points de la déclaration d'Alba Iulia. Entre 1919–1926 le chef du parti a été Iuliu Maniu. En octobre 1926 le Parti national roumain de Transylvanie fusionne avec le Parti paysan. Le nouveau parti s'est appelé le Parti national paysan. In SCURTU, Ioan, ALEXANDRESCU, Ion, BULEI, Ion, MAMINA, Ion, STOICA, Stan, op.cit., pp.99–103.

<sup>678</sup> Le Vieux-Royaume de Roumanie.

(...) est un parti plein avec des idées communistes et avec lequel il n'est pas utile que le Parti hongrois collabore ».<sup>679</sup>

Contrairement à ce que le Parti hongrois attendait, à la fin de son mandat le gouvernement libéral a démissionné, mais le roi a nommé comme Premier ministre le général Averescu, le chef du Parti du peuple. C'est donc le Parti du peuple qui a dû organiser les élections et selon les « traditions », les gagner. Le président du Parti hongrois a démissionné. Les motifs invoqués étaient la résiliation du pacte avec le Parti du peuple et la réalisation de ses buts. Le pacte de 1923 entre le Parti du peuple et le Parti hongrois a été transformé dans un cartel électoral et signé le 21 avril 1926.<sup>680</sup>

L'un des courants marquants dans le Parti hongrois a été *le groupe réformateur*. Ce mouvement s'organise dans les années 1926–1927. Parmi les membres notables du groupe on peut énumérer: l'écrivain Krenner Miklós, le comte le comte Bánffy Miklós<sup>681</sup> qui est rentré en Transylvanie en 1926, Toldalagi Mihály, l'écrivain Tabéry Géza, Zima Tibor, Weisz Sándor, etc.<sup>682</sup> Ce groupe était mécontent du fait que: la plupart des dirigeants du Parti hongrois étaient des membres « des classes historiques »<sup>683</sup>; il n'y avait pas d'ouvriers enregistrés dans le parti; l'organisation du parti était trop hiérarchique.

Le groupe réformateur a tenu une réunion en septembre 1926 mais à la réunion de la commission d'administration du Parti hongrois d'octobre plusieurs membres du groupe ont souligné leur volonté de « participer au grand travail commun »<sup>684</sup>. Ils ont également accentué le fait « qu'ils ne voulaient pas dissoudre l'unité »<sup>685</sup> du Parti hongrois. Selon un des leaders des réformateurs « la présidence du Parti hongrois ne reflétait pas exactement la stratification de la nation hongroise »<sup>686</sup>. Ils ont demandé que lors de l'assemblée générale du Parti hongrois de décembre 1926 « six personnes appartenant: aux paysans, aux industriels, aux commerçants, aux intellectuels » soient incluses dans le conseil présidentiel. La demande n'a pas été satisfaite.

<sup>679</sup> Le procès-verbal du conseil présidentiel du 31 octobre 1925 in GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit., p.237.

<sup>680</sup> MIKÓ, Imre, op.cit., pp.59–61.

<sup>681</sup> « Né le 30 décembre 1872 à Cluj, mort en juin 1950 à Budapest. Ecrivain, politicien, ministre des affaires étrangères. Il a fait des études universitaires à Cluj et à Budapest. Il a été le préfet de Cluj entre 1906–1909. Depuis 1901 député (parlement de la Hongrie) avec un programme libéral, en 1910 député avec un programme de 67 sans parti. Plus tard il devient membre du Parti national du travail. Entre 14 avril 1921–10 décembre 1922, ministre des affaires étrangères dans le gouvernement de Bethlen (Hongrie). Il rentre en Transylvanie en 1926. » in Kenyeres Ágnes, op.cit.

<sup>682</sup> MIKÓ, Imre, op.cit., p.66 et GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit., p.19.

<sup>683</sup> MIKÓ, Imre, op.cit., p.66.

<sup>684</sup> Les procès-verbaux du Parti hongrois in GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit., p.83.

<sup>685</sup> Les procès-verbaux du Parti hongrois in GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit., p.84.

<sup>686</sup> KRENNER Miklós (Spectator), *Az erdélyi út (Válogatott írások)*, Múzeumi füzetek 11, Haáz Rezső Kulturális Egyesület, 1995, p.117.

Lors de l'assemblée de décembre dix membres du groupe réformateur sont entrés dans la commission d'administration. Mais les membres du conseil présidentiel n'ont pas changé. Le groupe a essayé de lutter surtout à travers le journal *Keleti Újság*, mais en 1927 le journal a été repris par le Parti hongrois.<sup>687</sup>

Avant les élections de 1927 on pose à nouveau la question: avec qui le Parti hongrois devrait-il signer un accord électoral ? Un partenariat avec le Parti populaire d'Averescu était exclu car, tandis que les prescriptions du cartel passé « ont été satisfaites par les Hongrois, le gouvernement n'a pas réalisé ses promesses »<sup>688</sup>. Le rapport du groupe parlementaire du Parti hongrois soulignait la même chose.<sup>689</sup>

Les procès-verbaux de la commission d'administration du Parti hongrois nous montrent que le président du parti, le comte Bethlen György, a négocié tant avec les partis roumains qu'avec la minorité allemande.<sup>690</sup> Par contre, le groupe des réformateurs et dr. Bernády György soutenait l'alliance avec les libéraux. Ce groupe a initié des pourparlers avec les libéraux.

Dans la séance de la commission d'administration du 27 juin 1927, au moment où on demandait le consentement de la commission pour l'accord électoral avec le Parti allemand<sup>691</sup>, il y a eu une vive discussion entre les deux parties.

Selon le groupe des réformateurs, « le Parti libéral est disposé d'entrer en cartel électoral avec le Parti hongrois, sans signer un accord écrit, mais dans l'atmosphère favorable ils vont adopter une loi sur les minorités ».<sup>692</sup> Parmi les arguments en faveur de la coalition avec les libéraux et contre une entente avec les Allemands ils ont mentionné: l'accord aurait permis un « traitement plus modéré pour notre peuple dans tous les domaines »<sup>693</sup>; les libéraux « tiennent le pouvoir dans leurs mains »<sup>694</sup>; « les Allemands de Transylvanie vont profiter d'une manière égoïste de l'accord »<sup>695</sup>; il y a eu des résultats suite à l'accord conclu avec les libéraux pour les élections locales de 1926.<sup>696</sup>

<sup>687</sup> MIKÓ, Imre, op.cit., pp.66–67.

<sup>688</sup> Le procès-verbal de la commission d'administration du Parti hongrois du 27 mai 1927 in GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit., p.92.

<sup>689</sup> Les procès-verbaux du Parti hongrois in GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit., p.98

<sup>690</sup> Le procès-verbal de la commission d'administration du Parti hongrois du 27 juin 1927 in GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit., p.99.

<sup>691</sup> Le conseil présidentiel l'a approuvé antérieurement.

<sup>692</sup> Le procès-verbal de la commission d'administration du Parti hongrois du 27 juin 1927 in GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit., p.100.

<sup>693</sup> Ibidem.

<sup>694</sup> Ibidem.

<sup>695</sup> Ibidem.

<sup>696</sup> Ibidem.

Après les débats, la commission d'administration a ratifié l'accord électoral conclu avec le Parti allemand<sup>697</sup>. En même temps, ils ont pris une décision<sup>698</sup> selon laquelle « tous ceux qui s'opposaient à la décision de la commission d'administration<sup>699</sup> et soutiennent n'importe quel autre parti ou qui participent sur une autre liste électorale sont considérés comme sortis du Parti hongrois et ils en seront exclus ». <sup>700</sup> A cette réunion, l'un des membres du groupe réformateur a quitté le parti.<sup>701</sup> Il y a eu deux groupes qui n'ont pas été d'accord avec la convention entre le Parti hongrois et le Parti allemand. D'une part, « les renégats »<sup>702</sup> qui lors des élections législatives ont occupé des positions sur la liste des libéraux.

D'autre part, « les dissidents »<sup>703</sup> anciens membres du Parti populaire hongrois qui avec quelques membres du groupe réformateur ont « ressuscité le Parti populaire »<sup>704</sup>.

En 1928, quand le Parti hongrois a abordé seul les élections législatives, le Parti populaire hongrois dans un premier temps a déclaré qu'il se retire en faveur du Parti hongrois. Par contre, dans un deuxième temps le président du Parti populaire a accepté une place sur la liste des sénateurs du Parti national paysan et un autre leader s'est déclaré en faveur « des pactes locaux ».<sup>705</sup>

Les élections locales de 1930 nous montrent l'apparition d'un nouveau group hongrois: le *bloc citoyen démocrate hongrois*<sup>706</sup>. Le contexte est intéressant car d'une part, pour les élections des conseils départementaux le Parti hongrois a conclu dans vingt départements des accords électoraux avec le Parti paysan. Par contre, le Parti hongrois a participé seul aux élections dans quatre départements. D'autre part, pour les élections des conseils des villes, le Parti hongrois a « donné main libre aux sections de s'engager dans la lutte électorale seules, avec les autres minorités ou avec d'autres partis. Ils ont exclu les alliances avec les libéraux et les communistes »<sup>707</sup>. Dans ces conditions est créé à Târgu-Mureș, par Bernády György (qui a quitté le Parti hongrois en 1927<sup>708</sup>, mais qui est revenu après<sup>709</sup>), le Bloc citoyen démocrate hongrois qui a réussi à envoyer sept conseillers dans le conseil de la ville.<sup>710</sup>

<sup>697</sup> Il y a eu quatre voix contre sur environ 82 personnes.

<sup>698</sup> Qui nous donne une idée sur l'ampleur des dissensions dans le Parti hongrois.

<sup>699</sup> Relative à l'accord avec les Allemands.

<sup>700</sup> Le procès-verbal de la commission d'administration du Parti hongrois du 27 juin 1927 in GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit., p.102.

<sup>701</sup> Ibidem.

<sup>702</sup> L'expression appartient à MIKÓ, Imre, op.cit., p.72.

<sup>703</sup> Ibidem.

<sup>704</sup> Ibidem. Le président du Parti est devenu Kecskeméthy István, le président partenaire a été élu Tarnócy Lajos, les vice-présidents Kós Károly et Tabéry Géza. MIKÓ, Imre, op.cit., p.72.

<sup>705</sup> MIKÓ, Imre, op.cit., p.86.

<sup>706</sup> Magyar Polgári Demokrata Blokk – en hongrois.

<sup>707</sup> MIKÓ, Imre, op.cit., p.93.

<sup>708</sup> MIKÓ, Imre, op.cit., p.73.

<sup>709</sup> MIKÓ, Imre, op.cit., p.137



Aux élections parlementaires de 1931 le *Parti démocrate hongrois*<sup>711</sup> a déposé des listes, mais il a obtenu seulement 1431 voix dans une seule circonscription.<sup>712</sup>

Lors des élections de 1932 apparaîtra une autre formation hongroise, *l'Association économique hongroise*<sup>713</sup> qui y participe en cartel électoral avec le Parti national paysan, le Parti allemand et le Parti national de l'Ukraine.<sup>714</sup>

Après les petites formations présentées jusqu'ici en 1934 s'est constituée à Târgu-Mureș *l'Alliance nationale des ouvriers hongrois de Roumanie*<sup>715</sup>. Selon Mikó, même si cette Alliance a eu un « programme d'extrême gauche, il était toléré par les autorités parce qu'il faisait à des occasions précises des déclarations de loyauté ». <sup>716</sup> Cette Alliance a été formée par l'union du *Parti des petits agrariens*<sup>717</sup>, *l'Opposition du Parti hongrois*<sup>718</sup> et l'Union économique des Hongrois.<sup>719</sup> Les buts de l'Alliance ont été: la défense des paysans, « la lutte commune avec les ouvriers roumains pour des causes spécifiques »<sup>720</sup>, « l'utilisation de la langue maternelle dans l'administration, dans la justice et dans les départements avec une majorité hongroise »<sup>721</sup>, « le respect des droits et des libertés spécifiques ». <sup>722</sup>

<sup>710</sup> MIKÓ, Imre, op.cit., p.93–94

<sup>711</sup> Selon SCURTU, Ioan, BUZATU, Gheorghe, op.cit., p.38 « en 1931 s'est formé le Parti indépendant hongrois », tandis que, selon BODOCAN, Voicu, op.cit., p.121 « au Congrès de Odorhei de 1928 (du Parti hongrois) se détache un groupement conduit par Albert István qui forme le Parti indépendant hongrois et qui dépose des listes propre sous le nom de Parti démocrate hongrois en 1931 ».

<sup>712</sup> BODOCAN, Voicu, op.cit., p.121.

<sup>713</sup> Magyar Gazdasági Szövetség – en hongrois. Selon MIKÓ, Imre, op.cit., p.126 « l'Association économique hongroise contenait des personnes qui n'ont pas su se faire prévaloir dans le Parti hongrois et ils essayent avec le parti gouvernemental de toujours de gagner des mandats ». L'association a axé son discours d'une part sur le fait que « la présidence du Parti hongrois était composée de barons et de comtes et ils ne prennent pas en compte les intérêts du peuple ». D'autre part, sur le fait « qu'il faut aider économiquement le peuple ».

<sup>714</sup> MIKÓ, Imre op.cit., p.126 et Ioan, BUZATU Gheorghe, op.cit., p.249.

<sup>715</sup> Le MADOSZ, Magyar Dolgozók Országos Szövetsége en hongrois.

<sup>716</sup> MIKÓ, Imre, op.cit., p.167.

<sup>717</sup> Ce parti s'est formé en 1933 « ayant des adhérents parmi les sicules surtout » in NASTASA, Lucian, SALAT, Levente (ed), *Maghiarii din România și etica minoritară (1920–1940)*, Fundația CRDE, 2003, p.34.

<sup>718</sup> Selon MIKÓ, Imre, op.cit., p.167 « ce petit groupe qui lutte pour des buts d'extrême gauche et qui se disait le défenseur du prolétariat des villes et des villages a attaqué le Parti hongrois d'une manière inaccoutumée dans la vie politique ».

<sup>719</sup> BODOCAN, Voicu, op.cit., p.121.

<sup>720</sup> SCURTU, Ioan, ALEXANDRESCU, Ion, BULEI, Ion, MAMINA, Ion, STOICA, Stan, *Enciclopedia partidelor politice din România 1859–2003*, Meronia, 2003, p.150.

<sup>721</sup> SCURTU, Ioan, BUZATU, Gheorghe, op.cit., p.300.

<sup>722</sup> SCURTU, Ioan, ALEXANDRESCU, Ion, BULEI, Ion, MAMINA, Ion, STOICA, Stan, op.cit., p.150 et SCURTU, Ioan, ALEXANDRESCU, Ion, BULEI, Ion, MAMINA, Ion, STOICA, Stan, op.cit., pp.150–151 et SCURTU, Ioan, BUZATU, Gheorghe, op.cit., p.300 et MIKÓ, Imre, op.cit., p.167 et BODOCAN, Voicu, op.cit., p.121.

<sup>722</sup> SCURTU, Ioan, ALEXANDRESCU, Ion, BULEI, Ion, MAMINA, Ion, STOICA, Stan, op.cit., p.150.

L'Alliance a été influencée par le Parti communiste roumain.<sup>723</sup> En décembre 1935 l'Alliance Nationale des Ouvriers hongrois de Roumanie, le Front des agriculteurs<sup>724</sup>, le Bloc démocratique et le Parti socialiste ont conclu l'accord avec la Front populaire pour la lutte « contre la dictature fasciste, contre la censure, pour le droit d'organisation politique, syndicale et culturelle des ouvriers et des intellectuels ».<sup>725</sup>

L'Alliance nationale des ouvriers hongrois de Roumanie a essayé de prendre des contacts avec le Parti hongrois, mais à cause de l'orientation communiste le Parti a refusé la coopération<sup>726</sup>. Dans la réunion de septembre 1937 de la commission d'administration du Parti hongrois, l'Alliance a pris la décision selon laquelle « la délégation de l'Alliance des ouvriers hongrois de Roumanie ne pouvait pas participer à l'assemblée générale du Parti ».<sup>727</sup>

#### **4.4.6. Les caractéristiques de la représentation des Hongrois entre 1922–1938**

Nous avons pu recenser pour la période de l'entre-deux-guerres environ dix organisations et partis qui ont eu comme objectives la représentation d'une partie ou de toute la minorité hongroise de Roumanie.

Parmi ces différents groupements nous retrouvons: le Parti démocrate hongrois-socialiste, l'Alliance hongroise, le Parti populaire hongrois, le Parti national hongrois, le Parti hongrois, le Bloc citoyen démocrate hongrois, le Parti démocrate hongrois, l'Association économique hongroise, l'Alliance nationale des ouvriers hongrois de Roumanie. Parmi ces organisations, la plus importante du point de vue de la représentation de la minorité hongroise de l'entre-deux-guerres a été le Parti hongrois.

Le Parti hongrois a participé à toutes les élections entre 1926–1937. Le parti a participé seul à cinq des sept élections, tandis que pour la première (1926) et la deuxième, il a conclu un cartel avec le parti du gouvernement et avec la minorité allemande respectivement.

Selon les recherches qui ont été faites jusqu'au commencement de la rédaction de notre thèse et de nos analyses précédentes, nous pouvons classer le Parti hongrois comme un parti de cadre. Nous avons vu que le statut préconisait une discipline

<sup>723</sup> Ibidem.

<sup>724</sup> Le Front des Agriculteurs a été fondé en 1933, son président a été entre 1933–1953 dr. Petru Groza. Le but principal de son programme de 1933 a été l'amélioration de la situation des paysans. Dans le programme de 1945 on retrouve des objectifs comme « le renforcement de l'alliance entre les ouvriers et les paysans ». Le Parti s'est auto dissolu en 1953. in SCURTU Ioan, ALEXANDRESCU Ion, BULEI Ion, MAMINA Ion, STOICA Stan, op.cit., pp.19–20.

<sup>725</sup> SCURTU, Ioan, BUZATU, Gheorghe, op.cit., p.310.

<sup>726</sup> MIKÓ, Imre, op.cit., p.167.

<sup>727</sup> Le procès-verbal de la commission d'administration de 3 septembre 1937 in GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit., p.207.

forte dans le groupe parlementaire. L'historien György Béla a analysé la composition du groupe parlementaire<sup>728</sup> du Parti hongrois. Il a recensé plusieurs caractéristiques du groupe. D'abord, les 89 mandats obtenus dans six<sup>729</sup> élections ont été occupés par 38 personnes.

Entre 1926–1931, cinq personnes ont été présentes dans tous les parlements.<sup>730</sup> L'âge moyen de ces parlementaires a été de 45 ans et plus de la moitié des membres (23) étaient des avocats ou juristes, cinq des prêtres, quatre des aristocrates et quatre des journalistes, un philologue et un petit entrepreneur.<sup>731</sup>

Nous pouvons établir une filiation entre le Parti hongrois et le Parti de l'indépendance et/ou l'Alliance hongroise. Selon le procès-verbal de la commission d'administration du Parti hongrois de 12 janvier 1924, le mobilier du bureau du parti est « dû au Parti de l'indépendance de Cluj et au Parti du travail, car le Parti hongrois doit être considéré comme l'héritier du Parti de l'indépendance »<sup>732</sup>. Mikó Imre, ainsi que György Béla, considère l'Alliance hongroise comme le prédécesseur du Parti hongrois. György Béla l'argumente avec un des écrits du comte Bethlen György (le président du Parti hongrois), selon lequel: « Nous avons voulu fonder l'Alliance hongroise comme une organisation universelle, vaste et c'est seulement après son interdiction qu'on a choisi l'appellation de parti qui est seulement une question de forme, parce que pour nous le parti signifie la même chose et il remplace ce que l'Alliance aurait dû être ».<sup>733</sup>

Plusieurs chercheurs<sup>734</sup> identifient des générations différentes d'intellectuels hongrois<sup>735</sup>. La première génération peut être appelée « les Hongrois cédés »<sup>736</sup>, l'élite politique qui a été socialisée dans le cadre du Royaume de la Hongrie, qui, après le Traité de Trianon, est restée en Transylvanie et qui de majoritaire est devenue minoritaire.<sup>737</sup> Cette génération s'est caractérisée par: l'espoir de l'appartenance de nouveau à la Hongrie; « l'acceptation, même si avec des discussions, des instructions

<sup>728</sup> À la Chambre des députés et au Sénat. Nous n'avons pas de données semblables pour les autres partis parlementaires.

<sup>729</sup> Il n'a pas compté l'élection de 1937 étant donné que le parlement n'a pas tenu de séances. Voir dans le sous-chapitre sur les résultats électoraux du Parti hongrois.

<sup>730</sup> Deux d'entre eux ont été des aristocrates et deux des avocats.

<sup>731</sup> GYÖRGY, Béla, *A romániai Országos Magyar Párt a román parlamentben*, 2006, manuscrit, p.5.

<sup>732</sup> Le procès-verbal de la commission d'administration de 12 janvier 1924 in GYÖRGY, Béla (éd.), op.cit., p.38.

<sup>733</sup> Cité d'un fonds privé en GYÖRGY, Béla, *A romániai Országos Magyar Párt a román parlamentben*, 2006, manuscrit, p.3.

<sup>734</sup> Par exemple BARDI, Nándor, *Tény és való, A budapesti kormányzatok és a határon túli magyarság kapcsolattörténete, Problémakatalógus*, Kalligram, Pozsony, 2004, pp.72–85, MIKÓ, Imre, op.cit.

<sup>735</sup> Les définitions de ces générations sont valables pour les Hongrois de Slovaquie et de Serbie aussi. BARDI, Nándor, op.cit., pp.72–85.

<sup>736</sup> BARDI, Nándor, op.cit., p.72.

<sup>737</sup> Ibidem.

et des aides du gouvernement de la Hongrie »<sup>738</sup>; un discours qui soulignait le traité sur les minorités et les décisions d'Alba Iulia.<sup>739</sup> Selon Bárdi Nándor, de ce groupe font partie « l'aile gauche<sup>740</sup> et droite<sup>741</sup> du Parti hongrois ». <sup>742</sup> La politique hongroise de l'entre-deux-guerres a été construite essentiellement par cette génération.

La deuxième génération est celle des années trente, celle de « l'homme minoritaire »<sup>743</sup> caractérisé par les faits suivants: il a fini le lycée après 1918; il s'est spécialisé comme minoritaire; il parlait la langue roumaine; il était en relation avec les mouvements de jeunesse de la Hongrie; « les paysans et les ouvriers faisaient partie eux aussi de [son] concept de nation, non seulement les classes historiques »<sup>744</sup>; « [ses] modèles culturels étaient ceux de la Hongrie »<sup>745</sup>. Cette génération est constituée par le cercle formé autour de la revue Les jeunes Transylvains<sup>746</sup>, le cercle autour de la revue Hitel<sup>747</sup>, l'Alliance nationale des ouvriers hongrois de Roumanie, les participants à la réunion de Târgu-Mureș.

Elle prête l'attention « au village et à la culture rurale, ce qui a rendu leur mouvement plus réceptif aux questions sociales ». <sup>748</sup> Par contre, du point de vue idéologique cette génération était hétérogène; il y avait des personnes orientées vers les valeurs chrétiennes, vers les idées de gauche et vers le marxisme. C'est cette génération qui a donné les principaux représentants de l'Alliance populaire hongroise après la Deuxième Guerre mondiale.

## 4.5. Les différentes organisations de la minorité hongroise entre 1938–1989

### 4.5.1. 1938–1948

Il est extrêmement difficile de crayonner en quelques pages les différents mouvements qui ont eu lieu entre 1938–1948. Nous pourrions segmenter cet intervalle, mais notre but n'est pas de faire une histoire de ces années. Dans ce sous-chapitre, nous envisageons de recenser les organisations qui visaient la représentation de la

<sup>738</sup> Ibidem.

<sup>739</sup> BARDI, Nándor, op.cit., pp.72–73.

<sup>740</sup> Kós Károly, Paál Árpád, Krenner Miklós, Bernády György.

<sup>741</sup> Grandpierre Emil, Bethlen György, Gyárfás Elemér, Jakabffy Elemér, Pál Gábor.

<sup>742</sup> BARDI, Nándor, *A romániai magyar elit generációs csoportjainak integrációs viszonyrendszere (1918–1989)*, manuscrit, p.3.

<sup>743</sup> BARDI, Nándor, op.cit., p.75.

<sup>744</sup> BARDI, Nándor, op.cit., p.76.

<sup>745</sup> BARDI, Nándor, op.cit., manuscrit, p.3.

<sup>746</sup> Paru dès 1930.

<sup>747</sup> Formé en 1935.

<sup>748</sup> Et le fait qu'ils réfléchissaient sur la minorité hongroise de Roumanie. BARDI, Nándor, op.cit., p.3.

minorité hongroise de Roumanie. De plus, les différents processus se lient et s'entrecroisent de telle manière qu'une segmentation les rendra difficiles à suivre.

Déjà les élections de 1937 ont montré l'ascension de la Garde de fer qui a obtenu 15,5 % des voix face à 2,3 % en 1931. Le roi exige à Goga qu'il assume la responsabilité de la formation du gouvernement sous lequel plusieurs mesures antisémites sont prises.<sup>749</sup>

Nous avons déjà vu qu'en 1938 le roi Charles II a institué la dictature royale en Roumanie. Il a aboli la Constitution en la remplaçant par une autre « basée sur des principes corporatistes qui ont concentré le pouvoir dans les mains du roi ».<sup>750</sup> Le 30 mars 1938, le roi a dissous par décret les partis politiques. Par conséquent, le Parti hongrois est dissous lui aussi.

Le roi Charles a pris des mesures contre la Garde de fer: plusieurs de ces membres ont été emprisonnés et leur dirigeant Codreanu et douze autres membres ont été assassinés.<sup>751</sup> Selon l'historien HITCHINS les mesures prises contre la Garde de fer peuvent être expliquées par le fait que le roi a perçu la Garde « comme l'agent de l'Allemagne ».<sup>752</sup>

En décembre 1938 on a fondé par décret le *Front de la renaissance nationale*. Le Front a été « la seule organisation politique du pays »<sup>753</sup> qui a eu le droit de déposer des candidatures aux élections.<sup>754</sup> Selon la réglementation de l'organisation du Front, « les minorités nationales inscrites dans le Front peuvent jouir des droits qui leurs sont accordés par les lois en vigueur dans le cadre de leur sous-section ».<sup>755</sup> Après un processus de négociation<sup>756</sup>, le 14 janvier 1939, les représentants<sup>757</sup> des Hongrois et du gouvernement roumain ont signé un accord conformément auquel les Hongrois sont entrés d'une manière corporative dans le Front.<sup>758</sup> Cet accord donnait la possibilité aux Hongrois qu'ils s'associent dans une seule organisation. Ce point a suscité des controverses diverses entre les différents représentants des Hongrois. Dans ces discussions c'est le gouvernement roumain qui a finalement

<sup>749</sup> Par exemple « par un décret du 22 janvier, Goga invalide tous les papiers officiels délivrés aux Juifs après le début de la Première Guerre. Quelle que soit l'ancienneté de leur installation en Roumanie, ceux-ci [devaient] soumettre leurs documents d'identité pour vérification en quarante jours; ceux qui ne [pouvaient] pas fournir de preuves suffisantes [étaient] considérés comme des étrangers ». DURANDIN, Catherine, *Histoire des Roumains*, Fayard, 1995, pp.305–306.

<sup>750</sup> HITCHINS, Keith, op.cit., p.415.

<sup>751</sup> HITCHINS, Keith, op.cit., p.416.

<sup>752</sup> Ibidem.

<sup>753</sup> SCURTU, Ioan, BUZATU, Gheorghe, op.cit., p.352.

<sup>754</sup> Le président du Front a été le roi.

<sup>755</sup> MIKÓ, Imre, op.cit., p.216.

<sup>756</sup> Quand le gouvernement roumain a discuté avec les évêques hongrois, les personnalités importantes de la vie économique, culturelles des Hongrois et les représentants du Parti hongrois.

<sup>757</sup> Deux représentants du Parti hongrois et deux des autres représentants hongrois.

<sup>758</sup> MIKÓ, Imre, op.cit., p.221.

tranché en donnant le permis de fonctionnement au comte Bánffy Miklós « pour une organisation propre qui sous [sa] présidence [fonctionnerait] comme la Communauté hongroise de Roumanie ayant des buts culturels, économiques et sociaux ». <sup>759</sup> Par conséquent, la *Communauté du peuple* <sup>760</sup> *hongrois de Roumanie* est fondée le 11 février 1939. <sup>761</sup>

À la fin de l'année 1939, le roi se rend compte qu'il n'a pas réussi de rallier la population à sa dictature royale par le Front de la renaissance nationale et il essaie de se réconcilier avec les partis politiques. Le roi s'est réconcilié avec la Garde de fer également, le dernier moment de ce processus étant l'audience qu'il a accordée aux leaders de la Garde le 18 avril 1940.

Suite au contexte externe <sup>762</sup>, à la fin du mois de mai, deux options étaient envisagées : « un rapprochement avec l'Allemagne pour obtenir de l'aide contre l'URSS, ou bien la poursuite d'une politique de neutralité [...]. Le roi choisit l'Allemagne ». <sup>763</sup> À la fin de juin, l'armée soviétique a déjà occupé une partie du territoire de la Roumanie qui perd ainsi 50.762 km<sup>2</sup> et 3.915.000 personnes. <sup>764</sup>

En août 1940, suite au deuxième arbitrage de Vienne, la Roumanie a cédé à la Hongrie la partie de nord-ouest de Transylvanie ». <sup>765</sup>

La Roumanie (de 1920) a perdu ainsi 42.243 km<sup>2</sup> et environ 2.600.000 de personnes dont environ 27 % étaient des Hongrois et 50 % des Roumains. <sup>766</sup> Après août 1940, jusqu'à la fin de la guerre la question de la représentation de la minorité hongroise de Transylvanie se pose dans deux États différents : la Roumanie et la Hongrie. La Hongrie a résolu les représentations de ces différents territoires repris pendant la guerre <sup>767</sup> par la désignation des représentants de ces territoires pour le Parlement hongrois. Les représentants de la Transylvanie du Nord ont fondé le Parti de Transylvanie <sup>768</sup>. En échange du fait que les partis de la Hongrie n'ont pas apparu en Transylvanie du Nord, le Parti de Transylvanie soutenait le gouvernement hongrois. <sup>769</sup>

<sup>759</sup> MIKÓ, Imre, op.cit., p.222.

<sup>760</sup> Magyar Népközség – en hongrois.

<sup>761</sup> Le président du Parti hongrois et plusieurs présidents des sections du parti n'ont pas pris part à cette Communauté. MIKÓ, Imre, op.cit., pp.222–223.

<sup>762</sup> La capitulation de la Belgique et de la Hollande, le pacte germano-soviétique.

<sup>763</sup> DURANDIN, Catherine, op.cit., p.312.

<sup>764</sup> DURANDIN, Catherine, op.cit., p.313.

<sup>765</sup> SCURTU, Ioan, BUZATU, Gheorghe, *Istoria Românilor în secolul XX (1918–1948)*, Paideia, 1999, p.379.

<sup>766</sup> HITCHINS, Keith, op.cit., p.444.

<sup>767</sup> Lors du premier arbitrage de Vienne en 1938, la Hongrie a reçu le sud de la Slovaquie et de l'Ukraine carpatique.

<sup>768</sup> Erdélyi Párt – en hongrois. « Sur les bases du Parti hongrois » DIOSZEGI László, SÜLE Andrea (ed.), op.cit., p.47.

<sup>769</sup> BARDI, Nándor, *Tény és való...*, p.50

Selon l'historien Bárdi Nándor « le Parti de Transylvanie a été fondé pour que les partis politiques de la Hongrie ne morcellent pas la communauté hongroise de la Transylvanie du Nord ». <sup>770</sup> Un autre historien, Vincze Gábor, montre que pendant la Deuxième Guerre mondiale les Hongrois de Transylvanie du Nord se sont orientés ou ils ont intégré les différents partis de la Hongrie comme suit: « les ouvriers qui faisaient partie des syndicats dans le Parti social-démocrate hongrois, une petite partie des petits propriétaires et de la classe moyenne dans le Parti indépendant des petits propriétaires »; les communistes ont intégré soit le Parti social-démocrate hongrois soit le Parti des communistes hongrois qui était en illégalité. <sup>771</sup> Après l'occupation allemande de la Hongrie en mars 1944 le Parti de Transylvanie a disparu, tandis que l'aile gauche a commencé des négociations avec les représentants du Parti des communistes hongrois de Cluj-Napoca. <sup>772</sup>

En ce qui concerne le Sud de la Transylvanie, il a appartenu à la Roumanie. En septembre 1940, après l'arbitrage de Vienne, les membres de la Garde de fer ont protesté dans les rues des différentes villes contre l'acceptation par le roi de cette décision. Le 4 septembre, le roi Charles II a suspendu la Constitution, il a dissous le Parlement et il a nommé le général Antonescu comme chef du gouvernement. Le 6 septembre, suite aux demandes de Maniu, Brătianu <sup>773</sup>, Antonescu et suite au fait qu'il savait que l'Allemagne ne l'appuyait pas, le roi Charles II a abdiqué en faveur de son fils Michel. <sup>774</sup> Le roi Michel a donné « des pouvoirs complets à Antonescu dans sa qualité de dirigeant de l'État roumain ». <sup>775</sup> En même temps, Antonescu a annoncé la formation du gouvernement qui comptait cinq ministres de la Garde de fer, on proclamait la Roumanie comme État national légionnaire. Dans cet État, « le fonctionnement d'un seul mouvement politique, la Garde de fer, a été permis ». <sup>776</sup> Antonescu a signé le pacte allemand-italien-japonais pendant sa visite à Hitler en novembre 1940. Les relations entre Antonescu et la Garde de fer ont été conflictuelles, en atteignant « le point critique suite aux assassinats de novembre 1940 ». <sup>777</sup> Après une discussion avec Hitler en janvier 1941,

<sup>770</sup> BARDI, Nándor, *A romániai magyar elit generációs csoportjainak integrációs viszonyrendszere (1918–1989)*, manuscrit, p.31.

<sup>771</sup> VINCZE Gábor, A Magyar Népi Szövetség válsága, in *Magyar Kisebbség* vol.2–3, 1999, p.402.

<sup>772</sup> Erdélyi Magyar Tanács. VINCZE Gábor, op.cit., p.402.

<sup>773</sup> Les chefs de Parti national-paysan et du Parti national-libéral.

<sup>774</sup> HITCHINS, Keith, op.cit., pp. 448–449.

<sup>775</sup> HITCHINS, Keith, op.cit., p.449.

<sup>776</sup> Les légions de la mort de la Garde de fer ont assassiné entre autres l'historien Iorga. HITCHINS, Keith, op.cit., p.451.

<sup>777</sup> HITCHINS, Keith, op.cit., p.459.

Antonescu a mis fin au gouvernement légionnaire et il a instauré une dictature militaire.<sup>778</sup>

Nous avons vu qu'en Transylvanie de Sud il y avait depuis 1938 la Communauté du peuple hongrois qui était une organisation corporative englobant des personnes appartenant au Parti hongrois ainsi qu'à l'Alliance nationale des ouvriers hongrois.<sup>779</sup> Mais dans le contexte décrit antérieurement, le travail de la Communauté hongroise a été « entravé »<sup>780</sup>. La Communauté s'est dissoute après 23 août 1944.

Le 23 août 1944, le roi Michel a changé le gouvernement d'Antonescu et il a accepté l'armistice.<sup>781</sup> L'armistice signé avec les Soviétiques en septembre 1944 a aboli l'arbitrage de Vienne.<sup>782</sup> L'instauration du pouvoir communiste en Roumanie est progressive et, comme le constate Soare Sorina, « les élections de 1946 font le lien entre les derniers moments du régime parlementaire roumain et l'avènement du régime communiste ».<sup>783</sup>

La présence des Soviétiques en Roumanie a influencé l'organisation d'une représentation politique de la minorité hongroise. Dans le contexte de l'instauration du communisme en Roumanie l'Association nationale des ouvriers hongrois de Roumanie a été favorisée. D'une part, étant donné son idéologie, « ils pouvaient compter sur l'appui de l'armée soviétique »<sup>784</sup>.

D'autre part, ils ont occupé l'infrastructure de la Communauté hongroise.<sup>785</sup> L'Association change son nom en *Alliance populaire hongroise de Roumanie*<sup>786</sup> en octobre 1944.

Pour que nous puissions saisir la place de l'Alliance populaire hongroise, nous devrions revenir à l'émergence de l'Alliance nationale des ouvriers hongrois et au début de la formation du Parti communiste en Roumanie. Suite aux conflits liés à la question de l'affiliation du Parti socialiste à la troisième internationale communiste, le parti est scindé et le Parti communiste de Roumanie (PCdR par suite) est né en 1921. Considéré comme antinational, le Parti communiste de Roumanie a été mis hors-la-loi entre 1924 et 1944.

Le motif qui a obligé que le PCdR de suivre ses activités dans l'illégalité a permis à une partie des intellectuels de la minorité hongroise de sympathiser ou de rejoindre

<sup>778</sup> HITCHINS, Keith, op.cit., pp.462–463.

<sup>779</sup> VINCZE Gábor, op.cit., p.398.

<sup>780</sup> DIÓSZEGI, László, SÜLE, Andrea (ed.), op.cit., p.45.

<sup>781</sup> DURANDIN Catherine, *Histoire des Roumains*, Fayard, 1995, p.347.

<sup>782</sup> KÖPECZI, Béla (ed), op.cit, p.601.

<sup>783</sup> SOARE, Sorina, op.cit., p.100.

<sup>784</sup> VINCZE Gábor, op.cit., p.400.

<sup>785</sup> Ibidem.

<sup>786</sup> Romániai Magyar Népi Szövetség – en hongrois.



le parti.<sup>787</sup> Il s'agissait de la résolution prise au congrès du PCdR tenu à Vienne selon lequel: « la Roumanie doit être considérée comme un État multinational et la mission des membres du Parti communiste est de lutter et de soutenir avec toutes leur forces les aspirations des nations opprimées dans la résolution des questions nationales jusqu'à leur séparation complète de l'État roumain ». <sup>788</sup>

Le discours des communistes sur les minorités a changé plusieurs fois dans l'intervalle analysé.<sup>789</sup> Par exemple, en 1928, « quand le slogan de l'autodétermination jusqu'à la sécession est remplacé par le slogan de la nécessité de la transformation de la Roumanie – « création impérialiste » – dans une république fédérale des paysans et des ouvriers, qui inclurait le territoire de la Transylvanie, de la Bucovine et du Dobroudja ». <sup>790</sup>

En 1932, un groupe du Parti communiste de Roumanie « a reçu la tâche de créer un forum qui serve les groupes contestataires du Parti hongrois ». <sup>791</sup> Suite à ces rencontres est apparu, en septembre 1932, le journal « Falvak Népe » adressé à la population rurale hongroise. Le groupe contestataire hongrois a été aidé à former une organisation, en 1933, l'Opposition du parti hongrois<sup>792</sup>, qui grâce au Parti communiste de Roumanie a bénéficié d'un journal (Népkarat) également. Leurs buts étaient: l'annulation des dettes des paysans; la subvention étatique des écoles hongroises; la coalisation des forces antifascistes.<sup>793</sup> C'est ce groupe qui a fondé en 1934 l'Alliance nationale des ouvriers hongrois. Parmi les buts de l'Alliance nationale des ouvriers hongrois nous retrouvons: la lutte contre le fascisme et le révisionnisme; l'utilisation de la langue hongroise dans l'administration publique et dans la justice; la création d'un front commun antifasciste avec les Roumains; « la réalisation de l'unification « des éléments sains » de la communauté hongroise ». <sup>794</sup> En 1935 le Comintern annonce la politique des fronts suite à laquelle le Front des Charrues<sup>795</sup> et l'Alliance nationale des ouvriers hongrois ont conclu un accord de type front.

Les différents courants de la deuxième génération d'intellectuels<sup>796</sup> se sont retrouvés à la réunion de Târgu-Mureș en octobre 1937. Ils y ont essayé de définir une nouvelle vision sur la communauté hongroise de Roumanie. C'est la réunion où la

<sup>787</sup> DOBRE, Florica (eds.), *Membrii C.C. al P.C.R. 1945–1989, dicționar*, București, Editura Enciclopedică, 2004, pp.5–6.

<sup>788</sup> Cité dans DOBRE, Florica (eds.), op.cit., p.6.

<sup>789</sup> Voir plus largement LÖNHART, Tamás, op.cit., pp.26–162.

<sup>790</sup> LÖNHART, Tamás, op.cit., p. 114.

<sup>791</sup> LÖNHART, Tamás, op.cit., p. 151.

<sup>792</sup> Az Országos Magyar Párt Ellenzéke – en hongrois.

<sup>793</sup> LÖNHART, Tamás, op.cit., p.152.

<sup>794</sup> LÖNHART, Tamás, op.cit., p.152.

<sup>795</sup> Frontul plugarilor – en roumain. Organisation formée en 1933 et conduite par Petru Groza.

<sup>796</sup> Voir dans le sous-chapitre précédent.

gauche et la droite de la nouvelle génération se sont rencontrées et où elles ont adopté un « credo » commun: « les principes sont la morale chrétienne et la démocratie nationale »; « toutes les institutions des Hongrois de Transylvanie doivent être pénétrées par l'idée de l'unité et, par-dessus ces institutions, il faut construire comme idéal d'organisation du peuple une nouvelle Alliance hongroise ».<sup>797</sup> Par contre, après cette réunion les dissensions entre les différents courants ont apparues.<sup>798</sup>

En 1937, le Parti hongrois a participé aux élections gagnant 19 sièges de députés. L'Alliance nationale des ouvriers hongrois étant dans une coalition avec le Front des charrues ont appuyé le Parti national-paysan. Le Parti national paysan et le Parti national-libéral de Gheorghe Brătianu ont signé un « pacte de 'non-agression' avec la Garde de fer ».<sup>799</sup> De cette manière, « l'extrême gauche hongroise a aidé l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite roumaine ».<sup>800</sup> Nous avons déjà étudié les événements de l'intervalle de 1938–1944. De cette période il faut encore mentionner que l'Alliance nationale des ouvriers hongrois a protesté contre les deux arbitrages de Vienne.<sup>801</sup>

Après l'armistice conclu avec l'Union soviétique, la question de la Transylvanie est devenue un « objet de la confrontation politique en Roumanie ».<sup>802</sup> Il ne faut pas oublier qu'en août 1944, le Parti communiste de Roumanie a eu au moins 1000 membres et la grande majorité n'étaient pas de Roumains.

Par conséquent, il avait besoin d'élargir sa base, mais également de s'identifier avec les « aspirations nationales roumaines ».<sup>803</sup> Le discours des communistes soutenait que l'instauration de l'administration militaire soviétique en Transylvanie du Nord était causée par les assassinats des Hongrois par les « gardes de Maniu »<sup>804</sup>. Ces assassinats, selon les communistes, démontrent l'incapacité du gouvernement d'assurer la sécurité du pays.

Ils ont créé l'image du Front national démocrate<sup>805</sup>, des communistes, comme le garant des droits des minorités nationales.<sup>806</sup> En même temps, les Soviétiques ont conditionné la levée de l'administration militaire et de l'intégration de la Transylvanie du Nord à la Roumanie à l'acceptation par le roi des gouvernements conduits

<sup>797</sup> MIKÓ, Imre, op.cit., p.192.

<sup>798</sup> MIKÓ, Imre, op.cit., p.193.

<sup>799</sup> SCURTU, Ioan, BUZATU, Gheorghe, op.cit., p.331.

<sup>800</sup> MIKÓ, Imre, op.cit., p.195.

<sup>801</sup> LÖNHART, Tamás, op.cit., p.122.

<sup>802</sup> LÖNHART, Tamás, op.cit., p.64.

<sup>803</sup> LÖNHART, Tamás, op.cit., p.51–62.

<sup>804</sup> Maniu était le président du Parti national paysan.

<sup>805</sup> Une organisation de type front créé par le Parti communiste de Roumanie en 1944.

<sup>806</sup> LÖNHART, Tamás, op.cit., p.64–66.

par Sănătescu<sup>807</sup>, puis par Groza<sup>808</sup>. C'est dans ce contexte de l'installation du pouvoir communiste en Roumanie qu'en septembre 1944 « l'organisation de masse du Parti communiste de Roumanie, l'Alliance nationale des ouvriers hongrois »<sup>809</sup> a commencé à se réorganiser.

L'Alliance nationale des ouvriers hongrois permettait aux communistes, d'une part, de contrôler et de pénétrer la minorité hongroise. D'autre part, c'était un moyen de se différencier des Hongrois, d'être une organisation des Roumains et non pas des minorités. Suivant la stratégie des fronts qui devrait regrouper dans une seule organisation tout le monde, l'Alliance nationale des ouvriers hongrois s'est transformée en Alliance populaire hongroise en octobre 1944.

La nouvelle organisation a été contrôlée par ceux qui ont formé avant l'Alliance nationale des ouvriers hongrois. Dans le cadre de cette nouvelle organisation auraient dû se rencontrer « les activistes de l'Alliance des ouvriers hongrois, les leaders démocratiques de la communauté, les leaders des églises hongroises, des organisations économiques et culturelles hongroises ».<sup>810</sup> Cette organisation a appuyé les communistes et on pensait que les revendications des Hongrois seraient satisfaites une fois le gouvernement de Groza instauré.

Le gouvernement roumain prévoyait que la question des minorités apparaîtra aux discussions liées au traité de paix avec la Roumanie. Par conséquent, le gouvernement a modifié le statut des minorités nationales adopté en 1945. Le terme de « minorité » a été changé avec celui de « nationalité » et on a institutionnalisé les droits collectifs des minorités. Les nationalités ont été définies comme « des formations ethniques qui bénéficient de la reconnaissance de leur spécificité culturelle et qui disposent d'une organisation territoriale-nationale: des régions autonomes ou des districts nationaux ».<sup>811</sup> Cette modification a été un appui important pour l'Alliance populaire hongroise.

Il faut mentionner que la représentativité de l'Alliance a été plusieurs fois contestée. Par exemple, après la décision prise par « le comité de cent » de novembre 1945. Pendant que la Roumanie négociait encore son traité de paix, ce comité a adopté une déclaration en se basant sur un projet du gouvernement roumain, selon laquelle: « Nous sommes conscients que la solution des questions de la nationalité hongroise en Transylvanie n'est pas une question de modification des frontières, mais de l'édification de la démocratie, de la réalisation des droits égaux, de la spiritualisation des frontières. Nous ne pouvons pas être d'accord avec l'échange de populations qui nous

<sup>807</sup> En 1944.

<sup>808</sup> En 1947 LÖNHART, Tamás, op.cit., p.65–66.

<sup>809</sup> LÖNHART, Tamás, op.cit., p.173.

<sup>810</sup> LÖNHART, Tamás, op.cit., p.179.

<sup>811</sup> LÖNHART, Tamás, op.cit., p.130.

détachera de notre terre natale. ».<sup>812</sup> Suite à cette déclaration, l'Alliance populaire hongroise a été considérée comme traîtresse des intérêts de la minorité hongroise de Roumanie.<sup>813</sup>

Pendant les élections de 1946, l'Alliance populaire hongroise a participé seule avec un programme qui mettait l'accent sur les revendications des Hongrois. Après les élections gagnées par la coalition et la ratification du traité de paix de Paris de 1947 on a commencé « à éliminer les leaders hongrois qui ont maintenu la ligne de représentation des intérêts réels de la communauté hongroise ». <sup>814</sup>

En 1947, le Parti national-paysan et le Parti national libéral sont dissous et leurs leaders emprisonnés.<sup>815</sup> Le Parti social-démocrate a dû fusionner avec le Parti communiste roumain constituant le Parti ouvrier roumain.<sup>816</sup>

Après l'abdication forcée du roi le 30 décembre 1947, la prise de pouvoir des communistes devient générale. Aux élections de 1948 l'Alliance populaire hongroise a participé à l'alliance électorale avec le Front de la démocratie populaire. Selon l'historienne Nicoleta Ionescu-Gură, « les partis qui composaient le Front de la démocratie populaire ont subi un processus de réorganisation ». <sup>817</sup>

Entre 1948–1953 le Parti communiste cohabite officiellement avec d'autres partis et c'est seulement en 1953 que le parti unique est mis en place en Roumanie. Toutefois, « après 1948 l'Alliance populaire hongroise existe seulement sur papier et non pas comme une organisation de défense de la minorité, mais comme ceinture de transmission entre le Parti des ouvriers roumains et les ouvriers hongrois en dehors de lui »<sup>818</sup>. L'Alliance populaire hongroise de Roumanie s'est auto-dissoute en 1953.

La troisième génération des élites hongroises est constituée par les personnes qui se sont socialisées dans les années trente-quarante dans un courant gauchiste.<sup>819</sup> Elles sont celles qui entrent 1944 et la fin des années '60 « ont été en tête des institutions hongroises et elles ont représenté la communauté dans ses rapports à l'extérieur ». <sup>820</sup> Parmi leurs caractéristiques nous retrouvons: la participation aux mouvements communistes; compréhension de l'internationalisme des communistes

<sup>812</sup> LÖNHART, Tamás, op.cit., pp.269–272.

<sup>813</sup> LÖNHART, Tamás, op.cit., p.165.

<sup>814</sup> LÖNHART, Tamás, op.cit., pp. 219–220

<sup>815</sup> DURANDIN, Catherine, op.cit., pp.366–367.

<sup>816</sup> BĂRBULESCU, Mihai, DELÉTANT Dennis, HITCHINS, Keith, PAPACOSTEA, Șerban, TEODOR, Pompiliu, op.cit., p.491.

<sup>817</sup> IONESCU-GURĂ, Nicoleta, *Stalinizarea României. Republica Populară Română 1948–1950: transformări instituționale*, ALL, 2005, p.85.

<sup>818</sup> VINCZE, Gábor, op.cit., p.425.

<sup>819</sup> Bárdi Nándor identifie les personnalités représentantes de cette génération: Kurkó Gyárfás, Kacsó Sándor, Balogh Edgár, Méliusz József, Nagy István, Bányai László, Takács Lajos, Csögör Lajos.

<sup>820</sup> BÁRDI, Nándor, *A romániai magyar elit generációs csoportjainak integrációs viszonyrendszere (1918–1989)*, manuscrit, p.4.

comme la modalité de résolution des revendications de la minorité hongroise; l'idée que le bilinguisme et l'activité des institutions culturelles hongroises étaient les modalités de garder l'identité hongroise.<sup>821</sup> Cette troisième génération, essentiellement de gauche, comptait deux courants. D'une part, le groupe de ceux qui soutenaient l'obtention du pouvoir pour assurer les droits des minorités et la subordination peut tout subordonner à cela. Ce courant était constitué par les personnes appartenant soit à l'Alliance nationale des ouvriers hongrois soit à l'Alliance populaire hongroise.

D'autre part, ceux pour qu'il faut avoir un système d'institutions minoritaires indépendantes. Ils ont été liés aux sociaux-démocrates, mais à cause du contexte roumain ils ont été marginalisés.<sup>822</sup>

À la lumière des faits précé/dents il n'est pas surprenant que l'Alliance populaire hongroise a été imaginée comme « l'organisation unique et exclusive de toute la communauté hongroise de Roumanie ». <sup>823</sup> Toutes les personnes qui avaient 18 ans pouvaient devenir membres de l'Alliance populaire hongroise. Mais, à part la demande, on devait déposer au moins deux lettres de confirmations écrites par les membres de l'Alliance. Au début, le siège central a été à Braşov, puis, au premier congrès de l'Alliance on a désigné la ville de Cluj-Napoca. Par contre, en 1947 le centre est devenu Bucureşti. <sup>824</sup> Selon l'historien Lőnhárt Tamás « le rôle central dans l'organisation et la direction de l'Alliance populaire hongroise a été joué par les activistes de l'Alliance nationale des ouvriers hongrois de la Transylvanie de sud et de Bucureşti ». <sup>825</sup>

#### 4.5.2. 1948–1989

Traiter la situation de la minorité hongroise sous le régime communiste en quelques pages est une tâche impossible. Mais il nous a été impossible de nous détourner d'une mise en perspective historique de nos analyses. Par conséquent, nous voulons seulement dresser un tableau général de la représentation politique de la minorité hongroise de Roumanie pendant la période communiste.

Nous avons déjà vu dans le sous-chapitre précédent comment se manifestait la représentation politique de la minorité hongroise dans la période de l'installation du pouvoir communiste en Roumanie. Il nous semble que la gestion de la question de la minorité hongroise de Roumanie et sa présence dans les structures du pouvoir

---

<sup>821</sup> BÁRDI, Nándor, op.cit., p.4.

<sup>822</sup> BÁRDI, Nándor, op.cit., p.10.

<sup>823</sup> LŐNHÁRT, Tamás, op.cit., p.199.

<sup>824</sup> LŐNHÁRT, Tamás, op.cit., pp.200–203.

<sup>825</sup> LŐNHÁRT, Tamás, op.cit., p.210.

communiste a été le résultat du contexte externe, des buts de la politique externe et interne des communistes. Par conséquent, le traitement de la minorité hongroise fluctue dans le temps. Selon l'historienne Süle Andrea, « la situation politico-juridique de la minorité hongroise de Roumanie est définie par la pratique politique et juridique générale qui est influencée par l'évaluation de la minorité hongroise faite par le pouvoir par l'intermédiaire de sa stratégie générale de l'assimilation ».<sup>826</sup>

La périodisation du pouvoir communiste en Roumanie dépend essentiellement des faits sur lesquels nous voulons mettre l'accent. La discussion, dans ce sous-chapitre, des différentes possibilités de segmentation de la période communiste ne nous paraît pas porteuse pour notre démarche. Nous, nous concentrerons sur l'existence des structures, des organisations officielles qui représentaient les Hongrois. De ce point de vue, nous départageons trois intervalles: 1944–1952/53; 1952/53–1968; 1968–1989.

Nous avons déjà vu qu'entre 1944–1952/53 il y avait l'Alliance populaire hongroise. L'organisation a été contrôlée par les communistes. Après la signature du traité de paix avec la Roumanie et les élections de 1948 elle a perdu son importance pour les communistes.

L'Alliance populaire hongroise sera dissoute suite à des discussions entre les dirigeants de l'Alliance et le Parti ouvrier roumain en février 1953.<sup>827</sup>

Il faut se rappeler que l'intervalle 1948–1953<sup>828</sup> est marqué par les faits suivants: la transformation des institutions; le commencement de la collectivisation; « le lancement d'une industrialisation accélérée à partir de la décennie 1950 ».<sup>829</sup> Il faut mentionner qu'après la mise hors-la-loi des partis d'opposition on a fermé leur presse aussi. On a également fermé en 1948 les écoles des différentes confessions et celles étrangères aussi. Les églises de Roumanie ont été, elles aussi touchées par l'instauration du régime communiste en Roumanie même si le modèle soviétique n'a pas été entièrement respecté. Nous pouvons observer des différences notables en ce qui concerne le traitement des églises par les communistes en Roumanie. L'Église orthodoxe, qui depuis la constitution de 1923 a été l'église « dominante » du pays, a été mise sous le contrôle de l'État à l'aide « d'un nouveau statut qui a centralisé son administration sous l'autorité d'un patriarche ».<sup>830</sup>

Selon l'historien Denis Deletant « les autres églises ont souffert plus, en grande partie à cause du fait qu'elles ont résisté à l'imposition du contrôle de l'État ».<sup>831</sup>

<sup>826</sup> DIÓSZEGI, László, SÜLE, Andrea (ed.), *Hetven év, A romániai magyarság története 1919–1989*, Magyarságkutató Intézet, Budapest, 1990, p.62.

<sup>827</sup> VINCZE, Gábor, *Kronológia*, la chronologie se trouve sur [www.transindex.ro](http://www.transindex.ro), p.30.

<sup>828</sup> Nous avons étudié l'intervalle 1944–1948 dans le sous-chapitre précédent.

<sup>829</sup> DURANDIN, Catherine, *Histoire de la nation roumaine*, Bruxelles, Éditions Complexe, p.113.

<sup>830</sup> BARBULESCU, Mihai, DELETANT, Denis, HITCHINS Keith, PAPACOSTEA, Șerban, TEODOR, Pompiliu, *Istoria României*, Editura Enciclopedică, 1998, p.495.

<sup>831</sup> Ibidem.

L'Église gréco-catholique a été mise hors-la-loi en décembre 1948, ses institutions ont été fermées, ses bâtiments ont été donnés à l'Église orthodoxe. Les arguments, qui ont été repris plusieurs fois dans le temps par le régime communiste, ont été que l'église gréco-catholique « était antinationale et antihistorique car elle avait rompu l'unité du peuple roumain ».<sup>832</sup>

Le concordat a été annulé par l'État roumain en juillet 1948 et « l'Église catholique a été dénoncée comme une force dirigée contre le régime communiste ».<sup>833</sup> Selon Deletant, « même si le régime a coupé les liens de l'Église avec Rome, il n'a jamais pu imposer son autorité sur elle ».<sup>834</sup>

Comme partout dans le camp socialiste, en Roumanie aussi on a procédé à l'élimination des cadres du Parti communiste en plusieurs étapes: Lucrețiu Pătrășcanu en 1948<sup>835</sup>; le groupe Parker-Luca-Georgescu en 1952. On a également « vérifié » les membres du Parti communiste et on a évincé autour de 20% de ses membres en 1950. On a procédé de même en ce qui concerne le Comité démocratique juif et l'Alliance populaire hongroise.<sup>836</sup>

Il est intéressant que dans le cas des Hongrois, dans le procès que nous connaissons comme le procès de « l'évêque Márton Áron et de ses partenaires », en 1951, on a vu sur le banc des accusés des prêtres ainsi que des hommes politiques et des personnes civiles: l'évêque catholique d'Alba-Iulia Márton Áron; l'ex-président de l'Alliance populaire hongroise Kurkó Gyárfás; Szász Pál le président de l'Association économique hongroise de Transylvanie, Venczel József professeur universitaire, etc.<sup>837</sup>

Les diverses associations ont été dissoutes en 1949 suite à une décision du ministre de l'intérieur. On a fermé les associations roumaines et hongroises également.<sup>838</sup> Une partie de ces associations hongroises se réorganiseront après 1989. Un des éléments communs de la Roumanie et des autres pays communistes a été, dans cet intervalle, la russification de la culture nationale, l'imitation de Staline, l'utilisation des agents soviétiques.<sup>839</sup>

<sup>832</sup> BARBULESCU, Mihai, DELETANT, Denis, HITCHINS Keith, PAPACOSTEA, Șerban, TEODOR, Pompiliu, op.cit., p.496. L'Église gréco-catholique a été créé par « la conversion par les jésuites de beaucoup d'orthodoxes de Transylvanie sur la base de 'l'acceptation des quatre points, parmi lesquels la suprématie du pape » op.cit., p.494.

<sup>833</sup> DURANDIN, Catherine, *Histoire des Roumains*, Fayard, 1995, p.376.

<sup>834</sup> BARBULESCU, Mihai, DELETANT, Denis, HITCHINS Keith, PAPACOSTEA, Șerban, TEODOR, Pompiliu, op.cit., p.496. On sait que des prêtres uniates et catholiques ont été arrêtés, en 1951, dans un procès d'espionnage des évêques et des laïques sont emprisonnés pour 18 ans. DURANDIN, Catherine, *Histoire des...*, pp.376-377.

<sup>835</sup> Evincé du parti en 1948 et exécuté en 1954. TISMANEANU, Vladimir, *Stalinism pentru eternitate. O istorie politică a comunismului românesc*, Polirom, 2005, p.150.

<sup>836</sup> TISMANEANU, Vladimir, op.cit., p.165.

<sup>837</sup> VINCZE, Gábor, *Kronológia*, la chronologie se trouve sur [www.transindex.ro](http://www.transindex.ro), p.26.

<sup>838</sup> Des associations comme ASTRA, l'Association du Musée Transylvain, etc ont disparu. Voir la préface.

<sup>839</sup> TISMANEANU, Vladimir, op.cit., p.172.

Nous pouvons définir une deuxième période du régime communiste du point de vue de la minorité hongroise: 1952/53–1968. Après une deuxième réorganisation administrative du pays<sup>840</sup> en 1952 on a créé la Région autonome hongroise. Sans vouloir faire l'histoire du régime communiste de Roumanie, il faut mentionner plusieurs événements pour pouvoir y situer la question de la minorité hongroise. D'abord, la révolution hongroise de 1956, quand, d'une part, les dirigeants roumains ont appuyé les Soviétiques et ont critiqué le gouvernement de Nagy Imre.<sup>841</sup> D'autre part, il y a eu quelques démonstrations des étudiants à Bucarest, Cluj et Timisoara.

Les intérêts des communistes roumains et de ceux Soviétiques ont convergé dans ce cas. Les dirigeants roumains ont eu peur d'une possible révolution engendrée par sa minorité hongroise ainsi que d'une possible revendication de la Transylvanie par la Hongrie non-communiste.<sup>842</sup> Suite à la révolution de 1956, la situation de l'enseignement en langue hongroise est devenue plus difficile.

Ensuite, il faut se rappeler que Georghe-Gheorghiu Dej a pris lentement ses distances face aux dirigeants de l'URSS.<sup>843</sup> Il faut souligner qu'il ne s'agissait pas d'une rupture avec le communisme. La mise de l'accent sur les valeurs, les intérêts roumains et l'élimination en 1963 du russe comme matière obligatoire « ont apporté au régime un certain appui ».<sup>844</sup> Mais « jamais Bucarest n'a prétendu s'émanciper du communisme, bien au contraire: la conviction est ferme et immuable de Gh. Dej jusqu'à Ceausescu ».<sup>845</sup> La déclaration « d'indépendance » du Parti communiste roumain date de 1964 quand on proclame: l'indépendance et la souveraineté nationale de chaque état communiste, la non-ingérence dans la vie interne d'un autre pays communiste; la collaboration basée sur les avantages réciproques.<sup>846</sup> De cette manière, les communistes roumains ont réussi à rallier une partie de la population. En 1963 et 1964 le pouvoir a libéré un grand nombre de prisonniers, les intellectuels ont obtenu de nouveau des postes.

<sup>840</sup> La première a eu lieu en 1950 quand, suivant le modèle soviétique, on forme 28 'raions' au lieu des départements.

<sup>841</sup> « Nagy et ses fidèles trouvent un pseudo-refuge à l'ambassade de Yougoslavie à Budapest, puis ils sont 'accueillis' en 'hôtes' par les Roumains ». De Roumanie les hommes du groupe sont reconduits en Hongrie en 1957 où ils ont été exécutés. DURANDIN, Catherine, *Histoire des Roumains*, Fayard, 1995, pp.397–398.

<sup>842</sup> BARBULESCU, Mihai, DELETANT, Denis, HITCHINS Keith, PAPACOSTEA, Șerban, TEODOR, Pompiliu, op.cit., p.519.

<sup>843</sup> Les troupes soviétiques ont quitté la Roumanie en 1958.

<sup>844</sup> BARBULESCU, Mihai, DELETANT, Denis, HITCHINS Keith, PAPACOSTEA, Șerban, TEODOR, Pompiliu, op.cit., p.527.

<sup>845</sup> DURANDIN, Catherine, TOMESCU, Despina, *La Roumanie de Ceausescu*, Éditions Guy Epaud, 1988, p.184.

<sup>846</sup> TISMANEANU, Vladimir, op.cit., p.217–218.



Les années soixante sont « un mélange de technocratie totalitaire, de marchandage internationaliste et de satisfaction nationaliste qui rend Gheorghiu Dej supportable et, à partir de 1965, son successeur, Ceausescu, populaire ».<sup>847</sup>

Enfin, Dej est mort et ensuite Ceausescu sera élu en mars 1965 comme le premier secrétaire du Parti ouvrier roumain. Dans l'article du « Monde » sur la mort de Dej, le journaliste Bernard Féron soulignait que « cet adepte d'un néo-communisme national eut d'ailleurs recours à des arguments staliniens pour rejeter les projets de M. Khrouchtchev ».<sup>848</sup>

Les premières années de Ceausescu sont les années pendant lesquelles sa politique externe crée en l'Occident l'illusion d'un pays de la troisième voie. Mais ces années sont également les années de l'accentuation du lien entre la nation roumaine et le communisme. En 1965, par exemple, a lieu le congrès où on change le nom du Parti ouvrier roumain en Parti communiste roumain et le nom du pays de république populaire en république socialiste. Ceausescu y tient un discours qui « pourrait être décrit comme l'exposé le plus complet et le plus clair jamais fait jusqu'à présent de l'idéologie d'un communisme national ».<sup>849</sup>

Ceausescu reprend l'idée du lien entre la nation et le communisme et il réinterprète l'histoire par le biais de la lutte pour le développement de la nation roumaine. À l'occasion du quarante-cinquième anniversaire du Parti communiste roumain en 1966, Ceausescu « s'est élevé contre ceux qui considèrent le concept de nation dépassé : « Le socialisme, a-t-il dit, continue le processus de développement de la nation entrepris à l'époque bourgeoise » (...) La résistance opposée à la dictature fasciste et à l'Allemagne hitlérienne, a englobé des milieux très variés, y compris certains partis bourgeois et le palais du roi, qui manifestaient leur opposition à l'occupation allemande et protestaient contre le pillage du pays par les hitlériens ».<sup>850</sup>

L'événement qui clôture notre intervalle de l'analyse et qui en même temps fortifie l'image positive que s'est forgé le régime Ceausescu est août 1968, la non-participation et la condamnation par la Roumanie de l'URSS et de ses alliées qui sont entrées en Tchécoslovaquie. La résolution du comité central du Parti communiste roumain a condamné « la flagrante violation de la souveraineté nationale d'un pays-frère ».<sup>851</sup> Selon Catherine Durandin « en 1968, l'État parti a ainsi conquis la

<sup>847</sup> DURANDIN, Catherine, *Histoire des Roumains*, Fayard, 1995, p.398.

<sup>848</sup> FERON, Bernard, « Gheorghiu-Dej avait joué avec succès la carte nationale », *Le Monde*, 22 mars 1965, pp.1-3.

<sup>849</sup> BEN, Philippe, « Le discours du secrétaire général du P.C. roumain a fait apparaître l'image d'un « nouveau communisme » », *Le Monde*, 21 juillet 1965, p.2.

<sup>850</sup> AFP, « M. Ceausescu : le socialisme « continue le processus de développement de la nation entrepris à l'époque bourgeoise », *Le Monde*, 10 mai 1966, p.3.

<sup>851</sup> TATU, Michel, « Roumanie : soyons prêts à défendre notre patrie socialiste » déclare M. Ceausescu », *Le Monde*, 23 août 1968, p.4.

nation ».<sup>852</sup> Pourtant, il faut souligner que le régime roumain n'a jamais fait d'allusion « à la question des libertés civiles ouverte par le printemps de Prague ».<sup>853</sup> Il n'a non plus voulu quitter le pacte de Varsovie ou le camp communiste.

C'est dans ce contexte que nous devons interpréter les actions du régime en ce qui concerne la minorité hongroise de Roumanie entre 1952–1968. Selon la nouvelle constitution de 1952, le statut de la Région autonome hongroise aurait dû être adopté par le « parlement » roumain ce qui ne s'est jamais produit.<sup>854</sup>

Seulement un tiers des Hongrois ont fait partie de cette région autonome. Le centre administratif de cette région a été fixé à Târgu-Mureș. Le décryptage et l'analyse de cette Région autonome hongroise sont encore à leurs débuts.

L'historien Stefano Bottoni qui consacre sa thèse à cette question mentionne trois causes de la précarité des recherches sur la Région autonome hongroise. D'abord, les historiens de la Hongrie se sont rendu compte que l'analyse de cette région ne peut pas se faire suivant les modèles et les paradigmes hongrois. En plus, les documents des archives de cette période sont écrits en roumain et il est difficile d'y accéder.<sup>855</sup> Ensuite, pour les historiens roumains qui ont été socialisés dans « le discours de l'unité, la recherche d'un « territoire étranger » ne s'encadre pas » dans les stratégies de recherches.<sup>856</sup> Enfin, selon Bottoni, le discours des Hongrois de Transylvanie sur cette question est l'inverse « des canons historiques roumains: en suivant les modèles roumains et les discours roumains, se reproduit l'image d'une communauté martyre. Nous, les Hongrois, nous avons souffert à cause des dirigeants roumains qui ont été contre les Hongrois ».<sup>857</sup>

Pour Bottoni « l'histoire de la Région autonome hongroise n'est ni une rhapsodie glorieuse ni un passé qui ne peut pas être assumé: simplement l'histoire de cette région est partie intégrante de l'histoire de la Roumanie d'après la Deuxième Guerre mondiale ».<sup>858</sup> En suivant ces articles et ceux du groupe constitué pour des recherches sur la Région autonome hongroise, nous pouvons tirer trois conclusions.<sup>859</sup>

<sup>852</sup> DURANDIN, Catherine, *Histoire des Roumains*, Fayard, 1995, p.431.

<sup>853</sup> DURANDIN, Catherine, *Histoire des Roumains...*, p.429.

<sup>854</sup> VINCZE Gábor, « A nemzeti kisebbségtől a „magyar nemzetiségű románokig”. Negyvenöt év bukaresti magyarságpolitikájának vázlata. (1944–1989) », *Limes*, 1998/4, l'article se trouve aussi sur la page web [www.transindex.ro](http://www.transindex.ro) consulté la dernière fois en juin 2006, p.10–11.

<sup>855</sup> BOTTONI, Stefano, « A sztálini „kis Magyarország” megalakítása (1952) », l'article se trouve sur la page web [www.transindex.ro](http://www.transindex.ro) visité la dernière fois le mars 2006, p.1.

<sup>856</sup> Ibidem.

<sup>857</sup> Ibidem. pp.1–2.

<sup>858</sup> Ibidem. p.2.

<sup>859</sup> Pour une analyse plus minutieuse de la Région autonome hongroise, voir les études de Stefano Bottoni, Vincze Gábor, Gagyí József, Oláh Sándor, Novák Csaba Zoltán. Une grande partie des articles se retrouve sur [www.transindex.ro](http://www.transindex.ro)

Premièrement, la Région autonome hongroise est la création de l'époque stalinienne.<sup>860</sup> Deuxièmement, selon Gagyí József, le but de la création de cette région a été « la gestion de l'ethnicité autre que celle de la population majoritaire selon le modèle déjà mis en pratique dans l'Union soviétique, dans le but de la centralisation » du pouvoir.<sup>861</sup> Troisièmement, les dirigeants de la région étaient des Hongrois qui en « étaient même temps des employés de l'état socialiste roumain ». <sup>862</sup> Par contre, il faut souligner qu'il n'y a eu ni une autonomie administrative ni une autonomie de l'appareil hongrois du parti. Selon Bottoni, la région n'a pas été autonome, mais elle a été hongroise.<sup>863</sup>

Plusieurs auteurs<sup>864</sup> soulignent que parallèlement avec la création de la Région autonome hongroise, en dehors de cette région on a procédé à la suppression des plaques bilingues et des écoles hongroises. Il faut ajouter qu'en 1960, lors d'un nouveau changement administratif, on a créé la Région autonome hongroise-Maros au lieu de la Région autonome hongroise. La proportion des Hongrois dans cette nouvelle région a été seulement de 62% au lieu de 73% du précédent.<sup>865</sup> La région a été dissoute en 1968.

Cet intervalle, 1953–1968, est mélangé du point de vue de la minorité hongroise. D'une part, il y a des mesures comme: la suspension de la sentence de l'évêque Márton Áron en 1954, il sera mis en arrêt au domicile en 1957 et il y restera jusqu'en 1967; des professeurs arrêtés en 1949 et 1952 sont libérés en 1954 tandis qu'en 1956 ils sont réhabilités<sup>866</sup>; en 1957 est apparu le premier numéro de la revue *Korunk*<sup>867</sup>; le théâtre hongrois de Timisoara devient indépendant en 1957. D'autre part, des mesures répressives sont prises comme: la suppression de l'enseignement universitaire hongrois pour les ingénieurs en 1953; le procès contre les professeurs universitaires hongrois en 1954; la fermeture de la section de passeports de l'ambassade hongroise de Cluj-Napoca en 1955; en 1959 on supprime l'université hongroise Bolyai de Cluj-Napoca en l'attachant à l'université Babeş qui devient de cette manière Babeş-Bolyai<sup>868</sup>; en 1963 on commence à changer les noms russes des rues et des places et dans la foulée, ceux hongrois aussi.

<sup>860</sup> GAGYI, József, « Magyar Autonóm Tartomány: egy centralizációs kísérlet », l'article se trouve sur la page web [www.transindex.ro](http://www.transindex.ro) visité la dernière fois le mars 2006, p.2.

<sup>861</sup> Ibidem. p. 4–5.

<sup>862</sup> BOTTONI, Stefano, *Integrálódó kisebbség? A Magyar Autonóm Tartomány politikai elitje* », l'article se trouve sur la page web [www.transindex.ro](http://www.transindex.ro) visité la dernière fois le mars 2006, p.13.

<sup>863</sup> BOTTONI, Stefano, « A sztálini „kis Magyarország” megalakítása (1952) », p.26.

<sup>864</sup> Voir Süle Andrea, Stefano Bottoni, Catherine Durandin et autres.

<sup>865</sup> DIÓSZEGI László, SÜLE Andrea (ed.), op.cit., p.68.

<sup>866</sup> Il s'agit de Jordáky Lajos, Demeter János, Balogh Edgár, Csögör Lajos.

<sup>867</sup> Voir le chapitre sur la littérature de spécialité sur l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie.

<sup>868</sup> Voir l'analyse de la question de l'enseignement en langue hongroise dans un chapitre séparé.

Nous proposons la période entre 1968–1989 comme une troisième délimitation du régime communiste du point de vue des institutions de la minorité hongroise. En octobre 1968 on a créé le Front de l'unité socialiste et dans ce cadre le Conseil des ouvriers de nationalité hongroise de la République socialiste de Roumanie et le Conseil des ouvriers de nationalité allemande. La création de ces deux conseils intervient après les déclarations de Dej et de Ceausescu qui soutenaient que la question des minorités avait été résolue dans « l'esprit du marxisme-léninisme ». <sup>869</sup> Selon les communistes, ces conseils auraient dû permettre que « les minorités hongroise et allemande fussent davantage associées à la vie économique et culturelle du pays ». <sup>870</sup> Ce conseil a eu des conseils départementaux aussi.

Par contre, les conseils ont rarement discuté les problèmes spécifiquement minoritaires. Ce qui n'est pas surprenant si nous tenons compte du fait qu'à leur création Ceausescu a fixé leur tâches de la manière suivante: « aider au travail d'enseignement du parti et des organes étatiques; aider à la création artistique, scientifique et littéraire des nationalités qui vivent ensemble; assurer aux travailleurs hongrois, allemands et d'autres nationalités de prendre part de plus en plus activement à la préparation et à l'exécution de la politique externe du parti et de l'État ». <sup>871</sup>

Nous retrouvons dans le Conseil des ouvriers hongrois une partie importante des élites de la minorité hongroise, parmi lesquelles le premier président de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie et Domokos Géza aussi. La première réunion du Conseil a été tenue en 1969, mais entre 1971–1973 elle n'a tenu aucune réunion. <sup>872</sup> On organisait des réunions pendant lesquelles on discutait d'autres questions que celle du pays en général, par exemple: en avril 1974 l'ex-recteur de l'Université Bolyai a recensé les doléances des Hongrois liées à la situation de l'enseignement en langue hongroise; en avril 1977, le sujet de la réunion a été le révisionnisme et l'irrédentisme qui menaçait le pays. <sup>873</sup> Des réunions ont été tenues en 1978, 1979, 1983, « puis on n'a convoqué une réunion nationale qu'en février 1987, quand il fallait condamner l'histoire de la Transylvanie en trois volumes écrits à Budapest ». <sup>874</sup> En 1988 on change les noms des deux conseils en: Conseil des ouvriers roumains de nationalité hongroise respectivement allemande.

<sup>869</sup> VINCZE, Gábor, *Kronológia...*, p.71.

<sup>870</sup> AFP, « Les minorités nationales vont être davantage associées à la vie politique », *Le Monde*, 27–28 octobre 1968; p.2.

<sup>871</sup> VINCZE, Gábor, A nemzeti kisebbségtől a „magyar nemzetiségű románokig”. Negyvenöt év bukaresti magyarságpolitikájának vázlata. (1944–1989), *Limes*, 1998/4, p.18.

<sup>872</sup> Ibidem.

<sup>873</sup> Ibidem. Pp.18–19.

<sup>874</sup> Ibidem. P.19.

Ces années, 1968–1989, sont les années de durcissement progressif du régime communiste en Roumanie. Les « belles sixties » ont vu « le façonnement d’une identité nationale très forte qui se [retrouvait] autour d’une continuité historique reconstruite (...) Le discours communiste assimile l’histoire de la nation et la lutte révolutionnaire ». <sup>875</sup> Par contre, la répression contre les intellectuels a recommencé en 1971 après la visite de Ceausescu en Chine et en Corée de Nord. L’économie roumaine a décliné dans les années 1970, 1980.

En ce qui concerne la minorité hongroise, les journaux en langue hongroise ont été supprimés ou réduits en 1974 et on a nationalisé les archives ecclésiastiques et privées aussi. <sup>876</sup> En même temps, l’accord d’Helsinki « a ouvert la porte pour un examen international de la vie interne de Roumanie ». <sup>877</sup>

Dans les années ’70 nous voyons plusieurs prises de position contre le régime de Ceausescu: la grève des mineurs de la vallée de Jiu en 1977; Paul Goma en 1977 qui se solidarise avec la Charte 1977 et demande le respect des droits de l’homme; <sup>878</sup> le hongrois Király Károly qui dans sa qualité du vice-président du Conseil des ouvriers hongrois critique dans plusieurs lettres l’activité du Conseil; en 1978, un autre vice-président du Conseil Takács Lajos décrit, dans une lettre adressé au congrès de Parti communiste roumain, comment l’enseignement en langue hongroise a été démantelé. <sup>879</sup>

Dans les années 1980 nous voyons surgir d’autres formes de résistance ponctuelle au régime ou des critiques contre lui, parmi lesquelles: les lettres de Doina Cornea; la grève des ouvriers de Braşov en 1987; la déclaration de Brucan de 1987 <sup>880</sup>.

Dans ce contexte il faut mentionner la fondation en 1982 de la revue clandestine de quelques intellectuels hongrois « Ellenpontok ». <sup>881</sup> Nous y retrouvons Szöcs Géza qui, après 1989, sera vice-président de l’Alliance démocrate hongroise de Roumanie et le représentant du groupe qui s’est positionné contre Domokos Géza. <sup>882</sup> Ils adressent également une lettre à la Conférence de Madrid qui revoit les accords d’Helsinki

<sup>875</sup> DURANDIN, Catherine, *Histoire de la nation roumaine*, Bruxelles, Éditions Complexe, p.110.

<sup>876</sup> DURANDIN, Catherine, *Histoire des Roumains*, Fayard, 1995, pp.455–456.

<sup>877</sup> BARBULESCU, Mihai, DELETANT, Denis, HITCHINS Keith, PAPACOSTEA, Şerban, TEODOR, Pompiliu, op.cit., p.545.

<sup>878</sup> DURANDIN, Catherine, *Histoire de la nation roumaine...*, pp.122–123.

<sup>879</sup> Tous les trois et leurs lettres ont été connus par l’Occident. VINCZE, Gábor, *Kronológia...*, pp.74–112.

<sup>880</sup> Il était rédacteur adjoint du journal du Parti communiste roumain. Dans cette lettre qui a été donnée à deux journalistes occidentaux « il a questionné l’autorité du parti et il a attentionné Ceausescu qu’entre le Parti communiste roumain et la classe ouvrière, une période de crise est ouverte ». BARBULESCU, Mihai, DELETANT, Denis, HITCHINS Keith, PAPACOSTEA, Şerban, TEODOR, Pompiliu, op.cit., p.552.

<sup>881</sup> Deux de ces rédacteurs étaient d’Oradea, tandis que Szöcs Géza de Cluj-Napoca. Ara-Kovács Attila quitte le pays en 1983. En 1984, un autre rédacteur « d’Ellenpontok » quitte la Roumanie avec une famille qui appartenait au groupe. En 1986 le troisième rédacteur du journal, Szöcs Géza, quitte le pays.

<sup>882</sup> Voir le chapitre sur la vie interne de l’Alliance.

où ils demandent entre autres: que les Hongrois de Roumanie soient considérés comme partie de la nation hongroise; l'autonomie culturelle et l'autonomie territoriale des espaces où les Hongrois sont majoritaires.<sup>883</sup>

Un autre groupe d'intellectuels hongrois le « Limes » a été formé en 1985. Ils ont organisé des débats, entre autres, sur la situation de la minorité hongroise. Nous y retrouvons plusieurs personnes qui après 1989 seront présentes lors de l'émergence de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie.<sup>884</sup>

Au milieu des années 1980 nous observons un changement d'attitude du gouvernement communiste de Budapest envers les minorités hongroises des autres « pays frères ». En 1988, dans un contexte international favorable aux minorités nationales, le gouvernement hongrois se déclare responsable pour le sort des minorités hongroises vivant au-delà de ses frontières.<sup>885</sup> Les Hongrois dénoncent la politique d'assimilation. L'existence de cette politique « est confirmée par les sources indépendantes et par des mesures prises au grand jour en Roumanie ».<sup>886</sup> Les relations entre la Hongrie et la Roumanie sont devenues tendues aussi après les manifestations organisées en juin 1988 pour protester contre l'assimilation forcée de la minorité hongroise de la Roumanie, contre les plans de systématisation de Ceausescu.<sup>887</sup> En Roumanie, le traitement vis-à-vis des minorités est légitimé avec le but « de la création d'une nation ethniquement homogène ».<sup>888</sup>

Selon Denis Deletant l'assimilation des Hongrois<sup>889</sup> s'est faite par trois voies. D'abord, par le changement ethnique de la Transylvanie, les Roumains étant aidés à s'établir en Transylvanie tandis qu'on permettait aux Allemands et aux intellectuels hongrois de partir<sup>890</sup>. Ensuite, par les mesures prises contre l'enseignement en langue hongroise.

<sup>883</sup> VINCZE, Gábor, *Kronológia...*, pp.112–114.

<sup>884</sup> Par exemple: Cs. Gyimesi Éva, Vekov Károly, Szilágyi N. Sándor. Ibidem. P.123. Le groupe a tenu des réunions dans différentes villes de Roumanie jusqu'en 1987, après avoir été découvert suite à des fouilles dans les appartements de différentes personnes, plusieurs membres du groupe quittent le pays.

<sup>885</sup> DURANDIN, Catherine, TOMESCU, Despina, *La Roumanie de Ceausescu*, Éditions Guy Epaud, 1988, p.141.

<sup>886</sup> DURANDIN, Catherine, TOMESCU, Despina, op.cit., p.144.

<sup>887</sup> Cette manifestation a été considérée la plus grande après la révolution de 1956. DURANDIN, Catherine, TOMESCU, Despina, op.cit., p.140.

<sup>888</sup> DURANDIN, Catherine, TOMESCU, Despina, op.cit., p.144.

<sup>889</sup> Il y a une différence majeure entre le traitement de la minorité hongroise et le traitement des Allemands et des Juifs. Ces dernières ayant un « État-mère » puissant du point de vue économique on a permis leur émigration en échange de l'argent que ces gouvernements ont payés.

<sup>890</sup> La migration des Hongrois à l'extérieur de la Transylvanie ou de leurs départements de naissance a été imposée par la loi qui disposait que tous ceux qui finissaient une université d'État devaient aller travailler à l'endroit de leur répartition obligatoire par les organes des forces de travail. La loi est apparue en 1975.

Enfin, le fait que la langue roumaine a été essentielle pour la promotion sociale des minorités a aidé aussi à leur assimilation.<sup>891</sup>

Nous avons vu que le traitement de la minorité hongroise de Roumanie par les communistes peut être analysé par le biais du processus de l'installation et de la consolidation du pouvoir communiste en Roumanie. La notion d'homogénéisation est très fréquente dans les discours de cette époque, mais dans une forme plus accentuée sous le national-communisme de Ceausescu. Pour Ceausescu il s'agissait « d'un processus conforme aux lois objectives du développement qui conduira progressivement mais inévitablement au renforcement de l'unité et de l'homogénéité de la classe ouvrière, de la paysannerie, de l'intellectualité, des autres classes sociales qui, dans les cadres de la division sociale du travail formeront un peuple unique, bâtisseur conscient de sa destinée, du plus juste système social-politique que l'humanité ait jamais connu – le communisme ».<sup>892</sup>

#### **4.6. Les modalités de la représentation politique des Hongrois de Roumanie entre 1918–1989**

Après avoir analysés les organisations de la minorité hongroise qui se sont proposées de la représenter, nous pouvons déceler quelques caractéristiques de cette représentation. D'abord, il nous semble que l'étendu du travail que ces organisations ont pu faire et mêmes les formes<sup>893</sup> qu'ils ont adoptées ont dépendu essentiellement du gouvernement roumain. De plus, la politique du gouvernement/du Parti communiste roumain a été influencée par les événements internationaux aussi. Nous ne disons pas que ce que ces organisations ont voulu faire n'a pas compté. Mais le cadre dans lequel ces organisations travaillaient dépendait essentiellement d'un gouvernement/du Roi/du Parti communiste roumain qui pendant toute la période analysée construisait l'État national roumain. L'approche triadique que nous avons définie dans notre chapitre théorique<sup>894</sup> semble se vérifier pour cette période. La situation économique de la minorité nationale et de son pays-mère souligné par Antoine

<sup>891</sup> BARBULESCU, Mihai, DELETANT, Denis, HITCHINS Keith, PAPACOSTEA, Șerban, TEODOR, Pompiliu, op.cit., pp.547–548.

<sup>892</sup> Le discours de Ceausescu de 29 avril 1988 cité par DURANDIN, Catherine, TOMESCU, Despina, op.cit., p.165.

<sup>893</sup> Voir le sous-chapitre sur l'intervalle 1918–1938.

<sup>894</sup> Nous avons soutenu que le contexte dans lequel un parti d'une minorité nationale agit est influencé par les relations entre les facteurs suivants: le parti de la minorité nationale/les autres partis du système politique; le parti de la minorité nationale/les partis du « pays-mère » et de son gouvernement; le gouvernement du pays où se trouve la minorité nationale et le gouvernement du 'pays-mère'. Voir le chapitre théorique.

Roger<sup>895</sup> paraît elles aussi avoir de l'importance. Par contre, il nous semble que le Parti hongrois sert à institutionnaliser un conflit interne, mais en même temps il s'articule aussi en fonction des scénarios internes et externes.

Il faut toutefois faire la différence entre les deux grands intervalles, et c'est notre deuxième conclusion. Les limites entre les deux périodes ne sont pas très nettes, mais nous pouvons définir un premier intervalle qui dure depuis la fin de la Première Guerre mondiale jusqu'à peu près la signature du traité de paix avec la Roumanie après la Deuxième Guerre mondiale. Durant cet intervalle, « la minorité hongroise a pu formuler ses intérêts d'une manière autonome ».<sup>896</sup> Après 1946/1947, les Hongrois « ont représenté ce qu'ils considéraient les intérêts réels de la communauté dans le cadre de la politique de la Roumanie concernant la minorité hongroise ».<sup>897</sup> Dans cette deuxième période, sous le communisme, des Hongrois sont montés aux différents échelons du pouvoir. Il faut y ajouter que dans certains domaines, comme les services secrets, l'armée ou les affaires étrangères, leur nombre a diminué progressivement ou ils ont même disparus. Mais généralement, les communistes ont pris soin d'avoir des représentants des différentes minorités<sup>898</sup> dans la Grande assemblée nationale<sup>899</sup>, ou dans le Comité central du parti communiste roumain<sup>900</sup>.

Ensuite, nous avons pu voir que la question de l'enseignement en langue hongroise a été présente tout au long de la période 1918–1989. La question de l'autonomie est également revenue plusieurs fois pendant cet intervalle, même si de manières très

---

<sup>895</sup> Voir notre chapitre théorique.

<sup>896</sup> BARDI, Nándor, *A romániai magyar elit generációs csoportjainak integrációs viszonyrendszere (1918–1989)*, manuscrit, p.20. Il faut souligner pendant cette période il y a eu des consultations entre le gouvernement hongrois et les représentants de la minorité hongroise de Roumanie; il y a eu aussi des aides financières du gouvernement hongrois.

<sup>897</sup> Ibidem.

<sup>898</sup> Gáll Ernő écrit dans ses mémoires: «Plusieurs membres des intellectuels hongrois de Roumanie ont fait partie de l'élite au pouvoir, mais suite au nationalisme que la politique du parti et de l'État a commencé à imposer, ils sont restés en dehors des sommets de la nomenclature. Naturellement, aux différents niveaux de l'appareil il y avait toujours des Hongrois 'de service' ». GALL, Ernő, *Számvetés*, Kolozsvár, KOMP-PRESS, 1995, p.78.

<sup>899</sup> Le nom du Parlement pendant la période communiste.

<sup>900</sup> Par exemple, dans le cas du Comité central du parti communiste roumain pendant 1945–1989 il y a eu: 89,9% de Roumains; 6,1% de Hongrois; 1,4% d'Allemands; 1,5% de Juifs. Parmi les Roumains, environ 23% étaient des femmes et 76% des hommes; parmi les Hongrois, environ 23% étaient des femmes et 76% des hommes; parmi les Allemands 25% étaient des femmes et 75% des hommes; parmi les Juifs 22% étaient des femmes et 78% des hommes. Nous avons cherché la documentation de cet exemple dans le livre DOBRE, Florica (eds.), *Membrii C.C. al P.C.R. 1945–1989, dicționar*, București, Editura Enciclopedică, 2004, p.662 où figurent les noms et les biographies partielles des membres du Comité central du parti communiste roumain; les calculs sont les nôtres.



différentes. Enfin, il faut remarquer que l'idée d'unir tous les Hongrois sous la même organisation pour les représenter est présente durant tout cet intervalle.<sup>901</sup>

Nous avons montré également les caractéristiques des trois premières générations d'intellectuels de la minorité hongroise de Roumanie qui avaient été: « les Hongrois cédés »; « l'homme minoritaire »; la génération socialisée dans les années trente-quarante dans un courant de gauche.<sup>902</sup> La quatrième génération est composée des personnes socialisées à gauche dans les années cinquante-soixante. Parmi leurs caractéristiques on peut signaler que: la grande majorité a une formation universitaire; ils connaissent la langue et la culture roumaines; ils connaissent et ils utilisent les dynamiques du parti; leur travail est lié aux luttes internes du parti et c'est dans ce cadre qu'ils essayent de se définir comme un groupe autonome; « au moment où cela se prouve sans succès, leurs stratégies se différencient: la protestation et la retraite, la défense des institutions et des positions, l'émigration en Hongrie, le service du pouvoir donné ». <sup>903</sup> Selon Bárdi Nándor de ce groupe font partie entre autres: Domokos Géza, le chef de la maison d'édition 'Kriterion', le premier président de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie; l'écrivain Sütő András qui participera les premiers mois de 1990 au travail de l'Alliance et qui sera blessé lors des événements de Târgu-Mureș<sup>904</sup>; Király Károly<sup>905</sup> qui a été le premier-secrétaire du Parti communiste roumain dans le département de Covasna, puis il a été parlementaire de l'Alliance.<sup>906</sup> Cette génération se considère comme la représentante de la minorité hongroise dans le cadre de la politique relative aux Hongrois de l'État. Ils sont ceux qui occupent des positions importantes dans la Région autonome hongroise, aux journaux et aux revues hongroises.<sup>907</sup>

La cinquième et dernière génération de cette période est celle des années '70 et '80 qui ne peut pas s'intégrer dans les institutions minoritaires. Ils sont idéologiquement plus divers que ceux de la génération précédente. Ils ne font pas partie du camp politique, ils sont présents dans les institutions du régime<sup>908</sup> ou dans différents groupes en dehors des cadres officiels.<sup>909</sup> Nous pouvons y inclure: le groupe formé autour de la revue clandestine « Ellenponto » d'Oradea-Cluj-Napoca; le

<sup>901</sup> Il faut toutefois souligner que les motivations sont différentes. Pour les années 1920–1938, l'unité est importante pour les dirigeants du Parti hongrois, tandis que pendant la période communiste l'unité est importante pour le Parti communiste roumain et pour les dirigeants hongrois.

<sup>902</sup> Voir les sous-chapitres précédents.

<sup>903</sup> BÁRDI, Nándor, op.cit., p.5.

<sup>904</sup> Voir le chapitre suivant.

<sup>905</sup> Voir le chapitre sur les changements de structure de l'Alliance.

<sup>906</sup> BÁRDI, Nándor, op.cit., p.5.

<sup>907</sup> BÁRDI, Nándor, op.cit., p.10.

<sup>908</sup> Comme par exemple les différentes rédactions, les universités.

<sup>909</sup> BÁRDI, Nándor, op.cit., pp.6–11.

groupe Limes; le groupe d'anthropologie culturelle de Miercurea-Ciuc<sup>910</sup>; le cercle de théorie scientifique<sup>911</sup> de Sfântu-Gheorghe.<sup>912</sup> Entre les membres des deux derniers groupes générationnels il y a eu des contacts, une partie de la cinquième génération publiait dans les revues conduites par ceux de la quatrième. Ces deux générations ont fourni la grande majorité de ceux qui ont fondé et de ceux qui conduisaient l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie.<sup>913</sup>

Dans les générations d'après la Deuxième Guerre mondiale, les élites politiques et culturelles Hongroises se mélangent.<sup>914</sup> Ce mélange entre les élites culturelles et politiques est visible dans la première moitié des années '90. La plupart des élites culturelles quitteront l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie vers 1993.

Nous avons vu qu'entre 1918–1989 il y a eu plusieurs organisations qui se sont définies ou le pouvoir les a définies comme représentantes de la minorité hongroise de Roumanie: le Parti hongrois; l'Alliance nationale des ouvriers hongrois de Roumanie; la Communauté hongroise de Roumanie; le Parti de la Transylvanie; l'Alliance populaire hongroise; le Conseil des ouvriers hongrois de Roumanie.

Nous avons également étudié le cadre dans lequel ils ont travaillé et les générations des élites qu'on peut définir pour l'intervalle étudié. Tout cela constitue le contexte historique dans lequel s'est posé la question de la représentation de la minorité hongroise de Roumanie d'après 1989. Il ressort assez clairement qu'il y avait diverses expériences et traditions de faire la politique de la minorité hongroise de Roumanie avant 1989.

Après avoir brièvement étudié les organisations qui ont représenté les Hongrois de Roumanie entre 1918–1989, nous allons entamer dans la partie suivante nos analyses sur l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie.

<sup>910</sup> Dans les années 80. Plusieurs des professeurs actuelles de l'université Babes-Bolyai ou de l'Université Sapientia en font partie: Biró A. Zoltán, Bodó Júlianna, Gagyí József, Lőrincz D. József, Oláh Sándor, Rostás Zoltán.

<sup>911</sup> Dans les années 80. Il a été conduit par Salat Levente.

<sup>912</sup> BÁRDI, Nándor, op.cit., p.6.

<sup>913</sup> Voir les sous-chapitres précédents, le chapitre suivant et le chapitre sur la vie interne de l'Alliance.

<sup>914</sup> BÁRDI, Nándor, op.cit., p.20.

**PARTIE III:**

**L'ALLIANCE DEMOCRATE HONGROISE  
DE ROUMANIE**

## CHAPITRE 5

### Préface – les Hongrois de Roumanie

Après la chute du Mur de Berlin, le monde occidental s'est retrouvé face à une multitude d'États ex-communistes de l'Europe de l'est. Ces pays se sont tout de suite revendiqués comme partie du monde occidental, comme porteurs depuis toujours des valeurs occidentales.

Les objectifs poursuivis par ces États et les remèdes offerts par l'Ouest aux multiples problèmes survenus après l'effondrement du communisme, étaient la démocratie et le capitalisme. Mais l'image mythique que se faisait chacun de l'autre a été la cause d'importants malentendus. D'un côté, l'Europe des Quinze a vu réapparaître tous les vieux clichés relatifs à l'Europe centrale et orientale. En même temps, les États de l'UE ont dû faire face à une problématique qu'ils ont crue, ou ont préféré croire, résolue à l'Est par le communisme: celle des nationalismes.

De l'autre côté, les pays de l'Est, sans comprendre véritablement le contenu et les répercussions de la démocratie et de l'économie du marché, se sont empressés d'essayer de les mettre en œuvre. De plus, les pays occidentaux ont analysé ces problèmes avec leurs concepts et ils ont proposé leurs solutions sans vraiment vérifier si les contenus des notions étaient les mêmes, si les réalités de l'Est permettaient l'application des solutions sans modification substantielle. L'un des domaines qui a posé le plus de problèmes et qui a donné lieu à de nombreuses mésententes est celui des nationalismes, de l'ethnicité.

Le processus de la transition et les guerres de Yougoslavie ont remis sur l'agenda de la politique internationale la question des minorités nationales. Au début des années 1990 on voit les minorités nationales comme une possible cause des guerres et de l'instabilité des pays qui les contiennent. Dans ce cadre surgit la question de la minorité hongroise. L'attention prêtée à la minorité hongroise peut être expliquée par plusieurs faits. D'abord, le comportement du gouvernement hongrois dont le premier ministre Antall József déclare qu'il se sent responsable pour quinze millions d'Hongrois.<sup>915</sup> Ensuite, la situation intérieure de la Roumanie qui, à cause des heurts interethniques de Târgu-Mureș<sup>916</sup> semblait se rapprocher de la situation you-

---

<sup>915</sup> Ce qui voulait dire qu'il se sent responsable pour les Hongrois qui vivent dans les pays voisins de la Hongrie.

<sup>916</sup> Voir dans le chapitre suivant.

goslave. Enfin, à part le fait qu'ils constituent l'une des plus nombreuses minorités de l'Europe<sup>917</sup>, elle est éparpillée dans sept pays, (la Slovaquie, l'Autriche, la Slovénie, l'Ukraine, la Croatie, la Yougoslavie, la Roumanie), les Hongrois sont concernés à divers degrés par la question des minorités hongroises<sup>918</sup>. De plus, la minorité hongroise de Roumanie est la plus nombreuse parmi les minorités hongroises des différents pays.

Une fois établis ces points de repères généraux, nous trouvons nécessaire d'apporter quelques encadrements spécifiques du point de vue démographique et social sur la minorité hongroise de Roumanie. Nous ne voulons pas du tout esquisser un tableau général de ce que sont et comment vivent les Hongrois de Roumanie. Dans ces pages d'introduction nous nous proposons d'encadrer numériquement et topographiquement les Hongrois.

Tout d'abord, nous allons nous intéresser au nombre des Hongrois. Par la suite, nous allons brièvement analyser l'espace géographique que la minorité hongroise peuple. Nous pouvons ainsi entamer une analyse des aspects sociaux et démographiques.

Après 1989, en Roumanie il y a eu deux recensements en 1992 et 2002. À ces occasions, des données concernant la langue maternelle, l'ethnie et les religions ont été enregistrées.<sup>919</sup> Selon ces recensements, nous pouvons noter une diminution du pourcentage des Hongrois en Roumanie de 7,12% en 1992 à 6,6% en 2002. Grâce à ces pourcentages les Hongrois sont la minorité la plus importante de Roumanie.<sup>920</sup>

La plupart (98,88%) des Hongrois vivent dans les départements de Transylvanie<sup>921</sup>. Selon les données du recensement de 2002 les Hongrois représentent en Transylvanie 19,6% de la population.<sup>922</sup> Nous constatons qu'il y a des différences notables en ce qui concerne le pourcentage des Hongrois dans les départements de Transylvanie. D'abord, il y a neuf départements dans lesquels le pourcentage des Hongrois se situe<sup>923</sup> entre 1.75%-10.67%: Caraș-Severin 1.75%; Sibiu 3.64%; Hunedoara 5.23%; Alba 5.40%; Bistrița-Năsăud 5.89%; Timiș 7.46%; Brașov 8.65%; Maramureș 9.08%; Arad 10.67%.

<sup>917</sup> Voir les annexes.

<sup>918</sup> Voir les annexes.

<sup>919</sup> Pour les problèmes regardant l'enregistrement de ces données voir: VARGA E., Árpád, *Fejezetek a jelenkori Erdély népesedéstörténetéből*, Budapest, Püski, 1998, pp.220–240. Parmi les problèmes mentionnés: la religion orthodoxe était imprimée tandis que pour les autres il y a eu des codes qui ont été ajoutés ultérieurement. D'une manière semblable, dans la rubrique de la nationalité et de la langue maternelle, le roumain a été imprimé sur la feuille.

<sup>920</sup> Voir les pourcentages des autres minorités dans les annexes.

<sup>921</sup> Les départements sont: Alba, Arad, Bihor, Bistrița-Năsăud, Brașov, Caraș-Severin, Cluj, Covasna, Harghita, Hunedoara, Maramureș, Mureș, Sălaj Satu-Mare, Sibiu, Timiș.

<sup>922</sup> Voir les pourcentages des autres minorités dans les annexes.

<sup>923</sup> Selon les données du recensement de 2002.

Ensuite, nous trouvons six départements dans lesquels les Hongrois représentent entre 17.40%-39.30%: Cluj 17.40%; Sălaj 23.05%; Bihor 25.96%; Satu-Mare 35.19%; Mureș 39.30%.<sup>924</sup> Enfin, il y a deux départements dans lesquels les Hongrois sont majoritaires: Covasna 73.80%; Harghita 84.62%.

Selon le dernier recensement, la grande majorité des Hongrois sont soit catholiques (40,99%), soit réformés (46,46%).<sup>925</sup> Seulement 0,04% des Hongrois se sont déclarés athées et 0,9% n'ont pas mentionné leur religion lors du recensement de 2002.<sup>926</sup>

En regardant les données des deux recensements, nous pouvons observer que le nombre des Hongrois a beaucoup diminué.<sup>927</sup> Sans vouloir entrer dans les détails nous pouvons dire que les principaux facteurs qui expliquent cette diminution sont: les taux de naissances très faibles<sup>928</sup>; la migration; l'assimilation.<sup>929</sup>

Les Hongrois de Roumanie sont une population vieillissante. Notons que tandis que l'âge moyen en Roumanie a été en 1992 de 35,6 parmi les Hongrois il a été de 37,3.<sup>930</sup> Lors du recensement de 2002 l'âge moyen des Roumains a été de 37,3, par contre parmi les Hongrois a été de 39,7.<sup>931</sup>

Selon le dernier recensement<sup>932</sup> 52,77% des Hongrois<sup>933</sup> vivait en villes et 47,23% aux villages. Des seize départements de Transylvanie, le nombre des Hongrois vivant dans les villes est plus grand que celui des Hongrois vivant dans les villages dans dix départements.<sup>934</sup> Il est intéressant de noter que dans cinq des six départements<sup>935</sup> dont le pourcentage d'Hongrois est plus élevé que 20%, il y a aussi un pourcentage plus élevé de personnes vivant dans le milieu rural que dans celui urbain.

Les données du recensement de 2002 nous montrent que 19% des Hongrois mariés vivaient dans des mariages mixtes<sup>936</sup>. Selon le sociologue Horváth István le nombre des mariages mixtes est influencé par le contexte ethno-démographique des

<sup>924</sup> Les départements qui se trouvent à la frontière avec la Hongrie sont: Arad, Bihor, Satu-Mare, Timiș.

<sup>925</sup> Parmi les autres religions nous retrouvons les uniates, les baptistes, les gréco-catholiques, les luthériens.

<sup>926</sup> Les données du recensement montrent que 0,18% des Hongrois n'ont pas de religion.

<sup>927</sup> Voir dans les annexes la diminution du nombre de la population de Roumanie.

<sup>928</sup> On doit y ajouter la différence très grande entre le taux de naissance et le taux de mortalité des Hongrois.

<sup>929</sup> Pour des analyses sur les données démographiques des deux recensements et les processus démographiques des Hongrois voir, par exemple KISS, Tamás (ed.), *Népesedési folyamatok az ezredfordulón Erdélyben*, Kolozsvár, RMDSZ ÜE-Kriterion, 2004, p.345.

<sup>930</sup> KISS, Tamás, « Az erdélyi magyar népességet érintő természetes népmozgalmi folyamatok: 1992–2002 », pp.9–29, in KISS, Tamás (ed.), op.cit., p.18.

<sup>931</sup> Ibidem.

<sup>932</sup> 2002.

<sup>933</sup> Qui vivent en Transylvanie.

<sup>934</sup> Alba, Arad, Bihor, Brașov, Caraș-Severin, Cluj, Hunedoara, Maramureș, Sibiu, Timiș. La différence est plus de 10.000 personnes dans les départements de: Bihor, Brasov, Cluj, Hunedoara, Maramures, Timis.

<sup>935</sup> Covasna, Harghita, Mures, Satu-Mare, Salaj.

<sup>936</sup> KISS, Tamás, *Természetes népmozgalmi folyamatok Erdélyben 1992–2002*, manuscrit, 2004.

différents départements. Conformément aux calculs faits par le sociologue « le taux des Hongrois dans un département explique dans une proportion de 76% les variations du taux des mariages mixtes/mariages 'ethniques'<sup>937</sup> dans des départements différents ». <sup>938</sup>

Toujours selon les données du dernier recensement, 27.09% des Hongrois qui travaillent sont des artisans et des ouvriers qualifiés, 14.86% des agriculteurs, 12.79% des opérateurs aux installations et aux machines, 10.32% travaillent dans le commerce et les services. Le pourcentage des Hongrois qui travaillent est au-dessous du pourcentage de la population occupée en Roumanie. La distribution des Hongrois parmi les catégories d'occupation définies par le recensement est différente de celle des Roumains. Le pourcentage des Hongrois est moindre que celui des Roumains, par exemple, dans les catégories suivants: les spécialistes des occupations intellectuelles et scientifiques; les fonctionnaires dans les administrations; les agriculteurs. Par contre, il a été plus grand, par exemple, parmi les artisans et les ouvriers qualifiés.<sup>939</sup> Lors du recensement de 2002 nous avons pu constater que le taux du chômage des Hongrois et des Roumains est très semblable. Tandis que le taux du chômage a été de 11.75% en Roumanie, parmi les Roumains il a été de 11.53% et parmi les Hongrois de 11.30%.<sup>940</sup>

En ce qui concerne la vie associative des Hongrois de Roumanie il faut savoir qu'il y a une multitude d'associations<sup>941</sup> et de fondations hongroises. Nous trouvons plus de 300 fondations hongroises en Roumanie. Parmi les organisations les plus importantes on trouve: l'Association ethnologique János Kriza; l'Association de protection des monuments Lajos Kelemen; le Centre des recherches régionales et anthropologiques; l'Association des pédagogues hongrois de Roumanie; l'Association culturelle hongroise de Transylvanie; l'Association du musée transylvain<sup>942</sup>; l'association des médecins hongrois de Roumanie; l'association des économistes hongrois de Roumanie. Dans la société civile hongroise on trouve aussi des associations de jeunes, comme: le conseil des jeunes hongrois; l'association des lycéens hongrois de Roumanie; l'association nationale des étudiants hongrois; etc.<sup>943</sup>

<sup>937</sup> Des mariages dans lesquels les deux époux sont Hongrois.

<sup>938</sup> HORVÁTH, István, « Az etnikailag vegyes házasságok az erdélyi magyar lakosság körében: 1992–2002 », pp.235–257, KISS, Tamás (ed.), *Népesedési folyamatok az ezredfordulón Erdélyben*, Kolozsvár, RMDSZ ÜE-Kriterion, 2004, p.243.

<sup>939</sup> Voir les données détaillées dans les annexes.

<sup>940</sup> Les données de l'Institut national de statistique qui se trouvent sur le serveur [www.insse.ro](http://www.insse.ro) visité la dernière fois en décembre 2005. Nos propres calculs.

<sup>941</sup> Quelques-uns ont déjà existé avant la période communiste. Voir nos chapitres précédents.

<sup>942</sup> Fondé en 1852 par le comte Imre Mikó à Cluj (Kolozsvár).

<sup>943</sup> HTMH, Jelentés a romániai magyarság helyzetéről, [www.htmh.hu](http://www.htmh.hu)

Pour la socialisation des Hongrois et pour la vie de la communauté aussi, nous considérons comme important les théâtres et les médias hongrois.

Dans les villes les plus importantes pour les Hongrois il y a des théâtres en langue hongroise.<sup>944</sup> En ce qui concerne la télévision, il faut savoir que la télévision d'État roumaine transmet des émissions en langue hongroise et la télévision Duna<sup>945</sup> est accessible par câble en Transylvanie<sup>946</sup>. On peut mentionner que dans les départements de Transylvanie différentes télévisions de la Hongrie sont accessibles. En plus, il y a des départements où on trouve des télévisions locales commerciales hongroises. Pour les radios, la situation est semblable: des émissions en langue hongroise du radio national; des radios commerciaux hongrois dans certaines villes de Transylvanie.

En Roumanie il y a trois types de presse écrite en hongrois. D'abord, il y a sept journaux départementaux qui ont un tirage entre 10.000–20.000. Ensuite, deux journaux nationaux<sup>947</sup>. Enfin, des journaux qui apparaissent dans des localités différentes ou dans les petites régions. Selon Papp Z. Attila, qui fait ses recherches sur la presse écrite hongroise de Roumanie, 934 journaux ont apparus entre 1989–1999. Le nombre est grand car l'auteur a pris en considération les journaux qui ont eu une seule apparition aussi.<sup>948</sup>

Cette image succincte de la minorité hongroise de Roumanie nous montre que la majorité des Hongrois se trouvent dans les départements de Transylvanie.

Nous avons vu également que les Hongrois ont des associations, des institutions culturelles, des médias en langue hongroise<sup>949</sup>. Ces caractéristiques générales des Hongrois de Roumanie étant établies nous entamons dans le chapitre suivant l'analyse de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie, l'organisation qui les représente entre 1990–2004.

<sup>944</sup> Il y a un théâtre et un opéra hongrois (la seule en Roumanie, à Cluj), des théâtres à Târgu-Mureș, Timișoara, Oradea, Satu-Mare, Sfântu-Gheorghe, Miercurea-Ciuc, Odorheiu-Secuiesc, il y a des théâtres de marionnettes à Cluj et à Oradea.

<sup>945</sup> La « Duna » est une télévision de la Hongrie qui émet pour les Hongrois vivant dans les pays voisins de la Hongrie. Elle peut être considérée une sorte de TV5 hongroise.

<sup>946</sup> Il est accessible par satellite aussi. Il peut être réceptionné dans les espaces où vivent les Hongrois.

<sup>947</sup> Le Romániai Magyar Szó est proche de l'ADHR, le Krónika est proche de l'opposition de l'Alliance.

<sup>948</sup> PAPP, Z. Attila, *A romániai magyar sajtóvilágosság a kilencvenes években. A működtetők világa*, thèse soutenu à ELTE, 2005, pp.66–67.

<sup>949</sup> Parmi lesquelles il y a des associations qui ont existé dans l'entre-deux-guerres ou pendant une brève période sous le régime communiste.



## CHAPITRE 6

### L'émergence de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie

Dans notre chapitre théorique nous avons étudié la façon dont les politologues interprètent l'émergence des partis ethniques, des partis ethnorégionalistes. Horowitz lie la naissance des partis ethniques à la division (en fonction de lignes ethniques) de la société, de la cohésion du groupe et des systèmes de partis. Pour Seiler, l'émergence des partis autonomistes est due au clivage centre/périphérie tandis que Jean-Michel De Waele et Antoine Roger soulignent l'importance du pays-mère.

Dans ce chapitre nous nous proposons d'analyser l'émergence de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie. Nous voulons apporter des réponses partielles à notre hypothèse génétique<sup>950</sup>. Nous procédons en trois temps. D'abord, nous étudions l'émergence de l'Alliance. Par la suite, nous analysons les liens de filiation d'entre l'Alliance et les partis hongrois de la période 1918–1989. Pour conclure, nous étudions de quelle manière l'Alliance traite la question du possible passé communiste de ses membres.

#### 6.1. L'émergence de l'ADHR

Les événements de décembre 1989 ont donné la possibilité aux représentants de la minorité hongroise de Roumanie de s'organiser. Sans entrer dans les détails de la chute du régime communiste roumain<sup>951</sup> nous devons toutefois nous rappeler que les manifestations se sont déclenchées pendant la deuxième semaine de décembre à Timișoara. Au début, les Hongrois protestaient contre le déplacement forcé de leur prêtre réformé Tőkés László, puis le 15 décembre des Roumains et des Serbes se sont ralliés aux Hongrois.<sup>952</sup> L'armée a commencé à tirer sur les manifestants le 17 décembre. Selon Gallagher, « la révolte populaire spontanée de Timișoara, puis de

---

<sup>950</sup> Voir notre chapitre introductif.

<sup>951</sup> Voir pour cela la thèse de SOARE, Sorina, *Analyse de l'émergence et du développement des partis et du système de partis politiques en Roumanie depuis 1989*, soutenu à l'Université Libre de Bruxelles, 2003, pp.301–310, ou GALLAGHER, Tom, *Democrație și naționalism în România 1989–1998*, București, All, 1999, pp.94–125.

<sup>952</sup> GALLAGHER, Tom, *Furtul unei națiuni, România de la comunism încoace*, București, Humanitas, pp. 92–93.

București, a été suivie par un putsch interne que Ceașescu n'a pas pu étouffer ».<sup>953</sup> Ceașescu et sa femme ont fui București le 22 décembre, puis le 25 décembre ils ont été arrêtés et exécutés.

Par la suite, le Front du salut national a été fondé le 22 décembre. Dans sa proclamation du 23 décembre, le Front déclarait: « en ce moment toutes les structures de pouvoir du clan Ceașescu se sont dissoutes. Le gouvernement est renvoyé, le Conseil d'État et ses institutions cessent leur activité. Tous les pouvoirs de l'État sont repris par le Conseil du Front du salut national, le Conseil supérieur de l'armée – qui coordonne l'activité de l'armée et les groupements du ministère de l'intérieur – se subordonne à lui (...) Dans le territoire on organise les conseils communaux, des villes, et départementaux du Front du salut national, comme les organes des pouvoirs locaux ».<sup>954</sup> Le 26 décembre 1989 Ion Iliescu devient le président du Conseil du Front, tandis que Dumitru Mazilu est nommé « le premier vice-président » et Petre Roman premier ministre.<sup>955</sup>

En décembre 1989, des organisations hongroises font leur apparition à plusieurs endroits. Le 22 décembre 1989 à Timișoara s'est formée l'Alliance démocrate hongroise de Banat<sup>956</sup> ayant comme président d'honneur le pasteur Tőkés László. Le document fondateur qui avait juste quelques lignes, définit trois objectifs et une structure organisationnelle. Ses buts ont été: « la mobilisation des Hongrois de Banat pour l'accomplissement des programmes adoptés par le Conseil National du Front du salut national; la rédaction et la représentation authentique des intérêts des Hongrois de Banat; la coopération avec les organisations des autres nationalités de Banat ».<sup>957</sup> La structure de cette Alliance aurait dû être composée d'un conseil départemental, de l'organisation de villes et des villages, tandis que « les organes de direction devraient être réélus tous les quatre ans ».<sup>958</sup> Le document fondateur stipulait aussi que l'Alliance Démocrate Hongroise de Banat voulait adhérer « à l'organisation démocratique des Hongrois ».<sup>959</sup> Le même jour, à Brașov, s'est formé un groupe d'initiateurs, mais ce groupe apparaîtra déjà dans le journal local le 29

<sup>953</sup> GALLAGHER, Tom, « *Furtul unei națiuni* », p.93.

<sup>954</sup> La déclaration du Conseil du Front du salut national, *Szabadság*, le 23 décembre 1989, p.1.

<sup>955</sup> La déclaration du Conseil du Front du salut national et les décrets-lois du Front. *Szabadság*, 27 décembre 1989, p.1.

<sup>956</sup> « La province comprise entre les fleuves de Mureș, de Tisza, de Danube et les Carpates est connue sous le nom de Banat de Temeshvar » (Temeshvar était le nom hongrois de Timișoara). La définition du Banat est ainsi faite par la délégation roumaine à la Conférence de la Paix dans le document *La Roumanie devant le Congrès de la Paix*, les archives du Ministère des affaires externes de la Roumanie, fond C2/4, volume 180, p.103.

<sup>957</sup> L'acte de fondation de l'Alliance démocrate hongroise de Banat. CD RMDSZ.

<sup>958</sup> Ibidem.

<sup>959</sup> Ibidem.

décembre comme la commission provisoire pour la formation de l'organisation départementale de l'ADHR.<sup>960</sup>

Le 23 décembre 1989 à Cluj, une autre organisation hongroise a annoncé son apparition, le Conseil démocrate hongrois de Cluj.<sup>961</sup> Le même jour, trois autres organisations ou groupes d'initiative hongroise se sont formés:

- L'organisation du Conseil national hongrois démocratique d'Oradea qui, dans quelques jours, est devenue le groupe d'initiative de l'organisation départementale de l'ADHR.<sup>962</sup>
- La commission d'organisation du Forum démocratique des Hongrois de Roumanie de Covasna.
- La commission provisoire d'organisation du département de Satu-Mare.

En fait, nous pouvons observer entre 23–25 décembre 1989 des mouvements parallèles. D'une part, il y a plusieurs endroits où les Hongrois commencent à s'organiser. D'autre part, il y a Bucarest, où, le 25 décembre, un groupe qui se nomme « la commission administratrice provisoire de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie » rend publique une déclaration selon laquelle « on a constitué l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie – l'organisation de la protection et de représentation de la nationalité hongroise de Roumanie »<sup>963</sup>. Le document est signé par Domokos Géza<sup>964</sup>. Une fois cette commission provisoire constituée, les autres groupes d'initiative existant dans différentes villes de Transylvanie se redéfinissent comme des commissions, des conseils, des organisations de telle ou telle organisation départementale ou de ville de l'ADHR.

Toutefois, il faut ajouter que dans un premier temps l'Alliance Démocrate Hongroise de Banat pensait s'enregistrer comme une organisation indépendante. C'est seulement le 26 janvier qu'elle a déclaré qu'elle allait devenir l'organisation départementale de Timiș de l'ADHR.<sup>965</sup>

Il y a plusieurs processus qui font que ce soit le groupe d'initiative créé à Bucarest qui commence à organiser une alliance nationale des Hongrois, l'ADHR. D'abord, il ne faut pas oublier le premier communiqué du 23 décembre du Front du salut national qui précise « que tout le pouvoir est repris par le Conseil du Front du salut

<sup>960</sup> Les buts et l'appel de la Commission. CD RMDSZ.

<sup>961</sup> C'est une déclaration d'appui au Front du salut national qui sort après la déclaration du Front du salut national qui avait précédemment annoncé l'assurance dans la constitution des droits collectifs et individuels des minorités. CD RMDSZ.

<sup>962</sup> Le procès-verbal de la séance de constitution de l'organisation. CD RMDSZ.

<sup>963</sup> La proclamation de la commission d'administration provisoire de l'ADHR de 25 décembre 1989. CD RMDSZ.

<sup>964</sup> Voir notre chapitre « historique ».

<sup>965</sup> BAKK, Miklós, « Az RMDSZ mint a romániai magyarság politikai önmeghatározási kísérlete 1989 után », *Régió*, 1999/2, p.111.

national » et qui nomme les membres de son conseil. De ce Conseil font partie initialement deux Hongrois: Tőkés László et Domokos Géza. Un autre Hongrois Király Károly<sup>966</sup> sera ultérieurement coopté dans le Conseil Provisoire de l'Union Nationale<sup>967</sup> où il sera vice-président.

Ensuite, Domokos Géza a été le président de la Maison d'Édition « Kriterion » entre 1969–1990. « Kriterion » éditait les livres en langue hongroise pendant le régime communiste. Cette fonction « lui a permis de garder dans une certaine mesure le contact avec les intellectuels hongrois, chose que peu d'autres représentants des Hongrois pourraient se permettre avant 1989 ». <sup>968</sup> Domokos connaissait également Iliescu avant les événements de décembre 1989. <sup>969</sup> Enfin, c'est le groupe de Bucarest qui a fondé un groupe d'initiative nationale et non pas départementale comme les autres. Il a également réussi par les réseaux de ces membres à rallier les autres groupes. En plus, le groupe d'initiative de Bucarest s'est formé très vite. Il a été accepté comme représentant de la minorité hongroise de Roumanie par le gouvernement hongrois dès décembre 1989.

Le 25 décembre, quand on a annoncé la création de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie aucun autre parti ou organisation n'avait encore informé le public de la Roumanie de sa naissance. Nous avons déjà vu que dans la première déclaration de la commission administratrice provisoire de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie du 25 décembre l'appellation utilisée est celle d'une organisation, d'une alliance et non pas d'un parti. Dans cette déclaration on exprime d'abord l'appui pour le Front du salut national. Nous ne devons pas oublier que la première déclaration du Front parle « de la garantie de l'égalité totale des minorités

<sup>966</sup> Il est devenu l'un des dissidents du régime communiste. Cependant, son parcours commence dans le Bureau central du Parti communiste roumain entre 1968–1974, étant le premier secrétaire de l'organisation du département de Covasna du Parti communiste roumain. Il a été aussi « membre suppléant du comité exécutif du parti et vice-président du conseil hongrois. Il démissionne de ses fonctions (en 1974). Il proteste par une série de lettres adressées entre 1977 et 1980 à des personnalités officielles contre le fossé qui sépare la théorie égalitaire de la pratique discriminatoire. (...) le texte de ses interventions est diffusé par Radio Free Europe ». DURANDIN, Catherine, *Histoire des Roumains*, Fayard, 1995, p.457. Selon les mémoires de Király Károly c'était Ion Iliescu qui lui a téléphoné pour lui dire d'aller à Bucarest dans le Conseil provisoire de l'Union nationale. Király écrit également qu'il connaissait Iliescu depuis 1957 de Moscou, Iliescu étant le « secrétaire des organisations des partis des jeunes qui étaient en URSS ». KAROLY, Király, *Nyílt kártyákkal, önéletírás és naplójegyzetek*, Nap Kiadó, 1995, pp.153–163.

<sup>967</sup> Le Conseil du Front du salut national a changé son nom en février 1990.

<sup>968</sup> GALLAGHER, Tom, *Democrație și naționalism în România 1989–1998*, București, All, 1999, p.102.

<sup>969</sup> DOMOKOS, Géza, *Esély I*, Csíkszereda, Pallas Akadémia, 1996, p.137. Dans son mémoire, Domokos écrit que « le berceau de l'Alliance a été balancé par beaucoup de personnes et dans beaucoup des endroits. Nous – « le cercle de Domokos » comme on nous a décrits sarcastiquement en nous attaquant plus d'une fois – nous avons seulement donné un nom, accepté par tout le monde, au nouveau-né ». DOMOKOS, Géza, op.cit. p.22.

nationales avec les Roumains et le respect des droits et des libertés des minorités nationales ». <sup>970</sup> En plus, il y avait des Hongrois dans le Conseil du Front.

Ensuite, la déclaration de l'Alliance stipule que la commission administrative provisoire allait fonctionner jusqu'au moment de son congrès. Enfin, l'on précise que « l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie se situe sur la base principale du droit d'autodétermination des Hongrois de Roumanie, avec tout ce qui en découle. En même temps, on insiste sur le fait que l'on n'entre pas en collision avec le respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la Roumanie libre et démocratique ». <sup>971</sup> Les sept principes requis dans cette première déclaration ont été: la représentation des minorités dans le parlement; un réseau d'enseignement en langue hongroise à tous les niveaux; « la création et le fonctionnement des institutions culturelles et scientifiques de la nationalité hongroise » <sup>972</sup>; des médias hongrois; des lois garantissant l'utilisation de la langue hongroise dans l'administration publique et dans la justice; la création d'un ministère des nationalités; la garantie légale des droits collectifs de la minorité hongroise et son assurance en pratique. <sup>973</sup>

À ce moment s'est constitué le Conseil provisoire d'administration qui, selon les mémoires de Domokos Géza <sup>974</sup>, comprenait les personnes suivantes: Domokos Géza, Tőkés László, Király Károly, Sütő András <sup>975</sup>, Lányi Szabolcs <sup>976</sup>, Kányádi Sándor <sup>977</sup>, Cs. Gyimesi Éva <sup>978</sup>, Kántor Lajos <sup>979</sup>, Demény Lajos <sup>980</sup>, Balogh Edgár <sup>981</sup>,

<sup>970</sup> La déclaration du Conseil du Front du salut national, *Szabadság*, le 23 décembre 1989, p.1

<sup>971</sup> La proclamation de la commission administrative provisoire de l'ADHR de 25 décembre 1989. CD RMDSZ.

<sup>972</sup> Ibidem.

<sup>973</sup> Ibidem.

<sup>974</sup> DOMOKOS, Géza, op.cit., p.21.

<sup>975</sup> Écrivain très connu de la minorité hongroise de Roumanie. Il vivait à Târgu-Mureș.

<sup>976</sup> Il a été professeur universitaire à l'Université de București, en 1989 après les investigations de la police politique il n'a plus eu le droit d'enseigner. Après 1990 il a été rappelé à l'université. Dans les années 90 il a eu plusieurs postes dans les structures gouvernementales: conseiller, puis ministre secrétaire d'État; le président d'agence pour la science et la technologie, puis doyen de l'Université privée hongroise de Transylvanie – Sapientia. *Erdélyi Magyar Ki Kicsoda, 2000*, Várad, RMDSZ Scripta, p.398

<sup>977</sup> Écrivain bien connu de la minorité hongroise de Roumanie.

<sup>978</sup> Professeur universitaire de Cluj-Napoca.

<sup>979</sup> Il a été journaliste, éditeur et écrivain. Il a été rédacteur au journal littéraire Korunk de Cluj entre 1959–1990, puis son rédacteur en chef. Il a été le premier président de l'organisation départementale de l'ADHR de Cluj, membre dans la présidence nationale entre 1990–1992, membre du Conseil National des Délégués (voir dans le chapitre sur la structure) en 1994, puis dans le Conseil Conciliant. « *Erdélyi Magyar Ki Kicsoda...*, p.317

<sup>980</sup> Historien, entre 1963–90 chercheur à l'Institut d'histoire Nicolae Iorga de București. En 1990 il était l'adjoint du ministre de l'éducation nationale, puis, entre 1990–1992, sénateur du département de Bihor. « *Erdélyi Magyar Ki Kicsoda...*, p.168.

<sup>981</sup> L'ancien vice-président de l'Alliance populaire hongroise (voir dans le chapitre sur la représentation politique de la minorité hongroise de Roumanie entre 1918–1989), emprisonné en 1949, puis réhabilité en 1956, le rédacteur en chef du journal littéraire Korunk de Cluj-Napoca.

Sylvester Lajos<sup>982</sup>, Horváth Andor<sup>983</sup>. Il faut dire que les documents de l'Alliance mentionnent encore une personne de plus qui aurait été membre de ce Conseil: Toró Tibor<sup>984</sup>. Il faut ajouter que tous les documents décrivent ce conseil comme un conseil ouvert, dans le sens que d'autres membres pourront ultérieurement être cooptés.

À ses débuts, le Conseil exécutif de l'Alliance a été composé par: Domokos Géza président; Tőkés László président honorifique; Verestóy Attila<sup>985</sup> secrétaire.<sup>986</sup> En regardant le nom présents dans cette première structure de l'Alliance, nous pouvons constater que neuf personnes sur quatorze venaient des milieux de la culture et que les membres de ces conseils sont soit des professeurs universitaires et des chercheurs, soit des journalistes/des rédacteurs et un prêtre.

Il est intéressant de remarquer que seulement deux personnes ont des formations en sciences exactes. Une explication possible est donnée par Domokos qui écrit: « la composition du Conseil Provisoire d'Administration a été faite à l'improviste. Le critère principal a été que la liste soit représentative par le poids moral, la réputation professionnelle et humaine de ses membres, jusqu'à la constitution des organes élus de l'Alliance. Il y a eu des personnes qu'on a pu joindre et demander leur avis, il y en a eu quelques-unes à qui on n'a pas pu demander leur consentement ».<sup>987</sup>

La constitution des différentes structures de l'Alliance a passé par plusieurs réunions. Lors de la rencontre des délégués nationaux de l'Alliance du 13 janvier d'une part, ils ont décidé que tous les présidents des organisations territoriales feront partie du Conseil provisoire d'administration. D'autre part, ils ont adopté une déclaration d'intention. Le 24–25 février les délégués nationaux ont élu le Conseil provisoire de l'Alliance et la présidence. Il faut mentionner que parmi les onze membres de la Présidence, seulement quatre ont été membres du Conseil provisoire d'administration aussi. Ces personnes sont Domokos Géza, Tőkés László, Sylvester Lajos et Verestóy Attila. Le premier congrès de l'ADHR a eu lieu le 21–22 avril 1990 à Oradea.<sup>988</sup>

<sup>982</sup> Journaliste. Entre 1968–1972, président de la commission culturelle du département de Covasna, puis directeur du théâtre entre 1972–1984, puis journaliste au journal départemental hongrois de Covasna. Puis le président de l'organisation départementale de l'ADHR entre 1989–1990. « *Erdélyi Magyar Ki Kicsoda...*, p.589.

<sup>983</sup> Ecrivain et professeur universitaire. Entre 1970–1983 il travaille au journal Hét, puis, entre 1983–1990, au Művelődés, entre 1990–1992 il travaille dans le Ministère de la Culture, depuis 1992 il est professeur universitaire à Cluj.

<sup>984</sup> Professeur universitaire à Timișoara.

<sup>985</sup> Chimiste, entre 1980–1983 il enseigne à l'Université de Bucarest, entre 1983–1989, chercheur à l'Institut de chimie anorganique de București. C'est lui qui a inscrit l'Alliance. Sénateur depuis 1990. C'est la seule personne du Conseil provisoire et du Conseil exécutif qui soit encore dans la politique ayant une fonction, celle de sénateur de l'ADHR.

<sup>986</sup> Kronológia 1989–1990, CD RMDSZ.

<sup>987</sup> DOMOKOS, Géza, op.cit., p.21.

<sup>988</sup> Pour les changements programmatiques et structurels voir les autres chapitres.

L'ADHR a été enregistrée, conformément à la loi sur les fondations et les associations, le 26 janvier 1990.<sup>989</sup>

## 6.2. Les prédécesseurs

Dans notre chapitre « historique » nous avons recensé les partis hongrois qui, après 1920, se sont proposé de représenter les Hongrois de Roumanie. La question qui se pose est si l'Alliance a fait référence à eux, si elle les a revendiqués comme ses prédécesseurs. Les documents officiels de l'Alliance que nous avons consultés ne font pas de références nominales à ces partis. La seule exception que nous ayons trouvée c'est le communiqué annonçant la création du Conseil d'organisation du Forum démocratique des Hongrois de Roumanie du département de Covasna. Le Forum, dans sa déclaration parue le 24 décembre dans le journal local *Háromszék*, s'est réclamé comme le successeur légitime de l'Alliance populaire hongroise dissoute en 1953.<sup>990</sup>

Nous avons retrouvé deux références à des discussions sur l'Alliance populaire hongroise. Premièrement, le premier président de l'Alliance, Domokos Géza<sup>991</sup>, mentionne dans ses mémoires la première rencontre nationale de l'ADHR de 7 janvier 1990 quand il y a eu un débat formulé dans les termes de: « la question si nous devrions considérer l'Alliance populaire hongroise comme notre prédécesseur ou non; qu'est-ce que nous devons retenir de ses expériences? »<sup>992</sup>

Deuxièmement, au premier congrès de l'Alliance, l'un des représentants de l'Alliance des organisations des jeunesses hongroises a dit: « On veut éviter que l'histoire désolante de l'Alliance populaire hongroise se répète, quand on a rougi, on est devenue rose, rouge, puis on a couché avec le pouvoir ». <sup>993</sup>

À l'état des recherches actuelles, il ne nous semble pas qu'il ait existé une véritable volonté de chercher des prédécesseurs de l'ADHR. Il nous semble qu'on a été conscient de l'existence d'une tradition politique hongroise en Roumanie, sans la

<sup>989</sup> Le Front du salut national est enregistré comme parti le six février 1990, tandis que le Parti national paysan Chrétien et Démocrate et le Parti National Libéral ont été inscrits avant 15 janvier 1990.

<sup>990</sup> L'information sur la fondation du Comité d'organisation. CD RMDSZ.

<sup>991</sup> Président entre 1898/90–1993.

<sup>992</sup> DOMOKOS, Géza, op.cit., p.114. En remémorant ce qu'il a dit à cette réunion, Domokos Géza écrivait sur la nature des relations avec le Front du salut national; il s'agissait pour lui de « relations de partenariat. Faire la politique indépendamment, s'il le faut en acceptant l'alternative d'être en opposition. On ne peut pas répéter les fautes de l'Alliance populaire hongroise ». <sup>992</sup> DOMOKOS, Géza, op.cit., p.124 Les discussions de cette réunion ont été continuées plus tard dans une autre réunion nationale à Târgu-Mureș, mais d'autres références à l'Alliance populaire hongroise n'ont pas été faites.

<sup>993</sup> RMDSZ első kongresszusa, p.116.

nier, mais sans en parler trop souvent.<sup>994</sup> Par contre, l'Alliance s'est définie comme une organisation qui est née en décembre 1990, sans revendiquer des origines quelconques. Le préambule des décisions prises au premier congrès de l'Alliance mentionne expressément que « l'ADHR s'est formé dans le courant de la révolution de décembre 1989 »<sup>995</sup>. Le fait que l'Alliance n'a pas revendiqué de continuité avec le Parti hongrois est explicable aussi par la volonté de l'Alliance de ne pas se labelliser comme parti.

### 6.3. Le communisme

Une autre question « du passé » cible le passé communiste. Il nous semble important dans le cas d'une organisation qui est née lors de la chute du régime communiste, d'étudier comment elle gère « le passé proche », plus précisément le possible passé communiste de ses membres et de ses dirigeants.

Le 22 janvier 1990, un mois après la naissance de l'ADHR, la commission administrative provisoire<sup>996</sup> de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie a fait publique une prise de position concernant le passé<sup>997</sup>. La motivation de cette déclaration est la suivante: « à plusieurs reprises, nos membres nous demandent de prendre une position commune concernant ceux qui, en raison de leur comportement moral, de leur comportement dans le passé, méritent ou non d'être membres de notre alliance ».<sup>998</sup> Cette déclaration est très nuancée. D'abord, selon cette prise de position, seulement celui qui « dans les années passées n'a pas répudié son identité hongroise (...) celui qui n'a commis rien de nuisible, de manière directe ou indirecte, à sa communauté », pouvait devenir membre de l'Alliance.<sup>999</sup>

Ensuite, on fait la différence entre les personnes qui se sont trouvées aux différents niveaux du système. Dans la déclaration on souligne qu'il n'était pas acceptable de

<sup>994</sup> Le président de l'Alliance Markó Béla m'a dit dans l'entretien que j'ai eu avec lui « Je ne me rappelle pas de consultation organisée au cours de laquelle on aurait analysé la politique hongroise d'entre les deux-guerres, ou les leçons de l'activité de l'Alliance populaire hongroise. (...) à mon avis il y en avait beaucoup qui ne connaissaient pas ces traditions. Des discussions « intellectuelles », on en a eues, mais elles ont été plutôt informelles. (...) Il faut se poser la question: avant 1989, qui était ceux qui pouvaient avoir des connaissances sur la période de l'entre-deux-guerres. Moi, par exemple, comme écrivain – et, au début, il y avait plusieurs écrivains dans l'Alliance – j'ai eu l'avantage que la littérature de l'entre-deux-guerres faisait partie de mon savoir et la politique a été liée à cela. Ceux qui ont étudié la littérature de l'entre-deux-guerres ont étudié les autres aspects de la vie publique aussi. En plus, plusieurs hommes politiques hongrois ont été des écrivains, par exemple Kós Károly. » Entretien réalisé par nous-même le 23 décembre 2005 à Cluj-Napoca.

<sup>995</sup> DOMOKOS, Géza, op.cit., p.210.

<sup>996</sup> Plus précisément, le Bureau Centrale de cette commission.

<sup>997</sup> Il faut noter que la prise de position n'a pas de titre, son contenu se réfère au passé.

<sup>998</sup> La déclaration de 22 janvier 1990. Le texte se trouve sur *CD RMDSZ*.

<sup>999</sup> Ibidem.



penser que les membres « qui ont eu des fonctions plus basses ou plus hautes, ou qui ont été présents dans l'opinion publique, se soient compromis de manière égale pendant les années passées.

On ne peut non plus accepter qu'envers eux on devrait se situer sur une position de refus total ou d'indulgence et de pardon, sans faire la différence ».<sup>1000</sup> Cette attitude peut être expliquée par le fait que parmi les membres des organes dirigeants il y avait des personnes qui pendant une période de leur vie ont eu des fonctions dans le Parti communiste roumain.<sup>1001</sup> Un autre facteur explicatif peut être celui conformément auquel « à peu près tous les Hongrois ont été exclus de la vie politique avant 1989 ».<sup>1002</sup>

Enfin, la déclaration comprend un paragraphe sur les ex-membres du Parti communiste. Ce paragraphe réitère ce qu'on a dit précédemment en ajoutant: « on part du fait qu'on ne peut pas juger une personne seulement à cause de son adhésion au parti. Par conséquent, tous les hommes intègres peuvent être membres de notre alliance, s'ils soutiennent son programme, indépendamment du fait qu'ils ont été ou non membres du Parti communiste ».<sup>1003</sup> Cette déclaration a été prise avant la Proclamation de Timișoara, dont le huitième point demandait que la loi électorale interdise durant les trois premières élections la candidature des anciens activistes du Parti communiste roumain ou des anciens membres de la Securitate.

La question des personnes qui ont occupé des fonctions pendant la période communiste est revenue encore une fois dans les débats internes de l'Alliance, lors de son premier congrès d'avril 1990. Notons qu'entre décembre 1989 et avril 1990 plusieurs dissidents hongrois qui ont fui le régime communiste sont revenus de la Hongrie, comme le poète Szöcs Géza<sup>1004</sup> et Borbély Ernő. Plusieurs délégués au congrès ont abordé la question des ex-communistes.

D'une part, le pasteur Tőkés László, le symbole de la révolution et le président d'honneur de l'Alliance, a essayé de nuancer la problématique des ex-communistes dans la même veine que la prise de position de janvier. D'abord, il a donné des noms pour montrer qu'on ne pouvait pas juger quelqu'un seulement en raison de son adhésion au Parti communiste<sup>1005</sup>. Ensuite, il a fait dans son discours une comparaison entre les chrétiens et les communistes en soulignant que « les soi-disant chrétiens, et je pense aux grands prêtres et aux prêtres corrompus, n'ont pas agis avec plus de dignité que

<sup>1000</sup> Ibidem.

<sup>1001</sup> Voir par exemple Domokos Géza, Király Károly.

<sup>1002</sup> GALLAGHER, Tom, *Democrație ...*, p.196.

<sup>1003</sup> La déclaration de 22 janvier 1990. Le texte se trouve sur *CD RMDSZ*.

<sup>1004</sup> Voir notre chapitre « historique ».

<sup>1005</sup> Il dit par exemple « selon mon opinion, Domokos Géza a eu un travail de très grande valeur pour la survie de Kriterion, ou Király Károly qui, selon moi, a été l'homme de fil, même en Europe centrale, de la lutte contre le régime de Ceaușescu ». *RMDSZ első kongresszusa*, pp.74–75.

les communistes ».<sup>1006</sup> Enfin, il a parlé du huitième point de la proclamation de Timișoara par rapport auquel il a eu « des réserves car il cache en lui l'esprit de la culpabilité collective; beaucoup de nos grands hommes de valeur ont été, d'une manière ou d'une autre, des communistes ».<sup>1007</sup>

D'autre part, la question du passé communiste a été touchée par Cs. Gyimesi Éva, femme des lettres, professeur et opposante au régime communiste. D'abord, elle a reproché à l'Alliance qu'il y a une centralisation « dans son sein qui évoque le centralisme du Parti communiste ».<sup>1008</sup> Ensuite, elle a demandé que l'Alliance adhère avec des réserves au huitième point de la proclamation de Timișoara, car, disait-elle, « nous, ne considérons pas coupables tous les activistes du Parti communiste ».<sup>1009</sup>

Conformément à la décision du congrès, l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie « adhère à la proclamation de Timișoara ». La déclaration répète toutefois un paragraphe de la déclaration de janvier de l'Alliance conformément à laquelle on considère qu'une personne est propre, les ex-membres du Parti communiste aussi, si elle n'a pas « nui directement ou indirectement à la communauté plus étroite ou à la société ».<sup>1010</sup> Nous pouvons observer que l'accent de ces déclarations est posé sur l'élément ethnique – on n'a pas nui à la communauté – et sur la différenciation qu'il faut faire entre les ex-membres du Parti communiste roumain.

## 6.4. Conclusions provisoires

Tout en étant au début de nos analyses sur l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie il y a deux questions qui surgissent. D'une part, pourquoi l'Alliance ne se définit pas comme un parti? D'autre part, pourquoi n'y a-t-il pas un autre parti ou d'organisation qui représente les Hongrois de Roumanie.<sup>1011</sup> Il me semble que ces deux premières questions sont reliées.<sup>1012</sup> À ce stade de notre dissertation nous pensons pouvoir apporter deux réponses possibles.

<sup>1006</sup> Ibidem. p.74. Voir notre chapitre 'historique'.

<sup>1007</sup> Ibidem.

<sup>1008</sup> Ibidem, p.90.

<sup>1009</sup> Ibidem, p.91.

<sup>1010</sup> RMDSZ első kongresszusa, p.211.

<sup>1011</sup> Nous avons vu cela dans le cas des Hongrois de Slovaquie et dans la période de l'entre-deux-guerres en Roumanie. Nous reviendrons dans nos chapitres suivants sur les organisations/partis qui, surtout après 2003, émergent et veulent représenter la minorité hongroise de Roumanie. Notons pour l'instant que, durant l'intervalle que nous analysons, 1990–2004, aucun autre parti/organisation représentant les Hongrois n'a gagné de sièges aux élections parlementaires.

<sup>1012</sup> Je donne maintenant trois réponses à ces questions, mais il faut mentionner qu'on n'a jamais (à ma connaissance) posé cette question dans la littérature sur l'Alliance ou parmi les acteurs politiques. La question qui se pose dans certains milieux est de savoir s'il est préférable maintenant, en 2005, de faire de l'Alliance un parti (un parti qui a comme but la défense des intérêts des Hongrois et qui

Premièrement, une réponse à ces deux questions peut être ce que nous appelons le « mythe de l'unité ». Nous pensons, d'une part, à la volonté exprimée dès les premiers jours de la naissance de l'Alliance: tous les Hongrois doivent être intégrés dans l'Alliance et une seule organisation doit exister pour représenter les Hongrois de Roumanie. D'autre part, l'image que s'est construite l'Alliance, image selon laquelle elle a réussi à réconcilier les différences existant dans la communauté hongroise. En plus, le discours de l'Alliance soutient que des différences peuvent se manifester à l'intérieur de l'ADHR, donc il ne faut pas créer un autre parti ou une autre organisation.

Deuxièmement, nous pouvons ajouter au discours et à cette image unificatrice quelques facteurs externes. Parmi ces éléments du contexte externe nous pouvons énumérer: les scores électoraux de l'Alliance; l'acceptation de l'ADHR comme partenaire de discussion par toutes les parties intéressées<sup>1013</sup>; le seuil électoral de 5% qui rendait impossible<sup>1014</sup> que plusieurs organisations des Hongrois gagnent des sièges; les réglementations très strictes introduites par la loi des partis politiques qui rendait très difficile, sinon impossible l'enregistrement d'un parti politique régional<sup>1015</sup>.

Troisièmement, nous pensons qu'une définition de soi, comme on retrouve dans les programmes<sup>1016</sup> de l'Alliance, est difficilement conciliable avec une forme d'organisation d'un parti, dans un pays dont la période communiste du parti unique n'est pas si éloignée. Notons que différentes Églises et organisations non-gouvernementales sont intégrées dans l'Alliance<sup>1017</sup>. Il nous semble que les facteurs énumérés à ces trois points ont déterminé l'absence des concurrents<sup>1018</sup> notables de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie et que l'ADHR se définit comme une alliance et non pas comme un parti.

---

n'a pas une idéologie précise), ou de dire que l'Alliance est un parti et de laisser le rôle de l'organisateur de la communauté aux organisations non-gouvernementales hongroises. En conséquence, nous considérons nos trois réponses comme des pistes possibles pour des recherches à venir.

<sup>1013</sup> Les partis roumains et hongrois, le gouvernement hongrois, les organisations internationales.

<sup>1014</sup> Étant donné le taux des Hongrois de la population de la Roumanie.

<sup>1015</sup> Selon la loi 14/2003, la loi des partis politiques, il faut au moins 25.000 membres fondateurs d'au moins 18 départements du pays et București pour enregistrer un parti, il faut au moins 700 signatures pour chacun de ces départements et București. L'article 19 de la loi, qu'on retrouve aussi sur la page web de la Chambre des députés. Cela signifie qu'un Parti hongrois devrait avoir au moins 700 signatures dans des départements en-dehors de la Transylvanie aussi, pour pouvoir être enregistré.

<sup>1016</sup> Voir par exemple le dernier programme de l'Alliance, celui de 2003 « L'Alliance est la communauté de défense des intérêts des différentes organisations autonomes, territoriales, politiques et de strate ». Voir également notre chapitre sur les changements programmatiques de l'Alliance.

<sup>1017</sup> Voir le chapitre sur la structure de l'Alliance.

<sup>1018</sup> Nous analyserons les partis, les organisations qui sont apparues à côté de l'Alliance et qui représentent les Hongrois dans un chapitre suivant.

Nous pensons que l'émergence de l'Alliance est due à l'entrecroisement de plusieurs facteurs: les deux générations d'intellectuels<sup>1019</sup> dont les membres ont eu une certaine expérience dans différentes institutions de la minorité hongroise pendant le communisme<sup>1020</sup>; l'existence d'une société à plusieurs lignes ethniques; le régime communiste qui a valorisé la nation roumaine.<sup>1021</sup>

Seiler affirmait qu'en Transylvanie<sup>1022</sup> on peut appliquer le modèle rokkanien, tandis qu'en Roumanie comme pays non. Il nous semble que le modèle rokkanien n'explique pas entièrement l'émergence de l'Alliance. Mais il nous attire l'attention sur les effets de la volonté centralisatrice de l'État-nation.

Nous pensons que celui-ci a aussi joué un rôle important dans la naissance de l'ADHR. Nous sommes d'accord qu'après le traité de paix de 1920, on ressentait en Transylvanie la « pression de la machine centralisatrice, standardisante et 'rationalisante' de l'État-national »<sup>1023</sup> roumain. Il nous semble aussi, si nous regardons d'une manière globale la période communiste, que cette pression sur la minorité hongroise s'est accentuée. Nous pensons que la logique du centre-périphérie a agi ainsi et elle s'est combinée avec l'importance de l'ethnicité en Transylvanie et avec d'autres facteurs comme les événements de Timisoara ou les réseaux de Domokos.

Nous avons vu que l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie n'a jamais revendiqué l'héritage des partis et des organisations qui avaient représenté les Hongrois de Roumanie depuis 1920. Nous trouvons difficile d'encadrer l'ADHR dans l'une des quatre idéaux-types génétiques<sup>1024</sup> définis par Sorina Soare dans sa thèse comme grille de lecture des partis politiques roumains.<sup>1025</sup> Cette difficulté provient d'une part du fait que l'Alliance refuse de se nommer parti politique.

D'autre part, elle ne peut pas être encadrée dans la catégorie des partis historiques parce qu'elle ne puise pas ses origines dans la période de l'entre-deux-guerres, de même elle n'a pas voulu revendiquer l'héritage des partis hongrois de cette période. L'Alliance ne peut pas non plus être mise dans la catégorie des partis de la dissidence, même si quelques-uns de ses membres importants se sont opposés au régime communiste.

<sup>1019</sup> Voir notre chapitre « historique ».

<sup>1020</sup> Nous pensons aux journaux, aux revues, à la rédaction de *Kriterion*, au Parti communiste roumain, à la Région autonome hongroise, etc. Voir le « chapitre historique ».

<sup>1021</sup> Nous reviendrons dans notre chapitre conclusif.

<sup>1022</sup> SEILER, Daniel-Louis, „Pot fi aplicată clivajele lui Rokkan în analiza partidelor politice din Europa centrală?”, pp.135–176 in WAELE, Jean-Michel De, *Partide politice și democrație în Europa centrală și de est*, București, Humanitas, 2003, p.168.

<sup>1023</sup> LIPSET, Seymour Martin, ROKKAN, Stein, *Party Systems and Voter Alignment: Cross-National Perspectives*, The Free Press, Collier-Macmillan Limited, New York, Londres, 1967, p.14.

<sup>1024</sup> Partis historiques, les partis de la dissidence, partis de la page blanche, les partis issus directement ou indirectement des structures communistes.

<sup>1025</sup> SOARE, Sorina, op.cit., p.790.

Elle ne peut pas se ranger dans la catégorie des partis issus directement ou indirectement des structures communistes « les partis reconvertis, dont l'enjeu de la légitimité démocratique prend souvent le devant sur leur maturité identitaire »<sup>1026</sup>.

La catégorie dans laquelle l'Alliance trouvera une place serait plutôt dans celle des partis de la page blanche. Selon Sorina Soare, « ces partis sont nés dans l'après-communisme et se remarquent par une surcharge de leur discours anticommuniste et par une intégration rapide dans les structures organisationnelles des différentes familles européennes.

Il s'agit de nouveaux partis qui essaient de se construire une identité politique par la modernité de leur discours issu des défis contemporains de la transition. ».<sup>1027</sup> Par contre, nous avons vu que l'ADHR a traité d'une façon très nuancée la question de ses membres qui ont fait partie du Parti communiste roumain. Elle n'a pas eu de discours anticommuniste prononcé et son discours, même si elle parle des défis de la transition, est centré sur la défense de la minorité hongroise.

Il me semble que l'Alliance se trouve à l'entrecroisement de ces catégories parce qu'elle est apparue en décembre 1989, parce que, dans son discours, l'ADHR n'utilise pas de références aux partis/organisations qui ont représenté les Hongrois de Roumanie entre 1920–1953 et il y a des personnes tant au début qu'après 1993 qui ont eu des connaissances sur les activités du Parti hongrois ou de l'Alliance populaire hongroise<sup>1028</sup> et cette connaissance a pu influencer leurs actions, tout comme la socialisation de la majorité des dirigeants de l'Alliance dans le régime communiste a dû influencer leurs actions.<sup>1029</sup>

<sup>1026</sup> SOARE, Sorina, op.cit., p.386.

<sup>1027</sup> SOARE, Sorina, op.cit., p.384.

<sup>1028</sup> Le président Markó Béla me disait dans notre entretien: « en ce qui me concerne, j'ai étudié assez minutieusement la politique hongroise de Transylvanie d'entre les deux guerres et je connais en grand ses faillites aussi. ». Entretien réalisé le 23 décembre 2005 à Cluj.

<sup>1029</sup> Voir dans les annexes.

## CHAPITRE 7

### **L'Alliance démocrate hongroise de Roumanie dans le système politique roumain**

Dans notre structuration d'une « boîte à outils », nous avons cerné l'influence exercée par le système partisan sur les partis ethniques/régionalistes ainsi que l'influence des partis sur le système.<sup>1030</sup> En rapport avec notre « boîte à outils » et avec nos hypothèses, nous allons procéder à l'analyse du contexte politique dans lequel l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie a déployé son activité entre 1989–2004. Plus précisément, notons que le contexte dans lequel agit et les possibilités d'accomplir le programme de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie sont influencées par plusieurs facteurs. D'abord, par la place occupée par l'ADHR dans le système politique roumain. Par la suite, nous observons que les rapports existant entre l'Alliance et le gouvernement hongrois et les partis hongrois conditionnent également le positionnement de l'ADHR dans le système. Enfin, une troisième variable doit être prise en considération, à savoir les organisations internationales. Tous les trois facteurs influencent, même si d'une manière différente, les actions de l'Alliance. De plus, des interactions diverses s'établissent entre ces acteurs, par exemple entre les gouvernements hongrois et roumain, entre le gouvernement hongrois et les organisations internationales.

Par cette analyse nous voulons vérifier notre neuvième hypothèse concernant la participation gouvernementale de l'Alliance.<sup>1031</sup> Nous pensons également apporter des réponses partielles à notre hypothèse génétique<sup>1032</sup>, instrumentale<sup>1033</sup> et à celles

---

<sup>1030</sup> Voir notre chapitre théorique.

<sup>1031</sup> Notre hypothèse concerne la participation aux coalitions gouvernementales. Nous voudrions vérifier si cette participation est due aux facteurs internes et externes. Voir notre chapitre théorique.

<sup>1032</sup> Premièrement, il s'agit d'une hypothèse génétique. Nous voudrions recenser les causes de l'émergence de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie. Nous vérifions si c'est une logique de centre/périphérie ou celle d'une société divisée selon des lignes ethniques qui explique mieux l'émergence de l'Alliance. Une sous-hypothèse complémentaire s'ouvre. (1.1) Nous cherchons à établir si les causes de l'émergence des organisations partisans hongroises après la Première Guerre mondiale sont différentes, et de quelle manière, de celle de l'Alliance.

<sup>1033</sup> Deuxièmement, il s'agit d'une hypothèse instrumentale. Nous voudrions vérifier si l'Alliance « peut être conçue comme une interface entre les conflits nationaux et internationaux dans lesquels la minorité est engagée ».

relative à l'influence du système politique roumain sur l'Alliance<sup>1034</sup>. Toutefois, nous suivrons la vérification de ces hypothèses dans les chapitres suivants aussi.

Dans les sous-chapitres suivants nous regroupons les différents événements de l'intervalle de 1990–2004. Nous ne voulons pas être exhaustive, par conséquent, nous avons identifié les sujets/les événements que nous pensons pertinents pour notre analyses sur l'Alliance. Nous avons procédé à ce regroupement en suivant les trois facteurs décrits précédemment, qui influencent les actions de l'ADHR. Tout d'abord, nous nous concentrerons sur les relations entre l'Alliance et les partis politiques roumains. Ensuite, nous étudierons les sujets/les questions qui ont apparus sur la scène internationale aussi, et envers lesquelles les organisations internationales ont pris position. Dans ces deux cas il s'agit surtout des sujets qui ont créé des conflits entre les différents acteurs.

Enfin, nous crayonnons les relations qui se sont établies entre les partis politiques de la Hongrie et l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie.

Avant d'entamer notre analyse des interactions des différents facteurs décrits précédemment il nous semble incontournable la présentation succincte des résultats électoraux de l'Alliance. Nous pensons que cette toile de fond est nécessaire pour situer l'ADHR dans le système politique roumain ainsi que pour la meilleure compréhension des interactions entre les différents acteurs.<sup>1035</sup>

## **7.1. Les résultats électoraux de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie**

Une des questions intéressantes du politologue quand il étudie un parti est la performance électorale de celui-ci. Dans ce sous-chapitre de notre dissertation nous voudrions répondre à quelques questions qui découlent de notre cadre théorique. Nous analysons comment les résultats électoraux de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie ont changé entre 1990–2004. Est-ce que ses résultats montrent une formation partisane en déclin, en progression ou stable ?

L'Alliance obtient depuis 1990 plus de 95% de ces voix dans les seize départements de la Transylvanie<sup>1036</sup> et la grande majorité des Hongrois y vivent.<sup>1037</sup>

<sup>1034</sup> Nous avons défini notre huitième hypothèse dans le chapitre théorique ainsi: par rapport aux influences du système partisan roumain sur l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie, nous voudrions vérifier notre hypothèse selon laquelle l'Alliance s'est concentrée sur les questions internes, surtout aux moments où elle n'a pas été véritablement acceptée par les partis politiques roumains.

<sup>1035</sup> Les résultats des autres partis seront présentés dans les sous-chapitres respectifs.

<sup>1036</sup> Les départements concernés sont: Alba, Arad, Bihor, Bistrița-Năsăud, Brașov, Caraș-Severin, Cluj, Covasna, Harghita, Hunedoara, Maramureș, Mureș, Sălaj, Satu-Mare, Sibiu, Timiș. Voir les départements de la Roumanie dans les annexes.

Par conséquent, nous concentrerons notre analyse aux seize départements de Transylvanie. Les sources pour cette analyse sont très nombreuses et de qualités très différentes.

Elles sont constituées par: plusieurs articles<sup>1038</sup> parus dans Magyar Kisebbség<sup>1039</sup>; des données électorales du serveur de la Chambre des députés<sup>1040</sup> et du Sénat<sup>1041</sup>; des données provenant de l'ADHR; des données provenant de la base de données d'Essex<sup>1042</sup>; des données provenant du Bureau électoral central. Nos sources pour les données démographiques utilisées sont: l'Institut national de statistique de Roumanie et les données du sociologue Kiss Tamás.

Nous procéderons à notre analyse en deux temps. D'abord, nous étudions les élections parlementaires, ensuite, les élections locales. Notre analyse se situera aux niveaux des départements parce que c'est le niveau où nous disposons de plus des données. De plus, c'est le seul niveau où nous avons à notre disposition des données tant pour les élections parlementaires que pour les élections locales.

### 7.1.1. Les élections parlementaires entre 1990–2004

#### *Les lois électorales*

Notre but ici n'est pas d'analyser le système électoral de la Roumanie. Nous trouvons sur ce sujet de bonnes analyses dans les livres de Cristian Preda et dans la thèse de Sorina Soare.<sup>1043</sup> Toutefois, il nous semble important de crayonner le cadre légal dans lequel les élections parlementaires ont eu lieu. À cause du sujet de notre thèse on met l'accent sur les réglementations relatives aux minorités nationales.

Des élections parlementaires ont eu lieu: le 20 mai 1990<sup>1044</sup>; le 27 septembre et l'octobre 1992; le 3 et le 17 novembre 1996; le 26 novembre et le 10 décembre

<sup>1037</sup> Selon le dernier recensement de 2002, 98,8% des Hongrois habitent les seize départements de Transylvanie.

<sup>1038</sup> Traductions des procès-verbaux des élections.

<sup>1039</sup> Les articles sont sur le CD *Magyar Kisebbség, Nemzetpolitikai szemle megjelenítő* fait en 2000 par HATVANY Béla Csaba. Les articles ont les titres suivantes: Az 1990. évi parlamenti választások eredménye (1996/01), Az 1990. évi elnökválasztás eredménye (1996/01), SZILAGYI N. Sándor, Az 1992. szeptember 27-i választások néhány tanulsága (1996/01), Az 1992. évi parlamenti választások eredménye (1996/01).

<sup>1040</sup> [www.cdep.ro](http://www.cdep.ro)

<sup>1041</sup> [www.senat.ro](http://www.senat.ro)

<sup>1042</sup> [www.essex.ac.uk](http://www.essex.ac.uk)

<sup>1043</sup> SOARE, Sorina, la variante manuscrite de sa thèse, *L'analyse de l'émergence et du développement des partis et du système des partis politiques en Roumanie depuis 1989*, sous le direction de Jean-Michel De Waele, Université Libre de Bruxelles, 2003, pp.344–360, ou les livres de Cristian Preda, PREDA, Cristian, *Partide și alegeri în România postcomunistă 1989–2004*, București, Nemira, 2005, p.200 ou PREDA, Cristian, *România postcomunistă și România interbelică*, Universitatea din București, Institutul de cercetări politice, Editura Meridiane, 2002, p.155.

<sup>1044</sup> Élisant un Parlement pour l'adoption d'une nouvelle Constitution.



2000; le 28 novembre et le 12 décembre 2004. Le mode de scrutin choisi pour les premières élections démocratiques de la Roumanie a été le système proportionnel. Depuis, on n'a pas changé le système. Selon la première loi électorale<sup>1045</sup> : « la représentation de la population de toutes les nationalités dans le Parlement est assurée par le système de répartition proportionnelle des mandats ». <sup>1046</sup>Dans l'opinion de Cristian Preda, on peut caractériser le système électoral de la Roumanie, par l'instabilité car « entre 1990–2004 le scrutin législatif et celui présidentiel a été réglementé par trois lois électorales, qui ont souffert de nombreuses modifications ». <sup>1047</sup> Ce qui est resté inchangé dans son essence c'est le type de scrutin : proportionnel aux listes à un seul tour pour l'élection du parlement et un scrutin majoritaire à deux tours pour l'élection du président. On utilise la règle du coefficient électoral simple et la méthode de Hondt. <sup>1048</sup> Il faut remarquer que les modalités d'élection sont les mêmes à la Chambre des députés qu'au Sénat.

Trois caractéristiques du système électoral de la Roumanie sont importantes du point de vue de notre démarche. D'abord, le seuil électoral qui a été inexistant en 1990. Par contre, après les premières élections, nous observons l'apparition et l'augmentation de ce seuil pour les partis de 3% en 1992 et 1996, à 5% en 2000 et 2004. On fixe également un seuil de 8%–10% pour les coalitions électorales. L'existence du seuil de 5% pour les partis peut représenter un élément critique pour l'ADHR dont l'électorat cible représente, selon le recensement de 2002, seulement 6,6% de la population. En plus, l'existence d'un seuil de 8%–10% pour les coalitions électorales rend impossible la formation d'une coalition qui contiendrait plusieurs formations voulant représenter la minorité hongroise de Roumanie.

Ensuite, en 2000 il y a eu quelques modifications ponctuelles du nombre des mandats attribués aux départements<sup>1049</sup>. On a diminué le nombre des mandats des députés attribués au département de Cluj et des sénateurs dans les départements de Gorj, Satu-Mare et Alba. <sup>1050</sup>

En 2004 on diminue de nouveau les mandats dans quelques départements, suite aux résultats du recensement de 2002. <sup>1051</sup> Ces changements sont importants car ils

<sup>1045</sup> Le décret-loi 92 de 14 mars 1990.

<sup>1046</sup> L'article 4 de la loi.

<sup>1047</sup> PREDA, Cristian, *Partide și alegeri în România postcomunistă 1989–2004*, București, Nemira, 2005, p.26.

<sup>1048</sup> SOARE, Sorina, op.cit., p.346.

<sup>1049</sup> Ce sont les départements de la Roumanie qui constituent les circonscriptions électorales.

<sup>1050</sup> PREDA, Cristian, *România postcomunistă și România interbelică*, Universitatea din București Institutul de Cercetări Politice, Editura Meridiane, 2002, p.14.

<sup>1051</sup> Les départements concernés ont été Argeș, Bacău, Brăila, Cluj, Constanța, Dolj, Hunedoara, Maramureș, Mehedinți, Mureș, Satu-Mare, Teleorman, Timiș, București à la Chambre des députés. Tandis qu'au Sénat les départements ont été : Alba, Cluj, Constanța, Gorj, Satu-Mare, București. PREDA, Cristian, *Partide și alegeri...*, op.cit., pp.129–130.

affectent aussi les départements qui sont importants pour l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie.<sup>1052</sup>

Enfin, il faut étudier le traitement réservé aux organisations des minorités nationales. La première loi électorale de 1990 stipule: « les organisations représentant les minorités nationales enregistrées à la date de l'adoption du présent décret-loi qui n'obtiennent pas les voix nécessaires pour avoir un mandat dans la Chambre des députés, ont droit à un mandat de député ».<sup>1053</sup> Ces réglementations sont complétées en 1992 par l'exigence de remplir la condition d'obtention de ce mandat: d'avoir gagné au moins 5% « du nombre moyen de voix valablement exprimées pour l'élection d'un député ».<sup>1054</sup> Il faut mentionner aussi que, selon la loi de 1992, « les organisations des minorités nationales qui participent aux élections sont considérées, en ce qui concerne les opérations électorales, équivalentes du point de vue juridique avec les partis politiques ».<sup>1055</sup>

La loi électorale 373 de 24 septembre 2004 a été la plus contestée par les représentants des organisations concurrentes de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie et par d'autres organisations à cause des réglementations qui concernent les minorités nationales.

Premièrement, la loi, dans son quatrième article, définit la minorité nationale: « Dans le sens de la présente loi, on comprend par minorité nationale l'ethnie qui est représentée dans le Conseil des minorités nationales ».<sup>1056</sup>

Deuxièmement, la loi définit les organisations des minorités nationales qui peuvent déposer des candidatures au Parlement. D'une part, il s'agit des organisations qui sont déjà représentées dans le Parlement, parmi lesquelles l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie. D'autre part, on permet à d'autres organisations des minorités nationales de déposer des candidatures si elles présentent au Bureau électoral central leur liste des membres. Ces listes doivent comprendre un nombre d'au moins 15% de ceux qui se sont déclarés au recensement comme appartenant à la minorité respective. Cette prévision est complétée par une autre qui précise que si ce nombre est plus grand que 25.000 « la liste des membres doit comprendre au moins 25.000 personnes domiciliées dans au moins 15 départements et à București, et au moins 300 personnes pour chaque département et pour București ».<sup>1057</sup> Ces réglementations ont été considérées par les organisations concurrentes de l'ADHR

<sup>1052</sup> Les départements concernés sont: Alba; Cluj; Satu-Mare; Hunedoara; Maramureș; Mureș; Timiș.

<sup>1053</sup> Article 4 de la loi 92 du 14 mars 1990.

<sup>1054</sup> Article 4 de la loi 68 de 1992.

<sup>1055</sup> Ibidem.

<sup>1056</sup> Article 4 de la loi 373 de 24 septembre 2004.

<sup>1057</sup> Ibidem.

comme le moyen d'entraver leur participation aux élections.<sup>1058</sup> Cette loi a augmenté la condition d'attribution du mandat pour les organisations des minorités nationales de 5% à 10%. Le nombre des organisations minoritaires qui ont acquis un mandat de député suite aux prévisions des lois électorales a augmenté dans le temps.

En 1990 il y a eu neuf, en 1992 treize, en 1996 quinze, en 2000 et 2004 dix-huit sièges reçus par les autres minorités que celle hongroise.<sup>1059</sup>

### ***Les résultats électoraux de l'Alliance***

L'Alliance démocrate hongroise de Roumanie a déposé dans toutes les élections des listes dans tous les départements de Roumanie et dans la capitale aussi. Pour les trois dernières élections l'ADHR a eu un candidat à la présidence de la Roumanie. En 1996 et 2000 le candidat a été le sénateur Frunda György, tandis qu'en 2004 le candidat a été le président de l'Alliance, Markó Béla.

Nous analysons dans ce sous-chapitre les changements intervenus dans les voix obtenues à la Chambre des députés par l'ADHR. Nous avons déjà vu que les élections au Sénat et pour la Chambre des députés se déroulent de la même manière, la seule différence étant le nombre des sièges au Sénat et à la Chambre. Par conséquent, nous pensons que la tendance des changements des résultats électoraux de l'Alliance peut être révélée par les résultats obtenus à la Chambre.

**Tableau 2 – Les résultats électoraux de l'Alliance**

Année	Chambre des députés		Sénat	
	Le nombre des voix reçut	% des voix	Le nombre des voix reçut	% des voix
1990	991.601	7,23	1.004.353	7,20
1992	811.290	7,5	831.469	7,60
1996	812.628	6,64	837.760	6,82
2000	736.863	6,80	751.310	6,90
2004	628.125	6,19	637.109	6,23

Nous voyons que le nombre des voix reçues par l'Alliance à la Chambre des députés et au Sénat a diminué à chaque élection. La seule exception a été constituée par les élections de 1996. L'augmentation légère des voix en 1996 peut être expliquée en partie par l'existence d'un candidat de l'Alliance à la présidentielle. Le nombre très grand des voix obtenues par l'ADHR en 1990 peut être, d'une part,

<sup>1058</sup> Voir plus largement le chapitre sur la vie interne de l'Alliance.

<sup>1059</sup> PREDA, Cristian, *România postcomunistă...*, pp.41–50 et les procès-verbaux du Bureau électoral central de 2004.

la conséquence de la nouveauté des élections libres. D'autre part, les premières élections ont un caractère de recensement pour les Hongrois.<sup>1060</sup>

En quatorze années, le nombre des voix obtenues par l'ADHR a diminué de 363.476 voix à la Chambre et de 367.244 au Sénat. Il faut remarquer que l'Alliance a perdu plus d'un tiers de ses voix obtenues à la Chambre entre 1990–2004.

Par contre, si nous regardons le pourcentage des voix obtenues par l'ADHR dans le total des voix, elle n'a perdu que 1,04%. Ce qui soutient l'hypothèse que le taux de participation des Hongrois diminue plus lentement que celui des Roumains.

En regardant les résultats de la Chambre des députés nous pouvons faire quatre observations.<sup>1061</sup> D'abord, en 2004 (en comparaison avec les élections de 2000), dans tous les départements l'Alliance a perdu des voix. Deuxièmement, après son premier passage au gouvernement l'ADHR a perdu des voix dans 14 des 16 départements. Ensuite, en 1992 elle a perdu des voix en 15 des 16 départements.

Enfin, aux élections de 1996 (si on les compare avec celles de 1992) l'Alliance a gagné des voix dans 9 des 16 départements.

Ces analyses nous montrent une organisation en déclin.<sup>1062</sup> Par contre, le nombre des sièges gagnés montre une image plus mitigée.

**Tableau 3 – Les sièges gagnés par l'ADHR**

Année	Chambre des députés	Sénat
1990	29	12
1992	27	12
1996	25	11
2000	27	12
2004	22	10

Premièrement, nous voyons une stabilité assez grande des mandats obtenus en 1990, 1992, 1996 et 2000. Deuxièmement, nous observons qu'en dépit de la diminution des voix reçues en 2000 par l'Alliance, le nombre des sièges obtenus a augmenté. Ces deux faits suggèrent à notre avis l'influence « positive » du système électoral sur l'Alliance<sup>1063</sup> en ce qui concerne la transformation des voix en mandats. Ils montrent également que le poids de l'Alliance dans le Parlement, dépend des résultats des autres partis aussi. Plus les voix des « Roumains » se répartissent entre

<sup>1060</sup> Le sentiment était qu'après la période communiste on peut finalement montrer notre identité hongroise en votant une organisation qui se dit hongroise.

<sup>1061</sup> Voir le tableau avec tous les résultats des 16 départements dans les annexes.

<sup>1062</sup> Voir les données pour le Sénat dans les annexes.

<sup>1063</sup> Et sur les autres partis aussi.

plusieurs partis, plus l'Alliance est favorisée. Troisièmement, nous remarquons que le nombre des mandats obtenus a diminué dans une plus grande mesure lors des élections de 2004, après huit années passées d'une manière ou d'une autre<sup>1064</sup> au pouvoir.

### *Le vote ethnique*

Apparemment, il n'y a rien de plus simple que de calculer le taux du vote ethnique: on prend le nombre des voix obtenues par l'Alliance et on le divise par le nombre des Hongrois vivant dans le département donné.<sup>1065</sup> Il y a quand-même deux questions qui se posent. Premièrement, nous devrions diviser avec le nombre des Hongrois qui ont le droit de voter au moment des élections. Les recensements ont eu lieu en 1992 et 2002, ce qui fait que pour les années des élections – 1996, 2000 et 2004 – on ne dispose que des approximations faites par les sociologues.

Par contre, on n'a pas de données pour 1990, l'approximation n'étant pas possible à cause du grand nombre de Hongrois qui ont quitté la Roumanie entre 1987–1991.

Deuxièmement, si on divise par le nombre total des Hongrois ou le nombre total des Hongrois de plus de 18 ans on arrive à ce que proposent Lieven de Winter, Sherrill Stroschein et Kanchan Chandra.<sup>1066</sup> Par contre, on suppose implicitement que le taux de participation parmi les Hongrois est de 100%.

Il nous semble qu'il serait intéressant de tenir compte dans nos calculs du taux de participation aux élections. Nous n'avons trouvé aucun moyen de déterminer le taux de participation des Hongrois aux élections.

Par conséquent, ce que nous pouvons utiliser pour corriger le nombre total des Hongrois est le taux de participation départementale. Mais nous ne disposons pas de données pour pouvoir calculer les taux de participation départementale pour les élections de 1990 et 1992. Les questions que nous avons soulevées nous donnent deux modalités distinctes de calculer le vote ethnique: soit les votes obtenus par l'Alliance/les Hongrois qui ont le droit de voter<sup>1067</sup>, soit les votes obtenus par l'Alliance/les Hongrois qui ont le droit de voter modifié grâce aux taux de partici-

<sup>1064</sup> Entre 1996–2000 dans la coalition gouvernementale, tandis qu'entre 2000–2004 appuyant dans le Parlement le parti au gouvernement.

<sup>1065</sup> Nous supposons que l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie est votée par les personnes d'ethnie hongroise. Il est impossible de savoir « l'ethnie des voix ». Même dans les cas des sondages effectués à la sortie des bureaux de vote, si on pose la question de l'ethnie, on ne peut pas dire grande chose car même si ces sondages étaient représentatifs pour la ville, ils ne le seraient pas pour la population hongroise de la ville. De plus, pour les élections nationales et locales de la période 1990–2004, on a très peu de sondages réalisés à la sortie des bureaux de vote pour qu'on puisse en tirer des conclusions. On pourrait affirmer que l'ADHR ait reçu d'autres voix que celles des Hongrois seulement si l'Alliance avait reçu plus de voix que le nombre des Hongrois qui ont le droit de voter.

<sup>1066</sup> Voir dans le chapitre contenant notre cadre théorique.

<sup>1067</sup> Nous le nommons « le taux du vote ethnique sans correction ».

pation aux élections.<sup>1068</sup> Étant donné que nous n'avons pas le taux de participation départementale pour 1992, nous avons fait les calculs seulement pour les élections de 1996, 2000 et 2004. En calculant le taux du vote ethnique<sup>1069</sup> selon les deux manières décrites nous pouvons observer que la différence entre les deux modes de calcul est grande<sup>1070</sup>. L'Alliance a capturé un électorat cible en baisse: 59,73% en 1996; 56,14% en 2000 après quatre années passées dans la coalition gouvernementale; et seulement 47,58% après quatre années passés dans le Parlement à soutenir le parti au gouvernement par l'intermédiaire des protocoles. Il faut ajouter que 2000–2004 c'est l'intervalle où l'on a vu apparaître des organisations qui contestaient l'Alliance<sup>1071</sup>.

**Tableau 4 – taux de vote ethnique sans correction**

Département	1992	1996	2000	2004
Alba	52.39%	54.14%	54.46%	48.63%
Arad	50.60%	46.18%	49.32%	40.54%
Bihor	61.26%	60.25%	53.71%	48.13%
Bistrița-Năsăud	55.53%	66.43%	59.46%	55.55%
Brașov	56.03%	59.02%	59.76%	48.82%
Caraș-Severin	57.49%	38.28%	36.50%	30.01%
Cluj	63.35%	64.93%	64.98%	52.37%
Covasna	75.46%	74.39%	69.09%	53.53%
Harghita	77.59%	83.54%	69.24%	57.34%
Hunedoara	42.00%	44.32%	51.70%	44.65%
Maramureș	55.06%	59.09%	53.56%	46.67%
Mureș	68.79%	72.76%	65.51%	55.15%
Sălaj	67.97%	73.08%	61.77%	53.83%
Satu-Mare	60.54%	58.34%	54.79%	49.72%
Sibiu	40.68%	55.82%	46.97%	39.62%
Timiș	38.45%	45.05%	51.69%	36.65%

<sup>1068</sup> Nous le nommons « le taux du vote ethnique corrigé ».

<sup>1069</sup> Le taux du vote ethnique est calculé en fonction des voix obtenues par l'ADHR à la Chambre des députés. Les données démographiques nous ont été fournies par Kiss Tamás.

<sup>1070</sup> Voir dans les annexes.

<sup>1071</sup> Voir le chapitre sur la vie interne de l'Alliance.

Par contre, si nous tenons compte des taux de participation<sup>1072</sup>, l'image change, le taux du vote ethnique moyen a été de: 75,64% en 1996; 85,66%, en 2000; 83,85% en 2004.

En sachant que le taux de participation nationale a diminué constamment<sup>1073</sup>, nous pouvons formuler l'hypothèse que le taux de la participation des Hongrois diminue plus lentement que celui des Roumains.

Comme le public cible de l'Alliance est la minorité hongroise de Roumanie, nous devons analyser le taux du vote ethnique « sans correction »<sup>1074</sup>.

Nous pouvons constater d'abord que dans six départements sur seize, le vote ethnique a été de plus de 50% pendant les trois élections. Ensuite, nous trouvons dix départements où le taux ethnique a diminué après la participation de l'Alliance au gouvernement. Parmi les départements en question, nous retrouvons tous ceux où le pourcentage des Hongrois est plus de 20%. Enfin, en 2004 nous pouvons observer un décroissement du taux du vote ethnique dans tous les départements de Transylvanie.

### 7.1.2. Les élections locales entre 1990–2004

#### *Les lois électorales*

Les premières élections locales libres ont été organisées en 1992, les suivantes en 1996, 2000 et 2004. Comme une conséquence de la structure administrative de la Roumanie, les élections locales sont organisées pour les conseils locaux, les Conseils départementaux et les mairies.

Le système électoral pour les élections locales ressemble à celui des parlementaires. On a « des élections du type proportionnel avec des listes pour les conseils locaux et départementaux, respectivement un scrutin majoritaire à deux tours pour les mairies ».<sup>1075</sup>

Les trois premières élections ont été réglementées par la loi 70 du 26 novembre 1991 qui a été modifiée plusieurs fois. Tandis que les élections de 2004 se sont déroulées selon la loi 67 de 25 mars 2004. Il faut signaler qu'une modification importante a été apportée en 1996. Lors des élections de 1992 les conseillers départementaux ont été élus indirectement par le vote des électeurs « formé par les membres des conseils locaux du département concerné »<sup>1076</sup>. Cette réglementation a été

<sup>1072</sup> Et on corrige le nombre des Hongrois avec les taux de participation aux élections.

<sup>1073</sup> Le taux de participation nationale a été de 76,01% en 1996, 65,31% en 2000 et 58,5% en 2004.

<sup>1074</sup> Nous avons calculé: les voix obtenues par l'Alliance/le nombre des Hongrois qui sont âgés de plus de 18.

<sup>1075</sup> PREDA, Cristian, *Partide și alegeri...* p.89.

<sup>1076</sup> L'article 1 et 71 de la loi 70 de 26 novembre 1991.

changée en 1996 et depuis, les conseillers généraux sont élus de la même manière que les conseillers locaux.

En ce qui concerne le corpus des lois, il faut souligner deux caractéristiques importantes pour notre sujet. Premièrement, tandis que dans les élections de 1992, 1996 et 2000 on n'a pas de seuils électoraux, la loi de 2004 les introduit pour les élections locales aussi. Le seuil dont la valeur se calcule tant pour les conseils locaux que pour les Conseils départementaux est de 5% pour les partis et entre 7%–8% pour les coalitions électorales<sup>1077</sup>.

Deuxièmement, il faut remarquer que dans la loi des trois premières élections locales il y a eu deux types de dispositions où on mentionnait les minorités nationales: celles qui concernaient le temps d'antenne pour la campagne<sup>1078</sup> et, tout comme aux élections parlementaires, celles qui visaient l'assimilation des organisations des minorités nationales qui participaient aux élections locales aux partis politiques.<sup>1079</sup> Par contre, l'article six de la loi 67/2004 stipule que les organisations des minorités nationales peuvent aussi déposer des candidats pour les conseils locaux et départementaux et pour les mairies. Les conditions sont les mêmes que dans le cas des élections parlementaires de 2004. Pour Cristian Preda « cette réglementation a visé d'une manière transparente de bloquer la constitution d'une alternative pour l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie et elle a conduit à l'empêchement de l'enregistrement de l'Alliance civique hongroise ».<sup>1080</sup>

Il faut mentionner une autre réglementation de la loi sur les élections locales de 2004 qui, dans l'article 92 sur l'attribution des mandats de conseillers, stipule que: « Dans le cas où aucune organisation des minorités nationales, autre que celle Hongroise n'obtient au moins un mandat de conseiller, on attribue un mandat de conseiller qui est resté après la première étape d'attribution des mandats, à l'organisation qui a passé le seuil électoral et qui a obtenu le plus grand nombre de voix parmi les organisations de ce type ».<sup>1081</sup>

### ***Les résultats de l'Alliance***

En ce qui concerne nos sources pour les élections locales, elles sont encore plus disparates que celles des élections parlementaires. D'abord, les données relatives aux élections des années 2000 et 2004 sont des bases des données officielles au niveau des circonscriptions locales. Ensuite, les données pour les élections 1996 sont d'une part des données nationales provenues des procès-verbaux des élections

<sup>1077</sup> Article 92 de la loi 67 de 25 mars 2004.

<sup>1078</sup> Voir l'article 57 de la loi 70 de 26 novembre 1991.

<sup>1079</sup> Voir l'article 103 de la loi 70 de 26 novembre 1991.

<sup>1080</sup> PREDA, Cristian, *Partide și alegeri...*, p.91. Voir aussi le chapitre sur la vie interne.

<sup>1081</sup> Article 92 de la loi 67 de 25 mars 2004.



et du Journal officiel. Il y a aussi des données<sup>1082</sup> départementales provenant de l'ADHR<sup>1083</sup>. Les données départementales ne sont pas complètes dans le sens où on n'a pas enregistré le nombre des voix aux élections des conseils locaux pour tous les départements. Enfin, en ce qui concerne les élections de 1992, nous ne disposons que du nombre des mandats reçus par les partis. Par conséquent, notre analyse sera différente par rapport à ce que nous avons fait pour les élections parlementaires. Pour que nous puissions parler des tendances des voix reçues pour l'Alliance aux élections locales, nous avons choisi d'étudier<sup>1084</sup> : le changement du nombre des voix obtenues par l'ADHR.<sup>1085</sup>

Il faut remarquer que l'Alliance a obtenu des sièges de conseillers locaux, départementaux et des mandats de maires seulement dans les seize départements de Transylvanie. La seule exception est le mandat gagné dans le département de Bacău dans une commune habitée par les « ceangăi ». Il s'agit de six mandats lors des élections de 1992 et 1996, et de quatre en 2004.

En ce qui concerne le nombre des sièges obtenus par l'ADHR dans les Conseils départementaux, nous constatons d'abord, qu'il y a eu des départements où l'ADHR a obtenu des sièges dans toutes les élections : Bihor, Bistrița-Năsăud, Brașov, Cluj, Covasna, Harghita, Maramureș, Mureș, Sălaj, Satu-Mare. Par contre, elle n'a jamais gagné de sièges dans le département de Caraș-Severin. De plus, en 2004 l'Alliance a perdu des Conseils départementaux. C'est-à-dire qu'elle n'a pas obtenu de mandats de conseillers généraux, même si dans une des élections précédentes elle y obtenait des sièges. Ce sont les départements de : Alba, Hunedoara, Sibiu, Timis.<sup>1086</sup> Ensuite, nous remarquons qu'après avoir été membre du gouvernement (1996–2000), l'Alliance a perdu des sièges de conseillers départementaux dans deux départements : Covasna et Sibiu. Par contre, elle a gagné des mandats dans les départements de : Cluj, Maramureș, Timiș. Toutefois, dans la plupart des départements le nombre des sièges gagnés en 2000 est resté le même qu'en 1996. Enfin, nous pouvons constater que l'ADHR perd des sièges des Conseils départementaux dans la plupart des départements de Transylvanie, après son appui donné au parti du gouvernement entre 2000–2004. Il y a eu deux départements où le nombre des mandats gagnés en 2004 est le même qu'en 2000.

<sup>1082</sup> Nombre total des voix reçues par les partis dans le département et nombre des voix reçues par l'ADHR, le nombre des sièges reçus.

<sup>1083</sup> RMDSZ Közlöny, Szövetségi Elnöki Hivatal, Nr.22, juin 1996.

<sup>1084</sup> Dans les cas où nos sources nous le permettent.

<sup>1085</sup> Nous analysons les résultats des élections de 1996, 2000 et 2004. Pour quelques départements nous n'avons pas de résultats pour les élections des conseils locaux pour l'année 1996.

<sup>1086</sup> Dans les départements d'Alba, Hunedoara et Timis l'Alliance a eu des mandats dans les Conseils départementaux en 2000. Dans le département de Sibiu elle n'a eu de conseillers départementaux en 2000 non plus.

En analysant le nombre des voix reçues par l'ADHR pour les Conseils départementaux, nous voyons que dans six sur seize départements l'Alliance a perdu des voix tant en 2000 qu'en 2004. D'ailleurs, dans sept départements le nombre des voix reçues par l'Alliance a diminué en 2000 par rapport à 1996, mais a augmenté en 2004 par rapport à 2000.

En étudiant les résultats électoraux de l'ADHR au niveau des conseils locaux, nous pouvons faire quatre remarques. Premièrement, l'Alliance a obtenu des mandats de conseillers locaux à chaque élection, dans chaque département de Transylvanie sauf ceux de Caraș-Severin et de Timis. Dans ces deux départements, lors des élections de 1992 l'Alliance a eu des listes communes avec la Convention démocratique.<sup>1087</sup>

Deuxièmement, dans dix départements l'ADHR a obtenu le maximum de mandats de conseillers locaux dans les premières élections. Les exceptions ont été les départements d'Arad, de Bistrița-Năsăud, de Hunedoara, de Sălaj, de Sibiu et de Timis. Si nous considérons le nombre des sièges perdus dans les élections consécutives par l'ADHR, nous pouvons observer qu'elle perd le plus en 1996. Mais il y a des exceptions aussi: six départements où l'Alliance a gagné des sièges en 1996 par rapport à 1992.

Troisièmement, en 2000 l'Alliance perd des sièges de conseillers locaux dans six des seize départements de Transylvanie. Par contre, elle gagne des sièges dans ces départements. Tandis que dans le département de Covasna elle a eu le même nombre de mandats.

En 2004, l'Alliance a perdu des sièges dans six départements et elle a gagné dans dix départements de Transylvanie. Nous voyons que les pertes que l'ADHR a souffertes au niveau des sièges des Conseils départementaux ne se confirment pas en totalité au niveau des conseils locaux.<sup>1088</sup>

Nous avons analysé également le nombre des mandats de maires gagnés par l'Alliance<sup>1089</sup> qui nous montrent d'abord une situation très différente selon les départements. Ensuite, il faut souligner la stabilité territoriale de l'Alliance en ce qui

<sup>1087</sup> Pendant ces élections l'Alliance a des candidats communs dans les cas suivants: elle a obtenu avec le FSN 11 mandats de conseillers locaux dans les départements de Harghita; deux mandats de maires avec la Convention démocratique dans le département de Timis; un mandat de maire avec le Forum démocratique allemand dans le département de Satu-Mare et un avec le FSN dans le département de Harghita. SZÉKELY István, *Választottunk, Az 1990-es és 1992-es parlamenti és az 1992-es önkormányzati választások megyei eredményeinek értékelése, Magyar Kisebbség*, 1996, p.34.

<sup>1088</sup> N'oublions pas que le nombre total des conseillers départementaux et locaux a décré à cause de la diminution de la population.

<sup>1089</sup> Voir les résultats ponctuels dans les annexes.

concerne les sièges de maires gagnés. Enfin, il faut remarquer la présence des maires indépendants hongrois dans les deux départements majoritairement hongrois.<sup>1090</sup>

### *Le vote ethnique*

Le fait d'avoir des données des niveaux différents pour les différentes élections locales, rend très difficile l'analyse des tendances entre 1990–2004. En fait, la seule variable pour laquelle nous pouvons faire une analyse pour toute la période est le nombre des mandats reçus dans les Conseils départementaux, les conseils locaux et les mairies. Par conséquent, nous étudions le taux du vote ethnique seulement pour les élections de 1996, 2000 et 2004 dans le cas des voix gagnées pour les Conseils départementaux.

En comparant le « taux du vote ethnique sans correction » et le « taux du vote ethnique corrigé »<sup>1091</sup> nous observons le même phénomène que dans le cas des élections parlementaires: les deux modalités de calcul donnent des résultats très différents.<sup>1092</sup> Par contre, les deux formules de calcul montrent la même tendance: une diminution du vote ethnique après la participation de l'Alliance au gouvernement entre 1996–2000, mais un agrandissement du taux après l'intervalle 2000–2004.

**Tableau 5 – Le vote ethnique**

	1996	2000	2004
Le taux moyen du vote ethnique sans correction	44.57%	37.87%	41.58%
Le taux moyen du vote ethnique corrigé	78.93%	70.74%	76.52%

En ce qui concerne le « taux du vote ethnique sans correction » nous pouvons faire trois observations. On observe que c'est dans seulement trois départements que l'Alliance a obtenu un taux du vote ethnique supérieur à 50% aux élections départementales de 1996, 2000 et 2004. Les trois départements<sup>1093</sup> ont eu un pourcentage des Hongrois entre 17%-40%.<sup>1094</sup>

Il faut remarquer aussi que le taux du vote ethnique dans les deux départements ayant une majorité de la population hongroise<sup>1095</sup> a été de moins de 50% pour les élections de 2000 ainsi que pour celles de 2004. De même, le taux du vote ethnique

<sup>1090</sup> On ne peut tirer plus de conclusions sur l'augmentation où la diminution des maires indépendants hongrois car on ne dispose pas de données suffisantes.

<sup>1091</sup> Voir leur définition dans le sous-chapitre sur les élections parlementaires.

<sup>1092</sup> Voir dans les annexes.

<sup>1093</sup> Cluj, Mureș, Sălaj.

<sup>1094</sup> Selon le recensement de 2002 Sălaj a eu 23,05%, Cluj 17,40%, Mureș 39,30% des Hongrois.

<sup>1095</sup> Covasna (73,80%) et Harghita (84,62%) Selon le recensement de 2002.

a décliné en 2000 dans onze départements, tandis qu'aux élections de 2004 en huit départements.

### 7.1.3. Conclusions provisoires

Avant de résumer les réponses que nous donnons à nos questions du début, il faut remarquer que nos analyses soutiennent l'hypothèse selon laquelle le mode de scrutin influe sur les résultats électoraux des partis ethniques. De plus, il nous semble que les élections parlementaires et celles locales semblent ne pas avoir la même importance pour les Hongrois de Roumanie. Les résultats des élections locales montrent mieux la spécificité des départements, des localités. Au niveau des élections locales on peut observer, surtout dans le département avec un grand pourcentage de Hongrois<sup>1096</sup>, l'apparition des concurrents hongrois aux candidats de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie.

Il y a deux possibilités pour calculer le taux du vote ethnique. D'une part, en divisant le nombre des voix reçues par l'Alliance par le nombre des Hongrois qui ont le droit de voter. Cela nous montre dans quelle mesure l'ADHR a réussi à capter les voix de son électorat cible. Mais cela suppose que la participation aux élections est de 100% dans le cadre de la communauté hongroise de Roumanie. D'autre part, nous pouvons diviser le nombre des voix gagnées par l'Alliance par le nombre de ceux qui ont le droit de voter, corrigé par le taux de la participation aux élections. Les deux possibilités nous donnent des résultats très différents. Nous avons pu constater que dans la plupart des cas le taux du vote ethnique est moindre dans les élections locales que dans les élections parlementaires.

Il faut remarquer aussi que les taux moyens du vote ethnique calculés pour la Transylvanie ont donné des résultats contradictoires durant les élections de 2004. Tandis que dans le cas des élections parlementaires le taux a diminué, aux élections locales le taux a augmenté.<sup>1097</sup> Nous remarquons également que le taux moyen du vote ethnique à la Chambre des députés a diminué en 2004 en comparaison avec 2000. Mais il a augmenté durant le même intervalle pour les Conseils départementaux.

Les voix gagnées par l'Alliance diminuent aux élections parlementaires ainsi qu'aux élections locales. Mais la situation est différente aux deux types d'élections. Si nous étudions le nombre des sièges obtenus lors des élections à la Chambre des députés, aux Conseils départementaux, aux conseils locaux et aux mairies, une image encore plus complexe se dessine:

<sup>1096</sup> On pense surtout aux départements de Harghita et Covasna, et dans une moindre mesure à celui de Mureș.

<sup>1097</sup> Voir le taux moyen du vote ethnique corrigé dans les annexes.

- une augmentation des sièges obtenus en 2000 tant à la Chambre des députés qu'aux Conseils départementaux et une diminution en 2004
- une augmentation des mairies obtenues en 2000 ainsi qu'en 2004. En fait, le nombre des mairies gagnées en 2004 est le plus grand obtenu par l'Alliance
- une augmentation également pour le nombre des conseillers locaux en 2000 et 2004.

Nous concluons que le nombre des voix gagnées par l'Alliance montre une tendance de diminution. En même temps, comme nous l'avons montré dans nos analyses, il y a des différences notables entre les résultats des élections parlementaires et locales, et entre les différents départements.

En ce qui concerne les conséquences de la participation au pouvoir de l'Alliance nous remarquons qu'il y a une différence entre l'intervalle de 1996–2000 et 2000–2004. Le nombre des voix et le taux moyen du vote ethnique « sans correction » ont diminué en 2000 à la Chambre des députés ainsi qu'aux Conseils départementaux. Par contre, en 2004 les variables mentionnés diminuent à la Chambre des députés mais augmentent dans le cas des Conseils départementaux.

## **7.2. L'Alliance démocrate hongroise de Roumanie dans le système politique roumain**

Nous avons identifié quatre facteurs/événements/questions qui ont surgi dans les relations de l'Alliance avec les partis roumains et qui ont influencé la place occupée par l'Alliance dans le système politique roumain: les événements de Târgu-Mureș, l'autonomie, le Conseil des minorités et le ministre en charge des « minorités », les accords passés entre l'Alliance et les partis politiques roumains.

### **7.2.1. Les événements de Târgu-Mureș**

Pendant les mois d'après la chute du régime communiste et avant les premières élections, le climat est confus.<sup>1098</sup> Le pouvoir a été repris en décembre par les Conseils du Front du salut national. Au début, le Front du salut national ne voulait pas participer aux élections, mais le 23 janvier il a annoncé qu'il y prendrait part.<sup>1099</sup>

<sup>1098</sup> Sorina Soare parle dans sa thèse de « l'origine controversée de la démocratie roumaine ». Voir sa thèse SOARE, Sorina, op.cit.

<sup>1099</sup> À cause de cette décision, plusieurs intellectuels ont quitté le Front. PAVEL, Dan, HUIU, Iulia, „Nu putem reuși decît împreună” *O istorie analitică a Convenției democratice, 1989–2000*, Iași, Polirom, 2003, p.28.

Suite cette à cette décision, le Conseil provisoire de l'union nationale (CPUN) est créé le premier février 1990. La moitié des membres de CPUN ont été désignés par le Conseil du Front du salut national tandis que l'autre moitié a été nommée par les représentants des partis politiques constitués et les représentants des organisations des minorités déjà constituées.<sup>1100</sup> De la part du Conseil du front du salut national quatre Hongrois ont fait partie du CPUN: Király Károly, le pasteur Tőkés László<sup>1101</sup> et deux autres personnes<sup>1102</sup>. À l'intérieur du CPUN on retrouve au total 49 partis et organisations des minorités. On y retrouve également les représentants de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie<sup>1103</sup> et du Parti indépendant hongrois<sup>1104</sup> de Cluj.<sup>1105</sup>

Les années 1990 sont caractérisées par plusieurs moments de friction entre les partis de la majorité roumaine et l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie. D'abord, l'adoption de la nouvelle Constitution. Cette constitution approuvée en 1991 définit dans son premier article la Roumanie comme « un État national, souverain et indépendant, unitaire et indivisible ».<sup>1106</sup> Cet article se trouve parmi ceux qui ne peuvent pas être modifiés. L'article 13 selon lequel la langue officielle est le Roumain ne peut être modifié lui non plus.

Le 1<sup>er</sup> article a été une des causes principales pour laquelle les députés et les sénateurs de l'ADHR ont voté contre la Constitution.

Il est intéressant de citer l'opinion de l'Alliance sur la Constitution: « la constitution suggère que plus de trois millions de personnes appartenant aux minorités nationales sont des citoyens de seconde zone, il témoigne d'une volonté de discrimination, d'assimilation ».<sup>1107</sup>

Toutefois l'ADHR n'a pas précisé à ses sympathisants comment devaient-ils voter à l'occasion du référendum sur la Constitution. Dans son communiqué, on disait seulement que « ses membres doivent lire la constitution, participer au référendum et voter selon leur raisonnement et leur conscience ».<sup>1108</sup> D'ailleurs, au moment du référendum sur la constitution roumaine les deux départements en majorité hongrois étaient les seuls où le « non » l'a largement emporté sur le « oui ».<sup>1109</sup>

<sup>1100</sup> Le communiqué sur la constitution du Conseil provisoire de l'union nationale. CD RMDSZ.

<sup>1101</sup> Les mêmes que dans le Conseil du FSN.

<sup>1102</sup> Qui ont été les présidents des Conseils départementaux du Front du salut national.

<sup>1103</sup> Domokos Géza, Verestőy Attila, Lőrincz László.

<sup>1104</sup> Voir les chapitres suivants. Leurs représentants ont été Lányi Szabolcs, Dudás László, Kocsis Sándor.

<sup>1105</sup> Selon les listes trouvées dans le livre de PAVEL, Dan, HUIU, Iulia, op.cit., pp.510–514.

<sup>1106</sup> MURARU, Ioan, IANCU, Gheorghe, *Constituțiile Române*, Regia autonoma, Monitorul oficial, 1999, p.185.

<sup>1107</sup> Le mémorandum de l'ADHR sur l'acceptation de la Roumanie au CE, in BARDI, Nándor, EGER, György, *Útkeresés és integráció, Válogatás a határon túli magyar érdekvédelmi szervezetek dokumentumaiból 1989–1999*, Budapest, Teleki László Alapítvány, 2000, p.118.

<sup>1108</sup> CD RMDSZ.

<sup>1109</sup> GALLAGHER, Tom, *Democrație și nationalism în România 1989–1998*, All, 1999, p.197. Par contre, lors du processus de révision de la Constitution en 2003, plusieurs propositions de l'Alliance ont

Ensuite, un autre élément qui a influencé les relations entre l'Alliance et les autres partis ont été les revendications de l'Alliance liées à l'enseignement en langue hongroise et les différentes manifestations qui ont eu lieu.<sup>1110</sup> Enfin, en mars 1990 les confrontations entre les Roumains et les Hongrois à Târgu-Mureș ont été un événement marquant de la vie politique de la jeune démocratie roumaine.

Encore de nos jours, les analyses de ces événements restent partisans, « la vérité » est défendue par chaque camp. Ce que nous pouvons faire c'est de procéder à une énumération des faits qui jouent le rôle de catalyseurs pour ce qui sera défini comme un conflit ethnique. Il n'y a pas d'événement précis dont on puisse dire: voici c'est là que tout a commencé. Dans plusieurs villes de Roumanie les Hongrois ont célébré le jour quand la révolution hongroise de 1848 a commencé, moment qui occupe une place importante dans l'imaginaire collectif hongrois.<sup>1111</sup>

Le 16 mars, à Târgu-Mureș, une ville où la population Hongroise représentait 51,38% et les Roumains 46,13%<sup>1112</sup>, Vatra Romanească<sup>1113</sup> a organisé des manifestations anti-hongroises qui ont continué le 17 et le 18 mars. On sait que le 19 mars treize autobus sont arrivés portant des manifestants roumains à Târgu-Mureș. Les participants à la manifestation ont déchiré les inscriptions en langue hongroise et ils ont attaqué le siège de l'ADHR où les personnages principaux de l'Alliance tenaient une réunion.<sup>1114</sup> Malgré que l'armée ait promis sa protection aux leaders de l'ADHR, on a fait peu de choses. Les leaders hongrois sortant du siège de l'Alliance ont été attaqués par les manifestants roumains et il y a eu des blessés. L'une des victimes les plus symboliques de la violence a été András Sütő qui allait perdre la vue d'un œil. Rappelons qu'il s'agit d'un écrivain emblématique des Hongrois. Ces violences ont déclenché la mobilisation des Hongrois aussi. C'est après cela que les confrontations ont commencé entre les deux camps et elles se sont poursuivies le 20 et le 21 mars.

Les représentants de l'Alliance ont tenté de mettre en garde les autorités roumaines sur les possibles tensions ethniques. D'une part, Domokos Géza a essayé de contacter le président Ion Iliescu et, en ne le trouvant pas, il « lui a laissé un aide-mémoire.

---

été acceptées, ce qui s'est soldé par la campagne de l'ADHR pour un vote « oui » au référendum sur le changement de la Constitution. Notons qu'en 1990 le Parlement roumain a décrété une nouvelle journée nationale, le premier décembre « pour marquer la réalisation de la Grande Roumanie ». Il faut qu'on se rappelle que, si pour les Roumains, le premier décembre 1918 représente l'union de la Transylvanie avec le Royaume de la Roumanie, par contre, pour la minorité hongroise il est lié aux effets du traité de Trianon.

<sup>1110</sup> Voir plus largement le chapitre sur les questions liées à l'enseignement en langue hongroise.

<sup>1111</sup> Il s'agit de 15 mars 1848. Rappelons à ce sujet que le poète national hongrois Petőfi Sándor a disparu sur le sol de la Transylvanie.

<sup>1112</sup> Selon le recensement de 1991.

<sup>1113</sup> L'Âtre roumain.

<sup>1114</sup> Dans le bâtiment il y avait au total 75 Hongrois.

Je lui ai demandé de suivre ce qui se passait à Târgu-Mureș. Tous les signes indiquaient que les gens trompés par la démagogie nationaliste des fidèles du régime de Ceaușescu et par l'Âtre roumain se préparaient à régler leur compte avec les Hongrois de la ville et avec leur représentant, l'ADHR »<sup>1115</sup>. D'autre part, les représentants de l'ADHR ont parlé avec le ministre de la Défense national en lui demandant « que la garnison de Târgu-Mureș prévienne les confrontations et qu'elle aide la police à assurer la sécurité de la population hongroise ».<sup>1116</sup> Le ministre, tout comme le chef du cabinet de Ion Iliescu a rassuré les représentants de l'Alliance que « tout était sous contrôle ».<sup>1117</sup>

Pendant les événements, le 21 mars, dans sa première déclaration, le gouvernement roumain a mentionné que lors de la célébration de la révolution de 1948, les Hongrois « ont lancé des attaques ouvertes contre les sentiments nationaux du peuple roumain ».<sup>1118</sup> Les journaux et le gouvernement roumain ont parlé de l'ingérence des citoyens hongrois dans les événements. Ces affirmations ont été démenties par le gouvernement lui-même lors d'un communiqué du 24 mars<sup>1119</sup>.

Nous ne procéderons pas à une analyse en profondeur de ces événements. Nous partageons l'interprétation de ces événements comme une « manifestation » créée in vitro: « les violences ont été plutôt un phénomène créé artificiellement qu'un phénomène spontané ».<sup>1120</sup> Sans entrer dans les détails, nous observons que depuis mars 1990 il n'y a plus eu de violences interethniques. De plus, « trois mois après la suppression de la Sécurité de Ceaușescu » et après ces événements on a créé<sup>1121</sup> le Service roumain d'informations.<sup>1122</sup>

Après les événements de mars 1990 de Târgu-Mureș, l'un des plus troubles événements de la période post 1990 de la Roumanie, l'ADHR abandonne les espoirs d'appui des revendications de la minorité hongroise de la part du Front du salut national. Pendant quelques semaines après la première déclaration<sup>1123</sup> du Front et après sa déclaration sur les droits des minorités nationales<sup>1124</sup>, l'ADHR s'est laissé

<sup>1115</sup> DOMOKOS, Géza, op.cit., p.179.

<sup>1116</sup> DOMOKOS, Géza, op.cit., p.180.

<sup>1117</sup> Ibidem.

<sup>1118</sup> GALLAGHER, Tom, « *Furtul unei națiuni ...* », p.115.

<sup>1119</sup> Le gouvernement « démentit les informations conformément auxquelles des citoyens hongrois auraient des liens avec des actions planifiées, instigatrices à la violence ». Ibidem, p.117

<sup>1120</sup> Ibidem, p.122

<sup>1121</sup> Le 24 mars.

<sup>1122</sup> ANDREESCU, Gabriel, op.cit., p.38.

<sup>1123</sup> Voir plus haute.

<sup>1124</sup> Cette déclaration stipule entre autres: que la nouvelle constitution doit reconnaître et garantir les droits individuels et collectifs des minorités nationales, qu'on a besoin d'une loi et d'un ministère pour les minorités. *CD RMDSZ*. Voir plus largement le chapitre sur les questions liées à l'enseignement en langue hongroise.



entraîner dans une logique de l'espoir dans le changement de politique relative aux Hongrois qui puisse être opéré par le Front. Comme nous l'avons déjà mentionné, rappelons que dans sa première déclaration l'Alliance soutenait le Front. En plus, l'ADHR n'a pas participé aux manifestations des partis d'opposition du début de 1990. Par contre, le changement d'attitude relative à l'enseignement en langue hongroise<sup>1125</sup> et les événements de Târgu-Mureș ont déçu les espoirs de l'Alliance liée au Front.

### 7.2.2. L'autonomie

Étant donné l'importance attribuée aux revendications liées à l'autonomie par les différentes théories des partis politiques, nous l'analysons dans plusieurs sous-chapitres de notre dissertation. Dans le chapitre présent nous étudions la manière dont cela apparaît dans les relations entre les partis politiques roumains et l'Alliance.

La question de l'autonomie ou de l'autodétermination des Hongrois a été présente depuis la première déclaration de l'Alliance en décembre 1989.<sup>1126</sup> Les concepts d'autonomie culturelle et personnelle ont été inclus dans les programmes de 1990 et 1991 de l'ADHR avant qu'elle ne devienne membre de la Convention démocratique. Le concept de l'autonomie des communautés est affirmé dans la déclaration de Cluj d'octobre 1992<sup>1127</sup>, tandis que « l'assurance des autonomies/autogouvernements » est présente dans le programme de 1993 de l'Alliance.

<sup>1125</sup> Voir plus largement le chapitre sur les questions liées à l'enseignement en langue hongroise.

<sup>1126</sup> D'une manière ou d'une autre, la question de l'autonomie et de l'interprétation de ce que signifie autonomie et autodétermination, a été présente tout au long de l'existence de l'Alliance. Voir le chapitre sur les changements programmatiques et les oppositions internes de l'Alliance.

<sup>1127</sup> En fait, on a deux documents: la déclaration faite par le groupe parlementaire de l'Alliance et par le Conseil national des délégués « sur la question des nationalités ». Cette déclaration stipule d'abord qu'un des problèmes les plus graves de la Roumanie c'est la question nationale. Ensuite, il affirme que « les Hongrois de Roumanie comme sujet politique sont un facteur constituant l'état et, en conséquence, des partenaires égaux de la nation roumaine ». Enfin, la déclaration indique la solution: « l'autonomie des communautés ethniques et religieuses » ou « l'autogouvernement intérieur ». La déclaration fait le 25 octobre 1992 à Cluj. *CD RMDSZ*.

Deuxièmement, le 25 octobre 1992, dans l'Église de Saint-Michel de Cluj les députés et les sénateurs de l'ADHR ont déposé un serment. Le serment des députés et des sénateurs de l'ADHR prononcé le 25 octobre dans l'Église de Saint-Michel de Cluj, Moi..., le membre du Parlement de la Roumanie élu par la volonté de notre peuple, dans la communauté de nos croyances et de nos Églises, de notre pays et de notre communauté hongroise, je m'oblige d'accomplir mon travail de représentation publique, mon service dans l'intérêt public et mes tâches selon les intérêts et la volonté de mes électeurs. Dans le cadre de la législation nationale et internationale, dans le cadre de la légitimité et de la démocratie, je vais considérer comme ma mission sacrée et je vais aider de toutes mes forces la construction de notre pays, le service du bien commun, la réconciliation sociale et nationale et la réalisation de l'État de droit et démocratique. En Hongrois fidèle je vais servir mon peuple, qui avec sa confiance m'a délégué de représenter ses intérêts, de lutter pour son égalité en droits, ses droits comme communauté et sa liberté, de lutter pour sa survivance dont la garantie est l'autonomie interne. Je travaillerai de toutes mes forces pour que dans notre pays et

L'ADHR a élaboré à la fin de 1993 un projet de loi sur les minorités qui mentionne l'autonomie personnelle et régionale.<sup>1128</sup>

Au début du janvier 1995, deux événements ont porté sur le devant de la scène politique la problématique de l'autonomie et les différends entre les membres de la Convention<sup>1129</sup> et l'Alliance. En premier lieu, l'ADHR a fêté le cinquième anniversaire de son existence. À cette occasion, le président de l'Alliance, dans son discours sur « le programme de l'autonomie de l'ADHR », a retracé la création de ce programme. Il a parlé de trois formes d'autonomie existantes dans le projet de loi sur les minorités (1993) de l'Alliance: l'autonomie personnelle, l'existence des administrations locales avec des statuts spéciaux, l'autonomie régionale.<sup>1130</sup> Plusieurs partis membres de la Convention, partenaires de l'ADHR ont condamné le discours du président de l'Alliance.<sup>1131</sup>

En deuxième lieu, en 14 janvier 1995, l'Alliance a créé le Conseil national des administrations locales qui comprenait les maires, les vices maires et les conseillers locaux de l'Alliance.

Ce Conseil a été un organisme consultatif pour les activités en matière de l'administration publique locale de l'Alliance. Le gouvernement roumain a demandé le 20 janvier que ce Conseil de l'Alliance soit dissous, puis, le jour suivant, le ministre de la justice a affirmé que les déclarations sur l'autonomie de l'ADHR sont suffisantes pour le commencement des processus mettant l'Alliance hors-la-loi. Quelques jours plus tard le Conseil de la convention a adopté un communiqué qui montrait les divergences existant entre l'Alliance et les autres membres de la Convention.

La déclaration voulait montrer les différences entre les positions des partis membres de la Convention et les partis gouvernementaux concernant l'ADHR. D'abord, la déclaration stipulait que « tous les membres de la Convention, y compris l'Alliance, soutenaient sans réserves l'intégrité territoriale de la Roumanie, la souveraineté et le caractère unitaire de l'État roumain ».<sup>1132</sup> Ensuite, le communi-

---

dans notre région les différentes nations, communautés nationales et confessions se retrouvent et se réconcilient. Que Dieu m'aide! Source: <http://hhrf.org/magyarkisebbseg/9501/m950107.html> visité la dernière fois en mai 2005, ma propre traduction.

<sup>1128</sup> Ce projet de loi a été présenté aux journalistes. Il a même donné lieu à une étude sur les conceptions de l'Alliance concernant les droits des minorités, voir ANDRESCU, Gabriel, WEBER, Renate, STAN, Valentin, *Concepția ADHR privind drepturile minorităților naționale*, Centrul pentru Drepturile Omului, București, 1994. Après cela les trois auteurs ont rédigé un projet de loi sur les minorités nationales voir ANDRESCU, Gabriel, WEBER, Renate, STAN, Valentin, « Un proiect de lege privind minoritățile naționale elaborat de către Centrul pentru drepturile omului », MIHAI, Lucian, *Legislația în tranziție*, Centrul pentru Drepturile Omului, București, 1995.

<sup>1129</sup> L'Alliance a été membre de la Convention démocratique entre novembre 1991-février 1995.

<sup>1130</sup> Le discours du président. *CD RMDSZ*.

<sup>1131</sup> ANDRESCU, Gabriel, op.cit., p.154. On peut énumérer: le Parti de l'alliance civique; le Parti national paysan chrétien démocrate; le Parti national libéral '93; le Parti social-démocrate roumain.

<sup>1132</sup> La déclaration est reproduite dans le livre de PAVEL, Dan, HUIU, Iulia, op.cit., p.217.

qué fait des références indirectement aux questions soulevées par l'Alliance en soutenant: l'autonomie administrative pour tous les départements du pays; la résolution des problèmes minoritaires conformément aux déclarations de l'Assemblée nationale d'Alba Iulia et aux réglementations internationales<sup>1133</sup>; la ressemblance du Conseil national des administrations locales de l'ADHR avec les structures des autres partis « qui n'affectent pas l'unité et l'intégrité du pays ». <sup>1134</sup>

Enfin, la déclaration mentionnait les sujets sur lesquels les opinions des membres de la Convention et l'Alliance divergeaient: le concept d'État national, l'autonomie communautaire sur des critères ethniques et l'autonomie régionale.<sup>1135</sup>

Ce communiqué nous paraît illustratif pour les relations difficiles entre l'ADHR et les membres de la Convention. Nous voyons une Convention qui essaie d'équilibrer ses intérêts électoraux, ses vues sur l'État et la nécessité de se différencier des partis gouvernementaux et du climat nationaliste qu'ils ont créés. En même temps nous pouvons voir, à travers les sujets énumérés dans le communiqué, que l'opinion des membres de la Convention différerait de celle de l'Alliance quant aux sujets de base pour celle-ci.<sup>1136</sup> Selon Pavel et Huiu l'attitude des membres de la Convention envers l'ADHR « a dépendu soit du contexte politique, soit des rapports des forces à l'intérieur de la Convention ». <sup>1137</sup>

Après les déclarations de l'Alliance sur l'autonomie ses partenaires ont essayé de se démarquer encore plus d'elle en tenant en compte le fait que des élections parlementaires se tiendraient en 1996. Par conséquent, en dépit du communiqué de 30 janvier 1995, les jours suivants deux partis, le Parti national libéral<sup>1138</sup> et le Parti de l'alliance civique<sup>1139</sup> ont posé la question de la présence de l'ADHR dans la Convention. Le 17 février 1995 le Conseil de la convention a modifié le protocole de la Convention démocratique et en même temps a demandé à l'Alliance de

<sup>1133</sup> On a mentionné expressément: la Convention cadre pour la protection des minorités nationales et la Charte européenne pour l'exercice autonome des pouvoirs locaux, tous deux étant signés par le gouvernement roumain. PAVEL, Dan, HUIU, Iulia, op.cit., p.217.

<sup>1134</sup> La déclaration est reproduite dans le livre de PAVEL, Dan, HUIU, Iulia op.cit., p.217.

<sup>1135</sup> Ibidem. p.218.

<sup>1136</sup> Il nous semble que ces différences de vue existent encore (juin 2006) entre l'Alliance et les partis politiques roumains.

<sup>1137</sup> PAVEL, Dan, HUIU, Iulia, op.cit., p.217. Gallagher pense que « l'Alliance et les partis roumains n'ont pas eu d'intérêts communes dans le cadre de la Convention, qui a été en essence un mécanisme électoral ». GALLAGHER, Tom, « *Democrație și naționalism în România...* », p.307.

<sup>1138</sup> « Dans le communiqué du Bureau permanent central du PNL, on lit que « l'ADHR persiste dans son attitude de ne pas reconnaître le caractère national de l'État roumain et, en conséquence, rend une collaboration politique impossible ». PAVEL, Dan, HUIU, Iulia, op.cit., p.219.

<sup>1139</sup> Parmi les propositions de restructuration de la Convention démocratique roumaine le PAC a mis « la délimitation de l'ADHR, qui est inscrit dans le protocole électoral de la Convention, si cette formation politique ne renonce à ses revendications inacceptables comme l'autonomie régionale sur des bases ethniques ». PAVEL, Dan, HUIU, Iulia, op.cit., p.221.

donner une déclaration dans laquelle elle s'engageait à respecter la Constitution. L'ADHR n'a pas signé le nouveau protocole de la Convention, tout comme le Parti social-démocrate roumain.

Dans la déclaration du Conseil des représentants de l'Alliance de 25 février 1995 l'ADHR a attribué les attaques des membres de la Convention au fait « qu'à cause des troubles dans le fonctionnement et les insuccès de la Convention, elle avait besoin d'un bouc émissaire »<sup>1140</sup>. Selon cette déclaration « la sommation de l'Alliance pour changer son opinion sur certains prescriptions de la Constitution est antidémocratique. Notre Alliance a plusieurs fois déclaré qu'elle respecte la Constitution, mais conformément à la liberté constitutionnelle, elle ne peut pas accepter le fait qu'on interdit à une force politique qu'elle initie sur la voie légale, parlementaire, le changement des réglementations ». <sup>1141</sup> En mars 1995 le Parti de l'alliance civique et le Parti libéral '93 sortent aussi de la Convention démocratique.<sup>1142</sup> L'ADHR a précisé les sens de l'autonomie et a donné une sorte de définition pour l'autonomie personnelle et territoriale dans son programme adopté lors de son quatrième congrès en mai 1995.<sup>1143</sup>

### 7.2.3. Des institutions pour les minorités

L'une des questions qui se posent dans un État où le pourcentage des minorités est importantes vise l'existence d'un organe de l'État, du gouvernement qui s'occupe de la problématique des minorités. Cette question a été présente dans les relations de l'Alliance avec les partis roumains.

Les deux solutions trouvées ont été différentes, mais chaque fois l'Alliance s'est demandé si le Conseil des minorités, le ministre en charge des minorités, ne sont pas des organismes dont le but principal est l'amélioration de l'image du gouvernement.

Le gouvernement roumain a créé le Conseil des minorités par la décision 137 de 6 avril 1993 « comme un organisme consultatif du gouvernement roumain coordonné par le secrétaire général du gouvernement ». <sup>1144</sup> Selon la loi, de ce Conseil faisaient partie toutes les organisations des minorités nationales qui ont été constituées jusqu'aux élections législatives de 27 septembre 1992.<sup>1145</sup> Le 20 avril la Présidence exécutive de l'Alliance a annoncé dans un communiqué que l'ADHR ne participerait pas au Conseil des minorités. Les raisons du refus ont été les suivantes: le conseil

<sup>1140</sup> La déclaration de 25 février 1995 du Conseil des représentants de l'Alliance. *RMDSZ Közlöny*, 1995/14.

<sup>1141</sup> Ibidem.

<sup>1142</sup> PAVEL, Dan, HUIU, Iulia, op.cit., p.9.

<sup>1143</sup> Après sa sortie de la Convention. Voir le chapitre sur les changements programmatiques de l'Alliance.

<sup>1144</sup> Le premier article de la décision 137/1993. *Monitorul oficial*, nr.74 de 12 avril 1993.

<sup>1145</sup> Ibidem.

est un organisme gouvernemental et non pas une institution autonome qui pourrait prendre des décisions; lors de la création du Conseil, le gouvernement n'a pas tenu compte des opinions des organisations minoritaires.<sup>1146</sup>

Pour voir si le Conseil est « l'instrument efficace pour la solution des problèmes minoritaire »<sup>1147</sup> le Conseil des représentants de l'Alliance a approuvé toutefois la présence de ses représentants au Conseil des minorités. Mais cette décision a fixé aussi une date limite pour la solution des propositions déposées par l'Alliance et pour que la loi sur les minorités soit déposée au gouvernement.

Le 31 août la Présidence exécutive de l'Alliance a retiré ses représentants du Conseil des minorités<sup>1148</sup>, parce que « le gouvernement n'a pas manifesté sa volonté politique pour solutionner les propositions soumises par l'ADHR et approuvées par le Conseil des minorités ».<sup>1149</sup>

La place de l'Alliance dans le système politique change en 1996 quand elle devient membre de la coalition gouvernementale.<sup>1150</sup> On crée auprès du premier ministre un poste de ministre délégué pour les minorités nationales. Ce poste, qui n'apparaît plus, a été détenu entre 1996–2000 par deux représentants de l'Alliance: le député d'Arad Tokay György puis par le sénateur de Cluj Eckstein-Kovács Péter. Le ministre des minorités nationales conduisait le Département pour la protection des minorités nationales qui a été créé par la décision gouvernementale de 17/1997 de 31 janvier 1997.<sup>1151</sup> Dans le cadre de ce département a fonctionné un Office pour l'intégration sociale des Roms, puis l'Office national des Roms<sup>1152</sup>.

<sup>1146</sup> La prise de position de la Présidence exécutive de l'Alliance le 20 avril 1993. *CD RMDSZ*.

<sup>1147</sup> La décision 10 de 20 juin 1993 du Conseil des représentants de l'Alliance. *RMDSZ Közlöny*, 1993/5.

<sup>1148</sup> Le communiqué de 1 septembre 1993 du président exécutif de l'Alliance. *RMDSZ Közlöny*, 1993/6.

<sup>1149</sup> La décision de 25 septembre 1995 du Conseil des représentants de l'Alliance. *RMDSZ Közlöny*, 1993/7–8. Les représentants de l'Alliance ont été présents au Conseil entre mai-septembre 1993.

<sup>1150</sup> Voir le sous-chapitre suivant.

<sup>1151</sup> Parmi les compétences de ce département nous trouvons: « l'élaboration des projets de loi ou autres actes normatifs dans son domaine; l'avis des lois ou d'autres actes normatifs qui ont une influence sur les droits et les devoirs des minorités nationales et qui ont la recommandation du Conseil des minorités nationales; il assure le monitoring des lois internes et internationales qui concernent les minorités nationales; conformément à la proposition du Conseil des minorités nationales, le gouvernement, par le Département pour la protection des minorités nationales accorde de l'assistance financière aux organisations des minorités nationales; suit l'application unitaire des réglementations légales concernant la protection des minorités nationales par les autorités locales ». Le ministre a eu la compétence de nommer des représentants de ce département dans les départements du pays et dans les préfectures qui ont eu l'obligation de leur assurer une espace pour y travailler. La décision 17/1997. *Monitorul oficial*, nr.17, du 7 février 1997.

<sup>1152</sup> Par la décision 506/1997 du gouvernement du septembre 1997. *Monitorul oficial*, nr.245, du 19 septembre 1997.

Même si le Département pour la Protection des minorités nationales a été créé, le Conseil des minorités Nationales<sup>1153</sup> n'a pas été supprimé. Le Conseil des minorités a été défini comme « un organe consultatif auprès du Département pour la Protection des minorités nationales ».<sup>1154</sup> Certaines compétences du Conseil ont été complémentaires à celle du Département.<sup>1155</sup>

Il est difficile et ce n'est pas notre but d'analyser cette expérience unique du Département pour la Protection des minorités nationales conduit par un ministre pour les minorités. Il nous semble toutefois utile de citer quelques opinions des personnes et des acteurs concernés. D'abord, selon le ministre Eckstein-Kovács Péter « depuis la création du Département pour la Protection des minorités nationales on a remarqué, intention non déclarée, que le Département soit limité à un rôle d'institution pour l'extérieur. Un des exemples pour prouver cette affirmation est le fait que beaucoup de ministères ne tiennent pas compte dans le processus d'élaboration des lois du droit de contresigner du ministre des minorités »<sup>1156</sup>.

Parmi les réalisations du département, dans l'opinion du ministre, se retrouve d'une part, la construction institutionnelle du Département pour la protection des minorités nationales. D'autre part, il mentionne les projets des lois sur les minorités et contre les discriminations raciales et nationales; les ordonnances d'urgence pour la rétrocession des biens des minorités et des biens ecclésiastiques<sup>1157</sup>, la participation à l'élaboration de l'ordonnance d'urgence sur l'enseignement minoritaire, l'élaboration de l'ordonnance sur l'Université Petőfi-Schiller, le recours contre l'invalidation de l'ordonnance sur l'Université Petőfi-Schiller par la Cour;<sup>1158</sup> la participation à l'élaboration de l'ordonnance d'urgence qui a modifié la lois sur les administrations

<sup>1153</sup> La composition du Conseil a changé entre janvier et septembre 1997. Au début, le Conseil devait être composé « par les représentants des organisations des minorités nationales constituées jusqu'à 27 septembre 1992 ». Article neuf de la décision 17/1997. *Monitorul oficial*, nr.17, du 7 février 1997. En septembre on a modifié la structure en introduisant deux types de membres. D'une part, il y avait les représentants des organisations des minorités nationales représentées dans le Parlement. D'autre part, les « organisations des minorités nationales qui ont été constituées jusqu'au 27 septembre 1992 et qui, même si elles sont les uniques représentantes de ces minorités n'avaient pas participé aux élections législatives ou n'avaient pas obtenu le nombre des voix nécessaires pour l'obtention d'un siège ». La décision 506/1997 du gouvernement du septembre 1997. *Monitorul oficial*, nr.245, du 19 septembre 1997.

<sup>1154</sup> La décision 17/1997. *Monitorul oficial*, nr.17, du 7 février 1997.

<sup>1155</sup> Par exemple, le Conseil « propose l'élaboration des projets de lois ou des décisions pour le gouvernement », le Département élabore des lois.

<sup>1156</sup> Le rapport du ministre pour le sixième congrès de mai 1999 de l'Alliance.

<sup>1157</sup> Pour les Juifs, Hongrois, les Allemandes, les Bulgares, les Polonais, les Grecques, les Arméniens, les Turcs et les Serbes.

<sup>1158</sup> Voir aussi le chapitre sur les questions liées à l'enseignement en langue hongroise.

locales<sup>1159</sup>; l'augmentation du financement des organisations des minorités; l'élaboration du premier programme national pour les Roms.<sup>1160</sup>

Ensuite, Dan Oprescu, directeur de l'Office national pour les Roms entre 1997–2001, a souligné les intérêts divergents de l'Alliance et de ses partenaires de coalition au Département pour la protection des minorités nationales. Selon Oprescu, « les partenaires de coalition de l'ADHR voulaient lui donner un ministère conformément à l'algorithme gouvernemental, mais un ministre d'importance réduite ». <sup>1161</sup> En plus, l'inclusion de l'Alliance améliorerait l'image du gouvernement roumain. Par contre, selon Oprescu, l'ADHR voulait le ministère pour l'accomplissement des buts de la minorité hongroise. Selon le directeur de l'Office pour les Roms, les réalisations du Département pour la protection des minorités nationales ont été: la restitution des biens des minorités, des projets de loi, la stratégie pour les Roms. Nous observons que les appréciations des deux hommes coïncident en ce qui concerne les réalisations du Département pour la protection des minorités nationales.

Dans l'intervalle suivant, 2000–2004, ce département a changé de nom devenant le Département pour les relations interethniques. Le nouveau département a été subordonné au ministère de l'information publique et il a été dirigé par un secrétaire d'État.<sup>1162</sup>

#### **7.2.4. Les accords de l'Alliance avec les partis politiques roumains**

##### ***La Convention démocrate roumaine***

Nous avons déjà mentionné qu'avant son intégration dans « le gouvernement de la Convention démocrate » il y a eu des contacts entre l'Alliance et les partis d'opposition. De plus, l'Alliance a été membre de la Convention démocratique jusqu'en février 1995.<sup>1163</sup>

Au début des années 1990 le climat général peut être caractérisé par l'incertitude. Nous devons rappeler les quatre descentes des mineurs de Valea Jiului à București le 29 janvier, le 18 février et le 13–15 juin 1990 et en septembre 1991, après lesquelles le gouvernement de Petre Roman est tombé<sup>1164</sup>.

<sup>1159</sup> Voir au-dessous.

<sup>1160</sup> Le rapport du ministre pour le sixième congrès de mai 1999 de l'Alliance.

<sup>1161</sup> OPRESCU, Dan, « Politici publice pentru minoritățile naționale din România (1996–1998) », *Sfera Politicii*, nr.66. Ce qui soutient la théorie conformément à laquelle l'intégration dans le gouvernement d'un parti des minorités est la moins 'coûteuse' du point de vue des portfolios ministériels.

<sup>1162</sup> Le mémoire de master de NICULESCU, Anton, *Relațiile româno-ungare după 1989, documentar geopolitic*, soutenu en juin 2004 au centre d'étude euro-atlantique de la Faculté d'Histoire de l'Université de București, p.87.

<sup>1163</sup> Voir le sous-chapitre sur l'autonomie.

<sup>1164</sup> PAVEL, Dan, HUIU, Iulia, op.cit., pp.7–10.

Nous assistons à la coagulation de l'opposition rendue visible par le meeting des partis historiques le 28 janvier 1990<sup>1165</sup>, les manifestations anti-communistes de la Piața Universității<sup>1166</sup>.

Les premières élections après la chute du régime communiste ont été gagnées par le Front du salut national avec 66,31% des voix, suivi de loin par l'Alliance avec 7,23%<sup>1167</sup>. Ion Iliescu, le candidat du Front du salut national aux présidentielles, a marqué ces élections obtenant dès le premier tour du scrutin 85,7% des voix. De plus il y a eu neuf organisations des minorités nationales qui ont reçu un siège d'office dans la Chambre des députés<sup>1168</sup> suite à ces élections.

Le 15 décembre 1990 on fonde de la Convention nationale de l'instauration de la démocratie autour de six partis de l'opposition parmi lesquels l'Alliance.<sup>1169</sup> Puis le 26 novembre 1991 la Convention démocratique est fondée par plusieurs partis d'opposition et par des organisations non-gouvernementales.<sup>1170</sup>

Ainsi à la fin de l'année 1991 nous retrouvons l'ADHR intégrée dans une coalition des partis de l'opposition. Durant la période pendant laquelle l'ADHR a été membre de la Convention démocratique (entre novembre 1991 – février 1995) les partis roumains ont posé plusieurs fois la question s'il était opportun que l'Alliance fasse partie de la Convention. Et cela parce que les partis roumains membres de la Convention « se rendaient compte du fait que la négligence « du problème national » a été au moins une omission, sinon une erreur stratégique ».<sup>1171</sup> En avril 1992 le Parti national libéral a justifié son départ de la Convention démocratique roumaine par la scission du Front du salut national « qui ne rendait plus nécessaire l'existence

<sup>1165</sup> Le Parti national paysan chrétien et démocrate (le PNȚCD), le Parti national libéral (le PNL) et le Parti social-démocrate roumain (le PSDR). PAVEL, Dan, HUIU, Iulia, op.cit., pp.7–10 et pp.28–29.

<sup>1166</sup> Entre 22 avril et 13/15 juin 1990.

<sup>1167</sup> Les données sont : à la Chambre des députés. Au Sénat, le Front a obtenu 67,02%, l'Alliance 7,20% des voix. PREDA, Cristian, *Partide și alegeri în România postcomunistă 1989–2004*, București, Nemira, 2005, pp.42–43.

<sup>1168</sup> Ces organisations ont été : La Communauté des Lipovanes de Roumanie, L'union des Ukrainiens de Roumanie, L'union démocrate des Serbes de Roumanie, l'union démocratique des Turcs musulmans de Roumanie, l'union grecque de Roumanie, l'Union démocratique des Tchèques et Slovaques de Roumanie, l'Union Bulgare de Banat, l'Union des Polonais « Dom Polski » de Roumanie, l'Union des Arméniens de Roumanie. PREDA, Cristian, *România postcomunistă și România interbelică*, Universitatea din București Institutul de cercetări politice, Editura Meridiane, 2002, p.42.

<sup>1169</sup> PAVEL, Dan, HUIU, Iulia, op.cit., p.79 Les autres partis ont été : le Mouvement écologiste roumain, le Parti écologiste roumain, le Parti national libéral, le Parti social-démocrate roumain, le Parti national paysan chrétien démocrate. Il faut noter que « les initiateurs se proposaient de définir des principes qui orienteraient leurs attitudes et actions vers les principaux problèmes de la société roumaine et vers la préparation des solutions pour les résoudre ». Ibidem. p. 80.

<sup>1170</sup> Pour l'histoire de la Convention voir PAVEL, Dan, HUIU, Iulia, op.cit.

<sup>1171</sup> PAVEL, Dan, HUIU, Iulia, op.cit., p.114.



d'un super parti d'opposition »<sup>1172</sup>. De plus, la collaboration avec l'ADHR est mentionnée comme une justification supplémentaire.<sup>1173</sup>

Lors des secondes élections tenues après la chute du régime communiste, la Convention démocratique est devenue la structure partisane la plus importante de l'opposition. Le Parti national libéral n'a pas dépassé le seuil électoral et il n'est pas entré dans le Parlement.<sup>1174</sup> Par contre, conséquence des scissions du PNL, le Parti national libéral – l'aile jeune se retrouve au Parlement en tant que membre de la Convention.<sup>1175</sup>

Ces élections de septembre–octobre 1992 ont été gagnées par le Front démocratique du salut national<sup>1176</sup> avec 27,71% des voix à la Chambre des députés et 28,29% au Sénat.

La Convention démocrate roumaine a occupé la deuxième place avec 20,01% des voix à la Chambre et 20,16% au Sénat.<sup>1177</sup> L'Alliance a gagné 7,45% à la Chambre et 7,57% au Sénat. Le président de la Roumanie a été élu au deuxième tour de scrutin lors d'un ballottage entre Ion Iliescu, le représentant du FDSN, et Emil Constantinescu, le représentant de la Convention démocratique. Le second tour a été gagné par Ion Iliescu avec 61,43% des voix.<sup>1178</sup> Le nombre des organisations des minorités qui ont reçu un siège d'office dans la Chambre des députés a augmenté par rapport aux élections de 1990. En 1992, treize sièges ont été donnés aux minorités à la Chambre des députés.<sup>1179</sup>

Pendant l'intervalle 1992–1996 les relations entre l'Alliance et la Convention démocratique roumaine ont été difficiles. Nous pouvons identifier trois problématiques qui ont tendu les rapports entre les deux parties. Premièrement, le mémorandum de

<sup>1172</sup> PAVEL, Dan, HUIU, Iulia, op.cit., p.115.

<sup>1173</sup> PAVEL, Dan, HUIU, Iulia, op.cit., pp.114–118.

<sup>1174</sup> SOARE, Sorina, op.cit., p.320.

<sup>1175</sup> PREDA, Cristian, *România postcomunistă și România interbelică*, Universitatea din București Institutul de cercetări politice, Editura Meridiane, 2002, p.44.

<sup>1176</sup> Le Front démocratique du salut national (FDSN) a formé un gouvernement minoritaire appuyé dans le Parlement par le Parti de la grande Roumanie, le Parti de l'unité nationale roumaine et le Parti socialiste du travail. En 1994, un premier protocole est signé entre le FDSN, qui entre-temps change d'appellation pour PDSR, et le PUNR, après lequel les ministres représentant le Parti de l'unité nationale roumaine entrent au gouvernement. En janvier 1995, un deuxième protocole de collaboration parlementaire a été signé entre les quatre partis nommés « le quadrilatère rouge ». Le 3 septembre 1996 le PDSR s'est délimité de ses partenaires incommodes et les ministres du PUNR sont changés. STOICA, Stan, *Dicționarul partidelor politice din România 1989–2003*, Meronia, Bucarest, 2003, pp.234–235.

<sup>1177</sup> Le troisième parti a été le Front du salut national qui a obtenu environ 11% des voix. Le Parti de l'unité nationale roumaine a obtenu 7,71% des voix à la Chambre des députés et 8,12% au Sénat.

<sup>1178</sup> PREDA, Cristian, op.cit., p.43–45.

<sup>1179</sup> PREDA, Cristian, op.cit., p.44.

l'ADHR concernant l'acceptation de la Roumanie comme membre du Conseil de l'Europe.<sup>1180</sup>

Les partenaires de l'Alliance ont condamné l'attitude de l'ADHR et le fait qu'ils n'ont pas été prévenus du mémorandum avant que cela soit publié.

Plusieurs membres des partis de la Convention ont souligné que l'Alliance n'a pas été « loyale envers ses partenaires » car « elle ne les a pas prévenus d'avance de ses intentions ».<sup>1181</sup> On a posé, puis écarté la possibilité de l'exclusion de la Convention de l'Alliance.<sup>1182</sup>

Deuxièmement, les relations entre l'Alliance et les partis politiques roumains ont été marquées par l'adoption de la loi sur l'enseignement contestée par l'Alliance<sup>1183</sup>. Cette loi a été également condamnée par le Parlement européen. Selon la « résolution sur la protection des droits des minorités et des droits de l'homme en Roumanie », la loi sur l'enseignement « entraîne une détérioration supplémentaire de la situation des minorités en Roumanie »<sup>1184</sup>. Dans cette résolution, le Parlement européen se déclare « inquiet parce que depuis 1990, on enregistre en Roumanie un nationalisme grandissant, prenant particulièrement pour cible la minorité des Roms ».<sup>1185</sup> Par contre, tous les partis roumains ont été d'accord avec cette loi, sauf le Parti de l'unité nationale roumaine selon lequel « cette loi donne trop de droits aux minorités »<sup>1186</sup>. Il faut remarquer qu'une partie des appréciations du président Ion Iliescu et de la Convention démocratique roumaine ont été similaires quant à la question de la loi sur l'enseignement.

Selon Ion Iliescu, « la loi est moderne et compétitive »<sup>1187</sup>. Même si le communiqué de la Convention démocratique<sup>1188</sup> a critiqué en général le gouvernement, il a qualifié les réglementations de la loi de l'enseignement comme « étant conformes aux exigences européennes en matière de l'enseignement pour les minorités ».<sup>1189</sup>

<sup>1180</sup> Voir le sous-chapitre suivant.

<sup>1181</sup> La déclaration d'Emil Constantinescu cité par PAVEL, Dan, HUIU, Iulia, op.cit., p.194.

<sup>1182</sup> PAVEL, Dan, HUIU, Iulia, op.cit., p.196.

<sup>1183</sup> Voir le chapitre sur les questions liées à l'enseignement en langue hongroise.

<sup>1184</sup> Procès-verbal du 13/07/1995 – Édition définitive B4-1025/95 Résolution sur la protection des droits des minorités et des droits de l'homme en Roumanie. <http://www3.europarl.eu.int> visité le 18 août 2005.

<sup>1185</sup> Ibidem.

<sup>1186</sup> « Ion Iliescu alăirta az oktatási törvényt », *Szabadság*, 25 juillet 1995, p.1.

<sup>1187</sup> Ibidem. Selon la presse de cette période « le président n'a pas démenti que la loi supprime la possibilité des examens d'admission en langue maternelle et interdit l'enseignement technique en langue maternelle. Il a nommé la nouvelle réglementation utile et motivée. Selon son opinion c'est exactement cette réglementation qui assure les chances égales pour les étudiants hongrois ».

<sup>1188</sup> À cette date, l'ADHR n'était plus membre de la Convention. Voir plus loin dans ce chapitre.

<sup>1189</sup> Le communiqué est cité par ANDREESCU, Gabriel, *Ruleta, Români și maghiari 1990–2000*, Iași, Polirom, 2001, pp.193–194 et par PAVEL, Dan, HUIU, Iulia, « „Nu putem reuși decât împreună”... », p.238.

En même temps, une partie de la société civile roumaine<sup>1190</sup> a partagé les opinions de l'ADHR.<sup>1191</sup>

Troisièmement, la question de l'autonomie a été, comme nous l'avons déjà vu, l'une des causes pour lesquelles l'Alliance n'a pas signé le nouveau protocole de la Convention démocratique. De cette manière, lors des élections parlementaires de 1996 l'ADHR n'était plus membre de la Convention.<sup>1192</sup>

Les élections législatives de 3/17 novembre 1996 ont donné lieu à la première alternance gouvernementale et présidentielle après 1990. La Convention démocratique roumaine a gagné 30,16%<sup>1193</sup> des voix, tandis que le Parti de la démocratie sociale de Roumanie a reçu 21,52%<sup>1194</sup> des voix. L'Union sociale-démocrate a reçu 12,92% des voix<sup>1195</sup>. L'Alliance a obtenu 6,63%<sup>1196</sup> des voix tandis que le Parti de l'unité nationale roumaine 4,53%<sup>1197</sup> et le Parti de la grande Roumanie 4,46%<sup>1198</sup>. À la Chambre des députés quinze sièges ont été répartis d'office aux organisations des minorités nationales.<sup>1199</sup> Comme une nouveauté pour l'ADHR, l'avocat Frunda György s'est porté candidat pour les élections présidentielles. C'était pour la première fois que l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie présentait un candidat aux présidentielles. Par sa campagne Frunda a réussi « à améliorer l'image de l'ADHR aux yeux des nombreux électeurs roumains »<sup>1200</sup>. Au deuxième tour de scrutin,

<sup>1190</sup> La Ligue Pro Europa, le Comité Helsinki.

<sup>1191</sup> ANDREESCU, Gabriel, *Ruleta, Români și maghiari 1990–2000*, Iași, Polirom, 2001, p.193.

Il faut se rappeler que cette loi a influencé les relations entre la Hongrie et la Roumanie aussi. Le Premier ministre de la Hongrie a téléphoné au président de la Roumanie en lui parlant de la question de la loi sur l'enseignement et les ministres de l'Éducation et des affaires étrangères hongrois ont également fait des déclarations sur ce sujet. En revanche, lors de la conférence de presse quand Ion Iliescu a signé la loi, il a déclaré que « les dirigeants de l'État hongrois n'ont pas le droit d'intervenir dans la législation roumaine; ils ne peuvent pas revendiquer le droit de dire comment la Roumanie devrait solutionner ses problèmes et arranger ses relations avec ses citoyens ». « Ion Iliescu alăirta az oktatási törvényt », *Szabadság*, 25 juillet 1995, p.1. Il faut mentionner la réunion organisée à Debrecen (Hongrie) le 27 juillet 1995 par l'Alliance mondiale des Hongrois, l'Alliance mondiale des réformés hongrois, les évêques de la Hongrie et la Conférence de la langue maternelle pour protester contre la loi sur l'enseignement et la loi sur la langue des pays voisins de la Hongrie. À cette réunion ont participé le président et le président d'honneur de l'Alliance, ainsi que le président de la Coexistence de Slovaquie.

<sup>1192</sup> Voir dans le sous-chapitre précédent. Nous rappelons que l'Alliance n'a pas participé sur les listes électorales de la Convention à aucune des élections législatives.

<sup>1193</sup> Au Sénat 30,69%. PREDĂ, Cristian, « *România postcomunistă și România interbelică...* », pp.46–47.

<sup>1194</sup> Au Sénat 23,08 %. Ibidem.

<sup>1195</sup> L'Union Social-démocrate a été formée par le Parti démocrate (ayant comme président Petre Roman) et le Parti social-démocrate roumain. Il a obtenu 12,92% des voix à la Chambre des députés, tandis qu'au Sénat 13,16%. Ibidem.

<sup>1196</sup> 6,81 % des voix au Sénat. Ibidem.

<sup>1197</sup> 4,22 % des voix au Sénat. Ibidem.

<sup>1198</sup> 4,54 % des voix au Sénat. Ibidem.

<sup>1199</sup> Ibidem.

<sup>1200</sup> GALLAGHER, Tom, « *Democrație și naționalism în România...* », p.189.

l'Alliance a soutenu le candidat de la Convention, Emil Constantinescu.<sup>1201</sup> Constantinescu a gagné avec 54,41% des voix vis-à-vis de 45,59% obtenues par Ion Iliescu.<sup>1202</sup>

Les négociations pour la formation d'une coalition gouvernementale ont commencé entre la Convention démocratique roumaine et l'Union sociale-démocrate après le premier tour de scrutin. Par la signature, entre les deux tours, d'un accord de collaboration électorale, gouvernementale et parlementaire, les deux formations politiques ont disposé d'une majorité parlementaire.<sup>1203</sup> Des pourparlers entre les représentants du PNTCD<sup>1204</sup>, du PNL<sup>1205</sup>, Emil Constantinescu et de l'Alliance ont eu lieu entre les deux tours sur « les possibilités de coopération après le deuxième tour de scrutin ». <sup>1206</sup> Le 20 novembre des discussions ont eu lieu entre les représentants du PNTCD, de l'Alliance et le premier ministre désigné. Les participants ont été d'accord « qu'il était indiqué que l'ADHR prît partie au gouvernement ». <sup>1207</sup> Les négociations entre les futures partenaires de coalition et les discussions internes de l'Alliance se sont déroulées en parallèle.

Le 27 novembre le Conseil Opératif<sup>1208</sup> de l'Alliance a discuté des négociations portées pour la formation d'une coalition gouvernementale ainsi que de la nomination des personnes au gouvernement. <sup>1209</sup> Le jour suivant le Conseil des représentants de l'Alliance a débattu les pourparlers pour la formation d'une coalition et sur les conditions de participation de l'ADHR. Selon le journal de l'Alliance, « même si certaines personnes, parmi lesquelles le président d'honneur, le pasteur Tőkés László – ont parlé du fait qu'il aurait été nécessaire de porter d'avance une discussion sur l'opportunité de participer au gouvernement et sur les conditions de celle-ci, la majorité de ceux qui ont pris la parole ont souligné qu'on ne devait pas manquer l'occasion présentée ». <sup>1210</sup> Le Conseil des représentants de l'Alliance a voté avec

<sup>1201</sup> L'Alliance a transmis un communiqué dans lequel elle a appelé ses électeurs à voter « le candidat commun de l'opposition démocratique Emil Constantinescu ». <sup>1201</sup> *RMDSZ Tájékoztató*, 1996/908, le 13 novembre 1996. En plus, à l'événement clôturant la campagne électorale organisée par la Convention et par l'Union sociale-démocrate ont participé le président et le président exécutif de l'Alliance. *RMDSZ Tájékoztató*, 1996/909, le 14 novembre 1996.

<sup>1202</sup> Dans les deux départements majoritairement hongrois Constantinescu a reçu la majorité écrasante des voix. GALLAGHER, Tom, « *Democrație și naționalism în România...* », p.210. Dans le département de Harghita il a gagné 91,59% voix, tandis que dans le département de Covasna 86,31%.

<sup>1203</sup> PAVEL, Dan, HUIU, Iulia, op.cit., p.312.

<sup>1204</sup> Le Parti national paysan chrétien-démocrate a été le principal parti de la Convention démocratique roumaine.

<sup>1205</sup> Parti national libéral.

<sup>1206</sup> *RMDSZ Tájékoztató*, 1996/903, le 6 novembre 1996.

<sup>1207</sup> *RMDSZ Tájékoztató*, 1996/913, le 20 novembre 1996.

<sup>1208</sup> Voir l'analyse de son rôle dans le chapitre sur les changements structurels de l'Alliance.

<sup>1209</sup> *RMDSZ Tájékoztató*, 1996/917, le 26 novembre 1996.

<sup>1210</sup> *RMDSZ Tájékoztató*, 1996/920, le 29 novembre 1996.

trois votes contre et deux abstentions une décision qui approuvait la continuation des négociations et a mandaté le Conseil Opératif de prendre les décisions nécessaires.<sup>1211</sup>

La Convention, l'Union sociale-démocrate et l'ADHR ont signé « l'accord de solidarité gouvernementale » le 6 décembre 1996. L'accord a justifié la présence de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie dans la coalition gouvernementale par le fait: « que pour l'appui de la politique du nouveau gouvernement ainsi que pour le développement du modèle de paix interethnique, l'association gouvernementale de l'ADHR et le ralliement de ses représentants aux solutions des problèmes du pays sont souhaités ». <sup>1212</sup> L'accord a défini les buts du gouvernement à court et moyen terme. Cet accord de solidarité gouvernementale ne contient pas de références directes aux questions des minorités, à part la motivation de la présence de l'ADHR. Il y a deux paragraphes qui peuvent être considérés comme des allusions aux minorités. D'une part, dans le préambule du document on dit qu'avec la victoire électorale des partis et de Constantinescu « la réconciliation du peuple devient possible et grâce à cette réconciliation les citoyens de la patrie roumaine indépendamment de leurs occupations, de leurs fortunes, de leurs position sociale, de leurs activités dans le passé, de leurs âge, de leurs sexe, de leurs nationalité, peuvent contribuer au bien-être de la communauté et des individus, et ils bénéficient de la protection de l'État auquel ils sont loyaux ». <sup>1213</sup> D'autre part, l'accord parle des valeurs de la société, comme l'état de droit et les droits des hommes, qui sont la base d'une société caractérisée par « la variété et le pluripartisme ». <sup>1214</sup> Par contre, le programme gouvernemental présenté par Victor Ciorbea, « le programme de la stabilisation macro-économique et du développement de la Roumanie jusqu'en 2000 » contenait plusieurs références directes à la protection des minorités. <sup>1215</sup>

Les partis de l'opposition – le Parti de la grande Roumanie, le Parti de l'unité nationale roumaine, le Parti de la démocratie sociale roumaine, ont contesté la

<sup>1211</sup> Ibidem.

<sup>1212</sup> Le texte de l'accord a été publié dans le journal hongrois *Szabadság*, le 6 décembre 1996, p.4. Il est intéressant de remarquer qu'au début de cet accord on mentionne que ce document a été signé « avec la décision d'appliquer l'accord électoral, parlementaire et gouvernemental signé entre la Convention démocratique roumaine et l'Union sociale-démocrate le 7 novembre 1996 ». Ibidem.

<sup>1213</sup> Ibidem.

<sup>1214</sup> Ibidem.

<sup>1215</sup> Parmi les paragraphes concernant les minorités on retrouve les suivants: la mise en pratique des réglementations internationales, « la protection des minorités nationales contre l'assimilation forcée », la création d'un office subordonné au premier ministre pour la protection des minorités et un bureau pour l'intégrations des Roms, le droit de passer les examens d'admission dans la langue d'enseignement secondaire dans laquelle on a étudié, la création d'un cadre juridique adéquat pour que les citoyens des autres nationalités puissent préserver et développer leur identité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse ». À kormányprogram kisebbségvédelmi előirásai, *Szabadság*, le 12 décembre 1996, p.6.

présence des représentants de l'Alliance dans le gouvernement roumain pendant la période des négociations gouvernementales ainsi que lors du débat du programme gouvernemental dans le Parlement. Le leader du PDSR a dit dans le débat: « nous pouvons nous demander ce qui s'est passé de si radical, de si inhabituel, de si grave dans la situation des minorités nationales en Roumanie pour que leur problématique devienne l'objet de l'action gouvernementale. Est-ce que l'ADHR s'est décidée de respecter intégralement la Constitution ? Probablement on ne doit pas y voir que la récompense du vote donné aux présidentielles à Constantinescu. ».<sup>1216</sup>

Dans son discours, le représentant du Parti de la grande Roumanie a d'abord, posé la question « pourquoi avez-vous éliminé l'ADHR de la Convention il y a une année ? Vous ne pensiez pas à cette époque à la crédibilité internationale ? ».<sup>1217</sup> Ensuite, il s'est référé au fait que l'Alliance n'a pas voté la Constitution et qu'elle a critiqué le traité bilatéral hongrois-roumain qu'elle devrait maintenant appliquer. Enfin, Corneliu Vadim Tudor a posé la question de la loyauté des ministres et des préfets hongrois envers « l'État national unitaire roumain ».<sup>1218</sup> Un des points pour lesquels le Parti de l'unité nationale roumaine a voté contre le programme gouvernemental et contre le gouvernement a été la « présence dans le gouvernement des représentants d'un groupement ethnique dont la fidélité pour le peuple roumain et pour la Roumanie est douteuse ».<sup>1219</sup>

L'Alliance a obtenu dans le gouvernement dont le premier ministre a été Victor Ciorbea: deux postes de ministres, celui du tourisme et celui des minorités, sept ministres secrétaires d'état<sup>1220</sup>, un adjoint du secrétaire du gouvernement, deux préfets<sup>1221</sup> et huit adjoints de préfets<sup>1222</sup>, quatre directeurs de préfectures<sup>1223</sup>, un représentant dans le Fond de la propriété de l'État, un directeur dans le ministère des finances et au secrétariat de l'État pour les religions.<sup>1224</sup>

<sup>1216</sup> Le procès-verbal de la session commune des deux chambres le 11 décembre 1996 qui se trouve sur le page web de la Chambre des députés. [www.cdep.ro](http://www.cdep.ro).

<sup>1217</sup> Ibidem.

<sup>1218</sup> Ibidem.

<sup>1219</sup> Ibidem. Le représentant du parti a aussi remémoré le vote contre la Constitution de l'Alliance.

<sup>1220</sup> Aux suivants ministères: du travail, de l'éducation, du développement spatial, d'environnement, de l'agriculture, de la culture, de la santé.

<sup>1221</sup> Dans le département de Harghita et celui du Satu-Mare.

<sup>1222</sup> Dans les départements de: Arad, Bihor, București, Harghita, Hunedoara, Cluj, Covasna, Mureș, Sălaj.

<sup>1223</sup> Dans les départements de: Alba, Covasna, Harghita, Maramureș.

<sup>1224</sup> La brochure qui contient le rapport des différents organes de l'Alliance pour le cinquième congrès de l'ADHR d'octobre 1997 mentionne, en plus des postes qu'on a spécifié, qu'ils se complétaient avec un nombre de postes « proportionnels » aux institutions qui sont subordonnées aux différents ministères. *CD RMDSZ*.

Ce n'est pas notre but ici d'analyser les gouvernements « des trois coalitions »<sup>1225</sup>; nous voulons seulement de montrer les relations entre l'Alliance et les partis politiques roumains. Nous analysons ces relations à travers les principales questions qui se sont posées entre eux.<sup>1226</sup>

Il faut se rappeler d'abord qu'entre 1996–2000 il y a eu trois gouvernements: le premier a été celui conduit par Victor Ciorbea entre décembre 1996–avril 1998. Le deuxième<sup>1227</sup> celui dont le Premier ministre a été Radu Vasile où l'Alliance a gardé le portefeuille de ministre pour les minorités et elle a reçu celui de la santé<sup>1228</sup>. Dans le troisième gouvernement, qui a eu comme Premier ministre l'indépendant Mugur Isărescu<sup>1229</sup>, l'Alliance a détenu les mêmes ministères. Ensuite, « le système politique a été défini » selon l'évaluation de Cristian Preda entre 1996–2000 « par un équilibre fragile entre, d'une part, une coalition pro-occidentale et libérale dans l'économie, mais très divisée sur les questions sociales, d'autre part, une gauche en perte de vitesse qui a fait appel en opposition aux nationaux populistes et aux radicaux extrémistes, les nostalgiques du communisme groupés dans le Parti de l'unité nationale roumaine et dans le Parti de la grande Roumanie ». <sup>1230</sup>

Pendant la période de 1996–2000 il y a eu trois questions qui se retrouvaient au centre des relations de l'Alliance avec les partis politiques roumains. D'abord, la question de la modification de la loi sur l'enseignement que nous analysons en détail dans le chapitre sur les questions de l'enseignement en langue hongroise. Pour notre présente démarche il faut savoir, que le gouvernement a modifié par une ordonnance d'urgence la loi sur l'enseignement de 1995. Cette ordonnance a dû être suivie par l'adoption d'une loi modifiant la loi sur l'enseignement. La lenteur et l'opposition des parlementaires, incluant ceux des partenaires de coalition de l'ADHR, ont provoqué la menace de l'Alliance de sa sortie du gouvernement en septembre 1998. Ensuite, les membres de la coalition ont trouvé une solution permettant à l'ADHR de rester dans le gouvernement.<sup>1231</sup> Par la suite, la loi modifiant la loi sur l'enseignement a été adoptée en 1999.<sup>1232</sup>

<sup>1225</sup> L'expression appartient au politologue Dan Pavel.

<sup>1226</sup> Pour l'analyse du gouvernement, voir la thèse de SOARE, Sorina, op.cit., pp.325–339 où PAVEL, Dan, HUIU, Iulia, op.cit., pp. 311–411 ou GALLAGHER, Tom, « *Furtul unei națiuni ...*, pp.167–275.

<sup>1227</sup> Entre avril 1998–décembre 1999.

<sup>1228</sup> Au lieu de celui du tourisme.

<sup>1229</sup> Le gouverneur de la Banque nationale de la Roumanie. À cette date (août 2005), il est toujours le gouverneur de la Banque.

<sup>1230</sup> PREDA, Cristian, *Partide și alegeri în România postcomunistă 1989–2004...*, pp.44–45.

<sup>1231</sup> Voir le chapitre sur les questions de l'enseignement en langue hongroise.

<sup>1232</sup> Nous considérons que la problématique de l'enseignement en langue hongroise a dominé cette période, surtout en tenant compte aussi du fait qu'une des ordonnances gouvernementales (liée à la fondation de l'université bilingue allemande-hongroise) supporte l'alliance au gouvernement, a été contestée dans les tribunaux entre décembre 1998–avril 2000.

Ensuite, la modification de la loi sur l'administration publique locale de 1991 a été significative pour l'Alliance. L'importance de cette modification est due aux paragraphes de la loi relative à l'utilisation des langues des minorités dans l'administration publique. Cela c'est tout d'abord réalisé grâce à une ordonnance d'urgence gouvernementale, 22/1997. Cette ordonnance a permis, entre autres, que dans les localités où la proportion des minorités dépassait le 20%: des tableaux plurilingues soit mis (avec le nom de la localité); que dans ces localités les citoyens puissent poser des questions aux autorités locales dans leurs langues maternelles (donc en hongrois aussi) et doivent recevoir la réponse dans la même langue. En plus, cette ordonnance a rendu possible que dans les conseils locaux et départementaux où la proportion des représentants des minorités était plus d'un tiers, les conseillers puissent utiliser leur langue maternelle dans les réunions.<sup>1233</sup>

Mais « les plaques bilingues »<sup>1234</sup> ont été vite condamnées par les nationalistes roumains et ont suscité des réactions diverses au niveau des organes de l'État. Par exemple, à Târgu-Mureș où le maire appartenant à l'Alliance, on a posé les plaques bilingues. Celles-ci ont été peintes par des inconnus puis reposées, puis de nouveaux peints, tandis que la police a refusé de les garder.<sup>1235</sup> L'organisation civile APADOR-CH<sup>1236</sup>, dans son rapport de 1997 sur la situation des droits de l'homme en Roumanie estimait de la manière suivante la situation après l'adoption de l'ordonnance: « l'adoption et l'application de l'ordonnance a provoqué une série de réactions négatives relativement intenses. En principe, on a reproché le fait que les maires et les conseillers locaux, surtout ceux Hongrois, l'ont appliquée trop vite. En suivant les opinions des journaux, les membres du gouvernement se sont vite ralliés: le ministre de l'intérieur a reproché son application « si rapide », et le secrétaire d'État au département de l'administration publique a émis une instruction qui, modifiant le texte de l'ordonnance, a sollicité que celui-là soit appliqué seulement après une décision du conseil local ». <sup>1237</sup> Par la suite, cette ordonnance a été déclarée non-constitutionnelle par la décision 83 de 19 mai 1998 de la Cour constitutionnelle. La Cour constitutionnelle a motivé sa décision par le fait qu'il n'y avait pas une situation d'urgence qui aurait nécessité la prise d'une ordonnance d'urgence.<sup>1238</sup>

<sup>1233</sup> *Mérlegen 1996–2000*, RMDSZ, 2000, pp.41–42.

<sup>1234</sup> Ce syntagme a été utilisé par les hommes politiques ainsi que par les politologues et journalistes pour désigner le fait de poser des plaques contenant le nom de la localité en plusieurs langues (surtout en roumain et en hongrois).

<sup>1235</sup> ANDREESCU, Gabriel, op.cit., p. 216.

<sup>1236</sup> L'Association pour la protection des droits de l'homme en Roumanie – Le Comité Helsinki.

<sup>1237</sup> On retrouve les rapports de l'APADOR-CH sur le site web [www.apador.org](http://www.apador.org).

<sup>1238</sup> En plus, c'était l'opinion du Conseil législatif qui a répondu à la question de la Cour. Selon la communication du Conseil législatif, on a élaboré tout d'abord « un projet de loi qui a été avisé par le Conseil législatif le 10 mai 1997. Puis, après neuf jours, le projet de loi a été transformé



La loi qui a modifié la loi sur l'administration publique locale en incorporant plusieurs réglementations de l'ordonnance d'urgence a été enregistrée au Sénat le 15 octobre 1998 et approuvée le 25 mai 1999. Elle est entrée à la Chambre des députés le 14 décembre 1998 et elle a été adoptée, par le nouveau Parlement le 18 janvier 2001. Après des médiations entre les deux chambres, la loi a été promulguée sous le gouvernement du Parti social-démocrate (appuyé dans le Parlement par l'Alliance) en avril 2001.<sup>1239</sup> Enfin, pour l'Alliance, la question des propriétés<sup>1240</sup> prises par les communistes a été importante également. Il s'agit essentiellement des trois lois dont la première<sup>1241</sup> a permis de redonner aux propriétaires les terres au-dessus de 10 hectares et les forêts au-dessus d'un hectare. En même temps il rendait possible la rétrocession des terres aux églises jusqu'à concurrence de 200 hectares.

La deuxième loi a concerné « la reconstruction des droits de propriétés sur les terrains agricoles et forestiers »<sup>1242</sup>. Cette loi initiée par six députés<sup>1243</sup> a complété celle prise antérieurement de telle manière que les personnes physiques ont pu récupérer leur terres jusqu'à une surface de 50 hectares et 10 hectares de forêts. En même temps, elle permettait aux églises de récupérer des terrains forestiers jusqu'à une surface de 30 hectares.<sup>1244</sup>

Pour les Hongrois, cette loi a été importante aussi parce que « les forêts communautaires et des communes reviendraient dans toutes leurs étendues aux propriétaires d'autrefois ou à leur descendants ».<sup>1245</sup>

La troisième loi a été celle du « régime juridique des immeubles pris abusivement après 6 mars 1945 »<sup>1246</sup>. Cette loi a été enregistrée à la Chambre des députés le 30 juin 1999 initiée par le Gouvernement, mais après les médiations entre les deux chambres elle a été adoptée par le nouveau Parlement en janvier 2001.

---

dans un projet d'ordonnance d'urgence ». Le texte de la décision de la Cour constitutionnelle a été publié dans *Monitorul oficial*, nr.211 de 8 mai 1998 et on le retrouve aussi sur le site de la Cour [www.ccr.ro](http://www.ccr.ro).

<sup>1239</sup> On peut suivre le processus d'adoption d'une loi depuis 1996 sur le site de la Chambre des députés. [www.cdep.ro](http://www.cdep.ro).

<sup>1240</sup> Des bâtiments, des terres et des forêts.

<sup>1241</sup> La loi 169 de 27 octobre 1997 pour la modification et la complétion de la loi du fond foncier 18/1991. *Monitorul oficial*, nr.299/4 de 1997. Il se retrouve aussi sur le site web de la Chambre des députés [www.cdep.ro](http://www.cdep.ro).

<sup>1242</sup> La loi 1 de 11 janvier 2000. *Monitorul oficial*, nr.8/12 janvier de 2000. Il se retrouve aussi sur le site web de la Chambre des députés [www.cdep.ro](http://www.cdep.ro)

<sup>1243</sup> Les députés ont appartenu au PNL, PNTCD, ADHR, USD-PD et un était sans affiliation.

<sup>1244</sup> Il est intéressant de voir le processus et les délais de l'adoption de la loi: elle a été déposée à la Chambre des députés en octobre 1998, a été adoptée par les deux chambres en décembre 1999, on a saisi la Cour constitutionnelle (Il y a eu 29 sénateurs membre du PDSR, PUNR, sans affiliation), la loi a été promulguée en janvier 2000.

<sup>1245</sup> *Mérlegen 1996–2000*, RMDSZ, 2000, p.44.

<sup>1246</sup> La loi 10 du 8 février 2001. *Monitorul oficial*, nr.75/14 février 2001. Il se retrouve aussi sur le site web de la Chambre des députés [www.cdep.ro](http://www.cdep.ro).

Nous pouvons évaluer la présence gouvernementale de l'ADHR selon plusieurs points de vue. En premier lieu, nous pouvons regarder la perception de la participation de l'Alliance au gouvernement par les organisations internationales. L'Union européenne, dans son « avis de la Commission sur la demande d'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne » de 1997, en analysant les conditions des minorités nationales dans le pays souligne que « s'agissant de la minorité hongroise, le climat s'est nettement amélioré d'abord avec la signature en septembre 1996 du traité bilatéral avec la Hongrie et ensuite, depuis l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement auquel participe l'ADHR avec deux ministres ».<sup>1247</sup>

En deuxième lieu, nous pouvons examiner la participation au gouvernement du point de vue de l'Alliance. La brochure qui regroupe les résultats de l'ADHR pendant la période où elle a été au gouvernement nous montre comment elle a perçu sa propre participation. Nous y retrouvons les appréciations suivantes: « dans la période d'à peu près un siècle où les Hongrois étaient minoritaires, la représentation de la communauté hongroise de Roumanie a été pour la première fois dans la situation de pouvoir prendre des responsabilités gouvernementales »<sup>1248</sup>, « on a opéré un changement de vision dans la mentalité roumaine. On a contribué à la neutralisation de l'image du Hongrois comme ennemi »<sup>1249</sup>, concernant « la rédaction du cadre d'une autonomie locale réelle, la restitution totale des biens des communautés et des églises, le règlement des rapports de propriétés », « d'habitude on est resté seul, on a reçu l'appui de quelques partenaires de coalition au cas par cas »<sup>1250</sup>, les processus concernant les réformes économiques ont commencé, « les cadres juridiques nécessaires pour la préservation de notre communauté ne sont pas encore formés », mais le processus a commencé »<sup>1251</sup>.

La brochure de l'Alliance énumère plusieurs ministères et institutions subordonnées au gouvernement où les représentants de l'ADHR ont été présents et l'Alliance considère qu'elle a influencé leur travail<sup>1252</sup>; par exemple: l'office de protection des minorités, l'office d'intégration européenne, le secrétariat général du gouvernement, le ministère de la santé, le ministère de l'éducation, le ministère de la culture, l'agence de développement roumaine.<sup>1253</sup>

<sup>1247</sup> Agenda 2000 – Avis de la Commission sur la demande d'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne. P.20. On retrouve cet avis et les rapports réguliers sur le serveur de l'UE [www.europa.eu](http://www.europa.eu).

<sup>1248</sup> Mérlegen 1996–2000, RMDSZ, 2000, p.2.

<sup>1249</sup> Ibidem.

<sup>1250</sup> Ibidem, p.3.

<sup>1251</sup> Ibidem.

<sup>1252</sup> Selon cette brochure l'Alliance a nommé depuis 1996 plus de 170 fonctionnaires gouvernementaux. Ibidem.

<sup>1253</sup> Mérlegen 1996–2000, RMDSZ, 2000, pp.4–40. Les autres ont été: le secrétariat d'État pour les religions, le ministère des travaux publics et du développement, le ministère de l'agriculture, le

En troisième lieu, nous pouvons regarder la participation de l'ADHR du point de vue du fonctionnement de la coalition. Selon Gallagher, l'Alliance a « rempli plusieurs fois un rôle stabilisateur dans une atmosphère politique fragmentée et chaotique ». <sup>1254</sup> Pavel et Huiu constatent que la présence des hommes politiques de l'Alliance « a été un élément de stabilité » <sup>1255</sup> pour la coalition.

Nous rejoignons les propos de Sorina Soare qui nous attentionne qu'il « ne faudrait pas surévaluer cette participation au gouvernement, les tensions qui avaient déjà déterminé sa sortie de la Convention s'accroissent et la périphérisation de la RMDSZ est globale, ses propositions concernant les intérêts précis de la minorité hongroise étant généralement entravées par ses propres partenaires de coalition ». <sup>1256</sup> Cependant, il nous semble que nos analyses de ce sous-chapitre nuancent la constatation selon laquelle « de ce point de vue, la participation de la RMDSZ au gouvernement apparaît davantage comme un label de qualité que comme un partenariat actif aux profils des politiques menés entre 1996 et 2000 ». <sup>1257</sup> Nous pensons que l'Alliance a eu une certaine influence sur les politiques <sup>1258</sup> menés dans cet intervalle, surtout dans les ministères et dans les agences où elle avait des représentants.

Il nous semble que la présence de l'ADHR au gouvernement a changé la position de l'organisation qui, d'une alliance qui semblait assumer le rôle de l'opposant permanent, est devenue une formation politique qui peut être associée au gouvernement.

L'existence des Hongrois et leurs revendications sont également devenues plus visibles au niveau national. Nous pouvons considérer que le processus d'intégration de l'ADHR dans le cadre de l'État national a continué. Il faut remarquer que l'Alliance doit s'intégrer dans le cadre de l'État national roumain pour pouvoir essayer de satisfaire ses revendications. Par contre, certaines de ces revendications de l'Alliance élargissent les cadres de ce même État national.

---

ministère de l'industrie et du commerce, le ministère du tourisme, le ministère de l'environnement, des forêts et des eaux, l'office des brevets, le ministère des télécommunications, le ministère des transports, l'agence pour les PME, l'agence du fonctionnaire publique, le ministère du travail, l'agence de la sciences, des technologie et des innovations, le fond de l'État.

<sup>1254</sup> GALLAGHER, Tom, « *Furtul unei națiuni ...* », p.179

<sup>1255</sup> PAVEL, Dan, HUIU, Iulia, op.cit., p.321

<sup>1256</sup> SOARE, Sorina, op.cit., p.339

<sup>1257</sup> Ibidem.

<sup>1258</sup> Comme, par exemple celle regardant les minorités nationales, la restitution des biens, l'enseignement, les investissements étrangers, l'autonomie locale.

***Les accords signés entre l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie et le Parti social-démocrate***<sup>1259</sup>

Les élections du 26 novembre/10 décembre 2000 ont été gagnées par le Pôle démocrate social de Roumanie – le Parti de la démocratie sociale de Roumanie, alliance électorale constituée par le PDSR, le Parti social-démocrate roumain et le Parti humaniste roumain.

Le Pôle a obtenu 36,61% des voix<sup>1260</sup> et a décidé de former un gouvernement minoritaire. Ces élections ont été dominées par l'ascension du Parti de la grande Roumanie qui est arrivé en deuxième place au parlement, recevant 19,48% des voix<sup>1261</sup>. En plus, son candidat aux présidentielles a participé au deuxième tour. Le grand perdant de ces élections a été le Parti national paysan chrétien-démocrate, le parti central du gouvernement 1996–2000, qui n'a pas réussi à dépasser le seuil.

Le Parti démocrate a enregistré une perte aussi, par rapport aux élections de 1996 il n'a obtenu qu'environ 7% des voix.<sup>1262</sup> Le Parti national libéral a obtenu 6,89% tandis que l'Alliance 6,79%.<sup>1263</sup> Dix-huit organisations des minorités nationales ont reçu un siège d'office dans la Chambre des députés.<sup>1264</sup>

Le PDSR a commencé les négociations pour la conclusion des accords avec les autres partis dès la fin du premier tour du scrutin. Le 28 novembre, quand le parti a annoncé la création d'un gouvernement minoritaire, il a aussi informé l'opinion publique « qu'il proposait la signature des mémorandums de soutien politique avec les partis démocratiques qui étaient en opposition – PNL, PD et ADHR ».<sup>1265</sup> Par conséquent, deux documents ont été signés le 27 décembre 2000. D'une part, un protocole avec l'Alliance, qu'on analyse plus loin.

D'autre part, un accord avec le Parti national libéral qui entre autres stipule: la continuation de la réforme dans la justice, la consultation des libéraux dans les questions de politique interne et externe, l'accélération de la privatisation, la création jusqu'au 1 février d'une commission pour le changement de la Constitution, la

<sup>1259</sup> Le Parti de la démocratie sociale roumaine a fusionné avec le Parti démocrate social roumain en juin 2001, en créant le Parti social-démocrate (PSD).

<sup>1260</sup> À la Chambre des députés, tandis qu'au Sénat 37,09%. PREDA, Cristian, *România postcomunistă și România interbelică...*, pp.34–37.

<sup>1261</sup> À la Chambre des députés 19,48%, tandis qu'au Sénat 21,01%. Ibidem.

<sup>1262</sup> Aux élections de 1996, en formant avec le Parti social-démocrate roumain la coalition électorale l'Union social-démocrate, ils ont gagné environ 13% des voix.

<sup>1263</sup> Les scores du PNL ont été 6,89% à la Chambre et 7,47% au Sénat, tandis que l'ADHR a obtenu 6,79% des voix à la Chambre et 6,89% au Sénat. PREDA, Cristian, *România postcomunistă și România interbelică...*, pp.34–37.

<sup>1264</sup> PREDA, Cristian, *România postcomunistă și România interbelică...*, p.48.

<sup>1265</sup> STOICA, Stan, *România 1989–2005, O istorie cronologică*, București, Meronia, 2005, p.126.

finalisation de la loi sur la restitution des immeubles.<sup>1266</sup> Le protocole existant entre le PNL et le PDSR a été rompu en avril 2001.<sup>1267</sup>

L'Alliance a signé quatre accords ou « protocoles »<sup>1268</sup> nationaux avec le PSD entre 2000–2004. Ce n'est pas notre but d'évaluer le pourcentage dans lequel les accords entre l'Alliance et le PSD ont été respectés. Par contre, nous trouvons important de voir quels sujets ont été traités dans ces protocoles, car nous considérons que ces accords étaient les résultats des compromis entre les revendications de l'Alliance et ce que le Parti social-démocrate a pu accepter. Nous pensons également que ces accords ont dû être rédigés de telle manière que les deux parties puissent les assumer devant leurs électeurs et devant l'opinion publique nationale et internationale.

Du point de vue de la structure, le premier accord est différent par rapport aux autres. Signé le 27 décembre, un mois après le premier tour des élections législatives, le protocole désigne quatre sujets sur lesquels les parties ont été d'accord pour « prendre des mesures concrètes ».<sup>1269</sup>

Par contre les trois autres protocoles contiennent un préambule et cinq parties: les relations politiques entre le PSD et l'ADHR, la coopération entre les groupes parlementaires des deux parties, la soutenance du programme gouvernemental<sup>1270</sup>, la coopération au niveau local, le monitoring de l'accord.

L'accord de 2001 et celui de 2004 ne contient pas de dates limites pour l'accomplissement des réglementations. Par contre, pour certaines des mesures, les protocoles de 2002 et 2003 ont fixé des dates concrètes pour leur réalisation.

Le premier protocole ne concerne pas la coopération locale entre l'Alliance et le PSD, tandis que le sous-chapitre respectif du dernier (2004) est moins élaboré que ceux précédents (2003, 2004).<sup>1271</sup>

<sup>1266</sup> « Pact de neagresiu », *Ziua*, le 28 décembre 2000. Les archives du journal se retrouvent sur [www.ziua.ro](http://www.ziua.ro) (page visité le 3 septembre 2005).

<sup>1267</sup> La date exacte quand le protocole a été rompu peut être discutable, car le président des libéraux a annoncé qu'il considère rompu ce protocole avant le vote sur le budget le 12 avril 2001 (voir l'article du journal *Ziua* avec le titre « PNL și PD în opoziție cu PRM și ADHR cu PDSR » du 13 avril 2001. Tandis que la Délégation nationale des représentants du PNL a pris la décision de rompre le protocole seulement le 11 mai 2001 (voir l'article du journal *Ziua* avec le titre « PNL a rupt-o cu PDSR » du 12 mai 2001).

<sup>1268</sup> Le nom de l'accord en roumain est « protocol », c'est ce syntagme qui a été utilisé par les médias et par les hommes politiques roumains et hongrois aussi. Les protocoles ont été signés pour les années 2001, 2002, 2003 et 2004.

<sup>1269</sup> L'accord de 2001 signé entre le PSD et l'Alliance.

<sup>1270</sup> Nous énumérons les domaines et les mesures concernés.

<sup>1271</sup> Les dates de la signature des protocoles sont intéressantes car si le premier a été signé en décembre 2000, le deuxième le 29 janvier 2002, le troisième le 19 février 2003, le protocole pour l'année 2004 a été signé le 9 mars. On peut observer que le dernier accord a été signé dans une année électorale car ce protocole: ne contient plus de dates limites pour la réalisation des objectifs, ne parle pas de la signature des protocoles départementaux entre les deux parties, propose pour les organisations départementales de « se consulter en ce qui concerne les élections locales et detrou-

Le protocole de 2001 contient quatre sujets sur lesquels les parties ont été d'accord, le premier étant la continuation des réformes économiques. Le deuxième a été la continuation de la réforme de l'administration publique locale dont on a précisé le contenu aussi. D'une part, on stipulait l'adoption par le Parlement de la loi sur l'administration publique locale, « y compris les réglementations sur l'utilisation de la langue maternelle là où les minorités nationales dépassent le 20% ». <sup>1272</sup> D'autre part, le protocole parlait de la « démilitarisation de certains services publics ».

Le troisième sujet du protocole a été l'accomplissement du processus de rétrocession des propriétés nationalisées. <sup>1273</sup> Le sujet le plus élaboré de l'accord a été celui concernant la protection des minorités nationales. <sup>1274</sup> Dans le cadre de ce sujet nous retrouvons des mesures concrètes parmi lesquelles: le développement du réseau de l'enseignement en langue hongroise, « l'assurance de l'utilisation de la langue maternelle dans la vie publique » <sup>1275</sup>, l'assistance financière des églises, la consultation avec l'Alliance et les autres organisations des minorités nationales concernant l'office des minorités nationales.

Le quatrième sujet de l'accord a été le développement régional, en précisant « qu'on assurerait un appui équitable du budget national pour les territoires où vivent des minorités ». <sup>1276</sup> L'accord stipule dans une seule phrase que le PSD et l'Alliance coopéreront au Parlement et au niveau local sur les sujets mentionnés. Il précise également que l'Alliance n'initiera pas et ne participera pas à une motion de censure. <sup>1277</sup>

En ce qui concerne les accords de 2002, 2003 et 2004, nous les analysons en comparant leurs chapitres respectifs. Du point de vue du discours sur les minorités nationales il y a plusieurs passages significatifs dans le préambule du protocole de

---

ver les formes de coopération les plus efficaces », parle d'une consultation entre les experts du PSD et de l'Alliance « avant que les deux formations ne définissent leurs points de vues en ce qui concerne le changement des systèmes électoraux pour l'année 2004 ».

<sup>1272</sup> Comme on l'a déjà mentionné plus haut, cette loi a commencé son parcours au Parlement pendant l'intervalle précédent: 1996–2000. Le point II/1 du protocole de 2001.

<sup>1273</sup> On y mentionnait expressément l'achèvement de la loi sur les immeubles et la création du cadre légal pour la rétrocession des biens des églises et des organisations des minorités.

<sup>1274</sup> C'est intéressant que le protocole essaie de définir un modèle appelé « le modèle citoyen-multi-culturel » en ce qui concerne le traitement des minorités. Selon l'accord, « les minorités représentent pour tous les pays une ressource et la bonne gestion de ces ressources est la voie qui peut servir en même temps le développement de l'identité nationale des minorités ainsi que la coopération interculturelle. Ce modèle peut être défini comme le modèle du citoyen-multiculturel ». Le point quatre de la section IV du protocole de 2001.

<sup>1275</sup> Ibidem.

<sup>1276</sup> La cinquième section du protocole de 2001.

<sup>1277</sup> On précise qu'il ne participera à une motion de censure si l'accord est respecté. Dans le protocole on parle aussi du fait que le PSD consultera l'ADHR dans toutes les questions majeures de politique interne et externe. On précise également que l'accomplissement de ce protocole sera analysé tous les trois mois.

2002 signé entre le PSD et l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie. D'abord, les parties considèrent dans le document que les relations entre la majorité et les minorités se sont améliorées grâce à leur coopération. Ensuite, selon le texte de l'accord: « on part du fait que les minorités nationales sont des biens culturels et spirituels de tout le pays et on considère que le respect et l'élargissement des droits des minorités ne signifient pas la diminution des droits de la majorité, mais ils assurent l'égalité des chances de tous les citoyens ».<sup>1278</sup> Ce passage nous paraît particulièrement important car il se dirige contre l'idée que les droits accordés aux minorités seraient une discrimination positive. D'une manière indirecte, il fait aussi la différence entre être le citoyen du pays et la nationalité de la personne. Enfin, au moment de l'affirmation de la « volonté des parties que toutes les minorités nationales, y compris les Hongrois, puissent préserver, exprimer et développer leur identité nationale », le protocole énumère plusieurs instruments juridiques. Ces instruments juridiques sont les traités internationaux présents dans les programmes de l'Alliance.<sup>1279</sup>

Nous pouvons observer aussi un compromis entre les deux parties parce qu'à part les traités on énumère la Constitution Roumaine aussi.<sup>1280</sup> Ces paragraphes du préambule figurent dans les protocoles de 2003 et 2004 aussi.<sup>1281</sup>

La deuxième partie des protocoles de 2002, 2003 et 2004, concerne les relations politiques entre l'Alliance et le PSD. Ils contiennent deux types de réglementations. En premier lieu celles qui se réfèrent aux consultations entre les deux parties qui comprennent: l'information réciproque dans des questions importantes, la participation aux réunions nationales, les échanges d'expériences.

En deuxième lieu, des références concernant la minorité hongroise et les minorités roumaines. Ces passages du texte sont les mêmes dans les trois accords (de 2002, 2003 et 2004). D'abord, les protocoles parlent des Roumains qui vivent dans des localités où les Hongrois sont majoritaires.

Les signataires des accords « s'engagent à leur accorder une attention particulière » et « à actionner pour l'égalité des chances pour tous les citoyens roumains

<sup>1278</sup> Le préambule du protocole de 2002.

<sup>1279</sup> D'une part, le premier instrument juridique est la Constitution roumaine. D'autre part, on retrouve des documents internationaux: l'accord européen des droits de l'homme, l'accord-cadre sur la protection des minorités nationales, la charte européenne des langues régionales et minoritaires, la charte européenne des administrations publiques locales.

<sup>1280</sup> Avec toute son ambiguïté concernant la question minoritaire et l'attitude de l'Alliance par rapport à celle-ci.

<sup>1281</sup> Dans les accords suivants, on a reformulé le deuxième paragraphe de la manière suivante: « les traditions, les coutumes et la culture des minorités sont des biens pour le pays » au lieu des « minorités nationales » en général, comme dans le protocole de 2002.

indifféremment de leur nationalité ». <sup>1282</sup> Ensuite, les protocoles parlent du développement de la protection des cadres institutionnels et juridiques des minorités nationales. Concernant ce point, les thématiques concrètes différentes selon les protocoles. <sup>1283</sup>

Par contre, le protocole de 2004 ne contient pas deux des références qui apparaissent dans les textes des accords de 2002 et 2003. Il s'agit d'une part du paragraphe selon lequel le PSD et l'Alliance « soutiennent les intérêts des Roumains vivant à l'extérieur de la Roumanie, surtout les intérêts de la minorité roumaine de la Hongrie ». <sup>1284</sup> D'autre part, le paragraphe qui stipule que les deux parties surveilleraient l'application de la loi sur le statut des Hongrois <sup>1285</sup> n'y figure plus. Il est possible que les deux paragraphes aient posé des problèmes dans les campagnes électorales des deux parties, c'est pourquoi ils ne figurent pas dans le protocole de 2004.

La troisième partie des accords <sup>1286</sup> concerne les réglementations relatives « à la soutenance du programme gouvernemental, l'application du programme ». <sup>1287</sup>

Cette partie de chaque protocole contient plusieurs sujets concrets. Les accords de 2002 et 2003 fixent des dates pour la réalisation des certains d'entre eux. Les sujets contenus dans le protocole de 2002 sont les suivants: une réglementation générale sur la soutenance du programme gouvernemental, la réforme de l'économie, la rétrocession des propriétés, la décentralisation, la protection sociale, la santé, l'enseignement, le média audiovisuel et la coopération dans d'autres domaines.

En 2003 on a ajouté à ces sujets: la lutte contre la corruption, la consultation entre les parties, le budget et le système des impôts et la jeunesse. Le protocole de 2004 contient les mêmes sujets que celui de 2003 avec quelques modifications. D'abord, le sujet de la jeunesse a disparu. Ensuite, on regroupe dans un seul paragraphe la réglementation générale sur la soutenance du programme gouvernemental et la lutte contre la corruption, en y ajoutant l'appui au processus de l'intégration européenne. Enfin, on ajoute aux sujets déjà présents dans le programme de 2003 un autre selon

<sup>1282</sup> Il nous semble que l'introduction de ce passage est due d'une part, aux discussions sur la situation des Roumains dans les deux départements majoritairement hongrois, Harghita et Covasna. Des discussions qui ont eu lieu au niveau parlementaire aussi et que l'on analysera plus tard, le protocole de 2003.

<sup>1283</sup> En 2002 on parle du développement du cadre juridique et institutionnel en ce qui concerne la culture, les religions, l'enseignement et la vie publique. En 2003 on y ajoute les institutions décentralisées, surtout celles qui appartiennent au ministère de la culture. En 2004 on parle des institutions appartenant aux ministères en général, « surtout dans les départements où la proportion des minorités est significative; les protocoles de 2002, 2003 et 2004.

<sup>1284</sup> Le protocole de 2002.

<sup>1285</sup> Une loi adoptée par le Parlement hongrois qui réglemente le statut en Hongrie des personnes appartenant à la minorité hongroise vivant en dehors des frontières de la Hongrie. Voir l'analyse dans le sous-chapitre suivant.

<sup>1286</sup> De 2002, 2003 et 2004.

<sup>1287</sup> Le titre des chapitres des protocoles.



lequel « on prend les dispositions nécessaires pour le changement des lois suite au changement de la Constitution ».<sup>1288</sup>

En analysant le contenu de ces sujets nous observons que la plupart traitent la situation de la Roumanie en général. Nous pouvons identifier quatre sujets qui concernent la minorité hongroise en tant que minorité; ils font partie des programmes de l'Alliance: l'enseignement, le média audiovisuel, la décentralisation, la rétrocession des propriétés. Étant donné que nous analysons le sujet de l'enseignement en hongrois dans un chapitre séparé, ici on étudie seulement les changements produits au niveau des trois autres sujets.

En ce qui concerne l'article sur le média audiovisuel des protocoles de 2002, 2003 et 2004, la plupart des réglementations des trois accords sont les mêmes.<sup>1289</sup>

En ce qui concerne la décentralisation dans ce domaine les différences entre les trois accords sont plus grandes que dans le cas du média. Parmi les points/sujets communs dans les trois protocoles nous retrouvons: l'assurance des ressources suffisantes pour les conseils locaux et départementaux pour qu'ils puissent accomplir les nouvelles tâches qu'ils reçoivent suite à la décentralisation, « une assistance équitable du budget »<sup>1290</sup> accordée aux territoires habités par les minorités, l'agrandissement du quota des impôts reçu par les conseils locaux. Les accords ont également englobé des réglementations concernant la mise en œuvre des différentes lois<sup>1291</sup> et des réglementations précises concernant les mesures à prendre.<sup>1292</sup>

<sup>1288</sup> L'article 19 du protocole de 2004.

<sup>1289</sup> Il s'agit du rétablissement du studio territorial de la télévision nationale de Târgu-Mureș (en langue hongroise et roumaine), du développement du système d'antenne de la télévision roumaine qui fera possible la connexion de ses studios territoriaux, des programmes des studios radiophoniques et de télévision en langue hongroise, de rendre possible que la chaîne publique 'deux' soit captée par voies terrestres dans tous les départements de la Roumanie (c'est la chaîne qui transmet une partie des émissions en langue hongroise, conformément à l'article 8 du protocole de 2002, l'article 12 du protocole de 2003 et l'article 18 du protocole de 2004.). La seule différence entre les trois accords réside dans le quatrième point ajouté en 2003 selon lequel « on assure le personnel qualifié pour les émissions en langue hongroise des studios central et territoriaux » (le protocole de 2003).

<sup>1290</sup> Le protocole de 2002.

<sup>1291</sup> Par exemple: l'achèvement de la mise en œuvre de la loi 213/1998 qui concerne « la propriété publique et le statut juridique des propriétés publiques et privées des unités territoriales administratives » (le protocole de 2002), le monitoring de l'application de la loi sur les administrations publiques locales (La loi 215/2001 qui comprend entre autres les réglementations relatives à l'utilisation de la langue hongroise dans l'administration publique. Les protocoles de 2002, 2003 et 2004), la prise des mesures de l'application de la loi 48/2003 sur le changement ou l'attribution des noms pour les rues et les places (le protocole de 2003).

<sup>1292</sup> Parmi ceux-ci on trouve les suivantes: l'évidence de la population soit transférée graduellement aux autorités locales (le protocole de 2002), le service des passeports doit être transféré aux préfectures (ibidem), la rédaction d'une stratégie nationale pour la protection des sources d'eaux potables (les protocoles de 2003 et 2004), « le perfectionnement des institutions du développement rural compatible avec l'UE » (ibidem).

Si nous analysons les protocoles du point de vue des réglementations concernant la restitution des propriétés, nous trouvons une seule réglementation commune aux trois accords. On stipule la nécessité de l'adoption d'une loi « sur les indemnités pour les immeubles qui ne peuvent pas être restituées en nature ».<sup>1293</sup>

Il y a deux réglementations identiques dans les accords de 2002 et 2003 en ce qui concerne le sujet des propriétés: terminer le processus de distribution des actes des terres et des forêts rétrocédées, la rédaction d'une loi sur la rétrocession des biens mobiliers et immobiliers des associations et des organisations qui ont été prises par l'État, y compris celles des minorités.<sup>1294</sup> Les différences entre les réglementations des trois protocoles relatifs à la restitution des propriétés concernent en grande partie les lois qu'on veut mettre en œuvre. Par exemple, dans le protocole de 2002 on parle de « l'actualisation de la méthodologie de la loi 10/2001 »<sup>1295</sup>, tandis que dans celle de 2003 on stipule l'accélération de la mise en œuvre de la loi 10/2001; en 2004 on s'occupe de la loi 501/2002.<sup>1296</sup>

La quatrième partie des accords de 2002, 2003 et 2004 est consacrée à la coopération au niveau local entre le PSD et l'Alliance. Le protocole de 2004 est différent de ceux de 2002 et 2003, il ne contient que trois articles avec des phrases générales sur la coopération au niveau local entre les deux partis. Par contre, en 2002 et 2003 on parle, d'une part, de la signature des protocoles locaux entre les organisations départementales de l'Alliance et du PSD. D'autre part, dans chacun on trouve l'énumération de quelques questions locales par rapport auxquelles les deux partis « prient les autorités locales de prendre des mesures ».

En 2002 ces sujets ont été: trouver une solution pour le bâtiment du lycée hongrois à Braşov; le lycée Bolyai de Târgu-Mureş qui redeviendrait hongrois, solutionner la question du groupe statuaire d'Arad.<sup>1297</sup> En 2003 le protocole mentionnait la rénovation de la statue de Mathias de Cluj.

Les cinquièmes parties des accords réglementent leur monitoring. Le système est le même pour les années 2002, 2003 et 2004. Il est composé d'une commission

<sup>1293</sup> Les protocoles de 2002, 2003 et 2004. La loi 247/2005. La loi qui a réglementé cette question a été adoptée comme partie du paquet de loi sur les réformes des propriétés et de la justice, en 2005. La nouvelle coalition gouvernementale (composée par le Parti démocrate, le Parti national libéral, le Parti Humaniste Roumain et l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie) a engagé sa responsabilité en face du Parlement pour ce paquet de loi.

<sup>1294</sup> On a adopté « la loi pour l'approbation de l'ordonnance d'urgence du gouvernement 83/1999 pour la restitution des biens des immeubles appartenus aux communautés des citoyens appartenant aux minorités nationales de Roumanie » (66/2004). Il s'agit par exemple des immeubles qui ont appartenus à des personnes juridiques comme l'Association Transylvaine de Musée, l'Association de la culture hongroise de Transylvanie. Cette loi a été adoptée en mars 2004.

<sup>1295</sup> Le protocole de 2002.

<sup>1296</sup> Nous pensons que cela montre les changements dans le temps de la situation sur le terrain.

<sup>1297</sup> Le protocole de 2002.

nationale de monitoring qui se réunit toutes les semaines et des commissions départementales là où il y a eu des protocoles locaux.

Nous considérons que le processus de l'intégration de l'Alliance dans le système politique roumain a continué avec les accords signés avec le Parti social-démocrate. Ces protocoles nous montrent qu'on a besoin de l'Alliance pour construire l'image du gouvernement. Mais nous pouvons aussi considérer l'appui offert par l'ADHR au gouvernement comme « la moins coûteuse » des parties parlementaires. Ces accords nous montrent également que l'Alliance voudrait influencer les politiques du gouvernement en général, non pas seulement celles regardant les minorités. Les questions soulevées sur les Hongrois de Roumanie concernent le domaine de l'économie<sup>1298</sup> ainsi que celui de la culture et de l'éducation.

Du point de vue de la minorité hongroise, il y a eu plusieurs lois importantes qui ont été adoptées parmi lesquelles nous mentionnons les suivantes: la rétrocession des immeubles<sup>1299</sup>, la loi sur l'administration publique locale<sup>1300</sup>, la restitution des biens immobiliers des communautés des minorités nationales<sup>1301</sup>, la rétrocession de certains immeubles ecclésiastiques<sup>1302</sup>, la loi sur le statut des policiers<sup>1303</sup>.

## 7.2.5. Conclusions provisoires

Nous pensons qu'il y a eu un changement graduel dans la manière dont les partis politiques roumains conçoivent l'importance, « l'utilité » de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie. Parallèlement, il nous semble qu'il y a eu un changement dans la façon de penser de l'Alliance, qui a accepté en 1996 de faire partie d'un gouvernement du pays dont elle conteste un article fondamental de la Constitution: l'État national unitaire.

Entre 1990–1992 l'ADHR se positionne du côté des partenaires de l'opposition anticomuniste roumaine. Selon les politologues roumains, l'appartenance de l'Alliance à la Convention démocratique a eu plusieurs bénéfices tant pour l'ADHR que pour la Convention. Parmi ces avantages on peut d'abord mentionner « l'évitement de la

<sup>1298</sup> Par les rétrocessions de biens, mais aussi par l'initiative de l'Alliance qui voulait permettre que les gens donnent un pourcentage de leurs impôts aux organisations non-gouvernementales.

<sup>1299</sup> La loi 10/2001.

<sup>1300</sup> La loi 215/2001.

<sup>1301</sup> La loi 176/2002.

<sup>1302</sup> La loi 501/2002.

<sup>1303</sup> La loi 360/2002 stipule dans son article 79 « que dans les unités administratives territoriales où les personnes appartenant aux minorités nationales sont plus de 20%, des policiers qui connaissent la langue respective vont être engagés aussi ». On retrouve la loi sur la page web de la Chambre des députés aussi [www.cdep.ro](http://www.cdep.ro) visitée le 11 septembre 2005.

division ethnique de l'espace politique roumain » et « la limitation du développement du conflit interethnique ».<sup>1304</sup>

Ensuite, l'Alliance a « ouvert beaucoup de portes au niveau international » pour les membres de la Convention. Le fait que l'ADHR faisait partie de la Convention démocratique a démontré aux acteurs des autres pays qu'elle n'est pas totalement isolée au niveau national.<sup>1305</sup> Enfin, l'appartenance de l'Alliance à la Convention a aidé « son inscription dans les cadres de l'État national ».<sup>1306</sup>

Trois points majeurs de l'intervalle 1990–1996 sont à mentionner pour notre analyse ultérieure. Premièrement, cette période coïncide avec la construction des partis et du système partisan en Roumanie. Plusieurs scissions marquent la vie des partis politiques roumains.<sup>1307</sup> Les deux élections amènent au pouvoir, sous une appellation légèrement changée, le même parti: le Front du salut national<sup>1308</sup> qui a eu un discours « nationaliste, populiste et parfois même autoritaire ».<sup>1309</sup> Pendant cette période on a rédigé la nouvelle constitution « qui donne un contenu ethnique à la nation »<sup>1310</sup>.

Nous avons pu observer la croissance du nombre des organisations minoritaires inscrites aux élections législatives<sup>1311</sup> ainsi que du nombre des sièges reçus d'office par celles-ci.<sup>1312</sup> Cristian Preda attire l'attention sur le fait qu'il y a un problème avec la labellisation comme « nationale » de certaines minorités parce que « national ne signifie pas toujours ethnique, car plusieurs des organisations désignées avec ce nom ont plutôt l'ambition d'exprimer une culture ou une religion »<sup>1313</sup>. Ces représentants des minorités votent d'habitude avec le gouvernement.

Deuxièmement, les relations de l'Alliance avec le FSN–FDSN–PDSR passent par une étape initiale quand les représentants de la minorité hongroise croyaient avoir trouvé dans le Front du salut national le partenaire pour résoudre les problèmes de leur communauté. Après cet intervalle nous pouvons caractériser leurs relations par des suspicions réciproques, par les attaques du PDSR contre l'ADHR, et par les essais de dialoguer à l'aide des organisations étrangères<sup>1314</sup>.

<sup>1304</sup> ANDREESCU, Gabriel, op.cit., p.95.

<sup>1305</sup> PAVEL, Dan, HUIU, Iulia, op.cit., pp.228–229.

<sup>1306</sup> PREDA, Cristian, *Partide și alegeri în România postcomunistă 1989–2004...*, p.208.

<sup>1307</sup> Voir par exemple celle du Front du salut national, mais les scissions à l'intérieur des libéraux aussi.

<sup>1308</sup> Transformé en Front du salut national, puis en Parti roumain de la démocratie sociale.

<sup>1309</sup> SOARE, Sorina, op.cit., p.400.

<sup>1310</sup> PREDA, Cristian, *Partide și alegeri în România postcomunistă 1989–2004...*, p.78

<sup>1311</sup> Leur nombre a été 17 en 1990, 18 en 1992 et 31 en 1996. PREDA, Cristian, *Partide și alegeri în România postcomunistă 1989–2004...*, p.118.

<sup>1312</sup> Neuf sièges en 1990, treize sièges en 1992, quinze sièges en 1996. PREDA, Cristian, *România post-comunistă și România interbelică...*, pp. 42–47.

<sup>1313</sup> PREDA, Cristian, *Partide și alegeri în România postcomunistă 1989–2004...*, p.80.

<sup>1314</sup> Les deux rencontres organisées par la fondation PER.

Troisièmement, les relations de l'ADHR avec les partis anti-FSN: les partis de l'opposition se sont formalisés très vite.<sup>1315</sup> Ce fait ne signifie pas que ces relations ont été moins problématiques, des deux côtés, que celle avec le FSN–FDSN–PDSR. Il me semble quand-même que cette intégration de l'Alliance dans une structure des partis roumains a aidé d'une part l'ADHR à s'intégrer dans le système politique roumain, d'autre part les partis de l'opposition à gagner plus de légitimité internationale par leur coopération avec un parti représentant une minorité nationale.

L'intervalle 2000–2004 consolide la place de l'Alliance dans le système politique roumain. Par la signature des accords entre le Parti social-démocrate et l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie nous pouvons considérer que le statut d'organisation qui peut être associée au gouvernement a été acquis par l'Alliance. L'ADHR est légitimée comme parti pivot du système politique roumain.

Les protocoles montrent que le PSD ainsi que l'Alliance ont évité de re-poser la problématique du premier article de la Constitution.<sup>1316</sup> Par ailleurs, les accords montrent aussi l'implication de l'Alliance dans les problèmes généraux de la Roumanie.

Nous avons recensé dans ce sous-chapitre les questions sur lesquelles il y a eu des désaccords entre les partis politiques roumains et l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie. Ces sujets ont été: l'article premier de la Constitution, l'enseignement en langue hongroise, l'autonomie, l'utilisation de la langue hongroise dans l'administration publique, la rétrocession des biens.

### **7.3. L'Alliance et les organisations internationales**

Nous avons identifié trois questions qui ont surgi entre 1990–2004 et dans lesquelles nous retrouvons nos différents acteurs: les organisations internationales, les partis politiques roumains et le gouvernement roumain, l'Alliance, les partis politiques hongrois et le gouvernement hongrois. Il nous semble que ces trois cas montrent bien l'interaction des trois facteurs que nous avons identifiés au début de notre chapitre.

#### **7.3.1. Le Conseil de l'Europe**

Nous analysons en premier lieu l'attitude de l'ADHR concernant l'acceptation de la Roumanie dans le Conseil de l'Europe. En décembre 1991, le gouvernement roumain a introduit la demande d'adhésion de la Roumanie au Conseil de l'Europe.<sup>1317</sup>

<sup>1315</sup> Il faut mentionner qu'il y a eu très peu de relations entre l'Alliance et les autres partis ou organisations de minorités. La plus importante a été avec le Forum démocrate allemand lors des élections locales de 1992 quand il y a eu une liste commune des deux formations dans le département de Satu-Mare.

<sup>1316</sup> Selon lequel la Roumanie est un État national.

En mai 1992, le Conseil de l'Europe a décidé que la Roumanie ne peut pas encore devenir membre à cause de sa situation interne.<sup>1318</sup>

L'Alliance a montré ses doutes<sup>1319</sup> concernant l'acceptation de la Roumanie dans le Conseil de l'Europe dans plusieurs documents. Elle a rédigé un mémorandum dont les conclusions mentionnent que même si le fait de devenir membre du Conseil est important tant pour la minorité hongroise que pour la Roumanie « jusqu'à ce que des changements nécessaires dans la législation roumaine ne soient pas opérés et le fonctionnement des institutions de base ne soit pas satisfaisant, la Roumanie ne remplit pas les conditions d'être membre du Conseil de l'Europe ». <sup>1320</sup> Cette opinion de l'ADHR était en contradiction avec la volonté de toute la classe politique roumaine.

Les raisons de cette attitude peuvent être aperçues dans la lettre écrite par le président de l'Alliance à Gunnar Jansson, membre de la Commission des droits de l'homme du Parlement du Conseil de l'Europe.

Selon l'Alliance: « Étant donné que le pouvoir actuel roumain considère l'acceptation de la Roumanie au Conseil de l'Europe comme une très forte légitimation, les hommes politiques ont fait des promesses concernant les mesures que vous et M. König avait proposées. Mais, même si le temps écoulé depuis a été suffisant pour que certains problèmes urgents soient résolus, on peut voir que les promesses ne se réalisent pas et le gouvernement tergiverse leur réalisation.

Par conséquent, on a des raisons solides de demander que certains changements se produisent avant l'acceptation comme membre de la Roumanie, car seulement ce fait peut garantir qu'un processus irréversible de résolution de ces questions commence ». <sup>1321</sup> Il paraît évident que l'Alliance a voulu utiliser le processus d'acceptation de la Roumanie dans le Conseil de l'Europe pour la satisfaction de certains de ses demandes ainsi que pour la présentation de ses revendications au niveau international.

Le mémoire de l'Alliance a recensé en douze points les objections de l'ADHR par rapport à la législation roumaine et il a énuméré en quatorze points les demandes de l'Alliance. Ces demandes et ces objections montrent bien à notre avis les revendications de l'Alliance: l'assurance par des lois de la liberté de la presse, l'assurance de l'autonomie financière des collectivités locales, « l'assurance constitutionnelle

<sup>1317</sup> Notons que la Hongrie est devenue membre du Conseil de l'Europe le 11 juin 1990.

<sup>1318</sup> Voir plus haut les descentes des mineurs etc.

<sup>1319</sup> Les documents de l'Alliance ne montrent pas qu'elle aurait voulu empêcher l'acceptation de la Roumanie dans le Conseil de l'Europe. Nous partageons l'opinion de Pavel et de Huiu « le rationnement des dirigeants de l'Alliance a été que, dans l'éventualité de l'acceptation de la Roumanie par le Conseil de l'Europe, le Conseil ne baisse pas trop les standards et qu'il obtienne au moins la promesse des résultats supérieurs. » PAVEL, Dan, HUIU, Iulia, op.cit., p.194.

<sup>1320</sup> Le mémorandum de l'ADHR sur l'acceptation de la Roumanie au Conseil de l'Europe. *D RMDSZ*.

<sup>1321</sup> La lettre du président de l'Alliance de 24 août 1993. *RMDSZ Tájékoztató*, 1993/107.

de l'inviolabilité de la propriété privée », la création du cadre législatif pour l'économie de marché, la reconnaissance des minorités nationales comme facteur constituant de l'État, « l'assurance du principe de la discrimination positive envers les minorités dans l'esprit des accords internationaux », une loi sur les minorités qui prend compte des recommandations 1201 et 1203 du Conseil de l'Europe, « la création d'une structure étatique sous la direction des minorités – ministère, secrétaire d'État – qui a comme tâche de surveiller les institutions minoritaires », des lois garantissant l'utilisation des langues minoritaires en public et en privé, une loi garantissant l'enseignement en langues minoritaires à tous les niveaux, la possibilité d'avoir des relations libres avec « le pays-mère », la restitution des biens ecclésiastiques, la restitution des biens pris pour des raisons politiques.<sup>1322</sup>

En octobre 1993, la Roumanie a été acceptée comme membre du Conseil de l'Europe<sup>1323</sup>, mais elle a été accompagnée par un monitoring du Conseil.<sup>1324</sup> En plus, l'avis 176/1993 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a fait plusieurs demandes en ce qui concerne les minorités.<sup>1325</sup> En janvier 1994 l'Alliance a envoyé un aide-mémoire au Conseil de l'Europe dans lequel elle a énuméré les demandes non respectées par la Roumanie. Parmi celles-ci nous retrouvons: la Roumanie n'a pas signé et ratifié la charte européenne des langues régionales et minoritaires et la charte européenne des autorités locales, il n'y a pas de loi sur les minorités, la question de la restitution des biens ecclésiastiques et de l'enseignement en langue minoritaire, l'utilisation de la langue minoritaire en public n'a pas été résolue.<sup>1326</sup> Le processus de monitoring de la Roumanie s'est poursuivi jusqu'en avril 1997.<sup>1327</sup>

<sup>1322</sup> Le mémorandum de l'ADHR sur l'acceptation de la Roumanie au Conseil de l'Europe. CD RMDSZ.

<sup>1323</sup> La Hongrie s'est abstenue lors du vote.

<sup>1324</sup> Tous les six mois.

<sup>1325</sup> Parmi lesquelles les suivantes: « L'Assemblée appelle le Gouvernement roumain à restituer leurs biens aux Églises et à permettre la création et le fonctionnement des écoles religieuses, en vue notamment d'enseigner leur langue maternelle aux enfants des groupes minoritaires. L'Assemblée propose que les autorités roumaines et le Parlement roumain: adoptent et mettent en pratique dans les plus brefs délais, conformément à leurs engagements pris et à la Recommandation 1201 de l'Assemblée, une législation sur les minorités nationales et sur l'éducation; qu'ils usent tous les moyens à la disposition d'un État constitutionnel pour lutter contre le racisme, l'antisémitisme et toutes les formes de discrimination nationaliste et religieuse ainsi que contre l'incitation à cette discrimination. » Avis No 176 (1993) relatif à la demande d'adhésion de la Roumanie au Conseil de l'Europe. Sur le serveur du Conseil de l'Europe [www.coe.int](http://www.coe.int) visité le 18 août 2005.

<sup>1326</sup> Aide-mémoire au Conseil de l'Europe le 21 janvier 1994. CD RMDSZ.

<sup>1327</sup> Après les élections de 1996, quand en Roumanie a été formé un gouvernement qui comprenait l'Alliance aussi.

### 7.3.2. Le traité bilatéral roumaino-hongrois

Le deuxième événement, processus que nous trouvons pertinent pour notre analyse de ce sous-chapitre s'est structuré autour de la négociation du traité bilatéral roumaino-hongrois. En fait, ce processus nous montre l'interaction entre plusieurs acteurs: le gouvernement hongrois, le gouvernement roumain, les partis politiques roumains, les partis politiques de la Hongrie et l'Alliance. En plus, étant donné le fait que le gouvernement hongrois négociait avec le gouvernement slovaque également pour la signature d'un traité bilatéral, nous pouvons observer l'interaction entre le gouvernement slovaque et roumain et les organisations de la minorité hongroise de Roumanie et de Slovaquie. Ce processus de signatures des traités bilatéraux s'inscrit dans la logique du « pacte de stabilité en Europe ou le plan Balladur », les gouvernements des États européens exerçant des pressions sur la Roumanie, la Hongrie et la Slovaquie afin de signer ces traités lors de la conférence sur la stabilité en Europe de Paris. Le traité bilatéral entre la Hongrie et la Slovaquie est effectivement signé à Paris le 19 mars 1995.<sup>1328</sup>

Les négociations pour le traité roumaino-hongrois ont débuté en janvier 1992 et elles ont duré jusqu'en 1996. Pendant cette période il y a eu un changement de gouvernement en Hongrie, en mai 1994 le Parti socialiste hongrois a gagné les élections et il a formé un gouvernement de coalition avec l'Alliance des démocrates libéraux et Horn Gyula est nommé Premier ministre.<sup>1329</sup> Un changement du gouvernement a eu lieu, comme nous l'avons déjà montré, en Roumanie en octobre 1992. Les questions qui ont fait l'objet des discussions entre les deux gouvernements ont été: l'inclusion de l'inviolabilité des frontières, l'intégration de la recommandation 1201<sup>1330</sup> de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, les droits des minorités nationales.

<sup>1328</sup> Notons qu'avant cette signature, en septembre 1993 a été signé le traité bilatéral entre la Slovaquie et la Roumanie qui, entre autres, stipulait que les deux États coordonneront leur politique envers les minorités nationales. Entre 1993–1995 il y a eu plusieurs rencontres entre l'Alliance et les partis hongrois de Slovaquie. L'ADHR et la Coalition hongroise de Slovaquie ont signé en mars 1995 un communiqué dans lequel ils demandaient au gouvernement hongrois de signer des traités bilatéraux qui garantissent la conservation de l'identité des minorités hongroises. (La chronologie établie pour la Slovaquie (1989–2003) par l'Office des Hongrois en-dehors de la Hongrie, office qui appartient au gouvernement hongrois. [www.htmh.hu](http://www.htmh.hu)).

<sup>1329</sup> Voir les annexes pour plus de détails.

<sup>1330</sup> Entre autres la recommandation 1201 comprenait: Article 5 Les modifications délibérées dans la composition démographique de la région d'implantation d'une minorité nationale, au détriment de cette dernière, sont interdites. Article 11 Dans les régions où elles sont majoritaires, les personnes appartenant à une minorité nationale ont le droit de disposer d'administrations locales ou autonomes appropriées, ou d'un statut spécial, correspondant à la situation historique et territoriale spécifique, et conformes à la législation nationale de l'État. Recommandation 1201 (1993) relative à



Dès 1992 l'Alliance a demandé que l'elle soit incluse d'une manière consultative dans les négociations sur le traité bilatéral roumaino-hongrois.<sup>1331</sup> Cette requête a été réitérée dans la prise de position de l'Alliance sur le traité en août 1994. On y demandait que « les gouvernements et les parlements des deux pays incluent dans la rédaction des accords sur le bon voisinage les organisations légitimes de la minorité hongroise de Roumanie et de la minorité roumaine de la Hongrie ».<sup>1332</sup> Ce fait n'a pas été accepté mais le gouvernement roumain, surtout par le Ministère des affaires étrangères, a organisé quelques rencontres sur ce sujet avec l'ADHR. Les gouvernements et les partis hongrois ont eu plusieurs rencontres sur ce sujet avec l'Alliance.

Les différents organes de l'Alliance (le Conseil des représentants, le Conseil opératif, le président, le président d'honneur, le président exécutif<sup>1333</sup>) ont eu plusieurs prises de positions et des décisions concernant le traité bilatéral entre la Hongrie et la Roumanie. Dans ces documents ils définissent ce que l'ADHR attend de ce traité, ce que l'ADHR veut y voir inclus. L'Alliance voulait d'abord que les opinions des organisations des minorités des deux pays soient intégrées dans le traité. Ensuite, que le traité comprenne un accord sur les minorités « qui dans notre relation – tenant compte des caractéristiques de la communauté hongroise – garantit le droit de cette communauté à l'autonomie pour la préservation, le développement et la transmission de son identité sur sa terre natale ».<sup>1334</sup> Enfin, que le traité comprenne les moyens pour la réalisation des droits contenus dans le traité et la garantie des deux parties.<sup>1335</sup>

Le traité a été signé le 16 septembre à Timișoara sans que le président, le président d'honneur ou le président exécutif de l'Alliance y soient présents.<sup>1336</sup>

Les Églises hongroises de Roumanie ainsi que l'Alliance ont formulé des opinions défavorables au traité en montrant ses inconvénients. Selon le Conseil opératif de l'ADHR le traité « compte plusieurs paragraphes qui, s'ils sont employés correctement, peuvent constituer des pas importants dans la solution des problèmes minoritaires, mais le projet ne satisfait pas plusieurs exigences légitimes des Hongrois de Roumanie ».<sup>1337</sup> Selon la prise de position du Conseil des représentants et du

---

un protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme sur les droits des minorités nationales. <http://assembly.coe.int>

<sup>1331</sup> Le rapport du secrétaire général de l'Alliance présenté au troisième congrès en janvier 1993. *CD RMDSZ*.

<sup>1332</sup> La prise de position de l'Alliance signée par son président et président exécutif le 26 août 1994.

<sup>1333</sup> Voir dans le chapitre sur la structure de l'Alliance.

<sup>1334</sup> La décision du Conseil des représentants de l'ADHR de 26 février 1995. *RMDSZ Közlöny*, 1995/14.

<sup>1335</sup> *Ibidem*.

<sup>1336</sup> Les deux représentants de l'ADHR à la cérémonie de signature ont été le président du Conseil des représentants et le député du département de Timiș (Timișoara se trouve dans ce département).

<sup>1337</sup> La prise de position du Conseil opératif de l'Alliance sur le projet de traité entre la Roumanie et la Hongrie de 16 août 1996. *RMDSZ Közlöny*, 1996/23.

Conseil conciliant de l'Alliance « l'ADHR prend acte du traité rédigé entre la Roumanie et la Hongrie, même si le document ne satisfait pas la communauté hongroise de Roumanie, car dans la forme actuelle, elle ne dépasse pas le niveau d'une déclaration d'intention à beaucoup d'égards ».<sup>1338</sup>

L'Alliance a reproché au gouvernement hongrois qu'il a agi contrairement à la prise de position du sommet hongroiso-hongrois<sup>1339</sup> qui parlait de l'importance de l'autonomie pour la préservation de l'identité des minorités hongroises.<sup>1340</sup> Parmi les objections de l'Alliance on retrouve: le rejet des droits collectifs, l'insuffisance des réglementations relatives à l'utilisation de la langue hongroise, la non-inclusion dans le traité des passages relatifs aux biens ecclésiastiques, l'insuffisance des garanties.<sup>1341</sup> Il faut y ajouter que les partis d'opposition en Hongrie ont eux aussi critiqué le traité<sup>1342</sup>.

En plus, à l'initiative des partis de l'opposition, le parlement hongrois a tenu une session extraordinaire le 3 septembre 1996 sur le traité roumaino-hongrois.<sup>1343</sup> Notons que le Parlement hongrois a ratifié le traité le 10 décembre 1996 avec 249 voix pour le traité, 53 voix contre et 12 abstentions.

Il est intéressant de remarquer que 89% des parlementaires du groupe du Parti socialiste hongrois et 91% de l'Alliance des Démocrates libres ont voté pour le traité, tandis que les parlementaires de l'opposition soit ont voté contre, soit ils se sont abstenus.<sup>1344</sup>

### 7.3.3. La loi du « statut »

Le troisième événement que nous avons choisi c'est le processus d'adoption par le Parlement de la Hongrie et la mise en œuvre de la loi « sur les Hongrois vivant dans les pays voisins ».<sup>1345</sup> La loi du « statut » a été très controversée<sup>1346</sup> au niveau international et à l'intérieur de la Roumanie.

<sup>1338</sup> La déclaration du Conseil des représentants et le Conseil conciliant de l'Alliance de 6 septembre 1996. *RMDSZ Tájékoztató*, 1996/861.

<sup>1339</sup> Le premier sommet hongroiso-hongrois qui a regroupé les partis de la Hongrie et les partis et les organisations qui représentaient les minorités hongroises de Slovaquie, Slovénie, Serbie, Croatie, Roumanie, l'Ukraine a eu lieu le 6 juillet 1996. Voir qui suit.

<sup>1340</sup> Voir plus bas dans ce sous-chapitre.

<sup>1341</sup> La déclaration du Conseil des représentants et le Conseil conciliant de l'Alliance de 6 septembre 1996. *RMDSZ Tájékoztató*, 1996/861.

<sup>1342</sup> Pour des raisons semblables à celles l'Alliance.

<sup>1343</sup> Le projet de décision des partis d'opposition a été rejeté.

<sup>1344</sup> On peut retrouver les données sur le vote de ce traité sur le page web du Parlement hongrois [www.parlament.hu](http://www.parlament.hu).

<sup>1345</sup> La loi LXII du 2001. On la retrouve la page web du Parlement hongrois [www.parlament.hu](http://www.parlament.hu)

<sup>1346</sup> Parmi les trois que nous analysons.

Nous situons le commencement officiel du processus qui a abouti à l'adoption de la « loi du statut »<sup>1347</sup> en 1999. En novembre 1999 la déclaration finale de la Conférence permanente hongroise demandait au gouvernement hongrois « d'analyser les possibilités de réglementation en Hongrie du statut des Hongrois qui vivent au-delà des frontières »<sup>1348</sup>.

Ce n'est pas notre but d'analyser dans cette thèse les controverses soulevées au niveau interne et international par cette loi. Pour notre démarche, nous trouvons important de suivre les interactions entre les partis et les organisations des minorités hongroises, le gouvernement et les partis hongrois, les partis et le gouvernement roumain, les autres pays concernés et les organisations internationales. Dans cette perspective, deux aspects de cette problématique sont importants.

En premier lieu, il est intéressant de voir l'étendue du temps et le processus par lequel cette loi est rédigée et adoptée. Après la réunion de la Conférence permanente hongroise de novembre 1999, les représentants des partis hongrois et de l'Alliance ont commencé à parler de cette question et à tenir des réunions à ce sujet. Nous divisons en deux cette période et ce processus. Le premier intervalle s'étend entre novembre 1999 et juin 2001, le moment de l'adoption par le Parlement hongrois de la loi. Le projet de la loi ou plus précisément « la conception et le projet technique »<sup>1349</sup> ont été élaborés par l'Office des Hongrois au-delà des frontières, le ministère des affaires étrangères et le ministère de la justice et de l'intérieur. Le projet a été présenté en juin 2000. Selon ce document, le motif de la création d'une telle loi a été l'absence « dans la législation hongroise [d'une loi générale] qui régleme la question des Hongrois qui vivent au-delà des frontières de la Hongrie ». <sup>1350</sup> Tandis que, conformément au même document, il y a eu environ 150 règles juridiques qui les concernent. La conception mentionne que le document a été préparé en tenant compte des propositions des commissions de la Conférence permanente hongroise.

Cette conception fixe le but de la loi qui est « de favoriser la préservation de l'identité nationale des minorités hongroises vivant dans les pays voisins, leur accroissement spirituel et matériel conformément aux devoirs constitutionnels de la République hongroise. »<sup>1351</sup>. Le document stipule qu'on veut atteindre ce but de manière que la loi aide « les Hongrois vivant dans les pays voisins de rester sur leurs terres natales »<sup>1352</sup>.

<sup>1347</sup> La presse l'a nommé comme cela.

<sup>1348</sup> KANTOR, Zoltán, (ed.), *A státustörvény, dokumentumok, tanulmányok, publicisztika*, Budapest, Teleki László Alapítvány, 2002, p.167.

<sup>1349</sup> Le texte de « la conception de la loi sur certains avantages dus aux Hongrois vivant dans les pays voisins » se trouve dans le livre de KANTOR, Zoltán, (ed.), op.cit., pp.31–37.

<sup>1350</sup> Ibidem. p.31.

<sup>1351</sup> Ibidem.

<sup>1352</sup> Ibidem.

Il faut aussi mentionner que cette conception fait la différence entre les Hongrois qui vivent dans les pays voisins de la Hongrie et les Hongrois vivant ailleurs. L'argumentation de cette différenciation est que: « les Hongrois vivant actuellement dans les pays voisins, les ascendants des Hongrois vivant actuellement dans les pays voisins, sont parvenus au statut de minorité comme conséquence de la paix de Paris, contre leur volonté; les Hongrois vivent dans un grand nombre dans les pays successeurs de la monarchie austro-hongroise et dans des régions qui peuvent être cernées précisément »<sup>1353</sup>.

Entre cette date et le commencement en avril 2001 des discussions dans le Parlement hongrois<sup>1354</sup> il y a eu plusieurs manifestations liées au projet. Parmi elles on trouve les faits suivants: les dirigeantes des églises des minorités hongroises concernées par cette loi ont adopté une déclaration, la réunion de la Conférence permanente hongroise de novembre 2000<sup>1355</sup> et de janvier 2001; les rencontres entre le FIDESZ et les organisations et les partis des minorités hongrois concernés, la réunion tenue en janvier 2001 dans l'Office des Hongrois au-delà des frontières où « les représentants du gouvernement hongrois et ceux des organisations des minorités hongroises finissent le texte du projet de loi »<sup>1356</sup>.

Les gouvernements des pays concernés<sup>1357</sup> ont en majorité critiqué cette loi, mais les critiques et les mécontentements sont devenus plus nombreux après l'adoption de la loi par le Parlement hongrois.

Le deuxième intervalle s'étend entre l'adoption de la loi en juin 2001 et la déclaration commune du gouvernement roumain et hongrois en décembre 2001. Cette déclaration a rendu possible la mise en œuvre en Roumanie de cette loi.

Le préambule de la loi LXII de 2001 sur « les Hongrois vivant dans les pays voisins » contient, d'une part, l'argumentation pour la rédaction d'une telle loi. L'un des arguments est que les Hongrois vivant dans les pays voisins appartiennent à la nation hongroise.<sup>1358</sup> La loi définit dans son deuxième chapitre « les avantages et les supports auxquels les personnes concernées peuvent faire appel »<sup>1359</sup>. Ces « avantages

<sup>1353</sup> L'argumentation mentionne aussi « qu'il tient compte de la situation spéciale des Hongrois vivant en Autriche ». Ibidem. p.32.

<sup>1354</sup> Les discussions dans les commissions ont eu lieu le 10–11 avril, le débat général a commencé le 19 avril 2001. KANTOR, Zoltán, (ed.), op.cit., pp.584–586.

<sup>1355</sup> On y adopte une déclaration sur cette question.

<sup>1356</sup> Ibidem. p.584.

<sup>1357</sup> Sauf l'Autriche, car dans ce processus, étant donné la situation différente des Hongrois de l'Autriche, ce pays n'a pas été inclus dans le projet de loi. On va voir les positions des autres gouvernements dans le paragraphe suivant.

<sup>1358</sup> La loi concerne les personnes qui se déclarent de nationalité hongroise et qui vivent dans les pays suivants: la Croatie, la Yougoslavie, la Roumanie, la Slovénie, la Slovaquie et l'Ukraine. L'article premier de la loi. On retrouve le texte de loi dans KANTOR, Zoltán, (ed.), op.cit., pp.15–27.

<sup>1359</sup> Le titre du deuxième chapitre.

et supports » peuvent être divisés en deux. En premier lieu les domaines dans lesquels on en bénéficie en Hongrie, comme la culture, le transport, l'éducation<sup>1360</sup>. En deuxième lieu, les « avantages et supports » dont on bénéficie dans les pays concernés, comme des bourses pour les élèves.<sup>1361</sup> La loi stipule que ces « avantages et supports » peuvent être demandés et utilisés grâce à une « légitimation d'Hongrois<sup>1362</sup> » ou à une « légitimation hongroise de proche parenté<sup>1363</sup> ». Cette légitimation est délivrée à la personne concernée par les autorités hongroises, grâce à une recommandation délivrée par une organisation de la minorité hongroise du pays concerné qui a été acceptée comme tel par le gouvernement hongrois.<sup>1364</sup> Selon l'article 20 cette recommandation doit contenir: « l'attestation de la nationalité hongroise conformément à la déclaration de la personne concernée, l'authentification de sa signature, la demande de légitimation ». <sup>1365</sup>

La solution pour la mise en œuvre de cette loi pour les Hongrois de Roumanie a été trouvée par le gouvernement hongrois et par celui roumain en six mois. Le point de départ pour les négociations entre les deux gouvernements est caractérisé par la déclaration du Premier ministre roumain Adrian Năstase qui disait le 21 juin que « la loi du statut ne sera pas appliquée sur le territoire de la Roumanie et, s'il est nécessaire, pour l'empêchement de sa mise en œuvre le gouvernement prendra des mesures pour contrecarrer ses effets ». <sup>1366</sup>

Le 22 décembre 2001, les deux gouvernements ont signé « la déclaration d'entente entre le gouvernement de la République hongroise et celui de la Roumanie »<sup>1367</sup> qui « stipule les conditions dans lesquelles la loi sur les Hongrois vivant dans les pays voisins peut être mise en œuvre en ce qui concerne les citoyens roumains ». <sup>1368</sup>

La déclaration précise que tous les citoyens roumains, « sans tenir compte de leur origine, bénéficieraient grâce au permis de travail des mêmes conditions et du même traitement concernant l'embauche ». <sup>1369</sup>

<sup>1360</sup> Les élèves et les étudiants qui étudient en hongrois dans les écoles et les universités des pays concernés reçoivent en Hongrie les mêmes avantages que les élèves et les étudiants de la Hongrie. La même chose est valable pour les instituteurs et les professeurs.

<sup>1361</sup> L'article 23 et le deuxième chapitre.

<sup>1362</sup> Cette légitimation peut être demandée par les personnes de nationalité hongroise. Article 17 de la loi.

<sup>1363</sup> La loi se réfère aux personnes qui vivent avec les personnes qui bénéficieront d'une « légitimation d'Hongrois », mais qui ne sont pas de nationalité hongroise et à leurs enfants. Article 17 de la loi.

<sup>1364</sup> Ces organisations ne sont pas nommées dans la loi.

<sup>1365</sup> L'article 20.

<sup>1366</sup> Guvernul va bloca aplicarea legii statutului pe teritoriul României, *les archives électroniques du journal Ziua*, le 22 juin 2001, les archives se trouvent sur la page web du journal [www.ziua.ro](http://www.ziua.ro), page visité le 8 septembre 2005.

<sup>1367</sup> Nous retrouvons le texte de la déclaration dans le livre de KANTOR, Zoltán, (ed.), op.cit., pp.153–156.

<sup>1368</sup> Ibidem. p.154.

<sup>1369</sup> Ibidem.

La loi stipulait initialement que, dans le cas des personnes concernées par « la loi du statut », pour qu'elles reçoivent un permis de travail « on doit utiliser les réglementations générales pour la délivrance d'un tel permis avec la différence que ce permis peut être donné pour trois mois sans l'examen du marché de travail ».<sup>1370</sup>

La déclaration précise plusieurs choses concernant l'attribution des légitimations parmi lesquelles: les citoyens roumains qui n'ont pas l'identité hongroise ne reçoivent pas de légitimation »<sup>1371</sup> ce qui signifiait que dans les familles mixtes (même si originairement la loi rendait ce fait possible) la personne qui n'était pas hongroise ne recevait pas de « légitimation hongroise de proche parenté », les organisations des minorités nationales des pays concernés « n'émettent pas de recommandations en ce qui concerne l'origine ethnique de la personne », elles fournissent seulement des informations.

Notons que cette déclaration définit « les conditions obligatoires de la délivrance » de la légitimation d'Hongrois qui sont: la demande, la déclaration de la personne sur son identité hongroise, « la connaissance de la langue hongroise ou l'évidence du pays dont elle est citoyen, qui montre qu'elle est Hongroise<sup>1372</sup> ou l'appartenance à une organisation qui représente les Hongrois (surtout l'Alliance) ou l'appartenance à une église hongroise ». <sup>1373</sup> Nous considérons cette réglementation comme la définition commune de l'État hongrois et de l'État roumain sur ce qui peut être considéré comme Hongrois<sup>1374</sup>, comme membre de la nation hongroise du point de vue de cette loi.

Il nous semble que d'une manière indirecte, l'État roumain reconnaît l'appartenance de sa minorité hongroise à la nation hongroise.<sup>1375</sup>

Entre la déclaration de juin du Premier ministre roumain et la déclaration d'entente des deux gouvernements, les organisations internationales ont pris position concernant cette loi. La plus grande implication a été celle du Conseil de l'Europe par la Commission européenne pour la démocratie par le droit, la « Commission de Venise ».<sup>1376</sup>

Le rapport de la Commission de Venise rend son analyse publique le 22 octobre 2001 dans son troisième chapitre<sup>1377</sup>: « les législations nationales en matière de

---

<sup>1370</sup> Ibidem.

<sup>1371</sup> Ibidem.

<sup>1372</sup> Par exemple l'école suivie en langue hongroise.

<sup>1373</sup> Ibidem. p.155.

<sup>1374</sup> Les caractéristiques d'un Hongrois selon cette loi sont: la langue hongroise, la religion, la volonté de se reconnaître comme Hongrois.

<sup>1375</sup> La déclaration précise que la Hongrie « n'appuie pas financièrement les organisations politiques des minorités hongroises, hormis l'information et l'acceptation de celles-ci par les autorités roumaines ». Ibidem.

<sup>1376</sup> Voir dans les annexes.

<sup>1377</sup> Le premier chapitre porte le nom du contexte historique, le deuxième se nomme « l'approche bilatérale de la protection des minorités ».

protection des minorités ». <sup>1378</sup> La quatrième partie du rapport donne l'avis de la Commission sur « la compatibilité des législations nationales portant sur la protection des minorités avec les normes européennes et les normes et les principes du droit international ». <sup>1379</sup> Le rapport a été présenté par le gouvernement hongrois ainsi que par le gouvernement roumain comme un document qui lui donne raison. <sup>1380</sup>

Les représentants de l'Union européenne ont eu aussi quelques déclarations concernant « la loi sur les Hongrois vivant dans les pays voisins ». L'Union européenne n'a pas analysé cette loi de la manière du Conseil de l'Europe.

En se basant sur le rapport de la Commission de Venise l'UE stipule dans son « rapport régulier 2001 sur les progrès réalisés par la Hongrie sur la voie d'adhésion » : « cette loi devra être alignée sur l'acquis au plus tard au moment de l'adhésion, car, dans sa forme actuelle, elle est incompatible avec le principe de non-discrimination énoncé dans le Traité. ». <sup>1381</sup>

Notons que les partis politiques hongrois ont eu des positions différentes en ce qui concerne l'adoption de cette loi. La plus grande différence peut être observée entre l'Alliance des démocrates libéraux, qui s'est prononcée contre l'adoption de la loi, et les autres partis du Parlement hongrois. Le Forum démocratique hongrois, l'Alliance des jeunes démocrates (FIDESZ), le Parti indépendant des petits paysans (FkGP) et le Parti de la vérité et de la vie hongroise (MIEP) ont été en faveur de la loi.

Le Parti socialiste hongrois a été sur une position plus nuancée, il a voté la loi, mais il a également signalé les problèmes soulevés par elle. Dans le débat parlementaire de cette loi, le représentant des socialistes a souligné les différences conceptuelles entre le Parti socialiste et le FIDESZ. Le point fort de cette différence a été pour les socialistes le suivant : « on ne croit pas qu'avec un dialogue hongrois-hongrois on peut résoudre la situation des Hongrois vivant en dehors de nos frontières, nous trouvons décisif le fait que les élites des majorités acceptent que le problème minoritaire ne peut pas être résolu d'une manière durable qu'avec l'autonomie ». <sup>1382</sup> La loi « sur les Hongrois vivant dans les pays voisins » a été adoptée avec 306 voix pour, 17 contres et 8 abstentions.

<sup>1378</sup> Le rapport de la Commission de Venise se trouve sur son site web <http://www.venice.coe.int> visité le 8 septembre 2005.

<sup>1379</sup> Ibidem.

<sup>1380</sup> Voir dans les annexes.

<sup>1381</sup> Voir dans les annexes.

<sup>1382</sup> Le procès-verbal de la séance qui se trouve KANTOR, Zoltán, (ed.), op.cit., p.100.

## 7.4. Les relations entre l'ADHR et les partis politiques de la Hongrie

Nous allons retracer dans ce sous-chapitre les moments les plus importants et pertinents pour notre démarche en ce qui concerne les relations qui se sont établies entre l'Alliance et les partis politiques, le gouvernement hongrois.<sup>1383</sup>

Dès décembre 1989, des contacts se sont établis entre les officiels de la Hongrie et les représentants de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie. Selon les mémoires de Domokos Géza, le premier contact a été pris après Noël quand, grâce à l'invitation de l'ambassadeur de la Hongrie, il est allé à l'ambassade et il a parlé au téléphone avec le secrétaire du Parti socialiste du travail hongrois.<sup>1384</sup>

Le 27 décembre 1989, le ministère des affaires étrangères de la Hongrie a donné une déclaration selon laquelle « le ministère des affaires étrangères de la Hongrie, au nom du gouvernement hongrois, salue la création de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie et le fait que l'organisation a comme mission la représentation et la défense des droits de la minorité hongroise de Roumanie, il soutient la réalisation des principes fondamentaux et les buts de l'Alliance de sa déclaration de 25 décembre et c'est pourquoi il est prêt à travailler avec le nouveau gouvernement roumain, avec l'Alliance et avec tous les facteurs démocratiques roumains ». <sup>1385</sup> La déclaration parle aussi des relations nouvelles entre la Hongrie et la Roumanie.

La déclaration se termine en faisant référence à un possible rôle de la minorité hongroise: « du côté hongrois on veut travailler pour que les Hongrois vivant en Roumanie soient partie active et déterminante du rapprochement et de la collaboration des deux pays ». <sup>1386</sup> Le ministre des Affaires étrangères de la Hongrie Horn Gyula a été le premier officiel étranger qui a visité la Roumanie le 28 décembre 1989. <sup>1387</sup> Horn Gyula a rencontré Domokos Géza, le président de l'Alliance, après les rencontres qu'il a eues avec Ion Iliescu et avec le ministre des Affaires étrangères roumain. <sup>1388</sup>

<sup>1383</sup> Notre but est seulement de montrer les interactions entre ces acteurs et non pas d'analyser en profondeur ces liens.

<sup>1384</sup> DOMOKOS, Géza, op.cit., p.40.

<sup>1385</sup> La déclaration est citée dans DOMOKOS, Géza, op.cit., p.41.

<sup>1386</sup> DOMOKOS, Géza, op.cit., p.42.

<sup>1387</sup> La Hongrie ayant été le premier pays qui a reconnu le 23 décembre 1989 le nouveau gouvernement roumain. GALLAGHER, Tom, « *Furtul unei națiuni ...*, p.99.

<sup>1388</sup> DOMOKOS, Géza, op.cit., p.43.



Les partis de la Hongrie ont également pris contact très vite avec l'ADHR. Les représentants du Forum Démocratique Hongrois<sup>1389</sup> et de l'Alliance des Démocrates Libéraux<sup>1390</sup> ont été présents le 7 janvier 1990 à Cluj-Napoca, lors de la première rencontre nationale de l'Alliance.<sup>1391</sup> Après les premières prises de contact entre l'Alliance et les partis hongrois de nombreuses rencontres se poursuivent, par exemple: la visite officielle de l'ADHR à Budapest en novembre 1991, quand les représentants de l'Alliance ont été reçus tant par le Premier ministre hongrois que par les partis parlementaires hongrois.

Les relations entre le gouvernement hongrois et les minorités hongroises ont reçu un cadre formel également. Le 1 juin 1992 le gouvernement hongrois a créé<sup>1392</sup> l'Office des Hongrois en dehors des frontières<sup>1393</sup>. Cet Office a été subordonné au gouvernement et son budget figure dans le budget de l'État hongrois. Parmi ses devoirs nous retrouvons: le maintien des relations avec les organisations des minorités hongroises, la coordination des actions gouvernementales relatives aux Hongrois au-delà des frontières de la Hongrie, le maintien des contacts avec les organes responsables des minorités (des pays concernés).<sup>1394</sup>

Entre 1992–1996, les relations entre l'ADHR et les partis politiques de la Hongrie ont été marquées par deux développements. Premièrement, les négociations et la signature du traité entre la Hongrie et la Roumanie que nous avons analysées précédemment. Deuxièmement, il s'agit des premiers sommets hongrois-hongrois.

Le premier sommet a eu lieu le 4–5 juillet 1996. Au sommet ont été présents les représentants: de la chancellerie du Premier ministre, du ministère des affaires étrangères, de l'office des Hongrois au-delà des frontières, les partis parlementaires hongrois, les organisations et les partis des minorités hongroises de Roumanie, de Slovaquie, de Slovénie, de l'Ukraine, de Croatie, de Serbie. Les participants ont adopté une déclaration commune qui traite d'abord le fait que tous les Hongrois,

<sup>1389</sup> Le parti a été représenté par Antall József, qui est devenu le premier premier-ministre hongrois après 1989.

<sup>1390</sup> Leur représentant a été le philosophe originaire de Cluj-Napoca (qui vivait depuis 1978 en Hongrie) Tamás Gáspár Miklós.

<sup>1391</sup> Selon les mémoires de Domokos on ne leur a pas permis d'entrer aux séances. En conséquence, les discussions avec les politiciens de la Hongrie ont eu lieu après le forum national. La justification de Domokos était double. D'une part, c'était la première rencontre de l'Alliance et les différentes personnes ne se connaissaient pas encore. D'autre part, « pour que personne ne dise qu'autour du berceau de l'ADHR des politiciens hongrois ont eu le rôle des sages-femmes ». DOMOKOS, Géza, *op.cit.*, p.113.

<sup>1392</sup> La décision gouvernementale 90/1992.

<sup>1393</sup> Jusqu'à cette date il existait dans le cadre de l'office du premier ministre un secrétariat pour les Hongrois vivant au-delà des frontières. Notons, qu'il a été supprimé en 2006 (notre période d'analyse est 1990–2004).

<sup>1394</sup> La décision gouvernementale et la présentation de l'Office qui se retrouvent sur [www.htmh.hu](http://www.htmh.hu) visité la dernière fois décembre 2005.

indépendamment du lieu où ils habitent, font partie de la nation hongroise.<sup>1395</sup> Ensuite, on parle de la nécessité d'avoir un consensus entre les partis hongrois, le gouvernement hongrois et les organisations et les partis des minorités hongroises pour « pouvoir représenter d'une manière plus efficace les intérêts de la nation hongroise dans les relations bilatérales ». <sup>1396</sup> Enfin, le point le plus important de la déclaration a été la question de l'autonomie. Selon la déclaration, la solution « pour la préservation de l'identité hongroise, pour sa survie et son développement comme communauté et sa persistance sur sa terre natale est la création de l'autonomie en concordance avec les exemples européens et l'esprit des normes internationales ». <sup>1397</sup>

Le deuxième sommet hongroiso-hongrois a eu lieu le 3 septembre, mais le gouvernement hongrois n'y a pas participé. L'absence du gouvernement a été due au fait qu'il a annoncé la signature prochaine du traité entre la Hongrie et la Roumanie, signature que l'Alliance et les partis de l'opposition hongroise ont critiquée. <sup>1398</sup> Il faut mentionner que pendant cette période (1992–1996) les rencontres bilatérales entre l'Alliance et les partis hongrois ont continué. <sup>1399</sup>

En ce qui concerne la période 1996–2000, nous trouvons le commencement des deux processus dans les relations « hongroiso-hongroises ».

Le premier a été la création de la Conférence permanente hongroise en 1999. En mai 1998 il y a eu des élections législatives en Hongrie qui ont été gagnées par le FIDESZ et Orbán Viktor est devenu le Premier ministre de la coalition gouvernementale. En février 1999 a eu lieu une conférence à Budapest organisée par l'Office des Hongrois d'au-delà des frontières ayant comme titre « La Hongrie et les Hongrois d'au-delà des frontières 1999 ». <sup>1400</sup> Les huit organisations des minorités hongroises, le gouvernement et les partis hongrois ont adopté une déclaration qui retrace les liens entre les organisations des minorités hongroises et les partis et le gouvernement hongrois.

D'une part, la déclaration répète, l'idée déjà mentionnée selon laquelle « les Hongrois sont les citoyens des différents pays, mais à cause de leur langue maternelle,

<sup>1395</sup> Les formulations sont les suivantes: « En partant du fait que les Hongrois du monde appartiennent à la nation hongroise. En ayant à l'esprit les intérêts de la Hongrie et des communautés hongroises d'au-delà des frontières, c'est-à-dire les intérêts de la nation hongroise ». Le texte de la déclaration. CD RMDSZ.

<sup>1396</sup> Ibidem.

<sup>1397</sup> Ibidem.

<sup>1398</sup> Voir plus haut.

<sup>1399</sup> Pour les symboles entourant les relations hongroiso-hongrois il faut rappeler la mort du premier ministre Antall József. L'oraison funèbre au nom des Hongrois du monde a été tenue par l'écrivain Sütő András (ce qui a été blessé lors des événements de Târgu-Mureș), dans le cimetière, le président d'honneur de l'Alliance Tőkés László a parlé aussi, et le président et le président exécutif de l'Alliance ont été aussi présents aux funérailles du premier ministre hongrois.

<sup>1400</sup> Magyarország és a határon túli magyarság – 1999, *Szabadság*, 22 février 1999, p.1.

de leur culture, de leur histoire et de la conscience de l'appartenance ils font partie de la nation hongroise ».<sup>1401</sup> D'autre part, la déclaration annonce la création de la Conférence permanente hongroise, qui est en fait un sommet hongroiso-hongrois institutionnalisé. Selon la déclaration, de cette Conférence font partie les organisations des Hongrois qui sont représentées dans leurs parlements nationaux ou régionaux, les partis politiques hongrois, le gouvernement hongrois et les représentants des Hongrois de l'Occident.<sup>1402</sup>

Le deuxième processus qui a commencé pendant cette période a été le financement (à partir de l'année 2000) par le gouvernement hongrois d'une université privée hongroise en Roumanie.<sup>1403</sup>

Il faut mentionner que durant l'intervalle 1996–2000, les rencontres entre l'Alliance et les partis et le gouvernement hongrois se sont poursuivies.<sup>1404</sup>

Dans l'intervalle 2000–2004, à part la loi « du statut », les relations « hongroiso-hongrois » ont été marquées par le référendum tenu le 5 décembre 2004 en Hongrie sur la question d'accorder la citoyenneté aux minorités hongroises. Au référendum il y a eu deux questions, la première concernant la privatisation des hôpitaux<sup>1405</sup>, la deuxième étant celle à laquelle nous nous intéressons: « voulez-vous que le Parlement rédige une loi sur le fait que les personnes qui disent appartenir à la nationalité hongroise et qui ne vivent pas en Hongrie, qui prouvent leur identité avec la légitimation de Hongrois ou par autres moyens définis dans la loi, que ces person-

<sup>1401</sup> Le texte de la déclaration se trouve dans la revue *Magyar Kisebbség*, 1999/1, p.148.

<sup>1402</sup> Ibidem. La deuxième rencontre de la Conférence permanente hongroise a eu lieu en novembre 1999. Entre février et novembre ont eu lieu plusieurs consultations entre les parties concernées et le gouvernement hongrois concernant la Conférence. La décision 1079/1999 du gouvernement hongrois a créé les commissions suivantes de la Conférence: éducation, culture, économie, santé et problèmes sociaux, citoyenneté et administration publique locale, intégration européenne. La décision 26/1999 du Parlement a demandé au gouvernement d'assurer les conditions pour le fonctionnement de la Conférence, d'établir ses devoirs et « qu'au moins une fois par an le gouvernement rende compte au Parlement de l'exécution des tâches politiques concernant les Hongrois d'au-delà des frontières de la Hongrie, y comprise la réalisation des recommandations de la Conférence permanente hongroise » (La décision 26/1999 du Parlement hongrois qui se retrouve sur le site web du Parlement [www.parlament.hu](http://www.parlament.hu)). La session du novembre de la Conférence permanente hongroise a adopté aussi une déclaration qui énumère les points sur lesquels les participants se sont mis d'accord. Entre autres, on peut rappeler: « que le gouvernement analyse les possibilités de réglementation en Hongrie du statut des Hongrois qui vivent au-delà des frontières de la Hongrie » (Le texte de la déclaration. CD RMDSZ ), la création du cadre pour le développement des eurrégions.

<sup>1403</sup> Voir le chapitre sur la question de l'enseignement en langue hongroise.

<sup>1404</sup> On a vu des rencontres inédits aussi, quand par exemple l'adjoint du premier ministre slovaque et le ministre des minorités roumaines se sont rencontrés, les deux étant les représentants des minorités hongroises de leur pays.

<sup>1405</sup> La question a été « Êtes-vous d'accord que les institutions publiques de santé, les hôpitaux restent dans la propriété de l'État, des administrations publiques locales, et que pour cela le Parlement anéantisse les lois qui lui sont contraires ? ».

nes puissent recevoir, sur leur demande, grâce à une processus de naturalisation avantageux la citoyenneté hongroise »<sup>1406</sup>.

Le référendum n'a été valide pour aucune des questions. Pour la question sur la citoyenneté, les résultats ont été les suivants: le taux de participation a été de 37,49%, le vote pour le oui a été 51,57%.<sup>1407</sup> Notons que la question sur la citoyenneté<sup>1408</sup>, sur la possibilité d'accorder la citoyenneté hongroise à des personnes appartenant aux minorités hongroises n'est pas nouvelle.

L'une des premières occasions où la question de la citoyenneté pour les minorités hongroises a été mise en avant était en 1996. À cette date, la Fédération mondiale des Hongrois<sup>1409</sup> a recommandé l'expansion de la citoyenneté hongroise.<sup>1410</sup> En 2000 la Fédération a, d'une part, envoyé son projet de loi concernant la citoyenneté à plusieurs personnalités de la Hongrie.<sup>1411</sup> D'autre part, la société de la Fédération de Transylvanie a commencé une campagne de ramassage de signatures pour « la citoyenneté externe ».

Dans le contexte de la rédaction de la « loi du statut » et des élections en Roumanie, le Conseil opératif de l'Alliance a adopté une déclaration qui demandait à ses organisations territoriales « de ramasser, dans les lieux où il y a une demande pour cela, des signatures de soutien de la création de la citoyenneté externe ».<sup>1412</sup>

Le communiqué demandait aussi que les deux questions – la loi sur les Hongrois vivant dans les pays voisins et la citoyenneté externe – « ne soient pas opposées »<sup>1413</sup>, et que la loi du statut soit adoptée le plus vite possible. En 2003, des signatures ont été ramassées parmi les Hongrois de Serbie aussi.

<sup>1406</sup> Plusieurs centres de recherches (l'Institut des recherches sur les minorités ethniques et national de l'Académie des sciences hongroise, l'Institut Teleki László, la chaire de droit international de l'Université Corvinus) ont construit une page web avec les informations liées à la question de la double citoyenneté et du référendum, page qu'on a visitée pour la dernière fois le 9 novembre 2005. <http://www.kettosallampolgarsag.mtaki.hu>.

<sup>1407</sup> Pour que le référendum soit valable, au moins 25% des personnes ayant le droit de voter devaient répondre de la même manière.

<sup>1408</sup> Les modalités d'accorder cette citoyenneté, les formes de cette citoyenneté sont très diverses, par exemple: la possibilité de recevoir la citoyenneté hongroise grâce à un processus plus facile, une sorte de citoyenneté étrangère qui permettrait que les liens entre les différentes minorités nationales et la Hongrie ne soient pas interrompus à cause des frontières de Schengen.

<sup>1409</sup> Selon la page web de la Fédération, son but central est « la création de l'unité de la nation hongroise et sa préservation par le principe de l'autodétermination ». Elle est enregistrée en Hongrie; il s'agit une organisation non-gouvernementale. <http://www.mvsz.hu>.

<sup>1410</sup> Voir la chronologie de « la double citoyenneté » rédigée par Bakk Miklós qui se trouve sur la page web <http://www.kettosallampolgarsag.mtaki.hu/> visitée pour la dernière fois le 9 novembre 2005.

<sup>1411</sup> Le président de la République, le président du Parlement.

<sup>1412</sup> *RMDSZ Tájékoztató*, 2000/1812, du 27 septembre 2000.

<sup>1413</sup> Ibidem.

En août 2003, les deux organisations rivales de l'Alliance<sup>1414</sup>, le Conseil national des Hongrois de Transylvanie et le groupe d'initiative du Conseil national des Sicules, ont demandé la citoyenneté hongroise pour les personnes appartenant aux minorités hongroises.<sup>1415</sup>

La Cour constitutionnelle hongroise a accepté en mars 2004 la formulation de la question posée par la Fédération mondiale des Hongrois qui a ramassé les signatures nécessaires pour tenir un référendum.

Il faut signaler les opinions divergentes des partis politiques hongrois sur cette question, qui ne s'articulent pas de la même façon comme celles sur la question de la « loi sur les Hongrois vivant dans les pays voisins ». Rappelons que, tandis que dans la période de la création « de la loi du statut » les socialistes et les libéraux ont été en opposition, en 2004 ils formaient le gouvernement. Les deux partis qui ont demandé que les gens votent non pour les deux questions ont été le Parti socialiste hongrois et l'Alliance des démocrates libéraux. Par contre le FIDESZ-MPP a fait campagne pour « deux oui », tandis que le Forum démocrate hongrois a demandé à ses sympathisants de voter oui pour la citoyenneté et non pour l'arrêt de la privatisation des hôpitaux.

En ce qui concerne les organisations, les dirigeants des églises des minorités hongroises ont été en faveur d'un vote positif en ce qui concerne la question sur la citoyenneté au référendum hongrois. L'Alliance a demandé aux citoyens hongrois de voter oui à la question concernant la citoyenneté.<sup>1416</sup>

Durant l'intervalle 2000–2004, on doit remarquer deux autres aspects des relations « hongroiso-hongroises ». D'une part, les rencontres entre les partis politiques hongrois et l'Alliance ainsi que les rencontres entre l'ADHR et les autres organisations et partis des minorités hongroises ont continué pendant cet intervalle aussi. Il faut ajouter également que la Conférence permanente hongroise s'est réunie tous les ans.

D'autre part, l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie a signé entre 2000–2004 deux accords de coopération avec deux ministères du gouvernement hongrois. Le premier a été signé le 9 mai 2003 entre le ministère de l'informatique et de la communication de la Hongrie et l'Alliance. Parmi les quatorze points de l'accord, nous signalons le suivant: le ministère « créera une base de données digitale cultu-

<sup>1414</sup> Voir le chapitre sur les oppositions dans l'Alliance.

<sup>1415</sup> Voir la chronologie sur <http://www.kettosallampolgarsag.mtaki.hu> ou le journal *Krónika* de 15 août 2003.

<sup>1416</sup> Pendant la campagne électorale roumaine, l'ADHR a fait la déclaration suivante: « l'Alliance demande aux citoyens hongrois qu'ils votent oui en ce qui concerne la question de la double citoyenneté » au référendum du 5 décembre. On retrouve le texte de la déclaration entre autres au <http://www.kettosallampolgarsag.mtaki.hu/> visité pour la dernière fois le 9 novembre 2005.

relle et scientifique qui sera mise à la disposition des Hongrois vivant au-delà des frontières de la Hongrie » et l'Alliance aidera à remplir cette base des données.<sup>1417</sup> Le deuxième accord a été signé le 30 août 2003 entre le ministère de l'économie et des transports hongrois et l'ADHR.<sup>1418</sup>

## 7.5. Conclusions provisoires

Dans notre chapitre précédent nous avons analysées l'émergence de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie. Tandis que dans le présent chapitre nous avons procédé à l'analyse du contexte politique, plus précisément à l'étude des relations entre l'Alliance et les trois acteurs majeurs qui ont défini ce contexte. Nous avons identifié les trois groupes d'acteurs comme suit: le gouvernement et les partis politiques roumains, les organisations internationales (le facteur externe), le gouvernement et les partis hongrois. Dans ce sous-chapitre nous formulons des conclusions provisoires sur les sujets conflictuels entre l'Alliance et les différents acteurs. Nous pensons aussi pouvoir répondre à la question: est-ce que l'Alliance est un parti ?

En analysant la dynamique des relations entre l'Alliance et les partis roumains, entre l'Alliance et les partis hongrois, entre l'Alliance et les partis de la minorité hongroise dans l'intervalle de 1990–1996, il nous semble qu'un sujet central resurgit sur lequel les acteurs hongrois<sup>1419</sup> et les acteurs roumains ne sont pas d'accord. Ce sujet semble être: la relation entre la nation et l'État. Pour les acteurs hongrois la nation hongroise et l'État hongrois ne coïncident pas, les membres de la nation hongroise vivant dans des États différents. Par conséquent, les Hongrois qui vivent en Roumanie font partie de la nation hongroise, mais ils sont des citoyens roumains. Ce qui fait que pour eux, l'État roumain est un État multinational et cela devrait se refléter dans la Constitution.

Par contre, pour les acteurs roumains le caractère national de l'État, le fait que « la Roumanie est un État national, souverain et indépendant, unitaire et indivisible »<sup>1420</sup>

<sup>1417</sup> Texte de l'accord. Un autre exemple de cet accord: le ministère informe l'Alliance sur ses actions concernant les Hongrois de Roumanie, tandis que l'ADHR transmet ses propositions au ministère, au moment de la planification des systèmes des compétitions, le ministère tient compte selon les possibilités des intérêts des Hongrois de Roumanie.

<sup>1418</sup> Les points concernant l'information et le système de compétition de l'accord précédent y apparaissent, eux aussi. Il y a eu des points plus spécifiques comme la facilitation des investissements réciproques ou « la préparation des experts hongrois de Roumanie au systèmes des concours de la Hongrie ». Le texte de l'accord.

<sup>1419</sup> En incluant ici les partis politiques hongrois, les gouvernements hongrois, l'Alliance, les partis des minorités hongroises.

<sup>1420</sup> L'article premier de la Constitution roumaine. La Constitution en vigueur se trouve sur la page web de la Chambre des députés [www.cdep.ro](http://www.cdep.ro).

ne peut pas être questionné ou modifié. En même temps, ils reconnaissent l'existence de la minorité hongroise et le fait que les membres de cette minorité ont le droit « de préserver, de développer et d'exprimer leur identité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse ». <sup>1421</sup>

Il faut y ajouter qu'il n'y a pas de consensus entre les différents acteurs en ce qui concerne les modalités de la préservation de cette identité et la Constitution y ajoute une nouvelle ambiguïté en stipulant que « les mesures de protection prises par l'État pour la préservation, le développement et l'expression de l'identité des personnes appartenant aux minorités nationales doivent être conformes avec le principe de l'égalité et de la non-discrimination envers les autres citoyens roumains ». <sup>1422</sup>

Nous avons recensé dans ce chapitre plusieurs événements et processus dans lesquels les positions de l'Alliance et des partis politiques roumains divergeaient entre 1990–2004. Ces événements ont été: la rédaction de la Constitution roumaine, les questions liées à l'enseignement en langue hongroise, le mémorandum de l'ADHR pour le Conseil de l'Europe, le traité bilatéral entre la Roumanie et la Hongrie, le Conseil des minorités, l'autonomie, le traité bilatérale hongroiso-roumain, la loi sur les Hongrois vivant dans les pays voisins. L'analyse de ces sujets nous montre, d'une part, que l'attitude et le discours des partis politiques roumains changeaient en fonction de leur présence au gouvernement ou dans l'opposition <sup>1423</sup>, sauf pour la question de l'autonomie <sup>1424</sup> et celle de l'université d'État hongroise. D'autre part, nous avons pu constater la tension qui existe entre la conception « d'État national roumain » des partis politiques roumains et la conception « des Hongrois de Roumanie, partie de la nation hongroise, citoyens roumains » de l'Alliance.

Nous avons également suivi le processus par lequel pour les partis politiques roumains il est devenu acceptable d'associer l'Alliance au gouvernement. Durant ce processus l'ADHR a été intégré dans le cadre politique de l'État roumain qui s'est construit sur la conception « d'État national roumain » <sup>1425</sup>, l'État national « ayant un contenu ethnique et il est vu comme une dimension englobante de l'État » <sup>1426</sup>.

Pendant ce processus l'Alliance a influencé le cadre dans lequel elle a été intégrée, mais elle a été influencée elle aussi par ce cadre. Ce processus d'intégration dans le système des partis roumains semble aller de pair avec un processus d'acceptation de l'idée que des Hongrois peuvent avoir un rôle dans le gouvernement de Roumanie.

<sup>1421</sup> L'article six de la Constitution roumaine. [www.cdep.ro](http://www.cdep.ro).

<sup>1422</sup> Ibidem.

<sup>1423</sup> Voir les lois qui ont été initiées dans l'intervalle 1996–2000, critiqué par le PSD et qui ont été adoptées après 2000.

<sup>1424</sup> Voir le processus d'adoption de la loi sur les minorités sous le gouvernement formé par les libéraux, les démocrates, les conservateurs et l'Alliance (2000-).

<sup>1425</sup> L'article premier de la Constitution.

<sup>1426</sup> PREDA, Cristian, *Partide și alegeri în România postcomunistă 1989–2004...*, p.78.

La période 2000–2004 peut être vue comme l'intervalle qui a démontré que l'Alliance peut entrer dans n'importe quelle coalition (sauf avec les partis d'extrême droite). Cela a été un processus double, d'une part les partis roumains ont accepté un partenaire représentant la minorité hongroise.

D'autre part, l'Alliance a accepté d'entrer et de jouer un rôle de plus en plus visible dans les différents gouvernements roumains.<sup>1427</sup> Ce processus soutient l'existence des étapes différentes dans la réaction de l'État face à l'émergence des partis et aux mouvements ethniques.<sup>1428</sup> Nos analyses appuient l'interprétation de Lieven de Winter qui voit l'inclusion des partis ethnorégionalistes dans le gouvernement comme la solution la moins coûteuse pour les autres partis gouvernementaux. La cooptation de l'Alliance a également amélioré l'image du gouvernement.

Nous avons également vu qu'il y a eu des questions dans lesquelles les organisations internationales ont joué un rôle important. Nous avons pu constater que l'Alliance a essayé d'utiliser l'acceptation de la Roumanie comme membre du Conseil de l'Europe pour la satisfaction de ces revendications, pour l'internationalisation de la question de la minorité hongroise de Roumanie. Dans le cas du traité bilatéral ce sont les acteurs internationaux qui ont voulu, comme une mesure de prévention des possibles conflits ethniques, influencer les États concernés. Et, par conséquent, ils ont également influencé l'activité de l'Alliance. Quant à la loi du statut, les deux gouvernements celui hongrois et celui roumain également ont voulu à un moment de ce processus légitimer leurs actions par le biais des organisations internationales.

Notons que sur la scène internationale il n'y a pas un consensus concernant le traitement des minorités. Cette ambiguïté au niveau international est bien montrée par la résolution 1335/2003 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui constate: « Par ailleurs, il existe le sentiment que, dans ces pays voisins, la définition du concept de « nation » qui est employé dans le préambule de la loi pourrait, dans certaines circonstances, être interprétée – bien que cette interprétation soit incorrecte – comme une non-acceptation des frontières des États qui partagent les membres de la « nation », nonobstant le fait que la Hongrie ait ratifié plusieurs instruments bilatéraux et multilatéraux reconnaissant le principe du respect de l'intégrité territoriale des États, et notamment les traités fondamentaux entrés en vigueur entre la Hongrie, la Roumanie et la Slovaquie. L'Assemblée constate que

<sup>1427</sup> Le gouvernement formé après les élections de 2004 soutient cette affirmation. L'Alliance a plus de représentants dans le gouvernement roumain que dans l'intervalle de 1996–2000. Elle a quatre ministres parmi lesquels ceux de l'informatique et de la communication, du développement territorial, du commerce, elle a aussi neuf secrétaires d'État parmi lesquels ceux du ministère de l'intégration européenne, des finances, de la santé, des affaires étrangères.

<sup>1428</sup> Voir dans notre chapitre théorique les écrits de Milton Esman.



jusqu'ici il n'y a pas de définition juridique commune européenne du concept de « nation ». ».<sup>1429</sup>

En ce qui concerne les relations entre l'Alliance d'une part et le gouvernement et les partis hongrois de l'autre, nous avons constaté qu'elles se sont très vite établies et formalisées. Ces relations n'ont pas été sans problème<sup>1430</sup>, mais au niveau des discours<sup>1431</sup>, les partis de la Hongrie soutenaient les choix faits par l'Alliance et ses revendications aussi. L'espace de manœuvre de l'Alliance a été défini dans cette direction par les relations entre les partis hongrois<sup>1432</sup>, le contexte externe et les relations interpersonnelles entre les différents membres de l'Alliance et des partis hongrois. De même, des contacts se sont établis entre l'Alliance et les autres organisations et les partis des minorités hongroises. Ces partis et organisations des minorités ont pu représenter ponctuellement des points de vue communs dans les questions de l'enseignement en langue hongroise, l'autonomie comme moyen de préservation de l'identité nationale, les traités bilatéraux.

Nous avons observé que le système des relations formalisées entre les partis, les organisations des minorités hongroises et les partis et le gouvernement hongrois a fonctionné; plusieurs réunions ont eu lieu. De plus, l'Alliance a signé deux accords avec des ministères hongrois qui peuvent être considérés une nouveauté. Nous pouvons ajouter à cela l'accord conclu entre l'Alliance des agriculteurs hongrois<sup>1433</sup> et le ministère du développement rural hongrois.

Soulignons toutefois que même s'il y a un consensus parmi les partis hongrois de considérer les minorités hongroises comme partie de la nation hongroise, il y a des différences dans la manière de traiter les questions liées à celles-ci.

### **7.5.1. L'Alliance le parti de la minorité hongroise de Roumanie?**

Dans le chapitre précédent, nous avons étudié l'émergence de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie. Nous avons noté qu'elle a été enregistrée comme organisation non-gouvernementale et non comme un parti.<sup>1434</sup> En étudiant les résultats électoraux de l'Alliance nous avons pu constater que du point de vue des lois

<sup>1429</sup> On retrouve la résolution 1335/2003 de l'Assemblée du conseil de l'Europe sur le serveur web de l'Assemblée <http://assembly.coe.int> visité le 11 septembre 2005.

<sup>1430</sup> Voir les négociations du traité entre la Hongrie et la Roumanie.

<sup>1431</sup> Même si au niveau des faits il n'est pas tout le temps valable, voir les négociations du traité entre la Hongrie et la Roumanie.

<sup>1432</sup> Le parti qui était en opposition pouvait utiliser la question des minorités hongroises contre le gouvernement hongrois.

<sup>1433</sup> Véritable organisation non-gouvernementale hongroise de Roumanie, qui n'a jamais joué ou voulu jouer un rôle politique.

<sup>1434</sup> Pendant l'intervalle 1990–2004, la question d'enregistrer l'Alliance comme un parti ne s'est pas posée.

électorale l'ADHR est assimilé à un parti. Dans ce chapitre nous avons analysé la place occupée par l'Alliance dans le système politique roumain.

Rappelons que l'Alliance a été membre de la coalition gouvernementale entre 1996–2000, tandis qu'entre 2000–2004 elle a eu des accords de coopération parlementaire avec le parti gouvernemental.<sup>1435</sup> Rappelons aussi que l'Alliance refuse de se nommer, de se labelliser comme parti. Tout cela nous ramène à la question si l'Alliance peut être considérée le parti de la minorité hongroise de Roumanie. Pour que nous puissions répondre à cette question, nous devons définir ce que nous comprenons par un parti politique.

Alan Ware nous attire l'attention qu'en ce qui concerne la définition des partis politiques « le problème est d'identifier précisément les frontières entre les partis et les autres institutions sociales et politiques. Pour chaque définition des partis produite par les politistes il est possible de trouver quelques institutions qui sont reconnues comme partis, mais qui ne se conforment pas à la définition d'une manière significative ». <sup>1436</sup> De Weber, Duverger, Lavau et Neumann, en passant par les écrits de LaPalombara et Weiner, Kirchheimer, Charlot, Blondel, Panebianco, Katz, Mair, Sartori, les politologues ont donné différentes définitions des partis politiques. Jean-Michel De Waele souligne « qu'une définition rendant compte de tout les aspects et de tous les angles des partis politiques serait quasiment impossible à établir ». <sup>1437</sup>

Le politiste Daniel-Louis Seiler propose une définition des partis politiques que nous suivrons dans notre analyse de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie. Cette définition réunit les éléments classiques des définitions à la notion du conflit et celle du projet politique. <sup>1438</sup>

Seiler définit les partis « comme étant des organisations visant à mobiliser des individus dans une action collective menée contre d'autres, pareillement mobilisée, afin d'accéder seule ou en coalition, à l'exercice des fonctions de gouvernement.

Cette action collective et cette prétention à conduire la marche des affaires publiques sont justifiées par une conception particulière de l'intérêt général. ». <sup>1439</sup> Seiler différencie trois logiques dans cette définition. D'abord, une logique du projet, « la volonté de pouvoir au nom d'une conception particulière de l'intérêt général ». <sup>1440</sup> Ensuite, la logique de l'organisation, « l'association volontaire d'un groupe d'hommes qui choisissent de s'organiser afin de se doter des moyens rationnels visant à réaliser

<sup>1435</sup> De plus, notons que l'Alliance fait partie de la coalition gouvernementale suivant les élections législatives de 2004.

<sup>1436</sup> WARE, Alan, *Political Parties and Party Systems*, Oxford University Press, 1996, p.2.

<sup>1437</sup> WAELE, Jean-Michel De, *L'émergence des partis politiques en Europe Centrale*, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1999, p.9.

<sup>1438</sup> WAELE, Jean-Michel De, op.cit., p.11.

<sup>1439</sup> SEILER, Daniel L., *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1993, p.22.

<sup>1440</sup> Ibidem.

la mobilisation du plus grand nombre possible en vue de l'accès concret au pouvoir ».<sup>1441</sup> Enfin, la logique de mobilisation, « des hommes et des femmes, la masse de manœuvre que le parti s'est assigné ».<sup>1442</sup>

En tenant compte de la définition des partis politiques donnée par Seiler, nous pouvons résumer en trois points notre opinion, à ce stade des recherches, sur l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie<sup>1443</sup>. Notons que dans le cas de la logique du projet, ainsi que dans celui de l'organisation, le facteur du temps est important. D'abord, en ce qui concerne la logique du projet, nous allons voir dans le chapitre suivant que l'Alliance a une conception particulière de l'intérêt général.<sup>1444</sup>

Par contre, il nous semble que la volonté d'accéder au pouvoir se développe graduellement, parallèlement avec l'acceptation par les partis roumains de l'Alliance comme partenaire de coalition.

Ensuite, en ce qui concerne la logique de l'organisation nous pensons qu'initialement, la construction de l'Alliance ne visait pas exclusivement l'accès au pouvoir. Il nous semble, qu'il y a eu une volonté d'organiser la communauté hongroise.<sup>1445</sup> Nous pouvons observer un lent changement entre les deux facettes de l'Alliance<sup>1446</sup> qui va de pair avec les changements aperçus dans la logique du projet. Enfin, en ce qui concerne la logique de la mobilisation, les cinq participations aux élections parlementaires et locales démontrent que l'Alliance est dotée d'une logique de mobilisation.

Par conséquent, il nous semble qu'en dépit de son enregistrement comme organisation non-gouvernementale et du refus de se définir comme un parti, du point de vue de la science politique nous pouvons considérer l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie comme un parti politique.<sup>1447</sup>

---

<sup>1441</sup> Ibidem.

<sup>1442</sup> Ibidem. P.23.

<sup>1443</sup> Dans les différents chapitres de notre dissertation nous reviendrons sur ces trois éléments.

<sup>1444</sup> Nous allons nuancer ces affirmations après avoir analysé les changements programmatiques de l'Alliance.

<sup>1445</sup> Voir notre sous-chapitre sur la définition de soi de l'Alliance et le chapitre sur les changements structuraux de l'Alliance.

<sup>1446</sup> La volonté d'organisation de la communauté et l'organisation de la communauté pour l'accès au pouvoir.

<sup>1447</sup> Nous reviendrons dans nos conclusions sur les deux facettes de l'Alliance.

## CHAPITRE 8

### Les changements dans les programmes de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie

#### 8.1. Introduction

Nous avons vu dans notre chapitre théorique que les politologues sont d'accord pour affirmer que le but central des partis ethnorégionalistes est la réorganisation du pouvoir dans le pays. Le degré d'autonomie que ces partis demandent ou la radicalité de leur projet diffère selon les partis ainsi que selon le contexte politique. Pour les politologues spécialistes des études des partis ethniques<sup>1448</sup> le but central des ces partis est la soutenance des intérêts de la communauté ethnique qu'ils représentent. Ils mentionnent également l'importance du statut de la langue minoritaire. Compte tenu de la centralité de la question de l'autonomie chez les partis ethnorégionalistes, nous vérifions sa place dans les programmes de l'Alliance. Selon notre quatrième hypothèse, les programmes de l'ADHR mettent en valeur plusieurs questions importantes pour la minorité hongroise, dont l'autonomie est seulement une.<sup>1449</sup>

En ce qui nous concerne, nous pensons que les programmes de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie essaient d'une part de délimiter l'électorat possible par la construction de la communauté hongroise de Roumanie. D'autre part, ces programmes reflètent l'image – où plutôt une image supposée consensuelle – que l'élite politique membre de l'Alliance se fait de la société roumaine en général.

Par conséquent, dans ce chapitre nous analysons les changements produits dans les programmes<sup>1450</sup> de l'ADHR entre 1900–2004. D'abord, nous étudions les changements dans les structures des programmes. Ensuite, nous analysons les changements

---

<sup>1448</sup> Comme Donald Horowitz ou Kanchan Chandra.

<sup>1449</sup> Dans notre quatrième hypothèse, compte tenu de la centralité de la question de l'autonomie chez les partis ethnorégionalistes/autonomistes, nous voulions vérifier sa place dans les programmes de l'Alliance. Deux hypothèses auxiliaires s'ouvraient. (4.1) La visibilité de la demande de l'autonomie est fortement influencée par la place occupée par l'Alliance dans le système politique roumain. (4.2) L'Alliance met en valeur plusieurs questions importantes pour la minorité hongroise, dont l'autonomie est seulement une. Pour la vérification de l'hypothèse (4.1) nous avons besoin du chapitre sur les oppositions internes de l'Alliance aussi.

<sup>1450</sup> Nous précisons qu'il s'agit des programmes de l'Alliance adoptés lors de sept congrès: 1991 le congrès d'Oradea, 1991 le congrès s'est tenu à Târgu-Mureș; 1993 le congrès de Brașov, 1995 le congrès s'est tenu à Cluj-Napoca, 1997 le congrès de Târgu-Mureș; 1999 le congrès s'est tenu à Miercurea-Ciuc, 2003 le congrès de Satu-Mare.

parvenus dans cinq thèmes choisis. En raison du nombre et de l'ampleur des programmes et des contraintes d'une thèse, nous avons choisi quelques sujets et nous avons vérifié si des changements se sont produits dans le traitement de celles-ci. En tenant compte du fait que nous étudions l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie, une organisation qui s'adresse principalement à la minorité hongroise, il nous semble important de regarder des aspects que nous pouvons considérer comme spécifiques pour la communauté hongroise de Roumanie. Nous avons ainsi choisi cinq sujets. Le premier aspect concerne la définition, l'appréhension même de la nature de l'Alliance. Le deuxième aspect concerne la perception de l'ADHR sur les relations entre les Hongrois de Roumanie et la majorité roumaine. Le troisième aspect se focalise sur la question de l'autonomie. En lien direct avec le précédent point, le quatrième aspect concerne les intérêts régionaux de l'ADHR. Pour finir, le cinquième aspect concerne la perception du passé de l'Alliance.

## 8.2. La structure des programmes

Par « la structure des programmes » nous comprenons l'ordre dans lequel les chapitres des programmes s'ensuivent. La structure des programmes de l'Alliance nous montre aussi l'agenda politique que se fixe l'ADHR. En comparant la structure des sept programmes des congrès de l'Alliance nous concluons<sup>1451</sup>:

- À part le premier programme, celui adopté au congrès de 1990<sup>1452</sup> les autres ont en gros la même structure.
- Les programmes de 1991 et 1993 ont une structure identique, ce qui veut dire que les sujets qu'ils traitent sont les mêmes.
- Dans le programme de 1995 on introduit un nouveau chapitre: « les administrations publiques locales » et on change le titre du chapitre « questions sociales et de santé » dans « la politique sociale et de santé », en dehors de cela la structure reste la même qu'en 1993.
- Le programme adopté en 1997 introduit deux nouveaux chapitres dans la structure de celui de 1995: la politique économique et l'intégration européenne.
- Dans le programme de 1999 nous trouvons deux nouveaux chapitres: les médias et les intérêts régionaux de l'ADHR. Par ailleurs, la structure du programme de 1999 est identique à celle du programme de 1997.
- Le programme de 2003 contient le plus de changements: on introduit deux nouveaux chapitres, celui du « sport » et celui sur « l'égalité de chances entre les

<sup>1451</sup> Voir les annexes pour le tableau qui compare la structure des programmes de l'Alliance.

<sup>1452</sup> Ecrite seulement quelques mois après la naissance de l'Alliance.

hommes et les femmes ». En plus, on change les titres de plusieurs chapitres: celui de « l'éducation et des sciences » en « éducation, science et recherche », celui de « la politique sociale et de la santé » en « politique sociale, politique de la famille et de la santé »<sup>1453</sup>, le chapitre sur « administration publique locale » change son titre en « administration publique locale et la démocratie locale », tandis que celui des « intérêts régionaux » devient « les intérêts régionaux de l'Alliance, le développement régional et spatial » et finalement le chapitre de « l'intégration européenne » change son nom en « relations extérieures et intégration européenne ».

Les comparaisons que nous avons faites entre les structures des programmes nous montrent d'une part que la structure des programmes est restée en grand la même sauf celle du programme de 1990. Les chapitres changent de noms ou de nouveaux chapitres sont introduits, mais l'ordre d'avant et l'ordre d'après les nouveaux chapitres sont restés les mêmes. Nous pouvons apercevoir qu'au moment où la problématique de l'administration locale fait son apparition (dans la structure des programmes, 1995), dans le texte du même programme dans le chapitre de principes de bases, la problématique de l'autonomie apparaît elle aussi. L'intégration européenne, un autre nouveau chapitre, est introduite après 1996 quand l'ADHR accède au pouvoir en faisant partie de la coalition gouvernementale.<sup>1454</sup>

### **8.3. Qu'est ce que c'est l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie ?**

Dans le chapitre précédent nous avons analysé la nature et l'enregistrement juridique de l'Alliance. Selon Sorina Soare, « son statut juridique représente une image symbolique d'un regroupement d'identités politiques divergentes mais d'un intérêt commun convergent. »<sup>1455</sup> Dans ce sous-chapitre nous nous intéressons à l'autodéfinition de l'Alliance et à ses transformations. Cette analyse complète notre analyse du chapitre précédent.

Tous les programmes des congrès commencent par la définition de l'ADHR. La plus courte définition nous la trouvons dans celui de 1990: « l'ADHR est l'organisation représentative et de défense des intérêts des Hongrois de Roumanie qui rassemble les diverses formes de l'autoorganisation sociale ». Les autres programmes des congrès – ceux de 1991, 1993, 1995 et 1999 – contiennent les mêmes éléments

<sup>1453</sup> La famille revient, car il était présent au niveau de titre de chapitre en 1990.

<sup>1454</sup> Notons que dès qu'un thème est intégré dans la structure d'un programme de congrès, il a apparue dans le programme électoral aussi.

<sup>1455</sup> SOARE, Sorina, op.cit., p.620.

d'autodéfinition sauf que parfois il y a des changements de langage qui me semble être importants. Pour bien comprendre de quoi nous parlons, citons la définition qui apparaît dans le programme adopté par le congrès de 1991 et nous analyserons les changements par rapport à celui-ci. Conformément au premier point du programme, « l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie est la coalition de la défense de la minorité des différentes organisations autonomes territoriales, politiques et des catégories des Hongrois de Roumanie, qui assure aux niveaux national et local la représentation communautaire de la minorité hongroise de Roumanie, rassemble et stimule les différentes formes d'autoorganisation de la société.

Du point de vue politique elle assure la liberté de plate-forme pour les différents partis et d'autres organisations membres, mais elle se délimite nettement de toutes les manifestations qui mettraient en doute ou en danger la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Roumanie. Les principes de base de la coalition de défense de la minorité sont constitués par: la lutte pour l'assurance des droits des hommes et des droits des minorités, par l'insistance de l'État de droit et de la société civile, le rejet des différentes idéologies totalitaires et extrémistes. C'est sur cette base que s'associent dans l'ADHR les différentes organisations politiques, économiques, scientifiques, professionnelles, culturelles, ecclésiastiques, de la jeunesse et d'autres qui acceptent les buts de l'Alliance. »<sup>1456</sup>

Le programme qui a été adopté en mai 1993 contient quelques changements de notions, nous pourrions dire de concepts, qui me semblent importants. Premièrement, le programme de 1993 spécifie que l'ADHR est « la communauté de la défense des intérêts » au lieu de « la coalition de la défense de la minorité » comme définissait celui de 1991. Deuxièmement, le programme de 1991 parle de « minorité hongroise de Roumanie » tandis que celui de 1993 parle « des Hongrois de Roumanie ». Troisièmement, dans le programme de 1991 l'Alliance rassemblait les différentes formes d'autoorganisation de la société, en 1993 elle les concilie. Quatrièmement, en 1991 parmi les principes de base de la coalition figurait la lutte pour les droits des minorités en 1993 on parle des droits communautaires des minorités nationales.

Le programme de 1995 et celui de 1993 diffèrent sur quelques éléments. D'une part, parmi les principes de base en 1995 on trouve « les droits collectifs des minorités nationales » au lieu des droits communautaires<sup>1457</sup>. D'autre part, le programme

<sup>1456</sup> Le programme de 1991 de l'ADHR qui se trouve sur le CD *R MDSZ 1989–1999*, de l'Alliance.

<sup>1457</sup> Nous voyons qu'il y a une oscillation entre les droits collectifs et les droits communautaires et les droits de minorités. En ce qui concerne les droits collectifs et les droits communautaires c'est seulement une question de précision de langage. En ce qui concerne le fait de demander des droits collectifs, il semble être en concordance avec les demandes d'autonomie qui apparaissent dans le programme de 1995 (voir dans le sous-chapitre suivant). Il faut mentionner que dans le dernier programme de l'ADHR, celui de 2003, les droits individuels et les droits collectifs des minorités sont également présents.

parle en 1995 des membres associés et collectifs, tandis qu'avant on parlait seulement de membres associés. Le programme adopté en 1997 introduit un nouvel élément parmi les principes de base: les valeurs chrétiennes européennes. Le même congrès a décidé que l'Alliance demande son adhésion au Parti populaire européen.<sup>1458</sup> Il y a une autre modification aussi: on parle des membres associés; de ces organisations territoriales; de ces partis et plates-formes<sup>1459</sup>. Mais le programme de 1995 n'a parlé que des membres associés et collectifs.

Dans le programme de 1999 nous ne trouvons pas de modifications sauf une phrase qui a été introduite: l'Alliance reconnaît la libre organisation des plates-formes démocratiques<sup>1460</sup>.

La définition qui est présente dans le programme de 2003 a été changée à plusieurs endroits. Au lieu de la reconnaissance de la libre organisation et de la définition des plates-formes comme nous l'avons vu en 1999, en 2003 le programme précise: « l'Alliance respecte le principe de la diversité politique.

Les plates-formes, les groupes idéologique et politique, les ateliers qui sont dans l'ADHR, par leur programme et par leurs actions expriment la diversité et les divisions de la société hongroise de Roumanie. L'acceptation et le respect du programme, du statut, de l'unité organisationnelle et fonctionnelle sont la base de la défense commune des intérêts ». Les valeurs de base de la défense des droits en 1999 ont été « les droits des hommes, les systèmes des valeurs chrétiens européens, les droits collectif des minorités nationales, les valeurs de de l'État de droit, d'économie de marchés et de la société civile ». Tandis qu'en 2003 nous trouvons « les droits de l'homme, le système des valeurs chrétiennes européennes, le droit individuel et collectif des minorités nationales, les valeurs de l'État de droit fondées sur la démocratie parlementaires et l'égalité des chances ». Au refus de toutes formes de totalitarisme qui apparaissait dans le programme de 1999, celui de 2003 ajoute « l'Alliance refuse et se soulève contre toute forme d'assimilation forcée ».

En conclusion, nous pouvons affirmer qu'il n'y a pas eu de changements majeurs dans l'autodéfinition de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie au cours des dix dernières années. Le consensus sur le fait que l'Alliance est une communauté de défense de la minorité hongroise est présent dans tout l'intervalle analysé. Les changements que nous avons décrits sont les conséquences des changements du contexte externe et de celui interne à l'Alliance. Par exemple, le fait de mentionner

<sup>1458</sup> Kronológia 1998, CD RMDSZ.

<sup>1459</sup> Ces modifications suivent les modifications faites dans le statut de l'Alliance. Voir le chapitre sur la structure de l'Alliance.

<sup>1460</sup> Mátó-Székely Zsolt, *RMDSZ, Dokumentumok* 6, 1999, p.3.



l'assimilation dans le programme de 2003 a ses origines, dans notre opinion, dans les débats qui ont suivis le recensement de 2002.<sup>1461</sup>

Les changements du programme de 2003 relatives aux plates-formes sont la conséquence des luttes internes de l'Alliance que nous analysons dans le chapitre sur la vie interne de l'ADHR.

#### **8.4. Qui sont les Hongrois de Roumanie selon les programmes de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie ?**

Nous avons vu dans notre chapitre théorique que la base électorale d'un parti ethnique est constituée par un groupe ethnique.<sup>1462</sup> Pour Chandra, « la mobilisation de la catégorie ethnique de « l'intérieur » est toujours accompagnée par l'exclusion des outsiders ethniques ».<sup>1463</sup> Nous avons vu que l'identité du groupe est importante dans le cas des partis ethnorégionalistes aussi. Par conséquent, la façon dont l'Alliance pense le groupe, les Hongrois de Roumanie, qui constituent ses électeurs, nous semble important pour la compréhension de la représentation politique de cette minorité.

Le premier programme de l'Alliance, celui d'avril 1990, contient déjà les principaux éléments qui – dans l'opinion de l'ADHR – caractérisent les Hongrois de Roumanie: appartenance étatique à la Roumanie, appartenance à la nation hongroise. De la même manière que dans le sous-chapitre précédent, nous citons les passages qui répondent à notre question présente, puis nous le comparons avec les autres programmes. Le programme adopté par le congrès de l'ADHR en mai 1991 précise: « les Hongrois de Roumanie, y compris les Ceangai, appartiennent selon les cadres étatiques à la communauté des citoyens de la Roumanie. Dans ce cadre ils se considèrent comme une communauté qui est un facteur constitutif de l'État, sujet politique indépendant et partenaire avec des droits égaux avec la population–nation-majoritaire. Selon sa langue, son ethnie, sa conscience d'identité, sa culture et ses traditions, elle est la partie organique de tous les Hongrois et en même temps elle est liée par d'anciens liens historiques et culturels avec les peuples, en premier lieu avec les Roumains et les Allemands, avec lesquels elle a vécu pendant plusieurs siècles. Elle assume le fait d'être en Roumanie, mais elle veut garder en continuation son identité nationale, ce fait doit être pris comme une donnée, non comme un pro-

<sup>1461</sup> Dans ces débats, certains sociologues ont considéré l'assimilation comme cause de la diminution du nombre des Hongrois.

<sup>1462</sup> HOROWITZ, Donald L., *Ethnic Groups in Conflict*, Berkely-Los Angeles-London, University of California Press, 1985, pp.291–292.

<sup>1463</sup> CHANDRA, Kanchan, *Why Ethnic Parties Succeed: Patronage and Ethnic Headcounts in India*, Department of Sociology UCLA, paper 8, 2003, pp.1–2.

gramme: elle se trouve dans le type de minorité ethnique qui ne veut ni émigrer ni se fondre dans la nation roumaine. Elle considère sa terre natale comme sa patrie au développement économique et culturel de laquelle elle a contribué. »<sup>1464</sup>

Le programme de 1993 contient quelques changements. Parmi ces changements nous notons l'utilisation du syntagme « communauté indigène » pour se définir<sup>1465</sup> et de la « nation roumaine » au lieu du syntagme général utilisé en 1991 « population–nation-majoritaire ».

En comparant le programme du quatrième congrès de l'ADHR, celui de 1995, à celui de 1993, nous nous rendons compte que c'est le même.<sup>1466</sup> Si nous regardons le programme de 1997 celui-là est également identique à ceux de 1995 et de 1993.

C'est seulement dans le programme adopté en 1999 à Miercurea-Ciuc que nous trouvons des changements plus importants. D'une part, on a réécrit la définition que nous avons citée plus haut en reléguant les Ceangai dans la troisième proposition, tandis que la première parle seulement des Hongrois de Roumanie. D'autre part, la définition de 1993 est complétée par les deux paragraphes suivants: « l'ADHR voit le droit à la terre natale comme un droit individuel et communautaire fondamental et elle soutient les solutions qui maintiennent, consolident et augmentent sur sa terre natale la communauté nationale hongroise. Par leur héritage historique, leur culture et leurs traditions, les Hongrois de Roumanie sont liés à la Transylvanie comme région historique et c'est pourquoi le transylvanisme est une partie organique de leur identité nationale<sup>1467</sup>. Ensemble avec les autres communautés nationales, elle est intéressée à la préservation de la Transylvanie comme une terre de cultures égales et de mêmes valeurs qui traditionnellement se complètent. À cette fin elle trouve décisives les traditions institutionnelles de la cohabitation des peuples transylvains. »<sup>1468</sup>

En comparant le programme de 2003 avec celui de 1999, nous trouvons deux changements. Premièrement, une des phrases de 1999 est complétée en 2003 disant « Ils (les Hongrois de Roumanie) veulent continuer à garder leur identité ethnique, ils ne veulent ni émigrer, ni se fondre dans la nation roumaine, c'est pourquoi ils doivent avoir un système d'auto-administration garanti par des lois ».

Deuxièmement, le programme de 2003 contient une phrase nouvelle: « l'ADHR se sent responsable devant tous les Hongrois de Roumanie, elle est convaincue que

<sup>1464</sup> Le programme de 1991 de l'ADHR qui se trouve sur le CD RMDSZ.

<sup>1465</sup> Voir la deuxième phrase de la définition citée plus haut.

<sup>1466</sup> Il y a seulement quatre changements de mots dans le texte, ou des mots ont été changés pour d'autres qui ont le même sens; par exemple « pendant des siècles », « des siècles ».

<sup>1467</sup> Dans le même programme un nouveau chapitre a apparu sur les intérêts régionaux de l'Alliance. Voir le sous-chapitre suivant.

<sup>1468</sup> RMDSZ, Dokumentumok 6, 1999.

le bien-être et la sécurité sociale de la famille est la condition de la réussite de la communauté ».

Nous avons pu observer que l'élément central de la définition de ce que sont les Hongrois selon l'Alliance est resté le même pendant la période analysée.

L'accent, dans les programmes de l'ADHR est mis sur le fait que les Hongrois de Roumanie sont les membres de la nation hongroise et les citoyens de la Roumanie. Cette définition questionne la définition de la Roumanie comme État-nation.

## 8.5. L'autonomie

Les politologues étudiant les partis ethnorégionalistes sont d'accord pour dire qu'à différents degrés les partis ethnorégionalistes demandent la réorganisation du pouvoir dans l'État.<sup>1469</sup> Cette demande peut varier entre la demande des mesures garantissant la préservation de l'identité du groupe jusqu'à la demande de l'indépendance de la région peuplée par le groupe et l'union avec le pays-mère.<sup>1470</sup> Nous avons vu dans notre chapitre précédent la manière dont la question de l'autonomie s'est posée dans les relations de l'Alliance avec les partis politiques roumains. Par conséquent, nous avons examiné la façon dont l'ADHR traite cette question dans ses programmes.

Étant donné les différentes connotations et significations du mot « autonomie<sup>1471</sup> », les sens et les disputes autour d'elle<sup>1472</sup> nous avons cherché dans les programmes tous les contextes dans lesquels ce mot est apparu.

Dans le premier programme de l'ADHR, celui de 1990, nous retrouvons le mot « autonomie » dans plusieurs contextes. Dans le chapitre sur les principes politiques « l'autonomie » est liée à la construction de la société civile comme dans le fragment suivant: « à la base de la décentralisation progressive, des initiatives venant d'en bas et de l'usage de l'autonomie, la société civile peut se construire ».<sup>1473</sup> Nous pouvons voir que dans ce contexte l'autonomie signifie l'autonomie de la société civile. Cette constatation est renforcée par le fait que dans un paragraphe suivant le programme précise: « pour le développement des cellules, des réseaux et des institutions

<sup>1469</sup> Voir par exemple SEILER, Daniel L., *Les partis autonomistes*, Paris, Presses universitaires de France, 1994, pp.12–13. WINTER, Lieven De, "A Comparative Analysis of the Electoral, Office and Policy Success of Ethnoregionalist Parties, pp.204–247 in WINTER, Lieven De, TÜRSAN, Huri (eds), *Regionalist Parties in Western Europe*, Routledge, London, 1998, p.204.

<sup>1470</sup> WINTER, Lieven De, op.cit., pp.204–207.

<sup>1471</sup> Autonomia – en hongrois.

<sup>1472</sup> Voir le chapitre sur le contexte politique de la représentation de la minorité hongroise et le chapitre sur la vie interne de l'Alliance.

<sup>1473</sup> Le programme de 1990, CD RMDSZ.

de la société civile on a besoin de l'autonomie des sujets économiques, culturels et politiques ».<sup>1474</sup>

Dans le chapitre sur l'autoorganisation de la minorité, le concept de l'autonomie apparaît dans un autre contexte: « sans la conscience de son identité il n'est pas possible de vivre et d'agir d'une manière autonome »<sup>1475</sup>. Le mot autonomie est lié ici surtout aux minorités, à l'identité des personnes appartenant aux minorités.

Nous retrouvons « l'autonomie » dans le chapitre sur les principes économiques aussi: « il faut assurer l'autonomie croissante des entreprises ».

L'autonomie apparaît liée à l'agriculture aussi: il faut « décentraliser la direction de la production agricole, créer son autonomie économique »<sup>1476</sup>. Dans le chapitre sur la politique sociale, la protection de la famille et de la santé, on parle de « l'autonomie » des hôpitaux, au « niveau professionnel qu'elles décident elles-mêmes de leurs contacts nationaux et internationaux ».<sup>1477</sup> Selon le programme, « le principe de la politique de l'éducation doit être l'autonomie, la démocratie et la diversité ». Par la suite le texte parle du fait que le ministère de l'éducation « exerce seulement une surveillance professionnelle. Les institutions d'éducation minoritaire doivent être conduites par » ce qu'on appelle en hongrois « iskolaszékek » – une sorte de conseil dont les membres sont « les professeurs, les parents, les représentants des étudiants et d'autres personnalités ».<sup>1478</sup> Dans ce contexte, le mot autonomie et lié tant aux problèmes minoritaires qu'aux problèmes institutionnels en général. On parle aussi du fait de rétablir l'autonomie des bibliothèques ecclésiastiques, revendication qui touche surtout les églises considérées comme hongroises<sup>1479</sup>.

L'autonomie est liée aussi au sujet de la culture, de la civilisation. Dans le chapitre en question du programme, nous retrouvons entre autres la constatation selon laquelle « l'Alliance part du principe de l'autonomie culturelle ».<sup>1480</sup>

Dans le premier programme de l'Alliance nous avons pu retrouver le mot « autonomie » dans quatre contextes différents. Il a été lié aux sujets comme: la société civile, l'identité de la personne qui appartient à la minorité (les questions liées à la conscience du soi-même, l'éducation, la culture), l'économie, la santé. Il faut mentionner que dans tous les quatre contextes le mot « autonomie » apparaît écrit en majuscules.

---

<sup>1474</sup> Ibidem.

<sup>1475</sup> Ibidem.

<sup>1476</sup> Ibidem.

<sup>1477</sup> Ibidem.

<sup>1478</sup> Le programme de 1990, CD RMDSZ.

<sup>1479</sup> Les Églises catholiques, réformées, unitaires.

<sup>1480</sup> Le programme de 1990, CD RMDSZ.

Il est aussi intéressant de remarquer que le programme porte en soi « les marques du temps », c'est-à-dire les questions comme l'autonomie de la société civile, l'autonomie des entreprises, l'autonomie des bibliothèques ecclésiastiques, etc. ont apparu dans le contexte plus général de la fin de la période communiste en Roumanie.<sup>1481</sup>

Le programme suivant de l'Alliance (1991) contient le mot « autonomie » mais seulement dans les contextes des sujets liés à l'identité. Premièrement, dans le chapitre sur les principes des bases de l'ADHR « l'autonomie » apparaît parmi les buts liés à la préservation de l'identité hongroise. Nous y retrouvons parmi d'autres, comme but de l'Alliance: « le ralliement des Hongrois de Roumanie dans une société minoritaire dans un cadre institutionnel qui se conforme aux exigences de l'autonomie culturelle et personnelle, et qui dès lors règle d'une manière satisfaisante le sort de ceux qui vivent en diasporas<sup>1482</sup> ».

Deuxièmement, les sujets comme l'éducation et la culture, la civilisation contiennent d'une manière semblable au programme de 1990 le mot « autonomie ». « Le garant de notre vie culturelle est l'autonomie culturelle » écrit-on dans le programme. Il est intéressant que juste après cette phrase il mentionne expressément qu'on « ne pense pas à une autonomie territoriale hongroise, mais à l'application du principe de la proportion. Cela signifie – selon les traités des minorités d'après la Première Guerre mondiale – une partie équitable du budget national, communal et départemental pour l'appui des mouvements culturels des minorités ».<sup>1483</sup> Dans le chapitre sur la culture nous retrouvons l'idée de la création d'un statut des minorités<sup>1484</sup> dans le cadre duquel il y aurait un statut culturel des minorités qui « garantisse au niveau étatique l'exercice de l'autonomie culturelle »<sup>1485</sup>. Troisièmement, dans le chapitre sur les églises on retrouve l'idée que l'Alliance soutient « l'autonomie des églises »<sup>1486</sup>.

Il faut souligner que dans le programme de 1993, le troisième programme de l'Alliance, les contextes du mot « autonomie » se réduisent à la présence parmi les principes de base et dans le chapitre sur les églises. Parmi les buts liés à la préservation de l'identité hongroise figure: « l'assurance des autonomies/autogouvernements qui permettent la conservation de l'identité nationale et l'autoorganisation de la société

<sup>1481</sup> Il ne faut pas oublier que ce programme est adopté dans le premier congrès de l'ADHR tenu fin d'avril 1990.

<sup>1482</sup> En hongrois, on désigne par « Hongrois de diaspora » les Hongrois qui vivent dans les départements où ils ne sont pas majoritaires. Il y a une dispute parmi les scientifiques, non-tranchée encore, sur le taux de Hongrois nécessaire pour les considérer comme faisant partie de la diaspora. Le programme de 1991. CD RMDSZ.

<sup>1483</sup> Ibidem.

<sup>1484</sup> Une loi.

<sup>1485</sup> Le programme de 1991. CD RMDSZ

<sup>1486</sup> Ibidem.

minoritaire; par rapport à cette question on trouve comme fil directeur le rapport des experts de l'OSCE de 1991 de Genève. Ce rapport souligne l'importance des mesures – surtout dans les pays qui établissent maintenant les institutions démocratiques – qui prennent en compte les conditions géographiques et historiques des minorités nationales. Les pays signataires trouvent positive l'administration publique locale, autonome qui fonctionne comme autonomie territoriale et qui comprend les organes de délibération, de décision et d'exécution constituée par les élections libres et ils suggèrent l'autogouvernement dans les territoires où on ne peut pas mettre en œuvre cette autonomie territoriale sur les questions liée à l'identité des minorités. Étant donné nos spécificités historiques et géographiques, on trouve que pour la minorité nationale hongroise la direction et l'exemple sont l'autogouvernement territorial et local, l'autonomie culturelle et personnelle. L'autonomie personnelle concerne le but de la préservation de l'identité nationale, l'ensemble de la vie culturelle, l'utilisation de la langue maternelle, la religion, l'enseignement, l'organisation de la société et l'information. »<sup>1487</sup>

Dans le chapitre sur les églises on répète l'idée présente dans le programme de 1991 ainsi que celui sur l'autonomie des églises.

Il est intéressant que les questions liées à l'idée de l'autonomie occupent une place si mince dans ce programme. D'abord parce qu'elles étaient plus présentes dans les programmes antérieurs. Ensuite, parce que le congrès de Braşov est considéré par beaucoup<sup>1488</sup> de personnes comme un point tournant, car on y a mis en place une structure qui était censée d'assurer la représentation de toute la communauté hongroise par: le Conseil des représentants de l'Alliance (le CRA) qui était censé d'être « le parlement de la Communauté hongroise de Roumanie », les plates-formes, « les partis », les fractions du CRA, « les groupes parlementaires du CRA », la Commission de vérification du statut, « la Cour Constitutionnelle », la Commission de vérification du règlement, « la Cour de Justice », la Présidence exécutive, « le gouvernement », etc. Enfin, parce que les événements des années passées auraient pu suggérer une valorisation de l'idée de l'autonomie. Nous pouvons mentionner au moins deux événements significatifs.

D'une part, le fait qu'en juillet 1992 la présidence de l'ADHR a créé une commission qui a eu la tâche de rédiger les principes d'autonomie. D'autre part, il faut mentionner le serment déposé par les députés et les sénateurs de l'ADHR en octobre 1992 dans l'Église de Saint-Michel de Cluj.<sup>1489</sup>

<sup>1487</sup> Le programme de 1993. CD RMDSZ.

<sup>1488</sup> Par les hommes politiques, par quelques politologues aussi. Nous analysons cette problématique dans le chapitre sur les structures de l'Alliance.

<sup>1489</sup> Voir le chapitre sur la place de l'Alliance dans le système politique roumain.

L'une des raisons pourrait être le fait que la modalité de réaliser l'autonomie aurait été une question pour laquelle il n'y avait pas de consensus parmi les différents courants de l'Alliance. Cette hypothèse est soutenue par l'exposé fait au congrès de 1992 par un membre<sup>1490</sup> de la présidence de l'ADHR qui disait: « Les modérés ont donné priorité à la construction des forces démocratiques roumaines. Les radicaux ont pensé qu'après 70 ans on n'a plus de temps à perdre, l'autogouvernement est une partie du processus de démocratisation ».<sup>1491</sup>

Le programme suivant, adopté par le quatrième congrès de l'Alliance en 1995, définit pour la première fois ce que l'ADHR entend par « autonomie ». Avant de le définir, le programme précise que l'Alliance « trouve possible la défense des intérêts liés à la préservation de l'identité des Hongrois, la garantie des ces droits et l'assurance des chances et des instruments seulement dans le contexte des institutions autonomes bâties dans le cadre de l'État de droit ».<sup>1492</sup> Pour définir l'autonomie le programme fait référence à des documents internationaux<sup>1493</sup> et signale la pluralité du sens du mot « autonomie » pour l'Alliance: « l'autonomie est un principe qui joue dans la construction des institutions de l'État de droit, le droit de la communauté nationale, que la communauté exerce dans le but de la préservation et du développement de son identité, l'instrument, avec lequel les Hongrois de Roumanie peuvent mettre sur leur terre natale la base de leur développement culturel et économique, ils peuvent créer les conditions politiques matérielles et juridiques de leur persistance; [elle est le] but stratégique poursuivi par l'Alliance dans son activité politique et ses relations avec les institutions de la société civile ».<sup>1494</sup>

Le programme mentionne que les différentes formes d'autonomie seraient atteintes par la voie juridique, s'inspirant des traditions positives de Transylvanie et des modèles européens. Nous observons ainsi que dans le discours sur l'autonomie<sup>1495</sup> on se réfère aux traditions transylvaines et aux exemples européens.

Le programme définit aussi l'autonomie personnelle et territoriale. Selon le programme, « à l'aide de l'autonomie personnelle se réalise le réseau institutionnel propre aux Hongrois dans les domaines de l'éducation, de la culture, de la civilisation, de l'information, de la préservation des traditions et des monuments historiques [...] L'autonomie exercée par des administrations locales avec un statut spécifique est due aux unités administratives où vivent dans un pourcentage important des personnes

<sup>1490</sup> Borbély Imre.

<sup>1491</sup> L'exposé de Borbély Imre sur le CD RMDSZ.

<sup>1492</sup> Le programme de 1995. CD RMDSZ.

<sup>1493</sup> La recommandation 1201/1993 et la résolution 508 du Conseil de l'Europe, les déclarations de Copenhague et Helsinki de l'OSCE, la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires.

<sup>1494</sup> Le programme de 1995. CD RMDSZ.

<sup>1495</sup> Et non pas seulement dans les programmes, on les retrouve dans une partie des autres discours aussi.

appartenant aux minorités et où la population accepte ce statut par la voix du référendum. L'autonomie territoriale se crée par l'association des administrations publiques locales comme une association des intérêts. »<sup>1496</sup>

Le mot « autonomie » revient dans plusieurs autres contextes. Il est lié à : l'administration publique locale dans la mesure où l'Alliance « considère l'administration publique locale qui réalise l'autonomie locale, les bases de la transformation démocratique »<sup>1497</sup> – « selon l'ADHR, l'autonomie la plus large des administrations publiques locales, la décentralisation maximale du pouvoir central, doit constituer la base de la vie des administrations locales »; à l'éducation dans le sens de l'autonomie des institutions d'éducation; à la culture et aux églises, comme nous l'avons déjà vu dans le programme de 1992. Dans le chapitre sur les administrations publiques locales apparaissent les exemples du droit international sous la forme de la Charte des autonomies locales qui, selon l'Alliance, doit constituer la base de l'activité des administrations publiques locales.

Dans les programmes suivants, ceux de 1997<sup>1498</sup>, de 1999<sup>1499</sup> et de 2003, nous retrouvons le mot « autonomie » dans les mêmes contextes que dans celui de 1995. Dans le dernier programme de l'ADHR nous retrouvons des éléments des autres programmes aussi – la définition<sup>1500</sup>, l'éducation, la science et les recherches, la culture, les églises, la santé, les administrations publiques locales. Il faut mentionner que le chapitre sur l'administration publique locale a changé de nom<sup>1501</sup> (comme nous l'avons vu au début de ce chapitre) et on a introduit l'idée de l'autonomie des finances de l'administration publique locale.<sup>1502</sup>

Nous avons pu voir que les significations du mot autonomie se précisent au cours des différents programmes. Nous avons pu remarquer sa relative stabilité dans les trois programmes : 1995, 1997, 1999. Les contextes dans lesquels l'autonomie a apparu dans les programmes de l'Alliance entre 1990–2003 ont été les suivants : la société civile, le principe économique, la définition, l'éducation, la science et les recherches,

<sup>1496</sup> Le programme de 1995. CD RMDSZ.

<sup>1497</sup> Ibidem.

<sup>1498</sup> La différence est que le traité bilatéral roumain-hongrois fait son apparition parmi les références.

<sup>1499</sup> La différence est que, parmi les références externes, est mentionnée la déclaration de l'ONU sur les droits des minorités ethniques de décembre 1992 et la convention cadre sur la protection des minorités du Conseil de l'Europe.

<sup>1500</sup> On fait une référence à l'UE « notre but est que les formes du développement régional soient conformes aux normes européennes et aux réseaux de relations traditionnelles.

<sup>1501</sup> Dans l'administration publique locale et les démocraties locales.

<sup>1502</sup> Ce dernier programme est apparu dans un contexte où, entre les différents courants de l'Alliance et entre l'Alliance et les différents autres mouvements comme le Conseil national hongrois, le Conseil des Sicules hongrois, etc. émerge le débat sur les moyens qui devraient être employés pour atteindre les différents types d'autonomie.



la culture, les églises, la santé, l'administration publique locale. Tous ces sujets sont liés au but de la préservation de l'identité hongroise.

## 8.6. Les intérêts régionaux de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie

Dans le sous-chapitre précédent nous avons analysé les contextes du mot « autonomie » dans les programmes de l'Alliance. Il nous semble important d'étudier les chapitres qui portent sur les intérêts régionaux de l'ADHR. Les politologues énumèrent parmi les raisons des partis ethnorégionalistes de soutenir l'Union européenne: la politique régionale européenne, la décentralisation des États qui semble être appuyée par les processus européens.<sup>1503</sup> Nous nous intéressons au contexte et aux étapes d'apparition de ce sujet dans les programmes de l'Alliance.<sup>1504</sup>

Le chapitre sur les intérêts régionaux de l'Alliance a apparu dans le sixième (celui de 1999) programme. Il porte le titre « Les intérêts régionaux de l'ADHR » et le sous-titre « Les intérêts et les buts de la politique régionale de l'Alliance ». Selon le politologue Bakk Miklós, l'apparition de ce chapitre est due au Groupe réformateur<sup>1505</sup>. Il faut mentionner qu'en 1998 le parlement roumain a adopté la loi sur les régions de développement de Roumanie. Dans le programme on parle de la nécessité d'avoir: une politique économique et institutionnelle qui tienne compte des spécificités et des traditions des communautés nationales, une politique du développement spatial en concordance avec les normes européenne et les traditions transylvaines, la préparation de la Transylvanie pour qu'elle puisse bénéficier des opportunités européennes, une infrastructure moderne, entre autres l'autoroute Cluj-Braşov et Budapest-Bucureşti, les associations d'administration publique locale de la Transylvanie.<sup>1506</sup>

<sup>1503</sup> Par exemple WINTER, Lieven De, "A Comparative Analysis of the Electoral, Office and Policy Success of Ethnoregionalist Parties, pp.204–247 in WINTER, Lieven De, TÜRSAN, Huri (eds), *Regionalist Parties in Western Europe*, Routledge, London, 1998, p.210–211; LYNCH, Peter, "Co-operation between Regionalist Parties at the Level of the European Union", pp. 190–203 in WINTER, Lieven De, TÜRSAN, Huri (eds), *Regionalist Parties in Western Europe*, Routledge, London, 1998, p.191.

<sup>1504</sup> Les discours des politiciens de l'Alliance fait des fois le lien entre l'autonomie et le processus de la régionalisation. En plus, il nous paraît important pour notre analyse de l'Alliance, vu notre cadre théorique sur les partis ethnorégionalistes.

<sup>1505</sup> Voir dans le chapitre sur la vie interne de l'Alliance. Ce groupe a eu des liens étroits avec Molnár Gusztáv qui a été un des initiateurs du débat sur la question de la Transylvanie. Voir également BAKK, Miklós, « Az autonómia tervek két szakasza Erdélyben 1989 után », *Magyar Kisebbség*, Kolozsvár, 2004/1–2, pp.39–60.

<sup>1506</sup> Le programme de 1999. CD RMDSZ. Le sujet des intérêts régionaux de l'Alliance a été tout de suite intégré dans le programme électoral de l'Alliance.

Le chapitre change de titre dans le programme de 2003 lorsqu'il s'appelle « Les intérêts régionaux de l'Alliance, le développement régional et spatial ». Il se divise en trois sous-chapitres. D'abord, le sous-chapitre sur les intérêts régionaux qui contient en grande partie le texte de 1999. Ensuite, le sous-chapitre sur le développement régional qui parle: du développement économique régional, de la nécessité que la Constitution mentionne le concept de région économique, le fait que « la région n'est pas vue comme une unité administrative, mais une association du développement économique »<sup>1507</sup>. On souligne aussi qu'on « n'appuie pas les régions de développement économique actuels car au moment de leur création ni des considérations géographiques, ni historiques, ni économiques n'ont été prises en compte. On soutient la nécessité de créer en Roumanie des régions économiques différentes de celles existantes. »<sup>1508</sup> Enfin, le troisième sous-chapitre porte sur le développement spatial. Il fixe les buts de l'ADHR dans la politique du développement spatial: la cohésion économique et sociale, le développement équilibré et durable des régions. Il décrit également les buts que l'on souhaite voir dans la politique du développement spatial de Roumanie.

Nous pouvons conclure en marquant les points essentiels de ces chapitres – l'importance de prendre en compte des spécificités de la Transylvanie, l'accent mis sur les politiques de développement économique et spatial – que les buts des politiques suivent ceux de la politique européenne; on conteste les régions économiques existant en voulant changer leur composition, mais les régions ne sont pas vues comme des unités administratives.

Ces chapitres posent quand même la question de savoir si les intérêts régionaux de l'Alliance, de la minorité hongroise, n'ont pas apparu dans les programmes avant qu'on ait introduit le chapitre analysé.

En même temps, nous ne devons pas oublier que nous trouvons des revendications, des intérêts, des buts de l'Alliance que nous pouvons aisément définir comme des intérêts régionaux. Par exemple, la restitution des terres, ou la restitution des propriétés des Églises est en grande partie liée aux Hongrois, à la Transylvanie. Il nous semble plus important de chercher les contextes dans lesquels le mot « régional » a apparu dans les programmes, que d'analyser dans quel pourcentage un but est hongrois ou de Transylvanie.

En analysant les sept programmes de l'ADHR nous apercevons que le mot « région/régional » est apparu relativement très peu (en comparaison avec celui d'autonomie).

<sup>1507</sup> Le programme de l'Alliance de 2003.

<sup>1508</sup> Ibidem.

Il y a sept sujets dans les contextes desquels « région/régional » est présente. Premièrement, on mentionne la charte des langues minoritaires et régionales. Deuxièmement, les programmes parlent de coopération économique régionale. Troisièmement, le mot « régional » apparaît lié à l'administration publique locale: coopération régionale, des centres de training régionaux, la distribution régionale des aides pour le développement infrastructurel. Quatrièmement, selon les programmes de l'ADHR il faudrait initier dans le cadre des relations entre les états des programmes sous-régionaux pour le développement des zones frontalières. Cinquièmement, le mot régional apparaît lié à la presse.<sup>1509</sup> Sixièmement, les programmes parlent de la création des centres d'informations civiques et le rattachement à des « cycles régionaux et nationaux d'informations ». Sixièmement, on parle dans le programme de 2003 du fait que l'on doit établir des « compétitions locales, régionales et nationales ».

Nous avons pu observer que les questions qui sont nommées par les programmes des questions régionales sont très peu présentes, par rapport à l'autonomie, et elles apparaissent surtout sous la forme de différentes coopérations régionales. De plus, le chapitre qui porte sur les intérêts régionaux de l'Alliance est apparu seulement en 1999. Il est intéressant de remarquer que dans ce chapitre le discours allie les traditions de Transylvanie et la nécessité d'avoir une politique de développement des régions.

## 8.7. Le passé

Nous avons déjà montré dans notre chapitre historique que dans le passé il y avait différentes formes de représentation de la minorité hongroise de Roumanie. Nous savons également que dans l'identité nationale, dans la construction d'une communauté, le passé, les passés, les images des passés peuvent jouer un rôle important. Par conséquent, après les sujets que nous avons analysés<sup>1510</sup> auparavant, il nous semble important d'analyser les références au passé. Plus précisément, nous allons examiner si dans l'argumentation des revendications de l'Alliance on fait référence expresse à l'histoire.

En lisant les programmes de l'Alliance nous avons pu constater que les références directes aux faits du passé, à l'histoire<sup>1511</sup> y sont peu présentes.

<sup>1509</sup> Selon le programme la presse minoritaire a « un rôle important dans le soin de nos valeurs spécifiques, régionales et européennes ».

<sup>1510</sup> L'autodéfinition de l'ADHR, ce que sont les Hongrois de Roumanie dans la vision de l'Alliance; l'autonomie, les intérêts régionaux de l'Alliance.

<sup>1511</sup> Nous pensons à des faits historiques, aux personnages, aux dates importantes/symboliques qui pourraient être mentionnées.

En fait, à part le programme d'avril 1990 où on mentionne la décision d'Alba Iulia<sup>1512</sup>, dans les autres programmes nous ne trouvons qu'une seule référence directe à des faits historiques précis<sup>1513</sup>. Dans le premier programme de l'Alliance on fait deux références à des faits qui ne reviennent pas dans les autres programmes. D'une part, on mentionne que l'ADHR « est née dans le charriage de la révolution de décembre ». D'autre part, on fait une référence aux différentes formes de représentations au niveau politique des Hongrois entre 1919–1989 en disant: « dans cet esprit l'Alliance se délimite des compromis des organisations des minorités des époques précédentes, elle ne veut pas poursuivre des accords désavantageux, les séries de renoncements et la politique des mensonges destructeurs de soi-même, elle est prête à combattre sur le plan politique avec tous les moyens légaux pour mettre en œuvre et pour protéger les droits des minorités »<sup>1514</sup>. Nous voyons que le texte est assez confus, il ne mentionne pas exactement si on parle de la période de l'entre-deux-guerres où de celle communiste.

Nous avons déjà vu dans nos sous-chapitres précédents que des références à l'histoire en général et aux traditions historiques sont présentes dans les programmes.<sup>1515</sup> La plupart des autres références indirectes au passé sont faites à travers les revendications, ou à travers les propos contenus dans les programmes. De cette manière, en lisant ces programmes le lecteur averti peut faire la liaison avec des faits du passé.<sup>1516</sup> Il sera peut-être encore plus précis de dire que ces références indirectes au passé sont en fait les revendications de l'Alliance qui ont leur origine dans le passé.<sup>1517</sup>

## 8.8. Les buts de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie

En analysant les changements produits dans la structure des programmes, nous avons pu saisir quelques grands sujets qu'on y aborde. Par conséquent, nous pouvons recenser les domaines dans lesquels l'Alliance a formulé des revendications: l'économie<sup>1518</sup>, l'éducation et la science<sup>1519</sup>, la culture<sup>1520</sup>, les Églises<sup>1521</sup>, la jeunesse<sup>1522</sup>,

---

<sup>1512</sup> Voir le chapitre historique.

<sup>1513</sup> Les autres faits historiques précis qui servent de base d'argumentation pour des revendications d'aujourd'hui sont, comme on l'a vu dans l'analyse sur l'autonomie dans les programmes de l'ADHR, – les traités d'après la Grande Guerre.

<sup>1514</sup> Le programme de l'Alliance 1990. CD RMDSZ.

<sup>1515</sup> Voir le sous-chapitre sur la définition des Hongrois, l'autonomie, les intérêts régionaux de l'Alliance.

<sup>1516</sup> La plupart de ces liaisons peuvent se faire sans avoir des connaissances historiques. Par exemple, le programme de 1993 dit « on trouve important la restitution des terres des Églises ». On sait que les terres des Églises hongroises ont été prises entre 1920–1940.

<sup>1517</sup> Voir quelques exemples dans les annexes.

<sup>1518</sup> Sujet présent dans tous les programmes: dans le premier, le chapitre a eu le titre « Les principes économiques », tandis que dans les suivants il s'appelait « L'économie ».

la politique sociale et la politique de la santé<sup>1523</sup>, la défense de l'environnement<sup>1524</sup>, l'administration publique locale<sup>1525</sup>, l'intégration européenne<sup>1526</sup>, des questions régionales<sup>1527</sup>, le sport<sup>1528</sup>, l'égalité des chances<sup>1529</sup>.

Nous pouvons remarquer qu'à part les cinq derniers domaines, tous les autres ont été présents dès le premier programme de 1990.

Il nous semble que nous pouvons affirmer que la demande d'autonomie de l'Alliance a été seulement l'une de ses revendications. Cette demande a bénéficié d'une très grande visibilité au niveau de l'opinion publique, d'abord, parce qu'elle questionne la structure de l'État roumain ainsi que l'État-nation. Ensuite, elle est vue et elle est présentée par différents hommes politiques hongrois comme la solution pour la préservation de l'identité hongroise en Roumanie. Enfin, les groupes qui s'opposent<sup>1530</sup> à l'Alliance ont fait de ce domaine leur sujet principal.

Si on prend les catégories de Daniel-Louis Seiler<sup>1531</sup>, nous pouvons encadrer l'Alliance dans la même catégorie que le Parti du peuple suédois en Finlande, les partis qui s'encadrent dans la structure étatique mais qui veulent défendre les intérêts de leur communauté. Toujours selon Seiler, nous pouvons dire que depuis 1996 l'Alliance a une stratégie gouvernementale. Il faut nuancer cette affirmation en disant

<sup>1519</sup> Le chapitre est présent dans tous les programmes sous le titre « L'éducation et la science » sauf le dernier programme où on l'appelle « L'éducation, la science et la recherche ».

<sup>1520</sup> Ce chapitre est présent dans tous les programmes sous le même nom.

<sup>1521</sup> Ce chapitre est présent dans tous les programmes sous le même nom sauf le premier programme (1990) où il n'apparaît pas.

<sup>1522</sup> Ce chapitre est présent dans tous les programmes sous le même nom sauf le premier programme (1990) où il porte le titre « L'alliance et la jeunesse ».

<sup>1523</sup> Ce sujet est présent dans tous les programmes sous des titres différents: en 1990 « la politique sociale, la protection de la famille et la santé », en 1991 et 1993 « les problèmes sociaux et de la santé », en 1995, 1997 et 1999 « la politique sociale et de la santé », en 2003 « la politique sociale, la politique de la famille et la politique de la santé ».

<sup>1524</sup> Ce chapitre est présent dans tous les programmes sous le même nom.

<sup>1525</sup> Ce chapitre est présent dans les programmes de 1995, 1997 et 1999 sous le nom « Des administrations publiques locales », tandis que dans celui de 2003 sous le titre « Administration publique et démocratie locales ».

<sup>1526</sup> Ce chapitre est présent dans le programme de 1997 et 1999 sous le même nom d'intégration européenne », tandis qu'il change de nom dans celui de 2003 pour 'relations internationales et intégration européenne'.

<sup>1527</sup> Ce chapitre est présent seulement dans le programme de 1999 sous le titre d'intérêts régionaux' et dans celui de 2003 comme 'les intérêts régionaux de l'Alliance et le développement régional et spatial'.

<sup>1528</sup> Ce chapitre est présent seulement dans le programme de 2003, il nous semble qu'il a été introduit sur la demande de la Conférence de la jeunesse hongroise (l'organisation non-gouvernementale qui regroupe les différentes organisations de la jeunesse qui veulent travailler avec l'Alliance).

<sup>1529</sup> Ce domaine a été introduit seulement dans le programme de 2003. Cette introduction est due, il nous semble, en partie aux deux députées de l'Alliance.

<sup>1530</sup> Voir notre chapitre sur la structure de l'Alliance.

<sup>1531</sup> Voir notre chapitre théorique.

que la question de la participation de l'ADHR aux coalitions du gouvernement ne s'est pas posée sérieusement avant 1996.

Selon la classification proposée par Lieven De Winter<sup>1532</sup>, l'Alliance peut être placée soit dans la catégorie des partis qui demandent la préservation et le développement de l'identité culturelle de la population représentée, soit, si on tient compte du fait que les différentes formes de l'autonomie sont vues par l'Alliance comme le moyen de préservation de l'identité, dans la catégorie des partis demandant une plus grande autonomie pour leur région. On doit mentionner qu'étant donné l'implantation géographique et le taux des Hongrois dans les différents départements de la Roumanie, l'ADHR ne demande pas l'autonomie territoriale de tous ceux que nous pourrions considérer comme faisant partie de « sa région ».<sup>1533</sup>

Selon Pascal Delwit, l'une des influences des partis ethnorégionalistes/ethniques sur le système politique est la demande de décentralisation. Cela est vrai dans le cas de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie aussi. Même si l'administration publique locale devient un chapitre indépendant en 1995, la demande de décentralisation est présente dès le premier programme de l'Alliance.

La question de l'intégration européenne est présente de la même manière que celle de la décentralisation dans les programmes de l'ADHR. Les références aux valeurs européennes sont présentes déjà dans le programme adopté en 1990, par contre le chapitre qui porte sur l'intégration européenne n'apparaît qu'en 1999. Selon le programme de 2003 « l'intégration européenne est un moyen avec lequel on peut assurer la stabilité et le développement politique, économique et social du pays ».<sup>1534</sup> En même temps les hommes politiques hongrois de Roumanie et de la Hongrie voient l'intégration européenne comme un moyen de faciliter les relations hongroiso-hongroises aussi. L'ADHR est membre associé au PPE depuis 1999.

L'analyse des programmes de l'Alliance nous permet d'affirmer que le noyau de ces buts est constitué par des demandes dont la réalisation permettra la préservation et le développement de l'identité hongroise comme: l'enseignement en langue hongroise à tous les niveaux<sup>1535</sup>, l'utilisation de la langue hongroise dans la justice et dans l'administration publique locale, les différentes formes d'autonomie, la décentralisation. Il faut toutefois souligner que les programmes contiennent de nombreux buts relatifs aux problèmes de la Roumanie entière.

<sup>1532</sup> Voir plus largement dans notre chapitre théorique.

<sup>1533</sup> Nous reviendrons sur la question de l'autonomie dans le chapitre sur la vie interne de l'Alliance et dans le dernier chapitre de notre thèse.

<sup>1534</sup> Le programme de 2003.

<sup>1535</sup> Demande qui est présente dans tous les programmes de l'Alliance et à laquelle nous consacrons un chapitre.

Dans le programme de 2003 on trouve par exemple des buts comme: la démocratisation de la société roumaine, la consolidation de l'État de droit, une économie de marché basée sur la propriété privée, la protection sociale des citoyens, la privatisation partielle ou totale des monopoles de l'État, la rédaction du cadre légal pour le travail des étudiants, le support accordé aux jeunes familles.

D'une manière générale, nous avons pu observer dans les programmes que les buts de l'Alliance ne sont pas exclusivement ethniques. Il faut toutefois souligner que le noyau des revendications de l'Alliance est constitué par des revendications qu'elle considère essentielles pour le groupe. Selon Horowitz, « le parti politique ethnique identifie les intérêts étroits du groupe avec la totalité de l'intérêt commun ».<sup>1536</sup> Dans le cas de l'Alliance il y a des domaines dans lesquels des revendications ethniques sont très marquées et d'autres domaines qui se prêtent difficilement à des interprétations ethniques, où des revendications ethniques sont moins présentes. Par exemple, si nous lisons le sous-chapitre sur l'enseignement du programme de 2003 de l'Alliance, la plupart des revendications sont liées à l'élément ethnique. Par contre, dans le chapitre sur l'économie, la plupart des revendications sont générales, ne sont pas liées spécifiquement aux Hongrois.

Nous avons également vu que les accords des coalitions gouvernementales, les protocoles signés, les ministères reçus par l'Alliance dépassent les questions purement ethniques. Tous ces faits soutiennent que l'Alliance a « une conception particulière de l'intérêt général ».<sup>1537</sup> Horowitz accepte que « le parti ethnique combine des intérêts intraethniques, souvent très efficacement »<sup>1538</sup>, ce qui semble être le cas de l'ADHR aussi.

<sup>1536</sup> HOROWITZ, Donald L., op.cit., p.297.

<sup>1537</sup> SEILER, Daniel L., *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1993, p.22.

<sup>1538</sup> HOROWITZ, Donald L., op.cit., p.297.

## CHAPITRE 9

### La structure de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie

#### 9.1. Introduction

En construisant notre « boîte à outils » dans le chapitre théorique, nous avons pu constater que selon Daniel-Louis Seiler les partis autonomistes sont des partis de masse. Selon Lieven de Winter, les partis ethnorégionalistes prennent souvent la forme des partis cadre, même si le but initial est le parti de masse.<sup>1539</sup> Par contre, selon Klaus von Beyme les partis ethniques peuvent ressembler aux partis attrape-tout.

En ce qui concerne la structure des partis ethnorégionalistes/ethniques notre cadre théorique nous montre d'une part que ces partis ont un grand degré de centralisation selon le terme de Janda. D'autre part, que le leadership de ces partis est d'habitude collégial.<sup>1540</sup> Par conséquent, nous avons formulé l'hypothèse que nous vérifions dans ce chapitre de la manière suivante: l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie est un parti de masse, avec un grand degré de concentration de leadership.

Toutefois, il nous semble qu'avant de passer à l'analyse proprement dite de la structure de l'Alliance, nous devons, d'abord, revoir brièvement les différents types de partis. Ensuite, expliciter ce que Janda comprend par le degré de centralisation d'un parti. Enfin, nous devons passer en revue les modalités d'analyse de la structure des partis. Nous voulons souligner que notre intention n'est pas de refaire l'histoire des débats qui ont suscité ces questions. Nous pensons que pour pouvoir bien répondre à notre hypothèse, nous avons besoin d'esquisser ces questions. Pour revoir les caractéristiques des partis de masse, des partis de cadre, des partis attrape-tout et des partis cartel, nous utilisons le tableau de Robert Harmel<sup>1541</sup>.

---

<sup>1539</sup> Voir plus largement dans notre chapitre théorique.

<sup>1540</sup> Voir plus largement dans notre chapitre théorique. Dans notre cadre théorique nous avons parlé de la question du factionnalisme aussi. Nous discutons cette question dans le chapitre sur la vie interne de l'Alliance.

<sup>1541</sup> Sur la base de HARMEL, Robert, « Party Organizational Change: Competing Explanations? », pp.119–142. in LUTHER, Kurh Richard, MÜLLER-ROMMEL, Ferdinand (eds), *Political Parties in the New Europe*, Oxford University Press, 2002, p.123.



**Tableau 6 – La typologie des partis**

	Parti de cadre	Parti de masse	Parti attrape-tout	Parti cartel
Élite/leaders	Membres = élites Le parti en office public est incontrôlé	Élu et contrôlé	Leaders élus: personnel professionnel en grande partie incontrôlé	Leaders élus: personnel professionnel et contractuel en grande partie incontrôlé
Ressources financières	De petits groupes des contacts des notables	Contribution des membres	Variés, des subventions et des contributions des membres	Subventions de l'État
L'organisation extraparlamentaire (OEP) vs le parti en office public (POP)	POP	OEP	POP	POP
Le focus de la représentation	L'électorat limité	Membres	Électorat	Électorat
Qui fait les activités du parti	Petits groupes d'activistes	Sous-groupes de membres (militants)	Membres, bureaucrates et professionnels	Professionnels
La dimension du membership	Très limités: 'les influents'	Large	Large	Moyen vers petit (en déclin)
L'importance des membres vis-à-vis des leaders	Membres = élites	Central	Quelque peu marginalisé	Très marginalisé
Organisation	Élites autonomes caucus	Démocratique	Hierarchique	Stratarchical: réciproquement autonome

Dans la première partie de son œuvre séminale sur les partis politiques<sup>1542</sup> Kenneth Janda analyse l'organisation interne d'un parti à l'aide de quatre concepts: le degré d'organisation, la centralisation du pouvoir, la cohérence et le comportement, l'implication des membres.<sup>1543</sup> Le degré de concentration de leadership fait partie des variables de centralisation du pouvoir. Janda mesure le degré de centralisation du

<sup>1542</sup> JANDA, Kenneth, *Political Parties: A Cross-National Survey*, New York: The Free Press, 1980, la version électronique, p.1015. – le livre se trouve sur le page web [www.janda.org](http://www.janda.org) visité pour la dernière fois en juin 2006.

<sup>1543</sup> JANDA, Kenneth, op.cit., p.11.

pouvoir à travers huit variables qui sont: la nationalisation de la structure<sup>1544</sup>, la sélection du leader national, la sélection des candidats parlementaires, l'allocation des fonds, la formulation des politiques, le contrôle de la communication, l'administration de la discipline, la concentration de leadership.<sup>1545</sup>

Alan Ware a décelé trois traditions scientifiques pour analyser « comment et pourquoi les partis diffèrent entre eux en ce qui concerne leurs organisations ». <sup>1546</sup>

D'abord, le modèle de compétition électorale selon lequel les effets de la compétition influent sur l'adoption d'une certaine structure partisane.<sup>1547</sup> Ensuite, l'approche institutionnelle qui « donne la priorité à la modalité de formation d'une organisation et les relations entre les différents éléments à l'intérieur du parti ». <sup>1548</sup> Ensuite, l'approche sociologique qui « lie l'organisation du parti aux ressources dont il dispose ». <sup>1549</sup> Dans ce chapitre nous suivrons une analyse de type institutionnel. Nous sommes consciente que les trois approches nous donneraient une image plus nuancée de la structure de l'Alliance, mais les sources dont nous disposons permettent surtout une analyse institutionnelle. Toutefois, nous retrouverons au cours de notre chapitre des éléments qui relèvent des deux autres approches aussi.

Un des plus grands défis auquel nous nous sommes confrontée au moment de l'analyse de la structure de l'Alliance a été notre volonté de montrer les changements qui se sont produits dans cette structure. D'abord, parce que l'ADHR a une structure complexe et en commençant par l'analyse des changements notre texte serait devenu très difficile à suivre. Ensuite, parce que nous nous sommes proposé de donner une réponse à notre hypothèse au cours de ce chapitre<sup>1550</sup>. Enfin, parce que nous

<sup>1544</sup> On comprend par cela « les arrangements structuraux des parties qui peuvent mettre plus ou moins l'accent sur les organes nationaux, régionaux ou locaux » JANDA, Kenneth, op.cit., p.108.

<sup>1545</sup> La concentration de leadership est calculée comme suit: « **0** Le leadership est si dispersé que seulement les leaders locaux ou régionaux peuvent être identifiés. Personne ne peut revendiquer sérieusement la position du porte-parole national et encore moins ma position de celui qui prend les décisions au niveau central, **1** Le leadership est clairement centralisé s'il y a plus de cinq leaders qui font fréquemment des déclarations au nom du Parti national, mais qui ne sont pas regardés comme porte-parole qui oblige le parti, **2** Le leadership est décentralisé: une à cinq personnes parlent fréquemment au nom du parti, mais elles ne sont pas considérées comme des personnes qui peuvent obliger le parti ni par elles-mêmes ni par les autres et elles sont souvent en désaccord, **3** Le leadership est collectivement centralisé dans un groupe de plus de cinq leaders, les décisions de ce groupe obligent le parti, il peut y être le leader du parti mais lui seul n'est pas suffisant pour contrôler les politiques du parti, **4** Le leadership est collectivement centralisé dans un groupe de trois à cinq leaders, les décisions de ce groupe obligent le parti, **5** Le leadership est partagé par deux personnes, leurs décisions prises ensemble sont considérées comme obligeant le parti, **6** Le leadership est exercé par une personne qui peut obliger personnellement le parti ». (JANDA, Kenneth, op.cit., pp.116–117). Pour les autres voir JANDA, Kenneth, op.cit., pp.108–117.

<sup>1546</sup> WARE, Alan, *Political Parties and Party Systems*, Oxford University Press, 1996, p.93.

<sup>1547</sup> Avec des auteurs comme Duverger et Epstein. WARE, Alan, op.cit. p.94.

<sup>1548</sup> Ayant en Panebianco l'auteur principal. Ibidem.

<sup>1549</sup> Ibidem.

<sup>1550</sup> Voir avant et le chapitre théorique.

avons voulu suivre une analyse institutionnelle. Ces buts, même s'ils s'entrecroisent, posent une certaine difficulté à les suivre en même temps. Par conséquent, nous organisons notre démarche en plusieurs temps. Premièrement, nous esquissons la structure de l'Alliance selon son dernier statut de 2003<sup>1551</sup>.

Cela nous permettra d'avoir une image générale de la structure de l'ADHR ainsi que d'expliquer le 'contenu' des organes de l'ADHR dont le nom peut sembler curieux en français. Dans un deuxième temps, nous suivons les changements produits dans l'un des organes principaux de l'Alliance, le Conseil des représentants. Troisièmement, nous analysons les changements produits dans les liens entre les organes principaux de l'Alliance. Dans un quatrième temps, nous étudions les fractions à l'intérieur de l'Alliance. Par après, nous nous concentrons sur le groupe parlementaire de l'ADHR. Enfin, dans notre dernier sous-chapitre, en suivant les outils théoriques y décrits et les analyses faites, nous synthétisons notre savoir sur la structure et les changements structuraux de l'Alliance.

## 9.2. Bref définitions des organes de l'ADHR

Le but de ce sous-chapitre est de faciliter les analyses suivantes par l'énumération des organes actuels de l'Alliance. Nous en avons besoin parce que les analyses des changements qui suivent sont difficilement compréhensibles sans cela.<sup>1552</sup>

Le statut de 2003 définit quatre types d'organes de l'Alliance au niveau national que nous voyons dans le tableau suivant:

**Tableau 7 – Les organes de l'Alliance**

<b>Le type de l'organe</b>	<b>Le nom de l'organe</b>	<b>La fréquence des réunions régulières</b>
Organisme de prise des décisions	Le congrès	Tous les quatre ans
	Le Conseil des représentants de l'Alliance	Trimestriel
	Le Conseil des représentants de l'Alliance et le Conseil conciliant de l'Alliance	Au moins une fois par an
	Le Conseil opératif	« selon les besoins <sup>1553</sup> »

<sup>1551</sup> Nous savons que nous devons intégrer dans ce chapitre une analyse de l'émergence de l'Alliance surtout tenant compte que nous nous proposons à suivre une démarche plutôt institutionnelle. Mais, la logique de notre chapitre sur le contexte externe de l'Alliance et sur celui de la vie interne de l'Alliance nous détermine d'analyser la question de la naissance de l'Alliance dans ces chapitres.

<sup>1552</sup> Nous en avons besoin à cause des traductions du hongrois au français des différents organes de l'Alliance, par exemple de Szövetségi Egyeztető Tanács – Le Conseil conciliant de l'Alliance.

<sup>1553</sup> L'article 91 du statut de 2003

<b>Le type de l'organe</b>	<b>Le nom de l'organe</b>	<b>La fréquence des réunions régulières</b>
Organisme exécutif	La Présidence exécutive	Pas précisé dans le statut de l'Alliance
Organismes consultatifs	Le Conseil consultatif des présidents territoriaux	Pas précisé dans le statut de l'Alliance
	Le Conseil national de l'administration publique	Au moins deux fois par an
	Le Conseil conciliant de l'Alliance	Tout les six mois
	Le Conseil consultatif des plates-formes	Pas précisé dans le statut de l'Alliance
Organismes de contrôle	La Commission des surveillance du statut	Pas précisé dans le statut de l'Alliance
	La Commission d'éthique et de discipline de l'Alliance	Pas précisé dans le statut de l'Alliance
	La Commission de contrôle de l'Alliance	Pas précisé dans le statut de l'Alliance

Selon le statut:

- Le Conseil des représentants de l'Alliance est composé par: les parlementaires de l'Alliance, les présidents des organisations départementales, les déléguées du Conseil conciliant de la jeunesse<sup>1554</sup>, les membres élus par les organisations départementales<sup>1555</sup>.
- Le Conseil conciliant de l'Alliance comprend les délégués des organisations non-gouvernementales (les membres associés de l'Alliance) et les représentants des Églises Hongroises<sup>1556</sup>.
- Le congrès comprend: les membres du Conseil des représentants et du Conseil conciliant, les représentants qui sont délégués conformément à la décision conjointe des deux conseils.
- Le président de l'Alliance qui selon le statut est le représentant de l'Alliance et il est élu par le congrès. Tandis que le président exécutif et les vice-présidents sont élus par la réunion conjointe des deux conseils mentionnés.
- Les membres du Conseil opératif sont: le président de l'Alliance, le président exécutif et un vice-président exécutif, les chefs des groupes parlementaires<sup>1557</sup>,

<sup>1554</sup> Cela inclut les organisations de la jeunesse hongroise qui veulent travailler avec l'Alliance.

<sup>1555</sup> Voir l'analyse plus détaillée de cet organisme dans le sous-chapitre suivant.

<sup>1556</sup> Voir l'analyse plus détaillée de cet organisme dans le sous-chapitre suivant.

<sup>1557</sup> Celui de la Chambre des députés et celui du Sénat.

le président du Conseil des représentants et celui du Conseil conciliant de l'Alliance, le président du Conseil Consultatif des Administrations Publiques, deux vice-présidents du Bureau Permanent du Conseil des représentants, un président des organisations territoriales.<sup>1558</sup>

- Les membres du Conseil consultatif territorial sont tous les présidents des organisations territoriales. Les membres du Conseil national de l'administration publique sont les conseillers et les maires de l'Alliance. Tandis que les membres du Conseil consultatif des plates-formes sont les présidents des plates-formes de l'Alliance.

Cette structure a été construite, comme nous allons voir, sur le modèle d'un État. La structure des organisations territoriales ressemble à celle nationale avec des organes de prise des décisions, des organes exécutifs et de contrôle.

### 9.3. Les changements de structure

Dans ce sous-chapitre nous recensons les changements qui se sont produits dans la structure de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie dans l'intervalle de 1990–2004. Plus précisément, nous voulons voir comment ont évolué les éléments suivants de la structure de l'Alliance: sièges, président et président d'honneur, type de membre, organisme directeur suprême, organisme de prise des décisions entre deux congrès, organisme de direction exécutive, organismes consultatifs, organismes de contrôle.

Il faut noter que les statuts de l'ADHR ont changé à chaque congrès, nous avons donc sept statuts<sup>1559</sup>, mais celui de 1993 – du congrès de Braşov est spécial. Le congrès de 1993 a adopté une décision sur « les principes du modèle d'autonomie de notre organisation ». Dans cette décision, à part les quelques principes de base qu'on pose, le congrès « délègue la compétence de modification et d'amendement du statut et du programme de l'Alliance au Conseil des représentants ». <sup>1560</sup>

De plus, le congrès a pris onze décisions de modification de statut sur: le nom, les buts et les membres de l'Alliance, la composition et les compétences du congrès, la composition et le fonctionnement du Conseil des représentants, l'élection du président de l'Alliance et ses compétences, la composition et les compétences de la Présidence exécutive et du Conseil opératif, les organes de contrôle, le groupe parlementaire, les biens de l'Alliance, la composition du Conseil des représentants qui

<sup>1558</sup> Voir l'analyse plus détaillée de cet organisme dans le sous-chapitre suivant.

<sup>1559</sup> Les statuts sont datés de: 1990, 1991, 1993, 1995, 1997, 1999 et 2003. Il se retrouve sur le CD RMDSZ et celui de 2003 sur le page de web de l'Alliance [www.rmksz.ro](http://www.rmksz.ro)

<sup>1560</sup> Le statut de l'ADHR 1993, CD RMDSZ.

s'est formé au congrès de Braşov, la cessation de l'ADHR, les incompatibilités des fonctionnaires ».<sup>1561</sup> Entre le congrès de 1993 et celui de 1995 il y a eu encore quatre décisions du Conseil des représentants qui ont modifié le statut. Les décisions ont porté sur: la création et le rôle du Conseil conciliant<sup>1562</sup>, les organisations territoriales de l'Alliance<sup>1563</sup>, les conférences territoriales des élus locaux<sup>1564</sup>, l'amendement des compétences du président exécutif<sup>1565</sup>.

En analysant les sept statuts et les éléments mentionnés plus haut, nous pouvons regrouper les changements passés dans la structure de l'ADHR en treize points<sup>1566</sup>:

- Les sièges se sont stabilisés au cours des deux premières années. Depuis 1993 le siège de l'Alliance est à Bucarest et le siège de la Présidence exécutive est à Cluj-Napoca.
- Le président de l'Alliance a été entre 1990–1993 Domokos Géza, tandis que depuis 1993 il est Markó Béla.
- L'ADHR a eu un président d'honneur dans la personne du prêtre réformé Tőkés László, entre 1990–2003. La position du président d'honneur a été réglementée pour la première fois dans le statut de 1995. Par contre il manque du statut de 2003.<sup>1567</sup>
- Seulement le statut de 1990 et celui de 1995 disent expressément qu'il y a des membres individuels et collectifs. Au reste, on trouve toujours « les membres individuels » qui « exercent leurs activités dans le cadre de... » ou « les membres individuels se groupe dans des... ». On trouve aussi des membres associés. De ce point de vue la structure est la même seulement pour les années 1999 et 2003. Au fur et à mesure on trouve la formule pour définir ceux qui sont les membres de l'ADHR: « les membres individuels exercent leurs activités dans des: organisations locales et territoriales, des plates-formes; les membres associés »<sup>1568</sup>. Il y a donc un membership direct et un indirect<sup>1569</sup>.
- L'organisme directeur suprême est resté le même pendant cette période: le congrès. On a seulement modifié sa fréquence.

<sup>1561</sup> Le statut de l'ADHR 1993, CD RMDSZ.

<sup>1562</sup> RMDSZ Közlöny, 1994/9.

<sup>1563</sup> RMDSZ Közlöny, 1994/10–11.

<sup>1564</sup> RMDSZ Közlöny, 1994/12.

<sup>1565</sup> RMDSZ Közlöny, 1995/14.

<sup>1566</sup> Voir aussi les annexes.

<sup>1567</sup> Le prêtre Tőkés László a été le symbole de la révolution roumaine de 1989 de Timișoara. Il a été élu par les congrès de 1990, 1991 et 1993 comme président d'honneur. Les résolutions sur l'élection du président d'honneur précisaient ses compétences aussi. La place de président d'honneur a été supprimée lors du congrès de 2003. Voir notre chapitre sur la vie interne de l'Alliance.

<sup>1568</sup> Le statut de 2003. [www.rmksz.ro](http://www.rmksz.ro)

<sup>1569</sup> Qui se fait à travers les membres associés de l'Alliance.

- L'organisme de prise de décision entre deux congrès a subi des modifications essentielles (ou plus petites) cinq fois sur sept congrès. Il est resté le même<sup>1570</sup> seulement pour les années 1999 et 2003.
- Le Conseil des représentants et le Conseil conciliant sont des organes qui ont été créés lors du congrès de Braşov. Il faut mentionner qu'il y avait auparavant un organisme semblable avec le Conseil des représentants, le Conseil national des délégués de l'Alliance, qui était l'organisme de prise des décisions entre les deux congrès.
- La Présidence exécutive est créée lors du congrès de Braşov en 1993, mais elle devient l'unique organisme exécutif seulement en 1995.
- Le Conseil opératif est devenu d'un organisme aux compétences exécutives un organisme de prise des décisions entre deux congrès en 1995 quand, selon le statut, on mentionnait que, « dans certains cas, le Conseil opératif exerce les compétences qui lui étaient confiées par le CRA, les compétences de la Présidence exécutive et du Président de l'Alliance ». Mais il est qualifié seulement en 1999 comme « organisme de prise des décisions entre deux congrès ».
- Les plates-formes sont mentionnées pour la première fois dans le statut de 1993 comme « les organisations internes ayant des buts politiques », tandis que dans le statut de 1995 on leur consacre un sous-chapitre.
- En 1990, 1991, 1993 nous ne trouvons pas d'organes qui soient nommés comme organismes consultatifs. Tandis qu'en 1995 et 1997 on en a les mêmes. Par contre, en 1999, quand on change les compétences exercées jusqu'à ce moment-là par le Conseil conciliant de l'Alliance, il devient organe consultatif, puis, en 2003 on introduit un nouvel organisme.
- Les organismes de contrôle sont restés les mêmes après 1995. Notons qu'en 1990 les deux commissions ne portaient pas encore le label d'organisme de contrôle.
- Les organisations territoriales ont fait partie dès le début de la structure et des statuts de l'Alliance. C'est la modification faite en 1994 (dans le statut de 1993) qui régleme en détail la structure des organisations territoriales qui à ce moment-là deviennent semblables à la structure de l'Alliance.

Un moment important en qui concerne la structure de l'Alliance a été le congrès de Braşov. On y mentionne pour la première fois dans les statuts de l'ADHR « qu'il faut séparer et bien cerner les compétences de prise des décisions, d'exécution et de contrôle ».<sup>1571</sup> Le congrès affirme aussi pour la première que l'Alliance se structure selon le modèle d'un État: le Conseil des représentants de l'Alliance qui devrait être 'le parlement de la Communauté hongroise de Roumanie', les plates-formes –

<sup>1570</sup> Toujours comme « structure » pas nécessairement comme compétences que je n'analyse pas ici.

<sup>1571</sup> Le statut de 1993. Mais tous les autres statuts d'après 1993 contiennent des dispositions semblables.

‘les partis’, les fractions du Conseil des représentants – ‘les groupes parlementaires’, la Commission de vérification du statut – ‘la Cour constitutionnelle’, la Commission de vérification du règlement – ‘la Cour de justice’, la Présidence exécutive – ‘le gouvernement’, etc.

#### 9.4. Le Conseil des représentants de l'Alliance

Dans le sous-chapitre précédent nous avons cerné la place occupée par le Conseil des représentants dans la structure de l'Alliance: organisme de prise de décision entre deux congrès qui s'est formé en 1993. Auparavant, dans l'intervalle de 1991–1993, il y avait un Conseil national des délégués, un organe semblable au Conseil des représentants de l'Alliance (le CRA). En comparant les deux organes – le Conseil national des délégués et le Conseil des représentants de l'Alliance<sup>1572</sup> (dans sa forme de 1993) – nous observons<sup>1573</sup> d'abord, que le Conseil national des délégués peut être considéré le précurseur du Conseil des représentants de l'Alliance. Ensuite, nous voyons que les compétences de CRA sont plus précises et plus réglementées.

Enfin, nous observons que le président de l'Alliance n'est pas membre de droit du Conseil des représentants de l'Alliance<sup>1574</sup>. Nous avons observé aussi que les changements produits ne sont pas de changements radicaux, ils sont dus plutôt aux réglementations plus précises. De plus, les changements sont aussi la conséquence de la stipulation du statut de 1993 conformément à laquelle il faut « séparer et bien délimiter les compétences de prise de décisions, d'exécution et de contrôle ». <sup>1575</sup>

Les sources que nous utilisons pour analyser le Conseil des représentants de l'Alliance sont très peu nombreuses et très dispersées. Premièrement, les statuts de l'Alliance et ses réglementations internes. Deuxièmement, les journaux de l'Alliance qui contiennent des matériaux relatifs au Conseil des représentants: le Tájékoztató (le bulletin quotidien de l'Alliance), RMDSZ Közlöny (le journal officiel de l'Alliance), Szövetség (la revue de la Présidence exécutive de l'Alliance), Szövetségi Figyelő (la revue de l'Alliance). Troisièmement, nous avons consulté les procès-verbaux des

<sup>1572</sup> Nous faisons cette comparaison parce que nous voulons vérifier si le congrès de Braşov a été aussi crucial que le discours politique et la grande partie des analyses le soutiennent. Plus précisément, nous vérifierons si la structure que le congrès de 1993 définit pour l'Alliance représente une rupture par rapport à la structure précédente.

<sup>1573</sup> Voir le tableau de comparaison dans les annexes.

<sup>1574</sup> En pratique, il est membre du Conseil car il est sénateur.

<sup>1575</sup> Le statut de l'ADHR 1993, CD RMDSZ. C'est avec cette séparation des pouvoirs qu'on motive le fait que le président de l'Alliance ne doit pas être membre de droit du Conseil: « ... [on] propose que le président puisse être présent avec le droit de voter au Conseil des représentants de l'Alliance. On a rejeté cette proposition car elle aurait eu comme conséquence le mélange des pouvoirs ». Le procès-verbal de l'adoption de statut, *RMDSZ III kongresszusa*, p.119.



séances du Conseil et des livres édités par l'Alliance sur et pour les congrès où nous retrouvons des références au Conseil.

Ces types de sources qui nous sont accessibles nous permettent de faire une analyse de la structuration et sur les compétences du Conseil et de faire quelques remarques sur son fonctionnement.

La structuration du Conseil des représentants est restée en grandes lignes la même entre 1993–1999. Le Conseil se compose de membres qui élisent, parmi les membres du Conseil, une Commission permanente qui dans la période 1993–1997 « organisait le travail du Conseil des représentants entre les sessions »<sup>1576</sup>. Tandis que depuis 1997, la Commission permanente « conduit les travaux du Conseil des représentants de l'Alliance »<sup>1577</sup>. À part la Commission permanente, le CRA a eu d'autres commissions<sup>1578</sup> aussi.<sup>1579</sup> Les membres du Conseil s'organisaient en fractions.<sup>1580</sup>

Le Conseil a eu les types suivants de membres dans l'intervalle de 1993–2004: les parlementaires élus sur les listes de l'Alliance, les membres élus par le congrès, les représentants des élus locaux, les représentants des organisations de jeunesse, les présidents ou les vice-présidents des organisations territoriales, les représentants des partis et/ou des plates-formes membres de l'Alliance.

Les questions sur les conditions d'éligibilité des membres du Conseil et sur les modalités de leur élection/désignation ont été réglementées dans les statuts de l'ADHR.

<sup>1576</sup> Les statuts de 1993 et 1995. CD RMDSZ.

<sup>1577</sup> Les statuts de 1997, 1999 et 2003. CD RMDSZ.

<sup>1578</sup> Les commissions ont été de deux types: permanentes ou temporaires. Parmi les commissions permanentes il y avait des commissions obligatoires qui selon le statut du CRA de 1993 et 1996 s'occupaient des problèmes suivants: le budget, l'administration publique locale, la culture et l'enseignement, les droits des hommes et des questions sociales, les affaires internes et extérieures. Selon le statut de 2004, les commissions permanentes et obligatoires du CRA s'occupent de: l'administration publique locale, l'économie, l'enseignement, la culture et les cultes, l'intégration européenne, la diaspora et affaires sociales, la jeunesse et le sport, le droit et les droits des hommes.

<sup>1579</sup> Il faut noter que le Conseil des représentants a eu des statuts propres qui réglementent des questions comme: la constitution du Conseil, le fonctionnement du Conseil, les commissions du Conseil, les groupes, les interpellations.

<sup>1580</sup> Pour qu'un groupe soit enregistré, il devait avoir au moins 10 membres. Les groupes ont un nom, un président. Les présidents des groupes forment la « table ronde conciliante » qui se réunit avant chaque session du Conseil des représentants, ses décisions qui sont prises par le consensus sont portées devant le Conseil des représentants. J'ai réussi à reconstituer les fractions pour 6 années, ce qui nous donne 21 fractions dans les six années, les unes constituées sur des bases géographiques, les autres idéologiques, la fraction de la jeunesse, et d'autres. Les noms de groupes étaient: Magyar Demokrata – Démocrate hongrois, Erdélyi Magyar Kezdeményezés – L'initiative hongroise de Transylvanie, Bethlen Gábor, MISZSZ radikális demokrata – L'Alliance des organisations de la jeunesse hongroise démocrate radicale, Partium, Szabadelvű – Libéral, Gaudeamus, Kereszténydemokrata – Chrétiens démocrates, Szórvány, MISZSZ – L'Alliance des organisations de jeunesse hongroise, Függetlenek – indépendants, Reform – Réforme, Novum Forum, Polgári Centrum – Centre citoyen, MIT – Le Conseil hongrois de la jeunesse, Nemzeti Polgári Centrum – Centre citoyen national, Új Erő – Nouvelle Force, Székelyföldi, Keresztény-Szociális – Chrétien social, Széchenyi, Demokrata – Démocrate.

Nous retrouvons ces réglementations dans deux parties du statut. D'abord, dans le sous-chapitre du statut qui codifie le Conseil des représentants de l'Alliance, on parle d'une manière plus générale des membres du Conseil. Ensuite, nous trouvons un autre chapitre dans les statuts où on précise la composition du Conseil. Si nous comparons les réglementations sur les membres du Conseil qui se trouvent dans le chapitre sur le Conseil et celles qui se trouvent dans les dispositions transitoires des statuts, nous décelons trois périodes distinctes.<sup>1581</sup>

D'abord, l'intervalle 1993–1995 quand une partie des membres du CRA aurait dû être élue dans des élections internes et une partie était des membres dû à leur fonction de parlementaires. Ensuite, la période 1995–2003 quand tous les membres auraient dû être élus par le biais des élections internes. Enfin, selon le statut de 2003 quand les membres du Conseil des représentants de l'Alliance deviennent: les personnes élues par les organisations territoriales, les parlementaires de l'Alliance et les représentants de la jeunesse. En pratique, jusqu'en 2003 le Conseil était composé selon les dispositions transitoires des statuts, car des élections internes n'ont pas eu lieu<sup>1582</sup>.

Nous avons pu voir le changement des fréquences des séances du Conseil des représentants. Selon les statuts d'entre 1993–1995, les sessions se tenaient tous les deux mois, par contre, après 1995 ces réunions ordinaires avaient lieu tous les trois mois.

En utilisant les sources mentionnées plus haut nous avons reconstitué le nombre des séances, leur durée, le lieu et les résolutions prises par le Conseil des représentants de l'Alliance entre 1993–2004. Dans cette période il y a eu 59 réunions du Conseil. De ces sessions 67% se sont tenues à Târgu-Mureș, 12% à Cluj-Napoca, 7% à Miercurea-Ciuc et soit 2% soit 3% dans six autres villes<sup>1583</sup>. Il est important de noter qu'après 1998 toutes les séances se sont tenues à Târgu-Mureș. De plus, la plupart des sessions du Conseil des représentants – tenus avant juillet 2000 – ont duré deux jours. Après cette date les réunions ont duré une journée.

Le Conseil des représentants a adopté environ trente prises de position, environ vingt-trois déclarations et environ cent quatre-vingt-quatre résolutions<sup>1584</sup>. En regardant les sujets de ces actes nous remarquons que:

- Approximativement 40% des prises de position étaient sur des questions liées à la minorité hongroise<sup>1585</sup>, environ 33% regardaient la minorité hongroise dans

<sup>1581</sup> Voir dans les annexes.

<sup>1582</sup> Voir plus largement le chapitre sur la vie interne de l'Alliance.

<sup>1583</sup> Les 2% signifient qu'une session a eu lieu, tandis que 3% signifie deux sessions. Les villes ont été: București, Deva, Sfântu-Gheorghe et Oradea une fois; Gheorgheni et Odorheiu-Secuiesc deux fois.

<sup>1584</sup> Le Conseil des représentants a pris un petit nombre d'appels (sur le référendum pour le changement de la Constitution en 2003 et sur la loi de l'enseignement en 1995) et a envoyé quelques communiqués (sur le groupe statuaire de la liberté d'Arad).

les relations internationales<sup>1586</sup>, environ 17% traitaient les relations avec les partis roumains ou les questions relatives à la Roumanie<sup>1587</sup>.

- Environ 36% des déclarations ont eu comme sujet la minorité hongroise, 32% traitaient les relations avec les partis roumains ou des questions relatives à la Roumanie, environ 14% ont eu comme sujet la minorité hongroise dans les relations internationales, environ de 14% parlaient des questions liées à certains membres de l'Alliance, tandis qu'environ 9% ont eu comme thème les relations internationales.
- Plus de la moitié<sup>1588</sup> des résolutions ont eu comme sujet les questions internes (structure, commissions, etc.) de l'Alliance, tandis que 10%-10% traitent les préparations pour les élections et les questions liées à la minorité hongroise.<sup>1589</sup>
- Environ la moitié<sup>1590</sup> des 56,5% des déclarations et 46,6% des prises de positions ont été adoptées entre 1993–1997.

Le Conseil des représentants de l'Alliance a été l'organisme de prise des décisions entre deux congrès depuis 1993. Dans chaque statut on a réglementé les domaines et les circonstances dans lesquels le Conseil doit prendre des résolutions communes avec un autre organisme.<sup>1591</sup>

On a également réglementé les conditions dans lesquelles les compétences relatives à la prise des décisions sont exercées par un autre organisme.<sup>1592</sup> En analysant

<sup>1585</sup> Par exemple: sur la politique de discrimination envers la minorité hongroise de Roumanie en 1993. *RMDSZ Közlöny* 1993/3.

<sup>1586</sup> Par exemple: sur la possibilité que la Roumanie devienne membre du Conseil de l'Europe (au centre de cette prise de position sont les réglementations du CoE relatives aux droit des minorités, *Közlöny* 1994/9)); sur les assauts contre les Hongrois de Vojvodine (*Közlöny* 1995/18).

<sup>1587</sup> Par exemple: sur des questions gouvernementales (dans cette période l'ADHR faisait partie de la coalition gouvernementale, *Közlöny* 1998/30). Les autres sujets des prises de positions ont été environ: 7% des questions sur les relations internationales, 6% relatives aux membres de l'Alliance.

<sup>1588</sup> Autour de 60%.

<sup>1589</sup> Il y a eu encore des résolutions relatives aux questions des relations avec les partis roumains et avec la Roumanie (7%), des résolutions liées à certains membres de l'Alliance, quelques résolutions relatives aux relations entre la minorité hongroise de Roumanie et la Hongrie.

<sup>1590</sup> 50,54%

<sup>1591</sup> Voir par exemple le statut de 1999 selon lequel les séances communes du Conseil des représentants et du Conseil conciliant de l'Alliance ont les compétences suivantes: « sur la proposition du président de l'Alliance, elles nomment le président exécutif, élisent les membres des commissions de surveillance du statut et du contrôle, écoutent les rapports des fonctionnaires et des commissions élus par lui, évaluent et approuvent le budget de l'Alliance, approuve le statut du Conseil opératif, peut exercer les compétences du Conseil des représentants selon lequel il prend des résolutions sur le fonctionnement et l'organisation de l'Alliance qui ne nécessite pas le changement du statut ou du programme ».

<sup>1592</sup> Par exemple, selon le statut de 1995 quand « le Conseil des représentants est empêché d'exercer des compétences, le Président de l'Alliance convoque le Conseil opératif ». Voir les annexes.

les compétences du Conseil des représentants<sup>1593</sup> nous avons observé que leur nombre a augmenté dans le temps. À chaque congrès le Conseil a reçu de nouvelles compétences. Comme nous l'avons déjà mentionné<sup>1594</sup>, le statut de Braşov de 1993 prescrit comme devoir du Conseil d'écouter: le compte-rendu du président exécutif, le point de vue de la Commission de surveillance du Statut, le compte-rendu de la Commission de contrôle de l'Alliance<sup>1595</sup>. De plus, le Conseil doit demander que le président exécutif et les vice-présidents présentent leur rapport d'activité. À cela on a ajouté en 1995 la compétence de: « prendre des résolutions relatives au fonctionnement et à l'organisation de l'Alliance qui ne nécessitent pas de changements programmatiques ou statutaires »<sup>1596</sup>. En plus, en 1995 le Conseil des représentants est devenu l'organe qui approuve le président et la Présidence exécutive.<sup>1597</sup>

Lors du congrès de 1997, on a accordé au Conseil des représentants le plus de nouvelles compétences. Parmi ces compétences, nous retrouvons le droit de demander le rapport d'activité aux fonctionnaires gouvernementaux de l'Alliance<sup>1598</sup>. Le Conseil des représentants de l'Alliance a également obtenu en 1997 la compétence d'écouter tous les six mois les rapports des fonctionnaires gouvernementaux de l'ADHR. À cela s'est ajouté en 1999 le devoir du Conseil d'évaluer l'activité des fonctionnaires gouvernementaux<sup>1599</sup> et d'écouter – en cas de question d'un membre du Conseil – la réponse du président et des vice-présidents exécutifs et des fonctionnaires gouvernementaux.<sup>1600</sup>

C'est le Conseil qui reçoit en 1997 le droit « d'ordonner, dans des cas motivés, le renouvellement de la direction d'une organisation territoriale »<sup>1601</sup>. Il a obtenu des attributions relatives au groupe parlementaire conformément auxquelles le Conseil « écoute et évalue tous les ans le rapport du groupe parlementaire et évalue tous les six mois l'activité du groupe ».<sup>1602</sup> Le Conseil a également acquis comme

<sup>1593</sup> Les compétences communes du Conseil conciliant et du Conseil des représentants de l'Alliance sont analysées au sous-chapitre sur le Conseil conciliant.

<sup>1594</sup> Nous répétons pour pouvoir montrer l'évolution des compétences du Conseil des Représentants.

<sup>1595</sup> Cette compétence devait être exercée à partir de 1999 en commun avec le Conseil conciliant.

<sup>1596</sup> En 1993, le statut précisait (au troisième article), avant d'énumérer les devoirs du Conseil, que le Conseil des représentants « prend des résolutions relatives au fonctionnement et à l'organisation de l'Alliance ». Le statut de 1993 et de 1995. CD RMDSZ.

<sup>1597</sup> Cette compétence devait être exercée à partir de 1999, en commun avec le Conseil conciliant. Le statut de 1995 CD RMDSZ.

<sup>1598</sup> Notons que l'Alliance était membre du gouvernement roumain depuis les élections de 1996. Cette compétence lui permettait, d'une part, d'exercer une fonction de contrôle sur les gens qui ont reçu des fonctions gouvernementales grâce à l'ADHR. D'autre part, cette compétence semblait être le moyen de montrer à la communauté et implicitement à ses électeurs l'activité de ces membres.

<sup>1599</sup> Tout les six mois.

<sup>1600</sup> Le statut de 1997 et 1999. CD RMDSZ.

<sup>1601</sup> Le statut de 1997. CD RMDSZ.

<sup>1602</sup> Ibidem.

compétence en 1997 le droit d'élire son président. À cela s'ajouterons en 1999 le droit d'élire des vice-présidents et des secrétaires aussi.

En 2003 le Conseil des représentants de l'Alliance a reçu une seule nouvelle compétence, celle « de discuter et d'approuver les résolutions de la Commission de Surveillance du Statut ». <sup>1603</sup>

Nous avons pu observer des changements au niveau des initiateurs possibles des résolutions. <sup>1604</sup> Selon le statut de 1993 des résolutions pouvaient être initiées par les membres du Conseil des représentants; le président exécutif, le président, le Conseil conciliant. Le statut de 1995 a ajouté à cela le président d'honneur de l'Alliance <sup>1605</sup> et celui du Conseil consultatif des présidents territoriaux <sup>1606</sup>. Dans le statut de 1997 nous ne retrouvons pas le Conseil consultatif des présidents territoriaux parmi les possibles initiateurs des résolutions. Le statut de 1999 réglemente les initiateurs des résolutions de la même manière que celle de 1997. Étant donné qu'en 2003 le président d'honneur ne faisait plus partie de la structure de l'Alliance, il ne paraît non plus parmi les initiateurs des résolutions. Nous pouvons donc observer que les membres du Conseil, le président de l'ADHR, le président exécutif et le Conseil conciliant sont ceux qui pendant toute la période 1993–2004 pouvaient déposer des initiatives. Parmi eux, les trois derniers ne font pas partie des membres du Conseil des représentants.

Selon les statuts, les réunions du Conseil des représentants de l'Alliance sont convoquées par le président de l'Alliance. <sup>1607</sup> Le seul changement est le fait que depuis le congrès de 1995 le président convoque le Conseil conformément aux propositions de la Commission permanente du Conseil des représentants.

En plus, à partir de 1999 la convocation d'une séance du Conseil peut se faire aussi sur la proposition d'un tiers de ses membres. <sup>1608</sup>

---

<sup>1603</sup> Le statut de 2003.

<sup>1604</sup> Dans l'intervalle de 1993–2004, le Conseil des représentants de l'Alliance a pu – conformément aux statuts – prendre deux types de résolutions. La première a gardé son nom « résolution simple » tout au long de cette période. Dans ce cas les statuts n'ont pas précisé les domaines des résolutions, mais seulement le quorum nécessaire pour les approuver. Pendant tout l'intervalle les résolutions simples ont dû être prises par « la majorité des membres présents ». (Les statuts de 1993, 1995, 1997, 1999 et 2003. CD RMDSZ et sur la page web de l'Alliance.) Le deuxième type de résolution a eu plusieurs noms: résolution « de base » ou « organique », ou « fondamentale », le statut précisant chaque fois ses sujets possibles. Entre 1993–2003 ce type de résolution a dû être approuvé avec les deux tiers des membres présents du Conseil. Par contre, le statut de 2003 stipule que les résolutions fondamentales doivent être prises avec la majorité des membres du Conseil.

<sup>1605</sup> La position du président d'honneur a été réglementée seulement dans le statut de 1995.

<sup>1606</sup> Le Conseil consultatif des présidents territoriaux a été réglementé seulement dans le statut de 1995.

<sup>1607</sup> Celle de Conseil conciliant aussi.

<sup>1608</sup> Dans ce cas aussi, la convocation se fait par le président de l'ADHR. Il faut mentionner également que depuis 1999, le président exécutif de l'Alliance peut convoquer la session du Conseil dans le cas de l'empêchement du président.

## 9.5. Le Conseil conciliant de l'Alliance

Le Conseil conciliant de l'Alliance est apparu après le congrès de 1993<sup>1609</sup>. Tandis que le Conseil des représentants de l'Alliance ressemble à une Chambre des députés d'un parlement, le Conseil conciliant était comparé à un Sénat. Le Conseil conciliant de l'Alliance « constitue l'expression du pluralisme des valeurs et des intérêts de la communauté hongroise de Roumanie ». <sup>1610</sup> Selon les statuts le Conseil conciliant est « le forum de prise de décisions et de conciliation des intérêts des organisations nationales sociales, scientifiques, culturels et professionnelles » <sup>1611</sup>. Pendant la période d'après 1994<sup>1612</sup>, il a eu comme membres « les représentants des membres associées <sup>1613</sup> de l'Alliance et des personnalités ecclésiastiques, culturelles, scientifiques et de la vie publique ». <sup>1614</sup> La composition du Conseil est restée la même depuis son début. <sup>1615</sup>

En grand, les compétences du Conseil conciliant sont restées les mêmes entre 1994–2003. Plus précisément, aux compétences des débuts on ajouté encore deux en 2003 et on en modifié une en 1997. <sup>1616</sup>

<sup>1609</sup> Les réglementations qui le concernent date du 27 février 1994.

<sup>1610</sup> Le statut de 2003, les autres statuts contiennent des dispositions semblables.

<sup>1611</sup> Le statut de 1993, plus précisément « la résolution de modification du statut regardant la fondation et le rôle du Conseil conciliant de l'Alliance » de 27 février 1994 RMDSZ Közlöny 1994/9. Les autres statuts contiennent des dispositions semblables.

<sup>1612</sup> La première session du Conseil conciliant a eu lieu le 18 juin 1994. RMDSZ Közlöny 1994/10–11.

<sup>1613</sup> Les membres associés sont des organisations nationales sociales, scientifiques, culturelles et professionnelles.

<sup>1614</sup> Le statut de 1997.

<sup>1615</sup> Ainsi elle se compose: des personnalités des Églises, des sciences, et de la vie publique (max.15); des représentants des associations culturelles associées à l'ADHR (6 personnes); des représentants des organisations de l'enseignement supérieur (3 personnes); des représentants d'autres organisations d'enseignement associées (5 personnes); des représentants des organisations scientifiques associées (4 personnes); ceux des organisations de femmes (2 personnes); des représentants des organisations de la jeunesse (6 personnes); ceux des organisations professionnelles (4 personnes). Les personnalités ecclésiastiques, scientifiques, culturelles et publiques, constituant la première catégorie de membres, sont « invités de plein droit ou avec le droit de consultation par le président de l'Alliance ». Le statut de 2003. Les autres statuts contiennent des dispositions semblables.

<sup>1616</sup> Les compétences initiales du Conseil étaient les suivantes: « il prend des prises de position concernant les questions de base de la minorité hongroise de Roumanie, il coordonne l'activité des organisations associées, il initie des projets de résolution pour le Conseil des représentants de l'Alliance, il peut donner son avis sur les résolutions du Conseil des représentants et peut demander leur renégociation une fois, ensemble avec les organisations associées il offre de l'expertise aux différents organes de l'ADHR, il rédige son statut, il peut demander un rapport au président, au président exécutif ou au chef des groupes parlementaires ». (Le statut de 1993. Les autres statuts contiennent les mêmes dispositions.) Cette dernière compétence change en 1997 de manière que le Conseil conciliant « peut demander des rapports aux fonctionnaires dirigeants de l'Alliance ». (Le statut de 1997). Les deux nouvelles compétences reçues en 2003 sont énoncées de la manière suivante:

Le Conseil conciliant et le Conseil des représentants de l'Alliance ont obtenu en 1999 six compétences qu'ils doivent exercer lors des sessions communes. La première est celle « de nommer sur la proposition du président de l'ADHR la présidence exécutive » qui a été jusqu'à cette date la compétence exclusive du Conseil des représentants. La deuxième est celle « d'élire les membres des commissions de surveillance du statut et celui de contrôle » qui a été partagé entre le Conseil des représentants, le Conseil conciliant et le président de l'Alliance.<sup>1617</sup> La troisième est « d'écouter les rapports des commissions qu'ils ont élues et des fonctionnaires ». La quatrième compétence en commun est devenue l'acceptation du budget, auparavant un domaine exclusif du Conseil des représentants.

La cinquième est d'approuver le statut du Conseil opératif de l'Alliance. Finalement, la session commune peut exercer la compétence du Conseil des représentants de: « prendre des résolutions relatives au fonctionnement et à l'organisation de l'Alliance qui ne nécessitent pas de changement programmatique ou statutaire ».<sup>1618</sup> En 2003 la séance commune du Conseil conciliant et du Conseil des représentants de l'Alliance a reçu encore une compétence qui jusque-là était le domaine exclusif du Conseil des représentants, celle de « prendre des décisions sur les contrats et les accords d'adhésion de l'Alliance ou de partenariat avec des organisations internationales ».<sup>1619</sup>

Il faut noter que dès 1995, « dans le cas des documents du Conseil conciliant qui étaient sur l'ordre du jour du Conseil des représentants », les deux conseils devaient tenir une session commune.<sup>1620</sup> En plus, selon les statuts, à partir de 1999, une session commune des deux conseils doit avoir lieu une fois par an.

La manière de convocation du Conseil conciliant a été identique à celle du Conseil des représentants. Entre 1994–1995 le Conseil conciliant a été convoqué par le président de l'Alliance sur la proposition de sa commission permanente. Tandis qu'après 1995 il pourrait être convoqué aussi à la demande d'un tiers de ses membres. Ses sessions devaient avoir lieu au moins tous les six mois.

---

« il prend des résolutions sur les questions de la société civile qui regarde le fonctionnement de l'Alliance, il peut proposer des personnes dans les corps qui décident de la distribution de l'argent publique ». (Le statut de 2003. Il nous semble qu'on se réfère aux Fondations qui gèrent l'argent de l'État hongrois ou roumain, où l'Alliance a le droit de nommer des membres).

<sup>1617</sup> Ils nomment les membres: soit 3/3/1, soit 2/2/1, soit 5/5/1. Le statut de 1997.

<sup>1618</sup> Le statut de 1999.

<sup>1619</sup> Le statut de 2003.

<sup>1620</sup> Le statut de 1995.

## 9.6. Le Conseil opératif de l'Alliance

Le Conseil opératif de l'Alliance est apparu lors du congrès de 1993, comme un organe qui prend les décisions politiques et opératives dans des circonstances spéciales. Graduellement, cet organe est devenu l'un des organismes de prise de décision entre deux congrès.<sup>1621</sup>

Entre 1993–1999, le Conseil opératif se réunissait dans des « circonstances exceptionnelles »<sup>1622</sup>. Les circonstances exceptionnelles étaient définies comme des situations lorsque: les règles de la démocratie ont souffert de graves violations « et cela a causé la suspension des organes de l'Alliance »<sup>1623</sup>, le Conseil des représentants et le Conseil conciliant ne pouvaient pas se réunir faute du quorum nécessaire<sup>1624</sup>, « il faut prendre des décisions qui engagent toute l'Alliance, mais il n'y a pas de temps pour la convocation du Conseil des représentants »<sup>1625</sup>, « dans d'autres circonstances, quand les organes de l'Alliance sont empêchés de travailler »<sup>1626</sup>.

Selon les statuts de 1995 et de 1997, « le Conseil des représentants est empêché d'exercer ses fonctions s'il n'est pas en session et sa convocation n'est pas réalisable dûe au délai très court ou à la situation exceptionnelle ». Cette prescription des statuts a donné un poids important au Conseil opératif surtout après 1996<sup>1627</sup>. Il faut mentionner que les décisions du Conseil opératif devaient être approuvées par le Conseil des représentants de l'Alliance.<sup>1628</sup>

Par exemple<sup>1629</sup>, après les élections du 3 novembre 1996, le président de l'ADHR a convoqué le 7 novembre le Conseil opératif de l'Alliance pour « évaluer la situation d'après les élections ».<sup>1630</sup> Le 28 novembre 1996 le Conseil des représentants de l'Alliance a tenu une session à Bucarest où il a eu comme ordre du jour « la présentation et la discussion des résultats des négociations pour la formation d'un gouvernement de coalition ».<sup>1631</sup> À cette réunion le Conseil des représentants a donné « son accord de principe pour la continuation des entretiens et pour la participation

---

<sup>1621</sup> Voir les annexes.

<sup>1622</sup> Les statuts de 1993, de 1995 et de 1997.

<sup>1623</sup> Ibidem.

<sup>1624</sup> Ibidem.

<sup>1625</sup> Ibidem.

<sup>1626</sup> Les statuts de 1995 et de 1997.

<sup>1627</sup> Quand l'Alliance est entrée dans la coalition gouvernementale.

<sup>1628</sup> Les statuts de 1995 et de 1997.

<sup>1629</sup> Il faut mentionner qu'il est assez difficile de reconstituer les fils des événements, de dire quelle séance a précédé l'autre, celle du Conseil opératif ou celle du Conseil des représentants.

<sup>1630</sup> La convocation a été faite le 5 novembre. *RMDSZ Tájékoztató*, 1996/902.

<sup>1631</sup> *RMDSZ Tájékoztató*, 1996/918.



au gouvernement et a mandaté le Conseil opératif pour qu'il prenne les décisions nécessaires ».<sup>1632</sup>

Depuis 1999, le Conseil opératif est l'organisme de prise des décisions entre deux congrès, tout comme le Conseil des représentants de l'Alliance, la séance commune du Conseil des représentants de l'Alliance et le Conseil conciliant de l'Alliance.<sup>1633</sup> Les statuts stipulent qu'avant la prise des décisions il fallait consulter les présidents des organisations territoriales. De plus, le président de l'ADHR devait rendre compte des décisions prises par le Conseil opératif au Conseil des représentants qui pouvait infirmer ou confirmer ces décisions.<sup>1634</sup> Nous pouvons évoquer trois exemples. Premièrement, en juillet 2000 par la résolution 70 le Conseil des représentants de l'Alliance a approuvé plusieurs décisions du Conseil opératif parmi lesquelles celles relatives aux primaires<sup>1635</sup> de l'Alliance.<sup>1636</sup>

En deuxième lieu, par la résolution 81, le Conseil des représentants de l'Alliance a approuvé le 20 janvier 2001 « les décisions et les prises de position du Conseil opératif de l'Alliance dans l'intervalle de 13 septembre – 27 décembre »<sup>1637</sup>. Parmi les décisions prises par le Conseil opératif dans la période mentionnée s'est trouvé le texte du protocole<sup>1638</sup> de l'ADHR avec le PSD. Le protocole a été signé le 27 décembre 2000.<sup>1639</sup> Nous voulons mentionner que l'année suivante, en 2002, le processus de la signature du protocole entre l'Alliance et le PSD a été le même: en janvier 2002 le Conseil opératif a approuvé par sa décision l'analyse du protocole de 2001 et les principes de base du protocole de 2002, puis le 24 janvier le Conseil opératif a approuvé le projet du protocole et le 28 janvier le texte du protocole final, tandis que le Conseil des représentants de l'Alliance a approuvé ces décisions le 2 février 2002.<sup>1640</sup> En troisième lieu, le projet du programme pour les élections législatives de 2004 de l'ADHR a été approuvé par le Conseil opératif qui a ouvert ensuite un débat sur ce projet. Ce projet avec les modifications apportées a été approuvé par le Conseil des représentants de l'Alliance.<sup>1641</sup>

---

<sup>1632</sup> RMDSZ Tájékoztató, 1996/920.

<sup>1633</sup> Les statuts de 1999 et 2003.

<sup>1634</sup> Ibidem.

<sup>1635</sup> Voir le sous-chapitre sur le groupe parlementaire.

<sup>1636</sup> RMDSZ Közlöny, 2000/38–39.

<sup>1637</sup> La résolution 81. RMDSZ Közlöny, 2000/41.

<sup>1638</sup> Par le biais de ce protocole l'Alliance a soutenu dans le parlement le gouvernement minoritaire du PSD. Voir notre chapitre sur le contexte externe de la représentation de la minorité hongroise.

<sup>1639</sup> RMDSZ Tájékoztató, 2000/1878.

<sup>1640</sup> RMDSZ Közlöny, 2002/44. En fait, c'est le même processus pour le protocole de 2003 (RMDSZ Közlöny, 2003/49).

<sup>1641</sup> RMDSZ Tájékoztató, 2004/2799 et RMDSZ Közlöny, 2002/55.

Les compétences du Conseil opératif de l'Alliance sont les mêmes depuis 1997<sup>1642</sup> c'est –à-dire, celles de « prendre des décisions sur le fonctionnement et l'organisation de l'Alliance qui ne nécessitent pas de changements statutaires ou programmatique »<sup>1643</sup>, prendre des prises de position de principe concernant les questions de base de la communauté hongroise »<sup>1644</sup>.

Le nombre des membres du Conseil opératif a changé de sept en 1993 à onze en 2004.<sup>1645</sup> Toutefois, sept types de membres sont présents tout au long de l'intervalle analysé. Ils sont: le président et le président exécutif de l'Alliance, le vice-président exécutif<sup>1646</sup>, les présidents du Conseil conciliant et du Conseil des représentants de l'Alliance, les chefs des groupes parlementaires de l'Alliance (Sénat et Chambre des députés). Le président d'honneur a fait partie du Conseil opératif entre 1995–2003<sup>1647</sup>. Tandis que le président du Conseil national de l'administration locale fait partie du Conseil opératif depuis 1997.

Lors du dernier congrès le Conseil opératif s'est élargi de trois personnes: deux membres du Bureau permanent du Conseil des représentants et un président d'une organisation territoriale.

Nous avons pu déceler une continuité assez grande au niveau des personnes membres du Conseil opératif. D'une part, on peut remarquer des personnes qui ont été membres du Conseil opératif depuis 1993<sup>1648</sup>: Markó Béla<sup>1649</sup>, Takács Csaba<sup>1650</sup>. D'autre part, on peut voir que certaines personnes ont détenu la fonction des membres du Conseil opératif pour plus de trois ans: Verestóy Attila neuf années<sup>1651</sup>, Dézsi Zoltán<sup>1652</sup> sept années, Kelemen Attila entre 1999–2004<sup>1653</sup>, Csávossy György entre 1994–1999<sup>1654</sup>, Kelemen Hunor depuis 1999<sup>1655</sup>, le prêtre Tőkés László entre 1995–2003.

<sup>1642</sup> Pour les compétences des autres années voir les annexes

<sup>1643</sup> Le statut. La compétence du Conseil des représentants de l'ADHR.

<sup>1644</sup> Le statut. La compétence du Conseil conciliant de l'Alliance.

<sup>1645</sup> Voir aussi les annexes.

<sup>1646</sup> Avec la différence qu'entre 1993–1997 celui-là devait être le vice-président en charge avec les questions politiques, tandis qu'après 1997 il était le vice-président exécutif adjoint du président exécutif.

<sup>1647</sup> Le président d'honneur a figuré dans les statuts entre 1995–2003.

<sup>1648</sup> Jusqu'à la fin du 2004.

<sup>1649</sup> Le président de l'ADHR.

<sup>1650</sup> Le président exécutif de l'ADHR.

<sup>1651</sup> Il était et il est le chef du groupe du Sénat de l'Alliance.

<sup>1652</sup> Le président du Conseil des représentants de l'Alliance entre 1994–2001.

<sup>1653</sup> Le chef du groupe à la Chambre des députés de l'Alliance.

<sup>1654</sup> Le président du Conseil conciliant de l'Alliance.

<sup>1655</sup> Le président du Conseil conciliant de l'Alliance. Il est aussi député depuis 2000.

## 9.7. Les organisations territoriales

Dans chaque département de Transylvanie il y a une organisation territoriale de l'ADHR. Les trois exceptions sont: le département de Harghita où il y a trois organisations territoriales, les départements de Covasna et celui de Maramureş où il y en a deux.<sup>1656</sup> L'ADHR a six organisations dans les départements en-dehors de la Transylvanie parmi lesquelles celle de Bucarest.<sup>1657</sup> Dans les deux premiers statuts il y a eu peu de réglementations relatives aux organisations territoriales de l'Alliance. Par contre, les statuts suivants contiennent des codifications sur la structure des organisations territoriales. Les organisations territoriales apparaissent pendant tout l'intervalle 1990–2004 comme l'unité de base de l'Alliance.<sup>1658</sup>

Depuis le congrès de Braşov<sup>1659</sup>, la structure des organisations territoriales est semblable à la structure nationale de l'Alliance. De plus, la structuration des organisations territoriales est conforme au principe selon lequel « la direction des organisations territoriales est assurée par des organes bien délimités de décision, d'exécution et de contrôle ». <sup>1660</sup> Par conséquent, après 1993 les organisations territoriales ont: une assemblée générale<sup>1661</sup> ou une assemblée des délégués<sup>1662</sup>, comme organisme de prise de décisions entre deux assemblées elles ont soit un comité territorial soit un comité territorial composé du Conseil des représentants territoriaux et du Conseil conciliant territorial, la Commission territoriale de surveillance du statut, la Commission territoriale d'éthique et de discipline, la Commission territoriale de contrôle, le président territorial, le président exécutif territorial.

Les relations entre les organisations territoriales et les organes de l'Alliance ont très peu changé entre 1993–2004. Les éléments de cette relation ont été les suivants:

<sup>1656</sup> Le fait qu'il y a plus d'une organisation territoriale de l'Alliance pour un département est dû à des spécificités locales. Les départements de Harghita et Covasna sont majoritairement hongrois; selon le dernier recensement, le département de Harghita comprend 84,6% de Hongrois, celui de Covasna 73,8%, tandis que celui de Maramureş 9,1%.

<sup>1657</sup> Le pourcentage des Hongrois dans ces départements selon le recensement de 2002 est le suivant: Bucarest 0,3%, Bacău 0,6%, Galaţi il y a 259 Hongrois sur 619.556 habitants; Constanţa 0,1%; Suceava 0,1%; Vâlcea 0,1%.

<sup>1658</sup> Par exemple, le fait que le cadre de travail pour les membres individuels est constitué par les organisations territoriales.

<sup>1659</sup> Les réglementations relatives aux organisations territoriales n'ont pas été adoptées par le congrès en 1993, mais par le Conseil des représentants de l'Alliance le 20 mai 1994 (*RMDSZ Közlöny*, 1994/10–11). Par contre, dans le statut adopté au congrès, les organisations territoriales sont mentionnées comme membres associés de l'Alliance (dans le sens que plusieurs organisations s'associent pour former l'ADHR).

<sup>1660</sup> Les statuts de 1993, 1995, 1997, 1999 et 2003.

<sup>1661</sup> En 1994.

<sup>1662</sup> En 1995, 1997, 1999 et 2003.

- À part 1993, la définition statutaire des organisations territoriales a été la suivante: « les organisations territoriales sont les plus grandes unités autonomes de l'Alliance qui s'organisent par leur libre volonté et sur la base de leur propre statut »<sup>1663</sup>.
- Les statuts et les programmes des différents organes territoriaux doivent être en concordance avec ceux de l'Alliance.
- Les représentants des élus locaux et les présidents des organisations territoriales ont été membres du Conseil des représentants de l'Alliance. Ce Conseil a adopté les modalités de désignation des candidats aux élections.
- Les représentants des organisations territoriales ont été les membres du congrès qui a adopté le statut et le programme de l'Alliance et qui a élu le président de l'Alliance.
- Les présidents des organisations territoriales forment depuis 1995 le Conseil des présidents territoriaux de l'Alliance qui est un organe consultatif.
- Depuis 1999, depuis que le Conseil opératif est un organe de décision de l'Alliance, il doit consulter les présidents des organisations territoriales. Depuis 2003, un président d'une organisation territoriale est membre du Conseil opératif.

## 9.8. Les oppositions internes de l'Alliance

Angelo Panebianco fait la différence entre les « factions, des groupes fortement organisés » et les « tendances, des groupes vaguement organisés ».<sup>1664</sup> Selon lui, les factions sont de deux types: « des groupes qui coupent le parti verticalement », « les groupes géographiquement concentrés ».<sup>1665</sup> Par contre, les tendances sont caractérisées « comme des ensembles au sommet, sans les troupes ». <sup>1666</sup>

Kenneth Janda, au moment de l'opérationnalisation des différents types des factions, utilise la définition donnée par Zariski, pour lequel « la faction est une combinaison intra-partisane, clique, ou groupement dont les membres ont une sens partagé de l'identité et du but commun et ils sont organisés pour actionner collecti-

<sup>1663</sup> Les statuts de 1995, 1997, 1999 et 2003. Le statut de 1993/94 dit en principe la même chose en ce qui concerne les relations entre les organisations territoriales et l'Alliance: « les organisations territoriales fonctionnent sur la base de l'enregistrement national de l'Alliance; sur leur territoire ils ont la liberté de décision et la responsabilité totale, y compris celle relative à leur économie ».

<sup>1664</sup> PANEBIANCO, Angelo, *Political Parties: Organization and Power*, Cambridge University Press, p.38.

<sup>1665</sup> PANEBIANCO, Angelo, op.cit., pp.38–39.

<sup>1666</sup> Ibidem.

vement comme un bloc distinct dans le parti, pour parvenir à leurs buts ». <sup>1667</sup> Cette association des membres du parti doit durer au moins plusieurs mois. <sup>1668</sup>

Janda a défini quatre types de factionnalisme. Premièrement, il parle de la faction idéologique « qui est basée sur des accents en conflit dans le contexte d'une philosophie gouvernementale générale ». <sup>1669</sup> Deuxièmement, Janda définit le factionnalisme des issues <sup>1670</sup> comme « étant basé sur le désaccord sur un ou plusieurs enjeux politiques ». <sup>1671</sup> Ensuite, le politiste décrit le factionnalisme de « leadership » comme étant celui des groupes qui « se forment derrière différents leaders politiques, surtout grâce à l'attraction personnelle du leader ». <sup>1672</sup> Le quatrième et dernier type de factionnalisme défini par Janda est celui stratégique ou tactique. Selon Janda « les membres des partis politiques peuvent être d'accord sur l'idéologie et sur les enjeux, mais ils peuvent être sérieusement en désaccord sur la stratégie que le parti doit employer pour atteindre ses buts ou peut-être sur des tactiques particulières que le parti doit suivre dans le cadre d'une stratégie donnée ». <sup>1673</sup>

Un autre type de factions est défini par Antoine Roger spécifiquement pour les partis ethniques. Les deux fractions qu'il définit sont: la fraction qui regarde vers l'extérieur du pays et celle qui regarde vers l'intérieur. <sup>1674</sup>

Duverger, nous attire l'attention que « le fractionnement ne se produit pas au niveau des masses mais au niveau du cadre [...] Par leur nature, ces fractions ne constituent pas des oppositions venant de la base, mais des oppositions venant du sommet ». <sup>1675</sup>

Nous avons vu dans nos chapitres précédents la diversité des Hongrois de Roumanie (du point de vue religieux, ainsi que du point de vue de l'opposition urbain/rural) <sup>1676</sup>. De plus, les différentes fractions que nous avons énumérées lors de l'analyse du Conseil des représentants de l'Alliance laissent supposer une articulation des différences idéologiques aussi. Par conséquent, c'est la question des oppositions/des fractions/des tendances au sein de l'Alliance dans l'intervalle 1990–2004 qui surgit. Nous étudions dans ce chapitre si les différents groupes, les plateformes et les factions du Conseil des représentants de l'Alliance peuvent être

<sup>1667</sup> JANDA, Kenneth, *Political Parties: A Cross-National Survey*, New York: The Free Press, 1980, la version électronique, p.119.

<sup>1668</sup> JANDA, Kenneth, op.cit., p.120.

<sup>1669</sup> Ibidem.

<sup>1670</sup> Issue factionalism – en anglais.

<sup>1671</sup> Ibidem.

<sup>1672</sup> JANDA, Kenneth, op.cit., p.121.

<sup>1673</sup> JANDA, Kenneth, op.cit., p.123.

<sup>1674</sup> Voir plus largement dans notre chapitre théorique.

<sup>1675</sup> DUVERGER, Maurice, *Les partis politiques*, Paris, Librairie Armand Collin, 1976, p.253.

<sup>1676</sup> Voir la préface.

considérés comme des tendances ou des factions selon les définitions que nous avons données précédemment.

Nous avons vu qu'on a conçu la structure de l'Alliance de manière qu'elle puisse gérer la diversité des opinions par des organes divers: le Conseil conciliant, le Conseil des représentants de l'Alliance, dont les membres auraient dû être élus par la voie des élections internes de l'Alliance<sup>1677</sup>. Comme nous l'avons déjà vu dans nos pages précédentes, le Conseil comprend des fractions et des réunions régulières où les divergences peuvent se manifester.

Enfin, l'ADHR comprend des plates-formes aussi. Pour la première fois, les statuts mentionnent les plates-formes en 1991. Mais on y dit seulement que l'Alliance, « dans l'esprit de la démocratie et du pluralisme interne assure la liberté des plates-formes ». Le statut de 1993 précise que « les plates-formes sont des organisations internes voulant atteindre des buts politiques », mais des réglementations plus précises sur leurs droits et devoirs ne sont apparus qu'en 1995. Pour pouvoir bien saisir la place des plates-formes dans le cadre de l'Alliance, nous devons savoir que depuis 1993 les plates-formes sont membres de l'Alliance.

Il faut y ajouter que depuis 1995, les plates-formes peuvent « être représentées dans les organismes de prise de décision aux niveaux territorial et central, conformément aux résultats des élections internes et territoriales »<sup>1678</sup>.

Étant donné que les élections internes n'ont pas eu lieu, les plates-formes ont été représentées dans le Conseil des représentants de la manière suivante: entre 1995–2003 chaque plate-forme a eu un représentant « d'office »<sup>1679</sup> dans le Conseil, entre 1993–1995 le congrès a élu 21 membres du Conseil parmi lesquels il y avait parfois des membres des plates-formes. Après 2003, la présence des plates-formes dans le Conseil des représentants a dépendu des élections territoriales. Le statut de 2003 a introduit dans la structure de l'Alliance comme organisme consultatif<sup>1680</sup> le Conseil consultatif des plates-formes.

Il nous semble que même si les plates-formes sont présentes dans la structure de l'Alliance du point de vue de système de prise des décisions décrites précédemment, elles ont un rôle plutôt marginal.<sup>1681</sup> Il me semble que nous pouvons

<sup>1677</sup> Jusqu'en 2003. Nous analysons le sujet des élections internes dans le chapitre suivant.

<sup>1678</sup> Le programme de 1997.

<sup>1679</sup> Entre 1995–2003 les plates-formes suivantes ont eu des représentants dans le Conseil des représentants de l'Alliance: social-démocrate, l'Initiative hongroise de Transylvanie, le Groupe réforme, le Cercle libéral *RMDSZ Közlöny*, 2001/42

<sup>1680</sup> Il doit « aider la prise des décisions politiques de l'Alliance ». Le statut de 2003.

<sup>1681</sup> Cela est encore plus valable pour les partis politiques qui ont été présents dans l'Alliance. La possibilité que des partis politiques soient présents dans l'Alliance est réglementée de manière très différente selon la période dont on parle. La seule fois où l'on dit expressément que les partis sont membres de l'Alliance c'est en 1997: « l'Alliance est formé par des organisations territoriales,

interpréter les oppositions à l'intérieur de l'Alliance à travers les questions qui ont structuré ses oppositions.<sup>1682</sup> Nous pouvons retrouver également des groupes<sup>1683</sup> qui se sont opposés à l'intérieur de l'ADHR. Dans ce sous-chapitre nous décrivons ces groupes. Dans l'intervalle que nous analysons, 1990–2004, plusieurs plates-formes ont apparu et disparu dans l'Alliance. Pour la clarté de notre démarche nous suivons l'émergence de ces plates-formes dans leur ordre chronologique.<sup>1684</sup>

Les principales plates-formes sont apparues en 1992–1993. D'abord, en mars 1992 s'est formée l'Initiative Hongroise de Transylvanie « la plate-forme chrétienne nationale de l'Alliance »<sup>1685</sup>.

Selon sa déclaration d'intention, l'Initiative Hongroise voulait « faire valoir les principes de la chrétienté et des Hongrois »<sup>1686</sup>. Parmi les autres points de cette déclaration, nous retrouvons un concernant l'autonomie, selon lequel « notre but est la réalisation de toutes les formes d'autonomie (personnelle et communautaire) ».<sup>1687</sup>

Ensuite, toujours en mars 1992, s'est formé le Cercle Libéral. Selon leur déclaration d'intention ils « trouvent nécessaire que les idées du libéralisme moderne deviennent des principes organisateurs de la société »<sup>1688</sup>. Nous retrouvons dans cette déclaration, même si elle est un peu différente par rapport à la précédente, l'idée de la nécessité de l'autonomie pour les Hongrois. Selon le Cercle libéral « on trouve nécessaire la réalisation de l'autonomie personnelle culturelle et /ou territoriale –

---

des partis et plates-formes et par des membres associés ». Le statut de 1991 dit que peuvent faire partie de l'Alliance « les organisations sociales et politiques qui sont enregistrées comme personnes juridiques en Roumanie et qui acceptent le programme et le statut de l'ADHR ». Les statuts de 1993 et 1995 disent que les personnes juridiques peuvent être membres de l'Alliance. Par contre, les partis n'apparaissent dans les statuts de 1999 et 2003. Entre 1995–2003 ils ont deux représentants dans le Conseil des représentants de l'Alliance. Entre 1995–2001 deux partis ont eu des représentants dans le CRA: le Parti Chrétien Démocrate Hongrois de Roumanie et le parti des petites propriétaires hongroises de Roumanie (*RMDSZ Közlöny*, 2001/42). Il faut ajouter d'une part que Parti Chrétien Démocrate Hongrois de Roumanie a été membre de l'Union européenne des Démocrates-Chrétiens (*RMDSZ Tájékoztató*, le 24 février 1997, nr.973). D'autre part que, le Parti Chrétien Démocrate Hongrois de Roumanie s'est transformé en juin 1999 en Mouvement Chrétien Démocrate Hongrois de Roumanie car il n'a pas réussi à se réenregistrer comme parti conformément à la nouvelle loi sur les partis (*RMDSZ Tájékoztató*, le 7 juin 1999, nr.1489. Selon l'article 17 de la loi 27/1996 pour être enregistré les partis doivent avoir au moins 10.000 membres de 15 départements, de chaque département ils doivent avoir au moins 300 signatures.).

<sup>1682</sup> Voir le chapitre suivant.

<sup>1683</sup> Des groupes dont les contours sont assez flous.

<sup>1684</sup> Les premiers signes concernant les plates-formes ont apparu en 1991. En mars 1991 la déclaration du Comité national de l'Alliance disait que: « le Comité national a reçu avec joie la manifestation à l'intérieur de l'ADHR des lignes autonomes politiques ». La déclaration du Comité national de l'Alliance de 1–2 mars 1991. *CD RMDSZ*.

<sup>1685</sup> L'information parut dans le journal *Romániai Magyar Szó* (le 20 mars 1992) sur la création de l'Initiative hongroise de Transylvanie. *CD RMDSZ*.

<sup>1686</sup> La déclaration d'intention de 15 mars 1992. *CD RMDSZ*.

<sup>1687</sup> *Ibidem*.

<sup>1688</sup> La déclaration d'intention du Cercle libéral de 20 mars 1992. *CD RMDSZ*.

l'administration de la minorité selon la pratique européenne ». <sup>1689</sup> Parmi les membres fondateurs du Cercle nous retrouvons des personnes <sup>1690</sup> de l'Alliance de l'Organisation de la Jeunesse hongroise.

Enfin, en décembre 1993, les personnes qui voulaient faire de la politique dans l'Alliance des organisations de la jeunesse hongroise ont fondé le Groupe réformateur.

Plusieurs membres fondateurs du Groupe étaient déjà membres du Cercle libéral. <sup>1691</sup> Selon leur déclaration d'intention, ils veulent « représenter sur la scène politique les valeurs du libéralisme national. On sait que ces deux tendances, le libéralisme qui proclame la liberté de l'individu et l'idée nationale qui met au centre une communauté spécifique peuvent être réconciliés au niveau de la pratique politique ». <sup>1692</sup>

Conformément au statut du Groupe adopté en 2001, ses buts sont: « d'aider, dans le cadre de l'Alliance, de faire la politique selon les intérêts hongrois, la représentation accentuée des intérêts de la jeunesse conformément aux valeurs nationales, libérales et chrétiennes ». <sup>1693</sup>

Les trois plates-formes mentionnées n'ont pas eu de structure claire, avec des organisations départementales ou d'autre genre. Pour les trois il y avait un président et un cercle de membres connus. Le Groupe réformateur a essayé de s'organiser sur le territoire, mais sans avoir un grand succès. Par contre, les membres de ce groupe venaient de plusieurs départements de Transylvanie. Le Cercle libéral a été composé surtout par des personnes, des hommes politiques et des intellectuels, provenant de Cluj-Napoca. <sup>1694</sup>

---

<sup>1689</sup> Ibidem.

<sup>1690</sup> Il y avait des personnes qui sont entrées dans le Parlement sur les places réservées par l'Alliance aux personnes appartenant à la jeunesse comme Varga Attila, Eckstein-Kovács Péter, l'ex-dissident Borbély Ernő.

<sup>1691</sup> Ils y restaient jusqu'à ce qu'il y avait la possibilité de faire partie de deux/plusieurs plates-formes. Selon un des membres marquant de ce courant, Toró T. Tibor, tous les membres fondateurs du groupe ont été dans le Cercle libéral. Il explique de la manière suivante l'apparition du Groupe: « on s'est rendu compte qu'on ne peut pas tenir tous les gens qui se sont rassemblés sous le drapeau du Cercle libéral. Là il y avait des libéraux doctrinaires jusqu'aux personnes aux valeurs conservatives. On a cru qu'on pouvait transposer dans le cercle libéral l'héritage de MISZSZ, mais on s'est rendu compte que cela n'était pas possible, les valeurs étant tellement différentes (...) les réseaux des relations, les socialisations étant très différents ». (Entretien fait par nous-même le 25.03.2003 à București)

<sup>1692</sup> La déclaration d'intention du Groupe réformateur de 12 décembre 1993. 12 décembre 1993. CD RMDSZ.

<sup>1693</sup> Le statut du Groupe réformateur se trouve sur leur page web [www.reform.ro](http://www.reform.ro) (visité la dernière fois le 18 septembre 2005). J'ai demandé à Toró T. Tibor que signifie pour eux le libéralisme national. Il m'a dit: « on l'a défini de la manière suivante: la liberté de l'individu et de la communauté est également importante, l'idée de base est la liberté, l'individu qui appartient à une communauté qui ne dispose pas de sa liberté n'est pas libre et inversement ». (Entretien fait par nous-même le 25.03.2003 à București)

<sup>1694</sup> Il faut mentionner qu'il y avait des personnes qui provenaient d'autres départements de Transylvanie aussi.



Notons qu'il y avait plusieurs plates-formes dans l'Alliance pendant l'intervalle 1990–2004.<sup>1695</sup> Parmi les plates-formes, les trois mentionnées précédemment sont les plus connues par le public (interne et externe de l'Alliance). Le Groupe réformateur s'est fait connaître par ses différentes prises de positions dans les questions que nous analyserons dans le chapitre suivant, par ses leaders<sup>1696</sup>, par leurs bonnes relations avec le FIDESZ<sup>1697</sup>.

La base du groupe que la presse, hongroise et roumaine, a étiquetée comme radicale, a été constituée par les membres de Groupe réformateur. Du point de vue de la visibilité à l'extérieur des plates-formes, le Groupe réformateur a été le plus visible étant données, entre autres, leurs fréquentes prises des positions contrastant avec celles du président de l'Alliance.<sup>1698</sup> Le Cercle Libéral est connu dans la presse hongroise et roumaine à travers son leader, le sénateur Eckstein-Kovács Péter.

Si on essaye de circonscrire les groupes opposés nous pouvons identifier quatre périodes concernant les oppositions à l'intérieur de l'ADHR. En premier lieu, deux groupes se sont formés au moment où on s'interrogeait sur la position à adopter vis-à-vis du passé communiste: d'une part, le groupe formé autour de l'Alliance des organisations de la jeunesse hongroise, d'autre part, le groupe constitué autour de Domokos Géza.<sup>1699</sup> C'est pour la première fois qu'on enregistre les désignations de « radicaux » et « modérés » dans le discours public de l'ADHR. Les « radicaux »

<sup>1695</sup> Selon la liste de l'ADHR, en 2003 il y avait dix plates-formes enregistrées: l'Alliance des petites propriétaires et entrepreneurs hongrois de Roumanie, le Mouvement chrétien démocrate hongrois de Roumanie, l'Initiative hongroise de Transylvanie, le Cercle libéral, le Groupe réformateur, le Groupe social-démocrate, la Plate-forme de construction nationale, la Plate-forme des entrepreneurs hongrois de Roumanie, le Forum des femmes hongroises de Roumanie, l'Alliance des travailleurs hongrois de Roumanie, Le Forum démocratique de la nouvelle gauche.

<sup>1696</sup> Les députés Szilágyi Zsolt et Toró Tibor.

<sup>1697</sup> L'Alliance des Jeunes démocrates (Hongrie) son président est Orbán Viktor (juillet 2006).

<sup>1698</sup> Ils sont considérés une organisation générationnelle, dont « la socialisation a été en grande partie définie par la formation à Budapest et les relations de Budapest, puis par les confrontations politiques de Roumanie ». BÁRDI Nándor, *op.cit.*, p.125.

<sup>1699</sup> Il s'agit du premier congrès de l'Alliance. Il est assez difficile de délimiter strictement les deux groupes au moment du congrès. Parce que le débat sur la question du passé communiste et le débat sur le choix du président de l'Alliance se sont superposés. D'une part étaient ceux qui appartenaient au MISZSZ, l'Alliance des organisations des jeunes hongrois et les dissidents qui revenaient de la Hongrie. Une des personnes les plus connues de ce groupe était Géza Szöcs. D'autre part, on retrouve le groupe conduit par Domokos Géza, qui est devenu le premier président de l'ADHR. La différence entre les deux groupes est synthétisée par l'un des leaders du groupe MISZSZ de la manière suivante: « J'ai dit fermement anticommunisme. Vous (le groupe de Domokos) disiez Bucarest et qu'il fallait intégrer tout le monde; nous disions anticommunisme, on ne doit pas décapiter tout le monde, mais on doit dire qu'il y avait (parmi les Hongrois aussi – note de l'auteur) des dénonciateurs, des membres de la police secrète, qu'il y avait la culture prolétaire dont on faisait partie (du régime communiste – note de l'auteur) ». Entretien réalisé par l'auteur le 2 mars 2003 à Târgu-Mureș avec Csutak István. Il nous semble qu'en ce qui concerne la question du communisme, la différence a été surtout dans les accents. Le congrès a trouvé un compromis entre les deux groupes en élisant Domokos Géza comme président et Szöcs Géza comme secrétaire général.

étaient constitués par le groupe formé autour du MISZSZ, tandis que les « modérés » étaient le groupe autour de Domokos.<sup>1700</sup>

Deuxièmement, nous pouvons définir une période « de l'élite à trois pôles ». Les trois pôles ont existé pendant une période de temps assez courte, entre mars 1992 – fin 1993. Ces trois pôles ou trois groupes étaient: les radicaux, les modérés et les libéraux.<sup>1701</sup>

Le Cercle libéral était l'initiateur de « la table ronde politique de conciliation<sup>1702</sup> » et il a eu « un rôle important dans la planification et l'adoption de la réforme institutionnelle du troisième congrès ». <sup>1703</sup>En troisième lieu, nous pensons qu'au cours des années 1993–1996 on a assisté à un lent changement à l'intérieur de l'élite politique hongroise. Cette élite deviendrait à la fin des années 1990 une élite polarisée, une élite qui s'est rangée dans deux groupes distincts. La fracture est d'une part, entre ceux pour qui la priorité est l'organisation interne de la communauté, y compris la réalisation de l'autonomie, connue dans le langage courant comme « les radicaux ». D'autre part, nous retrouvons ceux pour qui la coopération/le compromis avec les Roumains est primordial pour arriver à satisfaire les revendications de la minorité hongroise.<sup>1704</sup> Les événements les plus importants qui ont fait que cette polarisation

<sup>1700</sup> L'un des lieux où s'est manifestée l'opposition entre les deux camps, celui de Domokos et celui de Szócs a été le II<sup>ème</sup> congrès (1991) de l'ADHR. La question principale qui y polarisait l'élite a été celle du statut juridique des Hongrois de Roumanie. On y a discuté beaucoup sur la question de la définition des Hongrois comme « une nation partenaire » des Roumains et sur l'inclusion de cette définition dans le programme de l'ADHR. Cette proposition était soutenue surtout par le groupe « radical ». Selon l'un des acteurs politiques de ce temps, maintenant politologue, « l'opposition entre Domokos et Szócs est apparue comme l'opposition entre ceux qui se concentraient sur une politique de compromis, de coopération qui de cette manière propulserait des résultats à Bucarest, et entre ceux, radicaux, qui voulaient l'euro- assainissement (donc avec la pression de l'Occident) du régime politique roumain ». (BAKK, Miklós, « Az RMDSZ mint a romániai magyarság politikai önmeghatározási kísérlete 1989 után », *Régió*, 1999/2, p.87).

<sup>1701</sup> Nous utilisons pour simplifier les étiquettes des modérés et des radicaux, mais on ne doit jamais oublier que cela ne les définit pas au niveau idéologique. Il est assez difficile de mettre les mouvements de ces deux années dans un ordre chronologique très strict, car la plupart de ces mouvements à l'intérieur de l'élite politique hongroise se sont déroulés en même temps. C'est après les premières élections en 1990, que la composition des deux camps commence à changer un peu. C'était à cause du changement qui est intervenu au sein du MISZSZ, qui, selon l'un de ses leaders s'est décomposée, car « *après notre entrée dans le Parlement, les gens les plus bruyants ont quitté le MISZSZ et les sympathies politiques sont apparues* ». Notons que cela ne signifiait pas la disparition de l'organisation qui existe toujours comme alliance des organisations de la jeunesse.

<sup>1702</sup> La « table ronde politique de conciliation » est créée en octobre 1992. Sa mission était de préparer les décisions du congrès de Brasov avec une conciliation entre les différents groupes de l'ADHR.

<sup>1703</sup> Il s'agit du congrès de Braşov. BAKK, Miklós, op.cit., p.93.

<sup>1704</sup> Le dernier groupe pourrait être identifié comme la fraction « qui regarde vers l'intérieur », tandis que le premier comme celui « qui regarde vers l'extérieur », dans la définition d'Antoine Roger.

cristallise ont été: le congrès de Braşov de janvier 1993, la fondation du Groupe réformateur<sup>1705</sup>, la participation au gouvernement roumain entre 1996–2000<sup>1706</sup>.

La fracture s'est produite donc entre le groupe « qui veut réaliser l'autonomie par la voie des élections internes de la Communauté hongroise » et ceux pour « qui c'est un processus plus long à réaliser en tenant compte de la susceptibilité roumaine, des possibilités offertes par le cadre politique roumain ».<sup>1707</sup> Les premiers sont étiquetés comme des radicaux, dont les représentants les plus connus étaient Tibor T. Toró et le pasteur Tőkés. Les deuxièmes sont nommés « les modérés », dont Béla Markó, le président de l'Alliance depuis 1993, était le représentant le plus connu.

La quatrième période est celle de l'apparition, surtout après le dernier congrès de l'Alliance de 2003, des organisations externes à l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie ayant parmi leurs fondateurs des membres du Groupe réforme<sup>1708</sup>. Ces formations ne voulaient pas s'intégrer dans l'ADHR.<sup>1709</sup>

## 9.9. Le groupe parlementaire de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie

Dans ce sous-chapitre nous analysons le groupe parlementaire de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie. Nous organisons notre étude en trois parties. D'abord, nous analysons la place du groupe parlementaire dans la structure de l'Alliance. Ensuite, nous étudions les façons dont quelqu'un peut devenir candidat de l'ADHR pour les élections parlementaires. Enfin, nous analysons les personnes ayant été les parlementaires de l'Alliance, tandis que dans le sous-chapitre suivant nous étudions les initiatives législatives déposées par ceux-ci.

Nous utilisons comme sources: des documents de l'Alliance, des entretiens, des journaux, notre base de données<sup>1710</sup>.

<sup>1705</sup> Pour les réformistes, l'organisation interne de la communauté hongroise est la plus importante, donc la question des élections internes est primordiale.

<sup>1706</sup> On voit les débats se rouvrir entre les deux groupes qui, entre autres, ne sont pas d'accord sur les résultats des quatre années de gouvernance.

<sup>1707</sup> BARDI, Nándor, « Törésvonalak keresése és összehasonlítása a határon túli magyar politikában 1989–1998 », *Régió*, 1992/2, p.171.

<sup>1708</sup> La plate-forme, Groupe réforme, s'est auto-dissous en mars 1993 et en même temps ils ont fondé le Mouvement réforme.

<sup>1709</sup> Nous les analyserons dans le chapitre suivant.

<sup>1710</sup> Cette base de données comprend pour chaque femme/homme qui a été membre du groupe entre 1990–2004 les données suivantes: la circonscription d'élection, l'année de naissance, l'état civil, la religion, la ville de la première université, le nom de l'université, l'année dans laquelle la personne a fini ses études supérieures; l'occupation, ses fonctions avant et après l'entrée au parlement. (Il faut toutefois savoir qu'il y a des données pour certaines personnes qui sont partielles: on connaît par exemple la ville dans laquelle elle a fini ses études universitaires, mais on ne sait pas lesquelles

### 9.9.1. La place du groupe parlementaire dans la structure de l'ADHR

Du point de vu statutaire, la place du groupe parlementaire dans la structure de l'Alliance n'a pas beaucoup changé dans l'intervalle de 1990–2004. Les relations formelles ont été réglementées dès le deuxième congrès de l'ADHR de 1991. Dans le premier statut de l'Alliance adopté en avril 1990<sup>1711</sup> on ne parle ni du groupe parlementaire, ni des parlementaires en général. Par contre, plusieurs membres de la direction de l'ADHR ont été parlementaires entre 1990–1991/1992. Parmi eux on retrouve le président de l'Alliance, Domokos Géza et neuf des dix-neuf membres de la présidence de l'Alliance élue lors du premier congrès d'avril 1990.

Le deuxième statut de l'Alliance, de 1991, mentionne déjà le groupe parlementaire en affirmant d'une part que les leaders des groupes parlementaires font partie du Conseil national des délégués<sup>1712</sup> et que c'est ce Conseil qui doit accepter le statut du groupe parlementaire.

D'autre part, selon le même statut, « le groupe parlementaire est un corps politique subordonné au Conseil national des délégués ». <sup>1713</sup> Il statue aussi que les parlementaires ne peuvent pas, « dans leur travail politique et leurs décisions concernant la protection des intérêts<sup>1714</sup> », se délimiter des décisions des organes de l'Alliance.

Lors du congrès de Braşov du 1993, le statut y adopté réglemente avec précision les liens entre le groupe parlementaire de l'Alliance et les structures de l'ADHR à l'aide de quatre éléments:

- Les leaders des groupes parlementaires de l'Alliance, du Sénat et de la Chambre des députés font partie du droit de la Présidence exécutive<sup>1715</sup> de l'ADHR.
- Les leaders des groupes parlementaires font partie également du Conseil opératif<sup>1716</sup> de l'Alliance.

---

ou quand. Dans quelques cas on a également interrogé les personnes qui ont connu/connassent les parlementaires ou parfois les parlementaires eux-mêmes.) Dans ce but, j'ai utilisé les curriculum vitae des parlementaires disponibles à l'Alliance, des curriculums vitae sur les serveurs du Parlement ([www.cdep.ro](http://www.cdep.ro), [www.parlament.ro](http://www.parlament.ro)) et le livre « Qui est qui en Transylvanie » (*Erdélyi Magyar Ki kicsoda*, RMDSZ et Scripta Kiadó, 2000.).

<sup>1711</sup> Les premières élections législatives d'après 1990 ont été tenues en mai 1990, donc après l'adoption du premier statut de l'Alliance.

<sup>1712</sup> Organisme de prise des décisions entre deux congrès.

<sup>1713</sup> Le statut de 1991. CD RMDSZ.

<sup>1714</sup> De la communauté hongroise. Le statut de 1991. CD RMDSZ.

<sup>1715</sup> Organisme de direction exécutive de l'Alliance créé en 1993.

<sup>1716</sup> Le Conseil opératif, initialement un organisme avec des compétences exécutives (1993), est devenu un organisme de prise des décisions entre deux congrès. En 1995 selon le statut stipule « dans certains cas le Conseil opératif exerce les compétences qui lui étaient confiées par le Conseil des représentants de l'Alliance, les compétences de la Présidence exécutive et du Président de l'Alliance ». Mais il est qualifié seulement en 1999 comme « organisme de prise des décisions entre deux congrès ».

- Les parlementaires font partie du Conseil des représentants de l'Alliance.
- Le statut s'occupe du groupe parlementaire dans un sous-chapitre séparé.

Le statut de 1995 contient les mêmes réglementations. Par contre, dans celui de 1997 nous pouvons noter deux changements. Premièrement, on mentionne le mode de désignation des députés et des sénateurs<sup>1717</sup>.

Selon le statut, « les députés et les sénateurs sont désignés, suite à des décisions des organisations territoriales, par la voie des élections préliminaires »<sup>1718</sup>.

Ces élections sont réglementées par une résolution du Conseil des représentants, dont font partie les parlementaires aussi. Deuxièmement, parmi les compétences du président de l'Alliance on rajoute celle de « surveiller l'activité du groupe parlementaire ».<sup>1719</sup>

Le statut de 1999 ajoute encore un élément à ce système des relations entre les parlementaires et l'Alliance. Conformément au statut, le président de l'Alliance doit figurer sur une place éligible.<sup>1720</sup> Les réglementations de ces relations sont les mêmes dans le statut de 2003.

En conclusion, nous pouvons dire que les relations formelles, réglementées par les statuts de l'Alliance entre le groupe parlementaire et l'ADHR sont très étroites. Les parlementaires sont présents tant au niveau le plus élevé de la direction de l'Alliance que dans les places qui leur permettent d'influencer leurs propres désignations:

- Le président de l'Alliance a été membre du Parlement aussi tout au long de la période de 1990–2004.
- Les leaders des deux groupes parlementaires<sup>1721</sup> ont été membres du Conseil opératif.
- Tous les députés et les sénateurs de l'ADHR sont membres dans le Conseil des représentants de l'Alliance.

En même temps ces différentes structures contrôlent et influencent elles aussi les parlementaires.

### **9.9.2. Les procédures de désignation des candidats aux élections législatifs**

Dans l'intervalle de 1990–2004 l'Alliance a réglementé à deux niveaux les procédures de désignation des candidats pour les élections législatives. D'une part, au

---

<sup>1717</sup> Nous les analysons en détail au sous-point suivant.

<sup>1718</sup> Le statut de 1997. CD RMDSZ.

<sup>1719</sup> Ibidem.

<sup>1720</sup> D'où on a la certitude qu'il deviendra parlementaire: le statut de 1999. CD RMDSZ.

<sup>1721</sup> Celui de la Chambre des députés et celui du Sénat.

niveau des statuts. D'autre part, par des décisions prises par les organes de direction de l'ADHR.

Comme nous l'avons vu antérieurement, les réglementations relatives aux désignations des candidats aux élections législatives ont apparus dans les statuts en 1997.<sup>1722</sup> Selon le statut de 1997, des élections préliminaires doivent être organisées. Mais la procédure précise est réglementée par le Conseil des représentants de l'Alliance.<sup>1723</sup>

Le statut de 1999 élargit les procédures de désignation des candidats. À part le cas des élections préliminaires, on mentionne la possibilité que les candidats soient désignés par les réunions des délégués des organisations territoriales. Dans les deux cas, les réglementations précises sont adoptées par le Conseil des représentants. Le Conseil doit décider également la circonscription où le président de l'Alliance occuperait la première place sur les listes.<sup>1724</sup>

Le statut de 2003 précise en plus le fait que dans les départements en dehors de Transylvanie où il n'y a pas d'organisation territoriale de l'ADHR, les députés seront proposés par le conseil de conciliation des organisations de jeunesse et les sénateurs par le Conseil opératif de l'Alliance.

En ce qui concerne les procédures de désignation des candidats par les organes de l'Alliance, il est très difficile de reconstituer les actions des organes de l'Alliance pour la période 1990–1993. Les archives propres de l'ADHR dans la matière sont très fragmentées. Nous avons utilisé les journaux, les différents entretiens et les mémoires des participants pour reconstituer les événements de ces jours. Lors des deux premières élections les organisations territoriales ont été celles qui ont désigné les candidats pour les listes départementales.<sup>1725</sup> Aux élections de 1990 et 1992 il n'y a pas eu de réglementation nationale de l'Alliance pour la désignation des candidats. En 1990 l'Alliance des Organisations de la jeunesse hongroise a reçu six/sept<sup>1726</sup> places sur les listes de l'ADHR, des places qui ont été censées être gagnantes<sup>1727</sup>.

<sup>1722</sup> On rappelle que les élections législatives ont eu lieu en 1990, 1992, 1996, 2000 et 2004.

<sup>1723</sup> Le statut de 1997. CD RMDSZ.

<sup>1724</sup> Le statut de 1999. CD RMDSZ.

<sup>1725</sup> Selon le communiqué du 1 mai 1992 du Conseil national des délégués (CD RMDSZ), le mémoire du président de l'Alliance Domokos Géza, *Esély I.*, Pallas-Akadémia, Csíkszereda, 1996, p. 258.

<sup>1726</sup> Les personnes avec qui nous avons eu des entretiens se souviennent soit de six, soit de sept personnes. Les personnes mentionnées ont été les suivantes: Szilágyi Zsolt, Csutak István, Zsigmond László, Varga Attila, Eckstein-Kovács Péter, Szócs Géza, Márton Árpád. De ces personnes, trois sont encore parlementaires (Varga Attila, Eckstein-Kovács Péter, Márton Árpád) et une est actuellement secrétaire d'État (Csutak István). Juillet 2006.

<sup>1727</sup> Dû au fait qu'un candidat appartenait à certains départements où tenant compte de la proportion des Hongrois et selon les calculs mathématiques, il y avait un nombre de sièges accordées à titre de places « sûres ».

Par contre, en 1996, 2000 et 2004 il y a eu des résolutions du Conseil des représentants de l'Alliance qui donnent un cadre pour les modalités de désignation des candidats aux élections parlementaires.

La première fois (1996) quand le Conseil des représentants a approuvé une telle résolution, il y a incorporé les buts de la réglementation<sup>1728</sup> qui étaient: « l'application d'une suite de critères unifiés, la prise en compte des expériences des années précédentes, la prise en compte des opinions des membres, l'ouverture et la transparence de la prise de décision, la sélection basée sur les compétences et sur les valeurs, le respect du caractère de l'alliance de l'organisation, faire valoir les intérêts locaux et nationaux en même temps ». <sup>1729</sup> Cette première réglementation n'a pas été trop détaillée. Le processus de désignation des candidats était le suivant: les différentes organisations proposaient des candidats, mais des candidatures individuelles étaient aussi acceptées<sup>1730</sup>, les organisations départementales<sup>1731</sup> totalisaient les candidatures, le Conseil consultatif des présidents territoriaux peut faire des recommandations aux organisations territoriales du point de vue des intérêts nationaux, la hiérarchisation des candidatures se fait selon les décisions des organisations territoriales, soit dans un conseil des délégués, soit lors des élections préliminaires. Les candidats devaient être obligatoirement des membres de l'Alliance et avoir leur domicile permanent dans le département où ils déposaient leurs candidatures.<sup>1732</sup> En 1996 il y a eu un département (avec trois organisations territoriales) où des élections préliminaires ont eu lieu.<sup>1733</sup>

La résolution 75 du Conseil des représentants de l'Alliance qui régleme les modalités des candidatures pour les élections de 2000 est plus détaillée que celle de 1996. En six chapitres et 36 articles on trouve entre autres: les modalités de déposer des candidatures, les élections préliminaires, les conseils des délégués pour la hiérarchisation des candidatures.

Les candidatures sont, comme avant, individuelles ou organisationnelles. Par contre, les conditions de devenir candidat sont plus strictes.<sup>1734</sup> C'étaient les organi-

<sup>1728</sup> On ne doit pas oublier que les réglementations relatives aux désignations des candidats aux élections législatives ont apparus dans les statuts de 1997.

<sup>1729</sup> Les résolutions sur les modalités de désignation des candidats aux élections parlementaires le 14 juillet 1996, *RMDSZ Közlöny*, 1996/23.

<sup>1730</sup> Les candidats individuels devaient présenter un nombre de signatures égales avec le 0,5% des voix nécessaires pour un mandat.

<sup>1731</sup> Dans les départements où l'ADHR n'avait pas d'organisations territoriales, les listes étaient faites par la Présidence exécutive avec les autres organisations territoriales.

<sup>1732</sup> Il y avait une procédure de contestation des candidatures aussi. *RMDSZ Közlöny*, 1996/23.

<sup>1733</sup> Le département avec le plus grand pourcentage des Hongrois, 84,71% selon le recensement de 1992. *RMDSZ Tájékoztató*, 1996/877.

<sup>1734</sup> Les personnes suivantes ne peuvent pas devenir candidates « : ne sont pas membres de l'ADHR du département respectif, n'ont pas le domicile stable d'au moins six mois dans le département,

sations territoriales qui ont décidé si elles voulaient faire la hiérarchisation des candidats par des élections préliminaires ou par des conseils de délégués.<sup>1735</sup> Des élections préliminaires ont été tenues dans le département de Covasna<sup>1736</sup> et dans le département de Harghita<sup>1737</sup>.

Les réglementations contenues dans la résolution 108 du Conseil des représentants de l'Alliance pour les élections de 2004 sont très semblables à celles de 2000. Les conditions ne permettant pas à une personne de déposer sa candidature sont plus souples et on ne précise pas la durée minimale en ce qui concerne le membership. Des élections préliminaires ont eu lieu dans l'organisation territoriale Nagybánya<sup>1738</sup> et dans les départements de Cluj, Harghita et Covasna.<sup>1739</sup>

### 9.9.3. Les membres des groupes parlementaires<sup>1740</sup>

L'Alliance a obtenu aux élections législatives de la période analysée<sup>1741</sup> 187 mandats dont 130 à la Chambre des députés et 57 au Sénat. Ces mandats ont été détenus par 101 personnes<sup>1742</sup>. Les mandats se répartissent de la manière suivante:

---

tombent sous l'incidence de l'article 5 de la loi 187/1999 (L'article définit les personnes qui sont considérées comme collaborateurs des polices politiques et de la sécurité d'avant 1989); dans les précédentes élections parlementaires ou locales, ont été des candidats sur les listes d'un autre parti, ou d'une autre organisation ou elles étaient indépendantes sauf dans le cas où cela s'est produit par la décision de l'organisation, ne sont pas membres de l'Alliance (ou les membres des organisations associées à l'ADHR) depuis au moins trois années, dans les élections locales de 2000 ont obtenu un mandat, elles ont des antécédents judiciaires, sauf si elles étaient prisonnières politiques ». *RMDSZ Közlöny*, 2000/38–39.

<sup>1735</sup> Notons que dans les départements « en dehors de la Transylvanie c'était la Présidence exécutive qui, de concert avec le Conseil consultatif des présidents territoriaux, décident quelles sont les organisations territoriales qui y déposent des listes ».

<sup>1736</sup> Le deuxième département en ce qui concerne le pourcentage des Hongrois. *RMDSZ Tájékoztató*, 200/1790.

<sup>1737</sup> *RMDSZ Tájékoztató* 2000/1808. Il faut mentionner que dans le département de Harghita seulement deux des trois organisations territoriales ont tenu des élections préliminaires. L'organisation de Udvarhelyszék – le territoire où les contestataires de l'Alliance détiennent un poste de maire très médiatisé dans la ville centrale de la région, Székelyudvarhely, et une grande partie du conseil local – a décidé de hiérarchiser les candidatures par le conseil des délégués.

<sup>1738</sup> C'est le département de Maramureş où il y a deux organisations territoriales.

<sup>1739</sup> *RMDSZ Tájékoztató*, 2004/2820.

<sup>1740</sup> Toutes les données de ce chapitre sont calculées par nous-mêmes conformément aux données de la base de données présentée auparavant aux « sources ».

<sup>1741</sup> 1990–2004, les élections législatives ont eu lieu en 1990, 1992, 1996, 2000 et 2004.

<sup>1742</sup> Parmi ces 101 personnes il y a eu trois femmes, deux d'entre elles ont gagné un mandat, seulement une a gagné deux mandats.



**Tableau 8 – Le nombre des mandats de l'Alliance**

	Chambre des députés	Sénat
Nombre de personnes qui ont détenu 1 mandat	45 <sup>1743</sup>	14 <sup>1744</sup>
Nombre de personnes qui ont détenu 2 mandats	15 <sup>1745</sup>	4
Nombre de personnes qui ont détenu 3 mandats	6	6 <sup>1746</sup>
Nombre de personnes qui ont détenu 4 mandats	8	1
Nombre de personnes qui ont détenu 5 mandats	3	3

Il est intéressant de comparer le pourcentage des nouveaux députés de l'Alliance avec celui de la Chambre des députés. Nous pouvons observer que le taux de renouvellement de l'ADHR est significativement plus réduit que celui des partis parlementaires en général.

**Tableau 9 – Le taux de renouvellement du groupe parlementaire**

	1992	1996	2000
Pourcentages des nouveaux députés – tous les partis <sup>1747</sup>	71.84	64.13	60.86
Pourcentages des nouveaux députés de Alliance	48.15%	36.00%	37.04%

Il nous semble que cela montre une stabilité du groupe parlementaire ainsi que de bonnes relations entre les parlementaires et les organisations territoriales. Par contre, en comparant l'âge moyen des députés et des sénateurs de l'Alliance avec celui du parlement de la Roumanie, nous pouvons voir qu'à une exception près, l'âge moyen des parlementaires de l'Alliance est inférieur à celui de tous les parlementaires.<sup>1748</sup>

<sup>1743</sup> Il faut tenir compte de deux facteurs. D'une part il y a quatre parlementaires qui ont eu autant de mandats de députés que de sénateurs. Dans leur cas j'ai compté les mandats de sénateurs dans la colonne du Sénat, ceux de députés dans la colonne de la Chambre des députés. D'autre part, il y a douze mandats qui sont des mandats partiels, un parlementaire remplaçant un autre. Les motifs de ces remplacements ont été entre autres: la mort d'un député, les incompatibilités avec la fonction de parlementaire.

<sup>1744</sup> Il y a trois mandats partiels, deux à cause de l'incompatibilité avec la fonction de parlementaire.

<sup>1745</sup> Il y a cinq mandats partiels, trois à cause de l'incompatibilité avec la fonction de parlementaire.

<sup>1746</sup> Il y a deux mandats partiels. Car un sénateur est devenu juge à la Cour constitutionnelle, étant remplacé par un autre qui est toujours sénateur.

<sup>1747</sup> Les données pour les partis roumains sont de la thèse de ȘTEFAN, *Laurentiu, Patterns of Political Elite Recruitment in Post-communist Romania*, soutenue en 2003, p.212. Celles pour l'ADHR sont des calculs propres.

<sup>1748</sup> Voir dans les annexes.

**Tableau 10 – L'âge moyen des parlementaires**

	1990–1992 âge moyen	1992–1996 âge moyen	1996–2000 âge moyen	2000–2004 âge moyen
Chambre des députés – tous les partis <sup>1749</sup>	46.2	47.4	49.1	49.1
Chambre des députés –ADHR	43.34	43.41	44.28	46.07
Sénat – tous les partis	50.7	53.5	54.4	52.9
Sénat – ADHR	50.92	48.25	50.27	47.25

Il n'a pas été possible de reconstituer le parcours individuel de toutes les personnes analysées, mais les données que nous avons recueillies nous montrent les faits suivants:

- Au moins la moitié des premiers parlementaires de l'Alliance élus en mai 1990 ont détenu des fonctions soit dans le FSN/CPUN, soit dans les structures nationales ou départementales de l'ADHR.
- Les trajectoires personnelles des parlementaires sont très différentes. Parmi les sept qui sont entrées dans le Parlement comme représentants de la jeunesse<sup>1750</sup> trois y sont encore, un a détenu des mandats entre 1990–2004 et aujourd'hui<sup>1751</sup> il est un des leaders de l'organisation qui s'oppose à l'Alliance<sup>1752</sup>, un est secrétaire d'État, un vit en Hongrie et on ne détient pas de données sur l'autre. Nous avons trouvé des personnes qui avant d'entrer au parlement étaient dans l'administration publique, parmi elles, deux sont encore au Parlement, une a reçu un poste de préfet, l'autre est membre de la Cour constitutionnelle.
- Il y a eu trente personnes qui, avant de détenir un mandat parlementaire, ont occupé des fonctions dans les structures territoriales de l'Alliance. Parmi elles dix sont encore membres du Parlement, cinq ont eu après la fin de leur mandat des fonctions dans les organisations locales de l'ADHR, une est le président exécutif de l'Alliance, une occupe une fonction gouvernementale, une est membre des organisations s'opposant à l'Alliance. Il faut ajouter qu'il y a eu aussi treize personnes qui, avant d'occuper un fauteuil parlementaire, ont détenu à la fois des fonctions dans les organisations territoriales de l'Alliance et des mandats de conseiller locaux ou départementaux.

<sup>1749</sup> Les données sur les partis roumains en général sont retenues de la thèse de STEFAN, Laurentiu, op.cit.,p.268. Ceux portant sur l'ADHR sont des calculs propres.

<sup>1750</sup> Voir précédemment.

<sup>1751</sup> Le 15 août 2005.

<sup>1752</sup> Voir le sous-chapitre sur la vie interne de l'ADHR.

De ces personnes sept sont encore parlementaires, une est membre du gouvernement. Cette présence signifiant des personnes ayant eu un « passé » dans les organisations territoriales, peut être expliquée aussi par le mode de la désignation des candidats au Parlement.<sup>1753</sup>

### 9.10. Les initiatives législatives des parlementaires de l'Alliance

Dans cette partie nous analysons les initiatives législatives déposées par les parlementaires de l'ADHR pendant deux législatures, entre 1996–2004. Nous avons comparé le nombre de lois, les résultats des initiatives législatives, les sujets, les modes de dépôt des initiatives<sup>1754</sup>. Nous avons utilisé comme sources les bases de données du parlement qui nous donnent pour chaque initiative législative les noms et les partis des initiateurs et le trajet des lois dans chaque chambre et entre les deux chambres.<sup>1755</sup>

D'une part, nous avons choisi cette période par ce qu'entre 1996–2000 l'Alliance a participé à la coalition gouvernementale, tandis qu'entre 2000–2004 elle a soutenu par le biais des protocoles le gouvernement. D'autre part, les sources nous permettent de faire ce genre d'analyse seulement pour ladite période.<sup>1756</sup>

Le tableau ci-dessous nous permet de faire trois constations.

**Tableau 11 – Les initiatives législatives de l'Alliance**

	1996–2000	2000–2004
Nombre total des initiatives législatives <sup>1757</sup>	78	191
Initiative déposée par un parlementaire de l'ADHR	43,6%	31,4%
Initiative déposée par plusieurs parlementaires de l'ADHR	7,7%	24,6%
Initiative déposée par l'ADHR + un autre parti	7,7%	12,6% <sup>1758</sup>
Initiative déposée par l'ADHR+ plusieurs partis	41%	31,4% <sup>1759</sup>

<sup>1753</sup> Mars 2006. Voir les sous-points antérieurs.

<sup>1754</sup> Si elles ont été déposées: par un seul ou par plusieurs parlementaires de l'Alliance, avec un ou plusieurs partis du Parlement.

<sup>1755</sup> On retrouve ces données seulement après 1996. La date de la dernière consultation de la base de données a été mi-mars 2005. Pour cette partie on a constitué une petite base de données selon les serveurs du Parlement. Tous les calculs de notre étude sont fondés sur cette base.

<sup>1756</sup> Malheureusement, nous n'avons pas trouvé une analyse pareille pour les autres partis membres du Parlement roumain, donc nous ne pouvons pas faire une comparaison entre les groupes parlementaires de l'ADHR et les autres partis.

<sup>1757</sup> Déposées par l'Alliance.

<sup>1758</sup> Nous avons compté parmi les 24 initiatives législatives les quatre qui ont été déposées par l'Alliance ensemble avec des membres des autres minorités. Sans elles, le pourcentage aurait été 10,5.

Nous remarquons d'abord que les initiatives législatives de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie ont grandi d'environ 140 % entre 2000–2004. Ensuite, nous observons que le pourcentage du total des initiatives législatives introduites par un seul parlementaire de l'ADHR, ainsi que par plusieurs parlementaires de l'ADHR a décliné. De la même manière, le nombre des initiatives législatives déposées conjointement par l'Alliance et par d'autres partis a aussi diminué entre 2000–2004. Enfin, nous pouvons saisir que le pourcentage des initiatives législatives introduites soit par plusieurs parlementaires de l'Alliance, soit par l'Alliance et un seul autre parti, a augmenté.

Dans ce contexte, il faut analyser comment les initiatives législatives se distribuent dans chacune des catégories que nous avons définies<sup>1760</sup>. Dans l'intervalle de 1996–2000, nous pouvons identifier une variété des combinaisons des partis avec qui les parlementaires de l'Alliance ont déposé des initiatives législatives. Mais il n'y avait pas un parti roumain préféré<sup>1761</sup>.

Par contre, dans l'intervalle de 2000–2004:

- Environ 9,4% des initiatives législatives ont été déposées avec les parlementaires du PSD.
- Environ 5% des initiatives ont été déposées avec les parlementaires du PNL, PD, PRM, PSD<sup>1762</sup>.
- Les parlementaires de l'Alliance ont déposé approximativement 4% du total des initiatives législatives avec les parlementaires du PNL, PD, PRM, PSD et les minorités.

En regardant les sujets des initiatives législatives nous observons deux choses. Premièrement, entre 1996–2000 il y a cinq grands sujets<sup>1763</sup>: justice<sup>1764</sup>; restitutions<sup>1765</sup>; social<sup>1766</sup>; nouvelle commune<sup>1767</sup>, économie<sup>1768</sup>. Deuxièmement, dans l'intervalle 2000–

<sup>1759</sup> Nous avons compté parmi les 60 initiatives législatives les quatre qui ont été déposées par les membres de l'Alliance, le PSD et les parlementaires des minorités ou des parlementaires sans appartenance à un groupe. Nous y avons compté également l'initiative législative déposée par les parlementaires de l'Alliance et par les parlementaires des minorités ou sans appartenance à un groupe. Sans elles, le pourcentage aurait été 28,8.

<sup>1760</sup> Des initiatives législatives déposées par: un parlementaire de l'Alliance, plusieurs parlementaires de l'Alliance, l'Alliance et un parti, l'Alliance et plusieurs partis.

<sup>1761</sup> En général, le nombre des initiatives législatives déposées par les parlementaires de l'Alliance et les parlementaires d'un autre parti politique roumain se situe entre une et trois initiatives législatives.

<sup>1762</sup> PNL: Parti national libéral. PD: Parti démocrate. PRM: Parti de la grande Roumanie. PSD: le Parti social-démocrate.

<sup>1763</sup> Nous appelons « grands sujets » les sujets qui ont constitué plus de 5% du total des initiatives.

<sup>1764</sup> Environ 5%.

<sup>1765</sup> Environ 6%. Cette catégorie contient les initiatives législatives sur les restitutions des biens, et les différents dédommagements pour, par exemple, les persécutions à la base de l'ethnicité entre le 6 septembre 1940 et le 6 mars 1945.

<sup>1766</sup> Environ 14%.

2004 nous trouvons cinq « grands thèmes »: santé<sup>1769</sup>; restitution<sup>1770</sup>; social<sup>1771</sup>; nouvelle commune<sup>1772</sup>; économie<sup>1773</sup>.

Une augmentation des pourcentages des initiatives législatives dans les domaines de la santé et des nouvelles communes est visible.<sup>1774</sup>

Les résultats des initiatives législatives de l'Alliance nous montrent un tableau différent selon la période étudiée. D'une part, dans l'intervalle 1996–2000, un grand pourcentage des initiatives (environ 44%) a été classé. Tandis que le pourcentage de celles qui ont été adoptées et rejetées est semblable, elles représentent chacune environ 24% du total.<sup>1775</sup>

**Tableau 12 – Les sujets des initiatives législatives de l'Alliance**

	économie		nouvelle commune		social	
	1996–2000	2000–2004	1996–2000	2000–2004	1996–2000	2000–2004
ADHR- un parlementaire	18,52%	28,57%	66,67%	22,86%	81,82%	40,91%
ADHR – plusieurs parlementaires	11,11%	24,49%	8,33s%	37,14%	0,00%	9,09%
Parlementaires de l'ADHR	29,63%	53,06%	75,00%	60,00%	81,82%	50,00%
ADHR – un parti	7,41%	12,24%	0,00%	20,00%	9,09%	22,73%
ADHR – plusieurs partis	62,96%	34,69%	25,00%	20,00%	9,09%	27,27%
Parlementaires de l'ADHR et des autres partis	70,37%	46,94%	25,00%	40,00%	18,18%	50,00%
Total	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

<sup>1767</sup> Environ 15%. Cette catégorie contient les initiatives législatives qui ont pour but de changer le statut des différentes unités administratives, comme: la réorganisation de la composition de la commune, du village qui devient ville, la création d'une nouvelle commune, etc.

<sup>1768</sup> Environ 35%.

<sup>1769</sup> Environ 5%.

<sup>1770</sup> Environ 6%.

<sup>1771</sup> Environ 12%.

<sup>1772</sup> Environ 18%.

<sup>1773</sup> Environ 26%.

<sup>1774</sup> En ce qui concerne le nombre et non pas le pourcentage des initiatives législatives, on peut dire que, dans chaque domaine, justice, restitution, santé, social, nouvelle commune, économie, le nombre des initiatives a augmenté dans la législature 2000–2006 en comparaison avec celle de 1996–2000.

<sup>1775</sup> Il y a des initiatives législatives qui ont été classées, mais dont certains passages ont été repris dans une autre loi (autour de 4%) et des initiatives qui ont été retirées, environ 3%.

D'autre part, durant l'intervalle de 2000–2004, environ 10% des initiatives législatives sont encore<sup>1776</sup> dans les chambres.<sup>1777</sup> Par contre, environ 47% du total des initiatives ont été rejetées et environ 31% adoptées. Le pourcentage des lois classées ou classées avec des parties reprises dans une autre loi représente environ 4%.<sup>1778</sup>

Il nous semble important d'observer les modifications des pourcentages des initiatives législatives déposées dans les domaines de l'économie, des nouvelles communes et du social, soit par les parlementaires de l'Alliance, soit par les parlementaires de l'Alliance et des autres partis.

En regardant les initiatives législatives dans le domaine des nouvelles communes, leurs initiateurs et les résultats, nous faisons les constations suivantes<sup>1779</sup>:

- Environ 41% des initiatives ont été classées et autour 33% ont été rejetées entre 1996–2000.
- Deux initiatives qui ont été adoptées dans la période de 1996–2000 et ont été signées par les parlementaires de l'Alliance et une avec les parlementaires des autres partis.
- Entre 2000–2004, environ 54% des initiatives ont été adoptées, 43% rejetées et 3%<sup>1780</sup> se trouvent au Sénat.
- Parmi les initiatives adoptées: environ 63% ont été déposées par les parlementaires de l'Alliance, 5% par des parlementaires de l'ADHR avec ceux du PSD, environ 11% ont été signées par les parlementaires des deux partis mentionnés et par des parlementaires sans appartenance à un groupe.

L'analyse du groupe parlementaire de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie nous a révélé trois aspects du groupe. D'abord, les rapports entre le groupe et l'Alliance sont très complexes et forts. Ensuite, nous avons observé que les femmes sont quasi absentes du groupe parlementaire ou des centres du pouvoir de l'Alliance. Un tiers des parlementaires ont suivi soit le droit, soit des universités techniques. En outre, plus de la moitié des parlementaires ont suivi leurs études à Cluj-Napoca, ce qui peut être expliqué par le fait que dans la période de leurs études<sup>1781</sup> l'Université Babeş-Bolyai de Cluj a été le plus important<sup>1782</sup> du point de vue de l'enseignement en langue hongroise.

---

<sup>1776</sup> En août 2005.

<sup>1777</sup> Soit aux commissions, soit au Sénat, soit sur l'ordre du jour, soit elles ont été envoyées à la Chambre.

<sup>1778</sup> Environ 8 % des initiatives législatives ont été retirées

<sup>1779</sup> Voir les annexes pour les résultats détaillés.

<sup>1780</sup> Une seule initiative.

<sup>1781</sup> Même aujourd'hui.

<sup>1782</sup> Dans la plupart des domaines, le niveau universitaire a été le seul à offrir de l'enseignement en langue hongroise. En plus, au niveau de la Roumanie c'était la deuxième université dans l'ordre d'importance.

Enfin, les projets de loi déposés par les parlementaires de l'Alliance nous montrent l'intégration des groupes parlementaires de l'ADHR dans la dynamique du Parlement Roumain.

## 9.11. Le degré de pénétration territoriale de l'Alliance

Dans ce sous-chapitre nous voulons saisir le degré de pénétration territoriale, d'établir les fiefs électoraux de l'Alliance. De plus, nous vérifions si, selon les critères de Lieven de Winter<sup>1783</sup> ADHR est un parti hégémonique, grand, moyen ou petit. Pour déterminer dans quel type de parti défini par Lieven De Winter s'intègre l'Alliance, il faut regarder son poids. Par conséquent, nous analysons les résultats obtenus par l'ADHR pour la Chambre des députés. Nous avons déjà vu qu'au niveau national l'Alliance a obtenu entre 6.19%–7.23% des voix. Si nous regardons ses résultats pour les seize départements de la Transylvanie<sup>1784</sup> nous voyons qu'ils se situent entre 18.01%–24.57%.<sup>1785</sup> Par conséquent, au niveau de la Transylvanie l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie peut être nommée un parti moyen.

Il nous semble important d'analyser les résultats de l'ADHR au niveau départemental aussi. D'une part, pour affiner notre étude. D'autre part, pour que nous puissions déterminer les fiefs électoraux de l'Alliance.

Si nous analysons le poids de l'Alliance<sup>1786</sup> nous pouvons faire trois constatations.<sup>1787</sup> Premièrement, nous observons un déclin du poids départemental de l'Alliance.

Deuxièmement, lors des élections presque tous les départements, sauf trois, pourraient être encadrés dans un des groupes définis par Lieven De Winter. D'abord, nous avons huit départements où l'Alliance a obtenu moins de 14% des voix. Dans ces départements le pourcentage des Hongrois est moins de 10. Dans le département d'Arad l'Alliance a gagné entre 8.61%–14.15% des voix. Le pourcentage des Hongrois y était en 2002 de 10,67%. Ensuite, dans le département de Cluj, l'ADHR a obtenu dans toutes les élections entre 15–24 pourcents des voix, le taux des Hongrois y étant en 2002 de 17.40%. Il y a également deux départements qui ont un pourcentage des Hongrois entre 23–28, où l'Alliance a gagné entre 22%–30% des voix. Enfin, nous trouvons quatre départements où l'Alliance a obtenu entre 34%–87% des voix. Le pourcentage des Hongrois dans ces départements se situe entre 35%–85%.

<sup>1783</sup> Voir dans notre chapitre théorique.

<sup>1784</sup> Où vit la plupart (environ 98%) de son électorat cible.

<sup>1785</sup> Voir les annexes.

<sup>1786</sup> Définit comme le pourcentage des voix de l'Alliance parmi les pourcentages des voix des autres partis.

<sup>1787</sup> Voir les tableaux dans les annexes.

Troisièmement, il y a eu six départements où l'Alliance a obtenu la majorité des voix au moins une fois entre 1990–2004.<sup>1788</sup> Dans trois de ces départements – Covasna, Harghita, Mureș – l'Alliance a obtenu la majorité des voix dans toutes les élections. Les départements de Covasna et de Harghita ont une population majoritairement hongroise<sup>1789</sup>. Par contre, dans le département de Mureș le taux des Hongrois a été de 39,30% selon le recensement de 2002.

Il faut remarquer que dans les départements où le taux des Hongrois dépasse le 20%, l'ADHR a obtenu au moins une fois la majorité des voix pour la Chambre des députés pendant les cinq élections parlementaires. Il faut aussi mentionner que le nombre des départements dans lesquels l'Alliance a obtenu la deuxième place a diminué depuis 1990.<sup>1790</sup>

Par conséquent, nous considérons les départements de Bihor, de Covasna, de Cluj, de Harghita, de Mureș, de Satu-Mare, de Sălaj des départements où le poids de l'Alliance est important. Les départements qui peuvent être considérés les fiefs de l'ADHR sont Covasna, Harghita et Mureș.

En étudiant l'implantation territoriale de l'Alliance du point de vue des résultats obtenus pour les élections des Conseils départementaux, il faut remarquer qu'il y a eu quatre départements où l'Alliance a gagné la majorité des voix dans toutes les trois élections<sup>1791</sup>. Ces trois départements sont: Harghita, Covasna, Mureș et Satu-Mare.

## 9.12. Esquisse de la structure de l'Alliance

Nous avons vu que l'Alliance a « survécu » au changement de son premier leader. Nous avons pu observer également que le leader actuel de l'Alliance, le deuxième depuis sa fondation, est arrivé au pouvoir au même moment où l'Alliance a déclaré sa restructuration selon le modèle de l'État.

De même, nous avons pu constater que la date quelque peu mythique du congrès de Brașov de 1993, ne constitue pas, du point de vue de la structure de l'Alliance, une rupture ou une innovation totale de son organisation.

En tenant compte de qui élit ou désigne les membres des différents organismes de l'Alliance dans l'intervalle de 1991–2004, nous pouvons observer d'abord la clarification graduelle des liens entre les différents organismes. Ensuite, nous voyons la grande influence que les organisations territoriales de l'Alliance ont sur les organismes

<sup>1788</sup> Voir le tableau dans les annexes.

<sup>1789</sup> Le taux des Hongrois dans le département de Covasna a été de 73,80% dans le recensement de 2002, tandis que dans le département de Harghita de 84,62%.

<sup>1790</sup> Voir le tableau dans les annexes.

<sup>1791</sup> Des élections directes pour les Conseils départementaux ont été tenues seulement en 1996, 2000 et 2004. Voir notre sous-chapitre sur les lois électorales.



nationaux. Enfin, nous remarquons que les liens entre les différents organismes de l'Alliance se retrouvent dans le Conseil opératif.

Panebianco définit son modèle génétique par trois caractéristiques. D'abord, un parti se développe par pénétration ou par diffusion territoriale.<sup>1792</sup> Nous avons pu identifier dans le cas de l'Alliance les mécanismes des deux types de développement, mais très vite, la pénétration territoriale prend le pas sur la diffusion. Ensuite, Panebianco prend en compte l'existence à la naissance du parti d'une organisation extérieure, d'un « sponsor ».<sup>1793</sup> L'ADHR n'a pas eu une telle organisation externe. Enfin, selon le politiste « il faut prendre en considération le rôle du charisme dans la formation du parti ».<sup>1794</sup> Pour l'Alliance, le charisme d'une personne n'a pas eu de signification fondatrice durant sa formation.

Il nous semble que les plates-formes et les groupes/les fractions du Conseil des représentants de l'Alliance ne peuvent pas être considérées comme des factions dans les termes de Panebianco.

En ce qui concerne les deux plates-formes principales – le Groupe réformateur et le Cercle libéral – nous pourrions les nommer des factions suivant la définition utilisée par Janda. Nous devons en même temps souligner qu'il y a une 'coalition dominante' dans le terme de Panebianco dans l'Alliance qui ne coïncide ni avec le Groupe réformateur ni avec le Cercle libéral.<sup>1795</sup> Il nous semble que dans les premiers deux-trois années, l'écart entre la coalition dominante et ses opposants a été moindre qu'après, comme le démontrent les faits suivants: au premier congrès de l'Alliance en 1991 on a élu Domokos Géza (le représentant d'un groupe) comme président et Szöcs Géza (le représentant de l'autre groupe) comme secrétaire général, au deuxième congrès de l'Alliance, en 1992, Domokos Géza (le représentant d'un groupe) reste le président et Szöcs Géza (le représentant de l'autre groupe) devient le vice-président pour des questions politiques. En 1993 la structure de l'Alliance change, il n'y a plus de positions de secrétaire général ou de vice-président. Le congrès a élu Markó Béla comme président après la décision du pasteur Tökés László de se retirer de la compétition pour le poste de président de l'Alliance<sup>1796</sup>. En même temps, le président exécutif de l'Alliance est devenu Takács Csaba qui n'appartenait pas au groupe formé autour de Szöcs Géza. Nous avons déjà vu que le Groupe réformateur s'est dissous en 2003, tandis que le Cercle libéral existe encore.

<sup>1792</sup> PANEBIANCO, Angelo, op.cit. pp.51–53.

<sup>1793</sup> Ibidem.

<sup>1794</sup> PANEBIANCO, Angelo, op.cit., p.52.

<sup>1795</sup> La dynamique entre le Groupe réformateur, le Cercle libéral et la coalition dominante a changé au fur et à mesure. Il nous semble que dans la deuxième moitié des années '90 le Cercle libéral a été plus proche de la coalition dominante (par exemple, le président du Cercle libéral Eckstein-Kovács Péter a été ministre des minorités entre 1999–2000).

<sup>1796</sup> Il est resté le président d'honneur de l'Alliance.

Si nous analysons le Groupe réformateur, nous pourrions affirmer qu'il s'agit plutôt d'une faction tactique avec des accents sur l'idéologie qu'ils ont définie comme 'libéralisme national'.<sup>1797</sup> En ce qui concerne la coalition dominante qui après 1993 se forme autour du président de l'Alliance, elle pourrait être assimilée au groupe qui « regarde vers l'intérieur » tel que défini par Antoine Roger. Par contre, dans le cas de l'Alliance, nous pensons que pour la coalition dominante les relations avec la Hongrie sont aussi importantes que pour le Groupe réformateur.

Il nous semble qu'une bonne méthode pour revoir et comprendre les relations entre changements produits dans la structure de l'Alliance c'est de reprendre les rapports entre les trois « visages » du parti selon Katz et Mair. Le premier visage du parti est le « Party in public office » « l'organisation partisane au gouvernement et au parlement »<sup>1798</sup> Nous avons vu à travers nos analyses des sous-chapitres précédents que l'interaction entre le groupe parlementaire de l'Alliance et ces organes sont multiples: les présidents des groupes de la Chambre des députés et du Sénat sont membres de droit du Conseil opératif, les parlementaires de l'Alliance sont membres du Conseil des représentants, le président de l'Alliance est membre du Parlement. Par conséquent, nous pouvons dire que les parlementaires sont présents à tous les échelons de la structure de l'Alliance, dans tous les centres des décisions.<sup>1799</sup> En ce qui concerne le parti au gouvernement, les statuts de l'Alliance contiennent depuis 1997 un chapitre consacré aux fonctionnaires représentant l'Alliance dans le gouvernement.

Les différences entre les trois statuts<sup>1800</sup> à ce respect sont minimales. Selon le statut, la décision sur la participation au gouvernement est prise par le Conseil des représentants de l'Alliance.

Le droit de nommer des ministres et des secrétaires d'États appartient au Conseil opératif sur la proposition de la Présidence exécutive<sup>1801</sup>. Les statuts donnent au président de l'ADHR le devoir de surveillance des membres, des fonctionnaires gouvernementaux. Ces fonctionnaires constituent aussi « un groupe consultatif du président de l'Alliance coordonné par un vice-président exécutif »<sup>1802</sup>. À part ces relations statutaires il faut mentionner que le vice-président exécutif en charge des 'fonctionnaires gouvernementaux' de l'Alliance a été lui-même parlementaire/ fonctionnaire

<sup>1797</sup> Reportez-vous ci-dessus.

<sup>1798</sup> MAIR, Peter, « Party Organizations: From Civil Society to the State », pp.1–23 in KATZ, Richard S., MAIR, Peter (eds), *How Parties Organize, Change and Adaptation in Party Organizations in Western Democracies*, Sage Publications, 1994, p.4.

<sup>1799</sup> Le groupe parlementaire a des experts qui travaillent au Parlement depuis les débuts des années '90.

<sup>1800</sup> 1997, 1999, 2003.

<sup>1801</sup> « Les organisations territoriales, les membres associés de l'Alliance, les plates-formes ont le droit de faire des propositions ». Le programme de 2003.

<sup>1802</sup> Le statut de 2003.

gouvernemental. Il faut y ajouter que ce poste n'a pas été supprimé entre 2000–2004, quand l'Alliance n'était pas au gouvernement, la même personne étant responsable des relations avec le PSD.<sup>1803</sup>

Le deuxième « visage » d'un parti selon Katz et Mair est le « Party on the ground »<sup>1804</sup>. Nous avons vu dans nos sous-chapitres précédents que les organisations territoriales de l'Alliance ont une structure semblable au niveau national. Chaque organisation territoriale est conduite par un président qui « représente l'organisation et dirige le travail de celui-là ».<sup>1805</sup> Ces présidents sont membres du Conseil des représentants de l'Alliance et leur représentant est membre depuis 2003 du Conseil opératif aussi.

Nous avons vu également que les organisations territoriales sont celles qui élisent les candidats pour les élections nationales et locales.

Il n'est pas rare qu'un président territorial soit un parlementaire aussi, par exemple, entre 2000–2004, sur 22 présidents territoriaux, six étaient parlementaires. En ce qui concerne le nombre des membres de l'Alliance, la seule estimation officielle écrite que nous avons retrouvée<sup>1806</sup> parle d'approximativement 410.000 membres pour l'intervalle 1996-juin 1997.<sup>1807</sup>

Le troisième visage d'un parti est celui de « party in central office » consistant en « deux groupes de personnes qui se recouvrent souvent »: le comité national exécutif et le personnel central du parti ou le secrétariat.<sup>1808</sup> Nous avons déjà vu que la présidence exécutive de l'Alliance s'est formée en 1993. Le président exécutif est proposé par le président de l'Alliance et il est élu par le Conseil des représentants. Depuis sa naissance, ce poste est occupé par la même personne<sup>1809</sup>. Depuis 1995, les statuts nominalisent le vice-président exécutif responsable des organisations territoriales. La présidence exécutive et son personnel se trouvent en Transylvanie, à Cluj-Napoca. Par contre, le/les bureaux du président de l'Alliance se trouvent à

<sup>1803</sup> Dans tout l'intervalle analysé il s'agit de Borbély László. L'incompatibilité établie par les statuts de l'Alliance sont entre: la position du président ou vice-président exécutif et celle des fonctionnaires gouvernementaux/membres du gouvernement, vice-président exécutif (sauf le vice-président responsable avec le gouvernement) et membre du parlement.

<sup>1804</sup> 'Party on the ground'. MAIR, Peter, op.cit., p.4.

<sup>1805</sup> Le statut de 2003.

<sup>1806</sup> Qui donne le nombre des membres selon les organisations territoriales en y ajoutant le nombre des cotisations payées par eux pour la période 1996-juin 1997.

<sup>1807</sup> Dans le rapport préparé par la présidence exécutive de l'Alliance, on écrit expressément pour onze des 21 organisations territoriales le nombre des membres 'approximativement XY'. RMDSZ, V.Kongresszus, Kongresszusi beszámoló és dokumentumok. 1997, p.110.

<sup>1808</sup> KATZ, Richard S., « The Internal Life of Parties », pp.87–118, LUTHER, Kurh Richard, MÜLLER-ROMMEL, Ferdinand (eds), *Political Parties in the New Europe*, Oxford University Press, 2002, p.98.

<sup>1809</sup> Takács Csaba.

Târgu-Mureș – étant donné que depuis 1993 le président est sénateur du département de Mureș et il habite la ville et à București, la capitale de la Roumanie.

C'est au bureau du président de l'Alliance que le bureau de presse de l'Alliance appartient et les conférences de presse du président de l'Alliance sont organisées à București.

Nous devons remarquer que les « différents visages de l'ADHR » ont une implantation géographique différente. Nous avons vu que le « party on public office » se trouve dans la capitale de la Roumanie et nous retrouvons le « Party on the ground » dans les départements de Transylvanie et dans quelques départements en dehors de cette région<sup>1810</sup>. Au total, en juin 2006 l'Alliance a eu des organisations territoriales en 24 départements des 42 départements de Roumanie. Enfin, le « Party central office » se trouve à Cluj-Napoca en Transylvanie. Au moment où l'Alliance est devenue membre de la coalition gouvernementale, București comme ville et les personnes/institutions/organes de l'Alliance y présents ont gagné en importance.<sup>1811</sup>

Les relations entre les trois visages de l'Alliance sont complexes. Nous pensons, que le rôle du groupe parlementaire, du visage dans l'office public de l'Alliance a grandi depuis 1990. Il nous semble que parallèlement, l'importance de la présidence exécutive a diminué. Si nous tenons compte de nos analyses précédentes et du fait que

---

<sup>1810</sup> En juin 2006, ces départements sont: București, Galați, Iași, Constanța, Mehedinți, Suceava, Vâlcea.  
<sup>1811</sup> Dès le début il s'est posé la question de l'emplacement du siège central de l'Alliance. La question s'est posée car l'ADHR a sa base électorale en Transylvanie, tandis que la capitale du pays et le Parlement sont à București. Domokos Géza donne dans ses mémoires une explication de la centralité du problème pour l'Alliance: « Cette question a reçu des impulsions étant donnée l'exigence que les dirigeants d'une organisation démocratique soient présents sur les lieux et les décisions soit prises là où vivent ses membres. Mais cette exigence valide n'était pas l'unique motif. À ce que nous ayons pu nous rendre compte, la méfiance a joué le rôle central. L'Alliance populaire hongroise a été conduite dans sa dernière phase, avant sa liquidation de 1952, de București. Toutes les personnes hongroises qui connaissaient la politique savaient les conséquences de ce fait. Surtout, aux yeux des jeunes, la capitale signifiait la cuisine des sorcières de Ceaușescu, le lieu le plus contaminé du régime communiste qui a brisé la colonne vertébrale de tout le monde, celle des intellectuels hongrois qui y vivaient aussi. Et c'était la ville du Front du salut national; le danger de l'éloignement de l'esprit de Timișoara, le danger des glissements vers la gauche de l'Alliance » étaient réels. DOMOKOS, Géza, op.cit., pp.228–229. Au premier congrès, il y a eu plusieurs discussions se rapportant à cette question. Le compromis trouvé a été de mettre le siège à București et le siège du secrétariat à Cluj. Cette question a été encore présente dans les discussions du troisième congrès de Brașov où on a gardé cette dualité des villes. L'importance de București a grandi dans le temps. Cette ville permet de garder et de développer les contacts avec: les partis politiques roumains qui ont leur centre essentiellement dans la capitale<sup>1811</sup> du pays: les organisations internationales et les ambassades, les institutions de l'administration publique centrale. Du point de vue de l'Alliance Cluj est en perte de vitesse. Il est toutefois la ville où siège la présidence exécutive de l'Alliance, la ville qui est encore la plus importante culturellement pour les Hongrois. (L'Université Babeș-Bolyai, à part le fait qu'elle a de la tradition et qu'elle est parmi les premières université du pays, elle a aussi le plus grand nombre d'étudiants hongrois du pays. Elle a aussi un théâtre et un opéra hongrois, ce qui est singulier en Transylvanie). La visibilité de Târgu-Mureș a grandi, elle est la ville du bureau du président de l'Alliance, la ville des réunions du Conseil des représentants.

les candidats aux élections parlementaires sont élus par les organisations territoriales de l'Alliance, nous pouvons constater que l'influence des organisations territoriales s'exerce à tous les niveaux des organes nationaux de l'Alliance, y compris le groupe parlementaire.

En revenant à la concentration de leadership selon Janda, nous pensons que nous pouvons encadrer l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie parmi les organisations où « le leadership est collectivement centralisé dans un groupe de plus de cinq leaders; les décisions de ce groupe obligent le parti, il peut être le leader du parti, mais lui seul n'est pas suffisant pour contrôler la politique du parti ».<sup>1812</sup> Nous avons identifié ce leadership dans le Conseil opératif de l'Alliance.

Selon Duverger, la différence entre les partis de masse et les partis de cadre n'est pas « de taille mais de structure »<sup>1813</sup>. Il y ajoute plus tard que « la distinction des partis de cadres et des partis de masse coïncident avec celles qui reposent sur les divers types d'armature partisane. Les partis de cadres correspondent aux partis de comités, décentralisés et faiblement articulés, les partis de masses correspondent aux partis basés sur les sections, plus centralisés et plus fortement articulés ». En suivant, les écrits du politiste français, nous pourrions conclure que l'Alliance ressemble plutôt à un parti de masse qu'à un parti de cadres.

Toutefois, si nous prenons les caractéristiques utilisées par Robert Harmel pour construire le tableau que nous avons repris au début de notre chapitre, nous voyons une image plus nuancée. Selon ce tableau l'Alliance pourrait être caractérisé par: des leaders élus et contrôlés, des ressources financières variées: des subventions et des contributions des membres, il nous semble que l'organisation extraparlamentaire influence davantage le parti dans l'office publique qu'inversement, le focus de la représentation est la minorité hongroise de Roumanie, que nous pouvons considérer un électorat limité, les activités de l'Alliance sont faites par les membres ainsi que par le personnel engagé, le nombre des membres estimés en 1996 représentait 25% de la minorité hongroise.

En restant au niveau de l'analyse organisationnelle des partis, nous pensons que la définition donnée par Ruud A. Koole sur le « parti de cadre moderne » nuance encore plus nos analyses sur l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie. Koole recense cinq caractéristiques des partis de cadres modernes: « (1) la prédominance des groupes professionnels de leadership (surtout le parti parlementaire), mais avec un haut degré de responsabilité vers les niveaux inférieures du parti, (2) un taux membres/électeurs faible, même si les membres restent importants comme source de financement, comme modalité de recrutement des candidats pour des offices politiques

<sup>1812</sup> JANDA, Kenneth, op.cit., pp.116–117.

<sup>1813</sup> DUVERGER, Maurice, *Les partis politiques*, Paris, Librairie Armand Collin, 1976, p.120.

et pour des corps qui sont nécessaires pour tenir l'appareil partisan en marche, (3) une orientation forte et large vers les électeurs, avec une stratégie qui n'est ni attrape-tout, ni se concentre sur la classe gardée, (4) l'entretien de la structure du parti de masse (avec des liens organisationnelles verticales) non seulement pour maintenir une image spécifique mais aussi pour garantir un certain degré de démocratie interne, (5) la dépendance pour les ressources financières sur une combinaison des subventions publiques et des donations et contributions des membres ».<sup>1814</sup>

En essayant d'intégrer l'Alliance dans un des types de parti, nous ne devons pas oublier que ses potentiels électeurs sont les membres de la minorité hongroise de Roumanie, ce qui rend le portrait d'une « classe gardée » très précis. Par conséquent, il nous semble que l'Alliance ne pourrait pas se permettre de ne pas se concentrer sur sa « classe gardée », sans changer radicalement son programme. En tenant compte de cela, il nous semble que du point de vue organisationnel l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie se retrouve entre un parti de masse et un parti de cadre moderne défini plus haut.

Dans un premier intervalle, 1990–1996, elle était plus proche d'un parti de masse. Tandis qu'il nous semble que sa structure évolue vers la structure du parti de cadre moderne. Ce lent changement, à notre avis, s'est produit parallèlement avec l'intégration de l'Alliance dans les coalitions gouvernementales.<sup>1815</sup>

---

<sup>1814</sup> KOOLE, Ruud A., « The Vulnerability of the Modern Cadre Party in the Netherlands », pp.278–304 in KATZ, Richard S., MAIR, Peter (eds), *How Parties Organize, Change and Adaptation in Party Organizations in Western Democracies*, Sage Publications, 1994, pp.298–299.

<sup>1815</sup> Si nous retenons le chiffre de 410.000 membres de l'Alliance le taux membres/votes reçues par elle a grandi entre 1990–2004: de 40% vers 65% pour le Sénat ainsi que pour la Chambre des députés.

## CHAPITRE 10

### Esquisse d'un tableau sur la vie interne de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie

Dans le chapitre antérieur nous avons consacré un sous-chapitre à l'analyse des fractions/des groupes qui s'opposaient à l'intérieur de l'Alliance. Nous avons souligné qu'à notre avis les oppositions à l'intérieur de l'Alliance peuvent être appréhendées à travers les grands débats, des questions bien précises, les plus saillantes étant: les élections internes et l'autonomie.<sup>1816</sup>

Nous avons également suivi, dans notre chapitre théorique, les écrits de Horowitz sur les partis ethniques. Il souligne que plusieurs partis ethniques peuvent exister pour un seul groupe ethnique.<sup>1817</sup> De plus, nous avons déjà mentionné l'existence des groupes/des partis hongrois qui s'opposent à l'Alliance. Par conséquent dans ce chapitre, nous analysons d'abord la manière de l'Alliance de gérer les débats sur les élections internes et sur l'autonomie. Ensuite, nous étudierons les organisations qui, en dehors de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie, ont voulu représenter la minorité hongroise. Pour conclure, nous reprenons, avant notre partie finale, nos conclusions des chapitres précédents sur l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie.

#### 10.1. Les élections internes

La première question qui a été débattue constamment à l'intérieur de l'Alliance a été celle des « élections internes ». Cette question se trouve au carrefour de plusieurs processus internes et externes de l'Alliance. Il nous semble que l'évolution de

---

<sup>1816</sup> Bárdi Nándor qui a fait des recherches sur les lignes de clivages dans différents partis, organisations des minorités hongroises pense, et nous sommes d'accord avec lui que « les opinions divergentes peuvent être groupées autour de deux questions. 1. La relation des partis politiques hongrois avec les partis démocratiques/d'orientation euro atlantique des majorités et les stratégies employées envers eux. 2. La création de l'autonomie nationale est due aux Hongrois conformément au droit naturelle et on doit la faire accepter par la majorité dans une lutte politique et juridique ou l'autonomie peut-être bâtie grâce aux éléments de la construction des institutions minoritaires, faisant constamment des compromis, mais en initiant toujours. » (BÁRDI Nándor, *Tény és való, A budapesti kormányzatok és a határon túli magyarság kapcsolattörténete, Problémakatalógus*, Kalligram, 2004, p.105) .

<sup>1817</sup> HOROWITZ, Donald L., *Ethnic Groups in Conflict*, Berkely-Los Angeles-London, University of California Press, p.295.

la problématique « des élections internes » montre les difficultés de la structuration de l'Alliance selon le modèle de l'État. Trois précisions préliminaires s'imposent.

D'abord, il faut savoir que la question des élections internes est apparue après le congrès de Braşov de 1993. Nous avons déjà vu qu'à ce congrès on a créé le Conseil des représentants de l'Alliance, dont les membres, ou une partie des membres<sup>1818</sup>, auraient dû être élus à des « élections fédérales »<sup>1819</sup>. Il faut souligner que le statut utilise la désignation « élections fédérales »<sup>1820</sup> et non pas « élections internes ».

Ensuite, nous avons vu que l'Alliance se définit depuis 1993 comme une communauté. Elle se considère « la communauté de protection des intérêts des différentes organisations autonomes territoriales, politique et des couches des Hongrois de Roumanie »<sup>1821</sup>. À cette vision de soi on a ajouté une structuration selon le modèle de l'État. Selon cette vision, les élections fédérales inscrites dans le statut de l'Alliance deviendront les véritables élections internes de la communauté hongroise de Roumanie.

Enfin, nous parlons d'une organisation à double facette: d'une part, une « communauté » qui à l'intérieur est diverse, d'autre part, nous avons la même organisation qui représente au niveau politique les Hongrois de Roumanie, ce qui fait qu'elle doit, à notre avis, montrer une image unifiée de cette diversité interne. À cela s'ajoute le fait que l'Alliance est passée par un processus d'intégration dans le système politique roumain. Cela a signifié entre 1996–2000 sa présence dans la coalition gouvernementale et sa participation à une coalition parlementaire entre 2000–2004. Fait qui a accentué, il nous semble, la facette de « parti politique » de l'Alliance.

Nous devons y ajouter que la superposition entre « les élections internes » et les « élections fédérales » n'a jamais été clarifiée au niveau du discours public. Les « élections internes » sont utilisées dans la plupart des décisions du Conseil des représentants de l'Alliance comme le synonyme des « élections fédérales ».

« L'histoire des élections internes » de l'Alliance s'étend sur à peu près dix années. Pour la clarté de notre démarche nous trouvons nécessaire d'analyser les différents points nodaux de cette problématique. Nous considérons qu'ils peuvent être identifiés

<sup>1818</sup> Voir en détail dans le chapitre sur la structure de l'Alliance.

<sup>1819</sup> Le statut de 1993.

<sup>1820</sup> On peut traduire en français par plusieurs mots le mot hongrois « szövétségi »: soit par « fédéral », soit par « alliance ».

<sup>1821</sup> Le programme de 1993, mais les programmes de 1995, 1997, 1999 et 2003 contiennent la même phrase. En ce qui concerne les programmes de 1990 et 1991, il montre aussi que l'Alliance veut être plus qu'une simple organisation. En 1990 on dit « l'ADHR est l'organisation de représentation et de protection des intérêts des Hongrois de Roumanie, qui rassemble toutes les formes d'organisation de la société ». Le programme de 1991 modifie un peu en disant « l'Alliance est la coalition des organisations autonomes territoriales, politiques et des couches des Hongrois de Roumanie ».



dans les décisions du Conseil des représentants de l'Alliance. En les groupant, nous identifions cinq points:

1. En avril 1995<sup>1822</sup> le Conseil des représentants de l'Alliance prend une décision « sur les principes fondamentaux des élections internes ». Selon le premier point de cette décision, « les élections fédérales sont générales, secrètes et directes ».<sup>1823</sup>

Toutefois, la réglementation donne la possibilité aux organisations territoriales d'organiser des élections par des délégués jusqu'au moment « où le cadastre des personnes appartenant à la communauté nationale hongroise »<sup>1824</sup> est prêt.

Il y a deux points qui réglementent le cas des élections directes. D'une part, on définit ceux qui peuvent voter lors des élections: les membres de l'ADHR, y compris « les organisations membres et associées, des partis et des plates-formes »<sup>1825</sup>, les personnes qui se présentent aux sièges de l'Alliance<sup>1826</sup>. En théorie, ce principe permettait à n'importe qui de voter aux élections « internes de l'ADHR »<sup>1827</sup>.

D'autre part, « la validité des votes ne dépend pas du taux de participation ».<sup>1828</sup> Les candidats sont désignés par « les membres associés de l'ADHR (les organisations territoriales, les partis, les plates-formes) ».<sup>1829</sup> Selon cette décision, les détails des élections seront établis dans une réglementation séparée. Le dernier point de la décision d'avril 1995 stipule que « le président de l'Alliance annonce les élections dans un délai d'une année après le congrès »<sup>1830</sup>. Par contre, la décision donne la possibilité au Conseil des représentants de l'Alliance de repousser les élections.

2. En mars 1996, le Conseil des représentants de l'Alliance a adopté « la réglementation relative aux élections internes »<sup>1831</sup>. Selon le journal officiel de l'Alliance, le titre de la réglementation a été: « décision sur l'élection du Conseil des représentants de l'Alliance ».<sup>1832</sup> Cette décision contient des réglementations sur: « le droit

<sup>1822</sup> Avant le quatrième congrès de l'Alliance de mai 1995.

<sup>1823</sup> Le texte de la décision. *RMDSZ Közlöny*, 1995/15

<sup>1824</sup> Ibidem.

<sup>1825</sup> Le deuxième point de la décision. Ibidem.

<sup>1826</sup> Il faut mentionner que selon ce point, « les personnes qui s'inscrivent volontairement sur les listes de votes deviennent membres de l'ADHR jusqu'à ce que les listes des membres deviennent définitives, ou d'une organisation civile ou politique associée à l'ADHR, éventuellement ils deviendront des membres appuyant l'Alliance. ». En ce qui concerne les listes des votants, elle sera ouverte « jusqu'à la fermeture du vote ».

<sup>1827</sup> Même si, comme on l'a vu dans la note en bas de page précédente, cela signifiait que la personne respective devenait membre de l'Alliance.

<sup>1828</sup> Le cinquième point de la décision. Ibidem.

<sup>1829</sup> Le troisième point de la décision. Ibidem.

<sup>1830</sup> Le sixième point de la décision. Ibidem.

<sup>1831</sup> *RMDSZ Tájékoztató*, 1996/736, le 11 mars 1996.

<sup>1832</sup> *RMDSZ Közlöny*, 1996/21.

de vote, le système électoral, le processus des élections ».<sup>1833</sup> Selon le premier chapitre, « tous les citoyens roumains majeurs qui sont membres de l'ADHR, y compris ses membres associés et collectifs », ont les droits de participer aux élections pour le Conseil des représentants de l'Alliance et d'y être élus. Le chapitre sur le système électoral fixe le nombre des membres du Conseil des représentants à 127, dont « au moins 87 représentants sont désignés individuellement et un maximum de 40 sont désignés par les partis et les plates-formes, dans les deux cas sur des listes territoriales séparées ».<sup>1834</sup>

Par conséquent, il y a deux types de mandats: le « mandat territorial » qui s'applique à n'importe quelle personne ayant le droit de vote et le nombre des recommandations exigées<sup>1835</sup> et le « mandat de plate-forme » qui accorde le droit de désignation des candidats aux partis et aux plates-formes membres de l'Alliance.<sup>1836</sup> La décision du Conseil des représentants de mars 1996 réglemente les élections de la même manière qu'une loi électorale. Par contre, cette décision ne contenait pas la date des élections.<sup>1837</sup> Il ne faut pas oublier que l'année 1996 a été l'année des élections locales et législatives en Roumanie.

3. Entre mars 1996 et mars 2001<sup>1838</sup> il y a eu plusieurs décisions et débats dans le Conseil des représentants concernant les élections pour le Conseil. En avril 1997, le Conseil des représentants a décidé que les élections seront tenues après le congrès de la même année.<sup>1839</sup> Nous devons y ajouter que ni la Commission permanente du Conseil, ni la table ronde conciliante (qui comprenait les présidents des fractions du Conseil) n'ont pas été d'accord avec l'initiative de la Présidence exécutive de débattre en avril cette question.<sup>1840</sup> Dans un communiqué, la Commission permanente du conseil a motivé ce délai par le fait « qu'avant le congrès il n'y a pas de conditions politiques et organisationnelles pour tenir les élections internes ».<sup>1841</sup>

<sup>1833</sup> Les noms des chapitres de la décision. Ibidem.

<sup>1834</sup> L'article trois du deuxième chapitre. Ibidem.

<sup>1835</sup> L'article quatre du deuxième chapitre. Ibidem.

<sup>1836</sup> Ibidem.

<sup>1837</sup> Il contenait des réglementations comme « les élections doivent être annoncées avec au moins 90 jours avant la date du vote ». L'article 41 du troisième chapitre. Ibidem.

<sup>1838</sup> On considère cette date importante du point de vue de l'histoire des élections pour le Conseil des représentants de l'Alliance.

<sup>1839</sup> La décision nr.29. *RMDSZ Közlöny*, 1997/25.

<sup>1840</sup> BORBELY, Zsolt, Attila, SZENTIMREI, Krisztina, *Erdélyi Magyar Politikatörténet 1989–2003*, Budapest, Reintegratio Könyvek, 2003, p.128.

<sup>1841</sup> Le communiqué du Bureau permanent du conseil. *RMDSZ Közlöny*, 1997/25.

L'année suivante, en décembre 1998, le Conseil a décidé que « les élections internes pour le renouvellement du Conseil des représentants de l'Alliance auront lieu le 13 novembre 1999 ».<sup>1842</sup>

Dans une décision suivante de juin 1999 sur « les élections internes », le Conseil a créé une commission qui a eu comme mission de « préparer les projets des décisions pour les élections ». De cette commission faisaient partie les représentants des fractions du Conseil et les représentants des quatre<sup>1843</sup> plates-formes.<sup>1844</sup>

La présidence exécutive a nommé un commissaire pour les élections<sup>1845</sup> et a demandé aux organisations territoriales de renouveler les cartes d'adhésion<sup>1846</sup>.

En septembre 1999, le Conseil des représentants a modifié la date des élections. La nouvelle décision du Conseil stipulait que « les élections internes » doivent être tenues avant les élections locales de 2000.<sup>1847</sup> Deux raisons ont motivé<sup>1848</sup> cette décision. D'une part, il était nécessaire de changer « la réglementation des élections internes » adoptée en 1996, car une partie des organisations territoriales ne croyait pas qu'elles puissent tenir des élections directes. Selon le journal Szabadság, il était impossible d'organiser dans la diaspora des élections en personne. Par conséquent, plusieurs organisations territoriales considéraient qu'il valait mieux organiser des élections par des voix de délégués.<sup>1849</sup> D'autre part, on jugeait impossible de tenir les élections jusqu'au 13 novembre.<sup>1850</sup> La décision de septembre 1999 stipulait aussi que la présidence exécutive devait élaborer une réglementation concernant les élections qui comprenne la possibilité des élections directes et indirectes aussi. Cette décision a autorisé les organisations territoriales de décider sur le type d'élections qu'elles préfèrent<sup>1851</sup>.

La question « des élections internes » a figuré sur l'ordre du jour du Conseil des représentants tenu le trois décembre 1999. Deux projets ont été discutés: un qui proposait les deux types de mandats (territorial et des plates-formes), l'autre qui

<sup>1842</sup> La décision nr. 50 « sur la date du congrès et des élections internes de l'Alliance ». *RMDSZ Közlöny*, 1998/32.

<sup>1843</sup> Les plates-formes ont été: la plate-forme sociale-démocrate, l'Initiative hongroise de Transylvanie, le Groupe réformateur, le Cercle libéral.

<sup>1844</sup> La décision nr.64. *RMDSZ Közlöny*, 1999/35.

<sup>1845</sup> La décision nr.180 de la présidence exécutive. *RMDSZ Közlöny*, 1999/36.

<sup>1846</sup> « Pour que les élections internes puissent être organisées d'une manière plus opérative ». La décision nr.172 de la présidence exécutive. *RMDSZ Közlöny*, 1999/33.

<sup>1847</sup> Les décisions concernant les élections internes. *RMDSZ Tájékoztató*, 1999/1560, le 20 septembre 1999.

<sup>1848</sup> Qu'on retrouve d'une part dans le procès-verbal de la séance, d'autre part dans le journal Szabadság, de 20 septembre 1999.

<sup>1849</sup> « Újból elhalasztották a belső választásokat », *Szabadság*, de 20 septembre 1999, p.1.

<sup>1850</sup> Il faut ajouter qu'une organisation territoriale a proposé d'avoir un seul type de mandat au lieu des mandats pour les plates-formes et les mandats territoriaux.

<sup>1851</sup> Les décisions concernant les élections internes. *RMDSZ Tájékoztató*, 1999/1560, le 20 septembre 1999.

soutenait l'idée d'une seule liste. Les deux permettaient aux organisations territoriales de choisir entre les élections directes et indirectes. Après un bref débat, le Conseil a décidé de reporter le débat pour une session ultérieure.

La réunion consacrée à la discussion du projet de décision sur les élections pour le Conseil des représentants a été tenue le 19 février 2000. Le débat avait déjà commencé lors des réunions précédentes par une discussion sur la nécessité de réglementer « des élections internes » ou des « élections pour le Conseil des représentants de l'Alliance ». Certains articles du projet ont été approuvés<sup>1852</sup>, certains ont été soumis à l'approbation de la Commission de surveillance du statut<sup>1853</sup>. La séance de cette réunion a été suspendue car il n'y avait pas de membres suffisants pour que le vote soit valable.<sup>1854</sup>

À la séance suivante du Conseil<sup>1855</sup>, les membres ont été d'accord avec la proposition du Conseil consultatif des présidents territoriaux de ne pas mettre sur l'ordre du jour en 2000 la question des élections pour le Conseil.<sup>1856</sup>

Les débats des séances de ces deux jours ont été dominés par l'évaluation des élections locales de juin et par la préparation des élections législatives de la même année.

4. La question des élections pour le Conseil des représentants est revenue sur l'ordre du jour du Conseil en mars 2001 quand on a pris deux décisions en ce qui concerne les membres du Conseil. D'une part, le Conseil « n'a pas reconnu les mandats des nouveaux représentants du Conseil de la jeunesse hongroise<sup>1857</sup> ». D'autre

<sup>1852</sup> On accordait le droit de vote aux personnes qui étaient membres de l'Alliance depuis au moins trois mois ou, dans le cas des élections directes, pour que les élections soient valables, « le nombre des participants nécessaires étaient d'au moins de 5% de votes obtenus par l'Alliance aux élections locales dans le département respectif ». « Belső választásoktól a tisztújításig », *Szabadság*, le 21 février 2000.

<sup>1853</sup> Par exemple, une des questions sur lesquelles la Commission de surveillance de statut aurait dû décider était si on devait accorder le droit de vote aux élections pour le Conseil des représentants de l'Alliance aux membres des organisations associées à l'Alliance. Ibidem.

<sup>1854</sup> Ce qui, à notre avis, dénote le désintérêt des membres du Conseil.

<sup>1855</sup> La séance s'est tenue le 1-2 juillet 2000. Le premier jour on a tenu une séance commune du Conseil des représentants et du Conseil conciliant de l'Alliance, tandis que le deuxième jour on a tenu seulement une séance du Conseil des représentants.

<sup>1856</sup> « SZET, SZKT együttes ülése Marosvásárhelyen », *Szabadság*, le 3 juillet 2000, p. 1-8.

<sup>1857</sup> La décision nr.83. *RMDSZ Közlöny*, 2001/42. Étant donné que la relation entre l'Alliance et les organisations de la jeunesse est un sujet qui mérite d'être traité dans une thèse séparée, ici on signale seulement quelques aspects. Nous avons vu dans nos chapitres antérieurs que 15% des membres du Conseil ont été retenus pour la jeunesse et que le droit de nommer des représentants a appartenu, selon le statut: à l'Alliance des organisations de la jeunesse hongroise et à l'Alliance nationale des étudiants hongrois en 1993 et, depuis 1995, au Conseil de la jeunesse hongroise suite à l'émergence des nouvelles organisations de la jeunesse. Il faut savoir qu'en principe, les différentes organisations de la jeunesse hongroise n'étaient pas d'organisations politiques; elles s'intéressaient aux différents aspects de la vie des jeunes. Par exemple, dans les centres universi-

part, le Conseil des représentants de l'Alliance a décidé « que sa composition suivrait, jusqu'au congrès de 2003, les mêmes principes que ceux valides à cette date-là ».<sup>1858</sup>

Le Conseil a commencé toutefois le débat sur le projet de décision concernant les élections. La proposition de la présidence exécutive a été d'organiser des élections générales, en sachant que c'étaient les organisations territoriales qui décidaient de la manière d'organiser ces élections.<sup>1859</sup> Les opinions ont été divergentes au sujet du type des mandats, plus précisément sur « la représentation corporative ou les élections directes ou indirectes ».<sup>1860</sup> Le président du Groupe réformateur a insisté sur la nécessité d'avoir des places pour la jeunesse. Le président du Cercle libéral « a repoussé la survivance des éléments corporatifs, mais a souligné le fait qu'il faudrait assurer la présence des jeunes et des femmes dans le Conseil ».<sup>1861</sup> Ce débat a été résolu par l'adoption de la décision mentionnée plus haut avec 31 voix pour, 20 contres et neuf abstentions.<sup>1862</sup>

Ces deux décisions<sup>1863</sup> signifiaient qu'après 2001 il n'y avait pas de représentants de la jeunesse dans le Conseil. De plus, les seuls changements qui pourraient s'opérer parmi les membres du Conseil ont été ceux dus aux changements éventuels dans les fonctions des membres: si, par exemple, une organisation territoriale

---

taires où il y a des Hongrois, on a une organisation des étudiants hongrois (le KMDSZ à Cluj et le TMD à Timișoara). On a vu également que le Groupe réforme était composé de membres de l'Alliance des organisations de la jeunesse hongroise. Il faut quand même savoir qu'on peut considérer le Conseil de la jeunesse hongroise plus proche du Groupe réformateur. Les représentants du Conseil de la jeunesse hongroise n'ont pas été validés à la séance de janvier du Conseil des représentants de l'Alliance. Les motifs ont été les suivants: selon le président exécutif de l'Alliance, ils n'ont pas respecté les réglementations du statut de l'Alliance, ils n'ont pas déposé leur statut à l'Alliance, même s'ils avaient le devoir de le faire; ils ont exclu du Conseil l'Alliance nationale des lycéens hongrois et ils n'ont pas signalé ce fait à l'Alliance. Cette décision du Conseil des représentants concernait seulement une partie des délégués du Conseil de la jeunesse hongroise. (*Szabadság*, le 23 janvier 2001). Suite à cette décision du Conseil des représentants de l'Alliance le Conseil de la jeunesse hongroise a décidé de suspendre son activité dans le Conseil de l'Alliance. Dans la séance de mars du Conseil, des représentants de l'Alliance n'ont pas validé les délégués du Conseil de la jeunesse hongroise. En conséquence, le Conseil de la jeunesse hongroise a décidé en juillet de rompre ses relations avec l'Alliance. Les raisons de cette décision étaient: « L'ADHR qui a été fondée comme l'organisation de représentation publique de notre communauté nationale hongroise de Transylvanie ne satisfait pas sa vocation, sa situation actuelle et sa politique actuelle ont dévié vers la politisation de type balkanique. ». (« Szakított a MIT az RMDSZ-el, a Szövetség közösséggelenes irányba halad – vélik », *Szabadság*, le 5 juillet 2001, p.8

<sup>1858</sup> La décision nr.84. *RMDSZ Közlöny*, 2001/42.

<sup>1859</sup> Directes ou indirectes, par des délégués.

<sup>1860</sup> « 2003-ig a jelenlegi formában működik az RMDSZ, az SZKT nem élt a választások útján történő megújulás lehetőségével », *Szabadság*, le 2 avril 2001, p. 1 et 6.

<sup>1861</sup> « A képviselők újabb két évre bizalmat szavaztak maguknak », *Kronika*, le 2 avril 2001.

<sup>1862</sup> Ibidem.

<sup>1863</sup> Et leurs conséquences, par exemple le fait que le Conseil de la jeunesse hongroise a rompu les relations avec l'Alliance.

a élu un nouveau président, celui-ci a remplacé l'ex-président dans le Conseil des représentants.<sup>1864</sup>

5. Nous considérons que le congrès de 2003 a tranché les débats des années précédentes en réglementant les membres du Conseil des représentants de l'Alliance de la manière suivante: « le Conseil est composé par les députés et par les sénateurs de l'Alliance, 74 membres élus de manière directe<sup>1865</sup> ou indirecte<sup>1866</sup> par les organisations territoriales et 15 % des membres du Conseil sont nommés par le Conseil conciliant national des organisations de la jeunesse ». Le statut a précisé que « le délai pour l'élection du Conseil des représentants de l'Alliance serait le 31 mai 2003 ». Dans le discours on a continué à utiliser la formule « les élections internes de l'Alliance »<sup>1867</sup>. Les élections ont eu lieu entre mars-mai 2003 et trois des 22 organisations territoriales de l'ADHR ont décidé de tenir des élections directes.<sup>1868</sup>

Nous avons comparé les réglementations concernant la composition du Conseil des représentants de l'Alliance dans le statut de 1993, la décision de 1995 « sur les principes fondamentaux des élections internes » et le statut de 2003. Il nous semble que le cercle de ceux qui avaient le droit de voter et pouvaient être élus s'est rétréci en 2003 par rapport à 1995. Selon les réglementations de 1995, à part les membres de l'Alliance, on accorde le droit de voter aux: « personnes qui se présentent spontanément aux sièges de l'ADHR »<sup>1869</sup>, tandis qu'aux élections directes de 2003, seulement « ceux qui avant les élections figurent dans les évidences des membres de l'Alliance » peuvent voter.<sup>1870</sup> Il faut toutefois mentionner que la décision de 1996 avait donné déjà le droit de vote seulement aux membres de l'Alliance.<sup>1871</sup>

<sup>1864</sup> Dans l'intervalle de 1993–2003, les changements des membres du Conseil des représentants ont eu les conséquences suivantes: le congrès de 1995 a élu 21 membres; on a changé les parlementaires de l'Alliance, les présidents des organisations territoriales et les représentants des élus locaux. Les taux de renouvellement que j'ai réussi à calculer sont: 15% en octobre 1994, 32% en 1995, 26% en 1997, 25% en 1999, 25% en 2001.

<sup>1865</sup> Quand tous les membres de l'Alliance votent.

<sup>1866</sup> Les élections se font par les Conseils des représentants/des délégués de chaque département.

<sup>1867</sup> Voir par exemple le journal électronique de l'Alliance *RMDSZ Tájékoztató* qui titre ses nouvelles « la situation des élections internes organisées par l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie », *RMDSZ Tájékoztató*, 2003/2453, le 14 mai 2003.

<sup>1868</sup> Toutes les trois organisations territoriales se trouvent dans les deux départements qui sont majoritairement hongrois. Dans ces deux départements il y a cinq organisations territoriales. Il faut mentionner que dans une de ces trois organisations le taux de participation n'a pas atteint le seuil de participation (30% des membres de l'Alliance). En conséquence, dans cette organisation il a fallu tenir des élections indirectes (l'organisation de Háromszék). *RMDSZ Tájékoztató*, 2003/2453, le 14 mai 2003.

<sup>1869</sup> Le texte de la décision. *RMDSZ Közlöny*, 1995/15

<sup>1870</sup> Le statut de 2003.

<sup>1871</sup> Voir ci-avant.

En guise de conclusions partielles, nous soulignons trois aspects des « élections internes ». D'abord, au niveau discursif des statuts et des décisions du Conseil de l'Alliance il y a un processus de clarification: « élections fédérales en 1993 », « élections internes » en 1995, « élections du Conseil des représentants » en 1996 et 2003.<sup>1872</sup> Ensuite, l'idée d'un cadastre des Hongrois a disparu. Enfin, l'importance des organisations territoriales a grandi. Tous ceux qui veulent devenir membres du Conseil des représentants de l'Alliance<sup>1873</sup> doivent passer par les organisations territoriales pour en devenir membres.<sup>1874</sup> Il nous semble aussi que les élections internes auxquelles tous les membres de la communauté hongroise participeraient pour élire les membres du Conseil des représentants de l'Alliance ne sont plus à l'ordre du jour.<sup>1875</sup>

## 10.2. L'autonomie

Au cours de nos analyses sur les différents aspects de la représentation des Hongrois de Roumanie par l'ADHR, nous avons étudié la problématique de l'autonomie de deux points de vue. En premier lieu, nous avons suivi l'émergence de cette question à travers les relations entre l'Alliance et les partis politiques roumains.<sup>1876</sup> En deuxième

<sup>1872</sup> Cela n'est pas suivi aux niveaux du discours public.

<sup>1873</sup> Sauf pour les places retenues pour la jeunesse.

<sup>1874</sup> On ne doit pas oublier que la désignation des candidats pour les élections parlementaires tient aussi de la compétence des organisations territoriales.

<sup>1875</sup> Il est important de reprendre quelques éléments des écrits de Szilágyi N. Sándor qui a été l'initiateur des élections internes et qui a été membre de l'Alliance jusqu'au congrès de 1995. (SZILÁGYI N, Sándor, *Mi-egy-más, közéleti írások, Kolozsvár*, Kalota Könyvkiadó, p.522). Szilágyi a proposé des élections dès 1991; il affirmait: « j'ai vu que tôt ou tard, le fait de ne pas permettre aux Hongrois de Roumanie la possibilité d'exprimer leurs opinions politiques et ne pas pouvoir voter seulement sur des critères ethniques aux élections législatives, engendrerait de grands problèmes ». (SZILÁGYI N, Sándor, op.cit., p.523). Notons qu'il pensait qu'aux élections participeraient les membres de l'Alliance, « car il s'agit d'élire d'une manière démocratique le corps de prise de décisions de l'Alliance, donc, comme procédure, on pourrait dire que c'est une question interne de l'ADHR ». (Ibidem. p.524). Il pensait le critère de membership de l'ADHR de la même manière qu'on le comprenait lors de la décision de 1995 du Conseil des représentants. (Szilágyi N. Sándor écrit « Il était clair qui étaient ceux qui pouvaient voter: toutes les personnes qui peuvent montrer leur carte d'adhérent de l'Alliance. Celui qui n'est pas membre de l'Alliance mais qui croit que sans lui, le vote sera incomplet, peut s'inscrire à tout moment et peut aller voter ». Ibidem. p.524). Selon Szilágyi N. Sándor, une autre vision des élections internes a surgi à cette époque-là. Elle était soutenue par le Groupe réformateur. Conformément à cette vision, « étant donné le fait que l'Alliance ne doit pas représenter seulement ses membres, mais tous les Hongrois de Roumanie, les élections internes doivent être organisées de telle manière que tous les Hongrois de Roumanie puissent y participer ». (Ibidem.p.524). Selon cette logique, dit le professeur, un cadastre contenant tous les Hongrois de Roumanie aurait été nécessaire, « chose infaisable avec les moyens » dont on disposait à cette époque-là. (Ibidem. p.525). Ce participant aux événements, analyste et professeur, ne peut qu'enregistrer l'impossibilité d'organiser des élections internes causées par un « long débat, trop théorique » qui a rendu compliqué un projet simple. (Ibidem. p.526).

<sup>1876</sup> Voir le chapitre sur la place de l'ADHR dans le système politique roumain.

lieu, nous avons analysé les différents contextes dans lesquels le mot d'autonomie a apparu dans les programmes de l'Alliance.<sup>1877</sup> Nous avons vu qu'en général les partis politiques roumains n'acceptent pas les différents types d'autonomie demandés par l'ADHR. Dans ce sous-chapitre nous analysons la question de l'autonomie du point de vue de la vie interne de l'Alliance.

Une possibilité d'analyse de cette question s'ouvre lorsque l'on tient compte de la périodisation de l'intervalle 1990–2004 faite en fonction du traitement de l'autonomie par l'Alliance. Le politologue et l'auteur de plusieurs projets de lois sur l'autonomie<sup>1878</sup>, Bakk Miklós<sup>1879</sup>, définit deux grandes époques concernant la question de l'autonomie. Selon lui, entre 1990–1996 la question de l'autonomie apparaît d'abord « comme partie de la quête identitaire de l'Alliance »<sup>1880</sup> (1990–1992), ensuite, comme « la question et la stratégie centrale de l'Alliance »<sup>1881</sup> (1992–1993). Enfin, selon Bakk, l'autonomie (1993–1996), tout en restant sur l'ordre du jour, « a été en même temps stratégie et vision du futur, mais elle s'est subordonnée progressivement au clivage intérieur qui opposait la politique identitaire au rôle du parti politique ».<sup>1882</sup>

La deuxième période commence selon Bakk Miklós en 2003/2004; le début de cette période est marqué par la constitution du Conseil national hongrois de Transylvanie et du Conseil national des Sicules<sup>1883</sup> dont le but est l'autonomie. Entre les deux périodes l'autonomie n'est pas à l'ordre du jour, par contre la question des régions fait surface.<sup>1884</sup>

Nous avons choisi une autre perspective sur la gestion de la problématique de l'autonomie faite par l'Alliance. La question que nous nous posons est, d'une part, de savoir quels ont été les projets d'autonomie apparus après 1990. D'autre part, s'il y a eu des projets d'autonomie acceptés et soutenus par l'Alliance. Nous pensons que cette approche complète notre démarche des chapitres précédents, elle montre aussi la complexité de la question du point de vue de la vie interne de l'ADHR.

<sup>1877</sup> Voir le chapitre sur les changements programmatiques de l'Alliance.

<sup>1878</sup> Pour l'Alliance, puis pour le Conseil national hongrois de Transylvanie. Ce dernier a apparu en 2003. Après que le congrès de l'Alliance ait supprimé le poste de président d'honneur de l'Alliance, plusieurs hommes politiques ayant à leur tête Tökés László, ont quitté l'Alliance et ont formé le Conseil national hongrois de Transylvanie, voir le sous-chapitre suivant.

<sup>1879</sup> Voir également le chapitre sur la littérature sur l'ADHR.

<sup>1880</sup> BAKK, Miklós, « Az autonómia tervek két szakasza Erdélyben 1989 után », *Magyar Kisebbség*, Kolozsvár, 2004/1–2, p.49

<sup>1881</sup> Ibidem.

<sup>1882</sup> Ibidem. p.50.

<sup>1883</sup> En principe, c'est le représentant du Conseil national hongrois de Transylvanie en 'Terre de Sicules'. Voir le sous-chapitre suivant.

<sup>1884</sup> Ibidem. pp.50–51.



Dans l'intervalle de 1990–2004 nous trouvons environ<sup>1885</sup> dix projets de loi concernant l'autonomie<sup>1886</sup>. De ces dix projets de loi, huit ont été écrits entre 1991–1995 par des membres de l'Alliance, mais seulement un a été adopté officiellement par l'Alliance. Le projet adopté par le Conseil des représentants de l'Alliance en novembre 1993 appelé « loi sur les minorités nationales et les communautés autonomes » a été déposé au Parlement, sans qu'il y soit débattu<sup>1887</sup>. Les deux autres projets concernant l'autonomie ont été écrits après 2002 pour le Conseil national des Sicules et le Conseil national hongrois de Transylvanie.

### 10.2.1. Le projet de loi sur les minorités nationales et sur les communautés autonomes

Il nous semble important d'analyser brièvement le projet de loi sur « les minorités nationales et les communautés autonomes ». <sup>1888</sup> Le but de cette loi a été de « réglementer les droits spécifiques des minorités nationales ethniques et linguistiques et des citoyens roumains qui appartiennent aux minorités nationales ». <sup>1889</sup> Le deuxième article du projet fixe les prémisses de la réglementation comme suit <sup>1890</sup>: « l'identité nationale est le droit des personnes et des communautés également » <sup>1891</sup>, les minorités nationales ont le droit de se définir comme des communautés autonomes, « les minorités nationales et les communautés autonomes ensemble avec la nation roumaine, comme des sujets politiques sont des facteurs composant l'État », « les communautés autonomes ont le droit à l'autogouvernement interne qui se manifeste par l'intermédiaire des différentes formes d'autonomie ». <sup>1892</sup> Nous y trouvons deux types d'autonomie: celle personnelle et celle territoriale. <sup>1893</sup>

Ce projet de loi contient trois parties, la première concernant des réglementations générales. La deuxième s'intitule « les droits généraux des minorités nationales et des communautés autonomes ». En six sous-chapitres on réglemente: les droits per-

<sup>1885</sup> Nous écrivons « environ » car on a compté le paquet de lois qui contenait plusieurs lois.

<sup>1886</sup> Voir les détails dans les annexes.

<sup>1887</sup> BAKK, Miklós, « Az autonómia tervek két szakasza Erdélyben 1989 után », *Magyar Kisebbség*, Kolozsvár, 2004/1–2, p.43

<sup>1888</sup> Nous pouvons identifier dans cette loi les demandes de l'Alliance.

<sup>1889</sup> Le projet de loi. *CD RMDSZ*.

<sup>1890</sup> On s'appuie sur et on cite le projet de la loi. *CD RMDSZ*.

<sup>1891</sup> Nous voyons apparaître les droits collectifs.

<sup>1892</sup> Cette idée est renforcée par la dernière phrase de cet article: « les minorités nationales qui se définissent comme communautés autonomes ont le droit à l'autonomie personnelle pour les membres de leur communauté, à l'autonomie locale et régionale ».

<sup>1893</sup> Dans le sixième article le projet stipule que: « dans les unités administratives où les personnes appartenant à une communauté autonome ou à une minorité nationale sont en majorité, elles bénéficient d'autonomie locale et dans les associations de ces unités elles peuvent exercer l'autonomie régionale en base territoriale ».

sonnels des minorités<sup>1894</sup>, les droits des communautés<sup>1895</sup>, l'utilisation de la langue dans l'enseignement, la culture, le parlement et l'administration publique, l'armée, la justice, la santé, l'information, la vie économique, l'autonomie personnelle, les administrations publiques locales avec un statut spécifique, l'autonomie régionale. Les trois derniers sous-chapitres sur les différentes formes d'autonomie sont les moins élaborés. Selon le projet, dans les administrations publiques locales à statut spécifique et dans le territoire bénéficiant d'autonomie régionale<sup>1896</sup> il y a la possibilité d'utiliser « comme langue officielle la langue de la minorité et de la communauté autonome ». <sup>1897</sup>

Dans le préambule du projet de loi, on fait référence à plusieurs documents de l'ONU, du Conseil de l'Europe, de l'OSCE et à la déclaration d'Alba Iulia.

### 10.2.2. Les autres projets de loi concernant l'autonomie

Entre 1990–2004 quatre projets de loi concernant les différentes formes d'autonomie<sup>1898</sup> ont été déposés au parlement. Nous en avons déjà étudié le premier<sup>1899</sup> qui a été déposé en 1993. Les trois autres ont été déposés en 2004. Il s'agit des projets concernant: le statut de l'autonomie de la « Terre des Sicules »<sup>1900</sup>, le statut de l'autonomie personnelle de la communauté hongroise de Roumanie<sup>1901</sup>, la loi cadre

<sup>1894</sup> Ces droits sont, selon le projet: « l'utilisation libre de la langue maternelle dans la vie privée et dans la vie publique, dans l'administration publique, dans la justice, la participation et la soutenance des associations propres, des organisations scientifiques et culturelles, des institutions ecclésiastiques, des partis politiques, la participation au système propre d'éducation, la création des institutions d'enseignement à tous les niveaux, la connaissance, le soin, l'augmentation et la transmission de la langue propre, de son histoire, de sa culture, des traditions propres, la pratique de sa religion, y compris l'enseignement en langue maternelle dans les écoles ecclésiastiques, dire son opinion librement dans sa langue maternelle, l'échange d'information et son enseignement en langue maternelle, la création des sociétés propres, la participation aux organisations non gouvernementales internationales, avoir accès dans des conditions égales aux emplois et positions publiques, la protection de ses données concernant son statut minoritaire ». CD RMDSZ.

<sup>1895</sup> Selon le projet, ces droits sont: la préservation et la transmission des traditions et des identités culturelles, linguistiques et ecclésiastiques, « manifester le fait qu'elles sont des sujets juridiques et politiques indépendants », « autodétermination interne », mettre les noms des localités, des rues, des places et des institutions en langue maternelle dans les localités où il y a au moins 10% de membres des minorités, garder des relations avec les pays auxquels elles sont liées par l'ethnie, la langue, la culture, la religion, avoir des programmes dans leurs langues aux télévisions et aux radios publiques, faire appel aux institutions de l'État et aux organisations et institutions internationales en cas de violation de leur droit. CD RMDSZ.

<sup>1896</sup> Qui est formé par l'administration publique locale ayant un statut spécifique.

<sup>1897</sup> Le projet de la loi.

<sup>1898</sup> Par les parlementaires de l'Alliance.

<sup>1899</sup> La loi sur les minorités nationales et les communautés autonomes.

<sup>1900</sup> Il a été déposé au Parlement par six députés de l'Alliance (qui ont fait partie de l'Aile citoyenne du groupe parlementaire. Voir dans le sous-chapitre suivant).

<sup>1901</sup> Le projet de loi est basé sur celui écrit par Csapó József, modifié de sorte qu'il puisse être déposé au Parlement. Il a été déposé par quatre députés et un sénateur de l'Alliance, les députés ont été parmi les six qui ont déposé le projet précédent aussi.

de l'autonomie personnelle des communautés nationales<sup>1902</sup>. Tous les trois projets ont été rejetés par la Chambre des députés. Ces trois projets n'appartiennent pas à l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie.

Le Conseil national hongrois de Transylvanie, formé en dehors et à l'encontre de l'Alliance, comprend le groupe nommé le Conseil national des Sicules. Dans un premier temps le Conseil national hongrois de Transylvanie a accepté comme base de discussion le projet déjà existant de Csapó József, membre du Conseil national des Sicules. Ensuite, le projet de loi sur le statut autonome de la « Terre des Sicules » a été déposé dans le Parlement, par six députés de l'Alliance proches ou membres de ces deux conseils. En même temps, deux députés de l'Alliance<sup>1903</sup>, qui ont été membres dans le comité d'initiative du Conseil national hongrois de Transylvanie ont demandé à un groupe d'experts conduit par le politologue Bakk Miklós de rédiger un projet de loi sur l'autonomie. Ce groupe a préparé un paquet de lois sur l'autonomie contenant: la loi-cadre sur les régions, la loi sur la constitution de la « Terre des Sicules »<sup>1904</sup> et le statut autonome de la région de la « Terre des Sicules ».

À cause des désaccords entre le Conseil national hongrois de Transylvanie et Csapó József (le Conseil national des Sicules), le projet de loi concernant l'autonomie personnelle du groupe des experts a été mis en avant<sup>1905</sup>. Le projet des experts concernait toutes les minorités nationales et il supposait que chaque minorité rédige son propre statut autonome. Le compromis que les deux groupes ont trouvé a été de déposer au Parlement une version modifiée du projet des experts concernant l'autonomie personnelle des minorités et le statut des Hongrois de Csapó József. De cette manière, en 2004 on a déposé deux projets concernant l'autonomie: le statut d'autonomie personnelle de la communauté hongroise de Roumanie et la loi cadre de l'autonomie personnelle des communautés nationales. Les deux projets ont été déposés par quatre députés et un sénateur de l'Alliance qui ont été membres ou proches des deux conseils et de l'Aile citoyenne<sup>1906</sup>.

<sup>1902</sup> Ce projet a été basé sur celui écrit par le groupe d'experts coordonné par Bakk Miklós. Il a été déposé par les mêmes parlementaires que celui précédent.

<sup>1903</sup> Il s'agit de Toró T. Tibor et Szilágyi Zsolt.

<sup>1904</sup> Comme une région avec un caractère spécifique.

<sup>1905</sup> Étant donné que cela concernait tous les Hongrois, non seulement ceux qui vivaient sur le 'Terre des Sicules'.

<sup>1906</sup> Voir le sous-chapitre suivant. Nous pouvons ajouter qu'en 2005, année qui n'est pas dans notre intervalle d'analyse, il y a deux projets de lois concernant l'autonomie. Un député et un sénateur de l'Alliance ont de nouveau déposé le projet de loi sur le statut de l'autonomie de 'Terre des Sicules'. Tandis que le gouvernement roumain, à l'initiative de l'Alliance (qui est membre de la coalition gouvernementale), a déposé au Parlement en juin 2005 un projet de loi sur le statut des minorités nationales.

### 10.2.3. Les facettes multiples de l'autonomie du point de vue de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie

Le chemin que nous avons suivi dans ce sous-chapitre pour analyser la question de l'autonomie dans le contexte de la vie interne de l'ADHR nous permet de faire trois constatations. En premier lieu, nous avons vu le grand nombre de projets concernant les différents types d'autonomie. Huit des dix projets ont été écrits par des personnes qui se sont trouvées à l'intérieur de l'Alliance et ils ont été rédigés avant 1996. En plus, le neuvième projet, celui concernant l'autonomie de la « Terre des Sicules », a eu comme point de départ un projet existant depuis 1995. Le seul projet écrit après 2003 est celui du groupe des experts. Les deux personnes<sup>1907</sup> qui ont écrit ces projets, étaient, dans un premier moment, à l'intérieur de l'Alliance et ensuite à l'extérieur de l'Alliance.

En deuxième lieu, nous avons pu voir qu'il y a eu plusieurs débats au Conseil des représentants de l'Alliance sur la question de l'autonomie entre 1992–1996. Le Conseil a adopté en novembre 1993 « le projet de loi sur les minorités nationales et les communautés autonomes ». Puis, le Conseil a mandaté une commission de rédiger les statuts d'autonomie. Cette commission a adopté comme base de discussion les projets déjà existants de Csapó József. Après les discussions eut dans cette commission, nous avons vu émerger deux projets. Premièrement, celui écrit par la commission et basé sur les projets de Csapó. Deuxièmement, quelques membres de la commission<sup>1908</sup> ont écrit deux autres projets.<sup>1909</sup> Par conséquent, au Conseil des représentants de l'Alliance d'avril 1995 où on discutait les statuts d'autonomie, quatre projets ont été présentés.<sup>1910</sup>

Après les débats du Conseil des représentants, le congrès de 1995 de l'Alliance a défini dans son programme, pour la première fois, le mot autonomie. Dans l'ordre chronologique, la dernière séance du Conseil des représentants de l'Alliance qui s'est occupée des statuts d'autonomie a eu lieu en janvier 1996. Lors de ces débats on a adopté une décision sur « le projet du statut d'autonomie personnelle »<sup>1911</sup>. La décision a défini les principes de rédaction du statut de l'autonomie personnelle.

<sup>1907</sup> Csapó József et Bakk Miklós. Le premier a été député de l'Alliance entre 1990–1992, sénateur entre 1992–2000. Bakk Miklós a travaillé à la présidence exécutive de l'Alliance, a été membre dans le Conseil des représentants et il est actuellement politologue, enseigne à l'Université Babeş-Bolyai, Faculté des sciences politiques et administratives et à la Chaire des sciences politiques, ligne hongroise.

<sup>1908</sup> Qui travaillaient dans le département politique de la Présidence exécutive de l'Alliance.

<sup>1909</sup> BAKK, Miklós, « Az autonómia tervek két szakasza Erdélyben 1989 után », *Magyar Kisebbség*, Kolozsvár, 2004/1–2, pp.45–48.

<sup>1910</sup> Le projet rédigé par la Commission, les deux autres écrits par quelques membres de la commission et un projet écrit par Szilágyi N.Sándor.

<sup>1911</sup> Le titre de la décision. *RMDSZ Közlöny*, 1996/20.

On a proposé par exemple de commencer le statut par la proposition suivante: « le Parlement de la Roumanie reconnaît juridiquement que la communauté nationale hongroise de Roumanie est sujet politique indépendant et selon son statut de communauté, elle est personne de droit public. L'autonomie de la communauté nationale hongroise de Roumanie est fixée et réglementée dans le statut adopté par le Parlement roumain »<sup>1912</sup>.

D'autre part, la décision a mandaté la présidence exécutive de demander à un groupe d'experts la codification de ce statut. Après cette réunion on n'a réalisé aucun « travail effectif »<sup>1913</sup>.

Nous pouvons constater que la question de l'autonomie est revenue d'une manière accentuée dans les débats de la vie publique hongroise et dans les discours des hommes politiques à partir de 2003. Après 2003 il y a eu le croisement de plusieurs processus. D'abord, l'apparition des groupes opposants de l'ADHR qui se sont manifestés en-dehors de l'Alliance en prenant comme sujet central la question de l'autonomie. Ensuite, le processus de l'intégration européenne de la Roumanie, qui par l'idée des régions montrait une autre voie pour l'accomplissement des buts de l'Alliance. Enfin, l'ADHR était au pouvoir ou associée au pouvoir depuis 1996 et les élections de 2004 allaient être difficiles.<sup>1914</sup>

<sup>1912</sup> La décision. *RMDSZ Közlöny*, 1996/20.

<sup>1913</sup> BAKK, Miklós, « Az autonómia tervek két szakasza Erdélyben 1989 után », *Magyar Kisebbség*, Kolozsvár, 2004/1–2, p.48

<sup>1914</sup> Nous pouvons montrer deux difficultés qui se présentent dans la gestion de la question de l'autonomie au niveau politique. D'abord, l'idée de l'autonomie (sous n'importe quelle forme) a été, même si à des intensités différentes, inacceptable pour les partis politiques roumains. (On peut voir actuellement les débats en ce qui concerne la loi des minorités nationales dans le Parlement roumain.). Par contre, elle a été l'une des revendications importantes pour l'Alliance. Il nous semble qu'une tension importante provient de la participation au pouvoir de l'ADHR, car ses revendications concernant l'autonomie et l'attitude des partis/des partenaires de coalition sont contradictoires. On a déjà vu que le pourcentage des Hongrois variait beaucoup selon les lieux où ils vivent. Ce qui signifie qu'on aura besoin de différents types d'autonomie pour satisfaire les demandes des Hongrois qui vivent dans des lieux où ils sont majoritaires et les Hongrois qui vivent dans des lieux où elles sont minoritaires. Si théoriquement une autonomie territoriale/régionale sera envisageable pour les Hongrois des départements de Covasna et de Harghita, cela est improbable pour les autres départements où les Hongrois représentant moins de 35% de la population. En conséquence, on a vu apparaître dans l'intervalle 1990–2004 trois/quatre types d'autonomie: culturelle, personnelle, liées aux administrations publiques locales ayant un statut spécial, régionale. De cette manière ce que pour un Hongrois du département de Cluj sera le maximum réalisable, pour un Hongrois vivant dans le département de Harghita sera le minimum.

### 10.3. Des oppositions extérieures à l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie

Dans ce sous-chapitre nous recensons et nous analysons brièvement les organisations et les partis hongrois<sup>1915</sup> qui pourraient ou qui voudraient se constituer comme des organisations rivales à l'Alliance. Nous prenons en compte les organisations qui soit ont participé aux élections législatives, soit ont bénéficié d'une visibilité significative au niveau de la vie publique de la minorité hongroise de Roumanie. De ce point de vue, nous pouvons distinguer deux périodes dans l'intervalle de 1990–2004.

Premièrement, nous distinguons l'intervalle de 1990–2003 pendant lequel quelques formations politiques hongroises étaient actives lors des élections législatives, mais qui n'ont pas été visibles ni entre les élections, ni dans la campagne nationale. Au total, entre 1990–2003 nous retrouvons trois formations pareilles. D'abord, aux élections de 1990 on a le Parti indépendant hongrois qui a gagné à la Chambre des députés 0,02% des voix<sup>1916</sup> et rien au Sénat. Ensuite, on retrouve le Forum des jeunes Seklers aux élections de 1996. Ils ont gagné 0,02% des voix<sup>1917</sup> à la Chambre des députés et rien au Sénat. Enfin, on a le Parti libéral Hongrois de Roumanie qui a participé à deux élections législatives en 1996 et 2000. Ils ont gagné 0,12%<sup>1918</sup> des voix en 1996 et 0,03%<sup>1919</sup> en 2000 à la Chambre des députés et 0,1% respectivement 498 (0%) voix en 2000 au Sénat.

Aucun de ces partis n'a obtenu de sièges aux élections législatives. Ils n'ont pas eu la volonté de se définir en opposition avec l'Alliance. Entre 1990–2003, les désaccords et les oppositions se sont manifestés surtout à l'intérieur de l'Alliance.

Deuxièmement, dans la période 2003–2004 plusieurs organisations et partis se construisent en opposition avec l'ADHR. Ces organisations sont visibles dans la vie publique de la minorité hongroise et roumaine. Nous pouvons distinguer parmi les mouvements et les organisations s'opposant à l'Alliance trois groupes.<sup>1920</sup> Le premier groupe est constitué par les mouvements, fractions et par les partis hongrois qui contiennent dans leurs noms le mot « citoyen ». En février 2002, neuf députés de l'Alliance ont formé dans le cadre du groupe parlementaire *l'Aile citoyenne*. Le but de cette fraction a été « de représenter conséquemment les intérêts de la communauté

<sup>1915</sup> Autre que l'ADHR.

<sup>1916</sup> Tandis que l'Alliance a gagné 7,23%.

<sup>1917</sup> Tandis que l'Alliance a gagné 6,64%.

<sup>1918</sup> Tandis que l'Alliance a gagné 6,64%.

<sup>1919</sup> Tandis que l'Alliance a gagné 6,8%.

<sup>1920</sup> Il faut toutefois souligner que les différents processus à l'intérieur de ces groupes s'influencent les uns les autres.

nationale conformément aux valeurs citoyennes-chrétiennes européennes et aux traditions progressistes de Transylvanie »<sup>1921</sup>. La même année, en mai, la plateforme chrétienne-nationale, le Groupe réformateur et les représentants du Conseil de la jeunesse hongroise<sup>1922</sup> ont formé le Conseil de coopération citoyenne. Ce conseil s'est proposé « de soutenir la transparence dans le Conseil des représentants de l'Alliance et de mettre en œuvre le programme initial<sup>1923</sup> de l'Alliance ». <sup>1924</sup>

En 2003, on a pu voir la constitution de plusieurs mouvements citoyens départementaux et urbaines<sup>1925</sup> parmi lesquelles le Mouvement citoyen (du département de Mureș), l'Alliance citoyenne hongroise d'Oradea, l'Alliance citoyenne hongroise de Satu-Mare, le Mouvement citoyen de Sfântu-Gheorghe. La plus importante parmi ces organisations est devenue l'Alliance citoyenne hongroise fondée par le maire de la ville d'Odorheiu-Secuiesc<sup>1926</sup>, avec l'intention de participer aux élections locales. Au début l'Alliance citoyenne hongroise se concentrait surtout sur « la Terre des Sicules », les départements de Harghita, Covasna et Mureș. Par contre, en janvier 2004, lors du premier congrès de l'Alliance citoyenne hongroise, plusieurs organisations citoyennes des autres départements ont adhéré à celui-ci.<sup>1927</sup> Dans son discours du congrès Szász Jenő, le président de l'Alliance citoyen hongroise, a dit qu'ils voulaient « mettre en œuvre la liberté du choix, c'est-à-dire d'avoir des candidats aux élections locales dans les lieux où la représentation des Hongrois ne peut pas être mise en danger, là où la communauté peut gagner par la compétition entre deux Hongrois ». <sup>1928</sup> L'Alliance citoyenne hongroise a ramassé et déposé des signatures au Bureau électoral central (BEC).

<sup>1921</sup> Polgári Szárny az RMDSZ képviselőházi frakciójában, *Szabadság*, le 07.02.02, p.7.

<sup>1922</sup> Qui n'ont pas été validés par le Conseil des représentants de l'Alliance.

<sup>1923</sup> Il ne faut pas oublier qu'on est dans l'intervalle où l'Alliance a signé des protocoles avec les PSD.

<sup>1924</sup> Önállóságra vagyunk ítélve, Marosvásárhelyen ülésezett a Szövetségi Képviselők Tanács, *Szabadság*, le 27.05.02, p.1,5.

<sup>1925</sup> Il y a eu avant la constitution de ces organisations départementales la constitution des cercles citoyens de la façon dont cela s'est passé en Hongrie.

<sup>1926</sup> Le département de Harghita. Le maire indépendant Szász Jenő a été connu par son opposition au président de l'ADHR Markó Béla et par ses bonnes relations avec le FIDESZ-MPP (Hongrie).

<sup>1927</sup> À notre avis, cette adhésion a été due principalement au projet (devenu plus tard loi) de lois pour les élections locales qui disait que les candidatures pouvaient être déposées, d'une part, par les organisations des minorités nationales présentes dans le Parlement. D'autre part, par d'autres organisations des minorités nationales si (dans le cas de la minorité hongroise) elles ont au moins « 25.000 des membres domiciliés dans au moins 15 départements et dans la capitale București, pas moins de 300 personnes pour chaque département et pour București ». (Article 7. de la loi pour l'élection des autorités des administrations publiques locales, 67/2004. On retrouve cette loi sur la page web de la Chambre des députés [www.cdep.ro](http://www.cdep.ro)).

<sup>1928</sup> Saját jelölteket indít az MPSZ, biztosítani kell a választási szabadságot, *Szabadság*, le 02.02.04, p.1, 4.

Le BEC ne les a pas acceptées<sup>1929</sup> et l'Alliance citoyenne hongroise n'a pas pu participer aux élections locales.<sup>1930</sup> L'Alliance Citoyenne hongroise n'a pas eu le droit de participer aux élections nationales non plus, car la décision de 18 au 25 octobre 2004 du Bureau électoral central a refusé de l'inscrire sur les listes. Les motifs ont été les suivants: après les vérifications effectuées on a constaté « que les listes des départements Timiș et Arad contiennent moins de 300 signature valables ». <sup>1931</sup>

Le deuxième groupe est constitué par le Groupe réformateur.<sup>1932</sup> Même si ce Groupe s'est manifesté surtout à l'intérieur de l'Alliance, il faut le mentionner dans ce sous-chapitre pour deux raisons. Tout d'abord parce que le statut du Groupe a changé en 2003; il est devenu une organisation extérieure de l'ADHR. Les tensions internes du groupe sont devenues visibles lors du congrès extraordinaire du Groupe réformateur tenu en décembre 2002. Lors du vote sur la question de la participation du Groupe réformateur au congrès de 2003 de l'Alliance<sup>1933</sup>, 41 votes étaient contre, 31 pour et quatre personnes se sont abstenues.<sup>1934</sup> Le discours du Groupe reprenait les arguments du président d'honneur de l'ADHR<sup>1935</sup> selon lesquels le congrès est illégitime car les élections internes n'ont pas eu lieu. Le congrès du Groupe réforma-

<sup>1929</sup> Selon le Bureau électoral central, les causes de ce rejet ont été les suivantes: des erreurs formelles comme: sur les listes ne figurait pas le fait qu'elles sont pour les élections locales ou la personne qui a authentifié les signatures n'a pas été la même que celle qui les avait ramassées. Elutasították az MPSZ aláírásait, Besegített az RMDSZ-nek a Központi Választási Iroda, *Krónika*, le 26.04.04. Il faut aussi mentionner que selon le même article qui cite l'avocat de l'Alliance citoyenne hongroise « la représentante de l'ADHR a été celle qui a soulevé et soutenu le plus fermement les objections ».

<sup>1930</sup> Des membres de l'Alliance citoyenne hongroise ont participé soit comme indépendants, soit sur les listes du Forum démocrate allemand (dans le département d'Harghita) ou du Parti de l'action populaire (Le parti de l'ex président de la Roumanie Emil Constantinescu). Il y a eu plusieurs contestations de ces listes ou des candidats indépendants, par exemple le Forum démocrate allemand a contesté ses listes du département d'Harghita; et le vice-maire de la ville Miercurea-Ciuc conteste les listes du même département de l'ADHR, l'ADHR a contesté plusieurs candidats indépendants hongrois et quelques listes. La contestation du Forum démocrate allemande et les contestations de l'ADHR contre les indépendants (mais membre de l'Alliance citoyenne hongroise) de Miercurea-Ciuc et Satu-Mare ont été acceptés. C'est pourquoi l'Alliance citoyenne hongroise a demandé aux forums européens de surveiller les élections locales. Le Parti populaire européen a mandaté le président du FIDESZ-MPP à former une commission pour la surveillance des élections locales roumaines, mais en même temps a demandé à l'ADHR (membre elle aussi de PPE) de participer à cette commission.

<sup>1931</sup> On retrouve les décisions du Bureau électoral central concernant les élections législatives de 2004 sur sa page web <http://www.bec2004.ro> visitée le 06.12.2005. Il faut mentionner, même si cela ne fait pas partie de notre intervalle d'analyse (1990–2004), qu'en novembre 2005 l'Alliance citoyenne hongroise a commencé une campagne de ramassage de signatures pour être inscrite comme parti sous le nom du Parti citoyen hongrois.

<sup>1932</sup> Voir le chapitre précédent.

<sup>1933</sup> Au congrès de l'ADHR il y avait des places pour les représentants des plates-formes.

<sup>1934</sup> Körvonalazódik az RMDSZ kettészakadása, *Szabadság*, le 2.12.2002, p.1 et 4.

<sup>1935</sup> Qui a intenté un procès contre l'ADHR en octobre 2002. Les préparatifs du congrès de l'Alliance, les consultations sur son statut et son programme, montraient qu'il est probable que la position du président d'honneur de l'Alliance soit supprimée.



teur a décidé que les personnes qui seraient déléguées au congrès de l'ADHR par les organisations départementales décident elles-mêmes si elles acceptent ou non cette délégation.<sup>1936</sup>

En mars 2003 le Groupe réformateur a tenu un nouveau congrès où on a décidé la dissolution du Groupe et la constitution du Mouvement réformateur.<sup>1937</sup> Le Mouvement s'est constitué des membres du Groupe réformateur et dans leurs discours ils soulignaient qu'ils voulaient « faire l'intégration que l'Alliance n'a pas réussi à faire lors de son congrès »<sup>1938</sup> de février 2003. Parmi les membres du Mouvement nous retrouvons des personnes qui continuaient à être aussi des membres de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie. Le président du Mouvement est devenu le député de l'ADHR et le vice-président du Groupe réformateur, Szilágyi Zsolt<sup>1939</sup>.

Le troisième groupe est formé par les deux conseils nationaux: le Conseil national hongrois de Transylvanie et le Conseil national des Sicules. Avant d'analyser brièvement les deux conseils il faut mentionner le procès intenté contre l'Alliance par son président d'honneur Tőkés László en octobre 2002.<sup>1940</sup> Lors du procès, le pasteur a demandé que le tribunal déclare nulle la décision du Conseil des représentants de l'Alliance concernant la convocation du congrès de l'Alliance. Il soutenait que « le Conseil des représentants de l'Alliance fonctionnait illégalement », car, « selon la décision du sixième congrès de l'Alliance de 1999, la composition du Conseil devait être décidée par la voie des élections internes. Mais le Conseil a décidé en mars 2001 que le septième congrès déciderait sur les élections internes ». <sup>1941</sup> Le procès a été perdu par le président d'honneur, la décision définitive de la cour étant donnée dix jours avant le commencement du congrès de l'ADHR.

Le groupe d'initiative du Conseil national hongrois de Transylvanie s'est formé en mars 2003, mais on retrouve ses débuts en février de la même année. Le président

<sup>1936</sup> Körvonalazódik az RMDSZ kettészakadása, *Szabadság*, le 2.12.2002, p.1 et 4.

<sup>1937</sup> La décision de dissolution du Groupe a été prise lors d'une séance fermée, mais les discussions portées après la séance ont montré que les tensions étaient, d'une part, entre les personnes qui occupaient des positions à l'intérieur de l'ADHR et qui voulaient plutôt suspendre l'activité de la plate-forme (tout comme ils voulaient participer aux congrès de l'ADHR) et les autres. D'autre part, les tensions se manifestaient entre les délégués qui provenaient de « Terres des Sicules » et les autres (tout comme lors du congrès extraordinaire de 2002).

<sup>1938</sup> Felosztatott ellenzéki platform, újonnan megszülető mozgalom, A Reform Tömörülés színváltóása, *Szabadság*, le 10 mars 2002, p.1 et 4.

<sup>1939</sup> L'organisation départementale de Bihor à laquelle appartenait le député (élu en 1990) ne l'a plus proposé aux élections parlementaires de 2004.

<sup>1940</sup> Il faut se rappeler que dès le début du procès, les premiers mouvements citoyens étaient déjà constitués et les oppositions entre le président d'honneur de l'Alliance et les responsables de l'Alliance étaient bien connues et dataient depuis longtemps. On a déjà signalé ce désaccord, par exemple en ce qui concerne les protocoles avec le PSD, la question de l'autonomie etc.

<sup>1941</sup> Tőkés a román bírósághoz fordult, Markó: szét akarják verni a szervezet egységét, *Szabadság*, le 9 octobre 2002, p.1 et 8.

d'honneur de l'Alliance, qui était l'évêque de l'un des deux districts réformés de Roumanie, a convoqué une assemblée générale extraordinaire de son district en même temps et dans la même ville où avait lieu le congrès de l'Alliance. Cette réunion, où selon les journaux<sup>1942</sup> ont participé environ mille personnes<sup>1943</sup>, a eu un caractère politique.<sup>1944</sup>

D'abord, les prises de parole de cette assemblée se sont groupées autour du sujet de « la mission de l'Église et son service de politique nationale »<sup>1945</sup> et les différentes alternatives politiques possibles.<sup>1946</sup> Ensuite, parmi les différentes personnes qui ont pris la parole, on retrouve plusieurs représentants des plates-formes de l'Alliance ou des députés de l'Alliance.<sup>1947</sup> Enfin, l'assemblée a d'une part demandé que le congrès de l'Alliance ne supprime pas de la structure de l'ADHR la position du président d'honneur. D'autre part, l'assemblée a initié la création d'un groupe d'initiative pour la constitution de « l'autogouvernement de la communauté nationale hongroise de Roumanie »<sup>1948</sup> et on a désigné comme but principal la rédaction et les débats des statuts d'autonomie.<sup>1949</sup> La constitution de mars 2003 du groupe d'initiative du Conseil national hongrois de Transylvanie est venue comme un prolongement de cette assemblée.

En juillet 2003, les membres du Conseil national hongrois de Transylvanie qui provenait de 'Terre des Sicules'<sup>1950</sup> ont constitué le groupe d'initiative du Conseil national sicule, comme corps indépendant, mais membre du groupe d'initiative du Conseil national hongrois de Transylvanie.

Les deux conseils se sont constitués en octobre<sup>1951</sup>, respectivement en décembre<sup>1952</sup>. Les deux conseils se sont forgé comme but central l'autonomie pour le « Terre des Sicules »<sup>1953</sup>, respectivement pour les Hongrois<sup>1954</sup>.

<sup>1942</sup> Voir par exemple l'article Magyar közösségi önkormányzatot szeretnénk, Rendkívüli egyházkerületi közgyűlés, du journal *Szabadság* de 3 février 2003, p. 1 et 5.

<sup>1943</sup> Notons que nous avons vu et nous avons parlé avec plusieurs personnes qui ont participé à la fois au congrès de l'Alliance et à l'Assemblée convoquée par Tőkés László.

<sup>1944</sup> Nous pouvons le nommer un contre événement au congrès de l'Alliance.

<sup>1945</sup> Magyar közösségi önkormányzatot szeretnénk, Rendkívüli egyházkerületi közgyűlés, du journal *Szabadság* de 3 février 2003, p. 1 et 5.

<sup>1946</sup> Magyar közösségi önkormányzatot szeretnénk, Rendkívüli egyházkerületi közgyűlés, du journal *Szabadság* de 3 février 2003, p. 1 et 5.

<sup>1947</sup> Par exemple: le président du Groupe réformateur Toró Tibor (député de l'Alliance du département de Timiș), l'ex sénateur de l'Alliance, la personne qui a écrit une grande partie des projets d'autonomie (voir le sous-chapitre sur l'autonomie) Csapó József.

<sup>1948</sup> Magyar közösségi önkormányzatot szeretnénk, Rendkívüli egyházkerületi közgyűlés, du journal *Szabadság* de 3 février 2003, p. 1 et 5.

<sup>1949</sup> Ibidem.

<sup>1950</sup> Les départements de: Covasna, Harghita, Mureș.

<sup>1951</sup> Le Conseil national des Sicules.

<sup>1952</sup> Le Conseil national hongrois de Transylvanie.

<sup>1953</sup> Le Conseil national des Sicules.

Les tensions que nous avons pu observer à l'intérieur du Groupe réformateur et du Mouvement réformateur ont été présentes au niveau du Conseil national hongrois de Roumanie et du Conseil national des Sicules aussi. L'un des moments où nous avons pu observer cette divergence a été lors des discussions sur les projets d'autonomie, où le Conseil national des Sicules a imposé sa variante<sup>1955</sup> en défaveur de celle écrite par le groupe des experts.<sup>1956</sup>

Les trois groupes que nous avons définis pour analyser d'une manière plus cohérente les mouvements, fractions et partis qui se sont formés contestant l'unicité de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie, s'entrecroisent. Nous pouvons constater d'abord, que la plupart des dirigeants de ces mouvements ont fait ou font partie de l'Alliance<sup>1957</sup>. Ensuite, parmi ces organisations il y a eu une seule tentative d'enregistrer un parti hongrois en 2005<sup>1958</sup>. Tandis que le Conseil national hongrois de Transylvanie veut être l'organisation qui refait « l'unité rompue à Satu-Mare<sup>1959</sup> ».

Enfin, ces trois groupes ne forment pas<sup>1960</sup> un groupe homogène contestant l'Alliance.<sup>1961</sup> Les adversaires, les organisations concurrentes de l'Alliance en ce qui concerne la représentation politique des Hongrois de Roumanie, sont morcelées<sup>1962</sup>. Les deux organisations les plus importantes sont l'Alliance civique hongroise qui a tenté de s'inscrire comme parti politique et le Conseil national hongrois de Transylvanie qui se définit comme se situant au-dessus des partis politiques et voulant englober toutes les orientations idéologiques différentes des Hongrois.

Il nous semble que les oppositions internes de l'Alliance peuvent être analysées en suivant les questions qui les ont structurées. Les élections internes ont été une question très ambiguë. La clarification, au moins au niveau du statut et du discours des dirigeants de l'Alliance a duré à peu près dix ans. La question centrale a été si les élections devraient être des élections internes de la communauté hongroise de Roumanie, donc si tous les Hongrois pourraient voter, ou des élections internes de l'Alliance, donc ceux qui y participeront seraient les membres de l'organisation.

<sup>1954</sup> Le Conseil national des Sicules.

<sup>1955</sup> Celle écrite initialement par Csapó József.

<sup>1956</sup> Voir le sous-chapitre sur l'autonomie.

<sup>1957</sup> Par exemple, le président du Conseil national hongrois de Transylvanie est le pasteur Tőkés László; parmi les vice-présidents du même Conseil on retrouve deux ex-députés de l'Alliance, un qui est encore député (en 2005) de l'Alliance, l'ex maire de Târgu-Mureş de l'Alliance, un ex-parlementaire et ex-conseiller départemental de l'Alliance (en décembre 2005).

<sup>1958</sup> À ce jour (11 décembre 2005) ils ont juste commencé le processus.

<sup>1959</sup> Au congrès de l'Alliance, voir plus en avant. Többlépcsős autonómia, *Szabadság*, le 31 mai 2003, p.1 et 5.

<sup>1960</sup> Ni dans l'ensemble, ni à l'intérieur de chaque groupe.

<sup>1961</sup> D'une part, il y a des tensions internes dans et entre ces groupes. D'autre part, comme on l'a déjà vu, les buts de l'Alliance/Parti citoyen hongrois et du Conseil national hongrois de Transylvanie diffèrent.

<sup>1962</sup> Au moment où nous écrivons notre thèse, fin 2005.

Selon le dernier statut de l'ADHR (2003), les élections s'organisent<sup>1963</sup> pour le Conseil des représentants de l'Alliance et les membres de l'Alliance ont le droit de voter et d'être élus.<sup>1964</sup>

En ce qui concerne la question de l'autonomie, nous avons vu qu'il y a eu un seul projet de loi qui a été déposé au parlement roumain par l'Alliance concernant cette question. La loi sur les minorités nationales et les communautés autonomes de 1993 contenait: l'autonomie personnelle, les administrations publiques locales avec un statut spécifique, l'autonomie régionale. Il faut souligner que huit des dix projets concernant les différentes formes de l'autonomie ont été rédigés entre 1991–1995, avant que l'Alliance ne participe aux différentes coalitions.<sup>1965</sup> La question de l'autonomie est revenue au centre des débats à partir de 2003 quand les organisations s'opposant à l'Alliance ont mis cette question au centre de leurs revendications.

Nous avons vu également que les questions des « élections internes » et de l'autonomie n'ont pas pu être résolues par le Conseil des représentants de l'Alliance.

#### 10.4. Avant conclusions

Nous avons utilisé plusieurs fois dans nos chapitres qui analysent l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie des conclusions intermédiaires. Nous avons voulu ainsi regrouper d'une manière cohérente les informations traitées et mettre en évidence des points importants pour notre argumentation. Après avoir étudié l'émergence de l'ADHR, sa place dans le système politique roumain, les changements qui se sont produits dans ses programmes, la structure de l'ADHR, ses débats internes et ses concurrents, notre cheminement d'analyse de l'Alliance arrive presque à la fin. Par conséquent, dans ce sous-chapitre nous reprenons des points de nos conclusions intermédiaires en suivant la structure de notre chapitre théorique.

Dans notre chapitre théorique nous avons recensé les différentes définitions des partis ethnorégionalistes/autonomistes/ethniques. En suivant la définition de Seiler, nous pouvons noter que l'appel de l'Alliance s'adresse à tous les membres de la communauté hongroise de Roumanie et non à l'ensemble de l'électorat roumain.

De ce point de vue, il est important de remarquer que la plupart des Hongrois vivent dans les seize départements de Transylvanie où l'ADHR obtient la majorité de ces voix. Par contre, cette implantation territoriale de l'Alliance n'est pas due à

<sup>1963</sup> Par les organisations territoriales.

<sup>1964</sup> Rappelons qu'il y a des places pour la jeunesse et que les organisations de jeunesse délèguent les membres.

<sup>1965</sup> Il faut toutefois mentionner, même si cela ne fait pas partie de la période qu'on étudie, que le gouvernement actuel (2005) dont l'Alliance fait partie elle aussi, a déposé au Parlement un projet de loi sur le statut des minorités nationales de Roumanie.

sa volonté de représenter la Transylvanie, elle est la conséquence du fait que les Hongrois y habitent.

L'Alliance se propose la décentralisation du pays ainsi que les différentes formes d'autonomie pour la minorité hongroise en raison de sa présence dans certaines régions de la Roumanie. Notons toutefois qu'au centre des revendications de l'Alliance se trouvent les intérêts qu'elle perçoit comme étant les intérêts de la communauté hongroise de Roumanie. L'accent est mis sur la représentation des intérêts des Hongrois, les intérêts d'un groupe ethnique.

Il faut souligner qu'à part le fait que nous retrouvons des demandes dans différents domaines de la vie quotidienne, la totalité des revendications de l'Alliance ne peuvent pas être considérées ethniques. Pour Seiler, les partis des minorités ethniques sont une manifestation des partis autonomistes. Par contre, nous n'avons pas réussi à intégrer l'Alliance dans la nomenclature des partis autonomistes établis par Seiler ou dans sa typologie des partis de la périphérie.<sup>1966</sup> Mais nous pensons que la stratégie de l'Alliance a changé dans le temps virant d'une stratégie tribunitienne<sup>1967</sup> à une stratégie gouvernementale<sup>1968</sup>.

Nous avons vu que le lien entre le facteur ethnique et le fait régional est plus fort dans la définition des partis ethnorégionalistes donnée par De Winter. Nous pouvons définir une « division territoriale sous-nationale » pour l'Alliance, tout en notant comme précédemment, que cette référence à un espace géographique précis est seulement la conséquence du fait que les Hongrois y vivent. L'Alliance n'a jamais essayé de devenir la représentante des intérêts de la Transylvanie et de son entière population. En ce qui concerne la typologie des partis ethnorégionalistes établie par Ferdinand Müller-Rommel, nous avons des difficultés à y intégrer l'Alliance<sup>1969</sup>. Notons toutefois que l'Alliance montre des caractéristiques communes avec le troisième type, les partis autonomistes ethnorégionalistes: l'autonomie comme modalité de protection des Hongrois<sup>1970</sup>, l'accent mis sur les droits linguistiques.<sup>1971</sup>

Les définitions des partis ethniques ne soulèvent pas de difficultés quant à leur application à l'ADHR.<sup>1972</sup> Nous avons vu que l'Alliance représente les Hongrois de Roumanie, qu'elle est organisée autour de l'ethnie hongroise, au centre de ses revendications se trouvent les buts du groupe ethnique. Nous pouvons surprendre des

<sup>1966</sup> Voir le chapitre théorique.

<sup>1967</sup> Dans les premières années de 1990.

<sup>1968</sup> Après 1996.

<sup>1969</sup> Voir le chapitre théorique.

<sup>1970</sup> Et non de la population de la région comme dans la typologie.

<sup>1971</sup> Par contre, selon nous, l'encadrement de l'Alliance sur l'axe gauche-droit est difficile, en conséquence, la troisième caractéristique du modèle (le parti est au centre au centre-droit) est difficilement applicable.

<sup>1972</sup> Voir les différentes définitions dans le chapitre théorique.

caractéristiques importantes de l'Alliance à travers la définition des mouvements politiques ethniques proposée par Esman: la conversion de la communauté hongroise dans un concurrent politique, sa volonté de mettre des intérêts définis ethniquement sur l'agenda de l'État.<sup>1973</sup>

Esman souligne aussi la volonté de représentation de toute la communauté ethnique par le mouvement politique ethnique, ce qui est le cas de l'Alliance également.

Türsan remarquait que les clivages n'expliquent pas à eux seuls l'émergence et le déclin des partis ethnorégionalistes, il faut prendre en compte les contraintes externes et internes des partis.<sup>1974</sup> Nos analyses ont montré que l'émergence de l'Alliance peut être expliquée par des facteurs différents dont, les plus importants étaient l'existence d'une division ethnique et le régime communiste. De plus, nous avons défini trois facteurs qui, à notre avis, influencent les activités de l'ADHR. Ces trois variables sont constituées par les relations qui s'établissent entre l'Alliance et: les partis politiques et le gouvernement roumain, les partis et le gouvernement hongrois, les facteurs externes (les organisations internationales).

Les scientifiques qui étudient les partis ethnorégionalistes/autonomistes sont d'accord pour dire que les buts de ces partis sont très variés. Nous avons vu que même si la demande d'autonomie et la réorganisation du pouvoir en Roumanie sont importantes pour l'Alliance, la question de l'enseignement en langue hongroise et de l'utilisation de la langue hongroise le sont également. Nous pouvons conclure que la représentation des intérêts hongrois est primordiale pour l'Alliance, comme les différents auteurs qui analysent les partis ethniques le soulignent.

Il nous semble qu'en ce qui concerne la structure de l'ADHR nous pouvons conclure en remarquant la complexité des relations entre les trois 'visages' du parti. D'abord, « le Party in public office », dont l'importance augmente graduellement, comme une conséquence de la participation au pouvoir de l'Alliance. Ensuite, le « Party on the ground » qui a conservé ses positions et qui influe sur chaque élément de la structure de l'Alliance. Enfin, le « party in central office » qui, dans notre lecture, perd graduellement ses positions. En parallèle avec ces changements nous observons un changement en ce qui concerne l'encadrement de l'Alliance comme parti de masse, parti de cadre, parti attrape tout, parti cartel. À notre avis, l'encadrement clair de l'Alliance dans une de ces catégories est problématique parce que nous pouvons y retrouver des caractéristiques appartenant aux différents partis. Cette difficulté est due partiellement au fait que l'Alliance n'est pas simplement un parti, elle est un mouvement politique ethnique, selon la définition d'Esman, ou une organisation à deux facettes (parti et mouvement). Au début des années 1990 nous

<sup>1973</sup> ESMAN, Milton J., *Ethnic Politics*, Ithaca and London, Cornell University Press, 1994, p.27.

<sup>1974</sup> Voir le chapitre théorique.

pensons que l'Alliance a été la plus proche de la catégorie du parti de masse, tandis qu'à la fin de l'intervalle de notre analyse, elle a été plus proche d'un parti de cadre moderne.

Il nous semble qu'en 2004 l'ADHR peut être caractérisée par les traits suivants: une élite élue et contrôlée par les organisations territoriales, des ressources financières variées, des subventions de l'État et des donations, des contributions des membres; quant au « Party in public office » et au « Party in central office » le premier semble être dans une position plus forte, tandis que « le Party on the ground » influe sur les deux.

Au centre de la représentation sont les Hongrois qui constituent l'électorat cible de l'Alliance, les activités du parti sont faites par les membres, par les bureaucrates et parfois par les professionnels, la dimension du membership est large<sup>1975</sup>.

Nous pensons que pour l'analyse des résultats électoraux de l'Alliance, en dehors de la manière classique valable pour les partis en général, il est utile de calculer les taux du vote ethnique. Nous rejoignons Lieven De Winter qui souligne qu'il y a des déterminants externes et internes du succès électoral des partis ethnorégionalistes. Dans le cas de l'Alliance nous pensons que les facteurs qui ont influencé ces résultats ont été les suivants: le système électoral roumain, les résultats des partis politiques roumains, la force de l'identité hongroise, les questions qui ont été perçues comme importantes par les Hongrois mais qui ont été refusées par les Roumains<sup>1976</sup>, les relations entre les Hongrois et les Roumains, l'existence d'autres partis hongrois, les candidats, le leadership, les ressources de l'Alliance, les médias – la télévision Duna, les électeurs.

Nous pensons que nos analyses soutiennent la théorie d'Esman qui soulignait l'importance de la structure d'opportunité<sup>1977</sup> au moment du choix de la stratégie par le mouvement politique ethnique.

Nous avons vu les différentes interactions qui se sont établies entre l'Alliance et les partis politiques roumains ainsi que la place de l'Alliance dans le système politique roumain. Nous avons également observé la dynamique de ces relations et le changement de la place de l'Alliance dans le système politique. Nos analyses

<sup>1975</sup> Nous ne pouvons pas affirmer s'il est en déclin ou non car nous n'avons pas de données pour vérifier.

<sup>1976</sup> Il faut souligner que ces facteurs changent dans le temps et dans l'intensité. On y retrouve par exemple l'enseignement en langue hongroise. Il est significatif qu'on se rappelle la campagne de l'Alliance en 2004 pour le deuxième tour, pour la mairie de Sfântu-Gheorghe, une ville majoritairement hongroise (environ 74% de Hongrois y vivent) où les deux candidats étaient le maire sortant de l'Alliance et un candidat hongrois représentant un parti roumain. Le candidat de l'Alliance a eu une affiche qui dans sa partie supérieure, sur un fond rouge avec des lettres blanches disait « ADHR – intérêt hongrois » et dans sa partie inférieure, sur un fond noir disait « parti roumain – intérêt roumain ».

<sup>1977</sup> Voir le chapitre théorique.

confirmant que l'Alliance a été le promoteur de la décentralisation.<sup>1978</sup> Nous avons également vu que c'est l'Alliance qui met sur l'agenda politique la question de l'autonomie. Mais même si cette question est présente dans une variante très modérée<sup>1979</sup> sur l'agenda gouvernemental depuis 2004, les débats dans le Parlement roumain montrent qu'il n'y a pas de la part des partis roumains, y compris les partenaires gouvernementales de l'Alliance, une volonté de résoudre cette question d'une façon acceptable pour l'Alliance. De plus, nous avons vu que la tergiversation de la loi sur les minorités<sup>1980</sup> n'est pas considérée par l'Alliance un motif de sortie de la coalition gouvernementale.

Nos analyses confirment également les théories qui soutiennent l'idée que le passage des partis ethnorégionalistes au pouvoir, dans notre cas de l'ADHR, est suivi par un déclin électoral. Toutefois nous avons pu voir que la diminution des voix reçues par l'Alliance aux différentes élections montre une image nuancée. Notons que l'Alliance a essayé de se positionner comme un acteur dans les relations entre la Hongrie et la Roumanie. Le processus d'intégration européenne a été vu par l'Alliance comme une opportunité pour la satisfaction de certaines de ces revendications étant donnée l'importance de la question des respects des droits des minorités parmi les critères d'adhésion à l'Union européenne. De plus, la politique régionale de l'UE et l'espace Schengen sont vus comme des opportunités pour les Hongrois.

Dans la dernière partie de notre dissertation nous revenons affiner nos conclusions. Mais avant de pouvoir formuler nos conclusions et de montrer de nouvelles pistes de recherche, nous analysons dans le chapitre suivant les constantes et les variations de la problématique de l'enseignement en langue hongroise entre 1918–2004. Ce chapitre nous permettra de relier dans le temps et à travers une question centrale pour la minorité hongroise de Roumanie les organisations qui l'ont représentée.

---

<sup>1978</sup> Voir Pascal Delwit dans notre chapitre théorique.

<sup>1979</sup> La loi sur les minorités.

<sup>1980</sup> Qui comprend quelques éléments de l'autonomie culturelle.



**PARTIE IV:**  
**CONCLUSIONS**

## CHAPITRE 11

### **L'enseignement en langue hongroise. Les constantes et les variations du problème**

En recensant les différents enjeux qui apparaissent entre les mouvements politiques ethniques et les gouvernements, Milton Esman met parmi les buts culturels et économiques, la langue et l'éducation dans la langue maternelle du groupe ethnique<sup>1981</sup>. Nous avons vu dans notre chapitre historique que la question de l'enseignement en langue hongroise a été l'un des sujets centraux, l'une des revendications centrales du Parti hongrois et de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie entre 1990–2004. L'enseignement en langue hongroise, la loi sur l'enseignement, a été au centre des relations de l'Alliance avec les partis roumains. La question de l'enseignement hongrois a failli provoquer la sortie de l'ADHR de la coalition gouvernementale entre 1996–2000. Ce sujet a été présent dans les protocoles signés par l'Alliance et par le PSD. La question de l'université multiculturelle et celle de l'université indépendante étatique roumaine sont encore présents sur l'agenda politique en 2006. L'importance de l'enseignement en langue hongroise nous semble être fondamentale tant pour le Parti hongrois que pour l'Alliance. Nous avons vu dans notre chapitre historique que les problèmes de l'enseignement en langue hongroise ont surgi sous le régime communiste également.

Par conséquent, il nous semble important d'analyser la question de l'enseignement en langue hongroise mettant l'accent sur la gestion de cette question par le Parti hongrois et par l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie. Cette comparaison, nous permet de renouer avec notre chapitre historique avant la conclusion de notre thèse. Il nous permettra également de comparer le traitement d'un sujet important pour les Hongrois de Roumanie par deux organisations qui se sont proposé, à des moments différents, de les représenter.<sup>1982</sup>

Nous ne voulons pas analyser d'une manière générale les questions concernant l'enseignement en langue hongroise en Roumanie entre 1918–2004. Ce n'est pas notre but de donner des réponses à la question de savoir si les droits liés à l'enseignement hongrois ont été/sont suffisants ou pas. Nous ne voulons non plus rechercher comment se rapportait la situation de l'enseignement de la minorité hongroise, à la situation

---

<sup>1981</sup> Voir notre chapitre théorique.

<sup>1982</sup> Qui a été une de nos hypothèses de départ.

de l'enseignement des Roumains de Transylvanie avant 1918. Notre but dans ce chapitre est d'analyser comment et quelles questions ont posées le Parti hongrois et l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie en ce qui concerne l'enseignement en hongrois dans les intervalles étudiés. Le bref regard sur la période communiste nous semble important pour comprendre les revendications de l'Alliance.

Par conséquent, nous poursuivons notre analyse en trois temps. D'abord, nous étudions les questions concernant l'enseignement en hongrois pendant l'entre-deux-guerres. Ensuite, nous passons en revue brièvement la situation de l'enseignement minoritaire sous le communisme. Enfin, nous suivrons la problématique de l'enseignement en langue hongroise entre 1990–2004.

### 11.1. L'entre-deux-guerres

La toile de fond sur laquelle la question de l'enseignement en langue hongroise se pose après la Première Guerre mondiale, est influencée par trois facteurs. D'abord, on a un État roumain qui doit gérer le fait que son territoire a doublé. Ensuite, la Roumanie est devenue un pays multinational ayant environ 30% de minorités par rapport à 8% avant la guerre. Enfin, le pays a perdu environ 10% de sa population dans la guerre et une partie importante de son industrie et de son agriculture a été détruite.<sup>1983</sup>

Les mesures que l'État roumain a prises pour la réorganisation du pays ont affecté de manière différente les minorités et la population roumaine.<sup>1984</sup> Un bon exemple est la réforme agraire qui a eu lieu entre 1918–1921. Les lois de la réforme étaient différentes selon les provinces. En Transylvanie environ 177.000 paysans roumains ont reçu des terres. Par contre, les institutions hongroises, les Églises hongroises, les grands seigneurs hongrois ont perdu la plupart de leurs terres.<sup>1985</sup> Les Églises hongroises ont perdu environ 84% de leurs terres. Il faut savoir que les Églises ont joué en Transylvanie, dans la vie des Hongrois, un rôle important tant dans la culture que dans l'enseignement. Par exemple, les écoles ont été fondées par les Églises. De plus, l'enseignement étatique a commencé seulement après 1873, « mais les écoles publiques n'ont eu qu'un rôle auxiliaire à côté des écoles confessionnelles ».<sup>1986</sup> Par

<sup>1983</sup> HITCHINS, Keit, op.cit., p.291.

<sup>1984</sup> Notre thèse n'a pas comme but de recenser et d'analyser les différentes mesures prises par l'État Roumain et leur effet sur la minorité hongroise.

<sup>1985</sup> HITCHINS, Keith, op.cit., pp.349–350.

<sup>1986</sup> DIÓSZEGI, László, R.SÜLE (ed), Andrea, *Hetven év, A romániai magyarság története 1919–1989*, Budapest, Magyarságkutató Intézet, 1990, p.27.

conséquent, la perte d'une grande partie de leurs biens a influencé négativement l'activité des Églises, y compris dans le domaine de l'enseignement.<sup>1987</sup>

Il est très difficile de trouver des données statistiques ou des analyses incontestables sur l'enseignement hongrois de l'entre-deux-guerres.<sup>1988</sup> Les positions des différents chercheurs sont considérablement influencées par leur base de comparaison et par leur vision de l'État roumain. Par exemple, selon Scurtu, « au-delà des disputes politiques et des affirmations de certains leaders politiques, restent les chiffres concrets. [...] En 1935, les Hongrois de Transylvanie ont eu 17 lycées, 20 collèges, 3 écoles supérieures de commerce, 8 écoles normales, 48 écoles secondaires confessionnelles et dans plusieurs écoles roumaines il y avait des sections en langue hongroise »<sup>1989</sup>. Par contre, d'habitude, dans les analyses faites par des Hongrois nous retrouvons au moins deux données: la situation des écoles hongroises au début de la période (1918 ou 1920) et dans les années trente, ce qui renvoi à un autre discours. Par exemple, Diószegi nous montre que les Hongrois avaient en 1920 trente-deux lycées, 59 collèges, 7 écoles de commerce, tandis qu'en 1938 ils n'ont que 19 lycées, 16 collèges, 4 écoles de commerce.<sup>1990</sup>

Nous pouvons délimiter deux intervalles en ce qui concerne la situation de l'enseignement hongrois après la désagrégation de la monarchie austro-hongroise. La première période se situe entre novembre 1918<sup>1991</sup> et le premier janvier 1920.<sup>1992</sup>

<sup>1987</sup> Dans son livre, Hitchins constate: « Les lois des réformes agraires pour les nouvelles provinces n'ont pas été pris nécessairement pour sous-miner le statut des minorités, mais à cause de la nature des conditions sociales et économiques de Transylvanie par exemple, le changement dans la structure de la propriété ne pouvait qu'affecter négativement les Hongrois et dans une moindre mesure les Allemands ». HITCHINS, Keith, op.cit., p.347.

<sup>1988</sup> Il faut mentionner que notre but n'est pas d'analyser la situation de l'enseignement hongrois entre les deux guerres, mais seulement de donner des éléments du contexte dans lequel le Parti hongrois a agi.

<sup>1989</sup> SCURTU, Ioan, BUZATU, Gheorghe, *Istoria Românilor în secolul XX (1918–1948)*, București, Paideia, p.49.

<sup>1990</sup> DIÓSZEGI, László, R.SÜLE, Andrea, op.cit., p.31.

<sup>1991</sup> Quand l'armistice avec l'empire austro-hongrois a été signé.

<sup>1992</sup> Quand on a ratifié et publié la loi relative à l'unification de la Roumanie avec la Transylvanie. Le décret royal en ce qui concerne « la décision de l'Assemblée nationale d'Alba Iulia » a été signé le 13 décembre 1918 par le Roi. Ce décret stipulait que « les territoires compris dans la décision de l'Assemblée nationale d'Alba Iulia de 18 novembre/1 décembre 1918 sont et restent unis pour toujours avec le Royaume roumain ». *Monitorul oficial*, de 13/26 décembre 1918, on le retrouve dans le livre de SCURTU, Ioan, STANESCU-STANCIU, Teodora, SCURTU, Georgiana Margareta, *Istoria Românilor între 1918–1940*, documente, București, Universitatea București, 2002. Le livre se trouve sur <http://www.unibuc.ro/eBooks/istorie/istorie1918-1940/introd.htm> (la date de la dernière visite du site: le 11 août 2005). La loi « pour la ratification de l'union de la Transylvanie avec la Roumanie » se fait le 31 décembre 1919. Entre les deux il y a eu des élections en Roumanie (voir le chapitre sur la représentation de la minorité hongroise entre 1918–1953). Le nouveau Parlement a approuvé la décision royale de 1918 en décembre 1919. Il est intéressant aussi de savoir que la Roumanie a signé le traité sur les minorités de Paris le 9 décembre 1919. Par contre, la Hongrie n'a signé le traité de Trianon (par lequel elle a perdu la Transylvanie) que le 4 juin 1920.

Selon le Conseil dirigeant<sup>1993</sup> en place en Transylvanie, l'enseignement des minorités devrait se faire par le biais des écoles confessionnelles. Cela a eu deux conséquences.<sup>1994</sup> D'une part, la présence de l'enseignement hongrois dans les écoles étatiques a diminué: de 1497 écoles primaires 900 ont cessé d'enseigner en hongrois, « l'enseignement secondaire hongrois a pratiquement cessé d'exister pour la moitié des années vingt »<sup>1995</sup>, l'enseignement supérieur hongrois a disparu aussi en 1919<sup>1996</sup>.

D'autre part, le nombre des écoles confessionnelles a grandi. Il faut ajouter que, selon l'historien hongrois Diószegi László, « sous la brève période du Conseil dirigeant l'enseignement hongrois n'a pas souffert de grands dommages. [...] Contrairement à la roumanisation des écoles primaires, le nombre des écoles hongroises a été en concordance avec le taux ethnique ».<sup>1997</sup> Le Conseil dirigeant a été supprimé en avril 1920, les questions de l'enseignement ont été reprises par un secrétariat pour l'enseignement de Cluj, puis, après la ratification des différents traités de Roumanie, par le gouvernement roumain.

Pendant la période suivante, entre 1921–1940, l'enseignement a été dirigé par l'État roumain. Nous ne devons pas oublier qu'en Transylvanie, jusqu'en 1918 l'enseignement a été encadré par les lois de la Hongrie.<sup>1998</sup> Notons aussi que la langue hongroise était la langue du Royaume hongrois, y compris la Transylvanie. Donc pour les Hongrois vivant en Transylvanie il n'a pas été nécessaire de connaître une autre langue que le hongrois. Le fait qu'un changement de pouvoir s'est produit, que l'État roumain a pris la place de l'État hongrois, rendait la situation de la minorité hongroise<sup>1999</sup> difficile. En plus, l'unification de la Roumanie et la construction d'un État national roumain ne laissaient pas beaucoup de place pour un enseignement en langue hongroise inchangé.

À part les questions de l'enseignement en hongrois déjà mentionnées, nous avons recensé les caractéristiques suivantes de l'enseignement en langue hongroise:

- À partir 1924/1925, dans les écoles secondaires hongroises on enseignait la langue roumaine et l'histoire, la géographie et la Constitution de la Roumanie en roumain<sup>2000</sup>.

<sup>1993</sup> L'Assemblée du 1<sup>er</sup> décembre 1918 d'Alba Iulia, à part le fait qu'elle a déclaré l'union de la Transylvanie avec la Roumanie, a nommé un grand Conseil national, et ce conseil a nommé le Conseil dirigeant composé de 15 personnes.

<sup>1994</sup> DIÓSZEGI, László, R.SÜLE, Andrea, op.cit., p.22.

<sup>1995</sup> DIÓSZEGI, László, R.SÜLE, Andrea, op.cit., pp.22–23.

<sup>1996</sup> Selon Catherine Durandin « la crise roumaino-hongrois s'amplifie sur l'appropriation de lieux symboliques et prestigieux: la roumanisation de l'Université de Cluj, l'État roumain se substituant de plein droit à l'État hongrois ». DURANDIN, Catherine, *Histoire des Roumains*, Fayard, 1995, p.256.

<sup>1997</sup> DIÓSZEGI, László, R.SÜLE, Andrea, op.cit., p.23.

<sup>1998</sup> Étant donné que la Transylvanie faisait partie du Royaume de la Hongrie.

<sup>1999</sup> Qui, avant, se considérait majoritaire et qui a eu le pouvoir politique.

<sup>2000</sup> Voir SCURTU, Ioan, BUZATU, Gheorghe, op.cit., p.49 et DURANDIN, Catherine, « *Histoire des ...*, p.256.

- Les autorités de l'enseignement avaient le droit de contraindre les écoliers qui voulaient aller dans les écoles hongroises confessionnelles d'aller dans les écoles roumaines. La loi sur l'enseignement primaire de 1924 stipulait que « les citoyens d'origine roumaine qui ont perdu ou oublié leur langue maternelle ont le devoir d'envoyer leur enfants dans les écoles publiques où privées roumaines ».<sup>2001</sup>
- La forme d'enseignement confessionnelle n'existait plus, il n'y avait que l'enseignement étatique et privé dont les écoles ecclésiastiques faisaient partie aussi. Mais, selon la loi de décembre 1925 sur l'enseignement privé, les universités privées étaient interdites. En plus, dans les écoles où il y avait des enfants « d'origine roumaine »<sup>2002</sup> on devait enseigner en roumain. La question « de l'analyse des noms » a figuré aussi dans une demande adressée par le Parti hongrois à la Société des Nations.<sup>2003</sup>
- La même loi a créé « la zone culturelle » qui favorisait les enseignants d'en dehors de la Transylvanie de venir en Transylvanie et d'y enseigner car ils recevaient 50% de plus de rémunération.<sup>2004</sup>
- La langue des maternelles a été le roumain: « sur 673 maternelles étatiques de Transylvanie en 1933, il n'y en avait aucune en langue hongroise »<sup>2005</sup>.
- La décision, puis la loi du baccalauréat, obligeait tous les élèves des écoles étatiques ainsi que de l'enseignement privé, de passer par cet examen s'ils voulaient continuer leurs études. Mais l'examen avait lieu devant une commission nommée par l'État et les élèves qui ont reçu un enseignement hongrois devaient passer l'examen devant des professeurs qui d'habitude ne parlaient pas le hongrois. Le taux de promotion a été d'environ un tiers entre 1925–1927.<sup>2006</sup>
- Il y a avait 101 écoles secondaires ou sections hongroises en 1918, 48 en 1922 et 5 en 1928.<sup>2007</sup>

En matière d'enseignement, nous pouvons énumérer plusieurs revendications et actions du Parti hongrois.<sup>2008</sup> D'une part, le Parti hongrois a revendiqué: la pro-

<sup>2001</sup> Article 7 de la loi du 24 juillet 1924, *Monitorul oficial*, nr.161, p.80602–8629, on retrouve la loi aussi sur [www.transindex.ro](http://www.transindex.ro) Tous les parents qui voulaient envoyer leurs enfants dans des écoles confessionnelles étaient obligés par la même loi d'annoncer ce fait à l'école étatique. DIOSZEGI, László, R.SÜLE, Andrea, op.cit., p.25.

<sup>2002</sup> Si un des parents avait un nom qui ressemblait à un nom roumain ou était gréco-catholique, l'enfant perdait le droit d'appartenir à la minorité hongroise. DIOSZEGI, László, R.SÜLE, Andrea, op.cit., p.28.

<sup>2003</sup> Le 25 mai 1930. La question de la zone culturelle de même. MIKÓ, Imre, op.cit., p.305.

<sup>2004</sup> Voir DURANDIN, Catherine, op.cit., p.256 et MIKÓ, Imre op.cit., p.50.

<sup>2005</sup> DIOSZEGI, László, R.SÜLE, Andrea op.cit., p.25–26.

<sup>2006</sup> Ibidem. p.29.

<sup>2007</sup> Ibidem. Le nombre des étudiants auxquels on enseignait en secondaire en langue hongroise a changé de manière suivante: en 1920 il y en avait 33.494 (toutes types d'écoles confondues), en 1928 environ 10.800, en 1938 environ 8.462. DIOSZEGI, László, R.SÜLE, Andrea, op.cit., p.31.

tection du droit des Églises de fonder et de soutenir des écoles de tous les niveaux, y compris des universités<sup>2009</sup>, le droit des minorités d'ouvrir des écoles à tous les niveaux qui donnent des certificats valables<sup>2010</sup>, « l'arrêt du harcèlement des écoles confessionnelles en langue hongroise »<sup>2011</sup>.

D'autre part, le Parti hongrois a eu de nombreuses prises de position dans le Parlement roumain au sujet des différentes lois et mesures qui ont affecté l'enseignement hongrois, a adressé des plaintes à la Société des Nations, a eu des pourparlers avec le ministre de l'Éducation, a rédigé un mémorandum pour le ministre de l'éducation recensant les doléances de la minorité hongroise dans la matière, a protesté plusieurs fois.<sup>2012</sup>

## 11.2. Sous le communisme

Du point de vue de l'enseignement minoritaire, nous divisons l'intervalle entre la fin de la Deuxième Guerre mondiale et la fin du régime communiste en trois grandes périodes. Comme notre but n'est pas d'analyser l'enseignement minoritaire dans la période communiste, nous dressons seulement un tableau succinct de ces trois intervalles.

La première période dure depuis la fin de la guerre jusqu'à l'abdication forcée du roi et à l'adoption de la première constitution de la période communiste en 1948. Durant cette période l'Alliance populaire hongroise fonctionnait.<sup>2013</sup> Nous pouvons dire que cet intervalle est plutôt favorable à l'enseignement hongrois si l'on tient compte des faits suivants:

- La loi du 13 mars 1946 permettait que l'histoire et de la géographie de la Roumanie soit enseignées en hongrois dans les écoles primaires et secondaires hongroises<sup>2014</sup>.
- Dans plusieurs villes de Transylvanie il y avait des inspecteurs académiques hongrois<sup>2015</sup>.

<sup>2008</sup> On contestait les mesures de l'État roumain. Si on regarde les demandes introduites par le Parti hongrois, six de quinze étaient liées à l'enseignement. Tandis que les deux demandes introduites par les Églises concernaient l'enseignement.

<sup>2009</sup> Le programme du Parti hongrois, MIKÓ, Imre, op.cit., p.273.

<sup>2010</sup> Le pacte de Ciucea, voir notre chapitre historique. MIKÓ, Imre, op.cit., p.279

<sup>2011</sup> Ibidem, pp.278–279.

<sup>2012</sup> Voir GYÖRGY, Béla, *Iratok a romániai Országos Magyar Párt történetéhez I*, Csíkszereda-Kolozsvár, Pro-Print Könyvkiadó – Erdélyi Múzeum Egyesület 2003 et MIKÓ, Imre, op.cit.

<sup>2013</sup> Voir notre chapitre 'historique'.

<sup>2014</sup> DIOSZEGI, László, R.SÜLE, Andrea, op.cit., p.75.

<sup>2015</sup> Ibidem.

- On a résolu la situation de l'université hongroise qui en mai 1945 devient étatique puis est nommé Bolyai János<sup>2016</sup>.
- En 1946/47, le nombre des écoles hongroises a augmenté<sup>2017</sup>.

Le deuxième intervalle s'étend de 1948 à 1959. Cette période peut être considérée comme très mixte du point de vue de l'enseignement en langue hongroise. La loi sur l'enseignement du 1948 a changé la conception de l'enseignement en Roumanie qui devenait étatique et laïque.<sup>2018</sup> Cette loi qui voulait réformer le système a eu comme conséquence la disparition des écoles confessionnelles hongroises. Par contre, comme le nouvel ordre voulait lutter contre l'analphabétisme, il devenait possible d'ouvrir des classes primaires « dans des lieux où il y avait un nombre réduit d'élèves ». <sup>2019</sup> Par conséquent, le nombre des instituteurs hongrois a augmenté et des écoles primaires hongroises ont été ouvertes en Moldavie.<sup>2020</sup> Le nombre des lycées théoriques hongrois a diminué, mais le nombre des lycées technique hongrois-roumains a augmenté.<sup>2021</sup> Toutefois, six ans après, l'enseignement technique en hongrois a disparu.

Cette ambiguïté est présente durant tout l'intervalle; par exemple, en 1956 suite à la même décision on obligeait les écoles primaires d'avoir au moins deux classes hongroises et deux classes roumaines.<sup>2022</sup> Par conséquent, là où il n'y avait pas d'élèves hongrois où des élèves roumains suffisants, les écoles minoritaires pouvaient

<sup>2016</sup> Nous rappelons que l'Université Ferenc József (François Joseph) a été fondée en 1872. L'université a été reprise par les autorités roumaines en 1919 et a fonctionné comme université roumaine. Toutefois, « l'université hongroise ne se considère pas institutionnellement comme ayant cessé d'exister seulement parce que chassée ». Ils ont organisé des élections pour le recteur et ceux qui sont arrivés à Budapest dès 1920, puis, entre 1921–1940 l'université a fonctionné à Szeged. Une grande partie des professeurs ont déménagé de Cluj à Szeged, mais il y avait aussi des personnes qui sont restées à Cluj. Après l'arbitrage de Vienne la ville de Cluj a appartenu à la Hongrie. Le gouvernement roumain a déplacé l'université roumaine à Sibiu, tandis que l'université hongroise revient à Cluj. À la fin de la guerre les professeurs hongrois sont restés à Cluj et l'université roumaine de Sibiu est revenue à Cluj, situation qui devait être résolue. Par le décret 406, l'université roumaine qui portait le nom de Ferdinand revient de Sibiu à Cluj et par la loi 407 on fonde l'université étatique hongroise. GAAL, György, *Egyetem a Farkas utcában, A kolozsvári Ferenc József Tudományegyetem előzményei, korszakai vonzatai*, Kolozsvár, Erdélyi Magyar Műszaki Tudományos Társaság, 2001, pp.20–66.

<sup>2017</sup> DIOSZEGLI, László, R.SÜLE, Andrea, op.cit., p.75.

<sup>2018</sup> BUZATU, Gheorghe, SCURTU, Ioan, *Istoria Românilor în secolul XX (1918–1848)*, București, Paideia, 1999, p.557.

<sup>2019</sup> DIOSZEGLI, László, R.SÜLE, Andrea, op.cit., p.76.

<sup>2020</sup> Ibidem.

<sup>2021</sup> DIOSZEGLI, László, R.SÜLE, Andrea, op.cit., pp.76–78.

<sup>2022</sup> Cela se réfère aux écoles hongroises. DIOSZEGLI, László, « R.SÜLE, Andrea, op.cit., p.79.



disparaître. Néanmoins, on permettait que la langue roumaine ne soit pas enseignée dans l'école primaire qu'à partir la deuxième classe.<sup>2023</sup>

À la fin de cette période l'université hongroise Bolyai est incorporée dans l'université roumaine Babeş, la nouvelle université s'appelant depuis Babeş-Bolyai.<sup>2024</sup>

Nous pouvons fixer la troisième période entre 1959–1989. Il y a plusieurs éléments qui caractérisent cet intervalle. Premièrement, le fait que depuis 1965 « le national communisme roumain suit une dynamique ascendante »<sup>2025</sup> qui ne favorise pas l'enseignement en langue hongroise.

En deuxième lieu, les processus commencés avant 1959 continuent. Le réseau scolaire et universitaire hongrois est « démantelé après 1956. Petit à petit, les écoles hongroises sont transformées en sections hongroises des établissements roumains et le processus tend à l'assimilation ».<sup>2026</sup> Selon Denis Deletant « la plupart des Hongrois arrêtés pour protestations contre le régime ont été menés par le ressentiment dû aux érosions des réglementations relatives à l'enseignement en langue maternelle ».<sup>2027</sup>

En troisième lieu, le mémoire écrit par Takács Lajos, ex-recteur de l'Université hongroise Bolyai et vice-président du Conseil des ouvriers de nationalité hongroise<sup>2028</sup>, sur la situation de l'enseignement en langue hongroise<sup>2029</sup> constate que l'unification des écoles roumaines et hongroises a eu comme conséquence la diminution du nombre des écoles où on peut étudier en hongrois.<sup>2030</sup> D'autre part, selon le rapport de Takács, les Hongrois avaient moins de possibilités de suivre des études dans leur langue maternelle.<sup>2031</sup>

<sup>2023</sup> Contrairement à la période précédente quand on commence à enseigner la langue roumaine dès le début de l'école primaire.

<sup>2024</sup> Voir le chapitre « historique ». Deux professeurs de Bolyai se sont suicidés. Au sujet du changement de nombre des étudiants hongrois à l'Université Babeş-Bolyai, voir les annexes.

<sup>2025</sup> SOARE Sorina, Analyse de l'émergence et du développement des partis et du système de partis politiques en Roumanie depuis 1989, La variante manuscrite de son livre, 2004. p.106.

<sup>2026</sup> DURANDIN, Catherine, *Histoire des Roumains*, Fayard, 1995, p.455.

<sup>2027</sup> BARBULESCU, Mihai, DELETANT, Dennis, HITCHINS, Keith, PAPACOSTEA, Şerban, TEODOR, Pompiliu, *Istoria României*, Editura Enciclopedică, 1998, p.546.

<sup>2028</sup> Quand il rédige ce mémoire. Voir le chapitre 'historique'.

<sup>2029</sup> Le mémoire est arrivé en 1978 en Occident. Il est supposé qu'il l'a écrit en 1977. Le mémoire est cité tant par DURANDIN, Catherine, « *Histoire des...* pp.455–457 que par BARBULESCU, Mihai, DELETANT, Dennis, HITCHINS, Keith, PAPACOSTEA Şerban, TEODOR, Pompiliu, op.cit., pp. 546–548.

<sup>2030</sup> BĂRBULESCU, Mihai, DELÉTANT, Dennis, HITCHINS, Keith, PAPACOSTEA, Şerban, TEODOR, Pompiliu, op.cit., p.547.

<sup>2031</sup> Ibidem. Il est intéressant de noter qu'en 1967 le journal *Le Monde* a publié une suite d'articles avec le titre général *Transylvanie, carrefour des nationalités*, où Michel Tatu correspondant de longue date en Roumanie présente la situation des minorités nationales. Les articles sont intéressants car ils nous montrent ce qu'une personne venue de l'Occident a pu voir pendant cette période-là. Quelques passages méritent d'être cités. « ... la toponymie attire ici l'attention sur la « question des nationalités », ce cauchemar des écoliers que l'Europe occidentale a bien vite enfoui dans le dossier des « problèmes réglés » avec l'installation de l'influence soviétique dans toute la région, il y a vingt ans ». *En Transylvanie carrefour des nationalités, La « quatrième nation » au pouvoir.*

## 11.3. Les années 1990–2004

### 11.3.1. La chronologie des revendications

Après la chute du régime communiste, les revendications liées à l'enseignement en langue hongroise ont apparu tout de suite. Nous avons retrouvé la demande du rétablissement de l'enseignement en langue hongroise dans plusieurs documents des organisations départementales de l'Alliance dès 1989.

Par exemple, l'organisation du département de Bihor demande au Front national du département « d'obliger les organes départementaux responsables avec l'enseignement de faire le nécessaire pour que l'enseignement hongrois soit assuré dès le deuxième semestre<sup>2032</sup> à tous les niveaux ». <sup>2033</sup> Les intellectuels de Cluj, dans leur appel du 23 décembre 1989, demandent eux aussi l'enseignement en hongrois à tous les niveaux et le rétablissement de l'Université Bolyai. <sup>2034</sup> L'organisation départementale de Maramureş de l'ADHR et l'organisation de Satu-Mare demandent la même chose<sup>2035</sup> respectivement le 30 et le 26 décembre 1989<sup>2036</sup>.

Nous divisons la période comprise entre 1990 et 2004 en deux sous-intervalles en ce qui concerne les questions de l'enseignement en langue hongroise. La première phase est celle qui dure entre 1990–1996 quand l'Alliance est en opposition. De plus,

---

Le 11 novembre 1967, p.1. « La fusion des deux universités hongroises et roumaine de Cluj, opérée en juillet 1959 était le premier signe d'évolution. En l'occurrence, il s'agissait d'un retour à la situation d'avant-guerre, puisque la création de l'université magyare avait été l'un des premiers cadeaux du nouveau régime à la minorité. ... Bien qu'il y ait eu officiellement fusion et non pas absorption, la prépondérance roumaine au sein du nouvel établissement ne saurait faire doute. ... De plus, il semble que la tendance roumaine se soit accentuée, même après la fusion. ... Les tendances à l'unification continuent donc d'aller de pair avec le libéralisme linguistique proclamé après la guerre ». *En Transylvanie carrefour des nationalités, La « quatrième nation » au pouvoir*. Le 11 novembre 1967, p.4 « Le système d'enseignement est marqué du même libéralisme linguistique. ... Les statistiques confirment en tout cas que la barrière des langues n'est pas un obstacle à la promotion sociale. Il est vrai que peut-être précisément en raison de cette proportion le roumain gagne inéluctablement du terrain. Que ce soit à Tîrgu-Mures ou à Brasov, dans les régions minoritaires « compactes » où les localités sont plus mélangées, la proportion des écoles et lycées roumains est partout supérieure à ce qu'indiquerait le rapport des populations. » *En Transylvanie, carrefour des nationalités, unification dans la diversité*, 12–13 novembre 1967, p.3 « Le schéma de « l'amitié fraternelle » qui régit les relations entre pays socialistes, si artificiel qu'il soit a du moins pour effet de recouvrir de l'épais manteau du silence les vieilles querelles nationales. Il contribue ainsi à les geler, faute de pouvoir les régler tout à fait. *En Transylvanie carrefour des nationalités, à chacun ses Hongrois*, 14 novembre 1967, p.5.

<sup>2032</sup> Cela commencé en janvier 1990.

<sup>2033</sup> Le 23 décembre 1989. CD RMDSZ.

<sup>2034</sup> Hívó Szó, *Szabadság*, 23 décembre 1989.

<sup>2035</sup> Bányavidéki Új Szó, le 30 décembre 1989, CD RMDSZ.

<sup>2036</sup> Szabad Szatmári Hírlap, le 27 décembre 1989, CD RMDSZ.

dans cette période les relations entre l'ADHR et les autres partis roumains sont très tendues. La deuxième phase comprend les années 1996–2004 quand soit l'Alliance est dans la coalition gouvernementale, soit elle appuie le gouvernement à travers des protocoles.

Entre 1990 et 1992 les questions de l'enseignement ne sont pas débattues au niveau parlementaire.<sup>2037</sup> Les questions de l'enseignement ont été réglées à travers des décisions gouvernementales.<sup>2038</sup> Ce sont les années où « le seul parti qui s'occupait de l'éducation dans son programme a été l'Alliance ». <sup>2039</sup> De plus, entre 1990–1992 il y a des manifestations pour et contre l'enseignement en langue hongroise. Les priorités des partis roumains et de l'opinion publique roumaine ont été différentes de celles de la minorité hongroise et de l'ADHR.

Dans un premier temps, le nouveau pouvoir en Roumanie comprenait et soutenait les doléances de la minorité hongroise liée à l'enseignement en langue maternelle. D'abord, dans la déclaration du 23 décembre 1989 quand on annonçait l'établissement du Front du salut national on a stipulé « le respect des droits des minorités et l'assurance des droits égaux avec les Roumains ». <sup>2040</sup>

Ensuite, il y a eu la déclaration du Front du 5 janvier 1990 sur les droits des minorités de Roumanie. Cette déclaration stipule que le Front trouve nécessaire entre autres que: « la nouvelle Constitution du pays reconnaisse et garantisse les droits individuels et collectifs des minorités nationales, il faut créer une loi sur les minorités qui précise les réglementations découlant de la Constitution, cette loi doit être adoptée par le Parlement dans un délai de six mois après l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution ». <sup>2041</sup>

Enfin, parmi les premières mesures du ministère de l'enseignement il y avait la nomination d'un hongrois comme adjoint du ministre de l'enseignement.

Un élément important était la prise de position du bureau du ministère responsable de l'enseignement des minorités qui énumérait des propositions pour « des actions immédiates », parmi lesquelles des propositions qui concordaient avec les revendications hongroises: l'introduction de nouvelles classes dans les écoles maternelles et primaires avec la langue d'enseignement minoritaire, la refondation

<sup>2037</sup> Il ne faut pas oublier que le Parlement roumain entre 1990–1992 a eu comme tâche l'adoption de la nouvelle constitution roumaine.

<sup>2038</sup> Entre 1990–1992, la loi sur l'enseignement de 1978 a été en vigueur. Les décisions gouvernementales étaient: 54/1990, 524/1990, 461/1991. MANDEL, Kinga, *Az RMDSZ oktatáspolitikája 1990–2003 között*, pp.86–87 in BLENESI, Éva, MANDEL Kinga, *Kisebbségek és kormánypolitika Közép-Európában (2002–2004)*, Budapest, Gondolat Kiadó-MTA Etnikai-nemzeti Kisebbségkutató Intézete, 2004, p.402.

<sup>2039</sup> MANDEL, Kinga, op.cit., p.87.

<sup>2040</sup> *Szabadság*, le 23 décembre 1989, p.1.

<sup>2041</sup> *Szabadság*, le 7 janvier 1990, p.1.

des écoles d'enseignement uniquement minoritaire<sup>2042</sup>; mettre en accord le réseau d'enseignement en langue minoritaire avec les besoins des minorités, réintroduire l'enseignement en langues minoritaires pour toutes les matières sauf la langue et la littérature roumaine, refonder comme « établissement autonome l'Université Bolyai de Cluj et l'Institut d'art dramatique de Târgu-Mureș ». <sup>2043</sup> La séparation des écoles mixtes était soutenue par le ministre de l'Éducation aussi.

Par contre, les mesures qui ont suivi ont démontré que le nouveau pouvoir ne pouvait ou ne voulait suivre ses déclarations initiales. Parmi eux, nous pouvons énumérer: la destitution en janvier de l'adjoint du ministre de l'Éducation<sup>2044</sup>, la déclaration du ministre de l'éducation selon laquelle le gouvernement ne voulait pas encore prendre des décisions au sujet de la réouverture de l'Université Bolyai<sup>2045</sup>, les manuels scolaires en provenance de la Hongrie ne pouvaient pas entrer en Roumanie, l'interdiction de l'enseignement technique en langue hongroise<sup>2046</sup>.

La mésentente entre la majorité et la minorité hongroise, entre l'Alliance et les autres partis au sujet de l'enseignement en langue hongroise a été substantielle. De notre point de vue, la cause la plus importante était reliée aux effets et aux perceptions différenciées que les Roumains et les Hongrois avaient de l'époque communiste.<sup>2047</sup> Il semble être un lieu commun le fait que les effets du national-communisme roumain ont été ressentis de manière différente par les minorités et par la population majoritaire du pays. La déclaration de Silviu Brucan<sup>2048</sup> de mars 1990 témoigne cela: « la minorité hongroise veut éliminer d'un coup les effets douloureux de la campagne d'assimilation commencée à l'époque de Ceușescu ... les Roumains simplement ne comprennent pas ces prétentions et c'est pourquoi cela leur paraît comme étant des manifestations d'extrémisme ». <sup>2049</sup>

Les Hongrois ont considéré leurs revendications liées à l'enseignement en langue hongroise comme les plus urgentes, car la langue est un élément important de l'identité hongroise. Le processus de rétablissement des écoles/lycées hongrois a débuté en janvier 1990 dans un contexte où les tensions interethniques causées par ce processus aussi étaient très tendues. Il suffit de mentionner: les slogans comme « on ne vend pas notre pays », la constitution de l'Union du foyer roumain, le dis-

<sup>2042</sup> Ce qui signifie la séparation des écoles mixtes roumaino-hongrois.

<sup>2043</sup> La prise de position sur CD RMDSZ.

<sup>2044</sup> Il a été remplacé après des discussions avec le responsable de l'Alliance Domokos Géza par un autre hongrois. DOMOKOS, Géza, *Esély I*, Csíkszereda, Pallas-Akadémia, 1996, pp.135–159.

<sup>2045</sup> MANDEL, Kinga, op.cit., p.87.

<sup>2046</sup> Ibidem.

<sup>2047</sup> Voir les détails dans les annexes.

<sup>2048</sup> Brucan est membre fondateur du Front de salut national, « pion essentiel des événements de 1989–1990 », GALLAGHER, Tom, « Democrație și naționalism în România 1989/1998, București, All Educational, 1999, p.107.

<sup>2049</sup> GALLAGHER, Tom, op.cit., p.112.

cours d'Iliescu de 25 janvier sur les « tendances séparatistes »<sup>2050</sup>, les confrontations interethniques de Târgu-Mureș<sup>2051</sup>.

À cela nous pouvons ajouter plusieurs manifestations ciblant les écoles ou l'enseignement en langue hongroise dans les villes de: Târgu-Mureș<sup>2052</sup>, Sfântu-Gheorghe et Brașov<sup>2053</sup>, Miercurea-Ciuc<sup>2054</sup>, Cluj-Napoca<sup>2055</sup>.<sup>2056</sup> De plus, il faut mentionner les 50.000 signatures pour la réouverture de l'Université Bolyai.<sup>2057</sup>

Ce processus de rétablissement des lycées/écoles hongroises supposait que les classes roumaines partent des écoles mixtes. Cela a été difficile et le processus n'est pas encore fini.<sup>2058</sup> Les premières écoles où s'est posée la question du départ des classes roumaines étaient à Cluj-Napoca (avec trois lycées, un catholique, un réformé et un unitaire<sup>2059</sup>), Târgu-Mureș (le lycée Bolyai Farkas), Arad (le lycée Tóth Árpád), Brașov (le lycée Áprily Lajos), Bucarest (le lycée Ady Endre), Oradea (le lycée Ady Endre)<sup>2060</sup>. La refondation des deux écoles hongroises de Cluj-Napoca<sup>2061</sup> a été autorisée par le ministère de l'éducation en janvier 1990.<sup>2062</sup> Avec une manifestation des élèves et des parents roumains, mais sans heurts majeurs, les classes roumaines ont déménagé à l'ex-école du parti qui était très bien équipée. Les trois écoles de Cluj-Napoca sont devenues entièrement hongroises entre 1990–2004.

À la fin de l'année 2004, le lycée Bolyai Farkas était considéré comme indépendant<sup>2063</sup>, tout comme le lycée Áprily Lajos<sup>2064</sup>.

L'importance pour l'Alliance des lycées exclusivement hongrois est montrée d'une part, par le fait que tant dans les rapports pour le 7<sup>ème</sup> congrès de l'Alliance ainsi que dans les matériaux électoraux de l'Alliance pour les élections de 2004<sup>2065</sup>

<sup>2050</sup> GALLAGHER, Tom, op.cit., p.109.

<sup>2051</sup> Voir plus bas.

<sup>2052</sup> En 1990 pour les droits des minorités. Puis, pour la survie de l'enseignement en langue hongroise à l'Université de médecine et pharmacie.

<sup>2053</sup> En 1990 pour les écoles et l'enseignement en langue hongroise.

<sup>2054</sup> En janvier 1990 contre la destitution de l'adjoint hongrois du ministre de l'éducation. Puis en 1992 pour l'enseignement en langue hongroise.

<sup>2055</sup> En 1990, manifestation de solidarité avec celle de Târgu-Mureș. Puis, en 1991 dans la cour de deux lycées hongrois pour l'enseignement en langue hongroise.

<sup>2056</sup> MANDEL, Kinga, op.cit., p.88.

<sup>2057</sup> GALLAGHER, Tom, « Democrație și naționalism... », p.111.

<sup>2058</sup> Début de 2005.

<sup>2059</sup> ANDRESCU, Gabriel, *Ruleta, Români și maghiari, 1990–2000*, Iași, Polirom, 2001, p.50.

<sup>2060</sup> DOMOKOS, Géza, op.cit., p.138.

<sup>2061</sup> Celles qui ont appartenu aux églises unitaire et catholique.

<sup>2062</sup> A magyar tannyelvű liceumok, *Szabadság*, 26 janvier 1990, p.3.

<sup>2063</sup> Il y avait encore trois classes terminales. Cette école a suscité pendant des années plusieurs controverses et manifestations. Elle figurait comme un problème à résoudre dans le protocole départemental signé entre l'organisation départementale de l'ADHR et du PSD du département de Mureș.

<sup>2064</sup> Elle figure aussi comme une priorité découlant des protocoles locaux et nationaux entre l'ADHR et PSD pour l'année 2002.

<sup>2065</sup> Voir par exemple le livre *Ez a mi munkánk* édité par la Présidence exécutive.

les nouveaux lycées hongrois sont énumérés. D'autre part, dans le programme pour les élections parlementaires de 2004 figure encore au premier rang le fait que « la tâche la plus importante dans la création de l'auto-organisation communautaire est l'élargissement des réseaux des écoles hongroises ».<sup>2066</sup>

En revenant au premier sous-intervalle, celui de 1990 à 1992, nous devons mentionner encore les nombreuses prises de position des différents organes de l'Alliance en ce qui concerne l'enseignement en hongrois. Parmi elles nous pouvons énumérer: l'étude sur l'enseignement indépendant de la médecine en langue hongroise<sup>2067</sup>, la prise de position sur l'enseignement supérieur et l'Université Bolyai<sup>2068</sup>, l'avis sur le nombre des places pour les Hongrois dans l'enseignement secondaire<sup>2069</sup>, des prises de positions dans le débat sur la nouvelle Constitution<sup>2070</sup>.

Nous distinguons l'intervalle octobre 1992<sup>2071</sup>-novembre 1996<sup>2072</sup> de celui précédent (1990-octobre 1992) surtout parce que dans cette deuxième période des lois relatives à l'enseignement ont vu le jour. En ce qui concerne l'enseignement en langue hongroise les lois suivantes ont été importantes: 521/1990 et 461/1991 « qui imposent l'enseignement de l'histoire et de la géographie roumaines et des matières de spécialité en langue roumaine »<sup>2073</sup>, l'article 8 du 283/1993 qui a été considéré comme discriminatif par l'ADHR car « il permet l'organisation des groupes d'élèves roumains sans limites numériques dans les lieux habités par les minorités nationales, par contre il ne permet pas la même chose pour les élèves minoritaires »<sup>2074</sup>.

La loi sur l'enseignement 84/1995 porte les marques de cette période. Le contexte dans lequel cette loi est discutée et adoptée n'est pas favorable aux minorités. Les élections de 1992 ont été gagnées par le Front démocratique du salut national qui était soutenu dans le parlement par le Parti la grande Roumanie, le Parti de l'unité nationale roumaine et le Parti socialiste du travail.<sup>2075</sup> En 1994, trois ministres provenant du Parti de l'unité nationale roumaine ont été inclus dans le gouvernement,

<sup>2066</sup> Le programme électoral qui a eu le nom de « dialogue pour l'autonomie ».

<sup>2067</sup> L'étude est faite par la commission de l'enseignement supérieur de l'ADHR le 22 janvier 1990.

<sup>2068</sup> Prise par le Comité national de l'Alliance le 21 juillet 1990.

<sup>2069</sup> Prise par la présidence de l'ADHR le 29 mai 1990.

<sup>2070</sup> Voir par exemple celle de Demény Lajos le 20 mars 1991 où, entre autres, il demande « que dans la nouvelle Constitution soit fixés nos droits à l'enseignement en langue maternelle, à notre propre réseau d'enseignement ». CD RMDSZ.

<sup>2071</sup> Des élections parlementaires ont eu lieu le 27 septembre et 11 octobre 1992.

<sup>2072</sup> Des élections parlementaires ont eu lieu le 3 et 17 novembre 1996.

<sup>2073</sup> Le mémoire sur l'enseignement a été rédigé par le Département sur l'enseignement et la jeunesse de la présidence exécutive en novembre 1993. CD RMDSZ.

<sup>2074</sup> La mémoire sur l'enseignement.

<sup>2075</sup> PREDA, Cristian, *Partide și alegeri în România postcomunistă: 1989–2004*, București, Nemira, 2005, p.137

puis le 20 janvier les quatre partis<sup>2076</sup> ont signé un accord de coopération.<sup>2077</sup> Le projet de loi sur l'éducation a été présent dans les commissions dès le premier parlement roumain d'après 1989 et il a été débattu dans la législature suivante entre 10 juin – 2 juillet 1994<sup>2078</sup>. L'Alliance et les Églises hongroises ont protesté plusieurs fois contre ce projet déjà dans la phase des commissions. Parmi ces protestations nous retrouvons les suivantes:

- Les dirigeants des églises hongroises, l'ADHR, la Société Bolyai<sup>2079</sup> et la Société pour la préservation des monuments historiques « Kelemen Lajos » ont dénoncé le projet de loi sur l'enseignement.
- La protestation des élèves et des parents en mars 1992 à Odorheiu-Secuiesc (le département de Harghita)<sup>2080</sup>.
- La présidence de l'Alliance déclare le 22 mai 1991 que « les parties du texte adopté par la commission parlementaire sont centralisées, leur caractère est antidémocratique et ne fait qu'atrophier l'enseignement minoritaire ».<sup>2081</sup>
- Le communiqué du 4 juin 1992 sur l'établissement d'un réseau indépendant d'enseignement dans lequel la présidence nationale de l'Alliance proteste contre le projet de loi sur l'enseignement.
- L'Alliance a organisé une protestation dans plusieurs villes du pays contre le projet de loi le 11 juin 1992<sup>2082</sup>.
- L'« appel pour les écoles hongroises de Transylvanie » du juillet 1992 par l'ADHR, la Société Bolyai et l'Alliance des pédagogues hongrois de Roumanie.
- L'étude sur la situation et les perspectives de l'enseignement hongrois de Roumanie rédigé par la présidence exécutive et par son Département pour l'enseignement et la jeunesse du premier juin 1993.
- Le mémorandum de l'Union sur l'admission de la Roumanie dans le Conseil de l'Europe contient aussi des références au projet de loi sur l'enseignement.<sup>2083</sup>

En général, l'Alliance, les Églises hongroises, les organisations non-gouvernementales reprochent à ce projet de loi les faits suivants:

<sup>2076</sup> Le Parti de la démocratie social de Roumanie, le Parti la grande Roumanie, le Parti de l'unité nationale roumaine et le Parti socialiste roumain.

<sup>2077</sup> GALLAGHER, Tom, « *Democrație și naționalism...* », p.173.

<sup>2078</sup> MANDEL, Kinga, A román felsőoktatás az 1994-es viták tükrében, 2002, [www.mtaki.hu](http://www.mtaki.hu).

<sup>2079</sup> ONG hongrois ayant comme but la refondation de l'Université Bolyai.

<sup>2080</sup> L'appel de la réunion du 11 mars 1992. CD RMDSZ.

<sup>2081</sup> Le communiqué de la présidence. CD RMDSZ.

<sup>2082</sup> La déclaration sur ces protestations de la présidence de l'ADHR le 13 juin 1992. CD RMDSZ. À ces protestations ont participé les représentants des Églises et des organisations non-gouvernementales et des représentants de l'opposition roumaine aussi.

<sup>2083</sup> Datées du 26 août 1993, mis à part les prises de positions, communiqués et avis mentionnés entre autres.

- « Il limite l'existence des écoles confessionnelles à la préparation du personnel confessionnel et il entrave la rétrocession des biens qui sont nécessaires au maintien de ces écoles »<sup>2084</sup>.
- « Le projet de loi reconnaît d'une manière démagogique le droit à l'enseignement en langue maternelle à tous les niveaux, mais ensuite il l'exclut dans la plupart des cas, et il fait de la langue roumaine la seule langue dans laquelle tous les examens de la fin des études et les examens à l'université puissent être passés. Par conséquent, il faudrait passer des examens en roumain des matières étudiées en hongrois, ce qui vide de sens l'enseignement en langue hongroise. Ce procédé est en opposition tant avec les documents internationaux signés par la Roumanie qu'avec sa propre Constitution ».<sup>2085</sup>
- La géographie et l'histoire de la Roumanie sont enseignées en roumain selon les mêmes livres que pour les élèves roumains<sup>2086</sup>.
- « Dans l'enseignement supérieur, en fonction de la demande et dans le cadre de la loi, on peut organiser des groupes et des sections dans les langues de minorités dans le domaine de la pédagogie et des arts. Mais cela n'assure pas la possibilité de le faire dans d'autres domaines aussi, et n'assure pas la réalisation d'une unité indépendante de l'enseignement supérieur en hongrois »<sup>2087</sup>.
- « Il rend impossible la récupération par les Églises de leurs écoles, et de leurs institutions d'enseignement »<sup>2088</sup>.
- Le gouvernement n'a pas introduit les propositions adoptées par le Conseil des minorités.<sup>2089</sup>
- En 1994 l'Alliance a ramassé 492.000 signatures sur son projet de loi de l'enseignement en langues minoritaires, mais ce projet, même s'il a été jugé constitutionnel n'a jamais été discuté dans le Parlement roumain.<sup>2090</sup>

Après l'adoption en juin 1995 de la loi sur l'enseignement, le Conseil de la jeunesse hongroise<sup>2091</sup> a organisé une caravane de dix personnes qui sont parties en vélo de Cluj et sont arrivées à Strasbourg au début de la session parlementaire du Conseil de l'Europe. Leur but était de protester contre cette loi sur l'enseignement qui, selon leur opinion, limitait les droits de la minorité hongroise « plus que les

<sup>2084</sup> Information des députés de l'Alliance membres dans la commission sur l'enseignement le 8 juin 1992. CD RMDSZ.

<sup>2085</sup> Le communiqué de cette réunion. CD RMDSZ.

<sup>2086</sup> Aide-mémoire sur l'accomplissement par la Roumanie de l'avis 176 du Conseil de l'Europe le 25 mars 1994. CD RMDSZ.

<sup>2087</sup> Ibidem.

<sup>2088</sup> Ibidem.

<sup>2089</sup> Ibidem.

<sup>2090</sup> MANDEL, Kinga, *Az RMDSZ oktatáspolitikája 1990–2003 között...*, p. 90.

<sup>2091</sup> À l'aide de l'Alliance.



lois semblables du régime de Ceușescu et, dans un proche avenir, serait un instrument efficace de l'écrasement de l'enseignement en langue maternelle ».<sup>2092</sup>

Dans la période de 1996 à 2004, l'Alliance n'est plus dans l'opposition, elle a réussi de sortir de son isolement relatif en devenant membre de la coalition gouvernementale<sup>2093</sup>, appuyant ensuite le gouvernement dans le parlement<sup>2094</sup>.

Dans le premier intervalle, celui de 1996 à 2000, l'ADHR a réussi à changer la loi sur l'enseignement en deux étapes. Dans un premier temps, la loi 84/1995 contestée par l'ADHR a été modifiée à travers une décision gouvernementale en 1997. Dans un deuxième temps, une nouvelle loi a été adoptée, à partir de cette décision gouvernementale. Mais comme une conséquence du fait que dans le Parlement la loi qui devrait être adoptée pour consolider la décision gouvernementale a été reportée, l'Alliance a envisagé la sortie du gouvernement.

Dans une déclaration faite par le Conseil des représentants de l'Alliance le 28 juin 1998, celui-ci a fixé les dates limites pour quatre mesures; si on n'adoptait pas ces mesures, l'ADHR quitterait la coalition<sup>2095</sup>. Ces quatre mesures ont été: l'adoption de la loi sur l'enseignement, des pas concrets en direction de la création de l'université hongroise, les projets de loi sur la décentralisation, la loi sur le budget.<sup>2096</sup> Cette déclaration a été suivie le 5 septembre 1998 par une décision du même Conseil selon laquelle, « si jusqu'au 30 septembre la majorité parlementaire n'adopte pas, conformément au programme gouvernemental, l'ordonnance d'urgence 36/1997 modifiant la loi sur l'enseignement, l'Alliance quitte la coalition le 30 septembre 1998 ».<sup>2097</sup>

En ce qui concerne l'université hongroise, un accord a été trouvé entre les différentes parties. Mais ces accords n'ont pas eu comme conséquence le rétablissement de l'Université Bolyai. D'une part, l'Université Babeș-Bolyai est devenue par ordonnance gouvernementale d'urgence, pour un bref intervalle, une « université multiculturelle ». En octobre 2001, le Parlement roumain a adopté une loi<sup>2098</sup> par

<sup>2092</sup> Selon leur communiqué, les points problématiques de la loi adoptée sont les suivants: « Elle impose la création des classes roumaines dans toutes les localités, même là où elles ne sont pas nécessaires. Elle interdit l'enseignement de nombreuses matières en hongrois, parmi lesquelles toutes les matières techniques, élimine l'enseignement technique existant, supprime la possibilité de l'enseignement confessionnel, nationalise définitivement les écoles confisquées des Églises, interdit l'université hongroise, interdit que les examens d'admission aux universités soient passés en langue hongroise et, par cela, elle contraint les élèves d'aller aux écoles roumaines ». Information préalable sur la « caravane pour l'enseignement en langue maternelle ». CD RMDSZ.

<sup>2093</sup> Entre 1996–2000.

<sup>2094</sup> Entre 2000–2004.

<sup>2095</sup> La déclaration du Conseil des représentants de l'Alliance du 28 juin 1998. *RMDSZ Közlöny*, 1998/31.

<sup>2096</sup> Ibidem.

<sup>2097</sup> *RMDSZ Közlöny*, 1998/32.

<sup>2098</sup> 529/2001

laquelle « on rejette l'ordonnance gouvernementale d'urgence nr 285/2000, relative aux structures multiculturelles de l'Université Babeş-Bolyai ».<sup>2099</sup>

D'autre part, le gouvernement a pris la décision 687 de 30 septembre 1998 « d'initier le processus de la fondation de l'université d'état multiculturelle Petőfi-Schiller avec un enseignement en hongrois et allemand ».<sup>2100</sup>

Cette décision a été contestée tant par les partis d'opposition que par les parlementaires de la coalition gouvernementale, y compris par le ministre de l'éducation Andrei Marga.<sup>2101</sup> Trois partis ont contesté cette ordonnance dans les tribunaux: le Parti la grande Roumanie, le Parti de l'unité nationale roumaine et le Parti de la démocratie sociale de Roumanie. Cette question a été dans les instances judiciaires entre décembre 1998- avril 2000 quand la Cour suprême a donné raison au gouvernement. Depuis, les différents acteurs ne s'en occupent plus.

Il nous semble que ces accords ont eu plutôt le but de permettre à l'Alliance de rester dans la coalition gouvernementale. Plusieurs déclarations des divers acteurs soutiennent cette hypothèse. Premièrement, la décision du Conseil des représentants de l'Alliance de 3 octobre 1998 qui a « abrogé sa décision » de quitter la coalition après « l'examen de la situation politique résultée de l'adoption du gouvernement de la décision sur l'Université Petőfi-Schiller ».<sup>2102</sup> La décision souligne que l'Alliance ne « renonce pas à l'établissement d'une université hongroise étatique à Cluj ».<sup>2103</sup> Deuxièmement, en avril 1999 le ministre en charge de la défense des minorités du gouvernement roumain, Eckstein-Kovács Péter<sup>2104</sup>, disait dans un entretien que « l'Université Petőfi-Schiller est un enfant orphelin qui n'est pas vraiment voulu par le gouvernement roumain, et il signifie très peu pour la communauté hongroise ».<sup>2105</sup>

En plus, le vice-recteur hongrois<sup>2106</sup> de Babeş-Bolyai en fonction à cette époque-là, Kása Zoltán, déclarait le lendemain de la décision de la Cour suprême: « il est bien connu que la loi relative à l'université Petőfi-Schiller n'a pas été prise pour satisfaire les doléances des Hongrois, mais pour que l'Alliance ne quitte pas la coalition ».<sup>2107</sup>

<sup>2099</sup> Loi 529/2001

<sup>2100</sup> *Monitorul oficial*, 377 de 2 octobre 1998.

<sup>2101</sup> România az RMDSZ döntés visszhangja, *MTI*, 4 octobre 1998.

<sup>2102</sup> *RMDSZ Közlöny*, 1998/32. Il faut y ajouter que selon la décision, « la condition essentielle de la collaboration gouvernementale est que les droits acquis dans l'enseignement soient incorporés dans la loi », que « les réglementations de la décision » gouvernementale sur l'université Petőfi-Schiller soient respectées et que « la loi sur l'administration publique locale soit modifiée selon l'ordonnance gouvernementale d'urgence 22/1997 ».

<sup>2103</sup> Ibidem.

<sup>2104</sup> Appartenant à l'ADHR.

<sup>2105</sup> Polgári Fórum Kisebbségi Kérdésekről, Meghívott Eckstein-Kovács Péter kisebbségvédelmi miniszter, *Szabadság*, le 14 avril 1999, p.1.

<sup>2106</sup> Qui a été responsable de la ligne hongroise aussi.

<sup>2107</sup> Szakemberek a multikulturális egyetem aktualitásáról, *Szabadság*, le 7 avril 2000, p.8.

La loi de la modification de la loi sur l'enseignement a été adoptée en 1999. Selon l'Alliance et selon les experts aussi<sup>2108</sup>, la loi sur l'enseignement comportait plusieurs traits positifs pour les Hongrois, parmi lesquels: la possibilité d'avoir un enseignement technique en langue hongroise<sup>2109</sup>, la possibilité de passer l'examen d'entrée à l'université en hongrois<sup>2110</sup>, le fonctionnement des classes au-dessous des effectifs en langues minoritaires<sup>2111</sup>, la possibilité d'avoir des groupes et des sections hongroises dans les universités<sup>2112</sup>.

Toutefois, l'Alliance a énuméré des carences de cette loi, par exemple: l'ambiguïté en ce qui concerne la fondation de l'université et de l'enseignement confessionnel, l'apprentissage de l'histoire et de la géographie roumaines en roumain.<sup>2113</sup>

Nous devons remarquer que l'évaluation des traits positifs et négatifs de cette loi diffère selon le positionnement des acteurs à l'intérieur de l'Alliance. Le Groupe réformateur<sup>2114</sup> soulignait deux choses dans sa prise de position.

D'une part, même si les réglementations de la loi rendent possible « le renforcement de la qualité de l'enseignement, elle n'assure pas des conditions adéquates pour la réforme du système d'enseignement roumain ». <sup>2115</sup> D'autre part, le Groupe réformateur acceptait que la nouvelle loi apporte des modifications positives si on la comparait avec celle de 1995. Par contre, dit-il: « avec l'adoption de la nouvelle loi, on n'a pas trouvé des solutions pour plusieurs problèmes figurant dans le programme de l'Alliance, dont les conséquences négatives sont ressenties déjà au court terme ». <sup>2116</sup> Leur discours reflète leur positionnement dans l'Alliance et dans la communauté hongroise. En plus, ils concluent en disant: « cette loi est nettement meilleure que celle de la législature précédente mais elle est loin de la volonté publique soutenue par la signature de plus de 500.000 personnes de notre communauté<sup>2117</sup>. Elle ne nous rapproche pas de notre but de base: la création d'un système d'enseignement autonome en langue maternelle ». <sup>2118</sup> Cette prise de position se

<sup>2108</sup> Voir par exemple MANDEL, Kinga, « Az RMDSZ oktatáspolitikája 1990–2003 között... ».

<sup>2109</sup> MANDEL, Kinga, « Az RMDSZ oktatáspolitikája 1990–2003 között... », p.96.

<sup>2110</sup> Kongresszustól kongresszusig, Beszámoló, 2003, p.60.

<sup>2111</sup> Ibidem.

<sup>2112</sup> Ibidem.

<sup>2113</sup> Ibidem.

<sup>2114</sup> Voir dans le chapitre sur la vie interne de l'Alliance.

<sup>2115</sup> A Reform Tömörülés Állásfoglalása az oktatási törvény elfogadása utáni helyzetről, *Szabadság*, le 15 février 1999, p.1 et 7.

<sup>2116</sup> Les trois problèmes qui n'ont pas été résolus sont: l'enseignement en langue roumaine de l'histoire et de la géographie de la Roumanie, l'enseignement ecclésiastique est intégré dans l'enseignement privé, « la refondation de l'université étatique hongroise est devenue impossible à moyen terme. Ibidem.

<sup>2117</sup> Ils se réfèrent au projet de loi de l'Alliance sur l'enseignement en langue minoritaire. Voir plus haut.

<sup>2118</sup> A Reform Tömörülés Állásfoglalása az oktatási törvény elfogadása utáni helyzetről, *Szabadság*, le 15 février 1999, p.1 et 7.

réfère aussi à l'opposition existant sur cette question entre le président honoraire de l'ADHR le pasteur Tőkés László et le président de l'Alliance Markó Béla.

Dans le deuxième intervalle, celui de 2000–2004 il y a deux faits qui influencent la position de l'Alliance dans le champ politique roumain, ainsi que les cadres de l'enseignement hongrois.

Premièrement, la Constitution roumaine a été changée. La nouvelle constitution régularise<sup>2119</sup> la situation de l'enseignement confessionnel en stipulant dans l'article 32 que « l'enseignement à tous les niveaux se déroule dans des institutions étatiques, privées et confessionnelles ». <sup>2120</sup>Deuxièmement, l'Alliance a conclu quatre protocoles nationaux avec le Parti social-démocrate. <sup>2121</sup> Par ces protocoles, l'ADHR a promis la soutenance du gouvernement minoritaire conformément à ces engagements. <sup>2122</sup>

Tous les quatre protocoles nationaux<sup>2123</sup> entre l'Alliance et le PSD contenaient des références à l'enseignement minoritaire. Le premier protocole, de 2001, stipulait l'élargissement de l'enseignement hongrois à tous les niveaux. En plus, on mentionnait « la création du cadre organisationnel et professionnel du financement de la ligne hongroise dans l'Université Babeş-Bolyai ». <sup>2124</sup>

La nouveauté du deuxième protocole de 2002 consiste dans ces dispositions relatives à l'enseignement supérieur en langue hongroise. D'abord, on parle de la constitution des chaires et des facultés en langue hongroise dans l'Université Babeş-Bolyai « avec le respect de la loi sur l'enseignement ». Ensuite, on parle « d'examiner et d'étudier les possibilités de la création » des facultés hongroises à l'université de médecine à Târgu-Mureş, et des groupes hongrois à l'Académie de Musique et à l'Institut agraire de Cluj-Napoca, et à l'Université polytechnique de Târgu-Mureş.

Le fait que dans ce protocole on parle de la participation des experts de la minorité à l'élaboration des réformes de l'enseignement est important lui aussi. En plus, on stipule que « par le budget du ministère de l'Éducation sera assuré le financement des livres scolaires minoritaires ». <sup>2125</sup>

Le troisième protocole<sup>2126</sup> contient un nouvel élément en ce qui concerne l'enseignement universitaire en langue hongroise, selon lequel « tout en gardant le caractère multiculturel de l'Université Babeş-Bolyai on actionnera pour la constitution

<sup>2119</sup> En adoptant la proposition de l'Alliance.

<sup>2120</sup> *România Alkotmánya, Önkormányzati Menedzsmentért Alapítvány*, 2003, p.50.

<sup>2121</sup> Il y a eu plusieurs protocoles entre les organisations départementales de l'ADHR et du PSD.

<sup>2122</sup> Voir notre premier chapitre de la troisième partie.

<sup>2123</sup> Les protocoles conclus entre les organisations départementales de l'ADHR et PSD contiennent eux aussi des références à l'enseignement, d'habitude d'une manière plus concrète comme on l'a déjà vu au sujet des lycées hongrois.

<sup>2124</sup> Le protocole entre l'ADHR et le PSD de 2001.

<sup>2125</sup> Le protocole entre l'ADHR et le PSD de 2002.

<sup>2126</sup> Celui de 2003.

de deux facultés (l'une de sciences humaines et l'une des sciences naturelles et exactes) en hongrois, dans les conditions de la loi, par l'union des spécialisations existantes ».<sup>2127</sup> Par rapport à l'enseignement pré-universitaire il y a plusieurs nouveaux éléments, par exemple:

- L'aide financière pour la réhabilitation des écoles.
- La traduction en dû temps des sujets de baccalauréat et des admissions aux universités.
- « L'achèvement des travaux de rénovations dans le lycée Áprily Lajos de Braşov jusqu'au 1 mars 2003 ».
- Le changement des bâtiments entre deux lycées « jusqu'à la rentrée de 2003/2004 ».<sup>2128</sup>
- Le quatrième et dernier protocole signé en 2004 (l'année des élections parlementaires et locales) ne contient pas de nouveautés significatives.<sup>2129</sup>

En ce qui concerne l'enseignement confessionnel, le premier protocole ne contient pas de références expresses à cette question. Dans le protocole suivant, celui de 2002, on parle du fait que les plans d'enseignement contiendront pour l'année suivante les nombres relatifs aux classes confessionnelles. Le protocole de 2003 y ajoute qu'après des consultations, « le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement va étudier la possibilité d'élargir de cette forme d'enseignement ». Le protocole de 2004 dit en essence la même chose sauf la précision selon laquelle le ministère « approuve dans les écoles secondaires confessionnelles toutes les classes de profils différents jusqu'au changement de la loi 1995/84 qui réglementera l'enseignement confessionnel suite au changement de la Constitution ».<sup>2130</sup>

Nous pouvons conclure que dans l'intervalle de 1996–2004, l'Alliance a eu plusieurs réalisations dans le domaine de l'enseignement en langue hongroise, parmi lesquelles<sup>2131</sup> nous pouvons énumérer:

- Le changement de la loi 84/1995 sur l'enseignement
- Le changement dans la Constitution
- L'autorisation de plusieurs classes avec des effectifs réduits dans la diaspora
- L'ouverture de plusieurs grandes écoles en différentes villes de Transylvanie
- « Les structures responsables de l'enseignement hongrois au niveau national et local se sont fortifiées: au niveau national le secrétariat d'État pour les minori-

<sup>2127</sup> Le protocole entre l'ADHR et le PSD de 2002.

<sup>2128</sup> Le protocole entre l'ADHR et le PSD de 2003.

<sup>2129</sup> Il y a quelques changements dans le sens de l'élargissement de quelques stipulations du protocole précédent; par exemple: on parle de la traduction en temps utile des sujets d'examens de titularisation.

<sup>2130</sup> Le protocole entre l'ADHR et le PSD de 2004.

<sup>2131</sup> Pour les détails, voir plus haut.

tés, au niveau départemental des postes d'inspecteurs d'académie » pour les Hongrois<sup>2132</sup> »

- La création des lycées hongrois
- L'enseignement technique en hongrois
- Des cours de DEA en hongrois.
- La ligne hongroise de l'Université de médecine de Târgu-Mureş a reçu des places séparées pour l'année universitaire 2004/2005.

### 11.3.2. L'Université Bolyai

Une des revendications principales de l'Alliance depuis 1990 a été celle de l'université étatique hongroise.<sup>2133</sup> Ce n'est pas notre but de faire l'historique des quatorze dernières années en ce qui concerne cette revendication et les changements des situations. Nous trouvons plus utile et plus porteur pour notre démarche, d'analyser brièvement les acteurs y impliqués.

Un premier groupe d'acteurs est constitué par les partis politiques. Nous pouvons y mettre, d'une part, l'Alliance et de l'autre les partis roumains. La revendication d'avoir une université indépendante hongroise étatique à Cluj figure dans tous les programmes de l'Alliance. Il faut quand même remarquer que si dans les programmes de 1990, 1991, 1993, 1995, 1997, 1999 on parle du rétablissement de l'Université Bolyai, selon le programme de 2003 « on considère comme élément de base du réseau d'enseignement en langue maternelle l'université indépendante étatique ayant le centre à Cluj, dont on exige le rétablissement ».<sup>2134</sup>

Dans le groupe des partis politiques roumains, à des degrés différents, la plupart de partis ont été opposés à la création d'une université étatique hongroise. Nous avons déjà vu que le Parti la grande Roumanie et le Parti social-démocrate ont contesté la création de l'Université Petőfi-Schiller. Par contre, nous avons également étudié les protocoles signés entre le PSD et l'ADHR qui contiennent l'idée des deux facultés hongroises à l'Université Babeş-Bolyai, ce qui n'a pas été réalisé.

<sup>2132</sup> Le document se réfère à la période 1999–2003. *Kongresszustól kongresszusig, Beszámoló*, 2003, p.61.

<sup>2133</sup> Nous avons déjà vu la situation de l'université hongroise entre 1872–1989. Nous savons également que parmi les premières revendications des organisations hongroises ainsi que de l'Alliance a été le rétablissement à Cluj de l'université hongroise.

<sup>2134</sup> Le programme adopté au congrès de 2003. Nous retrouvons cette revendication de manière suivante dans le programme pour les élections parlementaires de 2004: « on continue notre lutte au niveau politique pour la création du cadre législatif permettant la fondation de l'université étatique indépendante hongroise. »

L'Université Babeş-Bolyai a réagi plusieurs fois dans les débats sur l'université hongroise<sup>2135</sup> et dans ce processus, les conditions de l'enseignement en hongrois à l'Université Babeş-Bolyai se sont améliorées.<sup>2136</sup> Toutefois, de très vifs débats ont eu lieu dans le Sénat de l'université sur la question si le corps professoral hongrois devrait recevoir le droit de décider dans les questions liées à l'enseignement en langue hongroise et sur l'établissement des facultés hongroises. Avec la dernière décision en date<sup>2137</sup> du Sénat de l'université concernant les deux facultés le problème est revenu aux acteurs politiques. Cette décision fixe deux conditions pour que le Sénat de l'université débatten la création des deux facultés.<sup>2138</sup>

D'une part, que le ministère de l'Éducation redonne le statut d'université multiculturelle à Babeş-Bolyai et assure son financement. D'autre part, que le ministère prenne la responsabilité « des conséquences juridiques et financières du changement structurel de la ligne hongroise »<sup>2139</sup>. Dans le cas où ces deux conditions sont satisfaites, « dans un délai d'un mois le Sénat rédige l'étude de faisabilité de la transformation structurelle de l'université et dans la prochaine séance décide sur la proposition des collègues hongrois ». <sup>2140</sup>

On peut considérer que le troisième groupe d'acteurs est formé par l'université privée hongroise Sapientia et, dans une certaine mesure, les partis politiques et l'État hongrois. La possibilité que le gouvernement hongrois donne du financement à la fondation d'une université privée hongroise en Roumanie a apparue déjà en 1998. La fondation dont le but était de créer et de soutenir l'université privée hongroise a été enregistrée en Roumanie en mars 2000 par les dirigeants des Églises hongroises de Roumanie. À partir de 2000, même si le gouvernement hongrois a changé, le budget de la Hongrie finance avec 2 milliards de forint (environ 8.000.000 euro) l'université privée qui porte le nom de « Sapientia – Université hongroise de Transylvanie ». L'université fonctionne en trois villes de Transylvanie: Oradea<sup>2141</sup>, Cluj-Napoca<sup>2142</sup>, Târgu-Mureş<sup>2143</sup>, Miercurea-Ciuc<sup>2144</sup>. L'université de Sapientia a com-

<sup>2135</sup> Il faut noter que le recteur de l'université a été Andrei Marga entre 1993–2004, sauf durant la période quand il était ministre de l'Éducation, quand il n'a pas été d'accord avec la fondation de l'Université Petöfi-Schiller.

<sup>2136</sup> Par exemple, depuis 2000 il y a un enseignement hongrois aux sciences économiques.

<sup>2137</sup> Au moment où nous rédigeons notre thèse, en août 2005.

<sup>2138</sup> SALAT, Levente, « Dokumentumok a Babes-Bolyai Tudományegyetem magyar tagozatának történetéből », in BODÓ, Barna, *Romániai Magyar Évkönyv 2004–2004*, Temesvár, 2005, pp.359–405.

<sup>2139</sup> Régi kérések újszerű megoldása, *Szabadság*, 9 août 2003, p.8.

<sup>2140</sup> Ibidem.

<sup>2141</sup> Ville qui se trouve à la frontière entre la Hongrie et la Roumanie. L'université chrétienne Partium est devenue membre du réseau Sapientia en avril 2000. L'université est fondée par l'Église réformée en 1990. Elle se développe et pour l'année 2005/2006 elle organise des examens d'admissions à deux facultés: des lettres (y compris la théologie réformée, au total 270 places) et des sciences appliquées et des arts (économie, management, musique, beaux-arts, au total 210 places). [www.partium.ro](http://www.partium.ro).

<sup>2142</sup> Le rectorat, l'institut de recherche et les sections des sciences de l'environnement et des médias.

pliqué les données de l'enseignement supérieur hongrois en Roumanie. Avec certaines de ces sections Sapientia concurrence les sections de Babeş-Bolyai dans des conditions démographiques qui font que le nombre des étudiants hongrois diminue.<sup>2145</sup> Il y a des professeurs qui ont une chaire dans chacune des universités.<sup>2146</sup>

Nous avons pu voir dans quels champs de forces s'est posé et se pose la question des facultés hongroises de Babeş-Bolyai et de l'université étatique hongroise. Actuellement il y a treize sections à Babeş-Bolyai où l'enseignement se fait aussi en Hongrois ou partiellement en Hongrois.<sup>2147</sup>

### 11.3.3. Les revendications de l'Alliance

Il nous semble important de résumer les revendications et les arguments de l'Alliance et de ses partenaires<sup>2148</sup> en faveur de l'enseignement en langue hongroise. La période de référence est 1990–2004. En ce qui concerne les revendications, elles visent un enseignement en Hongrois à tous les niveaux « depuis la maternelle jusqu'à l'université ». Plus précisément, cela signifie:

- « On exige que dans les lycées hongrois, à côté de l'histoire de la Roumanie dont nous sommes les citoyens, soit enseignée l'histoire de la nation hongroise à laquelle nous appartenons par notre culture, notre langue et notre ethnie »<sup>2149</sup>.
- L'utilisation de la langue maternelle à tous les examens<sup>2150</sup>
- Le droit des Églises de fonder des écoles<sup>2151</sup>
- L'enseignement supérieur en hongrois dans tous les domaines<sup>2152</sup>

<sup>2143</sup> Les sections de pédagogie, communication, informatique, mechatronique, automatisé, la technique du calcul, architecture du paysage.

<sup>2144</sup> La ville principale du département de Harghita, majoritairement hongroise. Deux facultés, la faculté d'économie et des sciences de l'homme avec les sections de: comptabilité et informatique, économie, agriculture, économie générale, langue roumaine et anglaise et la faculté polytechnique et des sciences sociales avec les sections de génie alimentaire et de l'environnement, sociologie-développement rural, communication.

<sup>2145</sup> Même si lors de sa fondation il s'agissait d'avoir des spécialisations qui n'étaient pas enseignées en hongrois à Babeş-Bolyai, de compléter ainsi l'université de Cluj. Le nombre des étudiants de Sapientia est à peu près la moitié du nombre des étudiants qui étudient en hongrois à Babeş-Bolyai.

<sup>2146</sup> Il y a des professeurs qui enseignent à Sapientia sans y être engagés, tout en ayant un poste à l'Université Babeş-Bolyai.

<sup>2147</sup> Les sections sont: mathématique-informatique, physique, chimie et génie chimique, biologie et géologie, géographie, histoire et philosophie, sociologie et assistance sociale, psychologie et science de l'éducation, lettres, économie, droit, sciences politiques et administratives, éducation physique et sport.

<sup>2148</sup> Les organisations non-gouvernementales hongroises.

<sup>2149</sup> Lettre ouverte de l'organisation départementale de l'Alliance et de l'Alliance des pédagogues hongrois de Roumanie sur la situation de l'enseignement en langue hongroise dans le département de Cluj, le 25 mai 1992. CD RMDSZ.

<sup>2150</sup> La mémoire sur l'enseignement de la Présidence exécutive de l'ADHR janvier 1994. CD RMDSZ.

<sup>2151</sup> Ibidem.



- La loi sur l'enseignement « reconnaît l'enseignement confessionnel comme troisième forme d'enseignement à côté de l'enseignement privé et étatique »<sup>2153</sup>
- « La création d'une université hongroise étatique indépendante à Cluj-Napoca »<sup>2154</sup>
- Avoir un enseignement de qualité à tous les niveaux<sup>2155</sup>
- Enseignement technique en hongrois<sup>2156</sup>
- « L'introduction, comme matières, de l'histoire, de la culture et des traditions des minorités »<sup>2157</sup>
- « Il faut demander une représentation conforme à notre poids dans les institutions qui dirigent et prennent les décisions dans l'enseignement »<sup>2158</sup>

Il faut noter que le concept de « l'enseignement à tous les niveaux depuis la maternelle jusqu'à l'université » signifiera selon le projet de loi de l'Alliance que:

- « Selon les demandes et les nécessités, l'enseignement est assuré totalement dans les langues des minorités dans tous les domaines: à la maternelle, dans des institutions séparées ou dans des groupes, à l'école primaire, dans des institutions séparées, des sections, des classes ou dans des groupes, au niveau secondaire, (lycées, technique) dans des institutions séparées, des sections, des classes ou dans des groupes; dans l'enseignement technique, dans des institutions séparées, des sections, des classes ou dans des groupes; au niveau universitaire, dans des institutions séparées, des sections, des classes ou dans des groupes; au niveau postuniversitaire et sous le mode de la formation continue ».
- « Les personnes morales et juridiques appartenant à des minorités nationales ont le droit de fonder et de soutenir des institutions privées et confessionnelles dans leur langue maternelle ».<sup>2159</sup>

Parmi les arguments en faveur de l'enseignement en langue hongroise à tous les niveaux, nous retrouvons des références historiques, des droits des hommes et des minorités, des arguments économiques, internes et externes. Par exemple, l'enseignement en langue maternelle est important:

- Pour la préservation de la culture<sup>2160</sup> et de l'identité hongroise.

---

<sup>2152</sup> Ibidem.

<sup>2153</sup> Le programme de 2003 de l'Alliance.

<sup>2154</sup> Il se réfère à l'université Bolyai. Ibidem.

<sup>2155</sup> Ibidem.

<sup>2156</sup> La mémoire sur l'enseignement de la présidence exécutifvede l'ADHR janvier 1994. CD RMDSZ.

<sup>2157</sup> Ibidem.

<sup>2158</sup> L'étude sur la situation et les perspectives de l'enseignement hongrois de Roumanie rédigé par la présidence exécutive et son Département pour l'enseignement et la jeunesse du premier juin 1993.

<sup>2159</sup> Le projet de loi de l'Alliance sur l'enseignement en langues minoritaires. 1994. CD RMDSZ.

<sup>2160</sup> La déclaration du Comité national le 31 juillet 1990. CD RMDSZ.

- « Étant donné que la population hongroise du département paye des impôts, on trouve équitable et légitime l'assurance – à ceux qui le demandent et conformément à leur pourcentage – de l'enseignement en langue hongroise »<sup>2161</sup>. Cette revendication revient sous une autre forme aussi dans le programme de l'Alliance de 1995: « comme citoyen payant des impôts on exige que l'État prenne en charge le financement des institutions supérieures hongroises aussi »<sup>2162</sup>.
- « Remédier les injustices passées »<sup>2163</sup>.
- Avoir un enseignement en langue maternelle tient des droits des hommes et des minorités.

Parmi les documents internationaux utilisés comme arguments pour l'enseignement en langue hongroise, nous retrouvons: les documents de l'OSCE<sup>2164</sup>, la recommandation 1201 du Conseil de l'Europe;<sup>2165</sup> la charte de Paris sur la nouvelle Europe<sup>2166</sup>, la recommandation 617 pour la Roumanie de l'Organisation internationale du travail<sup>2167</sup>, la déclaration de l'ONU sur les droits confessionnelles et linguistiques des personnes appartenant à des minorités nationales<sup>2168</sup>, les divers recommandations du Parlement du Conseil de l'Europe<sup>2169</sup>, la Charte européenne des langues minoritaires et régionales<sup>2170</sup>.

Les revendications de l'Alliance en matière de l'enseignement en langue hongroise nous montrent une continuité dans l'intervalle de 1990 à 2004. Il faut ajouter que dans les documents de l'Alliance, à part le fait d'avoir un enseignement en langue hongroise, en 1994/1995 ont apparu aussi des propos liés à la qualité de l'enseignement, à la réforme de l'enseignement en général en Roumanie.<sup>2171</sup> Nous pouvons observer comment les emphases des documents changent très lentement; à la fin de notre intervalle de recherche, l'ADHR est arrivée à formuler des demandes plus générales liées au financement de l'enseignement en général, à l'intégration de l'enseignement dans l'UE, à la qualité de l'enseignement. Toutefois, la volonté d'avoir

<sup>2161</sup> Lettre ouverte de l'organisation départementale de l'Alliance et de l'Alliance des pédagogues hongrois de Roumanie sur la situation de l'enseignement en langue hongroise dans le département de Cluj, le 25 mai 1992. CD RMDSZ.

<sup>2162</sup> Le programme de 1995.

<sup>2163</sup> Prise de position du Comité provisoire de l'ADHR le 26 janvier 1990. CD RMDSZ.

<sup>2164</sup> Le projet de loi de l'Alliance sur l'enseignement en langues minoritaires. 1994. CD RMDSZ et La mémoire sur l'enseignement de la Présidence exécutive de l'ADHR janvier 1994. CD RMDSZ

<sup>2165</sup> Ibidem.

<sup>2166</sup> Le projet de loi de l'Alliance sur l'enseignement en langues minoritaires. 1994. CD RMDSZ.

<sup>2167</sup> De 1991. Ibidem.

<sup>2168</sup> De 1992. Ibidem.

<sup>2169</sup> Ibidem.

<sup>2170</sup> Ibidem.

<sup>2171</sup> Voir par exemple PAPP Z, Attila, « A romániai magyar oktatás helyzete 1989 után », *Magyar Kisebbség*, 1998/3.

un enseignement en langue hongrois « de la maternelle jusqu'à l'université » est toujours présente.

#### 11.4. Esquisse des constants et des variations de l'enseignement en langue hongroise

Jean-Michel De Waele et Antoine Roger affirment que « les rapports observés dans le passé entre plusieurs facteurs peuvent trouver des équivalents structuraux dans la période post-communiste, sans qu'une filiation linéaire soit établie. ».<sup>2172</sup>

Nous pensons que la revendication d'un enseignement hongrois est présente entre 1920–1940 ainsi qu'entre 1990–2004, parce que, d'une part, l'État Roumain<sup>2173</sup> ne l'assure pas dans la mesure demandée par les représentants de la minorité hongroise. D'autre part, la langue étant considérée un élément important de l'identité hongroise<sup>2174</sup>, les organisations qui représentaient la minorité hongroise de Roumanie ont fait de cette question une de leurs revendications principales.

Nous avons pu constater que l'essence des revendications liées à l'enseignement en langue hongroise est restée la même tant pour le Parti hongrois que pour l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie: l'existence de l'enseignement en langue hongroise à tous les niveaux.

Pourtant, il y a aussi plusieurs différences. D'abord, pendant la période d'entre les deux guerres, l'accent était mis davantage sur les écoles confessionnelles dû principalement à la configuration de l'enseignement hongrois de cette époque-là.<sup>2175</sup> La revendication selon laquelle l'enseignement ecclésiastique soit une troisième forme d'enseignement et ne soit pas inclus dans l'enseignement privé a été présente dans la période de 1990 à 2004 aussi. Il nous semble que cette revendication est en partie résolue par l'inclusion dans la Constitution roumaine d'une troisième forme d'enseignement, celle ecclésiastique. Ensuite, le contexte dans lequel ces revendications se posent est différent. D'une part, il y a des différences entre les régimes roumains entre 1920–1940 et 1990–2004. D'autre part, il y a des différences en ce qui concerne les positions occupées par le Parti hongrois et par l'ADHR dans le système politique roumain. De plus, il y a une différence entre les positions du

<sup>2172</sup> WAELE, Jean-Michel De, ROGER, Antoine, « La formation des clivages partisans en Europe centrale et orientale. À la recherche d'une méthode de comparaison », pp.11–29. in WAELE, Jean-Michel De (eds), *Les clivages politiques en Europe centrale et orientale*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2004, p.17.

<sup>2173</sup> Il ne faut pas oublier que les comportements des différents gouvernements roumains sont différents, cependant, il se situe dans le même registre.

<sup>2174</sup> Et l'enseignement exclusivement en langue roumaine a été un facteur d'assimilation.

<sup>2175</sup> Une partie importante de l'enseignement en hongrois a été ecclésiastique. Voir notre sous-chapitre.

gouvernement de la Hongrie sur la scène internationale entre 1918–1940<sup>2176</sup> et 1990–2004<sup>2177</sup>.

Nous avons pu déceler des ressemblances dans les détails. Premièrement, les arguments pour l'enseignement en langue hongroise sont du même type<sup>2178</sup> : la préservation de l'identité hongroise, des réglementations internes et externes<sup>2179</sup>. Deuxièmement, on fait appel aux organisations internationales<sup>2180</sup> : la Société des nations pour le Parti hongrois, le Conseil de l'Europe<sup>2181</sup>, le haut-commissaire pour les minorités de l'OSCE, l'UE<sup>2182</sup> pour l'Alliance.<sup>2183</sup> Il nous semble que nous pouvons dire que la volonté de préserver l'identité et la culture hongroise a été un élément central des activités du Parti hongrois et de l'Alliance démocratie hongroise de Roumanie. Les deux ont considéré que la préservation de l'identité hongroise passe par une éducation en langue hongroise à tous les niveaux. Par conséquent, même s'il n'y a pas de filiation directe entre l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie et le Parti hongrois, nous trouvons qu'ils demandaient en principe un enseignement en langue hongroise à tous les niveaux.

---

<sup>2176</sup> Quand elle était un pays vaincu.

<sup>2177</sup> Quand elle a été admise avant la Roumanie tant à l'Otan que dans l'UE.

<sup>2178</sup> Cela ne signifie pas que les arguments sont les mêmes.

<sup>2179</sup> Tant le parti hongrois que l'Alliance font référence aux décisions d'Alba Iulia.

<sup>2180</sup> Ou essayer d'utiliser les organisations internationales.

<sup>2181</sup> Voir le mémoire et l'aide-mémoire adressé au Conseil de l'Europe.

<sup>2182</sup> Voir les critères de Copenhague et les références faites à la minorité hongroise et/ou à l'Alliance dans les différents rapports.

<sup>2183</sup> Il y a des différences entre les actions des organisations internationales pendant les différentes périodes.

## CHAPITRE 12

### **Les structures de la représentation de la minorité hongroise de Roumanie: faits et dynamiques. Le parcours de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie**

Dans ce chapitre final de notre thèse nous procédons à un assemblage des différentes conclusions intermédiaires déjà développées dans notre argumentation antérieure. Il ne s'agit pour autant guère d'un simple copier-coller mais nous allons essayer de relier des observations sectorielles en aboutissant ainsi à une vision générale de notre sujet et, si possible, en ouvrant de nouvelles pistes de recherches. Nous avons entamé notre recherche sur la représentation politique de la minorité hongroise de Roumanie avec la constatation de la nouveauté de ce sujet par rapport aux recherches réalisées jusqu'à présente. Nous nous sommes concentrée sur les organisations partisans qui ont représenté les Hongrois de Roumanie.

L'analyse de ce sujet général, la représentation politique de la minorité hongroise, nous l'avons approchée par le biais de la construction d'une étude monographique sur l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie. C'est l'ADHR qui a assuré la représentation politique de la minorité hongroise entre 1990–2004. Nous avons situé l'analyse de l'Alliance dans une perspective historique plus étendue parce que nous avons voulu défricher ses fondements historiques afin de mieux comprendre l'évolution, les changements, les ajustements de la représentation politique de la minorité hongroise depuis 1920 en Roumanie. De plus, un encadrement historique nous a semblé nécessaire pour la compréhension des années d'après 1990 ainsi que pour éviter l'insertion de notre analyse de l'Alliance dans un canevas de la spécificité.

Il nous semble qu'on traite/qu'on analyse très souvent l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie, la représentation politique des Hongrois de Roumanie, comme un phénomène qui date d'après 1989. Par contre, nous avons vu que des formes différentes de représentation de la minorité hongroise ont existé depuis 1920.

Par conséquent, après avoir revu la littérature de spécialité sur les partis ethno-régionalistes et après avoir construit notre propre « boîte à outils » pour l'analyse de l'Alliance, nous avons recensé les organisations partisans de la minorité hongroise entre 1918–1989. Nous avons enchaîné avec notre chapitre « historique » l'analyse des relations avec les partis politiques roumains, des changements programmatiques et structurels et de la vie interne de l'Alliance. Dans le chapitre pré-

cédent nous nous sommes retournés vers une mise en perspective historique de la question de l'enseignement en langue hongroise que nous avons trouvée centrale pour les années 1920–2004. Ce cheminement de notre analyse comporte tout d'abord un volet d'histoire politique de la Roumanie.<sup>2184</sup> Ce volet nous a semblé important tant pour notre démarche en général que pour notre essai de combler une lacune dans la littérature.

Dans ce chapitre nous avons groupé nos hypothèses autour de trois grands sujets qui nous permettent d'ordonner mieux nos conclusions. Nous synthétisons d'abord notre savoir sur la représentation politique de la minorité hongroise entre 1920–2004. Ensuite, nous résumons les caractéristiques de l'Alliance. Enfin, nous réunissons nos conclusions théoriques.

(1) Au début de notre dissertation nous avons formulé deux hypothèses qui peuvent être groupées autour du sujet plus général de la représentation politique de la minorité hongroise entre 1920–2004. D'une part, dans notre hypothèse génétique<sup>2185</sup> nous nous sommes proposé de vérifier si c'est la logique du clivage centre/périphérie ou celle d'une société divisée selon les lignes ethniques qui explique mieux l'émergence des organisations partisans hongroises. D'autre part, nous avons voulu comprendre les changements des buts du Parti hongrois et de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie en matière de l'enseignement en langue hongroise.<sup>2186</sup> Cette approche sectorielle, cette comparaison, nous a paru importante étant donné la centralité des revendications liée à l'enseignement en langue hongroise dans tout l'intervalle de 1920 à 2004.

Nous considérons que deux facteurs ont eu un rôle essentiel dans l'émergence des partis hongrois d'après la Première Guerre mondiale. Premièrement, parmi les Hongrois qui sont restés en Transylvanie/Roumanie après la Première Guerre mondiale il y avait une élite qui avait une culture politique, celle de la génération 'des Hongrois abandonnés'. Deuxièmement, il y avait un État roumain centralisateur qui construisait l'État-nation roumain. Ces organisations partisans sont la conséquence du « démantèlement des empires de l'Europe centrale en 1918 ».<sup>2187</sup>

Dans le cas de l'Alliance nationale des ouvriers hongrois, puis de l'Alliance populaire hongroise, nous avons vu les raisons complexes de leur émergence: l'existence d'un courant de gauche appelé la génération de « l'homme minoritaire », le parti

<sup>2184</sup> Nous avons étudiée cette histoire politique de la Roumanie de la perspective de la représentation politique de la minorité hongroise.

<sup>2185</sup> Voir notre première hypothèse dans notre chapitre introductif.

<sup>2186</sup> Voir notre cinquième hypothèse dans notre chapitre introductif.

<sup>2187</sup> URWIN, Derek, Harbinger, « Fossil or Fleabite? 'Regionalism' and the West European Party Mosaic », pp.221–257 in DAALDER, Hans, MAIR, Peter (eds), *Western European Party Systems, Continuity & Change*, Sage Publications, 1983, p.241.

communiste qui a dû gérer la question de l'existence d'une minorité nombreuse sur le territoire de la Roumanie.

Les facteurs qui influencent l'émergence de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie en 1989 puisent leurs racines dans la période antérieure (1920–1989) et ils ressemblent à ceux du Parti national hongrois. D'abord, nous avons constaté l'existence de la quatrième et de la cinquième génération d'élite hongroise qui a eu une expérience dans les structures du régime communiste, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur du champ politique. Ensuite, nous avons identifié le national-communisme qui valorisait l'identité roumaine et essayait d'assimiler une communauté avec la conscience de son identité et de sa forte différence.

Nous pouvons ainsi recenser un set de facteurs qui ont, à notre avis, influencé l'émergence des organisations partisans de la minorité hongroise de Roumanie. Ces facteurs ont été: la forte identité hongroise, la guerre, l'État roumain, l'expérience politique antérieure, la dynamique de la vie interne de Roumanie. Nous devons toutefois souligner que ces facteurs agissent d'une manière différente aux différents moments de l'histoire.

Nous avons montré les difficultés de l'application de la théorie des clivages de Rokkan en Roumanie. Nous avons également vu les causes de l'émergence des partis hongrois. Par conséquent, il nous semble que l'émergence des organisations partisans de la minorité hongroise de Roumanie peut être mieux expliquée par l'existence des lignes ethniques qui divisent la société en Roumanie.

Nous avons identifié certains éléments historiques communs et différents dans 'l'histoire' et les agissements de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie, l'Alliance populaire hongroise et du Parti hongrois. Nous sommes en même temps consciente qu'à ce stade des recherches, nous n'avons pas pu établir une filiation directe et acceptée ou une revendication de continuité entre ces trois organisations.

Nous avons pu observer que la nécessité pratique d'avoir un bureau dans la capitale de la Roumanie et un bureau/siège dans la région habitée par les Hongrois s'est manifestée pendant la période de l'entre-deux-guerres ainsi que pendant les années d'après 1990.<sup>2188</sup>

<sup>2188</sup> Nous avons trouvé deux villes, Cluj-Napoca et București, où des sièges de ces trois organisations ont fonctionné. Pour le Parti hongrois, le siège central était à Cluj-Napoca, mais un bureau du parti fonctionnait auprès du groupe parlementaire à București. Pour une brève période, l'Alliance populaire hongroise a eu son siège à Brașov. (Le siège de l'Alliance des ouvriers hongrois de Roumanie a eu son siège dans cette ville surtout à cause du grand nombre des ouvriers hongrois qui s'y trouvaient. LÖNHART, Tamás, *Uniunea Populară Maghiară în anii instaurării comunismului în România*, p.158.) Puis, après son premier congrès, il a été transféré à Cluj-Napoca et à București en 1947 (c'est le début de la période quand l'Alliance populaire hongroise ne fonctionne plus). En ce qui concerne l'Alliance, nous avons vu qu'il y avait trois villes où nous retrouvions des sièges: celui de la Présidence exécutive à Cluj-Napoca, celui de l'Alliance à București et le bureau du

Nos études ont révélé que la demande d'avoir un enseignement en langue hongroise dès la maternelle jusqu'à l'université a été un thème central tant du programme du Parti hongrois, que de celui de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie. Cette revendication a été exprimée d'une certaine manière pendant le régime communiste aussi.<sup>2189</sup> Les différences dans le traitement de cette revendication sont dues surtout aux caractéristiques distinctes des régimes politiques.<sup>2190</sup>

Un autre sujet abordé parmi les revendications du Parti hongrois et de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie a été l'autonomie. La question de l'autonomie des territoires habités majoritairement par les Hongrois, ou l'autonomie de la Transylvanie a été présente sous différentes formes sous le régime communiste aussi. Dans l'avenir, une des pistes de recherche possibles sera la comparaison de la gestion de la question de l'autonomie par l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie, par l'Alliance populaire hongroise et par le Parti hongrois.

Un autre élément commun dans le travail du Parti hongrois et de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie a été l'utilisation du droit international et des décisions d'Alba Iulia comme arguments en faveur de leurs revendications. Le Parti hongrois et l'ADHR ont utilisé différentes réglementations internationales, ce qui s'explique par le développement du droit international dans la matière et par le changement du contexte international<sup>2191</sup>. Cette utilisation du droit pourrait être expliquée en partie par le fait que, parmi les personnes qui ont été parlementaires des deux organisations, un pourcentage significatif était constitué de juristes et d'avocats<sup>2192</sup>.

Nous avons identifié une constante dans les discours du Parti hongrois, de l'Alliance populaire hongroise et de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie: la représentation, l'intégration de tous les Hongrois dans une seule organisation.

Dans le cas de l'Alliance populaire hongroise, les raisons sont plus évidentes car la stratégie du front mené par le parti communiste demandait d'englober tout le

---

président à Târgu-Mureș. Nous avons également vu dans notre chapitre sur la structure de l'Alliance, qu'au cours des années, la ville de Târgu-Mureș a gagné en importance graduellement.

<sup>2189</sup> Voir par exemple la réunion du Conseil des ouvriers hongrois d'avril 1974 lorsque l'ex recteur de l'Université Bolyai a recensé les doléances des Hongrois liées à la situation de l'enseignement en langue hongroise ou la lettre de Takács Lajos de 1978.

<sup>2190</sup> Par exemple, l'accent sur l'enseignement ecclésiastique pendant l'entre-deux-guerres. Voir notre chapitre « historique » et celui sur l'enseignement en langue hongroise.

<sup>2191</sup> Par exemple, la relevance du traité des minorités signé par la Roumanie après la Première Guerre mondiale a été moindre en 1995 quand il y avait d'autres réglementations plus favorables aux minorités.

<sup>2192</sup> Dans le cas du Parti hongrois, environ 60%, tandis que dans le cas de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie, environ 20%. Voir notre chapitre 'historique' et sur la structure de l'Alliance.



monde dans la même organisation.<sup>2193</sup> Dans le cas du Parti hongrois, nous avons vu que c'était cette forme d'organisation de la minorité qui a été imposée par les autorités roumaines. En ce qui concerne l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie il nous semble que plusieurs facteurs ont joué un rôle déterminant: les générations des élites qui ont été socialisées dans cette nécessité d'unité, l'acceptation de l'ADHR comme partenaire de discussion par toutes les parties intéressées, les lois sur les élections parlementaires.

Nous ajoutons à cela que les dirigeants des Églises hongroises ont eu leur place dans la structure de ces trois organisations. Dans le cas du Parti hongrois les évêques hongrois qui étaient des sénateurs étaient des membres de droit de la commission d'administration<sup>2194</sup> aussi. Le groupe d'initiative de l'Alliance populaire hongroise comprenait les dirigeants des Églises hongroises<sup>2195</sup>, et les « dirigeants des Églises ont été cooptés dans les présidences des organisations locales ».<sup>2196</sup> Dans l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie les dirigeants des Églises font partie du Conseil de conciliation de l'Alliance. Il nous semble toutefois que le sujet des liens entre les Églises hongroises et les organisations qui ont représenté la minorité hongroise doit être analysé dans les recherches suivantes.

En ce qui concerne le nombre des membres, nous n'avons pas retrouvé de données pour le Parti hongrois. Par contre, l'Alliance populaire hongroise a eu environ 450.000 membres<sup>2197</sup> en 1945, tandis que le nombre des membres de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie a été de 410.000 en 1997.<sup>2198</sup>

Nous avons catégorisé le Parti hongrois comme un parti cadre et l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie comme organisation qui se trouve entre un parti de masse et un parti de cadre moderne. Mais au centre des deux organisations s'est trouvée la représentation des intérêts de la minorité hongroise de Roumanie; on a voulu représenter exclusivement l'ethnie hongroise. Par contre, l'Alliance popu-

<sup>2193</sup> Celui-là n'est pas la seule raison de cette unité. Une autre hypothèse que des recherches à venir pourront vérifier c'est la nécessité de former un groupe uni dans 'en face des Roumains'.

<sup>2194</sup> Dû aux réglementations électorales, cela a été l'évêque réformé.

<sup>2195</sup> Le groupe qui était en charge d'organiser le premier congrès de l'Alliance. LÖNHÁRT, Tamás, op.cit., p.210.

<sup>2196</sup> LÖNHÁRT, Tamás, op.cit., p.213. Mais la question est plus complexe car, après que l'État roumain ait rompu le concordat avec le Vatican, l'Alliance populaire hongroise a commencé une campagne contre l'Église catholique. Ibidem. P.410.

<sup>2197</sup> LÖNHÁRT, Tamás, op.cit., pp.249–250.

<sup>2198</sup> Le Parti hongrois a eu trois présidents en seize années d'existence: le premier est mort tandis qu'il était encore président (Jósika Samu 1922–1923); le deuxième a été président entre 1923–1926 (Il s'agit d'Ugron István), le troisième entre 1926–1938 (Bethlen György). L'Alliance populaire hongroise a eu deux présidents dans sept années (Kurkó Gyárfás entre 1944–1947 et Kacsó Sándor entre 1947–1953), tandis que l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie a eu deux présidents en quatorze années (Domokos Géza entre 1990–1993 et Markó Béla après 1993, il est encore président en juillet 2006).

laire hongroise, qui ressemble à ce stade des recherches à un parti de masse, a représenté « ce qu'il considéré les intérêts réelles de la communauté dans le cadre de la politique de la Roumanie concernant la minorité hongroise ». <sup>2199</sup>

(2) Dans notre chapitre introductif nous avons formulé cinq hypothèses sur l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie. Une de ces hypothèses concernait la question de l'autonomie <sup>2200</sup>, deux la structure de l'Alliance <sup>2201</sup> et deux les rapports entre l'Alliance et le système partisan roumain <sup>2202</sup>.

Nous avons analysé trois volets différents de la question de l'autonomie: l'autonomie dans les relations entre l'Alliance et les partis roumains, l'autonomie dans les programmes de l'Alliance, l'autonomie dans les débats internes de l'Alliance. Par conséquent, nous avons constaté que la demande d'autonomie est seulement une des revendications de l'Alliance. Il est difficile de faire une hiérarchie entre les différents buts de l'ADHR comme l'enseignement en langue hongroise, l'autonomie, l'utilisation de la langue dans la justice et dans l'administration publique. Nous pourrions plutôt affirmer qu'entre les trois buts mentionnés, celui de l'autonomie est plus visible au niveau de la Roumanie et il soulève plus d'interrogations car il questionne la construction de la Roumanie comme État-national unitaire.

Notre hypothèse auxiliaire conformément à laquelle la visibilité de la demande d'autonomie est fortement influencée par la place occupée par l'Alliance dans le système politique roumain doit être nuancée suite à nos analyses. Nous pensons que la visibilité de la question d'autonomie est influencée par la place de l'Alliance dans le système politique, mais également par les organisations s'opposant à l'Alliance. Une fois au gouvernement, la situation de l'Alliance est plus délicate car l'autonomie territoriale ou culturelle est difficilement acceptable par les partis roumains, tandis que l'attente de leur réalisation est plus grande parmi les électeurs potentiels de l'ADHR. Par contre, les organisations hongroises qui s'opposent à l'Alliance se sont fixé comme but central l'obtention de l'autonomie. En même temps, ces organisations reprochent à l'Alliance que tout en étant au gouvernement, au pouvoir, elle n'a rien fait pour l'obtention de l'autonomie.

De plus, ces organisations ont une plus grande liberté de mouvement que l'Alliance. <sup>2203</sup> Tout cela contraint l'Alliance de réagir et, par conséquent, l'autonomie gagne encore plus de visibilité.

<sup>2199</sup> BARDI, Nándor, *A romániai magyar elit generációs csoportjainak integrációs viszonyrendszere (1918–1989)*, manuscrit, p.20.

<sup>2200</sup> Voir la quatrième hypothèse dans notre chapitre introductif.

<sup>2201</sup> Voir la sixième et la septième hypothèse dans notre chapitre introductif.

<sup>2202</sup> Voir la huitième et neuvième hypothèse dans notre chapitre introductif.

<sup>2203</sup> Il faut ajouter qu'il y a eu différents événements en 2005–2006 qui nous font penser que les partis politiques roumains et le président essayaient de jouer sur les dissensions visibles existant entre

Au cours de nos chapitres précédents nous sommes arrivée à trois conclusions<sup>2204</sup> en ce qui concerne la structure de l'Alliance. D'abord, nous avons montré que du point de vue organisationnel, l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie se retrouve entre un parti de masse et un parti de cadre moderne. Ensuite, conformément à la définition donnée par Janda nous avons encadré l'Alliance parmi les organisations où « le leadership est collectivement centralisé dans un groupe de plus de cinq leaders »<sup>2205</sup>. Enfin, il nous semble que le factionnalisme que nous avons pu déceler à l'intérieur de l'Alliance est un factionnalisme stratégique ou tactique, dans les termes de Janda, tout en ayant des accents sur les différences idéologiques aussi.

Notre hypothèse selon laquelle l'Alliance s'est concentrée sur sa vie interne avant son entrée au gouvernement<sup>2206</sup> se trouve confirmée par deux arguments. D'une part, l'architecture de l'organisation de l'Alliance a été imaginée avant 1993 et même si elle a souffert des changements on n'a pas mis en causes les traits principaux de la structure. D'autre part, la grande majorité des projets d'autonomie ont été écrits avant 1995.

Toutefois, il nous semble qu'il faut se méfier d'une explication causale. Il ne faut pas non plus oublier que l'Alliance est née en décembre 1989 et qu'elle n'a pas eu la possibilité d'arriver au pouvoir avant 1996. Il n'est pas surprenant que pendant les premières années, l'accent a été mis sur l'organisation de soi-même.

En ce qui concerne la participation aux coalitions gouvernementales, nous pensons que nos analyses soutiennent les différentes théories étudiées dans notre chapitre théorique. L'inclusion de l'Alliance dans la coalition gouvernementale en 1996 ainsi que les protocoles signés avec elle ont aidé à transmettre, aux yeux des pays occidentaux, une image positive du gouvernement roumain. De plus, cela montrait que dans un pays que l'Europe occidentale considère comme balkanique, ayant une minorité significative, il n'y avait pas de problèmes qui auraient pu déstabiliser le pays ou qui n'auraient pas pu être résolus dans le cadre d'un État de droit démocratique. Nos analyses soutiennent aussi qu'il y a eu une tendance au déclin électoral de l'Alliance suite à la participation au gouvernement.

(3) Nous avons formulé deux hypothèses liées aux théories étudiées dans notre deuxième chapitre et les réponses que nous leur donnons pourront enrichir la théorie

---

l'Alliance et les autres organisations hongroises. Par exemple, la visite du président Traian Băsescu à Odorheiu-Secuiesc où le maire est le président du parti le plus important qui s'opposait à l'Alliance et le parti qui a inscrit dans son statut l'autonomie.

<sup>2204</sup> Liées avec nos hypothèses du début.

<sup>2205</sup> JANDA, Kenneth, *Political Parties: A Cross-National Survey*, New York: The Free Press, 1980, pp.116–117.

<sup>2206</sup> Surtout aux moments où elle n'a pas été véritablement acceptée par les partis politiques roumains. Voir la huitième hypothèse dans notre chapitre introductif.

des partis politiques. Premièrement, dans notre hypothèse instrumentale nous avons voulu vérifier si le parti politique représentant la minorité hongroise « peut être conçu comme une interface entre les conflits nationaux et internationaux dans lesquels la minorité est engagée ».<sup>2207</sup>

Nous sommes d'accord avec Antoine Roger sur le fait que la théorie de Rokkan n'explique pas à elle seule l'émergence de l'Alliance démocrate hongroise en Roumanie. Par contre, dans le cas de l'Alliance, nous ne pouvons pas souscrire à la théorie de Roger pour qui « les partis politiques ethniques ne servent pas à institutionnaliser un conflit interne mais à articuler les scènes internes et externes ».<sup>2208</sup> Nos analyses démontrent que même si les influences externes<sup>2209</sup> sont importantes, le conflit qui déclenche l'émergence d'un parti est essentiellement interne. Nous sommes d'accord avec Antoine Roger quand il accentue l'importance de la situation économique du pays-mère. Toutefois, nous pensons que la différence entre les différentes fractions ne réside pas dans la relation qu'elles veulent établir avec le pays-mère; elle réside plutôt dans la stratégie qu'elles emploient pour atteindre leur but.<sup>2210</sup> Nous avons vu que l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie est influencée par: les acteurs politiques de la Hongrie, les organisations internationales et les gouvernements des pays de l'UE, les partis politiques et le gouvernement roumain. Nous sommes consciente que ces différentes influences agissent sur l'Alliance, mais il ne nous semble pas que l'Alliance puisse être appréhendée comme une interface entre des conflits internes et externes.

Deuxièmement, nous nous sommes proposé<sup>2211</sup> d'examiner si on peut appréhender l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie à travers les définitions des partis ethnorégionalistes, autonomistes ou ethniques. C'est dans le cas de cette hypothèse que la vérification et la formulation des conclusions nous ont posé le plus de problèmes. Nous pouvons intégrer l'Alliance dans les définitions des partis ethniques données par Horowitz ou Chandra. Mais, de la même manière, nous identifions

<sup>2207</sup> ROGER, Antoine, « Economic Development and Positioning of Ethnical Political Parties: Comparing Post Communist Bulgaria and Romania », *Southeast European Politics*, 2002, vol.3, p.27. Voir notre deuxième hypothèse dans le chapitre introductif.

<sup>2208</sup> ROGER, Antoine, op.cit., p.27.

<sup>2209</sup> Les pays de l'Europe occidentale, les organisations nationales, le pays-mère.

<sup>2210</sup> Il est vrai que les dirigeants de la fraction qui a été identifiée par Roger comme la 'fraction qui regarde vers l'extérieur' ont eu de meilleures relations personnelles avec le FIDESZ que le groupe dominant l'Alliance qui est identifié par Roger comme 'la fraction qui regarde vers l'intérieur'. Cette meilleure relation est due aux questions générationnelles aussi. Seulement, cela ne signifie pas à notre avis que l'importance des liens avec la Hongrie est moins importante pour l'une ou l'autre fraction. Par contre, comme nous l'avons vu dans notre chapitre sur la vie interne de l'Alliance, il y a une différence de stratégies entre les deux (dans notre lecture il s'agissait du Groupe réformateur et du groupe dominant de l'Alliance).

<sup>2211</sup> Dans la troisième hypothèse que nous avons défini dans notre chapitre introductif.

dans le cas de l'Alliance une division territoriale sous-nationale et une population culturellement distincte, avec une identité de groupe exclusif telle que revendiquée par les partis ethnorégionalistes définis par Lieven De Winter. Par contre, nous avons vu que l'Alliance ne veut pas représenter les intérêts de sa région, son but principal étant la représentation des Hongrois, du groupe. Nous pourrions plutôt affirmer que les éléments de régionalisation, de défense de la Transylvanie sont subordonnés et apparaissent dans la mesure où ils peuvent soutenir les revendications ethniques. De plus, nous pouvons dire que les trois caractéristiques par lesquelles Seiler définit les partis autonomistes se retrouvent dans le cas de l'Alliance.<sup>2212</sup>

Par contre nous avons conclu dans notre partie théorique que les partis ethniques définis par Horowitz ou Chandra ne peuvent pas être intégrés dans les définitions des partis ethnorégionalistes, autonomistes.<sup>2213</sup> Nous avons également vu que les partis des minorités ethniques sont intégrés par les politistes respectifs parmi les partis ethnorégionalistes et autonomistes.

Nous avons observé lors des chapitres précédents que la plupart des éléments théoriques des partis ethnorégionalistes, autonomistes et ethniques sont utiles dans l'analyse de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie.

Une des explications possibles est basée sur les différences entre les expériences qui ont généré différents modèles: l'Europe occidentale, pour la plupart des auteurs théorisant les partis ethnorégionalistes et autonomistes, les pays d'Afrique, l'Asie et le Canada pour la plupart des auteurs théorisant les partis ethniques. Nous pensons que des études systématiques des comparaisons entre les partis des minorités nationales, mais également des comparaisons entre les partis de l'Europe occidentale, l'Europe ex-communiste, le Canada et l'Afrique pourraient faire avancer cette question.

Nos analyses ont confirmé que l'Alliance est une organisation à deux facettes: celle de mouvement ethnique d'une part et celle de parti d'autre part. Nous considérons que la facette « parti » est devenue dominante au cours des années, fait démontré entre autres par les changements structuraux de l'Alliance, par la professionnalisation graduelle des dirigeants, des parlementaires et par le fait que la plupart des hommes de lettres ont quitté leur position dans l'Alliance<sup>2214</sup>. Cette consolidation et fortification du côté « parti » de l'Alliance est due, à notre avis, à la participation de l'Alliance aux élections, au pouvoir et à la vie politique.

À l'aide de nos hypothèses, nous avons relié dans ce chapitre nos conclusions des différents sous-chapitres et chapitres précédents. Nous pouvons conclure que

<sup>2212</sup> Mais, comme dans le cas précédent, nous ne pouvons que répéter qu'il nous semble que la théorie des clivages n'explique pas à elle seule l'émergence de l'Alliance.

<sup>2213</sup> Principalement, car une des caractéristiques des dernières est l'espace donné.

<sup>2214</sup> Nous estimons que ce processus est fini en 1993, mais c'est une piste de recherche à découvrir dans l'avenir.

L'Alliance démocrate hongroise de Roumanie est une organisation politique pragmatique, que l'idéologie des ses partenaires n'est pas significative. À part le parti de la Grande Roumanie avec qui une alliance est impensable, l'Alliance a eu des accords de collaboration<sup>2215</sup> avec le Parti national libéral, le Parti démocrate, le Parti social-démocrate, la Convention démocratique. L'Alliance a gagné la légitimité, elle est devenue un partenaire acceptable pour la plupart des partis politiques roumains, elle a atteint certains de ces buts. Par contre, les possibilités de l'Alliance sont influencées, d'une part, par le fait que pour les Roumains l'État est « l'idéal messianique, unitaire et indivisible d'une communauté nationale »<sup>2216</sup>, d'autre part, selon Daniel Barbu, par « les politiciens roumains [...] obligés d'être des adeptes inconditionnés de 'l'unité nationale' ».<sup>2217</sup>

Il y a une ambiguïté entre l'utilisation des voix des parlementaires de l'Alliance et les réticences des partenaires de l'Alliance envers la décentralisation, l'enseignement en langue hongroise, l'autonomie. Nous pensons tout de même que l'Alliance est devenue une présence habituelle, normale, de la vie politique roumaine. Cela montre que la vie politique roumaine s'est adaptée mieux aux règles du jeu démocratique que les pronostics sur une deuxième Yougoslavie faits au début des années '90.

Nous pensons qu'il reste encore à réaliser un énorme travail de défrichage du sujet de la représentation politique de la minorité hongroise de Roumanie. Une telle démarche pourrait ouvrir de nouvelles pistes exploratoires dans les domaines des théories des partis politiques et des études sur les minorités nationales des pays ex-communistes. Nous identifions trois directions de recherches. D'abord, un changement de perspective: des recherches sur les politiques des différents gouvernements envers leurs minorités nationales. Ensuite, des recherches qui se concentreraient sur les changements dans les relations hongroiso-hongrois, sur les acteurs de la vie politique hongroise et les partis des minorités hongroises. Enfin, une comparaison entre les partis politiques roumains et l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie ainsi que des comparaisons entre l'Alliance et les partis ethnorégionalistes de l'Europe occidentale fera certainement avancer notre savoir.

<sup>2215</sup> Gouvernementale ou parlementaire (voir les protocoles avec le PSD).

<sup>2216</sup> BARBU, Daniel, *Republica absentă*, Nemira, 1999, p.141.

<sup>2217</sup> « Tous ceux qui semblent déranger cette unité harmonieuse (les Hongrois, les officiers qui ont milité pour la réforme de l'armée, les gréco-catholiques, les néo-protestants, les homosexuelles, etc.) sont soit ignorés, soit critiqués, soit marginalisés, soit simplement réprimés ». BARBU, Daniel, op.cit., p.201.

## ANNEXES

### Chapitre 3

#### Le taux des Roumains, des Hongrois, des Allemands et des Juifs en Transylvanie<sup>2218</sup>

	Roumains	Hongrois	Allemands	Juifs
1869 lm	59.0	25.0	11.9	–
1890 lm	55.9	27.2	12.5	–
1900 lm	55.1	29.6	11.9	–
1910 lm	53.8	31.6	10.8	–
1930 n	57.8	24.4	9.8	3.2

#### Le taux des différentes religions en Transylvanie<sup>2219</sup>

	Orthodoxes	Gréco-catholiques	Catholiques	Réformés	Evangeliques	Israélites
1869	38.2	23.6	16.9	12.3	5.5	2.1
1890	35.9	23.5	18.2	12.7	5.3	2.9
1900	35	23.4	18.8	13	5.2	3.3
1910	34.4	23.6	18.8	13.3	5	3.5
1930	34.8	24.9	17.1	12.6	5	3.5

#### Le taux des Roumains, des Hongrois, des Allemands et des Juifs qui vivaient dans les villes<sup>2220</sup>

	Roumains	Hongrois	Allemands	Juifs
1900 lm	3.89%	23.74%	17.37%	-
1910 lm	4.53%	30.78%	18.03%	-
1930 n	10.56%	27.05%	23.42%	22.88%

<sup>2218</sup> Lm signifie « selon la langue maternelle », tandis que n signifie selon « la nationalité ». VARGA E., Árpád, *Fejezetek a jelenkori Erdély népesedéstörténetéből*, Püski kiadó, 1998, p.373.

<sup>2219</sup> VARGA E., Árpád, *Fejezetek a jelenkori Erdély...*, op.cit., p.385.

<sup>2220</sup> Lm signifie « selon la langue maternelle » tandis que n signifie « selon la nationalité ». Sur la base des tableaux de VARGA E., Árpád, *Fejezetek a jelenkori Erdély...*, op.cit., p.192 et p.364.

## Chapitre 4.1. Introduction

Nous pouvons segmenter la période à laquelle nous nous intéressons selon plusieurs critères. D'une part, nous pouvons utiliser les grands événements de l'histoire de la Roumanie dont on peut déceler cinq intervalles distincts. Le premier, s'étend de novembre 1918, quand, selon Renouvin, « l'empire austro-hongrois n'existe plus » (RENOUVIN, Pierre, *Primul război mondial*, Corint, p.133) jusqu'au quatre juin 1920, date de la signature du traité de paix de la Hongrie à Trianon qui a consacré l'appartenance de la Transylvanie à la Roumanie. La deuxième période s'étend de 1920 jusqu'à l'arbitrage de Vienne, le 30 août 1940, quand les ministres des affaires étrangères de l'Allemagne et de l'Italie « ont convoqué les représentants de la Hongrie et de la Roumanie à Vienne et ont imposé à la Roumanie la signature d'un document selon lequel celle-ci était contrainte de céder à la Hongrie le nord-ouest de la Transylvanie ». (SCURTU, Ioan, BUZATU, Gheorghe, *Istoria Românilor în Secolul XX (1918–1948)*, Paideia, 1999, p.379). La troisième comprend les années 1940–1944 quand l'arbitrage de Vienne est valable. La quatrième s'étend entre 1944 et 30 décembre 1947 quand le roi Michel de Roumanie est forcé d'abdiquer et commence la cinquième période, celle du D'autre part, on pourrait définir les périodes d'analyse selon des critères liés aux Hongrois de Roumanie. L'historien Bárdi Nándor suggère des périodes selon « les réponses institutionnelles données aux changements des systèmes des relations externes ». (BARDI, Nándor, Tény és való, *A budapesti kormányzatok és a határon túli magyarság kapcsolattörténete*, Problémakatalógus, Kalligram, 2004, p.40 ).

Dans ce cas on retrouve quatre périodes avec leurs sous-intervalles suivants (J'ai traduit la périodisation de Bardi qui se trouve en BARDI, Nándor, op.cit., pp.38–57):

Période	Sous périodes
l'entre deux guerres	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 1918–1920: le changement étatique</li> <li>- 1920–1922: le démarrage d'auto-organisation de la minorité hongroise, l'Alliance hongroise, le Parti hongrois</li> <li>- 1922–1926: la politique des pactes</li> <li>- 1927: la formation du Bloc minoritaire</li> <li>- 1928–1938: la politisation autonome</li> <li>- 1938–1940: l'intégration dans la dictature royale</li> </ul>
1940–1944	<ul style="list-style-type: none"> <li>- pour une partie des Hongrois de Roumanie, l'appartenance à la Hongrie</li> <li>- pour l'autre partie des Hongrois, l'appartenance à la Roumanie</li> </ul>
1944–1989	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 1944–1948: le rétrécissement des alternatives</li> <li>- 1949–1952: l'institutionnalisation du socialisme</li> <li>- 1952–1959: la création de la Région autonome hongroise jusqu'à l'unification des Universités Babes et Bolyai</li> <li>- 1965–1972: la légitimation de Ceausescu: la création des institutions minoritaires</li> <li>- 1972–1989: la politique d'assimilation de Ceausescu</li> </ul>



Comme le mentionne l’auteur, c’est une périodisation « de l’histoire des Hongrois de Roumanie ». (BARDI, Nándor, op.cit., p.38). On peut observer que de cette manière on a obtenu les mêmes grandes périodes. Dans son livre *Vingt ans, l’histoire politique des Hongrois de Transylvanie du 1 décembre 1918 jusqu’à 30 août 1940* MIKO, Imre périodise comme suit: « 1918–1922: de la passivité politique jusqu’à l’Alliance hongroise; 1922–1928: le Parti hongrois et les pactes politiques; 1928–1933: le Parti hongrois sur la voie de l’indépendance; 1933–1938: les Hongrois de Transylvanie dans les feux croisés des luttes révisionnistes; 1938–1940: la Roumanie féodale et la Communauté des peuples hongrois ». (Ce sont les chapitres de son livre MIKO, Imre, op.cit., 324–325).

## Chapitre 5

### Les principales minorités d’Europe

Ethnie	Nombre absolu	Pourcentage par rapport à la nation-mère
Albanais	2.055.000	42.7
Hongrois	3.455.000	32.9
Serbes	2.020.000	24.6
Croates	985.000	22.0
Polonais	2.080.000	6.0
Bulgares	400.000	5.2
Suédois	360.000	4.3
Allemands	1.860.000	2.2
Ukrainiens	956.000	1.8
Russes	25.500.000	1.2
Turcs	805.000	0.01

Source: Rosière, Stéphane, Les minorités magyares d’Europe centrale. Eléments pour une géopolitique de la Hongrie et du bassin des Carpates, Thèse de doctorat, Université Paris VIII, 1994, p.996 cité in: Pataki Gábor Zsolt, Les minorités nationales d’Europe centrale: Dynamiques politiques et solidarités culturelles, Étude de cas: les minorités hongroises, mémoire de recherche, 1995, p.11.

**Répartition des minorités hongroises dans les pays voisins  
(Selon les recensements officiels, nombres absolus)**

Pays	Hongrois	Année du recensement	% dans le pays	% du total des Hongrois
Roumanie	1.620.199	1992	7.1	12.30
Slovaquie	567.296	1991	10.8	4.30
Ex-Yougoslavie	426.866	1981	1.5	3.24
- Serbie	385.356	1981	3.93	2.92
- Croatie	25.439	1981	0.53	0.19
- Slovénie	9.496	1981	0.48	0.07
Ukraine	163.111	1989	0.31	1.23
Autriche	33.459	1981	0.44	0.25
Total	2.664.104			21.4

Pataki Gábor Zsolt, Les minorités nationales d'Europe centrale: Dynamiques politiques et solidarités culturelles, Étude de cas: les minorités hongroises, mémoire de recherche, 1995, p.6.

**Lapopulation de la Roumanie aux recensements**

	1992 %	2002 %
Roumains	89.47	89.48
Hongrois	7.12	6.60
Roms	1.76	2.47
Allemands	0.52	0.28
Autres	1.12	1.17

**La population  
de la Transylvanie au recensement de 2002**

	%
Roumains	74.69
Hongrois	19.60
Roms	3.39
Allemands	0.73
Autres	1.61

**La diminution du nombre de la population de Roumanie  
entre les deux recensements (2002/1992)**

Départements	Total	Roumains	Hongrois	Roms <sup>2221</sup>	Allemands
Alba	7.53%	7.21%	16.48%	-12.99%	59.57%
Arad	5.30%	3.35%	19.21%	-32.56%	48.34%
Bihor	6.04%	4.85%	14.24%	-38.05%	26.99%
Bistrița-Năsăud	4.64%	4.83%	13.03%	-23.89%	30.71%
Brașov	8.43%	7.04%	19.83%	-17.30%	56.08%
Caraș-Severin	11.46%	9.73%	26.05%	-1.77%	48.48%
Cluj	4.56%	2.34%	16.34%	-21.43%	32.91%
Covasna	4.63%	5.12%	6.46%	-126.16%	21.43%
Harghita	6.35%	6.29%	6.46%	-0.21%	29.65%
Hunedoara	11.36%	10.52%	25.00%	-22.34%	46.70%
Maramureș	5.55%	4.47%	15.67%	-33.01%	41.10%
Mureș	4.79%	2.57%	9.65%	-16.17%	55.43%
Satu-Mare	8.36%	7.87%	7.93%	-37.21%	55.29%
Sălaj	7.04%	8.25%	9.48%	-35.99%	30.14%
Sibiu	6.88%	3.81%	20.53%	8.57%	61.72%
Timiș	3.16%	-0.79%	19.58%	-8.41%	46.96%
Transylvanie	6.49%	5.11%	11.73%	-20.63%	51.31%
Roumanie	4.95%	4.94%	11.89%	-33.42%	49.97%

<sup>2221</sup> On peut observer que le nombre des Roms a beaucoup grandit. Cela peut être la conséquence aussi du fait que plus de Roms se déclarent comme tel.

**Le pourcentage des classes d'âge selon le recensement de 1992**

Classes d'âge	Total	Roumains	Hongrois	Roms	Allemands
0–4	7.07%	7.04%	5.74%	15.43%	4.39%
5–9	7.25%	7.26%	5.96%	13.13%	4.57%
10–14	8.39%	8.41%	7.45%	12.85%	5.61%
15–19	8.40%	8.39%	7.99%	11.71%	6.20%
20–24	8.95%	9.01%	8.41%	9.63%	6.81%
25–29	5.51%	5.53%	5.17%	6.06%	4.12%
30–34	6.78%	6.84%	6.17%	6.44%	5.26%
35–39	7.51%	7.55%	7.46%	6.02%	6.49%
40–44	6.70%	6.74%	6.77%	4.68%	4.99%
45–49	5.15%	5.07%	6.56%	3.04%	5.70%
50–54	5.91%	5.90%	6.50%	3.07%	8.66%
55–59	5.98%	6.00%	6.17%	2.88%	8.83%
60–64	5.40%	5.39%	6.01%	2.22%	8.85%
65–69	4.51%	4.50%	5.14%	1.43%	6.42%
70–74	2.45%	2.39%	3.34%	0.66%	4.42%
75–79	2.08%	2.07%	2.48%	0.42%	3.74%
80–84	1.33%	1.30%	1.83%	0.23%	3.14%
85–89	0.49%	0.48%	0.67%	0.06%	1.36%
90–94	0.11%	0.11%	0.15%	0.02%	0.40%
95–99	0.01%	0.01%	0.02%	0.00%	0.05%
plus de 100	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%

## Chapitre 6.4. Conclusions provisoires

Au cours de nos recherches, on a posé la question si on peut analyser la communauté hongroise de Roumanie par la théorie rokanienne des clivages. Nous ne le pensons pas. La théorie de Rokkan et Lipset présentée dans *Party Systems and Voter Alignments: Cross-National Perspectives* (LIPSET, Seymour Martin, ROKKAN, Stein, *Party Systems and Voter Alignment: Cross-National Perspectives*, The Free Press, Collier-Macmillan Limited, New York, Londres, 1967) lance l'idée que le cadre d'analyse soit un État. Ce présupposé ne pose pas de problèmes si on analyse des États comme la Belgique, la France, la Roumanie, etc, mais il hypothèque la pertinence de la théorie lorsqu'il s'agit d'une communauté à l'intérieur d'un État national – dans notre cas la communauté hongroise de Roumanie. Lipset et Rokkan remarquent que « The first set of questions concerns the genesis of the system of contrasts and cleavages within the national community. ...A second group of questions focuses on the conditions for the development of a stable system of cleavages and oppositions in national political life. ...A third and final set of questions bears on the behavior of the mass of rank-and-file citizens within the resultant party systems. » (LIPSET, Seymour Martin, ROKKAN, Stein, op.cit. pp.1–2.) Toutes les recherches qui utilisent les clivages rokkaniens portent sur des pays, alors que nous étudions la minorité hongroise de Roumanie. On a vu déjà dans nos chapitres précédents que les Hongrois habitent en grande partie en Transylvanie, seulement environ 1,3 % dans le vieux Royaume de Roumanie. Nous pouvons donc conclure que la communauté hongroise de Roumanie non seulement ne rencontre pas le présupposé de la théorie Lipset-Rokkan, mais n'est pas non plus, dans son ensemble, majoritaire dans un espace bien défini. Par conséquent, l'application à la minorité hongroise des clivages centre/périphérie et État/Eglise s'avère problématique. Selon Lipset-Rokkan « At the end of the territorial axis we would find strictly local oppositions to encroachments of the aspiring or the dominant national elites and their bureaucracies: the typical reactions of peripheral regions, linguistic minorities and culturally threatened populations to the pressures of the centralizing, standardizing, and "rationalizing" machinery of the nation-state. At the end of the axis, we would find conflicts not between territorial units within the system but over the control, the organization, the goals, and the policy options of the system as a whole. These might be nothing more than direct struggles among competing elites for central power, over domestic priorities and over external strategies »( LIPSET, Seymour Martin, ROKKAN, Stein, op.cit., p.10) « *direct products of what we might call the National Revolution: the conflict between the central nation-building culture and the increasing resistance of the ethnically, linguistically, or religiously distinct subject populations in the provinces and the peripheries* » (LIPSET, Seymour Martin, ROKKAN, Stein, op.cit., p.14.). Tel que défini, ce clivage centre/périphérie n'est pas pertinent dans le cas de la communauté hongroise de Roumanie. L'application du clivage Église/État

pose des problèmes semblables. Lipset et Rokkan le définissent ainsi: « direct products of what we might call the National Revolution: the conflict between the centralizing, standardizing, and mobilizing Nation-State and the historically established corporate privileges of the Church ». (LIPSET, Seymour Martin, ROKKAN, Stein, op.cit., p.14.) Dans notre cas, le clivage est inopérant: l'État est l'État roumain, orthodoxe, tandis que l'Église de la minorité hongroise est constituée de plusieurs « Églises hongroises »: catholique et protestante.

## Chapitre 7.1. Les résultats électoraux de l'Alliance

### Le pourcentage du vote ethnique

Département	1996 corrigés	1996 sans correction	2000 corrigés
Alba	70.13%	54.14%	81.05%
Arad	59.96%	46.18%	77.97%
Bihor	80.26%	60.25%	83.23%
Bistrița-Năsăud	88.66%	66.43%	96.28%
Brașov	72.63%	59.02%	88.09%
Caraș-Severin	48.19%	38.28%	55.13%
Cluj	80.58%	64.93%	94.80%
Covasna	88.59%	74.39%	94.70%
Harghita	96.01%	83.54%	98.97%
Hunedoara	57.96%	44.32%	74.73%
Maramureș	84.18%	59.09%	90.29%
Mureș	88.87%	72.76%	92.86%
Sălaj	91.20%	73.08%	91.21%
Satu-Mare	79.80%	58.34%	101.61%
Sibiu	65.64%	55.82%	70.27%
Timiș	57.56%	45.05%	79.42%
Le taux moyen du vote ethnique	75.64%	59.73%	85.66%

### Le pourcentage du vote ethnique

Département	2000 sans correction	2004 corrigés	2004 sans correction
Alba	54.46%	84.98%	48.63%
Arad	49.32%	73.62%	40.54%
Bihor	53.71%	85.35%	48.13%
Bistrița-Năsăud	59.46%	102.65%	55.55%
Brașov	59.76%	83.81%	48.82%
Caraș-Severin	36.50%	52.14%	30.01%
Cluj	64.98%	90.12%	52.37%
Covasna	69.09%	88.39%	53.53%
Harghita	69.24%	95.37%	57.34%
Hunedoara	51.70%	74.97%	44.65%
Maramureș	53.56%	92.35%	46.67%
Mureș	65.51%	91.38%	55.15%
Sălaj	61.77%	90.92%	53.83%
Satu-Mare	54.79%	102.67%	49.72%
Sibiu	46.97%	67.20%	39.62%
Timiș	51.69%	65.72%	36.65%
Le taux moyen du vote ethnique	56.41%	83.85%	47.58%

**Nombre des voix obtenues pour la Chambre**

Département	1990	1992	1996	2000	2004
Alba	12 907	10 040	9 953	9 624	8 594
Arad	34 737	25 230	21 543	21 574	17 731
Bihor	111 145	85 221	80 838	69 320	62 117
Bistrița-Năsăud	11 858	9 163	10 514	9 157	8 554
Brașov	34 087	28 393	28 331	26 981	22 042
Caraș-Severin	3 039	3 605	2 222	1 918	1 577
Cluj	8 8126	74 216	72 633	69 323	55 866
Covasna	114 969	94 881	96 585	92 206	71 447
Harghita	191 925	163 835	171 758	147 561	122 194
Hunedoara	16 137	11 473	11 156	11 803	10 194
Maramureș	31 083	23 331	24 261	21 059	18 349
Mureș	159 181	132 871	138 562	122 474	103 103
Sălaj	39 389	31 800	34 977	30 183	26 305
Satu-Mare	83 423	62 267	59 935	56 024	50 839
Sibiu	8 088	6 177	8 052	6 370	5 374
Timiș	30 471	19 840	20 320	22 124	15685



**Nombre des voix obtenues au Sénat**

Département	1990	1992	1996	2000	2004
Alba	12 903	10 013	9 973	10 792	8 656
Arad	38 145	26 502	22 533	21 974	18 025
Bihor	115 375	88 236	82 157	67 877	63 178
Bistrița-Năsăud	11 224	9 791	9 176	8 755	8 358
Brașov	37 664	27 910	31 300	27 509	22 197
Caraș-Severin	0	2 057	2 257	2 312	1 690
Cluj	89 953	74 684	74 181	69 221	56 622
Covasna	113 946	96 657	98 641	92 521	72 067
Harghita	193 329	164 461	177 113	146 961	124 069
Hunedoara	16 224	11 543	10 577	11 595	10 095
Maramureș	32 318	27 477	25 240	22 287	18 624
Mureș	167 702	136 390	142 779	127 423	106 863
Sălaj	40 314	32 031	35 433	30 444	26 979
Satu-Mare	88013	69392	65918	56960	51765
Sibiu	0	6458	7360	7587	5636
Timiș	44174	17012	19769	23095	16217

**Les mandats de maires gagnés par l'Alliance**

Nous considérons qu'il est important d'analyser les mairies et les maires séparément. D'abord, nous avons voulu étudier s'il y a des candidats de l'Alliance qui ont gagné plusieurs fois. Ensuite, s'il y a eu des candidats indépendants qui après avoir été élus ont rejoint l'Alliance. Enfin, s'il y a eu des candidats indépendants hongrois qui ont été les rivaux des candidats de l'ADHR. Nous voulons également savoir si les communes où l'Alliance a réussies à décrocher un mandat de maire sont toujours les mêmes.

Nous n'avons pas pu faire une analyse complète parce que nous n'avons pas les noms de tous les candidats pour les quatre élections. Pour les élections de 1992, nous

ne disposons d'aucune donnée, tandis que pour celles de 1996 nous n'avons que les noms des maires gagnants de l'Alliance. Par contre, pour les élections de 2000 et 2004 nous disposons des noms des candidats ainsi que ceux des gagnants.

Deuxièmement, on ne mentionne pas la nationalité des candidats et en regardant les noms on ne peut pas être cent pour cent sûre – dans le cas des indépendants – qu'il s'agit d'un candidat hongrois. Par conséquent, nous avons analysé les candidats indépendants seulement pour les deux départements majoritairement hongrois.

L'analyse faite pour chaque département de Transylvanie nous donne les résultats suivants:

- Il y a eu trois départements sur les seize de Transylvanie où l'Alliance n'a obtenu aucun mandat de maire à aucune des élections. Ces départements sont: Caraș-Severin<sup>2222</sup>, Hunedoara<sup>2223</sup>, Sibiu<sup>2224</sup>.
- À chaque élection dans le département d'Alba<sup>2225</sup>, l'ADHR a gagné une mairie. On sait qu'en 1996, 2000 et 2004 c'est la mairie de la même commune. En plus, en 1996 et 2000 c'est le même candidat qui a gagné.
- Dans le département d'Arad<sup>2226</sup> l'Alliance a gagné trois mairies en 1992, 1996 et 2004, tandis qu'en 2000 elle a reçu quatre mandats des maires. Dans l'une des communes, le même candidat a gagné en 1996, 2000 et 2004.
- L'ADHR a gagné dans le département de Bihor<sup>2227</sup> dix-sept mairies en 1992, dix-huit en 1996, seize en 2000 et vingt-et-une en 2004. Elle a reçu à toutes les élections (celle de 1996, 2000 et 2004) un mandat de maire dans les mêmes 15 villes/communes. De ces quinze villes/communes elle a gagné dans onze deux fois avec le même candidat.
- Dans le département de Bistrița-Năsăud l'Alliance a obtenu un mandat de maire en 1996 et un en 2004 dans la même commune, mais avec des candidats différents.
- Dans le département de Brașov les candidats de l'ADHR ont gagné trois mairies en 1992, 2004 et deux en 1996, 2000. Dans l'une des communes le candidat de l'Alliance a gagné trois fois sur trois<sup>2228</sup> (deux fois le même candidat).
- L'Alliance a décroché dans le département de Cluj sept mairies en 1992 et 1996, huit en 2000 et neuf en 2004. Dans six communes le candidat de l'Alliance a reçu dans chaque élection (de 1996, 2000 et 2004) un mandat de maire. Dans trois de ces communes l'Alliance a gagné avec le même candidat trois fois. Tandis que dans les autres trois communes le même candidat de l'ADHR a gagné deux fois.
- Dans le département de Covasna l'Alliance a gagné entre 25<sup>2229</sup>–0<sup>2230</sup> mairies. En seize localités elle a reçu un mandat de maires dans toutes les trois élections de

<sup>2222</sup> Le taux des Hongrois a été en 2002 de 1,75%.

<sup>2223</sup> Le taux des Hongrois a été en 2002 de 5,23%.

<sup>2224</sup> Le taux des Hongrois a été en 2002 de 3,64%.

<sup>2225</sup> Le taux des Hongrois a été en 2002 de 5,40%.

<sup>2226</sup> Le taux des Hongrois a été en 2002 de 10,67%.

<sup>2227</sup> Le taux des Hongrois a été en 2002 de 25,96%.

<sup>2228</sup> On ne compte pas l'élection de 1992 car on n'a pas les noms des mairies pour cette élection.

1996, 2000 et 2004.<sup>2231</sup> Dans la moitié de ces seize mairies elle a gagné trois fois avec le même candidat, tandis que dans l'autre moitié le même candidat a gagné deux fois. Dans dix mairies le candidat de l'ADHR a gagné deux fois dans les trois élections (1996, 2000 et 2004).

Il est intéressant de mentionner que dans cinq sur ces dix communes elle a perdu le siège de maire lors des élections de 2004 face à un candidat hongrois indépendant. De plus, deux de ces candidats indépendants ont gagné face au maire sortant, candidat de l'ADHR. On a également trouvé un candidat indépendant qui a gagné étant le maire sortant de l'ADHR. Il faut mentionner aussi le fait que dans une de ces dix mairies le maire sortant, candidat de l'Alliance a perdu face au candidat hongrois du Parti écologiste roumain avec 682/690 voix. En général, nous pouvons dire qu'en 2004, dans le département de Covasna il y a eu onze candidats hongrois indépendants qui ont gagné des mairies<sup>2232</sup>, tandis qu'en 2000 il n'y avait que six maires indépendants.<sup>2233</sup> Dans les élections de 2000 il y a eu six communes où les partis roumains ont gagné avec des candidats roumains<sup>2234</sup>, en 2004 il y a eu sept communes semblables<sup>2235</sup>.

- LADHR a gagné dans le département de Harghita entre 50<sup>2236</sup>–2<sup>2237</sup> mandats des maires. Elle a gagné les mairies trois fois sur trois dans les mêmes 22 villes/ communes.<sup>2238</sup> En quatorze de ces 22 localités le même candidat de l'Alliance a gagné deux fois, tandis qu'en cinq le même candidat a décroché le mandat de maire toutes les trois fois. On a trouvé six mairies où ce sont les mêmes candidats hongrois indépendants qui ont gagné les élections de 2000 et 2004<sup>2239</sup>. Il est intéressant de savoir qu'il y a eu deux maires qui ont gagné une, respectivement deux élections comme candidat de l'ADHR puis ils ont gagné les autres comme candidats indépendants<sup>2240</sup>. Mais nous trouvons le revers aussi, deux candidats indépendants qui ont gagné leur deuxième élection comme candidat de l'Alliance. Lors des élections de 2000 il y a eu dix-sept candidats indépendants<sup>2241</sup> qui ont gagné un fauteuil de maire, tandis

<sup>2229</sup> En 2004.

<sup>2230</sup> En 1992.

<sup>2231</sup> On n'a pas de données pour l'année 1992.

<sup>2232</sup> Entre autres face aux quatre candidats de l'ADHR qui étaient des maires sortants.

<sup>2233</sup> On n'a pas de données semblables pour les années de 1992 et 1996.

<sup>2234</sup> Dans cinq des six communes le pourcentage des Hongrois était au-dessous de 31 (0,4, 0,3, 14,9, 31), mais dans une il était de 97,2 selon les données du recensement de 2002.

<sup>2235</sup> Deux des maires indépendants roumains ont gagné les élections en 2004 comme candidats du PSD. Il y a eu aussi en 2004 le PER qui a gagné avec un candidat hongrois.

<sup>2236</sup> En 2004.

<sup>2237</sup> En 1996.

<sup>2238</sup> On n'a pas de données pour 1992.

<sup>2239</sup> On n'a pas de données complètes semblables pour l'année 1996.

<sup>2240</sup> Ils sont maires depuis 1996.

<sup>2241</sup> Parmi eux, seulement un était roumain, dans une commune où le pourcentages des Roumains était, selon le recensement de 2002, 75.67%.

- qu'en 2004 leur nombre était de dix<sup>2242</sup>. Dans le département de Harghita sept représentants des partis roumains (PDSR, PD, PNL, APR) ont obtenu des mandats de maires en 2000 et 2004<sup>2243</sup> dans des communes avec une majorité roumaine (le pourcentage des Roumains a été selon le recensement de 2002 entre 59%-93%).<sup>2244</sup>
- Dans le département de Maramureș l'Alliance a gagné deux mairies en 1992 et une dans les élections de 1996, 2000 et 2004. Dans les trois dernières élections l'ADHR a conquis chaque fois une autre commune.
  - L'Alliance a gagné dans le département de Mureș dix mairies en 1992, 27 en 1996, 29 en 2000 et 37 en 2004. Il y a 19 mairies dans lesquelles l'ADHR a reçu un mandat de maire en 1996, 2000 et 2004. En huit de ces dix-neuf mairies le même candidat a gagné toutes les trois fois, tandis qu'en dix, deux fois. Il y a onze villes/communes dans lesquelles l'Alliance a gagné deux fois, dans sept d'entre elles avec le même candidat. Il est intéressant de signaler qu'il y a eu quatre cas où un candidat indépendant qui a gagné la mairie a participé et gagné les élections suivantes comme candidat de l'ADHR. Il y a eu aussi un cas inverse où le maire de l'Alliance a gagné les élections suivantes comme indépendant. En plus, on connaît un cas où, lors des élections de 1996, la personne a gagné comme représentant de l'Alliance, puis en 2000 comme indépendant, puis elle a gagné en 2004 de nouveau comme candidat de l'ADHR.
  - Dans le département de Sălaj l'Alliance a gagné dix mairies en 1992, treize en 1996 et douze en 2000 et 2004. Dans neuf communes/villes l'ADHR a gagné dans les élections de 1996, 2000 et 2004. Dans six d'entre ces communes elle a gagné toutes les fois avec le même candidat. Dans ce département aussi on a trouvé un cas où le maire indépendant a gagné les élections suivantes comme représentant l'Alliance.
  - L'ADHR a décroché dans le département de Satu-Mare entre 7<sup>2245</sup>-19<sup>2246</sup> mandats de maires. On peut remarquer qu'il y a seulement deux communes<sup>2247</sup> où l'ADHR a réussi à gagner dans les élections de 1996, 2000 et 2004 le fauteuil de maire. Par contre, on a trouvé dix communes/villes où l'Alliance a gagné dans deux sur trois élections<sup>2248</sup>. On a également trouvé deux candidats indépendants qui ont gagné en 1996 les mairies. Puis ils ont gagné les élections suivantes comme représentants de l'Alliance. Il y a aussi un cas où le candidat de l'ADHR a gagné les élections, puis aux élections suivantes il a gagné comme indépendant<sup>2249</sup>, puis aux élections suivantes il a de nouveau gagné comme représentant de l'Alliance.

<sup>2242</sup> Parmi eux, seulement un était roumain, dans une commune où le pourcentage des Roumains était, selon le recensement de 2002, 71.10%.

<sup>2243</sup> Nous n'avons pas de données semblables complètes pour les élections de 1992 et 1996.

<sup>2244</sup> On a vu deux maires du PD qui aux élections suivantes ont gagné comme des représentants du PSD.

<sup>2245</sup> En 1996.

<sup>2246</sup> En 2004.

<sup>2247</sup> Dans l'une d'entre elles avec le même candidat les trois fois.

<sup>2248</sup> On n'a pas des données pour 1992.

<sup>2249</sup> Face au candidat de l'Alliance.

- Dans le département de Timis l'Alliance a obtenu une mairie en 1996, trois en 2000 et quatre en 2004. Il y a eu une commune où l'ADHR a gagné avec le même candidat en 1996, 2000 et 2004. En plus, il existe deux communes où le même candidat de l'Alliance a gagné deux fois le mandat de maire.

#### Le taux du vote ethnique pour les Conseils départementaux

	1996 sans correction	1996 corrigé	2000 sans correction	2000 corrigé	2004 sans correction	2004 corrigé
Alba	48.20%	85.35%	42.36%	74.81%	37.98%	66.19%
Arad	37.45%	66.31%	26.56%	54.96%	36.32%	66.13%
Bihor	47.65%	84.39%	42.59%	82.21%	48.56%	87.55%
Bistrița-Năsăud	41.78%	73.99%	43.02%	80.07%	52.08%	95.50%
Brașov	46.06%	81.57%	36.26%	75.20%	40.09%	77.48%
Caraș-Severin	32.49%	57.54%	0.00%	0.00%	43.41%	76.31%
Cluj	52.20%	92.45%	54.77%	100.60%	50.03%	89.76%
Covasna	62.16%	110.07%	42.46%	79.47%	46.80%	85.00%
Harghita	52.48%	92.93%	38.40%	67.62%	34.06%	68.72%
Hunedoara	31.97%	56.62%	25.58%	49.30%	34.01%	62.98%
Maramureș	36.97%	65.46%	37.57%	73.66%	33.63%	65.38%
Mureș	60.21%	106.62%	54.69%	91.43%	51.64%	85.16%
Sălaj	58.47%	103.54%	52.55%	89.71%	50.39%	88.95%
Satu-Mare	52.01%	92.10%	52.17%	97.90%	43.31%	92.57%
Sibiu	27.65%	48.97%	26.81%	51.34%	34.00%	57.16%
Timis	5.43%	45.03%	30.16%	63.52%	28.96%	59.43%

**Le taux du vote ethniquesans correction**

	<b>Conseil départemental</b>		
	1996	2000	2004
Alba	48.20%	42.36%	37.98%
Arad	37.45%	26.56%	36.32%
Bihor	47.65%	42.59%	48.56%
Bistrița-Năsăud	41.78%	43.02%	52.08%
Brașov	46.06%	36.26%	40.09%
Caraș-Severin	32.49%	0.00%	43.41%
Cluj	52.20%	54.77%	50.03%
Covasna	62.16%	42.46%	46.80%
Harghita	52.48%	38.40%	34.06%
Hunedoara	31.97%	25.58%	34.01%
Maramureș	36.97%	37.57%	33.63%
Mureș	60.21%	54.69%	51.64%
Sălaj	58.47%	52.55%	50.39%
Satu-Mare	52.01%	52.17%	43.31%
Sibiu	27.65%	26.81%	34.00%
Timis	25.43%	30.16%	28.96%

### Le taux du vote ethnique avec correction

	Conseil départemental		
	1996c	2000	2004
Alba	85.35%	74.81%	66.19%
Arad	66.31%	54.96%	66.13%
Bihor	84.39%	82.21%	87.55%
Bistrița-Năsăud	73.99%	80.07%	95.50%
Brașov	81.57%	75.20%	77.48%
Caraș-Severin	57.54%	0.00%	76.31%
Cluj	92.45%	100.60%	89.76%
Covasna	110.07%	79.47%	85.00%
Harghita	92.93%	67.62%	68.72%
Hunedoara	56.62%	49.30%	62.98%
Maramureș	65.46%	73.66%	65.38%
Mureș	106.62%	91.43%	85.16%
Sălaj	103.54%	89.71%	88.95%
Satu-Mare	92.10%	97.90%	92.57%
Sibiu	48.97%	51.34%	57.16%
Timis	45.03%	63.52%	59.43%

### Chapitre 7.3. L'Alliance et les organisations internationales

Les représentants de la Roumanie à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, sauf le représentant de l'ADHR ont initié le 28 juin une proposition de résolution qui aurait condamné la loi « du statut » car: « elle consacre le principe de la discrimination entre la minorité hongroise desdits pays et la population majoritaire », « est de nature à dégrader les relations de coopération entre des pays membres du Conseil de l'Europe » (Doc. 9153 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui se retrouve sur la page web du Conseil [www.coe.int](http://www.coe.int) visité le 8 septembre 2005). La résolution demandait à la Hongrie de suspendre la mise en œuvre de la loi. La proposition a été signée par 37 parlementaires représentant la Roumanie, la Slovaquie, la France, l'Italie, le Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Moldavie, l'Andorre, le Danemark. De l'autre côté, les représentants de la Hongrie ont initié un projet de recommandation sur « la coopération transfrontalière en vue de préserver l'identité des minorités nationales (Doc. 9163 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui se retrouve sur la page web du Conseil [www.coe.int](http://www.coe.int) visité le 8 septembre 2005.). Selon la proposition: « l'Assemblée devrait étudier les solutions juridiques et les pratiques politiques en vigueur dans et entre les États membres qui favorisent la préservation et le développement de l'identité culturelle et linguistique des minorités nationales des points de vue suivants: traités et conventions bilatéraux, instruments juridiques internationaux et nationaux, modèles qui fonctionnent bien, par exemple entre l'Allemagne et le Danemark, entre la Suède et la Finlande, entre l'Italie et l'Autriche, coopérations régionales, communautés jumelées ». Cette proposition a été signée elle-aussi par les représentants des différents pays.

Plusieurs sources ont attribué à l'Assemblée parlementaire le fait que la Commission de Venise a rédigé un rapport « sur le traitement préférentiel des minorités nationales par leur État parents ». Dans le livre édité par Kántor Zoltán, nous trouvons marqués dans la chronologie des événements: « le 29 juin la Commission permanente de l'Assemblée du Conseil de l'Europe a décidé de transmettre l'initiative hongroise et roumaine pour avis à la Commission de Venise » (KÁNTOR, Zoltán, (ed.), op.cit., p.601). On retrouve la même chose dans le journal *Ziua* de 30 juin 2001 (« Consiliul Europei va analiza moțiunea anti-statut a parlamentarilor români », *Ziua*, le 30 juin 2001. On retrouve les archives électroniques du journal sur son site web [www.ziua.ro](http://www.ziua.ro) visité le 8 septembre 2005). Le journal *Szabadság* écrit dans son numéro du 30 juin « l'Assemblée parlementaire a décidé d'envoyer à la Commission de Venise la proposition roumaine sur l'empêchement de la mise en œuvre de la loi du statut pour être avisée » (« Berceanuék remélik ET-raportört neveznek ki a státustörvény ügyében », *Szabadság*, le 30 juin 2001, p.16). Par contre, on trouve dans l'introduction du rapport de la Commission de Venise les suivantes: « Le 21 juin 2001, le Premier ministre roumain, M. A. Năstase, a demandé à la Commis-



sion de Venise d'examiner la compatibilité de la loi relative aux Hongrois vivant dans les pays voisins, adoptée par le Parlement hongrois le 19 juin 2001, avec les normes européennes et les normes et les principes du droit international public contemporain. Le 2 juillet 2001, le ministre hongrois des Affaires étrangères, M. J. Martonyi, a demandé à la Commission de Venise d'effectuer une étude comparative des tendances récentes des législations européennes concernant le traitement préférentiel des personnes appartenant à des minorités nationales vivant hors du pays dont elles ont la citoyenneté.

Lors de sa réunion plénière les 6–7 juillet 2001, la Commission de Venise a décidé d'entreprendre une étude sur le traitement préférentiel par un État de ses minorités à l'étranger, en se fondant sur la législation et la pratique dans certains pays membres du Conseil de l'Europe. L'objectif de cette étude était de voir si les traitements préférentiels étaient compatibles avec les normes du Conseil de l'Europe et les principes du droit international ». (Le rapport de la Commission de Venise se trouve sur son site web <http://www.venice.coe.int> visité le 8 septembre 2005.)

Il faut ajouter à cela deux documents: d'une part le carnet de bord 2001/095 datant du 12 septembre 2001 du Bureau de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui disait « Proposition de résolution sur la loi concernant les Hongrois qui vivent dans les pays voisins, adoptée le 19 juin 2001 par le Parlement de Hongrie (Doc. 9153) et Proposition de résolution sur la coopération transfrontalière en vue de préserver l'identité des minorités nationales (Doc. 9163) à la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme pour un rapport à la Commission permanente et à la commission des questions politiques pour avis ». D'autre part, le carnet de bord de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme du premier octobre 2001 nr.2001/111 note « Nomination de rapporteurs: Loi concernant les Hongrois qui vivent dans les pays voisins, adoptée le 19 juin 2001 par le Parlement de Hongrie et Coopération transfrontalière en vue de préserver l'identité des minorités nationales: M. Jurgens (Pays-Bas, SOC) ». L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté le 20 juin 2003 la résolution 1335/2003 sur le « Traitement préférentiel des minorités nationales par l'État-parent: le cas de la loi hongroise concernant les Hongrois vivant dans les pays voisins (« Magyars ») du 19 juin 2001 ». Entre temps après l'accord avec la Roumanie la loi a été changée. Cette résolution cite le rapport de la Commission de Venise aussi.

Les conclusions du rapport présenté par la Commission de Venise précisent: « La responsabilité de la protection des minorités incombe en premier lieu aux États de résidence. La Commission note que les États-parents jouent également un rôle dans la protection et la sauvegarde de leurs minorités nationales, pour garantir que leurs véritables liens linguistiques et culturels restent forts. L'Europe a développé une unité culturelle fondée sur la diversité des traditions linguistiques et culturelles étroitement liées. La diversité culturelle est une richesse, et son acceptation est une condition nécessaire pour la paix et la stabilité en Europe. La Commission considère cependant que le respect des instruments existant pour la protection des minorités doit être prioritaire. Dans ce

domaine, des traités multilatéraux et bilatéraux ont été conclus sous l'égide des initiatives européennes. L'efficacité de cette approche pourrait être menacée si ces traités n'étaient pas interprétés et appliqués de bonne foi à la lumière du principe de bon voisinage entre les États. L'adoption par les États des mesures unilatérales consentant des avantages aux personnes appartenant à leurs minorités nationales, qui pour la Commission n'est pas une pratique suffisamment ancienne pour constituer une coutume internationale, n'est légitime que si les principes de souveraineté territoriale des États, de respect des accords en vigueur, de relations amicales entre les États et de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, notamment l'interdiction de la discrimination, sont respectés. Le respect de ces principes implique le respect des points suivants: un État peut promulguer des lois concernant des citoyens étrangers, dans la mesure où elles n'ont d'effet qu'à l'intérieur de ses frontières.

Lorsque ces lois concernent spécifiquement des citoyens étrangers à l'étranger dans des domaines qui ne sont pas couverts par des traités ou une coutume internationale permettant à l'État-parent de supposer le consentement des États de résidence concernés, ce consentement doit être demandé avant l'application de toute mesure. Aucune fonction quasi-officielle ne peut être assignée par un État à une association non-gouvernementale déclarée dans un autre État. Toute forme de certificat sur place doit être obtenu auprès des autorités consulaires, dans la limite de leurs attributions communément acceptées. Les lois ou réglementations doivent de préférence énumérer les critères exacts qui définissent une personne concernée par leur application. En l'absence de tout document officiel, les associations peuvent fournir des informations concernant ces critères. Les mesures unilatérales relatives au traitement préférentiel des minorités ne doivent pas concerner des domaines manifestement couverts par des traités bilatéraux, sans le consentement formel ou implicite mais non ambigu de l'État de résidence. En cas de différend concernant l'application ou l'interprétation de traités bilatéraux, toutes les procédures existantes pour le règlement doivent être utilisées de bonne foi, et les mesures unilatérales ne peuvent être adoptées par l'État-parent que si ces procédures se sont avérées inefficaces. Un document administratif délivré par l'État-parent ne peut certifier que le droit pour son titulaire de bénéficier des avantages offerts par les lois et les réglementations applicables. Un traitement préférentiel peut être accordé à des personnes appartenant à des minorités nationales dans les domaines de l'éducation et de la culture dans la mesure où il poursuit un but légitime et est proportionné.

Le traitement préférentiel ne peut pas être accordé dans d'autres domaines, sauf dans des cas exceptionnels et s'il contribue à un but légitime et est proportionné. » (Le rapport de la Commission de Venise se trouve sur son site web <http://www.venice.coe.int> visité le 8 septembre 2005.)

Le paragraphe qui s'occupe de « la loi du statut » est la suivant: « La Hongrie a continué à développer des relations de bon voisinage avec les pays limitrophes et a favorisé la coopération régionale. Toutefois, la loi sur les communautés hongroises des pays

voisins a suscité des controverses avec certains de ces pays, car elle a été adoptée par le Parlement en juin 2001 avant que les consultations requises ne soient engagées. Si cette loi a pour objectifs d'aider les minorités hongroises des pays voisins et de préserver leur patrimoine culturel, certaines de ses dispositions sont apparemment en contradiction avec la conception de la protection des minorités prévalant en Europe comme le montre un rapport adopté le 19 octobre 2001 par la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise). Selon ce rapport, les mesures unilatérales accordant des avantages aux représentants de minorités nationales vivant dans d'autres États dont ils possèdent la citoyenneté ne sont légitimes que si les principes de souveraineté territoriale des États, de relations amicales entre États et de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, notamment de l'interdiction de toute discrimination, ainsi que le principe « *pacta sunt servanda* » sont observés. Aussi, comme le prévoit son article 27, paragraphe 2, cette loi devra être alignée sur l'acquis au plus tard au moment de l'adhésion, car, dans sa forme actuelle, elle est incompatible avec le principe de non-discrimination énoncé dans le Traité (article 6, 7, 12 et 13). Comme il s'agit d'une loi-cadre, sa mise en œuvre requiert l'adoption de décrets d'application. La Hongrie devra donc respecter les principes énoncés plus haut et tenir les consultations nécessaires pour s'accorder avec ses voisins sur la législation de mise en œuvre également. Les consultations qu'elle a entamées avec les gouvernements roumain et slovaque dans le courant de l'été 2001 n'ont débouché sur aucun résultat tangible à ce jour. La Hongrie s'est toutefois engagée à respecter les conclusions du rapport adopté par la Commission de Venise à laquelle elle est elle-même partie prenante ».

### **Chapitre 7.3.2 Le traité bilatéral roumaino-hongrois**

Cette coalition a succédé à la coalition de droite conduite par le Forum démocrate hongrois ayant comme premier ministre Antall József, puis après sa mort par Boros Péter. L'approche des deux coalitions était différente en ce qui concerne les minorités hongroises vivant dans d'autres pays. Il faut rappeler que la Constitution hongroise modifiée en 1989 stipule dans son sixième article « La République de la Hongrie se sent responsable pour le sort des Hongrois vivant à l'extérieur de ses frontières et stimule leur relation avec la Hongrie ». La politique extérieure hongroise de la période 1990–1998 a été construite sur trois piliers : l'intégration euro-atlantique, les bonnes relations avec les voisins, les minorités hongroises vivant dans d'autres pays. Les deux coalitions différaient en ce qui concerne l'accent posé sur l'un ou l'autre des piliers de la politique extérieure. Entre 1992–1994 l'accent était mis plutôt sur l'intégration européenne et sur les minorités hongroises. Tandis que dans la période suivante l'accent était mis sur l'intégration européenne et sur les relations de bon voisinage. Il faut aussi se rappeler la déclaration d'Antall József qui avait affirmé que dans son âme il était le premier minis-

tre de 15 millions d'Hongrois, donc des Hongrois qui vivaient dans les États voisins aussi. Cette déclaration a été considérée par les gouvernements des États voisins comme le signe de la volonté de réviser les frontières et elle a été condamnée par les partis politiques de la plupart des États respectifs. Par contre, les minorités hongroises l'ont perçue comme le signe que le gouvernement hongrois s'occupera d'elles. Depuis, les discours d'investiture des premiers ministres hongrois comprennent une référence aux minorités hongroises. Le premier ministre socialiste Horn Gyula a dit: « J'ai déclaré plusieurs fois: dans un sens de droit public je veux être le premier ministre des 10,5 millions de citoyens hongrois. Ce gouvernement est le gouvernement de la population de la Hongrie. En même temps je sens ma responsabilité personnelle et la responsabilité du gouvernement fixée dans la constitution pour le sort des Hongrois vivant en dehors de nos frontières. Ma conviction est que cette responsabilité doit être exprimée par des pas qui améliorent la situation des minorités hongroises et non par de grands mots. » (le procès-verbal de la séance du parlement lors de l'acceptation du programme gouvernemental de 14 juillet 1994 sur [www.parlament.hu](http://www.parlament.hu)). Le Premier ministre Orbán Victor (coalition de droite, le président du parti FIDESZ) a fait allusion plusieurs fois aux minorités hongroises lors de son discours sur le programme gouvernemental. Il a déclaré « mes chers amis nous savons tous que l'État hongrois et la nation hongroise ne coïncident pas, mais nous sommes tous membres de la nation hongroise. » (le procès-verbal de la séance du parlement lors de l'acceptation du programme gouvernemental du 2 juillet 1998 sur [www.parlament.hu](http://www.parlament.hu)). Le premier ministre socialiste (la coalition socialiste-libérale) Medgyessy Péter a déclaré: « comme premier ministre j'agis pour 10 millions de citoyens hongrois. Comme premier ministre qui se sent responsable pour 15 millions d'Hongrois. (le procès-verbal de la séance du parlement lors de l'acceptation du programme gouvernemental du 24 mai 2002 sur [www.parlament.hu](http://www.parlament.hu)). Le premier ministre socialiste de la même coalition socialiste-libérale (un changement du premier ministre et d'une partie du gouvernement a eu lieu entre temps), Gyurcsány Ferenc, a déclaré « un but important de mon gouvernement est l'unification de la nation hongroise dans le cadre européen pour que les Hongrois prospèrent dans une communauté plus large dans l'Union européenne (...) On doit agir pour eux (pour les gens) pour qu'ils puissent agir pour eux-mêmes, pour la République (...), qu'on soit plus et qu'on vive mieux, qu'on se sente à l'aise dans notre pays, tous les 10 millions et qu'on se sente à l'aise en Europe, tous les 15 millions. (le procès-verbal de la séance du parlement lors de l'acceptation du programme gouvernemental de 29 septembre 2004 sur [www.parlament.hu](http://www.parlament.hu)). Il faut ajouter que la Constitution roumaine stipule aussi dans son septième article « L'État soutient le renforcement des liens avec les Roumains vivant en dehors des frontières de l'État et agit pour la préservation, le développement et l'expression de leur identité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse, avec le respect des lois du pays dont ils sont les citoyens ». (la Constitution roumaine se trouve sur le site de la Chambre des députés [www.cdep.ro](http://www.cdep.ro)).

## Chapitre 8

### La comparaison des programmes des congrès de l'ADHR

1990	1991	1993	1995
Les principes politiques	Les principes de base <sup>2250</sup>	Les principes de base	Les principes de base
L'autoorganisation de la minorité	L'économie	L'économie	L'économie
Les principes économiques	L'éducation et la science	L'éducation et la science	L'éducation et la science
La défense de l'environnement	La culture	La culture	La culture
La politique sociale, la protection de la famille et de la santé	Les Eglises	Les Églises	Les Églises
L'éducation et la science	La jeunesse	La jeunesse	La jeunesse
La culture	Les problèmes sociaux et de santé	Les problèmes sociaux et de santé	Les administrations publiques locales des localités
L'Alliance et la jeunesse	La défense de l'environnement	La défense de l'environnement	La politique sociale et de la santé
Les relations institutionnelles	Les relations institutionnelles	Les relations institutionnelles	La défense de l'environnement
			Les relations institutionnelles

<sup>2250</sup> J'ai marqué en italiques les titres des chapitres qui ont été changés et en gras les nouveaux chapitres.

<b>1997</b>	<b>1999</b>	<b>2003</b>
Les principes de base	Les principes de base	Les principes de base
L'économie	L'économie	L'économie
L'éducation et la science	L'éducation et la science	L'éducation, la science et la recherche
La culture	La culture	La culture
Les Eglises	Mass Média	Mass Média
La jeunesse	Les Eglises	Les Eglises
Les administrations publiques locales des localités	La jeunesse	La jeunesse
La politique sociale et de santé	Les administrations publiques locales des localités	Le sport
La défense de l'environnement	La politique sociale et de santé	La politique sociale, la politique de la famille et de la santé
L'intégration européenne	Les intérêts régionaux	L'égalité des chances entre les hommes et les femmes
Les relations institutionnelles	La défense de l'environnement	Les administrations publiques locales et la démocratie locale
	L'intégration européenne	Les intérêts régionaux de l'Alliance et le développement régional et spatial
	Les relations institutionnelles	La défense de l'environnement
		Relations internationales et intégration européenne
		Les relations institutionnelles

### Exemples des références indirectes au passé

La revendication, les propos contenus dans les programmes <sup>2251</sup>	Les « sources » historiques de ces faits
<p><b>Liés aux Églises</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'accès aux archives, les documents qui ont été pris reviennent dans les différentes archives, les procès-verbaux ecclésiastiques soient redonnés aux Églises</li> <li>- La rétrocession des terres des Églises</li> <li>- La restitution des biens ecclésiastiques</li> <li>- Rétablir les institutions ecclésiastiques supprimées</li> <li>- Le libre fonctionnement des ordres religieux</li> <li>- Que l'État reconnaisse à côté de l'enseignement étatique et privé comme la troisième forme d'enseignement celle ecclésiastique.</li> </ul>	<p>L'entre-deux-guerres: Entre 1945–1989:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- « mainmise du pouvoir (communiste) sur les bâtiments possédés par l'Église »<sup>2252</sup></li> <li>- « tout le système de l'enseignement catholique est supprimé. Les écoles catholiques sont fermées et leurs biens inventoriés. Les institutions religieuses de charité et de santé sont nationalisées par décret en novembre 1948. La presse catholique est petit à petit interdite »<sup>2253</sup></li> <li>- « La nationalisation des archives par la loi sur le patrimoine culturel de 1974 et le décret sur les archives nationales retirent aux Églises, aux personnes privées, les documents de plus de trente ans. Certaines archives – celle de l'évêché de Satu-Mare – sont détruites. »<sup>2254</sup></li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Université d'État en langue hongroise à Cluj</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 1959 la fusion de l'Université hongroise Bolyai avec l'Université roumaine Babes</li> </ul>

<sup>2251</sup> J'ai utilisé pour ce tableau les programmes de 1990, 1991, 1993, 1995, 1997, 1999 et 2003 de l'ADHR.

<sup>2252</sup> DURANDIN, Catherine, *Histoire des Roumains*, Fayard, 1995, p.376.

<sup>2253</sup> Ibidem.

<sup>2254</sup> DURANDIN Catherine, op.cit. p.436

## Chapitre 9

En analysant l'état civil des parlementaires on aperçoit que plus de 80% ont été mariés, tandis que le pourcentage des célibataires et des divorcés est d'environ 4% (chacun). Le pourcentage des données manquantes est de 3,96%. Le pourcentage des veufs est d'environ 2%. Il est plus difficile d'analyser les religions car les données manquantes représentent environ 14% du total. À part cela, on sait qu'environ 35% sont catholiques et environ 50% sont protestants. En ce qui concerne la ville et l'université (Nous avons pris en compte seulement la première université finie) où les parlementaires de l'ADHR ont fini leurs études. On peut constater les faits suivants:

- environ 61% ont étudié à Cluj-Napoca (Le pourcentage des données manquantes en ce qui concerne la ville de l'université est d'environ 4%);
- les villes de Timișoara, de Târgu-Mureș, de Bucarest ont accueilli chacune environ 8% des personnes analysées (les autres villes où les personnes analysées ont étudié étaient: Brașov environ de 4%, Budapest et Iași environ 2%, Szeged en Hongrie et Moscou environ 1%.);
- environ 20% ont eu une formation juridique, environ 17% ont fini une université ayant un profil technique, environ 14% philosophie et lettres, environ 10% les sciences économiques, environ 7% l'agronomie, environ 6% l'histoire, environ 4% la médecine (les données manquantes représentent environ 5%). À part les profils mentionnés, il y a eu (au-dessous de 3%) des universités avec les profils suivants: sciences politiques, théologie, biologie, chimie, beaux-arts, mathématique, physique, sociologie, pédagogie, géographie);
- 90% des personnes qui ont étudié le droit ont suivi les cours à l'Université Babeș-Bolyai de Cluj, Faculté de Droit, tandis qu'une personne a fini le droit à Cluj dans une université privée, et une autre à Bucarest;
- 41% des personnes recevant une formation technique ont suivi l'Université polytechnique à Timișoara, 23% à Brașov, 17% à Bucarest et 17% à Cluj-Napoca;
- tous ceux qui ont suivi la médecine l'ont fait à Târgu-Mureș (Il ne faut pas oublier qu'en Transylvanie il y a eu/il y a deux grands centres universitaires Cluj-Napoca et Timișoara. Pour les Hongrois le centre universitaire traditionnel était Cluj-Napoca à cause de l'Université Bolyai/Babes-Bolyai. Târgu-Mureș était la ville où a fonctionné/fonctionne la prestigieuse université de médecine où il y a un enseignement en hongrois aussi (la ville ayant jusqu'au dernier recensement un pourcentage de Hongrois plus élevé que des Roumains).



**Les changements de la structure de l'Alliance démocrate hongroise de Roumanie**

<b>Année</b>	<b>Sièges</b>	<b>Type de membres</b>
1990	Siège: Bucarest Secrétariat: Cluj-Napoca	Individuels, collectifs
1991	Siège: Cluj-Napoca Secrétariat: Bucarest	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les membres de l'Alliance: des organisations départementales et territoriales; des organisations politiques et sociales ayant une personnalité juridique;</li> <li>- Des membres qui soutiennent l'Alliance</li> <li>- Membres des organisations territoriales: les organisations locales</li> <li>- Les membres des organisations locales: des personnes ayant une citoyenneté roumaine (il n'y a de limite d'âge que pour occuper des postes, 18 ans)</li> </ul>
1993 <sup>2255</sup>	Siège: Bucarest Présidence exécutive: Cluj-Napoca	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'ADHR est l'Alliance des membres associés: des organisations territoriales, des organisations internes (parmi lesquelles on a rangé les plates-formes), des personnes juridiques</li> <li>- Les membres individuels exercent leurs activités dans le cadre des organisations des membres associées</li> </ul>
1995	Siège: Bucarest Présidence exécutive: Cluj-Napoca	- Individuels; collectif
1997	Siège: Bucarest Présidence exécutive: Cluj-Napoca	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisations territoriales</li> <li>- Partis et plates-formes</li> <li>- Membres associés</li> </ul>
1999	Siège: Bucarest Présidence exécutive: Cluj-Napoca	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Individuels</li> <li>- Les membres individuels exercent leurs activités dans des: organisations territoriales, plates-formes;</li> <li>- Membres associés</li> </ul>
2003	Siège: Bucarest Présidence exécutive: Cluj-Napoca	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Individuels</li> <li>- Les membres individuels exercent leurs activités dans des: organisations locales et territoriales, plates-formes; membres associées</li> </ul>

<sup>2255</sup> Le tableau est fait conformément aux modifications apportées par le congrès de 1993.

<b>Année</b>	<b>Organisme directeur suprême</b>	<b>Organisme de prise de décision entre deux congrès</b>	<b>Organisme de direction exécutive</b>
1990	Congrès	Le Comité national	La présidence nationale était: « l'organisme de prise de décision opérative et d'exécution tactique »
1991	Congrès	Le Conseil national des délégués (CND); Entre deux sessions du CND, la présidence nationale	Organisme national exécutif avec un secrétaire national et des secrétaires qui lui sont subordonnés dans le domaine de l'économie, du social et organisationnel
1993	Congrès	Le Conseil des représentants et le Conseil conciliant	La Présidence exécutive qui prend les décisions opératives et les exécute, elle a dans sa subordination l'office exécutif de l'Alliance - le Conseil opératif qui prend les décisions politiques et opératives dans des circonstances spéciales
1995	Congrès	Le Conseil des représentants de l'Alliance (CRA) et le Conseil conciliant de l'Alliance; dans certains cas le Conseil opératif exerce les compétences qui lui étaient confiées par le CRA, les compétences de la Présidence exécutive et celles du Président de l'Alliance	La Présidence exécutive
1997	Congrès	Le Conseil des représentants de l'Alliance (CRA) et le Conseil conciliant de l'Alliance (CCA) Dans des circonstances exceptionnelles le Conseil opératif de l'Alliance assume certaines compétences de CRA et du CCA	La Présidence exécutive
1999	Congrès	Conseil des représentants de l'Alliance (CRA); Conseil conciliant de l'Alliance (CCA) + CRA; Le Conseil opératif de l'Alliance	La Présidence exécutive
2003	Congrès	Conseil des représentants de l'Alliance (CRA); CRA+ Conseil conciliant de l'Alliance (CCA); Conseil opératif de l'Alliance (COA)	La Présidence exécutive

<b>Année</b>	<b>Organismes consultatifs</b>	<b>Organismes de contrôle</b>
1990	Selon le statut le travail de la présidence et celui du Comité national sont aidés par un organisme consultatif, le nom n'étant pas spécifié	La Commission d'éthique; la Commission financière; toutes les deux nommées simplement des commissions
1991	Selon le statut il y a un organisme qui est censé de préparer les décisions, mais il n'est pas nommé consultatif	La Commission nationale de contrôle de l'Alliance
1993		La Commission de surveillance du statut; La Commission d'éthique; La Commission de contrôle de l'Alliance
1995	- Le Conseil des présidents territoriaux de l'Alliance; - Le Conseil national de l'administration locale	La Commission de surveillance du statut; La Commission d'éthique et de discipline de l'Alliance; La Commission de contrôle de l'Alliance
1997	- Le Conseil des présidents territoriaux de l'Alliance; - Le Conseil national de l'administration locale	La Commission de surveillance et du statut; La Commission d'éthique et de discipline de l'Alliance; La Commission de contrôle de l'Alliance
1999	- Le Conseil des présidents territoriaux de l'Alliance - Le Conseil national de l'administration locale - Conseil conciliant de l'Alliance	La Commission de surveillance et du statut; La Commission d'éthique et de discipline de l'Alliance; La Commission de contrôle de l'Alliance
2003	- Le Conseil conciliant de l'Alliance - Le Conseil consultatif des présidents territoriaux - Le Conseil consultatif des plates-formes - Le Conseil national de l'administration locale	La Commission de surveillance et du statut; La Commission d'éthique et de discipline de l'Alliance; La Commission de contrôle de l'Alliance

### Les compétences du Conseil opératif de l'Alliance<sup>2256</sup>

Année	Compétences
1993	La prise des décisions politiques opératives dans des circonstances exceptionnelles La convocation du Conseil des représentants et du Conseil conciliant Des instructions obligatoires pour la présidence exécutive Le remplacement des membres de la présidence exécutive qui ne sont pas membres du Conseil opératif
1995	Les compétences qu'il a reçues du Conseil des représentants de l'Alliance Les compétences du président de l'Alliance Les compétences de la présidence exécutive
1997	Le point a) des compétences du Conseil des représentants de l'Alliance et le Conseil conciliant de l'Alliance qui veut dire: « prendre des décisions sur le fonctionnement et l'organisation de l'Alliance qui ne nécessitent pas de changements statutaires ou du programme » <sup>2257</sup> « des prises de position de principe concernant les questions de base de la communauté hongroise » <sup>2258</sup>
1999	les mêmes
2003	les mêmes

<sup>2256</sup> Les statuts de l'Alliance.

<sup>2257</sup> Le statut. La compétence du Conseil des représentants de l'ADHR.

<sup>2258</sup> Le statut. La compétence du Conseil conciliant de l'Alliance.

### Les types des membres du Conseil opératif de l'Alliance<sup>2259</sup>

Année	Membre
1993	Le président de l'Alliance Le président exécutif de l'Alliance Le président du Conseil des représentants de l'Alliance Le président du Conseil conciliant de l'Alliance Les présidents des groupes parlementaires (Chambre des députés , Sénat) de l'Alliance Le vice-président exécutif de l'Alliance en charge avec les questions politiques <sup>2260</sup>
1995	Le président de l'Alliance Le président exécutif de l'Alliance Le président du Conseil des représentants de l'Alliance Le président du Conseil conciliant de l'Alliance Les présidents des groupes parlementaires (Chambre des députés , Sénat) de l'Alliance Le vice-président exécutif en charge des questions politiques de l'Alliance Le président d'honneur
1997	Le président de l'Alliance Le président exécutif de l'Alliance Le président du Conseil des représentants de l'Alliance Le président du Conseil conciliant de l'Alliance Les présidents des groupes parlementaires (Chambre des députés , Sénat) de l'Alliance Le président d'honneur Le vice-président exécutif adjoint du président exécutif Le président du Conseil national de l'administration locales
1999	Les mêmes qu'en 1997
2003	Le président de l'Alliance Le président exécutif de l'Alliance Le président du Conseil des représentants de l'Alliance Le président du Conseil conciliant de l'Alliance Les présidents des groupes parlementaires (Chambre des députés , Sénat) de l'Alliance Le vice-président exécutif adjoint du président exécutif Le président du Conseil national de l'administration locale 2 membres de la Commission Permanente du Conseil des représentants Un président d'une organisation territoriale

<sup>2259</sup> Faite selon les statuts.

<sup>2260</sup> Selon le statut dans le cas des plusieurs vice-présidents exécutifs pareils c'est le président exécutif qui, dans la proposition sur la Présidence exécutive, désigne le vice-président membre du Conseil opératif.

Année	Des départements où l'ADHR a obtenu la majorité des voix à la Chambre des députés	
	Nom du département	Pourcentage des Hongrois <sup>2261</sup> (%)
1990	Covasna	75,21
	Harghita	84,71
	Mureş	41,41
1992	Bihor	28,44
	Covasna	75,21
	Harghita	84,71
	Mureş	41,41
	Satu-Mare	35,02
	Sălaj	23,67
1996	Covasna	75,21
	Harghita	84,71
	Mureş	41,41
	Sălaj	23,67
2000	Bihor	25,96
	Covasna	73,80
	Harghita	84,62
	Mureş	39,30
	Sălaj	23,05
	Satu-Mare	35,19
2004	Covasna	73,80
	Harghita	84,62
	Mureş	39,30
	Satu-Mare	35,19

<sup>2261</sup> Pour 1990 et 1992, 1996 le recensement de 1992, pour les autres élections le recensement de 2002.

Département	Pourcentage des voix del'Alliance sur le total des voix reçues dans le département à la Chambre des députés				
	1990	1992	1996	2000	2004
Alba	5.83%	6.37%	5.34%	4.85%	4.92%
Arad	14.15%	13.42%	9.94%	9.47%	8.61%
Bihor	29.60%	30.29%	29.99%	22.95%	22.95%
Bistrița-Năsăud	6.85%	8.30%	7.69%	6.39%	6.49%
Brașov	9.73%	11.21%	9.41%	8.62%	7.73%
Caraș-Severin	1.36%	2.76%	1.55%	1.09%	0.99%
Cluj	21.00%	23.36%	18.74%	18.33%	16.66%
Covasna	77.51%	77.16%	75.02%	74.80%	68.14%
Harghita	85.47%	85.09%	86.52%	83.20%	78.02%
Hunedoara	4.85%	5.89%	5.00%	4.29%	4.28%
Maramureș	10.79%	11.88%	11.39%	9.06%	8.96%
Mureș	43.47%	42.56%	43.47%	38.84%	37.04%
Sălaj	24.64%	26.97%	28.11%	23.60%	23.37%
Satu-Mare	41.35%	35.59%	34.41%	36.18%	34.66%
Sibiu	3.52%	3.72%	4.00%	2.87%	2.59%
Timiș	8.36%	7.42%	6.47%	6.46%	4.92%
Transylvanie	21.98%	24.57%	22.38%	19.34%	18.01%
Roumanie	7.23%	7.46%	6.64%	6.80%	6.19%
Département	1990	1992	1996	2000	2004
Alba	5.67%	6.08%	5.30%	5.42%	4.95%
Arad	16.39%	13.58%	10.13%	9.67%	8.71%
Bihor	31.67%	30.61%	28.00%	22.53%	23.21%
Bistrița-Năsăud	7.05%	9.38%	6.42%	6.09%	6.32%
Brașov	11.21%	10.65%	9.97%	8.75%	7.78%
Caraș-Severin	0.00%	1.41%	1.37%	1.32%	1.05%
Cluj	24.67%	22.02%	18.70%	18.25%	16.86%
Covasna	79.04%	77.83%	75.97%	74.81%	68.67%

Harghita	86.11%	84.66%	86.41%	82.47%	79.00%
Hunedoara	5.02%	5.26%	5.33%	4.19%	4.21%
Maramureș	11.84%	13.61%	11.05%	9.62%	9.08%
Mureș	43.76%	43.16%	43.68%	40.05%	38.03%
Sălaj	26.69%	24.44%	27.09%	23.75%	23.64%
Satu-Mare	43.24%	38.66%	38.03%	36.74%	35.27%
Sibiu	0.00%	3.45%	3.44%	3.41%	2.71%
Timiș	11.61%	5.92%	6.11%	6.74%	5.08%
Transylvanie	24.90%	23.97%	22.30%	19.56%	18.27%
Roumanie	7.20%	7.58%	6.82%	6.90%	6.23%

Année	Les départements où l'ADHR a été en deuxième place à la Chambre des députés	
	Nom du département	Pourcentage des Hongrois <sup>2262</sup> %
1990	Arad	12,51
	Bistrița-Năsăud	6,45
	Bihor	28,44
	Cluj	19,85
	Maramureș	10,16
	Satu-Mare	35,02
	Sălaj	23,67
1992	Cluj	19,85
1996	Bihor	28,44
	Cluj	19,85
	Satu-Mare	35,02
2000	-	
2004	Sălaj	23,05

<sup>2262</sup> Pour 1990 et 1992, 1996 le recensement de 1992, pour les autres élections le recensement de 2002.



## Chapitre 10.2. L'autonomie

Les projets d'autonomie sont les suivants (ce catalogue est fait par Bakk Miklós, « Az autonómia tervek két szakasza Erdélyben 1989 után », *Magyar Kisebbség*, Kolozsvár, 2004/1–2, p.59–60, j'ai complété surtout avec des informations sur ceux qui ont écrit ces projets):

- avril 1991: Szöcs Géza: le projet de loi sur les nationalités. Il a été rendu public par l'auteur au congrès de 1991 de l'Alliance. L'auteur a été le secrétaire général de l'Alliance entre 1990–1991, le vice-président politique de l'Alliance entre 1991–1993, sénateur entre 1990–1992.
- mars 1993: Csapó József: Mémoire sur l'auto-administration intérieure de la communauté nationale hongroise de Roumanie.
- novembre 1993: Le projet de loi de l'Alliance qui a été déposé par la suite au Parlement roumain: loi sur les minorités nationales et sur les communautés autonomes.
- mars 1994: Szilágyi N. Sándor: loi sur les droits concernant l'identité nationale et sur la cohabitation équitable et harmonique des communautés nationales. L'auteur est linguiste, professeur à l'Université Babeş-Bolyai de Cluj, membre de différents organes de l'Alliance entre 1990–1995.
- septembre 1994: Csapó József, le paquet de lois sur l'autonomie (le statut des administrations publiques locales à caractère spécial, le statut de l'autonomie personnelle de la communauté hongroise de Roumanie, le statut de l'association régionale des administrations publiques locales à caractère spécial). Csapó József a été député de l'Alliance entre 1990–1992, sénateur entre 1992–2000.
- avril 1995: le département politique de la présidence de l'Alliance (les auteurs étant les trois membres du département Bakk Miklós, Bodó Barna, Szász Alpár Zoltán, maintenant ils enseignent à la ligne hongroise de sciences politiques): le statut d'autonomie personnelle de la communauté hongroise de Roumanie
- avril 1995: Bakk Miklós: projet de loi sur les autogouvernements au principe personnel
- août 1995: Csapó József: le statut autonome de la Terre des Sicules
- octobre 2003 – mars 2004: Le Conseil national sicule: le statut autonome de la terre des Sicules

Paquet de lois sur l'autonomie: loi-cadre sur les régions, loi sur la constitution de la Terre des Sicules comme une région avec un caractère spécifique, le statut de l'autonomie de la région de la Terre des Sicules. Le paquet de lois a été écrit par des experts et présenté par deux parlementaires de l'Alliance qui en même temps ont été les dirigeants du corps d'initiative pour la création du Conseil national hongrois de Transylvanie. Les experts ont été: les politologues Bakk Miklós, Bodó Barna, Borbély Imre (Hongrie), Székely István, Lőrincz Csaba (Hongrie); la juriste Fórika Éva; le juriste de droit international Kovács Péter (Hongrie); le vice-président de FUEN Komlóssy József.

### Chapitre 11.3.1. La chronologies des revendications

Nous n'avons pas l'intention de traiter cette question (les effets et la perception différente, de la majorité et la minorité du période communiste) dans notre thèse, mais plusieurs affirmations des différents chercheurs peuvent être mentionnées pour montrent clairement que les différents régimes de Roumanie entre 1918–1989 ont eu des iationalisme roumain se sont combinés pendant la période communiste. Selon Denis Deletant, « en juin 1973 Ceușescu a déclaré 'on ne peut pas fonder des instituts spéciaux de physique, de chimie ou de'autres spécialités pour les jeunes qui ne savent pas le roumain' ». Du point de vue roumain, les paroles de Ceușescu sont raisonnables, car la création d'une discrimination positive en faveur des Hongrois, soit dans le domaine de l'enseignement, soit en politique, soit au travail, était un luxe qu'un État en développement ne pouvait pas se permettre. Toutefois, les Hongrois de Transylvanie auraient pu soutenir qu'ils ont bénéficié de telle discrimination positive dans les années cinquante quand le développement du pays était moins avancé. Tout cela a déterminé les Hongrois de traiter avec suspicion la politique d'égalisation par la modernisation. Les investissements intenses dans les départements prépondérants hongrois pour niveler le développement étaient considérés comme un moyen masqué pour changer les proportions ethniques et pour promouvoir l'assimilation. (...) Il n'y a presque aucun doute que la politique d'égalisation a généré l'assimilation, le problème qui se pose est de savoir si le but de la politique d'égalisation était de produire l'assimilation. Ceux qui soutenaient la politique de Ceaușescu disaient que non, les membres de la minorité hongroise disaient que oui. ». BARBULESCU, Mihai, DELETANT, Dennis, HITCHINS, Keith, PAPACOSTEA, Șerban, TEODOR, Pompiliu, *Istoria României*, Editura Enciclopedică, 1998, pp.547–548. Selon Catherine Durandin « Les passions se fondent: être communiste et nationaliste est une sublimation du communisme dans sa voie roumaine, une manière globale de conquête. (...) La Constitution roumaine reconnaît l'égalité des citoyens, quelles que soient leur nationalités. (...) Mais une pratique assimilationniste associée à un discours de l'État-parti roumain nourri d'une histoire fondée sur la célébration du roumanisme crée, du côté des minorités, un sentiment d'exclusion, de discrimination. DURANDIN, Catherine, « *Histoire des Roumains...*, pp.449–459. Selon Tom Gallagher « le contexte dans lequel les Hongrois ont obtenu leur autonomie culturelle démontre que la majorité des ethniques roumains n'ont pas été d'accord avec lui; malheureusement, l'unique gouvernement de l'histoire de Roumanie qui a permis aux Hongrois de se considérer une nationalité « cohabitant » avec les Roumains, ayant droit à ses propres institutions culturelles, a été le gouvernement qui a eu la moindre légitimité aux yeux de l'opinion publique roumaine ». GALLAGHER, Tom, « *Democrație și naționalism în România 1989/1998* », București, All Educational, 1999, p.74.

## BIBLIOGRAPHIE

### Ouvrages

- ALIGISAKIS Maximos, BELLET Marc de, SAINT OUEEN François, *Nationalisme en Europe centrale et orientale: conflits ou nouvelles cohabitation*, Institut de l'université de Genève, Georg Éditeur, Europa, 1997.
- ANDREESCU, Gabriel, *Ruleta, Români și maghiari 1990–2000*, Iași, Polirom, 2001, p.355.
- ASH, Timothy Garton, *Istoria prezentului, eseuri, schițe și relatări din Europa anilor '90*, Iași, Polirom, 2002, p.364.
- BARBU, Daniel, *Republica absentă*, Nemira, 1999, p.297.
- BARBULESCU, Mihai, DELETANT, Denis, HITCHINS Keith, PAPACOSTEA, Șerban, TEODOR Pompiliu, *Istoria României*, Editura enciclopedică, 1998, p.616.
- BARDI, Nándor, Tény és való, *A budapesti kormányzatok és a határon túli magyarság kapcsolattörténete, Problémakatalógus*, Kalligram, Pozsony, 2004.
- BEHR, Edward, *Baise lamain que tu n'oses mordre. Les Roumains et les Ceausescu*, Paris, Éditions Robert Laffont, 1991, p.333.
- BEYME, Klaus Von, *Political Parties in Western Democracies*, Gower, 1985, p.437.
- BÍRÓ, Sándor, *Kisebbségben és többségben Románok és magyarok 1867–1940*, Pro-Print, Csíkszereda, 2002, pages 527.
- BLÉNESI, Éva, MANDEL Kinga (ed), *Kisebbségek és kormánypolitika Közép-Európában 2000–2004*, Budapest, Gondolat Kiadó-MTA Etnikai-nemzeti Kisebbségkutató Intézete, 2004. p.402.
- BODÓ, Barna (eds), *Romániai Magyar Évkönyv 2004–2005*, Marineasa-Diaspora, 2005, p.801.
- BODOCAN, Voicu, *Etnie, confesiune și comportament Electoral în Transilvania. Studiu geografic*, Presa universitară clujeană, 2001, p. 213.
- BORBÉLY, Zsolt, Attila, SZENTIMREI, Krisztina, *Erdélyi Magyar Politikátörténet 1989–2003*, Budapest, Reintegratio Könyvek, 2003, p.206.
- BRUBAKER, Rogers, *Nationalism Reframed. Nationhood and the National Question in the New Europe*, Cambridge University Press, 1996, p.202.
- BUGAJSKI, Janus, *Political Parties of Eastern Europe. A guide to Politics in the Post-communist Era*, M.E. Sharpe, 2002, p.1118.
- BULAI, Alfred, *Mecanismeale Electorale ale societății românești*, Paideia, București, 1999, p.265.
- CHANDRA, Kanchan, *Why Ethnic Parties Succeed: Patronage and Ethnic Headcounts in India*, Department of Sociology UCLA, paper 8, 2003, (This paper is posted at the eScholarship Repository, University of California. <http://repositories.cdlib.org/uclasc/trcsa/8>), p.134.
- CHANDRA, Kanchan, *Why Ethnic Parties Succeed: Patronage and Ethnic Headcounts in India*, Cambridge University Press, 2004, p.368.

- COLAS, Dominique, *Sociologie politique*, Paris, Presses universitaires de France, p.566.
- CORDELL, Karl (eds), *Ethnicity and Democratisation in the New Europe*, London and New York, Routledge, 1999, 224.
- CORDELL, Karl, WOLFF, Stefan (eds), *The Ethnopolitical Encyclopaedia of Europe*, Palgrave Macmillan, 2004, p.744.
- DAALDER, Hans, MAIR, Peter (eds), *Western European Party Systems, Continuity & Change*, Sage Publications, 1983, p.463.
- DELWIT, Pascal (eds), *Les partis régionalistes en Europe. Des acteurs en développement?*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2005, p.286.
- DIOSZEGI László, SÜLE Andrea (ed.), *Hetven év, A romániai magyarság története 1919–1989*, Magyarországtudató Intézet, Budapest, 1990, p.157.
- DOMOKOS, Géza, *Esély I.*, Pallas-Akadémia, Csíkszereda, 1996, p.347.
- DOBRE, Florica (eds.), *Membrii C.C. al P.C.R: 1945–1989, dicționar*, București, Editura enciclopedică, 2004, p.662.
- DUMONT, Louis, *L'idéologie allemande. France-Allemagne et retour*, Gallimard, 1991, p.25.
- DURANDIN, Catherine, *Histoire des Roumains*, Fayard, 1995, p.573.
- DURANDIN, Catherine, *Histoire de la nation roumaine*, Bruxelles, Éditions Complexe, p.167.
- DURANDIN, Catherine, TOMESCU, Despina, *La Roumanie de Ceausescu*, Éditions Guy Epaud, 1988, p.283.
- DUVERGER, Maurice, *Les partis politiques*, Paris, Librairie Armand Collin, 1976, p.565.
- Erdélyi Magyar Ki Kicsoda*, 2000, Várad, RMDSZ Scripta, p.846.
- ESMAN, Milton J., *Ethnic Politics*, Ithaca and London, Cornell University Press, 1994, p.274.
- ESMAN, Milton J. (eds), *Ethnic Conflict in the Western World*, Cornell University Press, 1977, p. 393.
- FISCHER-GALAȚI, Stephen, *România în secolul al XX-lea*, Institutul European, 1998, p.262.
- FLORA, Peter, KUHNLE, Stein, URWIN, Derek (eds.), *State Formation, Nation-Building, and Mass Politics in Europe. The Theory of Stein Rokkan*, Oxford University Press, 1999, p.422.
- GAÁL, György, *Egyetem a Farkas utcában, A kolozsvári Ferenc József Tudományegyetem előzményei, korszakai vonzatai*, Kolozsvár, Erdélyi Magyar Műszaki Tudományos Társaság, 2001, p.132 Le livre peut être retrouvé sur <http://mek.oszk.hu/01800/01864> (le serveur de la bibliothèque national hongrois)
- GÁLL, Ernő, *Napló I. 1977–1990*, Kolozsvár, Polis, 2003, p.504.
- GÁLL, Ernő, *Számvetés*, Kolozsvár, KOMP-PRESS, 1995, p.239.
- GALLAGHER, Tom, *Democrație și naționalism în România 1989/1998*, București, All Educational, 1999, p.416.
- GALLAGHER, Tom, *Furtul unei națiuni, România de la comunism încoace*, București, Humanitas, 2004, p. 430.
- GEREBEN, Ferenc, *Identitás, kultúra, kisebbség*, Budapest, Osiris-MTA Kisebbségkutató Műhely, 1999, p.278.
- GERGELY, András (ed), *19.századi magyar történelem 1790–1918*, Korona Kiadó, Budapest, 1988, p.484.
- GIRASOLI, Nicola, *A nemzeti kisebbségek fogalmáról*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1995, p.135.

- GRUNBERG, Gérard Grunberg, PERRINEAU, Pascal, YSMAL, Colette, *Vote des Quinze, Les élections européennes*, du 23 juin 1999, Presses de Sciences Po, Paris, 2000, pp.181–202.
- GYÖRGY, Béla, *Iratok a Romániai Országos Magyar Párt Történetéhez I*, Csíkszereda – Kolozsvár, Pro-Print Print Könyvkiadó – Erdélyi Múzeum Egyesület 2003, p. 455.
- HEIDAR, Knut, KOOLE, Ruud (eds), *Parliamentary Party Groups in European Democracies: Political Parties behind Closed Doors*, Routledge/ECPR Studies, 2000, p.336.
- HITCHINS, Keith, *România 1866–1947*, București, Humanitas, 1994, p.572.
- HOROWITZ, Donald L., *Ethnic Groups in Conflict*, Berkely-Los Angeles-London, University of California Press, 1985.
- HUNYA, Gábor (eds), *România 1944–1990. Gazdaság és politikatörténet*, Budapest, Atlantisz, p.323.
- IORDACHE Anastasie, *Parlamentul României în anii reformelor și ai primului război mondial 1907–1918*, Paideia, 2001, p.157.
- IONESCU-GURA, Nicoleta, *Stalinizarea României. Republica Populară Română 1948–1950: transformări instituționale*, ALL, 2005, p.567.
- ISHIYAMA, John T., BREUNING Marijke, *Ethnopolitics in New Europe*, Colorado, Lynne Rienner Publishers, 1998. – on-line edition: Columbia International Affairs Online, 1999. – [www.ciaonet.org/book/ishiyama/auth.html](http://www.ciaonet.org/book/ishiyama/auth.html) février 2006.
- JANDA, Kenneth, *Political Parties: A Cross-National Survey*, New York: The Free Press, 1980, la version électronique, p.1015. – le livre se trouve sur le page web [www.janda.org](http://www.janda.org) visité pour la dernière fois en juin 2006.
- KANTOR, Zoltán, (ed.), *A státustörvény, dokumentumok, tanulmányok, publicisztika*, Budapest, Teleki László Alapítvány, 2002, p.682.
- KARVONEN, Lauri, KUHNLE, Stein (eds), *Party Systems and Voter Alignments Revisited*, London et New York, Routledge, 2002, p.317.
- KATZ, Richard S., MAIR, Peter (eds), *How Parties Organize, Change and Adaptation in Party Organizations in Western Democracies*, Sage Publications, 1994, p.371.
- KEATING, Michael, *The New Regionalism in Western Europe, Territorial Restructuring and Political Change*, Cheltenham, Edward Elgar, 1998, p.256.
- KEITH, Hitchins, *Mit și realitate în istoriografia românească*, Editura enciclopedică, 1997, 322.
- KEITH, Hitchins, *România 1866–1947*, Humanitas, 1998, p.572.
- KIRÁLY, Károly, *Nyílt kártyákkal, önéletírás és naplójegyzetek*, Nap Kiadó, 1995, p.376.
- KISS, Tamás (ed.), *Népesedési folyamatok az ezredfordulón Erdélyben*, Kolozsvár, RMDSZ ÜE-Kriterion, 2004, p.345.
- KÖPECZI Béla (ed), second édition, *Erdély rövid története*, Akadémiai Kiadó, Budapest, 1993, p. 684.
- KRENNER, Miklós (spectator), *Az erdélyi út (Válogatott írások)*, Múzeumi füzetek 11, Székelyudvarhely, Haáz Rezső Kulturális Egyesület, 1995.
- LANE, Jane-Erik, ERSSON, Svante O., *Politics and Society in Western Europe*, Sage Publications, 1987, 339.
- LAVER, M.J., BUDGE, Ian (eds), *Party Policy and Government Coalitions*, The Macmillan Press LTD, 1992, p.p.439.
- LEUȘTEAN Lucian, *România, Ungaria și Tratatul de la Trianon 1918–1920*, Polirom, 2002, p.235.

- LEWIS, Paul G., *Party Structure and Organization in East-Central Europe*, Edward Elgar Cheltenham UK, Brookfield US, 1996, p.229.
- LINZ, Juan J., STEPAN, Alfred, *Problems of Democratic Transition and Consolidation: Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*, The Johns Hopkins University Press, 1996, p.480.
- LIVEZEANU, Irina, *Cultură și naționalism în România Mare 1918–1930*, Humanitas, Bucuresti, 1998, p.390.
- LÖNHÁRT, Tamás, *Uniunea Populară Maghiară în anii instaurării comunismului în România*, p. 451, thèse soutenu en décembre 2005 à la Faculté d'histoire de l'Université Babes-Bolyai de Cluj-Napoca.
- LUTHER, Kurh Richard, MÜLLER-ROMMEL, Ferdinand (eds), *Political Parties in the New Europe*, Oxford University Press, 2002, p.346.
- MAKKAI, László, MÓCSY András (ed), *Erdély története a kezdetektől 1606-ig*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1986, p.611.
- MAKKAI, László, SZÁSZ, Zoltán (ed), *Erdély története 1606–1830*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1986, p.1185.
- MENY, Yves (eds), *Idéologies partis politiques et groupes sociaux*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1991, p.417.
- MIKO, Imre, *Huszonkét év, Az erdélyi magyarság politikai története, 1918.dec.1-től, 1940. aug.30-ig*, A Studium kiadása, Budapest, 1941, 326.
- MILLARD, Frances, *Elections, Parties, and Representation in Post-Communist Europe*, Palgrave Macmillan, 2004, p.350.
- MINARIK, Markus, *The Evolution of Ethnopolitical Parties: A Comparative Study of Ethnopolitical Representation of the German-speaking Minority in South Tyrol, Italy and the Hungarian-speaking Minority in Slovakia*, mémoire de DEA à Central European University Budapest, 1999 <http://www.library.ceu.hu/Theses/Irestheses.htm> visité pour la dernière fois le 5 février 2006.
- MORAR Filon, *Reprezentarea politică: actori și autori*, Paideia, 2001, p. 220.
- MÜLLER-ROMMEL, Ferdinand, PRIDHAM, Geoffrey (eds), *Small Parties in Western Europe*, London-Newbury Park-New Delhi, Sage Publications, 1991, p.232.
- MURARU Ioan, IANCU Gheorghe (ed), *Constituțiile României*, Regia Autonomă Monitorul oficial, 1995.
- MOLNÁR, Gusztáv (eds), *Transzcendens remény, A Limes-kör dokumentumai 1985–1989*, Csíkszereda, Pallas-Akadémia, 2004, p.330.
- NASTASĂ Lucian, SALAT Levente (ed), *Maghiarii din România și etica minoritară (1920–1940)*, Fundația CRDE, 2003, p.312.
- NEDELEA, Marian, *Istoria României în date 1940–1995*, Niculescu, 1997, p.464.
- NICULESCU, Anton, *Relațiile româno-ungare după 1989*, Mémoire de DEA présenté à la Faculté d'histoire de l'Université de Bucarest 2003–2004, manuscrit.
- NIDERHAUSER, Emil, *Nemzet és kisebbség*, Budapest, Lucidus Kiadó, 2001, p.338.
- OFFERLE, Michel, *Les partis politiques*, Paris, Presses universitaires de France, 1987, p.125.
- ORMOS Mária, *Magyarország a két világháború korában 1914–1945*, Debrecen, Csokonai Kiado, 1998.

- PANEBIANCO, Angelo, *Political Parties: Organization and Power*, Cambridge University Press, 1998, p.318.
- PAPP, Z. Attila, *A romániai magyar sajtóvilágosság a kilencvenes években. A működtetők világa*, thèse soutenu à ELTE, 2005, p.242.
- PAVEL, Dan, HUIU, Iulia, „Nu putem reuși decât împreună” *O istorie analitică a Convenției Democratice, 1989–2000*, Iași, Polirom, 2003, p.585.
- PREDĂ, Cristian, *Partide și alegeri în România postcomunistă 1989–2004*, București, Nemira, 2005, p.200.
- PREDĂ, Cristian, *România postcomunistă și România interbelică*, Universitatea din București Institutul de cercetări politice, Editura Meridiane, 2002, p. 155.
- RADU Alexandru, *Partidele politice Românești după 1999*, București, Paideia, 2003, p.172.
- RADU, Sorin, *Modernizarea sistemului Electoral din România (1866–1937)*, Iași, Institutul European, 2005, p.284.
- RADU, Sorin, *Electoratul din România în anii democrației parlamentare (1919–1937)*, Iași, Institutul european, 2004, p.352.
- RENOUVIN Pierre, *Primul război mondial*, Corint, p.142.
- REY, Violette (éd.), *Atlas de la Roumanie*, CNRS, GDR Libergéo-La Documentation française, 2000, p.168.
- ROGER, Antoine, *Fascistes, communistes et paysans. Sociologie des mobilisations identitaires roumaines (1921–1989)*, 2001, manuscrit, p.241.
- ROMSICS Ignác, *Magyarország története a XX. században*, Budapest, Osiris Kiado, 1999
- SALAT, Levente, *Multiculturalismul liberal*, Iași, Polirom, 2001, p.357.
- SALAT, Levente, ROBOTIN, Monica (eds), *A new balance: Democracy and Minorities in Post-Communist Europe*, Budapest, Local Government and Public Service Reform Initiative, Open Society Institute, 2003, p.208.
- SANDU, Dumitru, *Spațiul social al tranziției*, Iași, Polirom, 1999, p.230.
- SCHNAPPER Dominique, *La communauté des citoyens, réflexions, sur l'idée moderne de nation*, Gallimard, 1994.
- SCURTU Ioan, ALEXANDRESCU Ion, BULEI Ion, MAMINA Ion, STOICA Stan, *Enciclopedia partidelor politice din România 1859–2003*, Meronia, 2003, p.150.
- SCURTU, Ioan, DORDEA, Ioan (coordonatori), *Minoritățile naționale din România, 1925–1931*, Documente, București, Arhivele naționale ale României, 1996.
- SCURTU, Ioan, BOAR, Liviu (ed.), *Minoritățile naționale din România, 1918–1925*, Documente, București, Arhivele Statului din România, 1995.
- SCURTU, Ioan, BUZATU, Gherghe, *Istoria Românilor în Secolul XX (1918–1948)*, Paideia, 1999, p.685.
- SCURTU, Ioan, STĂNESCU-STANCIU, Teodora, SCURTU, Georgiana Margareta, *Istoria Românilor între 1918–1940, documente*, București, Universitatea București, 2002. Le livre se trouve sur <http://www.unibuc.ro/eBooks/istorie/istorie1918-1940/introd.htm> (la date du dernière visite du site le 11 août 2005).
- SEILER, Daniel L., *Les partis autonomistes*, Paris, Presses universitaires de France, 1994, p. 125.
- SEILER, Daniel L., *Les partis politiques en Europe*, Paris, Presses universitaires de France, 1982, p.128.
- SEILER, Daniel L., *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1993, p.157.

- SEILER, Daniel L., *Partidele politice din Europa*, Iași, Institutul European, 1999, p.154.
- SEILER, Daniel-L., *Les partis politiques en Europe*, Paris, PUF, 1982, p.128.
- SOARE, Sorina, *Analyse de l'émergence et du développement des partis et du système de partis politiques en Roumanie depuis 1989*, thèse soutenue à l'Université Libre de Bruxelles, en 2003.
- STEFAN, Laurențiu, *Patterns of Political Elite Recruitment in Post-communist Romania*, thèse de doctorat, 2003, p.376.
- STOICA, Stan, *Dicționarul Partidelor politice din România (1989–2003)*, București, Meronia, 2003, p.274.
- STOICA, Stan, *România 1989–2005, O istorie cronologică*, București, Meronia, 2005, p.308.
- SZASZ, Zoltán, *Erdély története 1830-tól napjainkig*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1986, p.1936.
- SZILAGYI N, Sándor, *Mi-egy-más, közéleti írások*, Kolozsvár, Kalota Könyvkiadó, 2004, p.585.
- TÁNCZOS Vilmos, TÖKÉS Gyöngyvér (eds.), *Tizenkét év. Összefoglaló tanulmányok az erdélyi magyar tudományos kutatások 1990–2001 közötti eredményeiről*, 1.kötet, Scientia, Kolozsvár, 2002, p.495.
- TARAS, Ray (eds), *National Identities and Ethnic Minorities in Eastern Europe: Selected Papers from the Fifth World Congress of Central and East European Studies*, ST.Martin's Press, 1998, p.228.
- THORNBERRY, Patrick, *International Law and the Rights of Minorities*, Oxford, Clarendon Press, 2001.
- TISMANEANU, Vladimir, *Stalinism pentru eternitate. O istorie politică a comunismului românesc*, Polirom, 2005, p.415.
- TOTH, Szilárd, *Problema minorității maghiare în Parlamentul României în perioada interbelică*, 2005, p.432; soutenu en décembre 2005 à la Faculté d'histoire de l'Université Babes-Bolyai de Cluj-Napoca.
- VARGA E., Árpád, *Népszámlálások a jelenkori Erdély területén, Jegyzetek Erdély és a kapcsolt részek nemzetiségi statisztikájának történetéhez*, Budapest, Regio-MTA Történettudományi Intézet, 1992, p.209.
- VARGA E., Árpád, *Fejezetek a jelenkori Erdély népesedéstörténetéből*, Budapest, Püski, 1998, p.388.
- VERESEGYHAZI KOVACS Jolán, VERESEGYHAZI Béla, *Magyarország történeti topográfiai kislexikona*, Aula, 1996, p. 324.
- WAELE, Jean-Michel De (eds), *Les clivages politiques en Europe centrale et orientale*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2004, p.288.
- WAELE, Jean-Michel De (eds), *Partide politice și democrație în Europa centrală și de est*, București, Humanitas, 2003, p.302.
- WAELE, Jean-Michel De, *L'émergence des partis politiques en Europe centrale*, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1999, p.354.
- WARE, Alan, *Political Parties and Party Systems*, Oxford University Press, 1996, p.415.
- WEBER, Max, *Le savant et le politique*, 1959, Plon, p.184.
- WINTER, Lieven De (eds), *Non-state Wide Parties in Europe*, Barcelona, ICPS, 1994, p.198.
- WINTER, Lieven De, TÜRSAN, Huri (eds), *Regionalist Parties in Western Europe*, Routledge, London, 1998, p.259.



## Articles

- ALONSO, Sonia, RUIZ, Rubén « Political Representation and Ethnic Conflict in New Democracies. » 2005, Discussion Paper SP IV 2005–201, Wissenschaftszentrum Berlin für Sozialforschung.
- ARGELAGUET, Jordi, « The *Regional* Parties in the Government or at the Opposition. How, When and Why? », première version pour “Workshop 3: Building a Party family: comparing regionalist parties”, ECPR Joint Sessions, Edinburgh, avril 2003.
- BAKK, Miklós, « Az RMDSZ mint a romániai magyarság politikai önmeghatározási kísérlete 1989 után », *Régió* 1992/2.
- BAKK, Miklós, « Az autonómia tervek két szakasza Erdélyben 1989 után », *Magyar Kisebbség*, Kolozsvár, 2004/1–2, pp.39–60.
- BAKK, Miklós, SZÁSZ, Alpár Zoltán, SZÉKELY, István Gergő, « Parlamenti választás Romániában 2004 novemberében », pp.93–117., in BODÓ, Barna (eds), *Romániai Magyar Évkönyv 2004–2005*, Marineasa-Diaspora, 2005, p.801.
- BÁRDI, Nándor, « A romániai magyarság kisebbségpolitikai stratégiái a két világháború között », *Régió*, 8 évfolyam, 1997/2, pp. 23–68.
- BÁRDI, Nándor, A romániai magyar elit generációs csoportjainak integrációs viszonyrendszere (1918–1989), manuscrit, p.36.
- BELANGER, Sara, PINARD, Maurice, « Ethnic Movements and the Competition: Some Missing Links », *American Sociological Review*, 1991, American Sociological Association, vol.56, pp.446–457.
- BIRD, Karen, « Unequal Gains: Patterns of Ethnic Minority Representation in the Political Systems of France, Denmark and Canada », presentation à la rencontre IPSA RC14 “Ethnicity and Politics” à Ottawa, Canada.
- BIEZEN, Ingrid van, « On the Internal Balance of Party Power. Party Organizations in the New Democracies », *Party Politics*, 2000, Sage Publications, vol.4, pp.395–417.
- BIEZEN, Ingrid van, « On the Theory and Practice of Party Formation and Adaptation in New Democracies », *European Journal of Political Research*, Blackwell Publishing LTD, 2005, vol.44, pp.147–174.
- BRANCATI, Dawn, « The Origins of Regional Parties », <http://people.hmdc.harvard.edu>.
- BOTTONI, Stefano, « A sztálini « kis Magyarország » megalakítása (1952) », l'article se trouve sur la page web [www.transindex.ro](http://www.transindex.ro) visité la dernière fois le mars 2006.
- BOTTONI, Stefano, « Integrálódó kisebbség? A Magyar Autonóm Tartomány politikai elitje », l'article se trouve sur la page web [www.transindex.ro](http://www.transindex.ro) visité la dernière fois le mars 2006.
- CAPELLE-POGACEAN, Antonela, « Les relations hungaro-roumaines et la question des minorités magyares », Paris, Les Études du CERI, nr.12, p.41.
- CHANDRA, Kanchan, « Elite Incorporation in MultiEthnic Societies », *Asian Survey*, 2000, University of California Press, vol.40, pp.836–865.
- CHANDRA, Kanchan, METZ, Daniel, « A New Cross-national dDatabase on Ethnic Parties », présentation à la conférence annuelle de l'Association des sciences politiques Midwestern en avril 2002, p.28.

- CHANDRA, Kanchan, « Strategic Voting for Ethnic Parties », LICEP Short Project, April 2000, p.25.
- CHANDRA, Kanchan, BOULET, Clianne, « Ethnic Cleavage Structures, Permanent Exclusion and Democratic Stability », présentation à la conférence « Alien Rule and its Discontents », University of Washington at Seattle, 3–4, 2005, p.38.
- CHANDRA, Kanchan, « Cumulative Findings in the Study of Ethnic Politics. Introduction. », *APSA-CP Newsletter*, American Political Science Association, 2001, vol.12, pp.7–11.
- CROWLY, John, « The political Participation of Ethnic Minorities », *International Political Science Review*, SAGE Publications, 2001, vol.22, pp.99–121.
- DOBRE, Ana Maria, « The Europeanisation of the Candidate Countries, The EU Conditionality Building and the Romanian Minority Rights Policy », Paper to be presented at the 2 nd Research Meeting on Europeanisation: “Towards theEuropeanisation of Political Representation? Theory, Political Parties and Social Movements in the Multilevel Governing Europe”, University of Bocconi, Milan, 22 November 2002. [www.essex.ac.uk/ecpr](http://www.essex.ac.uk/ecpr).
- ELIAS, Anwen, « Europeanisation and the Symbolic Politics of Ethnoregionalism: Towards an Expanded Framework of Analysis », présentation au “Workshop 3: Building a Party Family: Comparing Regionalist Parties”, ECPR Joint Sessions, Edinburgh, avril 2003.
- EVANS, Geoffrey, WHITEFIELD, Stehpen, « Identifying the Bases of Party Competition in Eastern Europe », *British Journal of Political Science*, 1993, vol.23, pp.521–548.
- EVANS, Geoffrey, WHITEFIELD, Stehpen, « The Structuring of Political Cleavages in Post-Communist Societies: The Case of Chez Republic and Slovakia », *Political Studies*, Blackwell Publisher, 1998, vol. XLVI, pp.115–139.
- FOSTER, Charles R., « Political Culture and Regional Ethnic Minorities », *The Journal of Politics*, 1982, Southern Political Sciences Association, vol.44, pp.560–568.
- GAGYI, József, « Magyar Autonóm Tartomány: egy centralizációs kísérlet », l'article se trouve sur la page web [www.transindex.ro](http://www.transindex.ro) visité la dernière fois le mars 2006.
- GIBSON, Rachel, HARMEL, Robert, « Party Families and Democratic Performance: Extra-parliamentary vs. Pariliamentary Group Power », *Political Studies*, Blackwell Publishers, 1998, vol. XLVI, pp.633–650.
- GORDIN, Joseph P., « The Electoral Fate of Ethnoregionalist Parties in Western Europe: A Boolean Test of Extant Explanations », *Scandinavian Political Studies*, Nordic Political Science Association, 2001, vol.24, pp.149–170.
- GUNTHER, Richard, DIAMOND, Larry, « Species of Political Parties: A New Typology », *Party Politics*, vol. 9, n. 2, 2003, pp. 167–99.
- HARMEL, Robert, TAN, Alexander C., « Party Actors and Party Change: Does Factional Dominance Matter? », *European Journal of Political Research*, 2003, nr.42, pp.409–424.
- HELLER, William B., « Voting for Voice: Regional Parties and National Elections in Post-Franco Spain », draft paper prepared for presentation at the Annual Meeting of the American Political Science Association, Atlanta, Georgia, September 1999.
- HITCHINS, Keith, « Romania », *The American Historical Review*, 1992, American Historical Association, vol.97, pp.1064–1083.
- HOFFERBERT, Richard I, « Introduction: Party Structure and Performance in New and Old Democracies », *Political Studies*, Blackwell Publishers, 1998, volt. XLVI, pp.423–431.

- HOPPE, Marcus, « Identity Construction between Region, Nation and European Integration: The Scottish National Party, Plaid Cymru and the Lega Nord », présentation au “Workshop 3: Building a Party Family: Comparing Regionalist Parties”, ECPR Joint Sessions, Edinburgh, avril 2003; p.45.
- HOROWITZ, Donald L., « Three Dimensions of Ethnic Politics », *World Politics*, 1971, The John Hopkins University Press, vol.23, pp.232–244.
- HOROWITZ, Donald L., « Constitutional Design: Proposals versus Processes », présentation à la Conference on Institutional Design, Conflict Management and Democracy in the Late Twentieth Century, Kellogg Institute, University of Notre Dame, 9–11 December 1999, p.38.
- JANDA, Kenneth, « Political Parties and Democracy in Theoretical and Practical Perspective. Adopting Party law, Washington », National Democratic Institute for International Affairs, 2005, p. 38
- KASFIR, Nelson, « Explaining Ethnic Political Participation », *World Politics*, 1979, The John Hopkins University Press, vol.31, pp.365–388.
- KEATING, Michael, « European Integration and the Nationalities Question », *Politics & Society*, SAGE Publications, 2004, vol.32, pp.367–388.
- KEATING, Michael, « Plurinational Democracy in a Post-Sovereign Order », *Queen’s Papers on Europeanisation*, 2002/1, p.18.
- KITCHELT, Herbert, « Citizens, Politicians, and Party Cartellization: Political Representation and State Failure in Post-industrial Democracies », *European Journal of Political Research*, Kluwer Academic Publishers, 2000, vol.37, pp.149–179.
- LEIFER, Eric M., « Competing Models of Political Mobilization: The Role of Ethnic Ties », *The American Journal of Sociology*, 1981, The University of Chicago Press, vol.87, pp.23–47.
- LIJPHART, Arend, « Power-sharing and Group Autonomy in the 1990s and the 21<sup>st</sup> Century », présentation à Constitutional Design 2000, Kellogg Institute for International Studies University of Notre Dame.
- LIJPHART, Arend, « Religious vs. Class Voting: The “Crucial Experiment” of Comparing Belgium, Canada, South Africa, and Switzerland », *The American Political Science Review*, 1979, American Political Science Association, vol.73, pp.442–458.
- LIPSET, Seymour Martin, JALALI Rita, « Racial and Ethnic Conflicts: A Global Perspective », *Political Science Quarterly*, 1992–1993, The Academy of Political Science, vol.107, pp.585–606.
- LYNCH, Peter, « The Policy Impact of Regionalist Parties », présentation au “Workshop 3: Building a Party Family: Comparing Regionalist Parties”, ECPR Joint Sessions, Edinburgh, avril 2003.
- MONTABES PEREIRA, Juan, VILLODRES ORTEGA, Carmen, NIETO PEREZ, Enrique G., « Electoral Systems and Electoral Success of Regionalist Parties in Western Europe », présentation (première version) au “Workshop 3: Building a Party Family: Comparing Regionalist Parties”, ECPR Joint Sessions, Edinburgh, avril 2003, p.22.
- MORENO, Luis, « Dual Identities and Stateless Nations (the ‘Moreno question’) », *Unidad de Políticas CompAradas (CSIC)*, Madrid, Working Paper 05–02, 2005, p.19.

- MULLERSON, Rein, « Minorities in Eastern Europe and the Former USSR. Problems, Tendencies, and Protection », *The Modern Law Review*, 1993, Blackwell Publishing, vol.56, pp.793–811.
- NEDEVA ATANASSOVA, Ivanka, « The Impact of Ethnic Issues on the Security of South Eastern Europe », Report Commissioned by the NATO Office of Information and Press, 1999, p.68.
- NORRIS, Pippa, MATTES, Robert, « Does Ethnicity Determine Support for the Governing Party? The Structural and Attitudinal Basis of Partisan Identification in 12 African Nations ».
- NORRIS, Pippa, « Ballots not Bullets: Testing Consociational Theories of Ethnic Conflict, Electoral Systems and Democratization », presentation à la Conference on Institutional Design, Conflict Management and Democracy in the Late Twentieth Century, Kellogg Institute, University of Notre Dame, 9–11 December 1999, p.22.
- OLSON, David M., « Party Formation and Party System Consolidation in the New Democracies of Central Europe », *Political Studies*, Blackwell Publishers, 1998, XLVI, pp.432–464.
- OPRESCU, Dan, « Minoritățile naționale în 1999 » *Sfera Politicii*, Institutul de cercetări politice și economice și Fundația societatea civilă, 2000, nr.78, pp.11–17.
- OPRESCU, Dan, « ADHR în 2000 » *Sfera politicii*, Institutul de cercetări politice și economice și Fundația societatea civilă, 2000, nr.79, pp.11–17.
- PAVEL, Dan, « De ce nu s-a predat coaliția », *Sfera Politicii*, Institutul de cercetări politice și economice și Fundația societatea civilă, 2000, nr.78, pp.2–10.
- PREECE, Jackson Jennifer, « National Minorities and the International System », *Politics*, 1998, Blackwell Publishers, vol.18, pp.17–23.
- RATH, John, « Political Participation of Minorities in Netherlands », *International Migration Review*, 1983, The Center for Migration Studies of New York, vol.17, pp.445–469.
- ROEDER, Philip G, « Peoples and States after 1989: The Political Costs of Incomplete National Revolutions », *Slavik Review*, 1999, The American Association for the Advancement of Slavik Studies, vol.58, pp.854–882.
- ROGER, Antoine, « Economic Development and Positioning of Ethnical Political Parties: Comparing Post-Communist Bulgaria and Romania », *Southeast European Politics*, 2002, vol.3, pp.20–42.
- ROSE, Richard, MISHLER, William, « Negative and Positive Party Identification in Post-communist Countries », *Electoral Studies*, Elsevier Science Ltd., 1998, vol.17, pp.217–234.
- RUDOLPH, Joseph R. Jr., « Ethnic sub-states and the emergent politics of tri-level interaction in Western Europe », *The Western Political Quarterly*, 1997, University of Utah, pp.537–555.
- RUDOLPH, Joseph R., THOMPSON, Robert J., « Ethnoterritorial Movements and the Policy Process: Accommodating Nationalist Demands in the Developed World », *Comparative Politics*, 1985, City University of New York, vol.17, pp.291–311.
- SEILER, Daniel L., « Clivages, régions et science politique: application d'un schéma d'analyse au cas de la Suisse et de la Belgique », *Revue canadienne de science politique*, 1977, Canadian Political Science Association, vol.10, pp.447–472.
- SMITH, Anthony D., « Culture, Community and Territory: The Politics of Ethnicity and Nationalism », *International Affairs*, 1996, Royal Institute of International Affairs, vol.72, pp.445–458.

- SPIROVA, Maria, « Electoral Rules and the Political Representation of Ethnic Minorities: Evidence from Bulgaria and Romania », CEU, 2003–2004, recherche préparée en vue de sa présentation en 2004 à la rencontre annuelle de l'Association pour l'étude des nationalités, Avril 15–17, 2004, Columbia University, New York.
- STRMISKA, Maxmilian, « Conceptualization and Typology of European Regional Parties: A Note on Methodology », *Central European Political Studies Review*, vol.5, 2003, <http://www.cepsr.cz/index.php?ID=20> visité la dernière fois le 6 février 2006.
- STROSCHIN, Sherrill, « Effects of Local Demography on Ethnic Party Mobilization in Romania, Slovakia and Ukraine », paper for delivery at the Annual Meeting of the American Political Science Association, Atlanta, Georgia, September 1999.
- SZÁSZ, Alpár Zoltán, « A demokrácia modellje Romániában: a valóság számokban kifejezve », *Magyar Kisebbség*, 2002/3, pp.237–256.
- SZÉKELY, István Gergő, « A romániai magyar szavazók választói magatartása », pp.49–93. in BODÓ, Barna (eds), *Romániai Magyar Évkönyv 2004–2005*, Marineasa-Diaspora, 2005, p.801.
- THOLEN, Berry, VRIES, S.de Michiel, « The Inclusion and Exclusion of Minorities in European Countries: A Comparative Analysis at the Local Level », *International Review of Administrative Sciences*, IAS, SAGE Publications, 2004, vol.70, pp.455–476.
- TOSSUTTI, S. Liviana, « How Transnational Factors Influence the Success of Ethnic, Religious and Regional Parties in 21 states », *Party Politics*, SAGE Publications, 2002, vol.8, pp.51–74.
- UHLANER, Carol J., CAIN, Bruce E., KIEWIET, Roderick D., « Political Participation of Ethnic Minorities in the 1980s », *Political Behavior*, 1989, Springer, vol.11, pp.195–231.
- VARGA E., Árpád, Népszámlálások Erdély területén 1850 és 1910 között, Manuscript Budapest, 1999. p. 31.
- VERDERY, Katherine, « Beyond the Nation in Eastern Europe », *Social Text*, Duke University Press, 1994, nr.38, pp.1–19.
- VERDERY, Katherine, « Nationalism and National Sentiment in Post-socialist Romania », *Slavic Review*, The American Association for the Advancement of Slavik Studies, 1993, vol.52, pp.179–203.
- VERDERY, Katherine, « Transnationalism, Nationalism, Citizenship, and Property: Eastern Europe since 1989 », *American Ethnologist*, American Anthropological Association, 1998, vol.25, pp.291–306.
- VINCZE, Gábor, „A romániai magyar kisebbség politikai intézményrendszere (1944–1953)“, *Régió*, 8 évfolyam, 1997. 2 szám, pp.68–85.
- VINCZE, Gábor, *A nemzeti kisebbségtől a "magyar nemzetiségű románokig". Negyvenöt év bukaresti magyarságpolitikájának vázlata. (1944–1989)*, Limes, 1998/4, l'article se trouve aussi sur la page web [www.transindex.ro](http://www.transindex.ro) consulté la dernière fois en juin 2006.
- WINTER, Lieven De, « The Impact of European Integration on Ethnoregionalist Parties », *Working Papers 195*, Institut de Ciències Polítiques i Socials, Barcelona, 2001, p.26.
- WINTER, Lieven De, CACHAFEIRO, Margarita Gomez-Reino, « European Integration and Ethnoregionalist Parties », *Party Politics*, Sage Publication, 2002, vol.8, pp. 458–503.

- WOLFINGER, Raymond E., « The Development and Persistence of Ethnic Voting », *The American Political Sciences Review*, 1965, The American Political Science Association, vol.59, pp.896–908.
- YIFTACHEL, Oren, GHANEM, As'ad, « Understanding 'Ethnocratic' Regimes: The Politics of Seizing Contested Territories », *Political Geography*, Elsevier Ltd., 2004, vol.23, pp.647–676.
- ZARISKI, Raphael, « Ethnic Extremism among Ethnoterritorial Minorities in Western Europe: Dimensions, Causes and Institutional Responses », *Comparative Politics*, 1998, City University of New York, vol.21, pp. 253–272.



ISBN: 978-973-595-987-6